

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Spécificités et clichés luxembourgeois de A à Z



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Mme Marie-Paule Jungblut et M. Claude Frieseisen.

Certains clichés et stéréotypes ont la vie longue, surtout s'ils traitent d'un pays ou de ses habitants. C'est ainsi qu'on aime dire

- des Japonais qu'ils prennent tout le temps des photos,

- des Italiens qu'ils parlent avec leurs mains et n'aiment que les pâtes,

- des Allemands qu'ils sont rigides parce qu'ils aiment l'ordre,

- qu'un bon Français a toujours une baguette et une bouteille de vin rouge sur lui.

Au fait, qu'en est-il du Luxembourg et des Luxembourgeois? Les Luxembourgeois mêmes ignorent fréquemment la réponse à cette question ou l'évaluent volontairement. Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar et son Secrétaire général, M. Claude Frieseisen se sont déplacés fin juillet au Musée d'Histoire de la Ville de

Luxembourg pour se faire une idée de la façon dont l'exposition présente les spécificités qui caractérisent le Luxembourg et les Luxembourgeois.

Dans le cadre d'une exposition temporaire qui durera jusqu'au 31 mars 2013, les responsables du musée en ont sélectionné 26, articulées de A comme «anescht» (différent) à Z comme «zefridden» (satisfait).

Guidés à travers l'exposition par Mme Marie-Paule Jungblut qui, depuis le 1^{er} août 2012, a pris les rênes du Musée Historique de Bâle en tant que directrice, les visiteurs de la Chambre ont pu découvrir des faits, des photos, des films, des documents sonores et des objets qui traitent du sujet parfois avec sérieux, parfois avec humour, mais toujours de manière informative.

Tous les domaines de la réalité luxembourgeoise (histoire, culture, économie, politique, société, religion, langue, traditions) se voient ainsi abordés et brossent au final un portrait original du Luxembourg et de ses habitants.

Protéger les animaux contre les grands froids



Remise d'une pétition pour la protection des animaux contre les grands froids.

Durant la période estivale, beaucoup d'animaux domestiques sont délaissés par leurs maîtres. Jugés trop encombrants le temps des vacances, certains sont abandonnés au bord de la route. D'autres, oubliés au fin fond d'une voiture, manquent d'air et étouffent sous l'effet de la canicule.

Cependant, la vie des meilleurs compagnons de l'homme n'est pas seulement mise en péril en été; elle peut aussi l'être par temps de grand froid en hiver.

C'est à cet effet qu'un collectif vient de remettre une pétition comportant 1.011 signatures au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Elle vise à une modification de la loi du 15 mars 1983 qui a pour objet d'assurer la protection de la vie et du

bien-être des animaux. Les pétitionnaires demandent surtout une amélioration des conditions de détention des animaux domestiques en hiver, notamment quand les températures franchissent certains seuils par temps de grand froid. Le Président de la

Chambre a assuré les défenseurs de la cause des animaux de son soutien et de faire passer leur pétition dans les meilleurs délais à la commission compétente de la Chambre.

DANS CE NUMÉRO

Fermeture des magasins de détail	p. 494
Pacte climat avec les communes	p. 507
Dossier Wickrange/Livange	p. 528
Sommaire des séances publiques n°s 37-39	p. 534
Sommaire des questions parlementaires	p. Q154

37 ^e séance	mardi	10 juillet 2012
38 ^e séance	mercredi	11 juillet 2012
39 ^e séance	mardi	17 juillet 2012

Conférence des Présidents des délégations COSAC

La présidence chypriote annonce ses priorités

Quelques jours après le début officiel de la première présidence chypriote du Conseil de l'Union européenne, les Présidents des commissions spécialisées dans les affaires européennes se sont retrouvés les 8 et 9 juillet 2012 à Limassol afin de préparer la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) du mois d'octobre à Chypre.

Chypre prend la tête de l'Union européenne à un moment crucial, les turbulences de la crise financière nécessitant une action forte de l'UE. Les priorités de la présidence chypriote et la résolution de la crise financière ont été les sujets prééminents des discussions.

Les priorités principales de la présidence chypriote sont au nombre de quatre:

- 1) une Europe plus efficace et plus durable;
- 2) une Europe dotée d'une économie plus performante, fondée sur la croissance;
- 3) une Europe plus pertinente aux yeux de ses citoyens, avec solidarité et cohésion sociale;
- 4) une Europe dans le monde, plus proche de ses voisins.

Pour aboutir à une Europe plus efficace, il faudra aller le plus loin possible dans les négociations sur le cadre financier pluriannuel couvrant la période 2014-2020. La présidence œuvrera pour la finalisation des négociations et l'élaboration d'un budget européen équilibré et efficace, soutenant la croissance et la création d'emplois. De l'établissement de ce cadre dépendent également d'autres politiques communes comme la politique agricole et de la pêche, la politique de cohésion et la politique de recherche et d'innovation.

Pour trouver une issue à la crise actuelle, la présidence s'emploiera à travailler sur le nouveau cadre renforcé de la gouvernance économique et à intensifier la surveillance budgétaire, en vue de garantir la stabilité fiscale. Dans ce contexte, différentes propositions furent soumises et analysées par les Présidents des commissions spécialisées dans les affaires européennes, comme par exemple l'union bancaire, les transactions financières ou encore les ressources propres.

C'est précisément à cette occasion que M. Fernand Boden est intervenu en interpellant le Vice-ministre chypriote chargé des affaires européennes, M. Andreas Mavroyiannis, sur les chances de voir aboutir la taxe sur les transactions financières et sur sa connexion avec les ressources propres de l'Union. M. Mavroyiannis a indiqué que la création d'une telle taxe s'annonce d'ores et déjà difficile du fait de la résistance de certains États membres. La solution sera peut-être de promouvoir une coopération renforcée entre les États désireux d'introduire une telle taxe, sachant toutefois qu'une telle coopération empêchera de lier cette taxe aux ressources propres de l'Union.



La Chambre des Députés a été représentée par M. Fernand Boden.

La politique énergétique et la création de réseaux transeuropéens d'énergie constituent une autre priorité de la présidence chypriote, étant donné la dépendance de l'île des importations en énergie. Dans son discours devant les participants, le Commissaire européen en charge de l'énergie, M. Günther Oettinger, a rappelé l'importance capitale de la création de réseaux transeuropéens pour l'énergie. L'Union européenne a créé différents réseaux européens tels que les transports routiers, les voies ferrées ou encore le ciel unique européen. Mais il n'existe pas de réseau européen pour l'énergie. Cette situation risque de mettre en danger la sécurité de l'approvisionnement en énergie étant donné que l'Union européenne est encore loin d'avoir complété un marché unique du gaz et de l'électricité.

Aux yeux du Commissaire Oettinger, ce marché unique de l'énergie devra s'articuler autour de quatre axes:

- la sécurité d'approvisionnement,
- la solidarité en cas d'urgence,
- la compétitivité ainsi que
- la promotion des énergies renouvelables.

Il nécessitera des apports en capital importants, car il faut que cette énergie transite d'un pays à l'autre et que l'interconnexion des réseaux soit assurée. Des nouvelles ressources doivent également être exploitées.

La Commission européenne se félicite des différents projets à caractère transnational déjà réalisés, comme le forum pentalatéral auquel participe également le Luxembourg. Elle a par ailleurs indiqué qu'une enveloppe importante sera mise à disposition par l'UE dans le cadre du cofinancement futur de tels projets transnationaux. Le marché unique de l'énergie est le prochain grand dessein de l'Union européenne et nécessitera une infrastructure paneuropéenne sans oublier la dimension extérieure de la politique d'énergie, a ainsi conclu le Commissaire Oettinger.



XXXVIII^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie

Les nouvelles technologies, vecteurs de la Francophonie



Les participants à la 38^e session de l'APF.

© Geoffroy Libert

La 38^e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ainsi que la réunion du Bureau de l'APF se sont tenues à Bruxelles, à l'invitation de la section Belgique/Communauté française/Wallonie-Bruxelles, du 8 au 12 juillet dernier.

Cette rencontre, placée sous le thème «Médias et technologies de l'information et de la communication, vecteurs de la Francophonie dans le monde», a réuni plus de 300 participants issus de 45 sections ainsi qu'une quinzaine de présidents d'assemblées. Accueillis par M. Jean-Charles Luperto, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, les participants ont pu entendre lors de la cérémonie

d'ouverture le Premier Ministre du Royaume de Belgique, M. Elio Di Rupo, et le Secrétaire général de la Francophonie, M. Abdou Diouf.

En sa qualité de Trésorier de l'APF, M. Michel Wolter a présenté à l'Assemblée et au Bureau de l'APF les comptes de l'exercice 2011 et le budget rectifié pour 2012. L'exercice budgétaire 2011 se termine sur un résultat très légèrement déficitaire. Après de nombreuses années excédentaires, il convient de souligner que ce résultat s'explique par un niveau de recettes moindre, alors que les dépenses restent parfaitement maîtrisées.

Pour contenir les risques qui pèsent sur le budget de l'APF à l'ave-

nir, M. Wolter a proposé des mesures d'économies équilibrées qui n'auront aucun impact significatif sur les activités de l'APF et ce d'autant plus qu'elles concernent presque exclusivement des dépenses de fonctionnement.

La session plénière de l'APF a également entendu le rapport du Secrétaire général parlementaire, M. Jacques Legendre (sénateur français) et adopté une quinzaine de résolutions, dont trois sur le droit des femmes en l'occurrence.

Dans une résolution sur les patrimoines de Tombouctou (Mali) et de la Géorgie, l'APF appelle tous les pays de la Francophonie à prêter assistance à l'UNESCO en vue de circons-

crire toute tentative de trafic du patrimoine malien qui a été et pourrait encore être dérobé et appelle tous les pays de la Francophonie à œuvrer avec les représentants géorgiens dans toutes les instances compétentes, notamment l'UNESCO, afin d'exhorter les autorités russes occupant le territoire géorgien à y respecter le patrimoine géorgien.

Une déclaration sur la situation dans l'Est de la République démocratique du Congo a également été adoptée. L'Assemblée parlementaire de la Francophonie a également levé la suspension de la section de la Côte d'Ivoire et entendu le Président de l'Assemblée ivoirienne, M. Guillaume Kigbafori Soro qui s'est félicité de la

réintégration de sa section au sein de la Francophonie parlementaire. La suspension des sections malienne et syrienne a été maintenue.

Le débat général a donné lieu à une vingtaine d'interventions qui ont souligné l'importance des nouveaux médias pour la Francophonie et mis en avant la fracture numérique entre le Nord et le Sud en matière de technologies de l'information et de la communication.

La Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles a été chargée par l'Assemblée d'approfondir le sujet afin de trouver des stratégies pertinentes pour faire des nouvelles technologies un véritable vecteur de la Francophonie.

Conférence «La PAC à l'horizon 2020 - Faire le point avec la société civile»



M. Roger Negri a représenté le Parlement luxembourgeois à Bruxelles.

La conférence organisée le 13 juillet 2012 par la Commission européenne à Bruxelles, à laquelle a participé le député luxembourgeois M. Roger Negri, a été l'occasion de débattre avec la société civile des propositions de réforme de la PAC (Politique agricole commune) post-2013.

L'intention, selon la Commission, est d'associer la société civile aux décisions de réforme qui engageront notre sécurité alimentaire, l'utilisation de nos ressources naturelles et le développement de nos économies rurales pour les années à venir. Le Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural, M. Dacian Ciolos, a rappelé que l'Union européenne (UE) a plus que jamais besoin d'un secteur agricole compétitif sur le plan économique comme sur le plan écologique, qui donne des perspectives d'emploi aux jeunes, tout en stimulant la croissance économique de tous les territoires de l'UE, y compris les plus fragiles.

Lors de son discours, le Commissaire a également évoqué la question de la gestion des marchés, de plus en plus incertains, qui peuvent décourager les agriculteurs ou les pousser à une intensification déraisonnable. Le rôle des acteurs privés devrait être renforcé à travers les organisations de producteurs et les

organisations interprofessionnelles. La Commission appelle également au renforcement du rôle des autorités publiques lors de situations urgentes. Les approches sectorielles (fruits et légumes, huile d'olive, vin) continueront à jouer un rôle-clé en termes de compétitivité des secteurs agricoles. Le Commissaire a également confirmé une initiative conjointe avec le Commissaire Barnier sur le fonctionnement de la chaîne alimentaire. À ce sujet, des propositions législatives pourraient être présentées début 2013.

Quant aux critiques appelant entre autres à une simplification plus approfondie de la PAC, le Commissaire Ciolos a estimé que la Commission avait été le plus loin possible dans ce qui était socialement, économiquement, budgétairement et politiquement faisable.

Vers la fin de l'automne, le Parlement européen devrait adopter en commission les projets de rapports amendés en juillet, en fonction de l'avancement des négociations sur le futur Cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020. La version finale de la nouvelle PAC sera ensuite codécidée par le Parlement et le Conseil. La réforme de la PAC devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2014.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°13 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Établissement public «Laboratoire national de Santé»

6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;
- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;
- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Le projet de loi crée l'établissement public «Laboratoire national de santé» (LNS) qui reprend l'activité de l'administration de l'État fonctionnant actuellement sous ce nom conformément aux dispositions de la loi du 21 novembre 1980.

L'établissement est doté de la personnalité juridique et jouit de l'autonomie financière et ad-

ministrative sous la tutelle du ministre ayant la Santé dans ses attributions. L'établissement est géré dans les formes et d'après les méthodes du droit privé et a son siège à Dudelange.

L'établissement public a pour objet:

- de développer des activités analytiques et d'expertise scientifique liées à la prévention, au diagnostic et au suivi des maladies humaines;
- d'assurer le rôle d'un laboratoire national de contrôle ou de référence;
- d'assurer des missions à caractère médico-légal.

Par ailleurs, l'établissement contribue au développement, à l'harmonisation et à la promotion des méthodes et techniques de laboratoire, en étroite collaboration avec les laboratoires d'analyse du pays et de l'étranger.

Enfin, dans le cadre de ses attributions, l'établissement développe des activités de recherche et d'enseignement.

L'établissement est administré par un conseil d'administration qui comprend onze membres, dont un président et un vice-président, nommés et révoqués par le Grand-Duc.

Le conseil d'administration est assisté d'un conseil scientifique composé de cinq membres, choisis parmi les personnalités nationales et étrangères des milieux scientifiques relevant du domaine d'activité du laboratoire, dont au moins un membre ayant des compétences particulières dans le domaine d'activité médico-légal.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 21.06.2011
Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

- 17.11.2011 Désignation d'un rapporteur
- 10.05.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 24.05.2012 Examen et adoption d'amendements parlementaires
- 05.07.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2012

Loi du 7 août 2012

Mémorial A, n°167, p. 2572



Marché intérieur de l’UE:
Recouvrement de certaines
créances

6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l’assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures

Afin d’assurer un bon fonctionnement du marché intérieur de l’Union européenne et d’éliminer les mesures de protection discriminatoires mises en place par les États membres dans le but de se protéger contre le risque de fraude fiscale et de perte de recettes fiscales lié aux opérations transfrontalières tant pour les États membres que pour l’Union, une assistance mutuelle au recouvrement sur le niveau européen avait été mise en place depuis 1976 par la directive 76/308/CEE du Conseil du 15 mars 1976 concernant l’assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances résultant d’opérations faisant partie du système de financement du Fonds européen d’orientation et de garantie agricole, ainsi que de prélèvements agricoles et de droits de douane. Cette directive et ses actes modificatifs ont été codifiés par la directive 2008/55/CE du Conseil du 26 mai 2008 concernant l’assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives à certaines cotisations, à certains droits, à certaines taxes et autres mesures.

La directive 2010/24/UE étend le champ d’application de l’assistance mutuelle en matière de recouvrement aux créances relatives à des taxes, impôts et droits qui ne font pas encore l’objet de celle de 2008 afin de rendre l’assistance plus efficace et de la faciliter en pratique

par l’adoption de certaines règles plus claires et plus précises lorsque cela est nécessaire, notamment pour y inclure toutes les personnes physiques et morales de l’Union en prenant en compte l’éventail toujours croissant des dispositifs juridiques, y compris non seulement les dispositifs traditionnels tels que les trusts et les fondations, mais aussi tout nouvel instrument qui pourrait être établi par des contribuables dans les États membres. Ces règles permettent aussi de tenir compte de toutes les formes que sont susceptibles de revêtir les créances des autorités publiques en ce qui concerne les taxes, impôts, droits, prélèvements, remboursements et interventions, y compris toute créance pécuniaire visant le contribuable concerné ou une tierce partie se substituant à la créance initiale.

Dans le cadre de l’échange d’informations, un État membre ne peut en aucun cas refuser de fournir des informations pour la seule raison qu’elles sont détenues par une banque, un établissement financier, une personne désignée ou agissant en capacité d’agent ou de fiduciaire, ou qu’elles se rapportent à une participation au capital d’une personne.

L’autorité requérante et l’autorité requise peuvent convenir, selon les modalités fixées par cette dernière, de faire participer les autorités requérantes par une présence et une assistance actives, le cas échéant, en vue de faciliter l’assistance mutuelle.

Des règles de procédure par l’emploi de la voie électronique, des formulaires types, la reconnaissance des titres exécutoires des autorités compétentes des États membres sont introduits. La création d’un instrument uniformisé et des règles quant à l’emploi des langues facilite la transmission et l’exécution des demandes d’informations et d’exécutions.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 31.10.2011	
Rapporteur: M. Marcel Oberweis	
Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):	
01.12.2011	Désignation d’un rapporteur
13.03.2012	Examen du projet de loi et de l’avis du Conseil d’État
13.06.2012	Continuation des travaux
22.06.2012	Adoption d’une série d’amendements
05.07.2012	Examen de l’avis complémentaire du Conseil d’État
Présentation et adoption d’un projet de rapport	
Vote en séance publique: 11.07.2012	

Droits et obligations des
voyageurs ferroviaires

6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Le projet de loi a pour objet de fixer le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires.

Ce règlement européen accorde des droits aux voyageurs ferroviaires, notamment en matière de droit au transport pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, d’informations sur les tarifs, de disponibilité des billets et des réservations, d’indemnisation en cas de retard ou de perte de bagages.

Il a déjà connu une transposition partielle par la voie du règlement grand-ducal du 1^{er} décembre 2009 portant dérogation pour certains services de transport ferroviaire au règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires et désignation de l’autorité compétente chargée de l’application dudit règlement.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.11.2011	
Rapporteur: M. Marc Spautz	
Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):	
01.12.2011	Désignation d’un rapporteur
06.06.2012	Présentation du projet de loi et examen de l’avis du Conseil d’État
04.07.2012	Examen de l’avis complémentaire du Conseil d’État
Présentation et adoption d’un projet de rapport	
Vote en séance publique: 11.07.2012	

Permis de conduire: projet de
loi concernant les
examineurs

6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Le projet de loi 6431 a pour objet de créer les conditions relatives à l’agrément ministériel des examinateurs chargés de la réception des examens en vue de l’obtention d’un permis de conduire ainsi que l’encadrement législatif de leur activité professionnelle, d’une part, en se basant sur les dispositions déjà actuellement arrêtées par le règlement grand-ducal du 12 octobre 2001 déterminant les conditions en vue de l’agrément des examinateurs chargés de la réception des permis de conduire et, d’autre part, en transposant en droit national l’annexe IV «Normes minimales applicables aux personnes

qui font passer les épreuves pratiques de conduite» de la directive modifiée 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

L’annexe IV de la directive 2006/126/CE a pour objet de déterminer les normes minimales portant sur, d’une part, les connaissances et compétences exigées d’un examinateur du permis de conduire lui permettant d’exercer cette profession et, d’autre part, les mesures à prendre en vue de maintenir le niveau des examinateurs tout au long de l’exercice de leur profession.

Étant donné que, de l’avis du Conseil d’État, il existe une base légale suffisante pour reléguer à un règlement grand-ducal la transposition de l’annexe IV de la directive précitée, le projet de loi se borne à remplacer le paragraphe 4 de l’article 4bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Le contenu du projet de loi initial sera repris dans un règlement grand-ducal.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.05.2012	
Rapporteur: M. Marc Spautz	
Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):	
21.05.2012	Désignation d’un rapporteur
04.07.2012	Présentation du projet de loi
Examen de l’avis du Conseil d’État	
05.07.2012	Présentation et adoption d’un projet de rapport
Vote en séance publique: 11.07.2012	

Pacte climat avec les
communes

6359 - Projet de loi portant

1. création d’un pacte climat avec les communes

2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d’un fonds pour la protection de l’environnement

Le projet de loi a pour objet de créer un pacte entre l’État et les communes dans le domaine de la lutte contre le changement climatique. Dans sa déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009, le Gouvernement avait retenu comme priorité la conclusion d’un tel pacte, considérant les communes comme des partenaires essentiels dans le domaine de la protection de l’environnement. Par le biais de ce projet de loi, le Gouvernement entend donc soutenir la protection du climat dans les communes. Pour ce faire, les modalités suivantes ont été prévues:

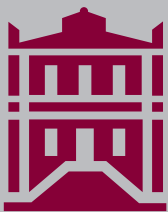
- le pacte climat avec les communes repose non seulement sur une approche qualitative basée sur le programme de gestion de qualité de réduction des émissions de gaz à effet de

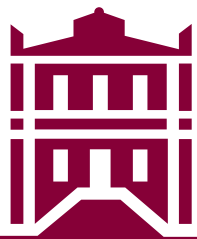
serre dénommé «European Energy Award®» (eea), mais également sur une quantification partielle des réductions des émissions de gaz à effet de serre au niveau des infrastructures communales et des ménages;

- chaque commune participant au pacte climat devra mettre en place une équipe climat. Cette équipe sera composée d’un conseiller climat, mis à disposition de la commune, ainsi que de représentants issus de la politique, de l’administration communale, de commissions communales, d’experts, d’entreprises locales et/ou de citoyens. Cette équipe élaborera un programme de travail sous l’animation du conseiller climat. Les frais des conseillers climat internes et externes seront à charge de l’État;

- les communes pourront se faire octroyer une certification qui est fonction du degré de réalisation du catalogue de mesures eea. Trois niveaux de certification sont prévus (40% du score maximal réalisable, 50% et 75%). Le degré de réalisation du catalogue des mesures eea sera constaté par un auditeur. Cette évaluation sera faite sur demande de la commune et devra ensuite être répétée au plus tard quatre ans après la première certification;

- la période de validité du pacte climat court du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2020.





Sommaire

- Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
 - M. le Président
- Communications
 - M. le Président
- Ordre du jour
 - M. le Président
- Communications (suite)
 - M. François Bausch, M. Gast Gibéryen
- 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat
 - Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme: M. Lucien Clement
 - Discussion générale: M. Robert Weber, M. André Bauler
- Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler
 - M. André Bauler
- 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (suite)
 - Discussion générale (suite): M. André Bauler (M. Robert Weber pose une question), M. Ben Scheuer, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany
 - Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant
 - création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et
 - fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich
 - Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. André Bauler, M. Fernand Kartheiser
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: Mme Tessy Scholtes, M. Eugène Berger, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - M. Romain Schneider, Ministre des Sports
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot (remplaçant M. Marc Angel)
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, M. Fernand Kartheiser
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot
 - Discussion générale: M. Félix Eischen
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6442 - Projet de loi portant modification
 - du Code du Travail;
 - des articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;
 - des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail
 - Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. André Bauler, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany
 - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Ufro vun der Regierung soll den

6323 - *Projet de loi sur la sécurité maritime*

vum Rôle gestrach ginn.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlementareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: A sengem Bréif vum 2. Juli 2012 huet de Statsminister matgedeelt, dass nom Départ vum Här Georges Schroeder e Poste vum Statsconseiller vakant ginn ass. Esou wéi et festgehalen ass am Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert de Statsrot souwéi an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement, ass d'Chamber derzou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Statsconseiller opzestellen.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspräsident richten, an dat bis spëtstens den 3. August 2012. Den Datum vum Poststempel ass maßgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleëen, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfüllt sinn. Dat heescht fir d'éischt d'lëtzebueresch Nationalitéit hunn, dann am Besëtz vun den zivilen a politesche Rechter sinn, am Grand-Duché résidéieren an den Alter vun 30 Joer erreecht ze hunn.

All Deputéierten huet d'Recht, innerhalb vun der festgesatener Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist. Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 10 juillet 2012

1) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) *Par lettre du 2 juillet 2012, le Premier Ministre a informé le Président de la Chambre qu'à la suite du départ du conseiller d'État Georges Schroeder, il y a lieu de pourvoir à son remplacement.*

Conformément à la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et aux dispositions des articles 115 à 117 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 3 août 2012, l'estampille de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1. être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2. jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3. résider au Grand-Duché (certificat de résidence);

4. être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

An hiner Réunioun vum 3. Juli huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6403 iwwert d'Öffnungszäite vun de Butteker, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6341, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Formation professionnelle, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6365 iwwert de Sportslycée, nom Modell 1; de Projet de loi 6313 iwwert d'Carte d'identité vum Corps diplomatique, nom Basismodell; de Projet de loi 6433, en Accord iwwert d'Kooperatioun tëschent den EU-Memberstaaten an Indonesien, och nom Basismodell; dann de Projet de loi 6442, eng Ofännerung vum Code du Travail, nom Modell 1.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6359 iwwert de Klimapakt mat de Gemengen, nom Modell 1; dann eng Orientéierungsdebatt iwwert de Logement, nom Modell 1; de Projet de loi 6326, eng Direktiv iwwert déi géigesäitig Hëllef beim Andreiwe vu Scholde, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6297 iwwert de Laboratoire national de santé, nom Modell 1; dann de Projet de loi 6368, eng Direktiv iwwert d'Rechter an d'Flichte vun den Zuchbenotzer, nom Basismodell; an da schlussendlech de Projet de loi 6431, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier, nom Basismodell.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(**Assentiment**)

Den Här Bausch freet d'Wuert.

4. Communications (suite)

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Président, ech wollt näischt zum Ordre du jour soen, mä ech wollt profitéieren, fir matzedeele, datt meng Fraktioun natierlech net d'accord ass mat der Publikatioun fir de Posten, vun den dräi Kandidate fir de Statsrot. An zwar well mer, wéi Der wësst, virun zwee Joer gesot hunn, datt mer der Meinung sinn, datt déi Statsrotsprozedur endlech misst reforméiert ginn, datt misste Kritären, also transparent Kritäre festgeluecht ginn, ënner wat fir enge Konditiounen d'Statsrotsmemberen definéiert ginn.

Mir hu virun zwee Joer och Propositionen eraginn a mir hunn deemools gesot kritt vum deemolege Fraktiounspräsident vun der CSV, dem Här Schiltz, dee leider haut net méi bei eis ass, dat wär e bëssen eng lwwerrumpelung gewiescht a firwat mer dat esou spët eraginn hätten, et hätt ee misse sech jo dann och Zäit ginn, fir iwwert déi Reform ze diskutéieren. Elo sinn zwee Joer eriwwer an an deenen zwee Joer - dat ass jo eng laang Zäit - wär jo nett d'Zäit gewiescht, fir doriwwer ze diskutéieren.

Mir sinn an deem Groupe interinstitutionnel, deen agesat ginn ass vun der Regierung, net vum Fleck komm. Dee war eng eenzeg Kéier zesummen - eng eenzeg Kéier zesummen! -, fir net vill bis elo ze beschléissen.

A mir sinn natierlech net ganz frou doriwwer, datt mer elo haut, wéi gesot zwee Joer duerno, erëm eng Kéier hei eng Nominatioun maache laut der aler aktueller Prozedur, déi eiser Meinung no total ontransparent ass, net kloer ass, an där et keng Kritäre gëtt an eigentlech just nëmmen ëmmer dat nämlecht ass, nämlech en ofgemaachte Kouhandel tëschent de Parteien, déi an der Regierung setzen, déi dann an de Koalitiounsverhandlungen ënner sech ofmaachen, wien zu wat fir engem Moment wat fir eng Conseillere a Statsréit nominéiere kann. An duerfir si mer selbstverständlech net d'accord mat där Publikatioun hei.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här Président. Ech ka mech nëmmen de Wieder vu mengem Kolleeg François Bausch hei uschléissen, well ech mengen, et ass all Kéiers, wa mer hei eng Nominatioun kréien, déi vun der Chamber gemaach gëtt fir de Conseil d'État, wou mer déiselwecht Diskussioun hunn. Ech



erënnere drun, datt de Statsminister, hie selwer, virun enger Rei vu Jore gesot huet, datt d'Regierung géif Propositionen ausschaffen, fir eng aner Formel ze fanne fir d'Besetzung vum Conseil d'État.

An ech mengen, datt och déi leschte Kéier, wéi mer déi lescht Besetzung hei gemaach hunn, géif ech soen, praktesch vun der ganzer Opposition, ech mengen, souguer och d'Kolleege vun der DP hunn deemools gesot, si géifen net méi matstëmmen, wann net bis déi nächste Kéier wierklech d'Regierung zu hirem Wuert géif stoen an eng Reform do aleeden.

Mir musse bedauern, datt hei eng Koalitioun ass, eng Majoritéit, déi sech hei wierklech net un déi demokratesch Spillregelen, déi an engem Rechtsstaat nëmmen normal wieren, hält, datt mer och e Conseil d'État kriterien, dee wierklech no anere Kritären, méi demokratesche Kritäre sech géif zesummesetzen, deen och géif e Spigelbild erëmgv vun der politescher Zesummesetzung, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg kennen. An ech mengen, och eis Partei huet an deem Zesammenhang eng ganz Rei vu Propositionen gemaach, wéi esou eng Reform kéint ausgesinn, déi transparent wier, déi demokratesch wier, déi eng gerecht Opdeelung géif maachen.

Mir stelle fest, datt dat vun der politescher Majoritéit CSV an LSAP hei am Land net gewünscht ass. Hei soll et mat der sougenannter „Kameralrepublik“, mat deenen, déi um Pouvoir sinn, déi Posten ënner sech verdeelen, weitergoen. An et muss een och doriwwer mengen, datt dat dem Ugesi vun dem Conseil d'État sécherlech net zum Notze kënn, well déi Avisen, déi de Conseil d'État ofgëtt, sinn eben domat behaft, datt e groussen Deel vun der Populatioun hei am Land sech net kann domadder identifizéieren, well hir Meenungen an deem Gremium net mat vertruete sinn.

Duerfir, mengen ech, sollte mer higoen an als Chamber vläicht soen, mir schreiwen dee Posten elo vläicht net aus, mä mir diskutéiere fir d'éischt driwwer, wéi eng objektiv an demokratesch Besetzung vum Conseil d'État zustane géif kommen.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Gibéryen. Wann dozou soss keng Wuertmeldung ass, ginn ech awer dovun aus, datt den Ordre du jour esou akzeptéiert ass.

Da kéime mer och zum éischte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut, nämlech dem Projet de loi 6403 iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfte. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Weber, Bauler, Scheuer, Kox, Henckes an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

5. 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat

Rapport de la Commission des Classes moyennes et du Tourisme

► **M. Lucien Clement** (CSV), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi zu den Öffnungszäite vun de Geschäfte, deen ech lech elo virstellen, huet an de leschte Wochen a Méint fir méi oder wéineger vill an zum Deel och kontroversen Diskussiounen gesuergt.

Ier ech elo awer op de Contenu aginn, wëll ech lech kuerz den Historique vum Projet presentéieren.

Den 29. Februar 2012 huet d'Mëtzelstandsmi-nistesche, d'Françoise Hetto, de Projet elei an der Chamber déposéiert. D'Chambre des Salariés huet de Projet de 27. März aviséiert, d'Chambre de Commerce de 16. Abrëll an den Avis vun der Chambre des Métiers datéiert op den 18. Abrëll. De Statsrot huet säin éischten Avis den 12. Juni ofginn. De 27. Juni huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt an och deen elo grad genannten Avis vum Statsrot zesumme mam Text vum Projet de loi analyséiert. An darselwechter Sitzung hu mir en Amendement ugeholl, deen den 3. Juli vum Statsrot aviséiert ginn ass. Ech kommen herno nach op dësen Amendement ze schwätzen.

Här President, no dësem kuerzen Iwwerbléck vun den Démarché kommen ech dann elo zum eigentlechen Inhalt vum Projet de loi. Et geet elei drëms, d'Loi modifiée vum 19. Juni '95 iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfte ofzeänneren. Ech schwätzen elei bewosst vun den Öffnungszäiten, dat ass fir jiddwereen e

bësselche méi verständlech, obschonn den Intitulé vum Gesetz vum Projet de loi selwer vun de Fermetureszäite schwätzt.

De Projet gesäit eng punktuell Adaptatioun vir, an dat um bestehenden Text, deen d'Fermetureszäite vun de sougenannte Magasins de détail dans le commerce et l'artisanat regelt. Elei sollen d'Öffnungszäite fir d'Samschdeger a fir d'Deeg virun de Feierdeeg vun 18:00 op 19:00 Auer ausgedehnt ginn. Bei 18:00 Auer, also sechs Auer, bleift et fir d'Virowender vum Nationalfeierdag, vu Chrëschttag an och vun Neijoerschdag.

Den Text gesäit awer och vir, datt e Geschäft ënner gewëssene Konditiounen bis acht Auer kann op hunn. An dat war och de Sujet vum Amendement, deen d'Commission des Classes moyennes als Amendement parlementaire un de Conseil d'État geschéckt huet.

Datt e Geschäft autoriséiert gëtt, bis 20:00 Auer opzehunn, ass awer, ewéi virdrun erwähnt, u verschidde Konditiounen gebonnen. Et ass nëmme méiglech, vun dëser Heure supplémentaire ze profitéieren oder, besser gesot, dovunner Gebrauch ze maachen, wann d'Sozialpartner en Accord fannen am Kader vun engem Kollektivvertrag. Ass dat de Fall, zielt dat awer net fir déi annexe Geschäfte, déi an de Grande-surface Locataire sinn an déi hir Öffnungszäiten normalerweis laut Kontrakt un déi vun der Grande-surface upasse mussen.

Ech denken, datt dës Geschäfte an der Enceinte vun deem groussen Supermarché och net schrecklech drun interesséiert sinn, fir vun dëser supplementärer Stonn ze profitéieren. D'Demande, fir samschdes méi laang opzehunn, kum op jidde Fall net onbedéngt vun hinnen. Mat dësem Gesetz gëtt déi kontraktlech festgehalten Ouvertureszäit tëschent der Bedriewergesellschaft an de Propriétaire vun den annexe Geschäfte tëscht siwen an acht Auer supprimeiert.

Dernieft huet nom neien Text all Geschäft och d'Méiglechkeet, eemol am Joer eng sougenannten Nocturne virzugesinn. All Geschäft kann déi Derogatioun zu den normalen Ouvertureszäiten ufroen a seng Diere während maximal 24 Stonnen um Stéck ophalen. Also, wéi gesot, dat eng Kéier am Joer. Dat ass eng Fuerderung, déi schonn méi laang um Dësch läit an déi datéiert wahrscheinlech aus den Harry-Potter-Zäiten, wou verschidde Bicher oder verschiddenen Artikelen eréischt ab enger gewëssener Auerzäit hunn dierfe verkaf ginn. Haut dierfte mer esou Regelungen net méi beim Harry Potter onbedéngt fannen, mä am Internetberäich oder bei Handyen. Kucke mer emol, wéi dacks elei am Land vun dëser Nuetsregelung Gebrauch gemaach gëtt, nom Motto, deen éischten ass vir.

Här President, dat ass am Prinzip schonn alles, wat zum Contenu vum Projet ze soen ass. Ech hu virdrun awer schonn drop higewisen, datt dëst och e vill diskutéierte Sujet an deene leschte Wochen a Méint war. Duerfir wëll ech dann och nach op déi verschiddenen Avisé vum de Chamberen agoen.

Ech fänken u mat der Chambre des Salariés. Si ass net averstane mam Text vum virleiende Projet de loi. Si ass generell géint eng Liberaliséierung vun den Öffnungszäite vun de Geschäfte mam Argument, datt d'Aarbechtskonditiounen an d'Familljeliewe vun de Salariée musse geschützt ginn. Dernieft freet d'CSL awer, fir de Fall, wou d'Aarbechtszäiten trotzdeem géife verlängert ginn, deen néidege finanziellen Ausgleich, fir d'Perte vun der Liewensqualitéit vun deene concernéierte Salariéen auszegläichen. D'CSL regrettéiert an deem Zesammenhang, falls et zu enger Verlängerung vun den Öffnungszäite kënn, datt am Virfeld keng Etüd iwwert d'Konsequenzen op d'Ve familiäre gemaach ginn ass.

Des Weidere stellt d'CSL fest, datt et an dësem Beräich keng europäesch Réglementatioun zu den Öffnungszäite vun de Geschäfte gëtt, wat an hiren Aen op eng total Liberalisatioun kéint erauslafen, an dat wéi schonn gesot op Käschte vun de Salariéen.

Zu gudder Lescht stellt d'CSL sech d'Fro, ob dëst Gesetz net géif op Drock vu verschiddene groussen Acteuren elei am Land kommen an dat zum Nodeel vun deene klengen mëttelständene Geschäftsleit wier.

Dann zum Avis vun der Chambre de Commerce. Si hirsäits ass der Meenung, datt eng generell Öffnungszäit bis acht Auer soll erlaabt ginn. D'Chambre de Commerce huet och eng Lëscht mat den Öffnungszäite vun 30 Länner an Europa mat an hiren Avis drugehaangen, an elei muss ee feststellen, datt d'Majoritéit vun de Länner guer keng Restriktionen an den Öffnungszäite virgesinn, weder an der Woch nach samschdes.

D'Chambre de Commerce ass der Meenung, datt an där heiteger Zäit an an där heiteger Gesellschaft eng Demande do ass, datt d'Ge-

schäfte owes méi laang op hunn, an datt ee sech net soll géint dës Realitéit an dës Evolutioun vun der Gesellschaft stellen.

Eng weider interessant Statistik beleet, datt d'Äkafsverhale vun de Leit sech verännert huet. Mat dem Provisoire bis 20:00 Auer konnt ee feststellen, datt vill manner akaaft gëtt viru Mëtteg; zwësche Mëtteg an acht Auer geet d'Moyenne vum Chiffre d'affaires awer konstant an d'Luucht. D'Chambre de Commerce weist och op d'Tatsaach hin, an dat aus Konkurrenzgrënn, datt et am Internet 24 op 24 Stonne méiglech ass anzekafen.

D'Chambre de Commerce proposéiert dann och en Artikel am Text virzugesinn, dee festhält, datt d'Öffnungszäite via Règlement grand-ducal an nom Avis vum Statsrot an de Chambres professionnelles kéinte geännert ginn. Ausdrécklech begréisst gëtt d'Méiglechkeet vun der Nocturne, well dat d'Organisation vun e bësselche méi speziellen Evenementer erlaube géif.

Wat d'Liewensqualitéit vun de Salariéen ugeet, esou féiert d'Chambre de Commerce eng Statistik un, déi soll weisen, datt duerch de Fait, datt d'Geschäfte och tëscht 18:00 an 20:00 Auer op hunn, d'Salariéen am Laf vun deenen anere Stonne manner Stress hunn, wat deemno och da positiv ze gesi wär.

Positiv kann een och gesinn, datt, wann eng Iwwerstonn ufält oder déi ausgehandelt Augmentatioun vun deem Loun dū ass, de Salarié dann awer och d'Méiglechkeet huet, se net a Geld, mä a Fräizäit ze huelen, wat jo géif bedeuten, datt hien oder si méi Zäit u sech fir d'Famill respektiv fir d'Kanner hätt.

Dir gesitt, Här President, d'Meenungen a puncto Liewensqualitéit vun de Salarié gi wäit ausereneen, si souguer zum Deel diametral opopéiert.

Ech kommen dann nach zum drëtten Avis, dat ass dee vun der Chambre des Métiers. Si ass der Meenung, datt zousätzlech Ouvertureszäite positiv sinn, souwuel fir déi Professionell aus dem Secteur wéi och fir de Konsument. D'Chambre des Métiers ass och der Meenung, datt d'Salariéen duerch de Code du Travail geschützt sinn a puncto Aarbechtszäiten a wöchentlech Ruhestonnen.

Des Weidere regrettéiert d'Chambre des Métiers nach, datt net vun der Geleeënheet profitéiert ginn ass, fir en Toiletteage juridique vum Gesetz vum 19. Juni '95 ze maachen. Si mengt domadder, datt verschidde Montanten nach a Lëtzeburger Frangen ugefouert sinn an dat och nach vun Employée Rieds geet an net vu Salariéen. Mir kruten an der Kommissioun awer matgedeelt, datt dat iwwer horizontal Gesetzer geregelt wier an deemno net an all Gesetz extra mentionnéiert misst ginn.

Dann elo zum leschten Avis. Dat ass dee vum Statsrot, wat jo net deen onwichtigsten ass. Déi héich Kierperschaft ass der Meenung, datt eis Gesetzgebung quasi contraire ass zu der Demande vum Konsument an och net mat der Entwécklung an eisen direkten Nopeschlänner mathale kann. Hie weist dann och dorops hin, datt déi lëtzebuergesch Geschäfte an direkter Konkurrenz mat dem noen Ausland sinn, wou d'Öffnungszäite wesentlech méi liberal gehandelt gi wéi elei zu Lëtzebuerg. De Statsrot ass also eendeiteg fir eng Verlängerung vun den Ouvertureszäiten a mengt souguer, datt de Projet net wäit genuch géif goen.

De Conseil d'État weist dann och nach drops hin, datt d'Dispositionen aus dem Droit du travail keen Obstacel dierfte si fir eng Verlängerung vun den Öffnungszäiten, an ech zitieren dofir de Conseil d'État: «Il faut tout d'abord constater que la journée de travail normale s'étend de 6 heures à 22 heures selon l'article L. 211-14 du Code du Travail.» Och de Problem vun den Iwwerstonne wier hei gesetzlech geregelt an de Recours systématique zu Iwwerstonnen esou oder esou net erlaabt.

Des Weidere schreift de Conseil d'État, datt déi virgesinne Verlängerung vun den Öffnungszäiten 1,75 Postes de travail par jour d'ouverture géife bréngen, deen heite System 1,25 Postes de travail. Also kann een och dervun ausgoen, datt dat heite Gesetz sech och positiv op den Aarbechtsmaart auswierke misst.

Wat elo deen zweeten Avis vum Statsrot ugeet, deen iwwert den Amendement, sinn d'Remarquë méi oder wéineger déiselwecht wéi am éischten Avis. De Statsrot huet awer seng Problemer mam Accord salarial, an ech zitieren duerfir nach eng Kéier aus dem Avis complémentaire: «Exiger un accord salarial spécial pour une heure de travail, qui n'est pas nécessairement une heure de travail supplémentaire, n'est pas conforme à l'article précité. Par ailleurs, il n'appartient pas au législateur de s'introduire de cette façon dans l'autonomie des partenaires sociaux, ni de faire dépendre son choix d'un accord salarial. Le Conseil d'État propose la suppression de cette condition.»

Mir hunn awer an der Classe-moyennes-Kommissioun decidéiert, datt mer géife bei eise ursprénglechen Text vum Amendement bleiwen an de Conseil d'État an dësem Fall net suivéieren. Trotz deene verschiddene Remarquen an e puer textuelle Propositionen - déi d'Kommissioun ugeholl huet - huet de Statsrot säin Accord awer zu dësem Projet ginn.

Dir gesitt, Här President, och d'Avisé spigelen also déi kontrovers Diskussioun an der Gesellschaft erëm. Ech denken, datt deen Text, wéi mir en elo elei hunn a wéi d'Commission des Classes moyennes en och proposéiert, eng gutt Léisung ass, eng Léisung, déi e gerechten Équilibrium schafft an dee souwuel der Demande vun deenen enge Rechnung dréit, mä och de Crainté vun deenen aneren nokënn.

Ech soe fir mäin Deel Merci fir d'Nolauschteren, hoffen, datt de Projet eng grouss Majoritéit heibanne kritt a gi selbstverständlech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Clement. Als éischte Riedner ass den Här Robert Weber agedroen. Här Weber, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Robert Weber** (CSV).- Merci, Här President. Zu deem Projet de loi hei sinn eng ganz Partie och kritesch Wieder ze soen. Ech géif fir d'éischt dem Lucien Clement awer gare Merci soe fir deen neutrale Rapport, deen e gemaach huet iwwert dee Projet de loi an iwwer all déi Viraarbechten, déi gelescht gi sinn, an ech mengen, et ass och ganz positiv gewiescht, datt en d'Avisé vun de Chambres professionnelles elo kuerzgefaasst huet, well déi e wéineg d'Spigelbild sinn och vun enger Situatioun, déi mer aktuell an der Sozialpartnerschaft erliewen.

Op där anerer Säit gëtt et awer sécherlech och eng ganz Partie Problemer mat deem Projet de loi. Ech géif fir d'éischt gären ufänken, de Commerce selwer - well dat sech jo haaptsächlech op de Commerce bezitt -, de Commerce selwer, dat ass e Bëlleglounsecteur. D'Personal, wat an deem Secteur schafft, ass haaptsächlech manner qualifizéiert; et kënn aus sozial schwie-rege Verhältnissen eraus. Virun allem schaffen an deem Secteur Fraen, déi elengerzéiend sinn, déi gescheet sinn, déi Zweetverdénger sinn, déi also, kann ee résuméiert soen, op eng Aarbecht ugewise sinn.

Bal néierens an iergendengem anere Secteur ass d'Gefor esou grouss, an d'Aarmut ze falen, wéi wann een am Commerce schafft an do seng Aarbecht dann och verléiert. D'Gewerkschäfte selwer, déi schaffen zënter méi wéi dräi Jorzéngten an dësem Secteur fir sozial Aarbechtskonditiounen, fir eng anstänneg Pai a fir normal Aarbechtszäiten. A kengem Wirtschaftszweig ass d'Schéier tëschent dem Verdéngscht vum Arbeitgeber an deem vum Arbeitnehmer esou krass wéi am Commerce.

Dat Ganzt mat den Aarbechtszäiten huet ugefaangen - an dat wollt ech eng Kéier kuerz och an Erënnung ruffen -, dat war ausgangs den 90er Jore mam POT, dat ass de Plan d'organisation du travail, deen definéiert ginn ass. Duerno hu mer Diskussiounen iwwert d'Sonndesaar-becht gehat, duerno koumen d'Virdeeg vun de Feierdeeg, an duerno koum de laange Samschdeg bis 20:00 Auer, dee schlussendlech doranner gegipfelt huet, dass d'Geschäfte d'Erlaubnes kritt hunn, samschdes bis 19:00 Auer emol opzemaachen, fir dann och d'Expérience vun deem sougenannte laange Samschdeg ze maachen. Et goufen Diskussiounen och iwwert d'Virowender vu Chrëschttag a vu Silvester, an och do muss ech soen, dass dat ganz schwie-reg Diskussiounen waren.

Wann et am Ufank och nach Accordé gouf tëschent de Sozialpartner fir sechs Sonndeger am Joer opzehunn, esou waren dës Accordé limitéiert op déi grouss Surfaces.

Awer séier war och d'Zäit vun den Accorden tëschent de Sozialpartner eriwuer. D'Patronen hunn eng grouss Lobby-Aarbecht gemaach, an déi grouss Fro vun der absoluter Liberaliséierung - si ass jo och vum Clement's Luss, vum Rapporteur hei ugeschwat ginn -, déi grouss Fro vun der absoluter Liberalisierung stoung am Raum géigeniwwer enger Fuerderung, de soziale Volet ze reglementéieren.

D'Arbeitnehmer, an dat muss een objektiv och feststellen, d'Arbeitnehmer oder d'Salariéen am Commerce sinn dee schwache Sozialpartner. Si brauchen also, ganz kloer, politesch Ennerstëtzung. De Commerce ass e Mindestlounsecteur. D'Aarbechtskonditiounen si ganz einfach schwie-er. Dat ass eng Realitéit, dat soen d'Leit am Betrib, dat brauchen d'Berufschamberen net kontrovers duerstellen; et brauch ee sech nëmme mat de Leit ze ënnerhalen, déi an deem Beräich schaffen. A fir d'Vereenbarkeet fir d'Famill an Aarbecht ze maachen, ass eng ganz schwie-er Situatioun.



Am Commerce ass nach vill Aarbecht, fir anstänneg Aarbechtsplazen an anstänneg Aarbechtszäiten ze maachen. Eng Fermetur samschdes op 19:00 Auer heescht net, dass d'Personal um 19:00 Auer kann heemgoen, mä dat heescht, dass de leschte Client um 19:00 Auer an d'Geschäft kann eragoen. An do gëtt et ganz oft zousätzlech eng Stonn, bis dass d'Personal dann och selwer kann heemgoen, mindestens eng Stonn, bis dass se kënnen heemgoen, soudass de Samschdeg u sech fir si e ganz laange Samschdeg gëtt an domat och praktesch ofgeschloss ass.

Am Commerce ass och nach ganz vill fir anstänneg Paien ze maachen. Et ass, wéi ech gesot hunn, e Mindestlounsecteur, an ech mengen, de Mindestloun ass an eisen Aen en Astiegsoun an et ass net e Liewensloun.

An drëttens oder véiertens, d'Sozialpartnerschaft misst an deem Secteur besser funktionéieren, an ech géif vun dëser Plaz aus e waarmen Appel un d'Sozialpartner riichten, fir dass och schlussendlech dee Sozialdialog - net nëmmen an dësem Secteur, mä haaptsächlech, well mer dat haut diskutéieren, an dësem Secteur - géif besser funktionéieren.

Mir brauche méi Kollektivverträge. Et mussen also méi Kollektivvertrag verhandelt ginn, fir dass mer souwuel d'Aarbechtszäite wéi och d'Aarbechtskonditiounen wéi och d'Entscheidung vun de Leit, d'Salären also, kënnen verhandelen opgrond vun de Konditiounen, vun den ekonomeschen a soziale Konditiounen, déi et an deene jeeweilege Geschäfte gëtt.

Ech kennen och ganz vill Geschäftsleit, déi op si fir sozial Iwwerleeungen, an duerfir sinn ech frou, dass och dat e Secteur ass, wou et net nëmmen där Hardliner gëtt, mä wou et sécherlech och eng ganz Partie Leit gëtt, déi sech ëm hiert Personal Suerge maachen a sech ëm hiert Personal këmmen. An ech hoffen och op déi Leit, dass déi mathëllefen, dass dee sozialen Dialog, deen u sech misst stattfannen, och ugekuerbelt gëtt an dass en zu Léisungen an deem Beräich hei féiert.

Ech mengen, et kann een hei schlussfolgeren, e weéneg wéi de Rapporteur et och gemaach huet: D'Glas ass hallef eidel oder d'Glas ass hallef voll. Ech hunn duerch déi laang Joren, wou ech och an d'Sozialpartnerschaft a menger beruflecher Carrière agebonne war, geléiert, och e gewëssent Vertrauen an e gewëssenen Optimismus an déi Sozialpartnerschaft eranzebréngen. An och wa se haut an der Kris ass, mengen ech, soll een deen Optimismus net opginn. D'Sozialpartnerschaft ass och duerch Krisen, déi se an der Vergaangenheet kannt huet, gaangen an huet ëmmer erëm zoueneefonnt an huet leschten Enns a Léisungen am Sënn vun de Leit respektiv am Sënn vun de Betriber respektiv am Sënn vun Land fonnt.

Ech géif fir mäin Deel soen, dass ech mer d'Fräiheet huelen, an engem Joer e Bilan ze maachen, wat eigentlech mat deem Gesetz hei geschitt ass, wéi wäit dass déi Sozialpartnerschaft evolueiert ass, wéi wäit dass Kollektivvertrag ofgehandelt gi sinn, déi owes bis 20:00 Auer ginn, oder iwwerhaapt zousätzlech Kollektivvertrag bäikommen, wéi wäit dass iwwerhaapt eng Demande vun de Geschäfte do war, fir owes bis 20:00 Auer opzehunn.

Ech stëmmen dat Gesetz. Mir hu schlussendlech och an der Regierungserklärung festgehalten, dass mer géifen eng Extensioun vun den Ouvertureszäite maachen. Ech stëmmen et awer net onbedéngt mat enger grousser Freed.

Wa virdu gesot ginn ass, d'Liberaliséierung hätt och Konsequenze fir d'Aarbechtskonditiounen, da muss ech soen, dass dat fromm Wieder sinn. D'Liberaliséierung huet sécherlech keng positiv Konsequenze fir d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit an de Betriber.

Mir hunn an deene leschten zwee Jorzéngten an Europa extrem vill liberaliséiert. Mir hunn eis Aarbechtsrechter a ganz ville Länner zerschloen. Mir hu se liberaliséiert, fräi gemaach, mir hu Kënnegungsschutz opgehewen. D'Resultat dovun ass, dass an all deene Länner de Chômage net manner grouss ass wéi an eise Land, wann net souguer nach vill méi grouss ass, an dass déi Liberaliséierung leschten Enns all déi erhoffte Resultater iwwerhaapt net bruecht huet.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Conseil d'État ze soen: Et ass jo ganz interessant, all déi Theorië vum Conseil d'État ze liesen. Mä ech hätt léiwer, de Conseil d'État, dee géif manner Politik maachen an e géif sech méi mat der Sachlechkeet vun de Projets de loi beschäftegen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Weber. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech soe fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorable Lucien Clement, Merci fir säin ausféierlechen a prezise Rapport zu dësem Projet de loi.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Feststellung vum Statsrot zu dësem Projet de loi ass déi, dass de Client verlaangt, dass d'Geschäfte sech sengem Liewensrhythmus upassen.

Déi aner Feststellung vum Conseil d'État ass Folgend - ech zitieren de Conseil d'État -: «Un regard sur l'évolution de la législation concernant les heures d'ouverture montre que malgré le changement de mentalité du consommateur et la pratique des commerces des pays limitrophes, notre législation semble aller en sens opposé.»

Déi Bemierkunge vum Conseil d'État bréngen d'Saach also op de Punkt. Éischtens hunn d'Geschäfte net d'Méiglechkeet, fir sech dem Liewensrhythmus vun de Leit unzepassen, an zweetens hunn hir direkt Konkurrenten a Frankräich oder an Däitschland méi Méiglechkeeten, fir dem Konsument entgéintzekommen. Dat erkläert ënner anerem, firwat weiderhi vill Lëtzebuerger och déi aner Säit vun der Grenz akafen.

A Frankräich gëtt et keng Législatioun iwwert d'Öffnungszäiten. An der Belsch sinn d'Geschäfte bis aacht Auer owes op an an der Woch, ausser freides, well do geet et bis néng Auer. A Rheinland-Pfalz bleiwe se awer bis zéng Auer owes op, souwuel an der Woch wéi och samschdes.

Schonn 2006 hat den Här Statsminister deklaréiert alles drunzesetzen, fir Lëtzebuerg zum Akafszentrum an der Groussregioun ze maachen. D'Législatioun an eisen Nopeschlänner ass méi flexibel. Dat weist eemol méi, dass eis eege Législatioun den Ambitiounen vun eise Här Statsminister net gerecht ka ginn. Den Avis vum Statsrot ënnersträicht dat jo och. An et ass och net am Sënn vun där Lanz, déi den Här Statsminister beim leschten État de la nation, dësen 8. Mee, fir d'Tourismusbranche gebrach huet, wou hie sot..., wou hien notament sot, ech zitieren den Här Statsminister: „Et gëtt, Här President, ee Secteur vun eiser nationaler Wirtschaft, dee mir ze vill dacks ënnerbelicht loosse, dass ass de Secteur vum Tourismus.“ An den Här Statsminister sot weider: „Mir wäerten an deenen nächste Jore verstärkt op de Geschäfts- a Kongresstourismus setzen, deen haut scho 60% vun den Iwwernuechtungen hei am Land ausmécht. Hei stieche Wuesstumspöschchen, déi mer mussen exploitéieren.“

Elo muss ech lech soen, dass d'Demokratesch Partei awer tëschent der Ambition affichée vum Här Statsminister an deem, wat finalement erfollegt, eng gewëssen Diskrepanz gesäit. De Kongresstourismus, oder och nach den Tourismus d'affaires op Nei-Lëtzebuergesch, verlaangt nämlech nieft der kultureller Offer och adequat Öffnungszäite vun de Geschäfte, déi et de Leit dann och erlaben, no enger Konferenz oder enger Réunioun akafen ze goen. Wann d'Geschäfte owes oder de Weekend eppes méi laang op sinn, dann dréit dat ouni Zweifel zur Attraktivitéit vum Kongressstanduert bäi.

Mä elo, onofhängeg vun deene Considérations, wëll ech och ënnersträichen, dass ee sech muss bewusst sinn, dass eis aktuell Gesetzgebung e puer Widerspréch huet.

Den éischte Widerspruch, op deen een am Gesetz vum 19. Juni 1995 stéisst, ass dee vun den Derogatiounen pour raisons économiques majeures. Eng Gemeng oder ee Geschäftsverband kënnen iwwert dee Wee eng Derogatioun ufroen, fir zum Beispill sonndes dierfen d'Geschäfte opzemaachen. Eng Stad am Land, déi fir hiren Tourismus bekannt ass, ass lechter nach. Iechternach huet déi Derogatioun zënter Joren - dat ass absolut ze begrëssen. Et versteet ee just net esou richtig, inwiefern eis Hauptstadt oder aner Stied dem Abteistiedchen an eppes mussen nostoen.

Jo, eis Hauptstadt huet elo eng Derogatioun kritt, fir bis September all drëtte Sonndeg am Mount hir Geschäfte opmaachen ze kënnen. Doriwwer si mir och ganz zefridden. Mä firwat gëtt et sech esou schwéier gemaach? Fir déi ganz Prozedur ze durchlafen, fir déi Autorisatioun ze kréien, wier e Parcours du combattant, gëtt eis gesot.

Wann een also eng Initiativ wëllt weisen, da gëtt een direkt duerch administrativ Hürde gebremst.

Wann ech mech richtig erënneren, wollt den Här Statsminister sech dem Dossier och nach un huelen. Firwat net einfach de Geschäftsleit de fräie Choix loosse an hinnen et, zesumme mat hirem Personal, an der jeeweileger Stad iwwerloossen, wéini si wëllen opmaachen, dëst mat Campagnen an Animatiounen, amplaz hiren Initiativgeescht spierbar ze bremsen?

E weidere Widerspruch ass dann deen, an ech hunn et schonns hei ervirgehewen, dass d'Leit gäre méi Flexibilitéit hätten. D'Leit wëllen net vun der Aarbecht mussen hetzen, fir akafen ze goen. D'Ufuhrerunge fir d'Leit ginn op der Aarbecht ëmmer méi grouss a si mussen och do flexibel sinn, fir och emol méi laang ze schaffen. Déiselwecht Flexibilitéit verlaange se och vun de Geschäfte. Si wëllen op hirem Weekend och aner Saache kënnen maachen, wéi do fir déi ganz Woch mussen akafen ze goen. Mä si wëllen akafe goen, wa si alles dat gemaach hunn, wourobber se Loscht haten a fir dat si soss keng Zäit hunn.

Do dierfe mer och net den Impakt vum elektronischen Handel iwwersinn. Et ass natierlech eng Tatsaach, dass d'Leit zum Beispill hir Kleeder léiwer an engem Geschäft gesinn, upaken an umoossen, wéi se iwwert den Internet ze bestellen. Och dowéinst wier et richtig, dass een de Geschäfte, virun allem deene méi kleng Geschäfte, d'Méiglechkeet gëtt, hir Öffnungszäiten un d'Bedürfnisse vun hire Clienten unzepassen, déi no Feierend gäre géifen akafen. Geschitt dat net, da geet e ganzen Deel vun der Kafkraaft laanscht eis kleng Betriber, well d'Konsumenten iwwer Internet bestelle mussen, well se soss kee Choix hunn.

Wéi gesot, dëse Projet de loi, mat deene lichte Aménagements, déi solle geschéien, geet eis als Demokratesch Partei net wäit genuch. A mir hu jo awer Studien, déi beleeden, dass d'Leit méi Flexibilitéit wëllen.

Aus engem Sondage vum TNS ILReS vum Juni 2008, dee bei Leit vu 15 Joer a méi gemaach gouf, geet ervir, dass si wëllen, dass samschdes d'Geschäfte no sechs Auer nach ophunn. 32% vun de Jonke vu manner wéi 25 Joer wëllen dat. 40% vun de Studenten. 34% vun den ausländeschen Konsumenten. 38% vun de Leit, déi an der Stad wunnen.

Här President, ech muss lech soen, dass hei d'Zeeche vun der Zäit verkannt ginn. Hei gëtt net nëmmen de Leit hire Besoinen net Rechnung gedroen, mä och gëtt mat zweeërlee Mooss gefuer a puncto Derogatiounen. An déi eng Stonn weider samschdes a virun de Feierdeeg, an déi Méiglechkeet iwwer Amendement, fir am Fall vun engem Accord tëschent de Sozialpartner, fir da gracieusement bis aacht Auer owes dierfen d'Geschäfte opzemaachen, bréngt de Buttek, wann ech mer deen Ausdrock erlaben dierf, net weider. Déi Nocturne eemol am Joer hëlleft dem Buttek iwwregens och net!

Eis Gesetzgebung ass vereelt, eisen Zäiten net ugepasst a si ass och net gerecht.

D'Demokratesch Partei trëtt säit Jore fir fräi Öffnungszäiten an. Mir si fest dovunner iwwerzeegt, dass mir de Geschäftsleit an hirem Personal de Choix solle loosse, wéini si wëllen ophunn a wéini net.

An ech soen och direkt, dass dat en aucun cas bedeite wëllt, dass d'Aarbechtsrecht doduerjer d'une quelconque manière ënnerhillecht gëtt. An alle Fäll gëllt ëmmer dat geltend Aarbechtsrecht, ob dat an deene Plagen tëschent sechs Auer moies an zéng Auer owes ass oder duerno, wann et an d'Nuetsaarbecht erageet. An alle Fäll hu mir eng Législatioun. Déi ass gutt an déi léisst keen Zweifel drun, dass d'Aarbechtskonditiounen vun de Leit oder hir Rémunéatioun net esou kéinten agehale ginn, wéi de Législateur dat festgehalten huet.

Wéi den Här Statsminister am État de la nation dat Beispill ginn huet vun der Tourismusbranche, dunn huet en dat och mam Hiweis op eis wirtschaftlech Situatioun gemaach.

En huet et schonns 2006 bei senger Ausso zum Akafszentrum vun der Groussregioun gemaach, wéi e sot: „Mir mussen eis bewegen, ëm all däitschen, belschen a franséische Clienten kämpfen, gutt Präisser ubidden, en Tram duerch d'Stad fuere loosse, frëndlech sinn am Geschäft an op der Strooss. Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn...“ - ech zitieren den Här Statsminister! - „Déi Zäiten, wou d'Kéi am Himmel gefriess hunn an hir Mëllech zu Lëtzebuerg ginn hunn, déi sinn definitiv eriwuer.“ Souwäit eise Premierminister. An do ware mir nach zwee Joer virun der Finanz- a Wirtschaftskris ewech. Mir wëssen all, dass zënterhier d'Situatioun net besser ginn ass.

D'Chambre de Commerce seet an hirem Avis zu dësem Projet de loi, ech zitieren: «L'heure de fermeture retardée ne fait non plus augmenter la durée de travail, mais implique uniquement un changement du programme de travail. L'élargissement des créneaux horaires conduit dès lors à la création de postes supplémentaires dans le commerce, ce qui devrait être un argument phare en présence d'un taux de chômage de l'ordre de 5,9%.»

Wa mir d'Öffnungszäite flexibiliséieren, dann huet dat och als Konsequenz, dass Aarbechtsplaze kënnen geschafe ginn. A mir wëssen all, dass ee groussen Deel vun deene Leit, déi keng

Aarbecht méi hunn an déi eng sichen, därer sinn, déi bal keng Formatioun hunn. Déi Leit kënnen d'Chance kréien, an deem Secteur eng Plaz ze fannen. Et dierf een also e Plus u Flexibilitéit net vu vireran als eppes Negatives gesinn.

Méi Souplesse bedeit och, dass mer méi Chancen schafen, fir Leit, déi vu Chômage betraff sinn, a Brout an an Aarbecht ze bréngen, an dat, wuel gemierkt, am Respekt vun eise geltenden Aarbechtsrecht.

A genau esou wéi d'Chambre de Commerce dat seet, menge mir och, dass wann d'Geschäfte méi laang ophunn, dass dat net onbedéngt op d'Käschte vun de Leit geet, déi do schaffen.

Wann d'Geschäfte de Choix hunn eemol erauszefannen, wéini si déi meeschte Clienten hunn, an et stellt sech eraus, dass dat éischter no sechs Auer owes ass wéi mueres um hallwer néng, dat ka jo eng Konsequenz dovunner sinn, dass d'Geschäfte méi spéit opmaachen.

Dat huet erëm zur Konsequenz, dass d'Salariée sech, deemno vu wou se kommen, net mueres an aller Härgottsfréi mussen op de Wee maachen an am Stau op der Diddelenger oder soss enger Autobunn stinn, fir schaffen ze goen. A wann een de Weekend geschafft huet, huet et jo och op sech, dass een an der Woch e Jour de repos huet, ee Roudag huet. Och dat kann deen een oder aneren arrangéieren, och a grad am Interessi vun der Famill a besonnesch de Kanner, wou d'Mamm dann dënschdes oder donneschdes nomëttes doheim ass. D'Madame Hetto - se huet et eng Kéier an enger Kommissioun gesot - kennt dat aus hirem eegener Erfahrung, wéi si nach bei RTL geschafft huet.

Dir gesitt, Här President, et ass och wäit net alles esou dramatesch fir d'Salariée, wéi dat op muncher Plaz behaupt gëtt.

A compte tenu vun all deem, wat ech elo gesot hunn, géif ech da gären den Här Statsminister beim Wuert huelen, wou e sot, mir misste kämpfen, mir missten eis eppes afale loosse.

Da gitt de Leit, de Geschäfte an dem Land d'Mëttel fir ze kämpfen. Loosst dës Proposition de loi iwwert d'Liberaliséierung vun de Geschäftszäiten, déi ech elo hei déposiere wäert, vun Ärer Majoritéit stëmmen.

Mir musse resolut nei Weeër goe wat d'Entwécklung vun eiser Ekonomie ubelaangt. Mir wëssen et alleguer heibannen. Mir musse konsequent d'Kaart vum „first mover advantage“ ausspillen. Dëst ass ee vun de Momenter, wou een esou eng Geleeënheet huet a wou een dës Geleeënheet och net dierf verpassen.

Här President, ech géif lech dann d'Proposition de loi iwwerreechen.

6. Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler

6450 - Proposition de loi - portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat; - portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Si gesäit vir, dass Gesetz vum 19. Juni 1995 iwwert d'Fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat ofzeschaffen. Domadder wieren d'Öffnungszäite flexibiliséiert, liberaliséiert.

7. 6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat (suite)

Discussion générale (suite)

Et versteet sech vum selwen, dass meng Fraktioun géint dëse Projet de loi stëmmt, well en hir eben, wéi mer dat schonns an der Kommissioun och gesot hunn, net wäit genuch geet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler an den nächste Riedner... Den Här Weber wëllt nach eng kleng Fro stellen.

► **M. Robert Weber (CSV).**- Ech wollt dem Här Bauler u sech eng Fro stellen. A sengen Ausféierungen huet en u sech drop higewisen, wéi an eisen Nopeschgrenzgebiddern d'Ouvertures- oder d'Fermetureszäite sinn. En huet



Däitschland genannt, Rheinland-Pfalz, en huet awer een Deel vun der däitscher Grenzregioun vergiess. Wéi ass et am Saarland, wann ech gelift, Här Bauler?

► **M. André Bauler** (DP).- Jo, am Saarland ass et ähnlech, do geet et just bis acht Auer. Do geet et bis acht Auer owes, wou d'Geschäfte ophunn.

► **M. Robert Weber** (CSV).- Mir schwätzen iwwert de Samschdeg.

► **M. André Bauler** (DP).- Ah, de Samschdeg, mä do ass et och bis acht Auer. Ech kucken et nach eng Keier. An der Proposition de loi si se alleguer ganz genee opgeléicht, souwuel d'Länner, a beim Saarland kënnen mer och nach nokucken.

(Interruption)

Souwäit meng Informatiounen sinn, ass et bis acht Auer. Jiddefalls ass et net manner.

► **M. Robert Weber** (CSV).- Et ass eemol de laange Samschdeg, de Rescht ass zou.

(Interruption)

► **M. le Président**.- Elo, mengen ech, ass déi Fro domadder beäntwert an elo kritt d'Wuert den Här Ben Scheuer. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt wollt ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport.

D'Verlängerung vun den Öffnungszäiten ass während de leschten zwee Joer kontrovers diskutéiert ginn tëschent de Sozialpartner an der zoustänneger Chamberskommissioun an och der Press. Den Ursprung vun deem Gesetzeprojet ass am Koalitionsaccord vun 2009 ze fannen.

D'Koalitioun huet deemools decidéiert, d'Öffnungszäite samschdes vun 18:00 Auer op 20:00 Auer ze verlängeren. Dat sollt an der Diskussioun mat de Sozialpartner geschéien. D'Zil war engersäits, dem Konkurrenzdruck aus der Groussregioun entgéintzewierken an den neie Gewunnechte vum Konsument besser Rechnung ze droen.

Éier ech zum eigentleche Gesetzesprojet kommen, muss awer drop higewise ginn, dass am Kader vum aktuelle Gesetz vun 1995 d'Geschäfte an der Woch bis 20:00 Auer kënnen ophunn an eng Keier an der Woch esouguer bis néng Auer.

Vill Geschäfte, notamment an der Stad Lëtzebuerg, maachen awer schonns um sechs Auer owes zou. Et gëtt en einfache Grond, firwat d'Geschäfte net méi laang ophalen, et rentéiert sech einfach net. Et si bal nëmmen déi grouss Centres commerciaux mat de grouss Supermarchéen, déi déi legal Méiglechkeete voll ausschöpfen.

Et ass also net esou, wéi wann déi gesetzlech Rahmbedingungen esou restriktiv wäeren, dass all Geschäfte nëmmen drops waarde géifen, dass d'Öffnungszäiten endlech liberaliséiert ginn. Déi zweejährig Derogationsphas huet gewisen, dass vill Geschäfte och samschdes hir Dieren um sechs Auer zoumaachen.

Wa mir also hei ëm eng respektiv zwou Stonnen samschdes owes an um Virowend vun engem Feierdag debattéieren, da muss ee ganz kloer gesinn, dass dat haaptsächlech vun de grouss Supermarchée wäert an Usproch geholl ginn.

Dat gesot, ginn et awer eng Rei vun Argumenten, déi fir eng Verlängerung vun den Öffnungszäite schwätzen.

D'Konkurrenz an der Groussregioun: Am Vergleich mat eisen Nopeschlänner hu mir bei den Öffnungszäiten um Samschdeg Owend wéi och an der Woch eng relativ restriktiv Gesetzgebung.

Am Frankräich gëtt et guer keng Restriktionen. An der Belsch kënnen d'Geschäfte bis 20:00 Auer respektiv esouguer bis 21:00 Auer ophunn, wa méindes e Feierdag ass. Am Saarland ass et och 20:00 Auer an a Rheinland-Pfalz, also och zu Tréier, kënnen d'Geschäfte samschdes owes bis zéng Auer ophunn.

D'Verlängerung vun den Öffnungszäite bis 19:00 Auer respektiv bis 20:00 Auer ass also keng Revolution. Mir passen eis am Fong eisen Nopeschlänner e bëssen un, fir kënnen esou hoffentlech en Deel vum Pouvoir d'achat op Lëtzebuerg ze verlagere.

Iwwert déi lescht Joren hu sech d'Akafsgewunnechte vun de Konsumente geännert. Eng Enquête vun TNS ILReS huet erginn, dass eng

ganz Rei Clientë sech um Samschdeg Owend méi laang Öffnungszäite géife wënschen. Duerch méi laang Öffnungszäite kënnen d'Fräizäitaktivitéiten an Akaf goe besser matenee kombinéiert ginn. Et erlaabt dem Konsument fir samschdes komfortabel akafen ze goen.

De Bilan vun de Verlängerungen vun den Öffnungszäiten, deem d'Confédération Luxembourgeoise du Commerce (CLC) gemaach huet, beleet nämlech, dass duerch déi méi laang Öffnungszäiten de Chiffre d'affaires sech besser iwwert de ganzen Dag verdeelt. Dat bedeit manner laang Schlaange virun de Keesen a manner Stress, souwuel fir d'Clientë wéi och fir d'Personal. De Bilan analyséiert leider just den ekonomeschen Impakt op déi fënnel grouss Supermarchéketten.

Laut dem Bilan vun der CLC ass den Émsaz samschdes während de verlängerten Öffnungszäite Juli bis November 2009-2010 an de Supermarchéen ëm 3,4% eropgaangen. Et muss een awer och dozou soen, dass den Émsaz während der Woch an der observéierter Period licht zrëckgaangen ass. Ob d'Verlängerung vun den Öffnungszäiten tatsächlech dozou bäigedroen huet, den Émsaz ze steigern, léisst sech also net aus dem Bilan schléissen.

Den 2. Juli 2012, virun e puer Deeg also, ass eng Enquête vun TNS ILReS virgestallt ginn, déi virun dem Vote vun deem Gesetz zu engem richtegen Zeitpunkt publiek ginn ass. Leider verfügen ech net iwwert déi integral Enquête, mä d'Informatiounen aus der Press weisen, dass „Shopping in Luxembourg - good idea“ Erfolleg bruecht huet.

Dësen Erfolg léisst sech chiffrieren: 73% vun de Clientë sinn der Meenung, dass d'Offer zu Lëtzebuerg exzellent ass. Dat sinn 19% méi wéi 2009. Zwee Drëttel vun de Clientë sinn ze fridde mam Service. Dat sinn 13% méi wéi 2009.

Hei bleift allerdéngs Loft no uewen. Grosso modo huet de Lëtzeburger Commerce also säin Image a virun allem seng Kompetitivitéit däitlech verbessert. D'Flucht vun der Kafkraaft an d'Geschäfte vun der Grenzregioun ass gebremst ginn. D'Patronat ass houvreg op dësen Erfolg.

D'Gewerkschafte gesi sech selbstverständlech an hirer Roll, fir op déi negativ Säite vun enger zousätzlecher Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten hinzewisen. Et ass jo awer absolut berechtigt, fir ze froen, dass d'Liewensqualität vun dem Personal an de Geschäfte net weider erofgeet. D'Belaaschtung fir d'Famillieliewen ass haut scho grouss, opgrond vun de jëtzegegen Öffnungszäiten.

D'Chambre des Salariés weist an hirem Avis zu Recht drops hin, dass de Bilan, deem d'CLC virgeluecht huet, esou munch Froen opstoe léisst an a sengen Aussoe ganz vague bleift. Dee Bilan ass exklusiv op de Chiffre d'affaires fokuséiert. Wéi vill nei Aarbechtsplazen duerch d'Verlängerung vun den Öffnungszäite geschafte goufen oder potenziell kënnegeschafte ginn, bleift de Bilan schëlleg. Den negativen Impakt vun de verlängerten Öffnungszäiten op déi kleng Commercen, déi net matmaache kënnen, gëtt (veuillez lire: gëtt net) am Bilan erwähnt. Eventuell Répercussionen op d'Famillieliewen an d'Aarbechtskonditiounen vun de Mataarbechter goufe leider och net analyséiert.

Et ass ze bedauern, dass sech d'Sozialpartner net eens gi fir festzeleeën, wéi déi geleeschten Aarbechtsstonnen op engem Samschdeg Owend respektiv um Virowend vun engem Feierdag kënnegeschafte ginn. D'Gewerkschafte ware gespréchsberet, fir des Aarbechtsstonnen entweder a Form vun enger Erhéijung an der Pai respektiv a Form vu méi Fräizäit op eng flexibel Aart a Weis ze kompenséieren. D'CLC huet do d'Dier no e puer Verhandlungsstonnen (veuillez lire: Verhandlungsronden) zougemaach an huet schlussendlech eng total Liberaliséierung vun den Öffnungszäite gefuerdert. D'Vermittlungsvirschléi vun der Mëtzelstandsministerin hu leider keng Friichte gedroen. Hir Virschléi waren: 25% méi an der Pai tëschent 18:00 an 19:00 Auer, 50% tëschent 19:00 an 20:00 Auer an d'Sträichung vun eemol bis 21:00 Auer Ouverture an der Woch.

Aus deem gewënschten Accord interprofessionnel, deem hätt kënnen als Obligation générale deklaréiert ginn, ass leider näischt ginn. D'Mëtzelstandsministerin huet dunn hir Responsabilitéiten iwwerholl an e Kompromëss bis 19:00 Auer an den initiale Projet de loi geschriwwen. D'Aart a Weis, wéi en dernière minute den Amendement erabruucht gouf, deem et de Geschäfte erlaabt, ënner bestëmmte Konditiounen bis 20:00 Auer op ze hunn, war wierklech net optimal an hätt kënnen am Virfeld besser kommunizéiert ginn.

De Gesetzesprojet, esou wéi mer en haut stëmmen, stellt an den Ae vun der LSAP-Fraktioun e vernünftege Kompromëss duer, deem engersäits

der Demande vun de Konsumenten an dem Konkurrenzdruck aus dem Ausland Rechnung dréit an anerersäits awer och deelweis d'Intensitéit vun de Salariée berücksichtegt. 19:00 Auer gëtt d'Regel; 20:00 Auer nëmme fir d'Geschäfte, wou d'Sozialpartner am Kader vun engem Kollektivvertrag en Accord ofgeschloss hunn.

An deem Kontext muss ech och éierlecherweis bemierken, dass eng ganz Rëtsch Salariée, déi an de Supermarchée beschäftegt sinn, och Demandeur si fir samschdes owes ze schaffen, fir esou kënnen e Mëtteg an der Woch fräi ze hunn. Dat arrangéiert zum Beispill eng ganz Rëtsch vu franséische Frontalieren, deenen hir Kanner an d'Spillschoul ginn a mëttwochs mëttes fräi hunn. Ze begreifen ass ausserdeem och, dass am Gesetz verankert gëtt, dass déi kleng Geschäfte an de Centres commerciaux net kënnen obligéiert ginn, samschdes bis acht Auer op ze hunn.

Wat elo déi zweet Moosnam betrëfft, eemol pro Joer d'Geschäft 24 Stonnen op ze hunn, fir eng speziell kommerziell Aktioun duerchzuféieren, esou muss een ofwaarden, wéi sech dat an der Praxis wäert auswirken. Et gëtt dervu geschwat, dass domat d'Méiglechkeet besteet, fir gréisser Eventer ze organiséieren. Dat si sécher d'Ausnahmen am Geschäftsliewen zu Lëtzebuerg. Et kann ee sech awer sécher froen, ob dat wierklech muss sinn, ëm zwou Auer an der Nuecht deem neiesten Handy kafen ze kënnen. D'Grenze vun onser Konsumgesellschaft sinn och iergendwann erreecht!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Scheuer. An als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei ass ee klärescht Gesetz, wou de Lëtzeburger Modell erëm spillt. Well mer eis net onbedéngt eens gi sinn, hu mer probéiert iergendwéi d'Mëtt ze treffen an iergendwéi duerch de Bësch ze kommen. Ech mengen, et ass virdru vu menge Virriedner erkläert ginn. Ech mengen, d'Ministesch hat probéiert iwwer ee Joer e Kompromëss ze fannen tëschent de Sozialpartner: engersäits d'Wënsch vum Commerce an awer op där anerer Säit och d'Wënsch, déi berechtigt Wënsch oder d'Suerge besser gesot vun den Arbeitnehmer.

Dräi... Bon, schlussendlech ass jo eppes erauskomm, wou ee seet, mir gi vu sechs op siwen dann, samschdes loosse mer op. An dann elo zum Schluss den zweeten Amendement oder den Amendement, deem nach elo an der Chamberskommissioun duerchgaangen ass an dee mir och als Gréng wäerten ënnerstëtzen oder och hei ënnerstëtzen, ass, dass mer dat, wat d'Gewerkschaften u sech vun Ufank u gefuerdert hunn, nämlech am Konsens tëschent de Sozialpartner eppes ze maachen, ass hei elo just gëlteng tëschent siwen an acht Auer.

Vläicht de Rappel vun deenen dräi Hauptbeurteilungen, firwat mer dann an déi Richtung ginn. Et ass scho gesot ginn, d'Upassung vun de Liewensgewunnechten. D'Liewensgewunnechten, soe se all, déi hu geännert. Et ass net méi dat, dass et geregelt Aarbechtszäite ginn, scho laang net méi. Ech mengen, et gi scho vill Secteuren, déi schonn éiweg keng geregelt Aarbechtszäiten haten. Ech denken un de Secteur an der Stolindustrie, wou op dräi Schichten ëmmer geschafft gouf. Och do gouf et ëmmer Aarbechtszäiten, déi net den normale Regelungen gegloungen hunn.

Mir müssen awer och soen, dass d'Konkurrenz ronderëm am Ausland sech scho méi laang eng Ouverture ginn huet, nämlech dass do d'Geschäfte deels bis owes spéit op sinn an och deels sonndes dat de Fall ass. Dat ass och dat, wou mir kéinten oder schlussendlech domadder averstane sinn, fir kënnen och hei a Lëtzebuerg da méi laang Öffnungszäiten ze hunn, well insbesondere bei kuerze Weeër bis an d'Ausland mer d'Konkurrenz ebe méi staark hei a Lëtzebuerg spieren.

An dann, en drëtten Punkt gouf gesot, d'Steigerung vum Émsaz an d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen. Bon, wann een awer déi Avisen, déi ënnerschiddlech Avisé vun de Chambre kuckt, kënnt dat awer net esou kloer eraus, ob eng Steigerung effektiv do war. Dat war net esou direkt nozevollzéien. Et ass effektiv eng Verschiebung vun den Aarbechtszäiten ze kucken. Et ass och eng Verschiebung vun dem Émsaz selbstverständlech op samschdes owes ze beobachten.

Awer - den Här Scheuer huet et scho virdru gesot -, dass awer an der Woch doduerch e Réckgank ze beobachten war vun den Émsätz. Also ass et net direkt eng Fro vun der Steigerung vum Émsaz, mä effektiv éischer de Wonsch vu

vill Clienten effektiv samschdes owes e bësse méi laang kënnen anzekafe respektiv, wat jo hei net an deem Gesetz direkt geregelt ass, och sonndes kënnen déi Akeef ze maachen. D'Schafe vun Aarbechtsplazen ass och nëmme bedingt richtig. Och do ginn et nei Modeller, och do wäerten d'Sozialpartner nei Modeller musse sichen, fir kënnen zu engem Kompromëss ze kommen. An ob doduerch nei Aarbechtsplaze wëlle geschafte ginn, wäerte mer awer bezweifelen.

Dann, ee ganz groussen Drock kënnt natierlech vun de grouss Surfaces. Ech mengen, et sinn net onbedéngt déi kleng Butteker, déi hei Demandeur waren, fir dat heiten duerchezéien. Et sinn éischer déi grouss Fënnel, déi Demandeur waren, effektiv fir d'Geschäfte do méi laang kënnen opzemaachen. A virdru ass och scho vun engem Virriedner gesot ginn, dass den Drock vläicht op déi kleng Butteker da kéint erhéicht ginn an deene grouss Surfaces, well déi sinn net onbedéngt déi, déi de Gewënnner sinn. Mä effektiv kéint et dann zu där enger oder aner Konfliktsituatioun kommen, wann déi grouss Surface drop drängt, fir och déi kleng Butteker mat op de Wee ze huelen. Dat ass jo hei explizit nach eng Keier erkläert ginn, dass dat net soll de Fall sinn an deem Gesetz. Mä d'Gefor ass duerchaus do!

Et bleiwen déi ganz Aarbechtsbedingungen vun de Verkeefer. Och do muss ee soen, et ass virdru scho gesot ginn, dass deels Leit do sinn, déi Demandeur si fir esou eng Regelung, och souguer sonndes, well se och eng ganz aner Familljenzusammensetzung hunn, déi sech an der Woch anescht organiséiert hunn, déi och do aner Obligationen hunn. An dat schéngt sech och an deem Gesetz oder an deem Modell duerchaus kënnen ze bewäerten. Duerfir menge mer, dass dat heiten, wat d'Aarbechtsbedingungen ubelaangt, net onbedéngt zu enger Verschlechterung ka féieren, mä och duerchaus positiv Elementer ka mat sech zéien.

Et ass virdru vun der liberaler Fraktioun hei och drop higewise ginn. Den Här Bauler huet hei op dat Gesetz higewisen, fir dat total opzemaachen, deels ze liberaliséieren an och drop higewisen, dass et schonn eng ganz Rei vun Derogatiounen ginn, Ausnahmen. Effektiv ginn et schonn eng ganz Rei vun Ausnahmen. Déi Kleng - ech soen Tankstellen - hunn haut schonn dee ganzen Dag op. Mir hunn Touristentuentschaften, déi virdru genannt gi sinn oder eng, déi genannt ginn ass, wou dat scho laang de Fall ass. A mengem Stiedchen ass dat och de Fall.

Ech mengen, de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg huet an der Kommissioun nach eng Keier drop higewisen - deem dat net kann ofstreiden, dass d'Stad Lëtzebuerg natierlech och eng Touristestad ass -, dass do natierlech vill Leit och ëmmer Visiten ofhalen an dass och hien do déi Derogatioun oder de Schaffrot vun der Stad Lëtzebuerg déi Derogatioun ugefrot huet, fir dat kënnen ze kréien.

Vläicht méi e Kriteschen nach zum allgemenge Konsum, well mer awer hei verspréche vläicht méi Konsum kënnen ze kréien, dass ass d'Steigerung vum Bruttosozialprodukt, an esou weider an esou fort. Do wëll ech op där anerer Säit awer nach e bëssen e kritesche Punkt erwähnen oder zumindest en Ausrufezeichen setzen, dass mer niewent där ganz villen Liberaliséierung vu méi kënnen a vill méi kënnegeschaffen, de Problem vun der Iwwerschuldung net aus den Ae sollte verléieren, dass mer och gläichzäiteg sollten Initiativen ergräife vun der richteger a wichtiger Opklärung, wéi ee mam Konsum ëmgeet. Well dat schéngt mer ëmmer vergiess ze ginn. A mir wëssen aus anere Kommissiounen, wou mer eis domadder beschäftegen, dass dee Problem duerchaus bekannt ass.

Dëst Gesetz, fir eis dann awer zum Schluss en Accord ze ginn. Et ass en Équilibrium probéiert ginn ze sichen. Deen ass och eingermoesse fonnt ginn. Ech denken, dass mer haut hei en Ist-Moment hunn, dass mer sécherlech mat deem Gesetz nach keng definitiv Entscheidung fonnt hunn an dass mer sécherlech nach heirobber wäerten zrëckkommen an och müssen, fir nach eng Keier kënnen a Rou driwwer ze diskutéieren.

Ech soe Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Kox. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Merci, Här President. An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech ufänken an dem Rapporteur, dem Här Lucien Clement, natierlech Merci soen, dass en ons an engem ganz gudde mündlechen, mä och schrëftleche Bericht hei d'Gesetz erkläert huet.

Ech wëll och direkt soen, dass mer als ADR mam Prinzip vum Gesetz d'accord sinn, fir eng Ouverture, samschdes an och virun de Feier-



deeg, vun 19:00 op 21:00 Auer. Mä et stelle sech awer e puer praktesch Froen. Esou gëtt am Artikel 3, wou et ëm déi Ouverture vun 19:00 bis 20:00 Auer geet, eng Konditioun gesat, datt e Kollektiv ofgeschloss gëtt tëscht de Gewerkschaften, den nationale Representativgewerkschaften an dem Patronat.

Mir wëssen, datt eng etlech vun deene Geschäftszentren elo scho bis acht Auer ophunn. Do ass also en Accord, dee scho besteet. Bei aneren ass och en Accord virgesinn oder ass en en vigueur, mä do besteet kee Kollektivvertrag. Hei schafe mer elo an enger Loi spéciale eng Konditioun, datt wann et kee Kollektivvertrag gëtt, wann d'Gewerkschaften also nee soen zu engem Kollektivvertrag, da kann et keng Ouverture bis acht Auer ginn.

An déi Geschäftszentren, déi also elo ophunn, déi kënne deem dann och nees erëm soen: „Wann ech gelift, wann Der wëllt nach weider ophunn, da musst Der elo mat ons e Kollektivvertrag maachen.“ Dat gëtt den nationale representative Gewerkschaften e Pouvoir, deen et bis elo nach a kengem Gesetz hei am Land ginn ass. Dat heescht, datt een eng Konditioun schafft, wou d'Gewerkschaften decidéieren, weini d'Öffnungszäite sinn. An dat ass e regelrecht Vetorecht.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- D'Aarbechtsrecht ass voll mat esou Bedingungen.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*).- An et ass dowéinst, wou ech hei, wann ech de Rapporteur héieren hunn, d'Impressioun hunn, datt d'Regierung eppes anescht dorënner verstanen huet oder eppes anescht domadder gemengt huet, wéi dat, wat hei gesot ginn ass. An dofir wëllt ech nach eng Kéier froen, ob et d'Meenung wor vun der Regierung, datt se hei wollt de Gewerkschaften e Vetorecht ginn oder ob eng aner Interpretatioun do ass.

Mä da muss ech awer och soen, datt d'Gesetz vläicht a senger Formulierung hätt kënne e bësselche méi prezis sinn, an deen Ablack de Wëlle vun der Regierung, wéi e virgesinn ass, besser erëmginn. Mä dat ass wann een heiansdo muss séier schaffen, da kënnt esou eppes vir. Dofir meng Fro.

Zweet Fro, déi och an deemselwechte Kontext vun deem Gesetz ass, dat ass, datt d'Geschäfte duerch d'Gesetz net obligéiert gi samschdes vu siwe bis acht Auer opzuehunn. An dat versteet een och, well vill kleng Geschäfte dat net wëlle matmaachen, mä mir wëssen awer och, datt et elo schonn a verschidde Geschäftszentren eng etlech esou Obligatiounen kontraktuell ginn. An dofir wollt ech froen, ob déi nei Gesetzgebung sech och fir déi bestehend Vertrag applizéiert, wou esou eng Obligatioun dra virgesinn ass. Och do hätt ech léiwer gehat, wann dat am Gesetz gestanen hätt, datt et sech géif direkt applizéieren och fir déi bestehend Vertrag.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier den Accord vun der ADR zu deem Gesetzesprojekt bréngen. Mä ech mengen, en vue vun deene Froen, déi ech opgeworf hunn, wier et awer och net schlecht, wa mer géifen no engem Joer de Bilan iwwert dëst Gesetz zéien an da kucken, ob mer nach weiderginn, ob mer verschidde Präsiounen huelen a wéi et sech an der Praxis ëmgewierkt huet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Henckes. An als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. 1995 sinn an de grouss Geschäfte d'Öffnungszäiten an der Woch op 20:00 Auer ausgedehnt ginn. An duerfir ass gesot ginn, samschdes géifen d'Leit da schonn um sechs Auer ophale mat schaffen. Mat deem heite Gesetz muss se elo definitiv no enger Iwwergangszäit vun zwee Joer all Dag an der Woch méi laang schaffen goen.

Hei geet et awer, mengen ech, net ëm déi wirklech Besoine vun de Consommateuren. Et geet net drëm, fir e Méi un Akafskonfort ze kréien, et geet net ëm Geschäfte, déi net u stressegem Transport gebonne wieren, et geet och net ëm Geschäfte, wou ee gesond oder nohalteg oder präiswäert Wuere kéint kréien. Neen, hei geet et net ëm eng Fro vun Développement durable, hei geet et am Fong geholl ëm en internationale Verdrängungswettbewerb op engem Maart, op deem d'Kafkraaft awer ëmmer méi begrenzt ass.

Et geet also ëm d'Profitter vun deene grouss Chains, fir et an engem Wuert ze soen. Do ass och den Interessi fir dat hei Gesetz. Do setzen och déi „Hardliner“, vun deenen den Här Weber geschwat huet. Kleng Geschäfte, do wou d'Propriétaire selwer nach matschaffen - dat wësse mer alleguer -, déi hale souwisou um sechs Auer op mat schaffen.

Déi nei Regelung soll méi Aarbechtsplaze schaffen, gëtt gesot. Bewise gëtt et net, och net vum Statsrot. Et läit och keng Etüd vir, wéi d'Aarbechtsbedingungen an d'Aarbechtszäitregulungen an de grouss Supermarché sech an deene leschten zwee Joer, wat jo am Fong geholl eng Testphas war, entwéckelt hunn,...

► **M. le Président**.- Ech bieden lech nozelauschteren.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- ...a wat fir Auswirkungen dat op d'Gesondheet an op d'Familjeliewen huet.

A mir mussen eis jo awer kloer sinn: Och wa sech dat hei nach ëmmer am Aarbechtsrecht agliddert, am Aarbechtsrecht ass och eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäite méiglech. An dorëmmer handelt et sech hei. D'Aarbechtsrecht gesäit keng Grenz vir fir weider Flexibiliséierungen, wéi mer se hei organiséieren. An ech gleewen och net un en akzeptabelen Ausgleich iwwer Kollektivvertrag.

Ech fannen, dass déi Debatt dobaussen an och hei deelweis gekennzeechent ass vun enger grousser Gläichgültigkeet vis-à-vis vu Leit; awer ëmmerhin 80% Fraen, dorënner, déi mat kleng Léin schaffen, a vun deenen déi meescht iwwregens keng Wieler sinn. Vläicht spillt dat och eng Roll.

Nach eng Bemierkung zum Schluss, Här President, wann tëscht zéng Auer owes a sechs Auer mueres d'Aarbecht als Nuetsarbecht gëllt, dann ass et awer net ëmgekiert esou, wéi hei vun den Auteurs vum Gesetz an och vum Statsrot behaupt gëtt, dass déi 16 Stonnen, déi do derzwësche leien, nämlech vu sechs Auer moies bis owes zéng Auer, normal Aarbechtsstonne wieren.

Ech géif emol gären d'Reaktiounen gesinn, wa mer d'Öffnungszäiten an de Verwaltungen, an de Büren, an de Gerichte, ech weess net wou nach iwwerall, géifen ausdehnen op siwen Auer owes oder acht Auer owes. Ech géif da gäre gesinn, wat d'Reaktiounen vun de Parteie wieren, wa mer dat géife maachen!

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*).- Dat wier net schlecht.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Et ass kloer, ech wäert géint dee Projet hei stëmmen. Ech wëll awer nach ee Wuert zum Här Henckes senger Remarque soen.

► **M. le Président**.- Här Urbany, Dir misst awer elo zum Schluss kommen, wann ech gelift.

► **Une voix**.- Jäizt net esou haart!

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ma ech si roses! Duerfir jäizen ech haart!

(*Hilarité*)

► **M. le Président**.- Här Urbany, da kommt awer trotzdeem elo zum Schluss, och wann Der rose sidd!

(*Interruptions*)

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Den Här Henckes huet awer onrecht, wann e seet, mir géifen hei e Vetorecht fir d'Gewerkschaften oder fir d'Delegatioun vum Personal schafen, wat et soss nach néierens géif ginn. D'Aarbechtsrecht zu Lëtzebuerg, de Code du Travail, ass voll mat esou Bedingungen, wou d'Gewerkschaften, d'Vertreieder vun de Leit, déi schaffen ginn, kënne Saachen...

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*).- A wou dann? Et ass jo net wouer!

(*Interruptions diverses*)

Awer net de Kollektivvertrag!

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).-...unhuelen oder net.

► **M. le Président**.- Sou! Ech bieden lech elo zum Schluss ze kommen. Merci dem Här Urbany. An elo kritt d'Madame Mëtzelstandministesch, d'Madame Françoise Hettog-Gaasch, d'Wuert. An ech géif lech bieden, lech allegueren e bëssen ze berouegen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Den Här Urbany, dee géif 24 Stonnen den Dag jäizen.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*).- Den Här Urbany muss elo um sechs Auer ophale mat Schaffen haut, he.

(*Hilarité et interruptions*)

► **Mme Françoise Hettog-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dann emol fir unzefänken dem Rapporteur, dem Lucien Clement, e ganz häerzleche Merci wëlle soen...

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Françoise Hettog-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*.- ...fir säin exzellente Rapport, deen e gemaach huet, an en général der Chamberskommissioun Merci

soe fir déi effikass Aarbecht, déi se hei gelescht huet. Schlussendlech hu si e ganz wichtege Amendement proposéiert. An ech wëllt och op dëser Plaz alle Vertreieder villmools Merci soen, dass mer am Fong geholl esou flott an der Kommissioun zesummege schafft hunn. Dann e grouss Merci un all déi Leit, déi haut de Mëtteg hei d'Wuert ergraff hunn an domat och eng ganz lieweg Debatt ugereegt hunn.

Loosst mech vläicht kuerz, éier ech op deen aktuelle Projet de loi aginn, e kleng Réckbléck op d'Gesetz vu '95 iwwert d'Öffnungszäite maachen. Et ass effektiv witzeg, am Lëtzebuerger schwätze mer iwwert d'Öffnungszäiten, an d'Terminologie ass „Heures de fermeture“. Bon, d'Öffnungszäite sinn am Gesetz vu '95 folgendermoosse virgesinn: Sonndes an op engem Feiertag däerf een opmaache vu moies sechs bis mëttes eng, samschdes an um Virowend vun engem Feiertag vu moies sechs bis owes sechs, an op all deenen aneren Deeg vu moies sechs bis owes acht an eemol an der Woch souguer bis néng Auer.

1999 ass dat Gesetz dunn op zwee Punkte modifizéiert ginn. An zwar sinn d'Autobunnstankstellen an d'Kinnoe vun deene Restriktiounen do befreit ginn. Duerno ass eng ganz Zäit guer näischt méi um Gesetz geännert ginn, mä awer iwwert de Wee vun den erlaabten Derogatiounen sinn, mam Accord vun de Sozialpartner, während Joren op enger Dose Samschdeger pro Joer verlängert Öffnungszäite bis acht Auer an de Grande-surfacé praktikéiert ginn. Dat awer och zum Deel als eng Reaktioun op eng Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten an eisen Nopeschlänner.

Ech wëll lech vläicht kuerz just drun erënneren, wéi d'Ouverturezäiten an Däitschland an den 90er Jore waren. Dat ass nach net esou laang hier, an awer. Do war normalerweis samschdes um zwou Auer zou. D'Butteker waren den éischte Samschdeg am Mount nëmme bis sechs Auer op, an owes an der Woch war um hallwer siwe Schluss. Dat kann ee sech haut bal net méi virstellen.

Derogatiounen kann ee wuel ginn. Domadder kann een och eng Zäit fueren, mä et ass awer besser, wa Spillregele ganz kloer an engem Gesetz stinn. An dofir huet de Regierungsprogramm vun 2009 och virgesinn, dass d'Öffnungszäiten am Einzelhandel sech sollten un d'Besoinen vun der Populatioun, also vum Konsument, awer och un d'Konkurrenz aus der Groussregioun upassen. Dat selbstverständlech, wéi dat de Mëtteg och schonn e puermol gesot ginn ass, ëmmer a Conformitéit zum Aarbechtsrecht. Virgesinn ass am Regierungsprogramm gewiescht eng Verlängerung op alle Samschdeger bis owes acht Auer an och d'Virowenter vun de Feierdeeg.

No éischten Diskussiounen mat de Sozialpartner war kloer, dass do net mat engem séieren Accord ze rechnen wär. Duerfir hunn ech eng provisoersch Derogatioun accordéiert, fir samschdes bis owes acht Auer dierfen opzemaachen, ënnert der Konditioun, dass dat fräiwëlleg wier an déi kleng Geschäfte an de Grande-surfacen net kéinte gezwonge ginn, fir no sechs Auer nach missen opzehalen.

Dee Provisorium, dee géif ech nawell gären als eng Testphas bezeichnen, mä dee Provisorium, dee leeft elo Enn dëses Mounts aus. An ech mengen awer kënne ze behaupten, dass dat Ganz et Succès war, well déi verlängert Öffnungszäiten, déi si gutt vun de Konsumenten ugehall ginn. A si sinn och vun de Geschäfte, déi dat da genotzt hunn, gutt ugehall ginn.

D'Salariéën hunn zu engem groussen Deel e Supplément kritt. Si sinn a ganz ville Geschäfte, déi dat genotzt hunn, op fräiwëlleger Basis schaffen komm. A verschide Studenten, déi extra fir déi Zäitspann rekrutéiert goufen, konnt en iwwert dee Wee eppes Klenges verdéngen.

D'Gewerkschaften waren net ganz frou mat der Experienz. Si hu virun allem Gefore vun Abusen an och d'Aschränkung vun der Liewensqualitéit vum Privatlewe vun de Salaréë gesinn. Leider - ech soe wirklech leider - hu mer och no x Réuniounen keen Accord mat de Gewerkschaften a mam Patronat fonnt, fir generell kënne samschdes owes d'Öffnungszäiten op acht Auer ze fixéieren.

D'Patronat wollt keen allgemenggültege Branchekollektivvertrag, mam Argument, dass déi kleng an déi grouss Geschäfte, déi kleng an déi grouss Commerçanten einfach net ënnen er hutt ze kréie wieren. An d'Gewerkschaften hirsäits hunn dach awer relativ héich finanziell Kompensatiounen gefrot.

Mir als Minister ass do leider näischt anescht iwwregbliwwen, wéi e Kompromëss ze proposéieren, an dat war: Fermeture siwen Auer all Samschdeg Owend an och um Virowend vun engem Feiertag. Mä domadder war kee richtig zefridden. Mä déi meescht - ech mengen, dat awer kënne ze behaupten - hätten domadder kënne liewen.

Esou ass dann och de Projet op den Instanzenwee geschéckt ginn. Ech war a si mer och bewosst, dass verschide Konsumente sech awer scho gutt un déi acht Auer do owes gewinnt haten. An duerfir sinn ech frou, dass d'Parlament deen Amendement do proposéiert huet, fir der Demande vun de Konsumente Rechnung ze droen, awer och de Wësch vun de Sozialpartner.

Et soll nämlech dann elo mam Gesetz, mam Amendement dran, da méiglech sinn, bis acht Auer owes kënne opzemaachen, ënnert der Konditioun, dass d'Geschäft e Kollektivvertrag mat de Gewerkschaften huet an dass doranner och d'Konditiounen vun deem méi laangen Opmaache ganz kloer geregelt sinn. En plus steet am Gesetz - an dat war eis och ganz wichteg -, dass déi kleng Geschäfte an de Centre-commerciales net dierfen obligéiert ginn, fir hir Dieren no siwen Auer opzemaachen. An dat ass och zum Deel do derduerch ze erklären, well ganz vill där klenger Geschäfte guer net demandeur sinn, fir no siwen Auer hir Dieren nach opzemaachen.

Domadder hu mer eis concurrencielle Situatioun an der Groussregioun net verschlechtert. Mir sinn de Besoinen vun de Konsumenten entgéintkomm, déi en anert Kafverhalten entwéckelt hunn am Laf vun de Joren. Mir droen de Wësch vun de Salaréë Rechnung, an de Wësch vun de Grande-surfacen, déi da wäerten opmaachen.

Ech fannen et eng gutt Léisung. An ech wëll hei menger Partei an och dem Koalitionspartner e grouss Merci soen, dass mer deen Accord do fonnt hunn, an awer och deene Kolleegen aus der Oppositioun, déi dee Projet do wäerte matdroen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer op dëser Plaz och nach op eng Remarque agoen, déi am Avis vun der Chambre de Commerce an deem vum Conseil d'État ugeklongen ass. Si ass net esou dämleech ausgedréckt wéi am Communiqué vun der Confédération du Commerce, mä de Conseil d'État an d'Chambre de Commerce hunn et ugedeit. Et geet ëm déi total Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten. Här Bauler, Dir hat elo éineschter dovunner geschwat.

Abee, ech mengen, an eise Land ass d'Zäit nach net räif fir eng total Liberaliséierung. Mir hunn elo emol - ech hat dat och gesot bei den Droits d'établissement (veuillez lire: bei der Reform vum Droit d'établissement) - responsabel liberaliséiert. Dat heescht, mir hunn do liberaliséiert, wou et Sënn mécht a wou et och gebraucht gëtt.

Et mécht an eisen Ae kee Sënn, fir allegueren d'Spillregelen iwwert de Koup ze geheien, well herno mécht deen ee Buttek op, deen anere mécht zou, wann e wëllt, an de Konsument, dee verléiert einfach total den Iwwerbléck. E weess net méi, weini wouhinne geen. Ech denke wirklech, dat wier kontraproduktiv an et géif de Commerçanten och nëmme schueden, well d'Geschäfte mussen, souwäit wéi méiglech zesummen, also zum selwechten Zäitpunkt ophunn. Nëmme dann zéie se och genuch Clienten un.

A wann ech eist Gesetz kucken, da gëtt dat eis eng ganz Partie Méiglechkeeten, fir säi Geschäft opzemaachen. Dir hutt och, zum Beispill, vum Geschäftstourismus geschwat, vum Kongress-tourismus. Kongress-tourismus leeft jo haapt-sächlech an der Woch. Dat heescht, déi Leit, déi hei als Kongress-touristen hikommen, déi wëllen an der Woch vun den Ouverturezäite profitéieren.

Déi Méiglechkeeten, déi mer an eiser Gesetzgebung hunn, fir méi laang opzemaachen, ginn awer leider net ëmmer genotzt. An d'bescht Beispill sinn do d'Geschäfte an der Stad, déi a mengen Aen owes einfach hir Dieren net laang genuch opmaachen, obwuel se d'Moyenen hunn, déi hinnen erlabe bis acht Auer a souguer eemol an der Woch bis owes néng Auer opzeloossen. Si géife méi Leit an d'Stad zéien. Si géife méi Leit an der Stad halen. An och vum touristesche Point de vue géif dat ganz sécher eng Plus-value duerstellen. Mä dat ass eng aner Diskussioun, op déi ech elo net weider wëll agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei, fir ofzeschléissen, op alle Fall emol all deenen, déi um Projet matgeschafft hunn, e grouss Merci soen. Ech mengen an ech hoffen, dass duerch dat heite Gesetz och e puer zousätzlech Aarbechtsplaze geschafe ginn. Well loosse mer net vergiessen, dass grad an deene verschidde Beräicher vum Commerce...



► **M. le Président.**- Ech bieden lech, der Madame Minister nozelauschteren.

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme.**- ...dass grad an deene verschiddene Beräicher vum Commerce och déi Leit eng Plaz fannen, déi net onbedéngt déi grouss Qualifikatiounen hunn. An esou vill där Méiglechkeeten hu mer net méi an eisem Land, well d'Industrie déi Plazen och net méi esou huet. Duerfir, mengen ech, sollte mer frou sinn, fir all déi Leit iwwert deen dote Wee op esou Plazen och ënnerdaach kënnen ze kréien.

Et schéngt mer och kloer, dass duerch d'Verlängerung vun den Öffnungszäiten de Stress, deen ee soss awer um Samschdeg Owend hat, wann ee wollt seng Kommissiounen maachen, dass deen net méi am selwechte Mooss besteet an dass dat ganz sécher en Avantage ass fir eng ganz Rei vu Konsumenten. Ech denken do zum Beispill un Elteren, déi samschdes ganz dacks mat hire Kanner an de Sportsclubb ënnerwee sinn an déi dann awer nach kënnen owes hir Kommissiounen maachen.

Schlussendlech wëll ech kuerz op déi zweet Ännerung hiweisen, déi mat dësem Gesetz agefouert gëtt, an zwar ass dat déi Méiglechkeet fir eenzel Commerçanten, fir eemol am Joer d'ganz Nuecht opzemaachen, fir ee speziell Evenement ze organisieren oder de Lancement vun engem neie Buch oder engem neie Smartphone oder, oder, oder, fir e Geburtsdag ze feieren. Dat huet dat aktuell Gesetz net erlaabt, a mir wollten awer eise Commerçanten déiselwecht Méiglechkeet ginn, déi och am Ausland besteet.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif zum Schluss nach just dann dem Här Henckes wëllen op seng Froen antworten. Dir hutt gesot, e Vetorecht fir d'Gewerkschaften. Ech gesinn et net als e Vetorecht fir d'Gewerkschaften. Ech gesinn deen Accord - mir schwätze jo vun deem Accord, dee muss fonnt ginn -, ech gesinn et als en Entgéintkomme fir d'Salariéen.

Dann hutt Der gefrot, wéi dat mat deem Kollektivvertrag wär. Also, et ass esou, déi kleng Geschäfte, déi Der an enger Grande-surface mat dran hutt, do mécht jiddwereen am Prinzip säin eegene Kollektivvertrag. Dat si jo selbststänneg Betriber, déi selwer hir eege Leit beschäftegen. Wann eng Grande-surface dat fir déi wëllt matmaachen, schéngt dat mer méiglech ze sinn, mä ech denken, dass et juristesche ganz schwéier gëtt, well dat si jo Locataire, déi och ganz dacks wiesselen, soudass ech denken, dass et am Prinzip einfach besser ass, wa jiddweree säin eegene Kollektivvertrag do ofwéckelt.

An dann zu der Formulatioun wollt ech lech soen, dass de Conseil d'État den Text jo aviséiert huet an och redresséiert huet, soudass deen Text dann och wäert seng Richtegkeet hunn.

An dann hat Der nach d'Fro gestallt iwwer hir Bailen an hir jeeweileg Kontrakter. Also, d'Gesetz ass applicabel och fir déi bestehend Kontrakter, dass déi kleng net kënnen obligéiert ginn, esou wéi dat dann eben ofgemaach ass tëscht dem grouse Patron an deene kleng Geschäfte, déi an der Grande-surface matsëtzen.

Voilà, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech wënsche mer, dass dëst Gesetz eng grouss Ennerstëtzung kritt.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6403 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6403 ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen géint 10 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, MM. Lies, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6341, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Formation professionnelle. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Bauler a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

8. 6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Mesdames Ministeren an Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Objet vun dësem Projet de loi besteet doranner, dat modifizéiert Gesetz...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech wierklech nozelauschteren.

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.**- ...dat modifizéiert Gesetz vum 1. Dezember 1992 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public fir d'Entwécklung vun der Formation professionnelle continue souwéi d'Festleeung vun de Personalkadere vun deene respektiven Zentren ofzeänneren.

Den INFPC, deen ënnert der Tutelle vum Ministère vun der Éducation nationale fonctionnéiert, ass 1992 entstanen, wou et der Regierung drëm gaang ass, déi ëmmer méi grouss Bedeutung vun der Formation professionnelle continue am Kader vun der wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung vum Land ze ënnersträichen.

Am Laf vun der Zäit hunn d'Missiounen vum INFPC evoluéiert. Sou huet de Regierungsrout vum 20. Dezember 2000 dem Institut eng Rei Missiounen ginn, sou zum Beispill d'Analys vun de Kofinanzéierungsmandaten, déi vun de Lëtzebuerger Firmen agereecht goufen, fir vun enger staatlecher Hëllef fir hir entsprechend Investissementen ze profitieren.

A senger Sitzung vum 30. Mee 2008 huet de Regierungsrout säin Accord gi fir d'Schafung am Kader vum INFPC vun engem Observatoire national de la formation, deen als Objektiv huet, der Politik an de private Strategien um Gebitt vun der Berufsausbildung noutwendeg an nützlich Informatiounen ze liwweren.

De Gesetzesprojet, deen eis hei virläit, besteet aus dräi Artikelen. Am Artikel 1 gëtt den Artikel 2 vum modifizéierte Gesetz vun 1992 folgendermoossen ofgeännert.

Den INFPC huet folgend Missiounen:

- d'Promotioun vun der Formation continue am wirtschaftlechen a sozialen Ëmfeld;

- d'Bedelegung un der Ausaarbechtung vu Konzepter fir d'Berufsausbildung tout au long de la vie;

- d'Participatioun un der Verwierklechung vun den Objektiv, déi am Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Berufsausbildung definéiert sinn - heizou zielen d'Schafung vun den Aktivitéite vun Initiatioun, vu Recyclage, vun Ëmschoulung souwéi d'Realisatioun vu Projeten am Interesse vum technologesche Fortschrëtt an der pädagogescher Innovatioun -;

- d'Organisatioun vun Etüden, déi derzou bäidroe sollen, de bestehenden Ausbildungssystem ze verbessern - dëst als Observatoire national de la formation -;

- d'Preparatioun vun den néidegen Dokumenter am Hibleck op d'Analys vun den Ausbildungspläng, déi d'Entreprisë beim Minister vun der Éducation nationale areeche, fir esou der berodender Kommissioun, déi duerch de Code du Travail agesat ass, ze erlaben, hirer Missioun gerecht ze ginn.

Am Artikel 2 gëtt den Artikel 3 vum selwechte Gesetz folgendermoosse geännert:

Den Institut gëtt geleet vun engem Verwaltungsrot, dee sech paritéitesch zesummesetzt aus sechs Vertrieder vun de Ministère souwéi sechs Vertrieder vun de concernéierte Chambres professionnelles salariales a patronales, an zwar zwee Vertrieder vum Ministère vun der Éducation nationale a jee ee Vertrieder vum dem Ministère des Finances, dem Ministère du Travail, dem Ministère de l'Économie an dem Ministère des Classes moyennes. D'Chambres des Métiers, de Commerce, des Fonctionnaires et Employés publics an d'Agriculture hu je ee Vertrieder, während d'Chambre des Salariés der zwee huet, bedéngt, wéi Der wësst, duerch d'Fusioun vun der Chambre du Travail an der Chambre des Employés privés.

D'Membere vum Verwaltungsrot gi vum Regierungsrout ernannt a révoquéiert op Virschlag vun dem Ministère respektiv de Ministère respektiv de Berufschamberen. D'Mandat ass fixéiert op eng Dauer vun dräi Joer an ass renouvelabel. D'Membere vum Conseil d'administration hu Recht op Indemnitéiten. Si befannen haaptsächlech iwwert d'allgemeng Politik vum Institut, iwwert d'Ästellung vu Personal, iwwer gerichtlich Aktiounen, iwwert d'Unhuelung vun engem interne Règlement, iwwert de jährlchen Aktivitéitsrapport, de Budget, déi jährlch Konte souwéi déi néideg Uschafung vun Immobilien.

Fir all Member gëtt e Suppléant genannt, fir en eventuell ze ersetzen, wann e feelt, wann en empêchéiert ass oder och eng länger Zäit säi Mandat net kann ausüben.

Am Artikel 3 vum Projet de loi gëtt festgehalten, dass nom Artikel 3 een Artikel 3bis agefügt gëtt, dee beseet, dass de Verwaltungsrot vun engem Conseil scientifique assistéiert gëtt fir déi Aktivitéiten, déi mam Observatoire de la formation zesummenhängen, deen heimat méi eng wëssenschaftlech Assise kritt. En ass composéiert vu Vertrieder vun der Universitéit an der wëssenschaftlecher Recherche, vu Responsabele fir Etüden a Statistiken, vu Spezialisten vum Terrain a qualifizéierte Perséinlechkeeten.

De Conseil scientifique begräift maximal siwe Memberen, dovunner fënnf wëssenschaftlech Experten, de President vum Verwaltungsrot souwéi de responsabele Projetschef vum Observatoire. De Conseil gëtt sech e Règlement de fonctionnement interne. D'Indemnitéiten an d'Jetons de présence vun de Leit, déi un de Réuniounen deelhuefen, ginn duerch Règlement grand-ducal fixéiert.

Bon, d'Missioun vum Conseil scientifique bestinn doranner, eng global Evaluatioun vun de Fuerschungsaktivitéite vum Observatoire vum vergaangene Joer ze maachen an dem Verwaltungsrot doriwwer e Rapport ze maachen, säin Avis ofzeginn iwwer all neie Projet an all wëssenschaftlech Froen, déi de Verwaltungsrot him ënnerbreet, säi Bäitrag ze liwwere fir déi wëssenschaftlech Qualitéit vun de Fuerschungsaarbechte vum Observatoire souwéi Propositionen ze maachen am Hibleck op nei Projeten a Fuerschungsaktivitéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Objectif vun dësem Projet de loi besteet also doranner, dem Observatoire national de la formation eng legal Basis innerhalb vum INFPC ze ginn. D'Zesummesetzung an d'Missiounen vu bestehende respektiv neie Gremie gi festgeluecht, fir esou déi strukturell a personell Viraussetzungen ze schafen, fir sech ënner verbesserte Bedéngungen den Défien ze stellen, déi an Zukunft am Kader vun der Formation continue op eis wäerten duerkommen a wourop mer déi richtig Äntwerte musse fannen am Interesse vun eiser wirtschaftlecher Entwécklung a besonnesch vun eise Jugendlechen.

An deem Sënn, Här President, wëll ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn an ech soen lech och Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Fernand Diederich, villmools Merci soe fir säi schrëftlechen an elo grad och mündleche Rapport. En huet dat jo ganz détailléiert hei gemaach an eis erkläert, ëm wat et an dësem vläicht méi kleng Ge-

setzesprojet, mä dowéinst awer net méi onwichtige Gesetzesprojet u sech geet.

Et kléngt vläicht net interessant, wann een elo seet, hei hu mer en INFPC, dee mécht Weiterbildung, a mir maachen en Observatoire national de la formation, deem gi mer eng legal Basis, déi kéint een esou als secondaire ofstempele. Mä et ass awer ee ganz wichtige Gesetzesprojet. Ech mengen, all Projet ass hei wichteg, dee mer hei stëmmen, och deen heiten. An en huet dowéinst och seng Opmierksamkeet verdéngt.

De Fernand Diederich huet elo grad gesot, wat den Haaptobjektiv ass. Mir sollen deem Observatoire national de la formation eng legal Basis ginn, an ech wëllt mech haaptsächlech op deen do och da konzentréieren, well et ass emol eng kéier interessant ze kucken, wat en da mécht.

E steet wéi gesot am Kader, am Zeeche vun der Weiterbildung, engem Thema, wat jo ganz wichteg ass, iwwert dat mer jo och vill heibanne schwätzen, well et jo och als ee vun de Schlüsselen ugesi gëtt géint de Kampf vum Chômage (veuillez lire: am Kampf géint de Chômage), engem vun de Problemer vun eisem Land. Zum Rappel: 6,1% Chômeuren hu mer. Mir maache vill Mesuren dergéint. Mir probéieren, dat an de Grëff ze kréien. Hei ass elo vläicht een Deel dovunner. An zwar mat engem Observatoire, dee ganz genau analyséiert, wou dann haaptsächlech Problemer sinn, wann een zum Beispill net sech integréiert um Aarbechtsmaart. Wat ass do schifgelaf? Wat ass an der initialer Ausbildung net riichtgelaf? Wou muss Weiterbildung gemaach ginn? An dowéinst mécht ee jo och da Studien. Dat ass jo haaptsächlech den Objet, deen e mécht.

E mécht Studien, fir genau ze kucken, wéi den Iwwergang haaptsächlech tëschent der Schoul an dem Berufsliewen ausgesäit. An do huet en och schonn interessant Studië lafen, wou Schüler gekuckt ginn, déi aus der Formation professionnelle kommen, aus der Formation vum Technicien, aus dem Gesondheitsberuff, aus de Sozialberuffer, wéi déi iwwer siwe Joer do eben evoluéiert hunn. A gekuckt gëtt genee: Wat ass mat hinne geschitt, wéi se en Diplom am Grapp haten, wéi se erauskomm sinn aus der Schoul? Wéi laang hu se gebraucht, fir sech herno ze integréieren an engem Beruff? Wat hu se do fir e Beruff kritt? Ass et an deem Beräich, wou se en Diplom och hunn derfir? Ass et en anere Beräich? Wat sinn d'Aarbechtskonditiounen, déi se kréien? Genee also den Typ, d'Natur vun de Kontrakter. A virun allem eben och: Wéi laang hu se dofir gebraucht? Dat gëtt alles analyséiert, an da gëtt ebe gekuckt: Kann een erausfannen, o.k., konnt deen elo wierklech mat deem Diplom, deen en an der Schoul kritt huet, sech direkt integréieren oder net?

Da kann ee jo e Profil och vun engem, deen aus der Schoul kënnt, méi kloer preziséieren a mat deem ofstëmmen, wat mer an der Berufswelt herno sichen. Dat ass jo déi berühmten Inadéquatioun, déi mer de Moment kennen tëschent de jonke Chômeuren, déi um Aarbechtsmaart landen an déi dacks net deen Diplom hunn, dee se bräichten, fir herno eng Aarbechtsplaz ze fannen. Dat ass ee vun den Haaptproblemer vum Jugendchômage. Hei kéinte mer elo genee erausfannen: Wou sinn d'Defiziter? Wou leien eis Problemer am Schoulwiesem, fir kënnen dat och ze verbessern? An dofir huet deen also schonn eng wichteg Aufgab, deen Observatoire national de la formation. Dee kritt elo eng legal Basis.

Elo kann ee soen, mir maache vill Studien. Iwwerlapp sech déi Studien net vläicht allequert herno, dass se sech iwwerschneiden, datt et double Emploi ass? Well et gëtt jo nach aner Instituter, wéi de CEPS oder wéi d'Uni. Mä do huet eis awer kloer d'Ministesche och an der Kommissioun verséichert, dat sinn awer aner Objeten, aner kloer Themen, déi déi analyséieren. Zum Beispill kuckt CEPS/Instead éischter, wat d'Demandeurs d'emploi fir e Profil hunn. Hei geet et jo kloer ëm déi, déi aus der Schoul kommen. An d'Uni kuckt virun allem Masterstudenten am Moment, wéi déi sech herno um Aarbechtsmaart integréieren.

Duerfir ass et also hei och keen double Emploi, an duerfir ass et gutt, dass mer deem heiten elo eng legal Basis ginn, mat deem e seng Aarbechte ka weitermaachen. An duerfir si mir och als CSV-Fraktioun heimadder averstanen a wäerten dee Gesetzesprojet hei stëmmen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wilmes. Als nächste Riedner ass den Här Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabele Kolleeg Fernand Diederich, häerzlech Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Deem ass u sech eigentlech näischt méi bäizefügen,...



► **Une voix.**- Très bien!

(*Brouhaha général*)

► **M. André Bauler** (DP).-...ausser datt mir nach als Demokratesch Partei wëllte soen, datt mer ganz zefridde sinn, datt dësen Observatoire national de la formation, dee jo eng wichteg Aarbecht ze verrichten huet, elo endlech op eng legal Basis kënn.

Wat eis als DP besonnesch um Häerz läit, dat ass déi prospektiv Aarbecht, déi dësen Observatoire enner anerem erfëlle soll, virun allem, wann et drëm geet, zukünfteg Beruffer am Viraus ze detektéieren, d'Kompetenzen, déi domadder verbonne sinn, viruszegesinn, a mat de Betriber zesummen déi Iwwerleeungen a Prospektiounen a konkret Aktiounen ëmzesetzen. Dat hëlleft enner anerem an enner Ëmstänn d'Aarbechtslosigkeit ze vermeiden oder Aarbechtslosigkeit ofzebauen, an dat muss eist Haaptzil sinn.

Dëst gesot ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soenlech Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen.

(*Interruptions*)

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, elo kréie mer also en Observatoire de la formation, wat sécher net schlecht ass, mä et muss een awer och soen, datt, fir en Androck ze kréie vun der Formatioun hei am Land, et dacks duergeet fir mat de Patronen ze schwätzen an ze héieren, wat déi fir Kloen hunn notament iwwert den Niveau vun deene Leit, déi aus eise Lëtzebuerger Schoulsystem erauskommen. Ech mengen, wann een dat géif eescht huelen, wat eist Patronat géif soen, an och déi Examen, déi beim Stat gemaach ginn, ech mengen, dann hätt een d'Defiziter am Schoulsystem scho ganz séier analyséiert. Et muss een da just de Courage hunn, dat och ze soen an dann och déi néideg Mesuren ze huelen.

Mir kënnen eis och nach eng zweet Fro stellen. Mir hunn elo den Observatoire, dee mer begrëssen, an ech soen dem Här Rapporteur ausdrécklech Merci fir dee gudden Rapport, deen e gemaach huet. Mä mir kréien net nëmme dësen Observatoire, mir hunn och nach ee vum Marché de l'emploi, deen ennerwee ass. Mir hunn och d'Statistiken, déi am Éducatiousministère selwer opgestallt ginn. A wéi esou dacks stellt sech dann d'Fro, ob et net besser wär, Ressourcen zesummenzuleeën, amplatz datt mer elo zwou oder dräi Plazen hunn, déi esou Etüde maachen. Alles dat kascht Geld, an et wär besser, Synergien ze schafe wéi double oder triple Emploi.

An eng lescht Bemierkung: Mir hätten dat Gesetz hei ganz sécher net gestëmmt, wann all déi Dispositiounen draoséi bliwwen wären, déi géint d'Protektioun vun der Sphère privée verstouss hunn. Alt erëm eng kéier huet d'Regierung hei um Ufank e Projet de loi proposéiert, eis virgeluecht, deen u sech den Honger vum Stat no Daten demonstréiert huet, a mir mussen einfach als Stat léieren, datt de Stat weder soll alles wëssen nach däréi alles wëssen nach muss alles wëssen!

Mir mussen als Stat eis limitéieren an erëm eng nei Kultur vun der Protektioun vum private Liewe kréien. De Statsrot hat dat mat Recht kritiséiert. Et ass gutt, datt dat fale gelooss ginn ass. An nëmme, well déi Ingérence an d'Privatliwen net méi an engem Gesetz ass, nëmme dowéinst kann d'ADR dat haut matstëmme.

Nach eemol: Mir soen dat och am Zesummenhang mam Gesetz iwwert de glieserene Schüler. Fir eis als Partei steet d'Protektioun vun der Privatsphär ganz uewen op der Prioritéitelëscht. An e Gesetz, dat géint esou e Prinzip verstéisst, géife mir sécher net matstëmme.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo d'Madame Éducatiousministesch Mady Delvaux-Stehres.

(*Interruptions et hilarité*)

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Och ech wëllt mech uschlëssen un d'Mercien un de Rapporteur, den Här Diederich, deen dëse méi technesch Rapport virgestallt huet. Ech freeë mech iwwert dee breede Konsens hei an dësem Parlament a wëllt da just rappéléieren, dass den INFPC - Institut national de formation professionnelle continue - effektiv säit 1992 besteet an dass en elo eng nei Missioun derbäi kritt. Hie gëtt elo Observatoire national de la forma-

tion, dat ass keen double Emploi mat aneren Observatoiren, déi mer hunn.

Deen Observatoire ass scho laang gefrot ginn - säit ech mech kann erënnere - an den Observatoire besteet doranner, dass en ënnersicht: Déi Jugendlech, déi aus eise Schoulsystem erauskommen mat engem Diplom, wou sinn déi zwee Joer duerno, dräi Joer duerno, fënnf Joer duerno? Well mir wëssen effektiv ganz gutt, wéi vill Schüler mat engem Diplom aus eise Schoulsystem erauskommen. Mir kënnen awer net novollzéien, ob déiselwecht Schüler an hirem Beruff dra bliwwen sinn oder ob se no e puer Joer an en anere Beruff gewieselt hunn.

An et ass dat, wou ëmmer erëm gesot gëtt, dass net de Ministère, mä eis Économie an d'Aarbechtswelt Informatiounen brauch, fir ze wëssen: Wat ass de Profil, dee gebraucht gëtt, a mat wéi engem Profil geet ee wouhinne schaffen? Dat ass also déi Informatioun, déi mer hoffen iwwert dësen Observatoire zesummenzestellen.

Effektiv hat ech an deem éischte Projet de loi drageschriwwen, dass d'Autorisatioun, fir déi Datebank ze exploitéieren, sollt iwwert d'Chamber gi ginn, well dat ass jo deen héchste Gremium, dee mer hei am Land hunn, a wann deen autoriséiert, dass déi Donnéeën däréi opgehuewe ginn, da wär dat iwwer Gesetz festgeluecht. De Conseil d'État huet dat verworfen. Mir hunn elo eng Autorisatioun ugefrot an der Dateschutzkommissioun, déi dann an normaler Prozedur d'Autorisatioun gëtt, mä also ech... à moins, dass haut eng Autorisatioun komm wär, war ech gëschter nach net an der Kenntniss, datt mer d'Autorisatioun hunn.

Dat heescht also, dass mir zwar elo e Gesetz stëmme, wou mer kënnen en Observatoire grënne, mä esou laang wéi mer d'Autorisatioun net hunn, kann deen Observatoire net schaffen! Dat wollt ech just hei zur Informatioun vun dësem Parlament soen.

Ech freeë mech awer driwwer, dass et gestëmmt gëtt, a wa mer d'Autorisatioun dann hunn, dass déi Informatiounen, déi mer säit Jore froen, dass mer déi dann och kënnen erhiewen. Duerfir soen ech lech villmools Merci fir déi breet Zoustëmmung an ech waarden, esou wéi Dir, huelen ech un, mat grousser Spannung op déi éischt Resultater vun deem Observatoire.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Ministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6341 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6341 ass ugehall mat 60 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6365 iwwert de Sportlycée. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Scholtes, den Här Berger, d'Madame Lorsché an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

9. 6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Claude Haagen** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6365 portant création du Sportlycée ass de 17. November 2011 vun der Éducatiousministesch déposéiert ginn. Den 1. Dezember 2011 sinn ech an der zoustänneger Kommissioun als Rapporteur designéiert ginn an deeselwechten Dag hu mir och mat der Analys vum Projet de loi ugefaangen.

► **M. le Président.**- Ech géif lech allegueren bieden nozelauscheren a wierklech déi privat Gespécher da virun der Dier ze féieren. Merci.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), *rapporteur*.- De Projet de loi ass och vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics esou wéi vum COSL aviséiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 20. März vun dësem Joer ginn, wou eng Opposition formelle betreffend d'Admissiounskonditiounen vun de Schüler dra war. Ech komme spéider nach eng kéier op dës Opposition formelle zréck.

Här President, eng Struktur, déi et de jonke Mënschen erlaabt, fir Studium a Sport mateneen ze verbannen, ouni op dat engt oder op dat anert ze verzichten, ass eng Doléance, déi schonn e gewëssenen Alter huet an op déi ganz ongedëlleg an der Lëtzebuerger Sportswelt gewaart gëtt. De Sportlycée ass déi adequat Antwort, fir jonk Sporttalenter ze fördern. Ee Wee, dee vun eise Sportsfederatiounen an dem COSL natierlech ënnerstëtzt gëtt.

Vun 1989 un hate Sportler hei am Land schonns d'Méiglechkeet zwee- bis dräimol pro Woch an de Strukturen vun de Centres de formation vun der ENEPS an de Federatiounen nomëttes ze trainéieren. Haut schwätze mer vu ronn 550 Sportler a vu 15 Federatiounen, déi dëst schonns notzen. Vum Schouljoer 2001 u sinn d'Sportklassen an de Lycée Aline Mayrisch integréiert ginn a vun 2007 u fonctionnéieren d'„sports-études“ um Site vum INS als Annexe vum Lycée Aline Mayrisch.

D'Unzuel vun de Schüler ass kontinuéierlech a staark eropgaangen, vun 23 Schüler, pardon, 73 Schüler am Joer 2007 bis 305 Schüler a Studente beim aktuelle Schouljoer. De Corollaire ass, datt d'Infrastrukturen ze kleng gi sinn an datt d'Lëtzebuerger Sportswelt elo ee Sportlycée mat deenen néidegen Infrastrukture brauch.

Ënnert dem Term Sportlycée regroupéiert sech elo eng Cellule de coordination des centres de formation fédéraux, déi bis elo am Département ministériel des sports integréiert war an de Projet „sports-études“, deen als Objektiv huet, wéi säin Numm et scho seet, optimal Konditiounen an deenen zwee Beräicher fir Sportler ze schafen.

Déi zwee Hauptvoleten vun dësem Gesetz sinn de pädagogesche Volet, wou den Enseignement, Tutorat, Internat an esou weider definiéiert gëtt, an de sportleche Beräich, wou de Suivi sportif, médical, paramédical an diététique behandelt gëtt. Fir d'Rentrée vun dësem Schouljoer 2012-2013 wäerte mir am Sportlycée ongeféier 330 Schüler hunn, verdeelt am ganzen op 15 Klasse vu Septième bis Première am Secondaire, a vu Septième bis Neuvième am Secondaire technique. Fir eng komplett Oféier och am ganze Cycle supérieur kënnen unzibidden, gëtt mat anere Lycéeën zesumme geschafft, wéi dat bis elo zum Beispill beim Bouneweger Lycée gemaach ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet de loi gëtt net iwwert d'Sportinfrastrukturen, mä nëmme - „nëmme“, entre guillemets - iwwert de Fonctionnement vum Sportlycée ofgestëmmt. Vu datt d'Infrastrukturen awer och grad esou wichteg sinn, wollt ech awer kuerz eng kéier doriwwer schwätzen, och wa se, wéi gesot, net am Projet de loi selwer Bestanddeel sinn.

Dës Infrastrukturen, déi fir de Sportlycée néideg sinn, sinn emol e Schoulgebaai fir 400 bis 450 Schüler, eng Sportshal, déi als Struktur bei den INS kënn, e weidere Parking fir 40 bis 50 Autoen a schlussendlech en Internat mat enger Capacitéit fir 40 Schüler. Niewent den Infrastrukture vum INS kann de Sportlycée och op d'Sportshale vum Campus Geesseknäppchen an op d'Coque zréckgräifen.

De Sportlycée garantéiert een Accueil vun hallwer acht moies bis fënnf Auer nomëttes, eng Restauratioun fir ronn 400 Couverté pro Dag, déi mam Service Restopolis vum Ministère de l'Éducation nationale ugebuede gëtt. All d'Schüler aus dem ënneschte Cycle mussen do iessen, wat awer kee Problem duerstellt, well

momentan ronn 80% vun de Schüler op dës Offer vum Restaurant vum INS souwisou zréckgräifen, also domadder zefridde sinn.

An der zoustänneger Kommissioun huet sech de Sportsminister och ganz zouversichtlech ginn, datt d'Schoulgebaai an d'Internat vum Sportlycée fir d'Rentrée vun dësem Schouljoer fäerdeggestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Missionen an d'Objektiver vum Sportlycée am beschten ze beschreiwen, kann een dëst an dräi Stéchwierder resüméieren: Éischstens d'Réussite scolaire, zweetens d'Réussite sportive an drëtens d'Intégration sociale. Am Kader vun der Réussite scolaire adaptéiert de Sportlycée säi Stonneplang esou, dass d'Schüler all Dag genuch Zäit hunn, fir ze trainéieren. Dëst soll ëmmer am Aklang mat der Ausbildung an als Zil de Schoullofschloss hunn.

Net nëmme fir d'Schüler, mä och fir d'Enseignant vum Sportlycée ass dëst eng nei Eerausforderung. De pädagogeschen Deel vum Sportlycée bedeit fir d'Professeren och méi eng grouss Flexibilitéit an hirem Enseignement, well eben d'Schüler duerch Training a Sportskompetitiounen net ëmmer do sinn.

Duerfir ass den Tutorat ëmsou méi wichteg. All Professer gëtt Tuteur vun enger gewëssener Zuel vu Schüler, déi an enger oder zwou Federatiounen sinn. Den Tuteur behält den Iwwerbléck iwwert de Schüler seng sportlech a schoulesch Fortschreter an ass fir de Kontakt tëschent dem Léierpersonal, den Elteren an den Trainer zoustänneg. Wann et am schoulesche Beräich Problemer sollte ginn, da kann de Schüler an den traditionellen Unterrecht ëmmer zréckgoen.

D'Réussite sportive, den zweete Punkt, hänkt vill vun der Organisation scolaire of, an an dëser muss Plaz sinn, fir datt de Schüler seng sportlech Entwécklung a seng sportlech Ziler erreeche kann. Duerfir ass eng enk Zesummenaarbecht tëschent den zoustänneger Federatiounen an dem Sportler no de Prinzipien vum „long term athlete development“ néideg.

Dëse Prinzip, jo dëse Modell setzt haapt-sächlech op physescht Kënn bei de Kanner a Jugendlechen, ouni en Ënnerscheed tëschent dem Héichleeschtungssport, dem Kompetitiounssport oder dem Fräizäitsport ze maachen. Et handelt sech ëm ee kompletten Trainings- a Kompetitiounsprogramm, deen éischter op den Niveau vun der Entwécklung beim Sportler wéi sech op den Alter bezitt. D'Motricitéit vun de Schüler an d'Verhënnung vun de Blessur gëtt mat de Federatiounen iwwert d'Centres de formation am Sportlycée diskutéiert a beschwat.

Deen drëtten Punkt, dat ass d'Intégration sociale, ass den drëtten Haaptobjektiv an der Struktur vun den „sports-études“. Den Défi fir Sport mat Léieren ze verbannen ass scho grouss genuch, mä Wäerter wéi de Respekt vun aneren, Disziplin, Solidaritéit, den Équippégescht, sech kritesch mat Problemer auseenezesetzen, sech sportlech ze entwéckele kënn nach dobäi. Terme wéi Fairplay, Dopage wäerten ëmmer erëm optauchen an all Sportler, jo all Schüler soll a muss sech ëmmer mat all dëse Wäerter an Terme beschäftegen. Bei all deenen dräi Objektiver, mengen ech, ass et ee Wonsch vun de Verantwortleche vum Sportlycée, fir een optimalen Encadrement ze garantéieren.

Här President, am Avis vum Statsrot vum 20. März vun dësem Joer hat de Statsrot eng Opposition formelle, wat d'Astellungskritäre vun de Schüler fir de Sportlycée betrëfft. Ech hunn dat scho gesot. A sengem Avis huet de Conseil d'État eng Proposition gemaach, déi d'Artikelen 11 an 12 vum Projet de loi betreffen. Dës Propositionen hunn och een Impakt op de Libellé vum Artikel 4 an domat op d'Missiounen vum Comité de coordination.

Et ass eben dëse Comité de coordination, dee sech aus engem Delegéierten vum Éducatiousministère, aus dem Sportsministère, engem Delegéierten aus dem Organisme central du sport a vun engem Directeur adjoint zesummesetzt. Dës Membere gi mat engem Mandat, wat erneiert ka ginn, fir dräi Joer iwwer Arrêté ministériel vun der Éducatiousministesch genannt.

Den ursprüngelechen Text vun dësem Projet de loi huet virgesinn, dass d'Kandidate fir de Sportlycée mussen vun de Federatiounen proposéiert ginn. Wann et méi Kandidate wéi Plaze sollte ginn, da géif de Comité de coordination Opnahmekritären opsetzen. Dës Formatioun war dem Statsrot ze schwammeg an onprezis. D'Kritäre mussen an engem Règlement grand-ducal festgehalen ginn an och d'Kandidaten, déi



net vun enger Federatioun proposéiert sinn, solle sech umelle kënnen. Esou ee Projet vun engem Règlement grand-ducal huet d'Madame Minister der Éducationskommissioun virgeluecht.

Nodeems d'Éducationskommissioun eng Rei Amendementer de 24. Mee 2012 un de Statsrot weidergeleet huet an dësen a sengem Avis complémentaire mat alleguerten dësen Amendementer d'accord war, a vu datt d'Kommissioun sech och der Proposition, wat d'Aschreiwungskonditiounen vun de Schüler (veuillez lire: betrëfft), dem Avis vum Conseil d'État ralliéiert huet, nämlech dëst iwwer ee Règlement grand-ducal ze maachen, ass d'Opposition formelle fale gelooss ginn. D'Amendementer a weider Detailer zu dësem Projet de loi 6365 kënn Dir a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Zum Schluss wëll ech all de Sportler an Athleten, déi net wëllen op...

(Interruption)

Merci, Här Gibéryen ...déi net wëllen op hire Sport verzichten an trotzdem ee gudd Schoulofloss maachen, dozou encouragéieren, datt si op dës Infrastrukture vum Sportlycée an op dat pädagogesch Rezept vun den „sports-études“ kënnen a sollen zréckgräifen.

No all deene villen a sëllegen Diskussiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Sportsinfrastrukture féieren, sinn ech frou, datt dës Projet an der Kommissioun eng Unanimitéit kritt huet an duerfir hoffen ech mat deem heitege Vote och Är Ënnerstützung kritt a ka realiséiert ginn. D'Gewënner sinn eis Sportswelt an eis Kanner, déi nëmme vun esou engem System profitéiere kënnen. Ech soen Iech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt, a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Claude Haagen. An d'Wuert kritt elo fir d'alleréischt d'Madame Tessy Scholtes.

Discussion générale

► **Mme Tessy Scholtes** (CSV). - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur, dem honorablen Här Haagen, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech hu mech virun e bësse méi wéi engem Joer a menger éischter Ried hei an dësem héijen Haus fir Strukture wéi de Sportlycée ausgeschwat. A wéi Dir Iech virstelle kënn, sinn ech als fréier Sportlerin haut immens frou, dass de Sportlycée elo endlech eng legal Basis kritt an do-duerch zu engem feste Bestanddeel an eiser Schoullandschaft gëtt.

Mir hunn an eise kleng Land ëmmer méi Sportler, déi op internationalem Niveau mat deene Beschte mathale kënnen. Wéi Dir all wësst, vun nâischt kënn nâischt! Dat heescht, och am Sport muss ee vill schaffen an investéieren, fir un d'Spëtzt ze kommen an dat, a mengen Aen, ëmmer méi, well an alle Länner gëtt de Sport ëmmer méi professionell organisiert. Duerfir ass et wichteg, datt eis jonk Talenter scho fréi optimal Konditiounen geschafe kréien, déi hinnen de Wee no uewen erméiglechen. Aus all jonkem Talent ka sécherlech net herno en Topathlet ginn. Mä wann et der nëmme e puer a lues a lues ëmmer méi ginn, déi et packen, dann hu mir eppes erreecht. Mir sollten nämlech net vergiessen, wat fir een enormen Enjeu de Sport huet, an hounneng sinn op eis Sportler, déi de roude Léiw an d'ganz Welt erausdroen.

An dësem Sënn sinn 1989 d'Centres de formation um INS an 1997 d'Sportssektioun vun der Arméi entstanen. 1998 ass ee groussherzoglecht Règlement a Kraaft getrueden, wat verschidde speziell Moosname fir Héichleeschtungssportler an awer och fir talentéiert Museker am Secondaire erméiglecht. 2001 sinn d'Sportsklassen am Lycée Aline Mayrisch agefouert ginn a säit 2007 leeft de Projet „sports-études“ um Site vum INS als Annex vum Lycée Aline Mayrisch. D'„sports-études“, „Sportgymnasien“ oder „Sports schools“ gëtt et méttlerweil an all europäeschem Land. An och Lëtzebuerg mécht mat dësem Gesetz elo keng Ausnahme méi.

Här President, de Statsrot hat a sengem Avis vum 20. Mäerz d'Artikelen 11 an 12 iwwert d'Admissioun vun de Schüler am Sportlycée contestéiert an ee groussherzoglecht Règlement mat Opnahmekritäre fir all Sportler gefuerdert. Deem ass Rechnung gedroe ginn, andeems elo méi kloer aus dem Artikel ervir-

geet, dass och Schüler, déi net vun enger Federatioun proposéiert ginn, eng Kandidatur fir an de Sportlycée stellen an no deene selwechte Kritären opgehall kënnen ginn. Dass de Sportlycée och virdru schonn oppe war fir esou Démarchen, weist d'Beispill vun enger jonker Schachspillerin, déi d'lescht Joer aus eegener Initiativ hiren Dossier eragereecht hat an ugehall ginn ass.

D'Rechter an d'Flichten tëschent dem Sportlycée an de Federatiounen ginn duerch Konventionen geregelt. Esou kann hei zum Beispill festgeluecht ginn, dass a verschidde Sportarten d'Plage horaire vun der Préparation physique générale, déi vum Lycée ugebuede gëtt, vun der Federatioun fir sportartspezifischen Training genotzt gi kann.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass et sech beim Sportlycée vum Schoulsystem hier ëm e ganz normale Lycée handelt, deen d'Schüler op e Premièresexame vun enger vun den aktuelle Sektione préparéiert an hinne gläichzäiteg d'Méiglechkeet bitt, hire Sport op héijem Niveau ze praktikéieren. All Schoul huet dräi Stonnen Autonomie an de Fächer, déi si um Stonneplang ubidden. An d'Fächer, déi am Sportlycée duerch de Sport ersat ginn, si keng Promotionsfächer, mä vun Troisième bis d'Première zum Beispill Optionsfächer.

Dëst ass ee wichtege Punkt am Kontext vun den aktuellen Debatten iwwert d'Schoulreform, wou déi zwou proposéiert Dominanten déi verschidde Sektione ersetzen sollen. Et gëtt vill driwwer geschwat, dass d'Konscht an d'Musekssektioun ewechfale géifen. Ma ähnlech Strukturen wieren och hei unzedenken, virun allem, well d'groussherzoglecht Règlement vun 1998 sech jo och op jonk Museker bezieht.

Well et sech, wéi gesot, ëm en normale Lycée handelt, ass de Wiessel an en anere Lycée och zu jidder Zäit méiglech, wat an eisen Aen ee ganz wichtege Punkt ass. Et muss een nämlech wëssen, dass eng Struktur wéi de Sportlycée net dat Richteg fir all Kand oder Jugendlechen ass. Et gëtt immens vill vun de Schüler verlaangt, well si souwuel an der Schoul wéi och um sportleche Plang Leeschtung an Disziplin weise mussen. Dacks weist sech, dass grad Leeschtungssportler gutt mat dëser Charge ëmgoe kënnen, well si vu klengem u gewinnt si sech gutt ze organiséieren, fir alles ënner een Hutt ze kréien. Déi Schüler, déi op Septième direkt an de Sportlycée ginn, gewinne sech lues a lues un de Rhythmus Schoul a Sport, well op den ënneschte Klasse manner Trainingsunitéiten um Stonneplang sti wéi bei de Groussen.

Mä de Sportlycée ass awer och op fir Quereinsteiger, dat heescht fir Schüler, déi virdrun an engem anere Lycée waren. Hei kann et emol sinn, dass et dës Kanner méi schwéier fällt sech un de Rhythmus ze gewinnen a gläichzäiteg d'Anonymat vun enger méi grousser Schoul opzeginn. Am Sportlycée sinn am Moment just ronn 300 Schüler, an den enken Encadrement duerch Profen, Tuteur, Trainer, Kiné a Psycholog mécht, dass all Schüler bekannt ass.

Den Drop-out, dat heescht déi Schüler, déi d'Schoul wiesselen, läit bei 6 bis 7% pro Joer. D'Grënn fir den Drop-out kënnen, nieft de schonn ugeschwatene Ursachen, sportlech Resultater, Problemer mat der Federatioun oder och de Frëndeskreies sinn. Deen anere Fall gëtt et awer och, an zwar, dass Sportler, och wa se net méi am Kader sinn oder wëlle sinn, trotzdem am Sportlycée bleiwe wëllen. Hei besteet d'Méiglechkeet fir säi Joer fäerdeg ze maache respektiv nach ee Joer weider ze bleiwen, zum Beispill fir net eng Première duerch e Wiessel no der Deuxième ze gefährden.

Nieft dem Leeschtungssport wëllt de Sportlycée awer och aner Beräicher ofdecken an d'Kanner fir en nohaltegt Engagement am Sport motivéieren. Dowéinst bitt de Sportlycée ab nächstem Joer Modular vun Troisième bis d'Première u fir Schüler, déi net méi an der Federatioun sinn an awer dem Sport erhalte bleiwe wëllen, zum Beispill als Trainer oder als Arbitr. Verletzte Sportler hunn natierlech eng Karenzzäit, fir nees op d'Been ze kommen, a mussen net direkt de Lycée wiesselen.

A puncto Wiessel ass et och wichteg ze erwähnen, dass de Sportlycée mat anere Lycéeën kooperéiert. Vu dass de Sportlycée just de Cycle inférieur am Technique ubidde kann, mussen d'Schüler no der Neuvième an en anere Lycée wiesselen. De Lycée technique vu Bouneweg zum Beispill gëtt de Schüler d'Méiglechkeet hire Stonneplang esou ze aménagéieren, dass si awer nach bis zu zweemol moies am Sportlycée trainéiere kënnen.

Och bei de Profen huet een e gewëssenen Drop-out, well och vun hinne vill Flexibilitéit an Disponibilitéit verlaangt gëtt. Am Sportlycée schaffen, heescht deelweis Prüfungen an dräifacher Ausféierung maachen, well d'Schüler bedéngt duerch Kompetitiounen a Stagé méi oder manner dacks feelen. Am Fall vun esou

Absencé gëtt de Prof hinnen Aufgabe mat op den Déplacement, an dës ginn dann nom Retour verbessert. Déi 72 Disponibilitétsstonden, déi all Prof am Laf vum Schouljoer ze realiséieren huet, ginn an den Tutorat investéiert, well am Sportlycée huet all Schüler een Tuteur.

De Rekrutement vun de Profen ass awer d'selwecht wéi an anere Schoulen. A bis elo waren nach ëmmer genuch Interessenten do, déi sech an de Sportlycée gemellt hunn. Et sinn dëst normalerweis Leit, déi e gewëssene Lien zum Sport hunn a sech an dësem Sënn engagéieren wëllen. Vill vun den Enseignantë sinn net exklusiv am Sportlycée, mä ënnerriichten och nach an anere Gebaier, wat gutt ass, well si esou d'Leeschungen vun de Schüler aus dem Sportlycée mat deenen aus anere Lycéeën vergläichen an deemno wéi ajustéiere kënnen.

Hei ass ze bemerken, dass d'Resultater vun den Épreuves communes an der Moyenne leien, an am Premièresexamen vun dësem Joer 14 Schüler direkt gepackt hunn - dovunner eefel mat der Mention „bien“ an ee mat der Mention „très bien“ -, dräi een Noexamen hunn a keen duerchgefall ass.

De schouleschen an de sportlechen Erfolg kommen net vun nâischt. Et muss ee soen, dass wirklech vill gemaach gëtt, fir dem Schüler a Sportler op sengem Wee no uewen ze hëllefen. Nieft den Absencé fir Kompetitiounen a Stagen, déi d'ailleurs bei schlechte schoulesche Leeschtungen net autoriséiert ginn, dem Noschreibe vu Prüfungen, de schouleschen Hëllefsmesuren an dem Tutorat kommen nach aner wichteg Punkte wéi d'Verletzungspreventioun an Réathlétisation duerch Kinéen, de medezineschen Encadrement duerch Dokteren an d'Méiglechkeet vun enger psychologescher Betreuung virun an no de Kompetitiounen derbäi.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi wirklech Leeschtungen, souwuel am schoulesche wéi och am sportleche Beräich, kommen awer nëmme duerch eng gutt Kommunikatioun an Zesummenarbecht vun alle Verantwortlechen zustan. An dat ass eiser Usicht no déi gréissten Erausforderung am Sportlycée.

D'Proffe mussen mat den Traineren iwwer e Prüfungs- a Kompetitiounsprogramm kommunizéieren. D'Trainere vum Verband, déi jo an der Schoul intervenéieren, an déi vum Veräin, mussen sech ofstëmmen, fir eng Iwwerbelaaschtung vum Athlet ze verhënneren. D'Verbands-traineren, déi d'Sportart, de spezifesch Training am Sportlycée halen, an d'Sportsproffen, déi de Schoulsport an déi physesche Preparatioun ofhalen, mussen sech och regelméisseg ofschwätzen. An d'Eltere si souwisou an all dës Beräicher involvéiert.

Dëst ass net ëmmer einfach ze realiséieren an immens zäitopwendeg, mä duerch regelméisseg Réuniounen am Laf vum Schouljoer kommen déi verschidden Acteuren zesummen a Problemer kënnen aus dem Wee geraumt a Léisunge fonnt ginn.

Wéi Dir gesitt, sinn d'Schüler immens gutt encadréiert an et gëtt vill op den eenzelne Schüler agaang. De Revers vun dëser enker Betreuung ass leider dacks eng Attitüd vun eenzelne Kanner, déi ze vill gewinnt sinn, dass alles fir si gemaach gëtt. Esou ass dee gréissten Défi hinne verstoen ze ginn, dass si déi Hauptverantwortlech vun Erfolleg sinn an et drëms geet, d'Struktur Sportlycée optimal ze notzen. Hei muss d'Schoul esou wäit changéieren, dass verschidden Erliichterunge sech mussen erschafft ginn, och duerch Fläiss, Asaz a Behuelen an der Schoul, esou dass net méi alles eng Selbstverständlechkeet ass.

Dës Feststellung werft d'Fro op, ob e Lycée, deen nëmme Sportler opëhlt, net ze vill eesäitig ass, an ob et net besser ass, wann d'Sportler och mat Schüler, déi aner Interessenten hunn, zesummekommen. Hei ginn d'Meenungen ausereen an et kéint ee stonnelaang iwwert d'Viran d'Nodeeler vun deem engen oder anere Modell debattéieren.

Ee Fakt ass awer, dass en eegene Lycée um organisatoresche Plang einfach enorm vill Avantage huet. An dach ass et de Responsabele vum Sportlycée immens wichteg, dass hir Schüler net nëmme den Tunnelbléck Sport hunn, an engagéiere sech dofir, si zu kriteschdenkenden a responsabele Bierger ze forméieren.

D'Proffe vun enger Klass setzen dräimol d'Joer zesummen, fir de Programm festzeleeën an esou nieft Schoul a Sport och verschidde Preventiounsthemen oder Kulturelle fächeriwwergräifend unzepaken. Esou huet de Sportlycée zum Beispill een interne Curriculum vun der Preventioun, dee vu Septième bis Première Theme wéi Wäerteunterrecht, Éischt Hëllef, Zäitmanagement, Anti-Doping, gesond Ernährung a mentalen Training, mä och Muséevisiten oder Theateropféierunge beinhalt.

A puncto Infrastrukturen ass scho gesot ginn, dass et esou ausgesäit, wéi wann déi nei Ge-

bailechkeete fir d'Rentrée 2012-2013 fäerdeg ginn a Plaz fir eng 480 Schüler bidden. D'Kantun vum INS ass scho virun enger Zäit vergréisert ginn a kann elo vun alle Schüler genotzt ginn. Problematesch bleift allerdéngs den Transport bis op de Site vum Sportlycée. Dacks sinn aner Lycéeën méi attraktiv, well d'Schüler mam öffentlechen Transport ronn 30 Minutten éischter um Lampertsbiérg oder um Geesseknäppche sinn.

D'Internat, wat an de Sportlycée integréiert gëtt, bitt hei virun allem de Sportler, déi méi e wäite Schoulwee hunn, eng interessant Méiglechkeet. Déi 110 Ufroe fir eng Plaz am Internat weisen, dass wirklech e Besoin do ass. Wann dann nach, wéi geplangt, an der nächster Zäit ee Parking an eng zweet Sportshäl um Site realiséiert ginn, da kann een, mengen ech, vun enger gutt équipéierter Struktur schwätzen.

Wéi Dir gesitt, ass a gëtt vill an de Sportlycée investéiert. Dofir kann ee sech déi berechtigt Fro stellen, wouhin dës Investitiounen op laang Siicht féieren. Eiser Meenung no wier dëst d'Formuléierung vun enger richteger Héichleeschtungssportpolitik hei zu Lëtzebuerg. Et kéint ee sech eng spezialiséiert Cellule fir Héichleeschtungssportler ënnert der Autoritéit vum Département ministériel des sports an Zesummenaarbecht mam Comité Olympique virstellen, déi net nëmme eng finanziell a medezinesch Ënnerstützung bidden, mä och beim Choix vun der Uni a bei der Karriereplanung hëlfe kéint.

Eng gezielten Orientatioun vum Schüler a Sportler no sengem Ofschloss am Sportlycée feelt nämlech. Bis dato ass nâischt Konkretes a puncto Karriereplanung virgesinn, fir dem Abiturient ze hëllefen eng Uni ze fannen, wou hie souwuel seng Studien, ma och säi Sport op engem gewëssenen Niveau weiterféiere kann. Hei muss sech hei op seng Federatioun verlossen, déi awer net onbedéngt Zäit an déi noutwendeg Informatiounen, Kontakter a Kompetenzen op schouleschem Plang huet, fir weiderzëhëllefen. An dësem Kontext wier et ze begrëssen, wann de Sportsministère zesumme mam Héichschoulministère Kritäre festleeën a Proposen zu enger Héichleeschtungssportpolitik ausschaffe géif.

Ofschléissend ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun, a wëll awer och nach dem Chargé de direction Raymond Conzemius an der ganzer Équipe ronderëm hie félicitéieren. Si sinn et, déi de Sportlycée duerch hiren onermiddlechen Asaz am Sënn vum Sport a vun de Kanner zu deem gemaach hunn, wat en haut ass. Ech wënschen hinne vill Erfolleg am neie Gebai an dass nach vill weider Aushängeschël-der wéi ënner anere de Raphaël Stacchiotti oder de Bob Jungels erauskommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Scholtes. An als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här President. Ech wëllt och mengersäits dem Här Rapporteur Merci soe fir säi mündlechen a schrëftleche Bericht, och menger Virriednerin eigentlech, well si och eng ganz Rei Detailpunkten hei beschriwwen huet.

Ech mengen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer haut iwwer e Sportlycée ofstëmmen, ass dat kee komplett Neiland, wat mer betrieden, mä et ass awer en décisive Schrëtt an der Entwécklung, déi mer säit 2001 kennen, wéi am Lycée Aline Mayrisch deemools déi éischt Sportsklassen agefouert gi sinn. Iwwregens a Klammern: Dat war ënner enger liberaler Schoul- a Sportsministesch. Klammer zou.

► **Plusieurs voix.** - Aaaahhh!

► **M. Eugène Berger** (DP). - An deene leschten zéng Joer si vill Erfahrung gesammelt ginn. A säit 2007 hu mer jo och dann opgrond vun deenen Erfahrungen de Projet „sports-études“ um Fetschenhaff lafen, deen eigentlech och d'Richtung ugin huet, fir dëst Gesetz haut oder dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, och ze schreiwen.

Ech mengen, virun allem huet sech, dat huet d'Praxis gewisen, de Modell vun de Sportsklasse bewährt a si kennen och ëmmer méi e grouse Succès. Iwwer 350 - ech weess et net, virdru war scho vu 500 Rieds, ech huelen un, datt dat d'Perspektiv ass - mä op alle Fall, ech mengen, de Moment iwwer 300 jonk Sportler si méttlerweil als Schüler ageschriwwen, Tendenz steigend. An et huet sech jo eigentlech dann och wirklech opgedrängt eng eegestänneg Struktur ze schafen.

Op dëser Plaz wëllt och ech, wéi meng Virriednerin, de Responsablen an den Acteuren vum Projet um INS, fir et emol esou ze formuléieren,



e grouse Merci soen, well si si wierklech net ganz onschëlleg um Succès vun den „sports-études“.

Ech mengen, de Prinzip vun de Sportsklasse stellt hautdësdays och kee méi a Fro. Au contraire, wann et se net géif ginn, misste mer se eigentlech praktesch haut direkt erfannen. D'Sportsklasse sinn eng adequat Formule fir jonke Sportler et ze erméiglechen, hire Sport an hir Secondaires-Schoulen optimal oder wa méiglech optimal mateneen ze verbannen.

Mä net nëmmen dat. Ech mengen, wann ee kuckt och wat fir eng Efforte gemaach ginn, da géif ech soen, datt eigentlech den Accompagnement, also nieft deem sportlechen och dee schouleschen Accompagnement, datt ganz vill Wäert dorobber geluecht gëtt. A wann een elo méi kritesch vläicht als Netportler dat géif kucken, géif een eigentlech soen, datt se hei am Sportlycée e bësselche verwinnt ginn an där Hissicht, well hei wierklech vill Efforte gemaach ginn, fir eben nieft deem sportlechen Accompagnement och dat schoulescht Accompagnement ze favoriséieren a fir och do wierklech bal individuell par rapport zu all Schüler do den Optimum erauszehuelen.

Ech mengen, och nieft deem verbesserte schouleschen Accompagnement an deem sportlechen Accompagnement, ass mer awer och wichteg, datt de Schüler als Persoun, als Sportler, och besonnesch als jonke Sportler, wou ee jo déi eng oder aner Problemer och heiansdo a sengem Liewe konfrontéiert, datt een och do eng Begleedung huet. Dat kann och sinn zum Beispill, wa jonk Sportler déi éischte Kéier mat deem ganze Medieberäich konfrontéiert ginn, wa se e gutt Resultat do hunn an an de Medien zum Beispill ëmmer méi erwähnt ginn. Dat sinn och heiansdo Situatiounen, déi net onbedéngt evident sinn. Och op esou Saache gëtt Wäert geluecht. An ech fanne, dat ass och eng wichteg Aufgab an deem ganzen Encadrement.

Als Politiker, mä virun allem och als Sportler, och als President vun enger Sportsfederatioun begrëssen ech et op alle Fall, datt mer hei zu Lëtzebuerg esou Konzepter ëmsetzen. An d'Resultater weise jo, datt déi Sportsklasse fir vill jonk concernéiert Mënschen e Plus sinn. Een, deem d'Sportsaktualitéit liest, e bësselche suivéiert, gesäit jo, datt eng Rei Schüler aus dem elo - vun haut un - da Sportlycée, gutt Resultater, exzellent Resultater opzeweisen hunn. D'neift hu mer och héieren, nach grad virdrun - mir haten dat och schonn an der Kommissioun nach dës oder d'lescht Woch gesot kritt -, datt och déi schoulesch Resultater zum Beispill 2012 an de Premiërexamen, datt déi sech weise loosse, datt dat also och ganz gutt schoulesch Resultater sinn.

Hannert deene cruë Resultater, hannert deene cruen Zuele vu Sportsresultater oder Schouleresultater, mengen ech, ass awer och einfach dee ganze Prozess wichteg, deen hannendru steet. Déi Erfahrungen, déi déi jonk Mënschen do sammelen, well se ebe mussen kucken Studie mat Sport, mat anere Problemer vläicht ze kombinéieren, alles ënner een Hutt ze kréien. Ech mengen, dat sinn immens wäertvoll Erfahrungen, déi een net einfach ka mat enger Zuel beleeën. Et ass e bësselche méi nach an där Optik „der Weg ist das Ziel“, also déi Erfahrungen, déi se hei sammelen, déi immens wichteg sinn an hirem Développement als Mënsch, als Sportler, herno och fir de Beruff. An ech mengen, duerfir ass jo och deen Aspekt vum pädagogesche Konzept, dat jo eigentlech e Projet de vie ass, vun deem hei geschwat gëtt, deen a mengen Aen och ganz wichteg ass an deen eben den Akzent op d'Entwécklung vun der Persoun a vun der Charakterentwécklung vum Mënsch, vum jonke Mënsch setzt.

Ech mengen, schliesslech ass och de Sportlycée eng Formule, déi ville Federatiounen an dem COSL entgéint kënnt, well hei eben och eng verbessert sportlech Förderung vu fréi u méiglech ass.

Bon, vum Prinzip, vun der Ausrichtung hier ass also de Projet nëmmen ze begrëssen. Ech wëllt awer och ee ganz kleng Bémol erwähnen beim Sportlycée, dee mer elo wäerte stëmmen. De Bémol, dat ass den Émstand, datt mer am Sportlycée kee kompletten Technique, also kee Cycle moyen et supérieur ubidden. An dat wäert wahrscheinlech och net méiglech si fir all Klassen, all Sektioneen am Classique unzibidden.

An et kéint ee jo eigentlech e bësselchen iwwerspëtzt, oder och emol net, soen, am Endeffekt, datt e Schüler muss eigentlech dräi Konditiounen erfëllen. Éischstens, e muss sportlecht Talent hunn oder sportlech Kritären erfëllen. Zweetens, e muss e Secondaire-Classique-Schüler sinn. An drëtzens, muss en eigentlech och nach e Schüler sinn, deen herno C oder D oder G auswielt, fir kënnen eigentlech am Sportlycée säi Secondaire ze maachen.

Wien net an dat Schema erapasst, fir dee beedeit et normalerweis, wann en ufänkt, datt e spëststens no dräi Joer da muss d'Gebai wieselen an eventuell en anert Gebai, wou en net déi optimal Begleedung méi huet. Ech mengen - sécher, mir sinn eis d'accord, ech och - mir verstinn dat alleguerten, et ginn eng Rei praktesch Argumenter dofir, well ënner anerem eben net déi Masse critique do ass, net genuch Schüler do sinn, fir e ganzen Zyklus vum Technique unzibidden respektiv och an der Praxis net vun anere Sektioneen wäerten ubidden.

Mä hätt een net einfach awer vun der, wéi soll ech soen, vun der Symbolik oder einfach vum Zeechen hier och kéinte wéinstens de Prinzip vum Technique draschreiwene, och wann ee weess, datt an der Praxis nach de Moment keng, net genuch Schüler do wieren. Mä et weess ee jo net, wéi an Zukunft dat Ganz kéint evoluéieren.

Ech mengen, et ass jo esou, datt mer fir de Classique jo och net eng Restriktioun drageschriwwene hunn a gesot hunn, et wier nëmme méiglech am Classique fir d'Sektioneen C oder D. Mä do hu mer einfach dee ganze Classique drageschriwwene. An ech hätt et flott fonnt, wann een einfach, pour la forme, dee ganzen Technique, fir datt déi sech net diskriminéiert fillen, och drageschriwwene hätt, wéi gesot, ëmmer wëssend, datt an der Praxis dat vläicht net méiglech gewiescht wier, fir direkt do och eppes ze organiséieren.

Ech mengen, dofir muss awer op alle Fall garantéiert sinn, datt Schüler, déi also net, wéi ech virdru scho gesot hunn, deem Profil do entsprechen, datt déi awer och kënnen dann an anere Gebaier déi Méiglechkeeten hu vun den „sports-études“, datt se dann eben an Zesummenaarbecht mam Sportlycée respektiv och op Verständnis stoussen, fir da kënnen an anere Gebaier esou eng Aart Formule oder eng Formule „sports-études“ kënnen ze absolvéieren, fir eben dann och awer hir Studie mat dem Sport, mat dem Kompetitiounssport optimal kombinéieren ze kënnen. Dat gesot, géif ech awer natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet hei abréngen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. An als nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëllt ech och dem Här Haagen Merci soe fir säi schréfftlechen a mündleche Rapport zu deem Projet de loi, mat deem d'Thematik vum Sport no laanger Ofwiesenheet endlech nees de Wee an d'Chamber féint. Am Kader vum Débat d'orientation iwwert d'Zukunft vum Lëtzeburger Schoulsystem, viru gutt zwee Méint, ass op dëser Plaz méi wéi eemol drop higewise ginn, datt d'Schoul e permanente Chantier ass, dee gutt organiséiert a stänneg verbessert muss ginn, fir der gesellschaftlecher Evolutioun Rechnung ze droen.

D'Kreatioun vum Sportlycée bedeit net nëmmen eng kloer Verbesserung vun der aktueller Situatioun, mat enger verbesserter Koordination tëschent de Centres de formation an dem Projet „sports-études“, mä si bedeit och eng Erweiterung vun der Capacitéit, déi längst un hir Grenze gestouss ass. Duerfir begrësse mir, datt endlech Fortgank an en Dossier kënnt, deen evidenterweis eng Plus-value fir d'Lëtzeburger Schoullandschaft duerstellt, net nëmme wat d'Erweiterung vun der Offer ubelaangt, mä och vu sengem pädagogesche Konzept hier.

Nodeems d'Centres de formation schonn 1989 entstanen sinn an déi sougenannte Sportklasse säit dem Schouljoer 2001-2002 un de Lycée Aline Mayrisch ugegliddert waren, kritt dës Schoulmodell haut eng gesetzlech Basis, déi autonom funktionéiere kann, esou wéi meng Virriednerin, d'Tessy Scholtes, a meng Virriedner et och scho beschriwwene hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Risiko, datt talentéiert Sportlerinnen a Sportler an déi klasesch Fal geroden, an der Schoul d'Bengele bei d'Tromm ze geheien, fir sech voll a ganz dem Sport ze widmen, oder trotz hirem groussen Talent mam Sport opzehalen, gëtt mat deem Schoulmodell staark reduzéiert. Wat awer leider net heescht, datt de Risiko vum Schoullofbroch domat ausgeschloss gëtt, well vill aner Ursache fir dës bedauernswäerte Phenomeen verantwortlech sinn. E Phenomeen, deen zu Lëtzebuerg aussergewöhnlech héich läit par rapport zu anere Länner an dee mat alle Mëttelen a mat vill Courage muss bekämpft ginn.

Am Kontext vun deem Projet de loi denken ech beim Risiko vum Schoullofbroch virun allem un d'Schülerinnen an un d'Schüler aus dem Enseignement technique an aus dem Enseignement préparatoire. Nom éischten Zyklus, also

no dräi Joer, geroden d'Schüler aus dem Technique an eng schwiereng Situatioun, well se de Sportlycée mussen verloossen, fir an anere Lycée ze wiesselen, während hir Kolleegen aus dem Classique awer bis zur Première am Sportlycée kënnen bleiwen a weiderhi vun alle Virdeel a Privilegier kënnen profitéieren, déi dës Schoul ze bidden huet.

Quitte datt eng Zesummenaarbecht mat anere Lycéeën besteet oder och nach ugestriift gëtt, bedauere mir als Gréng, datt de Sportlycée dem klaseschen Enseignement secondaire méi ee grouse Stelleväert araumt wéi dem Enseignement secondaire technique. Mir verrieden do déiselwecht Meinung wéi mäi Virriedner, den Här Eugène Berger.

Ofgesi vun deem bedauernswäerten Déséquilibre zugunsten vun enger Schülerelite, begrësse mir awer zumindest an der Logik vum Leeschtungsport, datt hei eng effikass Kombinatioun vu Schoul an Training erméiglecht gëtt an d'Schoul donieft och e geziilt gesondheetlechen, sportspezifischen a sozialen Encadrement wëllt garantéieren.

Dës Volet, deen am Rapport als ee vun den dräi Haaptobjektiver definéiert gëtt, ass an eisen Aen onverzichtbar! Wann Theme wéi Doping, gesond Ernährung an d'Preventioun vu Verletzungen zu engem feste Bestanddeel vum Schoulprogramm ginn, wiisst d'Chance, datt déi jonk sech fréi genuch mat de Gefore vum Leeschtungsport auserneesetzen a léieren domat ëmzegoen a se dann och ze vermeiden. Alles dat sinn Elementer, déi mir begrëssen, an duerfir wäerte mir als Gréng och eisen Accord zum Projet de loi ginn.

Eng Fro, déi de Projet de loi, menger Meinung no, awer am Raum stoe léisst, ass déi, wéi d'Zesummenaarbecht vun der Schoul mat de 16 verschiddene Federatiounen a mat den honnerte vu Veräiner, déi an deene Federatiounen affiliéiert sinn, konkret soll ausgesinn.

D'Fro, op wéi eng Manéier de sougenannte Comité de coordination de Respekt vun de Konventiounen mat den eenzelne Federatiounen iwwerwaache kann, ouni a gewësse Fäll un der berechtigter an och am Gesetzesprojet festgeschriwwener Autonomie vun den eenzelne Federatiounen müssen ze frëckelen, bleift a mengen Aen onbeäntwert. Dobäi kënnt, datt d'Veräiner, an deenen déi jonk Leit trainéieren a fir déi si och Kompetitiounen bestreiden, net ëmmer op enger Linn leie mat hirer Federatioun. Esou Divergenzen erliichten de Respekt vun de Konventiounen doudsécher net a kéinten och an Zukunft fir Sprengstoff tëschent dem Lycée an de Federatiounen respektiv eenzelne Veräiner suergen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis Suerg ass a bleift et ze verhënnere, datt jonk Sportler opgrond vu schlecht ofgestëmten Trainingsprogramme oder Trainingszäite souzese verbrannt ginn an duerno dem Sport de Réck dréien oder awer opgrond vun hirem héije Leeschtungspotenzial vun hirem Veräin bevirdeelegt ginn, während manner leeschtungs-fäeg Sportler an hirem Veräin ze kuerz kommen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ervirhiewe wëllt ech an deem Kontext och d'Roll vun den Elteren an d'Zesummenaarbecht vum Lycée mat den Elteren, déi am Projet de loi, a mengen Aen, net genuch zur Geltung kommen. Si ginn éischter niewebäi erwähnt.

Datt d'Elteren onverzichtbar sinn, wann et drëms geet, fir de sportlechen Engagement vun hire Kanner ze ënnerstëtzen, datt ass evident. Wann et allerdéngs esou wäit kënnt, datt d'Elteren hiren eegenen iwwerméissegem Éiergäiz an hir Kanner eraprojéieren a scho bal e fanatescht Verhalen un den Dag leeën, da gëtt et geféierlech!

Ëmmer nees kënnt et vir, datt Eltere versichen hir eege verpassten Dreem an hire Kanner ze verwierklechen a vun hinnen erwaarden ëmmer déi Éischt an ëmmer déi Bescht ze sinn. Den Drock, deen op déi Manéier op déi jonk ausgeübt gëtt, féiert net nëmmen zu engem ongesonde Konkurrenzkampf mat hire Kolleeginnen a Kolleegen, mä virun allem och zu der Gefor, datt déi jonk zu Medikamenter, Drogen oder Dopingmittel gräifen, fir dem iwwerméisseg Leeschtungsdruck standzehalen.

Eng intensiv Abannung vun den Elteren an en intensiven Informationsaustausch mat den Elteren iwwert d'Gefore vum Leeschtungsport a vum Leeschtungsdruck ass an deem Schoulmodell onverzichtbar, als wichtige Bestanddeel vun der gesondheetlecher Preventioun!

Zum Schluss nach e Wuert iwwert d'Spezialisatioun vun de Proffen, déi am Sportlycée ënnerriichten, an iwwert d'Schoulorganisatioun. Grad hei, wou et drëms geet dräi Objektiver, nämlech déi sportlech Réussite, déi schoulesch Réussite an déi sozial Integratioun ze vernetzen, wär et an eisen Aen net sënnvoll, wann d'Enseignant vum de Schüler vu Joer zu Joer géife

wiesselen, esou wéi dat meeschtens am Secondaire de Fall ass. Wann déi jonk innerhalb vun hirem Studium dozou erzu solle ginn, fir e sougenannte Projet de vie ze entwëckelen, da sollt den Encadrement sech net just op en Tuteur beschränken, mä da muss am grouse Ganzen op d'Kontinuitéit an en allgemengen Encadrement vun engem Schüler gesat ginn, mat Proffen, déi net permanent vu Joer zu Joer wiesselen.

Donieft si mir der Meinung, datt déi dräi Haaptobjektiver och nëmmen dann erreecht kënnen ginn, wann d'Proffe beschtméiglech op hir Missioun virbereet sinn. Dowéinst wär eng zousätzlech Formatioun an de Beräicher Pädagogie oder an Erziehungswissenschaften oder Sozialwissenschaft grad an dëser Schoul net vu Muttwëll.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Hoffnung, datt de Sport souwuel an der Politik wéi och an der Gesellschaft net nëmme wichteg geholl gëtt, wann et ëm Leeschtung geet, mä datt virun allem och seng sozial, integrativ a gesondheetsfördernd Funktiounen néierens ze kuerz kommen, ënnerstëtze mir als Gréng dës Projet de loi a mir géifen eis wënschen, datt ähnlech innovativ Schoulmodeller och fir déi Schülerinnen a Schüler kéinten entstoen, déi hire Liewensparcours net op Sport, mä op Musek oder Konscht wëllen opbauen.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. An als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e grouse Merci un de Rapporteur fir e ganz komplette mündlechen a schréfftleche Rapport. An och mir wënschen dem Personal an de Schüler vum Sportlycée alles Guts fir dee Wee, deen elo virun hinne läit.

E puer Bemerkunge vläicht zum Thema Sportlycée. Déi éischt ass, datt de Sportlycée, dee jo hei vun alle Säite gewënscht ass, en däitlech Kontrast duerstellt zu deem, wat mer soss am Lëtzeburger Schoulwiesen hunn. Hei betoune mer de Leeschtungsprinzip. Mir förderen de Leeschtungsprinzip, soss an der Schoul schafe mer en of! Mir hu jo extra Bilanen agefouert, déi et net méi sollen erlaben, datt d'Schüler sech ënnerenee vergläichen.

Do ass also schonn eng grondleeënd verschidden Approche an eise Schoulsystem, bal eng Schizophrenie, wou mer op där enger Säit Leeschtung awer wëlle förderen an op där anerer Säit se bal verhënnere. Do ass also wierklech ze iwwerleeën, ob mer do um richtege Wee sinn, well jo och an eise normale Schoulsystem de Konkurrenzgedanken nëmme kénschtlech ausgeklamert gëtt. Lëtzebuerg als Land ass a Konkurrenz mat anere Staten. D'Schüler sinn also och a Konkurrenz ënnerenee a mir sollen dat och an eise normale Schoulsystem reflétéieren.

Dat Zweet ass, wa mer fir esou ee Lycée, wéi deen hei, eng Infrastruktur schafen, ass dat natierlech och en Investissement, deen d'Land mécht. An et muss een natierlech kucken, datt dee Sportlycée net eleng do steet, mä datt e vernetzt mat anere Sportinfrastrukturen am Land fonctionnéiert. Do sinn d'Stéchwierder selbstverständlech och d'Elitesektioun, also d'Sportssektioun an der Arméi, d'Erwaardunge vum Comité Olympique. Et ass schonn hei vun Héichleeschtungsport geschwat ginn. Et soll och erméiglecht ginn, datt d'Sportsproffe kënnen, oder zukünfteg Sportsproffe kënnen Stagë maachen an deem Lycée, fir se besonnesch op hir Aufgabe virzubereeden. An et dierf net vergiess ginn, datt d'Gesellschaft an och d'Veräiner Retombéeën sollen hu vun esou enger Struktur, wéi se hei geschaf ginn ass. Dat ass also den „juste retour“ vun der Gesellschaft, fir eng Infrastruktur, déi do geschaf gëtt.

Eng drëtt Iwwerleeung ass déi vun der Wichtigkeet vun den Niewefächer an och vun der Éducation aux valeurs. Hei, dat ass kloer, si verschidde Saachen ewechgelooss ginn, fir kënnen den Akzent eben op de Sport an op d'Haaptfächer ze leeën. Mä et muss een awer oppassen, datt een an deene Saachen net ze wäit geet, well d'Liewen ass méi laang wéi déi gewéinlech Sportlercarrière an et ass och méi komplex wéi nëmmen de Sport! A mat dem Alter vergeet och déi Prioritéit, déi een am Sport gesäit, an aner Themen an aner Bildungsfroe kommen erëm an de Vierdergrond.



Et ass also wichteg, datt zum Beispill eng Éducation aux valeurs sech net beschränkt, egal wéi wichteg déi Sujeten och sinn, op eng gesond Ernährung oder eng Éducation gëint den Doping - dat ass selbstverständlech wichteg -, mä datt ee sech op esou Sujeten erschöpft, dat ass sécher net de Wunsch an enger Schoul. An et muss och opgepasst ginn, datt sech esou eng Bildung och a Geschicht, Géographie an a Valeure méi breet uleet, wéi just ëm de Sport zentriert.

Dann дәәр eis natierlech d'Schafe vun engem Sportlycée net elo dovun entbannen, eis keng Gedanke méi ze maachen ëm d'Organisation vum Sportsunterricht allgemeng. Déi meeschte Schüler si keng Sportskanounen. Mä och si hunn dat Recht an hirer Gesondheet ënnerstëtzt ze ginn, genuch Bewegung ze hunn, mat hire Problemer, wéi mer se haut och ëmmer méi hunn, wéi zum Beispill Obésitéit oder eng schlecht Motorik, datt dat erkannt an ënnerstëtzt gëtt. Mir müssen also oppassen, datt déi Struktur, déi mer hei geschaf hunn elo, oder haut schafen, net dozou féiert, datt de Sportunterricht am Rescht vun eise Schoulen e bësse stiefmütterlech behandelt gëtt, mä et gëllt eis och doriwwer weider Gedanken ze maachen, wéi mer déi aner Schüler an hirer kierperlecher Entwécklung kënne weider ënnerstëtzen.

An zulescht gesinn ech, datt sech op d'mannst zwou Parteien - d'CSV an déi gréng - enger ADR-Fuerderung no engem Konscht- a Musekslycée schéngen unzeschleissen. Dat gesi mer natierlech mat Freed.

(Interruption)

A mir kënnen d'Madame Minister dann nëmmen encouragéieren, fir och op dee Wee ze goen an niewent dem Sportlycée och de Konscht- a Musekslycée ze schafen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Éducationnministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

(Brouhaha général)

► **Une voix.**- Et kënnt alles vir.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Et ass scho sechs Auer, Här President, well den Här Urbany huet näischt gesot.

(Hilarité générale)

► **M. le Président.**- Also, elo lauschtere mer hei d'Madame Éducationnministesch.

(Brouhaha général)

► **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wollt dem Rapporteur félicitéieren, dem Här Haagen, fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech wär och frou, Här President, wann Der d'accord wäert, fir duerno dem Sportsminister d'Wuert ze ginn.

Ech wollt hei ënnersträichen, dass d'Kreatioun vun deem Sportlycée d'Resultat ass vun enger gudder Zesummenaarbecht tëschent der Éducation an dem Sport, obschonn ech jorelaang héieren hunn, Lëtzebuerg hätt net déi kritesch Mass, déi géif duergoen, fir e Sportlycée ze justifiéieren, an ech denken eigentlech haut ganz vill un de Marc Zanussi, deem dat virun esou vill Joren hei ëmmer erëm gefuerdert huet.

Dass et méiglech ass, ass awer och zrëckzeféieren op déi gutt Aarbecht, géif ech soen, vun der Direktioun oder vum Chargé de direction - pardon, et gëtt jo nach keen Direkter an dem Lycée -, dem Chargé de direction an den Enseignants aus der Annex Sport, déi iwwer Jore bewisen hunn, dass se et fäerdegbréngen, Sport an Éducation ze kombinéieren an eng gutt Qualitéit opzebauen.

Ech wëll nach ee Wuert soen zu deene verschiddene Remarquen, déi gemaach gi sinn. Et ass - mengen ech - wichteg hei ze ënnersträichen, dass de Sportlycée net e Lycée ass mat enger Sektoun fir Sportler, mä dass de Sportlycée e Lycée ass, wou d'Schüler den normalen Diplom ustriewen an dass just d'Zäit esou aménagéiert ass, dass se Zäit hunn, fir derniewent hire Sport ze maachen.

Och ech wär frou, wa mer natierlech kéinten an esou engem Sportlycée déi ganz Palett offeréieren vun de Formationen, déi mer am Secondaire hunn. Dat wär natierlech super, mä ech wëll lech awer ze bedenke ginn, dass mir

dëst Joer héchstwahrscheinlech, souwäit ech dat iwwersinn, 70 Schüler op Septième rekrutéieren, datt sinn der schonn immens vill, 30 fir den ES an 20 fir den EST, an da kënnt Der lech virstellen, dass mer net bis erop op Première alles kënnen ubidden. Dat heescht, och Schüler, déi am ES sinn, deemno wéi eng Sektoun se wëlle maachen, müssen de Sportlycée verlossen. An natierlech am Régime technique, wou nëmmen 20 Schüler op Septième eropkommen, kréie mir ni déi Masse critique, fir Klassen do ze offeréieren, an duerfir ass et gutt, dass eng Zesummenaarbecht ass mat deenen anere Lycéeën.

Ech wëlt drun erënneren, dass mir keen een Enseignant ze vill hunn, a mir rekrutéieren immens vill. An ech muss awer och par rapport zu all de Schoule justifiéieren, dass mir net kënnen extra Klassen opmaache fir eng ganz kleng Minizuel vu Schüler.

Duerfir nach eng Kéier Merci och un d'Kreativitéit vun den Enseignants vun deem Sportlycée, déi et fäerdegbréngen, mat enger klenger Zuel vu Schüler awer eng relativ grouss Offer unzebidden, déi eng Flexibilitéit weisen, déi ech an anere Schoulen net ëmmer esou gesinn.

Also, wann Der erlaabt, wär ech elo mat mengem Deel fäerdeg, an ech wär schrecklech frou, well d'Innovation an dëser Schoul beste jo am Sport, d'Zesummenaarbecht tëschent Éducation a Sport.

Also, ech wënschen dem Sportlycée bonne Chance. Ech bleiwe weider gäre responsabel fir si, mä dee ganze Volet Sport muss si zesumme mat deene ville Leit, déi do concernéiert sinn, géréieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Éducationnministesch, a viru fiert den Här Sportsminister Romain Schneider.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'ëischt och nach eng Kéier profitéieren, fir dem Rapporteur e grouss Merci ze soe fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport, virun allem awer och dem President vun der Kommissioun mat alle Membere an där Kommissioun, déi wierklech ganz zügeg, awer virun allem grouss am Inhalt och gehollef hunn, datt mer dese Projet ganz schnell konnte virubréngen an nom Avis vum Conseil d'État och schnell an d'Chamber kréien, fir en dann och nach virun der Rentrée scolaire hei ze stëmmen.

An ech mengen, et waren an der Kommissioun och lauter wierklech sachlech Débaten, well mer hei virun allem och vill fréier Héichleeschungssportler erëmfonnt hunn, virun allem awer och nach Sportlerinnen a Sportler, awer och Politiker, déi haut nach engagéiert sinn am Bénévolat, fir an deenen eenzelne Federatiounen an a Veräiner eng Hand mat unzepaken.

Ech mengen, et gouf hei scho gesot, datt et sech hei, an dat ass fir mech ganz kloer, net ëm d'Kreatioun vun engem normale Lycée handelt. Haut ass et, mengen ech, e Sportlycée, deem hei am Gesetz verankert gëtt, an dat ass, datt wëll ech ganz kloer soen, fir de Sport eng immens grouss Errungenschaft hei, wat mer hei verankeren. Eng Errungenschaft, déi mer iwwer Joren opgebaut hunn iwwert déi eenzel Etappen, déi gelaf sinn, vum Centre de formation iwwer Horaires aménagés, iwwer Classes sportives am Lycée Aline Mayrisch hin zur Annex, déi zënter 2007 leeft an eben elo mündet an de Projet de loi.

Et ass fir de Sport eng wichteg Errungenschaft, an ech mengen, et beweist dat nëmmen, wann ech zitéieren, wat mer bei der Honnert-Joer-Feier vum COSL eigentlech gewise kruten, wou déi 100 Joer vum COSL am Réckbléck lafe gelooss si ginn a wou een eenzel Punkten aus dem Sport erëmfonnt huet, déi wichteg ware fir den COSL. Ech nennen hei d'Sportgesetz vun 2005; ech nennen de Congé sportif; ech nenne virun allem och d'Sportssektioun vun der Armée. Dat waren d'Punkten, déi erausgehuewe ginn an der Aarbecht vum COSL iwwert déi 100 Joer, an deen nächste Punkt, deem opgeléicht gouf do an dëser Séance académique, dat war de Sportlycée. Et beweist also, datt e sech areit a wichteg Errungeschafte vum Sport am Laf vun der Zäit, am Laf vun deene leschten 100 Joer.

Ech mengen och, datt mer virun allem opgrond vun deem Pilotprojet, deen an deene leschte sechs Joer gelaf ass, an hei mengersäits e grouss Merci un d'Pionéier eigentlech hei, un d'Direktioun virun allem mam ganze Corps enseignant, déi hei eigentlech och Pionéieraarbecht geleescht hunn a vill Neierungen agaange sinn, vill experimentéiert hunn, vill virun allem probéiert hunn, a Kooperatioun och ze maachen, sief et am Schouleschen, sief et am Sportlechen, sief et awer och am Medezineschen hannendrun, sief et op anere Wäerter, déi mer brauchen an déi hei och an dëst Konzept erapassen.

Ech mengen, et ass wichteg, datt mer hei e Lycée hunn, fir dat, wat eigentlech dee groussen Défi ass a wat ganz dacks an der Vergaangenheet de grouss Problem vun de Sportlerinnen an de Sportler war, déi dräi ënner een Hutt ze bréngen: engersäits d'Réussite scolaire, anerersäits d'Réussite sportive an drëtens d'Intégration sociale. Alles dat huet fréier de Sportler zesummen, wéi hei décidéiert a gesot ginn ass, pardon, mat den Elteren zesummen, ganz dacks mat de Veräinsdelegéierten, ganz dacks mat de Federatiounen, war en eigentlech e bësse sech selwer iwwerlooss. Hei - mengen ech - kritt en elo eng Struktur, wou en niewent enger Struktur vun engem Lycée och all Kéiers en Tutorat derbäi huet, deen e Suivi régulier, en individuelle Suivi mécht vun de Sportlerinnen a Sportler an eigentlech op eng ganz Rei vu Gefore respektiv vu falsche Pisten hiweist, fir dauernd - mengen ech - am richtege Beräich ze bleiwen, fir eigentlech déi Talenter, déi hei ze fördere sinn, och optimal ze fördern.

Ech mengen, hei ass och eng Begebenheet, an et gouf schonn ugeschwat, wou mer eigentlech aus deem richtege Lëtzeburger Amateursmus erauskommen a wierklech e grouss Schratt no vir kommen, fir virun allem och eng professionell Ausrichtung ze maache vun eise Sportler, hin zu engem sougenannte Semiprofessionalismus, an ausrichten, datt se eventuell eng Kéier dee leschte Schrack zum Professionalismus kënne packen.

De Programme sportif - mengen ech - ass virun allem och deen, deen all déi eenzel Elementer opléicht. An ech zitéiere se vläicht nach eng Kéier, well dat alles déi Wichtegkeet ënnersträicht mat der Koordination mat de Federatiounen. Hei virun allem mengen ech och dat, wat d'Madame Lorsché ugeschwat huet, hei muss selbstverständlech eng gutt Zesummenaarbecht si mat de Federatiounen, awer och mat de Veräiner ënnerteneen, an ech mengen, et muss ee Konzept gemaach ginn, fir de Sport an d'Sportler zesummen, well soss komme mer effektiv net virun. An et kann effektiv net sinn, datt jiddweree seng eegen Interesse vertritt. An duerfir ass et ëmsou wichteg, datt mer dës Struktur kréien, well ech mengen, datt mer hei déi dräi Elementer och effektiv bündelen.

Selbstverständlech sinn och d'Koordinatioun an d'Zesummenaarbecht mat de Centres de formation vun deenen eenzelne Federatiounen ganz wichteg. Derniewent, mengen ech, de Respekt vun de Regele vum LTAD, wat eng gutt Ausrichtung ass, fir de richtege Training an Trainingsmethoden eriwuerzebréngen, d'Wichtegkeet vun de Séances matinales, déi virun allem genotzt solle ginn, fir och wierklech déi Form sech unzetrainéieren, déi ee brauch zu deene richtege Zäitpunkten, de mentalen Training. Derniewent awer och wichteg den Austausch, den internationalen Austausch iwwer Stagen, iwwer Kompetitiounen, déi virun allem hei eng ganz flott Plattform fannen, fir gemaach ze ginn, hin - mengen ech - bis zu eben och deene grouss Rendez-vousen, déi dann ustinn och fir déi jonk Sportler schonn, sief et iwwer EM, WM, sief et iwwert d'Spiller vun de klengen Länner oder sief et souguer elo schonn iwwer Olympiaden, déi ustinn.

Ech mengen, den Här Kartheiser ass zu Recht drop agaange wat d'Formation vun de Profen, awer och virun allem vun den Trainere betrëfft. Och déi ass ganz wichteg. An do ass et och gutt, datt mer ab nächstem Joer och d'Formation an der ENEPS anescht orientéieren, zesummen och virun allem d'Expérience vum kanadesche Modell usteieren an och hei een neien Know-how erabrëngen, och hei d'Formation vun den Trainere weiderentwéckelen, fir och déi der Zäit unzepassen an eigentlech och dem Sportler direkt unzepassen.

An deem Sënn - mengen ech - gëtt selbstverständlech och net hei vergiess niewent dem Sportlycée, wou mer jo d'Talenter aus dem Sport eigentlech fördern, och déi aner Lycée respektiv och Écoles fondamentales, awer och am Generellen, fir d'Kanner derzou ze bewege sech méi ze bewegen, méi gesond ze iessen. An hei verweisen ech nach eng Kéier op den nationalen Aktionsplang, deen a senger sechs groussen Achsen eng ganz Rei vu Punkten eriwuerbréngt, wou mer dësem Wee méi kënnen nogoen. D'Zäit erlaabt mer net hei, op dese Punkt elo nach eng Kéier konkret anzegeen.

Wichteg ass awer och, mengen ech - an ech mengen, dat gouf schonn hei ernimmt -, datt mer niewent dem Sportleche virun allem och kucken, datt mer och d'Sportler an enger Rumm behalen, wou se dauernd medezinesch, paramedezinesch iwwerwaacht ginn, och déi richtege Berodung kréien, sief et iwwer Ernährung, sief et och fir op d'Geforen hinzewiesen, wat dee ganze Volet vum Dopage betrëfft, a virun allem och hei, wat de medezinesche Beräich betrëfft, dee gudder Suivi, dee gemaach gëtt zesumme mat der Fecher Klinik, wat d'Blessur betrëfft, wat d'Laangzäit vun de Bles-

suré betrëfft, wat virun allem och den Heelungsprozess betrëfft. Op alles dat kann ee relativ schnell reagéieren a kritt een Erfahrungswäerter, déi een an Zukunft ka verbesseren a richtege auswäerten.

Ech mengen, de Sportlycée hei bitt e richtege Créneau, fir nei Ambassadeure vu Lëtzebuerg dobaussen ze schafen, Ambassadeuren am Sport selbstverständlech, mä ech mengen, et sinn de Moment fir Lëtzebuerg an et ware ganz dacks fir Lëtzebuerg déi richtege an déi besch, déi mer hei no bausse konnte weisen.

Ech mengen, d'Resultater, déi an deene Joren, wou de Sportlycée elo als Pilotprojet fonctionnéiert huet als Annex zum Lycée Aline Mayrisch, weisen eis awer, datt an deenen eenzelne Sportarten, Équipementsportarten wéi Basket, wéi Handball, wéi Dëschtentnis, wéi Fussball, wéi Badminton, wéi Volleyball, an Eenzelsportarten, wéi Schwammen, Judo, Karate, Vélo, Turnen oder Leichtathletik mer wierklech flott Resultater scho konnten opweisen, sief dat bei de Spiller vun deene klengen Länner, mengen ech, wou zwee Drëttel vun de Medaile bal koume vu Sportlerinnen a Sportler, déi aus dem Sportlycée koumen. Sief et awer och virun allem an der Preparatioun op d'Spiller vun 2013 vun deene klengen Länner hei zu Lëtzebuerg, wou ech awer iwwerzeegt sinn, datt och hei dee gréissten Deel vun der Équipe aus Sportlerinnen a Sportler aus dësem Lycée wäert kommen.

An dann, mengen ech, soll een net verkennen, datt och een Teilnehmer vun der Olympiad 2012 zu London, de Raphaël Stacchiotti, aus dësem Sportlycée kënnt. An ech sinn iwwerzeegt, datt 2016 - a véier Joer - nach méi der aus dësem Lycée wäerten eriwuerkommen. An och sinn do d'Erfolleger, déi bei EM a WM erziilt goufe vun eenzelne Sportler wéi dem Bob Jungels an dem Julie Meynen, fir nëmmen déi ze nennen, anerer am Judo, am Karate an awer virun allem awer och d'Juniorinnen, wat den Dëschtentnis betrëfft. Och déi Resultater kommen duerch gezielten Opbau, deen am Sport gemaach gouf, eng mental Begleedung, eng medezinesch Begleedung, déi - mengen ech - eigentlech optimal Konditiounen duerstellen, fir eist Land och virun allem international, um Weltniveau eigentlech opzerichten.

Et ass och flott, mengen ech, datt mer niewent dem legale Kader vum Sportlycée et och fäerdegbruecht hunn, an dat mat enger ganz gudder Zesummenaarbecht mat Bâtiments publics, datt mer do och déi Infrastrukture fäerdeg kruten zum richtege Zäitpunkt, engersäits, wat d'Schoulgebaier direkt selwer betrëfft. Bis elo gouf a Containeren ënnerriicht. Ab der Rentrée wäert e Schoulgebaier fir maximum 450 Kanner prett sinn. Derniewent hu mer och um INS selwer probéiert, e Stack anzerichten, wou ee Pilotprojet fir en Internat ka fonctionnéieren, wat mer och hei opgrond vun deenen Erfahrungen dann nach eng Kéier wëllen ausbauen op 40, 50 Kanner. Och d'Personal ass an dësem Projet de loi mat virgesinn. An derniewent ass et - mengen ech - och esou virgesinn, datt als zweet Phas elo eng Sportshal wäert opgeriicht ginn. Dat virun allem och, fir d'Déplacement bis elo an d'Coque an an aner Sportshale vun anere Lycéeën ze vermeiden an eigentlech och do Zäit ze gewinnen, fir konkret nach méi laang kënnen an Training ze investéieren.

Zum Schluss, mengen ech, déi Ureegung, déi säitens dem Tessy Scholtes kouw, ass ganz richtig. Och déi Iwwerleeungen hu mir gemaach. De Moment komme mer iwwer eng Begleedung, e Suivi vum Athlet bis zur Première hin. An duerno, mengen ech, ass en net ganz eleng, well en huet eng Rei ënnerstëtzung iwwert den COSL, deen eng Hand mat upeekt, iwwert den Directeur sportif do. Hien huet och eng ënnerstëtzung sécher bei enger Rei aner Leit, déi iwwert d'Federatiounen em hëllefen, mä mir müssen eis awer eng Cellule opbauen a mir wëllen eis eng Zort Guichet unique opbauen, zesummen aus eiselem Département, zesumme mam Sportlycée, zesumme virun allem awer och mam COSL, wou mer kucken, den eenzelne Sportler och duerno ze begleeden, fir och dee Schléck eriwuerzebréngen. An ech mengen d'Iddi ass och do, am CÉDIES selwer eng Formation unzebidden, datt och déi méi spezifesch ka sinn, fir och bei de Sportlerinnen a Sportler hei eng Hand mat unzepaken.

An dann, mengen ech, soll een de leschte Volet awer och net vergiessen: No enger Carrière sportive ass och nach eppes. An och da muss ee preparéiert sinn, wéi een da ka virukommen.

► **Une voix.**- Da kënnt d'Politik!

(Hilarité)

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- Och dat ass ee wichtige Schrëtt.

Wann déi heiansdo kënnt, déi kënnt natierlech net bei jiddweregem, Här Gibéryen. Mä déi ass selbstverständlech ganz present de Moment hei. Dat ass och gutt esou,...



(Interruption)

...well een...

Ech fänke bei mir selwer un. Ech war ni een Héichleeschtungssportler, Madame Brasseur. Duerfir kann ech net direkt...

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Awer Trainer a Footballspiller.

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- ...do matschwätzen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- ...et ware lauter duerchtrainéiert Leit, déi hei geschwat hunn.

► **Une voix**.- Très bien!

(Hilarité)

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- Bon, ech mengen, datt et och wichteg ass...

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Beim Rapporteur ugefaang, beim Minister opgehale. Alles duerchtrainéiert Kierperen.

(Hilarité)

► **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt domat eigentlech just soen, datt niewent deem schoulesche Werdegang, selbstverständlech och no enger Sportcarrière, no enger flotter Sportcarrière, och duerno nach muss gekuckt ginn, datt de Sportler richteg preparéiert ass, fir och an eng professionell Carrière eranzegoen.

An an deem Sënn soen ech jiddwerengem e grouse Merci fir déi grouss Ennerstëtzung fir dëse Projet. Mir mussen och an Zukunft virschaffen. An ech sinn iwwerzeegt, datt dëse Sportlycée an d'Schülerinnen an d'Schüler, déi do erauskommen, eis vill Freed wäerte maachen.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président**.- Merci dann och nach dem Här Sportsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6365 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6365 ass ugehoill mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Martine Mergen), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Josée Lorsché), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6313 iwwert d'Carte d'identité vum Corps diplomatique. Hei ass d'Riedezeit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo just ageschriwwen: déi Hären Eischen a Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Fayot, deen de Rapporteur vum Projet, den Här Marc Angel, ersetzt. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

10. 6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Ben Fayot** (LSAP), *en remplacement de M. Marc Angel, rapporteur*.- Här President, wéi Der gesot hutt, ass de Rapporteur, de Marc Angel, am Ausland fir d'Chamber, an e biet och, hien ze entschëllegen, dass en haut net kann hei sinn. Ech probéieren, en esou gutt, wéi dat méiglech ass, ze ersetzen.

Här President, zu Lëtzebuerg gëtt et Ambassaden, et gëtt Konsulater, et gëtt europäesch an international Institutiounen. D'Personal dovunner ass ënnerschiddlech. Et sinn Diplomaten, héijer Beamten, mä och administrativ Personal, Chaufferen an Hauspersonal. An derbäi kommen d'Famillje vun deene Leit. An da gëtt et Persounen, déi och Éirekonsul vun engem frieme Land hei zu Lëtzebuerg sinn, mat deem se sech besonnesch verbonne fillen.

Hir Situatioun gëtt vun internationalen an europäesche Verträge a Protokolle bestëmmt, déi am Artikel 1 vum Gesetz opgezielt sinn. E gemeinsame Privileg fir déi verschidden Zorte Leit ass d'Dispens vun den übleche Formalitéite fir d'Immigratioun an den Openthalt zu Lëtzebuerg. D'Openthaltsgenehmegung besteet dann aus enger Diplomatekaart oder enger Legitimatiounskaart, déi alle béid vum Ausseministère ausgestallt ginn. D'Diplomatekaart ass fir Leit mat engem Diplomatestatut. Dat sinn diplomatesch Agenten an och héijer europäesch an international Beamten. Dee Corps diplomatique ass par définition résident... Pardon, de Corps diplomatique ka résident oder net résident sinn. De konsularesche Corps ass par définition résident. Duerfir ass am Titel vum Gesetz „résident“ ouni S geschriwwen, well dat Adjektiv sech exklusiv op consulaire bezitt. Et muss een dat wëssen, fir deen Titel ze verstoen, an déi Formulatioun ass dann och vläicht fir een, deen dat net weess oder d'Gesetz net esou prezis kennt, e bëssen irreführend.

D'Legitimatiounskaart ass fir dat Administrativ, Technesch am Déngscht vun den Diplomaten an Hauspersonal, dat net um Lëtzeburger Aarbechtsmaat rekrutéiert gëtt an dat an den Ambassade respektiv fir Agente mat engem Diplomatestatut schafft.

2011 ware beim Lëtzeburger Ausseministère 174 diplomatesch Missiounen an Delegatiounen accreditéiert. 22 Länner hunn eng Ambassade, déi zu Lëtzebuerg résidéiert. 132 Ambassade résidéieren zu Bréssel.

2011 goufe 96 diplomatesch Kaarten ausgestallt, an 88 Legitimatiounskaarten, also insgesamt 184 Kaarten. 87 Diplomatekaarte goufe verlängert. D'Kaarten, déi elo am Gebrauch sinn, sinn duerch en Arrêté grand-ducal vum 13. März 1954 definéiert a stamen also aus enger Zäit, wou d'Kaarten nach ganz anerer waren. Dës Kaarten entspreche den heitege Sécherheetsnormen net méi, well se aus cartonnéiertem Pabeier bestinn.

An Diplomaten a héijer Beamten aus den Net-EU-Länner, déi zu Lëtzebuerg accreditéiert sinn, hu regelméisseg Problemer op de Bausegrenze vun der Europäescher Unioun dowéinst, well d'Grenzpolizei déi Kaarten oft als net méi gültig betruecht. An dës Kaarte stellen natierlech dann och eng Dispens vu Visa fir den Titulaire duer. An dofir ass et wichteg, dass se iwwerall uerkannt ginn. Et geet also drëm eng nei Zort Kaart anzeféieren, déi den heitege Sécherheetsnormen entsprécht. An dëst Gesetz schafft d'legal Basis dofir.

Da gëtt och nach de Champ d'application op déi international Beamten ausgeweit, d'Situatioun vun de Familljemembere geregelt an d'Dauer vun der Validitéit vun de Kaarte festgeluecht. Et gëtt och eng Kaart fir d'Identifikatioun vun den Honorarkonsulen agefouert, déi awer keng spezifesch Avantagen iergendenger Natur enthält, also just en Ausweis ass fir de Fall, wou se esou ee bräichten.

Déi zoustänneg Kommissioun huet den ursprüngelechen Text amendéiert an deem Sënn, dass Kanner vun de Kaarteninhaber net méi all Joer e Certificat de scalarité mussen aschécken. Doduerch gëtt de Verwaltungsofwand fir de Ministère a fir déi europäesch Institutiounen méi kleng. Dëst gëllt bis zum Alter vun 18 Joer. Do kann d'Recht op eng Kaart fir fënnf Joer bis zum Alter vu 27 Joer verlängert ginn. A bei där Demande fir d'Prolongatioun muss dann e Certificat de scalarité virgeluecht ginn.

E weideren Amendement betrëfft d'Dauer vun der Kaart fir Persounen, déi am Déngscht vun europäeschen Institutiounen an internationalen Organisatiounen sinn. Et war virgesinn, déi Kaart fir fënnf Joer auszustellen. Wann d'Mandat vum Détenteur net limitéiert ass, bleift d'Dauer vu fënnf Joer bestoen. Wann d'Dauer vum Mandat zum Beispill op sechs Joer beschränkt ass, wéi dat zum Beispill de Fall ass fir d'europäesch Cour des Comptes, gëtt d'Dauer vun där Kaart dorobber alignéiert.

Dat sinn, Här President, déi Haaptbestëmmunge vun deem Gesetz. An ech bréngen dann auch natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Fayot. An den Här Eischen kritt elo d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här President. Mir bleift no deem ausféierleche Rapport vum Här Fayot...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Très bien!

► **M. Félix Eischen** (CSV).- ...respektiv och vum Här Angel soss näischt méi ze soen, wéi den Aval vun der CSV-Fraktioun ze ginn.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Eischen. Den Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un de Rapporteur, an zwee Kommentaren.

Den éischte betrëfft d'Behandlung vun den auslänneschen Diplomaten zu Lëtzebuerg. Ech mengen, déi Erliichterungen, déi an deem Gesetz sinn, si sécher ganz positiv ze gesinn, well et dierf een net vergiessen, datt d'Behandlung vun den Diplomaten a vun den héijen auslännesche Fonctionnaires och e Standortfaktor ass fir Lëtzebuerg. An et ass scho wichteg, datt déi Leit, déi jo awer wierklech net onwichtig sinn, sech hei am Land och wueffillen an och gutt behandelt ginn.

Dofir muss een och soen - Här Minister, an ech géif lech dat un d'Häerz leeën, fir et och Äre Kolleegen aus de Finanzen ze soen -, datt verschidden Onflexibilitäten, déi heiansdo bestinn, notament a Steier-, Enregistrementsfroen oder och bei den Distinctions honorifiques fir auslännesch Diplomaten, datt déi wa méiglech ze évitéiere sinn, notament well et jo och eist Land näischt kascht, well de Prinzip vun der Réciprocitéit gëllt a well et heiansdo Problemer mat Lëtzeburger Verwaltungen gëtt. An dat ass sécher net gutt fir eis Image de marque géintwuer deene Corpsen. Also, et ass scho wichteg, datt Der och de Finanzminister op déi doten Aspekter opmierksam maacht.

Dann eng zweet Bemierkung: Am Gesetz ass elo och eng Regelung, datt déi gläichgeschlechtlech Koppelen, d'Conjointen uerkannt ginn, datt déi och dann eng Carte d'identité diplomatique kréien. Wa se also e Mariage oder e Pacs hunn, do muss een ebe just oppassen, datt dann och déi Form vu Partenariat an deem Land uerkannt ass, wou déi Leit hierkommen, dat heescht am État accreditant, an net op eng Lëtzeburger Regelung baséieren, wann déi an deem Land net uerkannt ass. Well et ass jo dat Land, wat decidéiert, wie mir hei op eis Liste diplomatique un éischer Plaz setzen, well si jo den Agrément fir déi Leit mat dann hirer Famill froen.

Also et ass einfach wichteg, datt mer dann do d'Prozedur respektéieren an hei keng Akte vum État civil setzen, déi da bei deenen Diplomaten am Ursprongsland net géifen uerkannt ginn.

Mat deenen zwou Bemierkunge ginn ech awer ganz gär den Accord vun der ADR fir dëse Projet.

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Kartheiser. An d'Wuert kritt elo den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, ech mengen, wat d'Substanz ugeet, géift Der mech vläicht dispenséieren nach eppes derbäizefügen. Wat den Här Fayot gesot huet am Numm vum Här Angel, dat war komplett. An déi zwou Remarqué vum Här Kartheiser huelen ech mer zu Häerz.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci. An domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6313 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6313 ass ugehoill mat 59 Jo-Stëmmen géint eng Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6313 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden (par M. Lucien Clement), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth,

Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou decidéiert.

Eisen nächste Projet de loi ass de Projet 6433, en Accord iwwert d'Kooperatioun tëscht den EU-Memberstaten an Indonesien. Hei hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen a Braz. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

11. 6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Ben Fayot** (LSAP), *rapporteur*.- Här President, dësen Accord-cadre fir d'Partenariat an Zesummenaarbecht zwësche Lëtzebuerg an Indonesien ass géint den Hannergrond vun de Relatiounen zwëschen de Länner vu Südostasien an der Europäescher Unioun ze gesinn. Déi Relatiounen ginn op d'70er Joren zrëck. 1967 hu bekanntlech fënnf Länner a Südostasien, nämlech Thailand, Indonesien, Malaysia, d'Philippinen a Singapur, d'ASEAN gegrënnt. Dat ass op Englesch Association of Southeast Asian Nations, an op Franséisch ANASE, Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.

An den 80er an an den 90er Jore si fënnf weider Länner derbäi komm, nämlech Brunei, Vietnam, Laos, Myanmar a Kambodscha. Papua-Neuguinea - dat onofhängegt - huet e Beobachterstatus, an Osttimor huet gefrot, fir Member ze ginn.

Dat ass eng Populatioun vun annähernd 600 Milliounen Awunner aus ganz ënnerschiddleche Länner, mä déi eng formidabel Wirtschaftsdynamik un den Dag leeën.

1980 ass en Accord zwëschent der europäescher Gemeinschaft an der ANASE ënnerzeechent ginn, deen de Kader vun de bilaterale Relatiounen zwëschent de fënnf Länner mat de Länner vun der deemoleger Gemeinschaft festgeluecht huet.

2004 huet d'Europäescher Unioun ugefaang Accords-cadres de partenariat an och vun Zesummenaarbecht mat deeneselwechte Länner auszehandelen. D'Iddi war an ass - dat ass de Fong vun der Saach - e Préalabel fir Négociatiounen, fir e Fräihandelsafkommen zwëschent der Unioun an den ASEAN-Länner ze schafen. Viréwech soll geholl ginn, dass e Gesamtaccord zwëschent der ASEAN an der Europäescher Unioun wéinst der grousser Verschiddenheet vun de südostasiatesche Länner net méiglech ass, an dofir gouf op bilateral Verhandlungen zréckgegraff.

D'Négociatiounen fir d'Accordé fir Partnerschaft an Zesummenaarbecht goufen 2007 mat Indonesien ofgeschloss. Indonesien huet deen Accord am Juli 2009 paraphéiert, an e gouf am November 2009 ënnerschriwwen, a gëtt haut mat deem Gesetz fir Lëtzebuerg ratifiéiert.

Insgesamt geet et der Europäescher Unioun drëm an dëser Géigend, wou d'Influenz vu



China a vun den USA grouss a staark ass, Presenz ze markéieren. Am Accord mat Indonesien, dem gréissten islamesche Land vun der Welt, gesäit d'Europäesch Kommissioun och e Modell fir e Partnariat zwëschent den Zivilisatiounen.

Et geet konkret drëm zwëschent der Europäescher Unioun an Indonesien d'Bezéiungen ausbauen. Indonesien ass e Land mat 242 Milliounen Awunner, ass de véierten Handelspartner vun der Euopäescher Unioun an der ANASE, en Handelspartner och vu Lëtzebuerg, a spillt international eng wichteg Roll.

Den Accord-cadre, dee mer haut sollen approuvéieren, schaaft ee moderne Kader fir ons Relatiounen mat Indonesien a behandelt niewent wirtschaftleche Perspektiven och politesch Aspekter, wéi zum Beispill Ëmwelt, Klima, Energie, Wëssenschaft, Technologie an Transport.

Den Accord erlaabt och eng Zesummenaarbecht am Kampf géint d'illegal Immigratioun, d'Wäisswäsche vu Kapital, den Drogenträfic, d'organiséiert Verbrieche an d'Korruptioun. En enthält och en zwéngenden Engagement fir d'Mënscherechter an de Kampf géint den Terrorismus. Indonesien engagéiert sech domat, fir de Statut vun dem internationale Geriichtshaff ze akzeptéieren.

Dësen Accord ass de Kader fir d'Négociatiounen fir e Fräihandelsfokkmes, wéi ech scho gesot hunn, zwëschent der Europäescher Unioun an Indonesien. En entsprechent Mandat gouf vum Conseil den 22. Dezember 2009 décidéiert. Den Här Karel de Gucht, de Kommissär fir Aussenhandel, huet den 12. Juni 2012 op enger Réunioun zu Bréissel zwëschent ASEAN-Länner an der Europäescher Unioun gesot, dass den Handel zwëschent der Europäescher Unioun an den ASEAN-Länner 2011 honnert Milliarden Euro uitgemaach huet. D'Europäesch Unioun ass déi Haaptexportdestinatioun vun den ASEAN-Länner. Europa ass och den Haaptinvestor an den ASEAN-Länner.

E kuerzt Wuert iwwer Indonesien selwer. Dëst war an ass keen onproblematescht Land. Dat ass e Land, wat säit 1945 Joer onofhängeg ass. An et gouf säit senger Onofhängegkeet vu staarke Männer, dem Här Sukarno an och dem Här Suharto, diktatorial gefouert an huet sech du lues a lues méi demokratesch Strukturen ginn a kann also haut als en demokratescht Land considéiert ginn.

Et bleiwen natierlech Problemer och vu Mënscherechter a Rechter vun de Minoritéiten. Zum Beispill am westlechen Deel vu Papua-Neuguinea, dee jo zu Indonesien gehéiert, do ass en immensen Territoire, wou sech déi klasesch Problemer stelle vun Urbevölkerung, vu Rodung vun deene risege Bëscher, vu Monokulturen an och vun Exploitatioun vun de Buedemschätz. An ech mengen, et ass och wichteg, dass d'Europäesch Unioun an hirer wirtschaftlecher Aktivitéit mat esou engem Land hir Prinzipien an hiren Asaz fir d'Mënscherechter net aus den Ae verléiert.

Dat gesot, Här President, géif ech d'Chamber bidden dësem Accord-cadre zoustëmmen. Et ass e wichtegt Element an der Aussenpolitik vun der Europäescher Unioun hin zu Südostasien. An ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

► **Une voix.**- Mir och!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Ben Fayot. An elo kritt den Här Félix Eischen d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen** (CSV).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, viwech dem Rapporteur, dem honorabele Ben Fayot, e grouse Merci fir säi Rapport.

Indonesien huet kuerz nom Zweete Weltkrich seng Onofhängegkeet proklaméiert a sech vun der Kolonialmuecht Holland geléist. Et huet een awer misse bis d'Joer 1999 ofwaarden, bis déi éischt fräi Wahlen zënter 1955 konnte gemaach ginn. Zënterhier schéngt den demokratesche Wandel an dësem Land säi Laf geholl ze hunn. Och d'Attentater am Joer 2000 op d'Bourse vu Jakarta wéi och am Joer 2002 zu Bali hunn dësem Prozess keen Ofbroch bruecht.

2004 goufen nämlech déi éischt direkt Presidentewahlen duerchgefouert. An d'Observationsmissiounen vun der EU hunn an dësem Zesummenhang och e ganz positive Bilan gezunn, wann ee bedenkt, dass sech Indonesien duerch eng Abberzuel vun Ethnien, Kulturen, Sproochen a Reliounen auszeechent.

Indonesien ass op regionalem Plang e Schwéiergewicht. De Rapporteur huet et grad gesot. Et ass, wat d'Fläch an d'Awunnerzuel betrëfft, dat gréisste Land a Südostasien. Am internationale Ranking läit Indonesien mat ëm déi 240 Milliounen Awunner op der véierter Plaz.

An awer liewe ronn 52% vun der Populatioun an Aarmut, dat heescht mat manner wéi zwee Dollar den Dag. An déi wirtschaftlech Kris vun 1997 an och den Tsunami vun 2004 hunn dëst Bild sécherlech net verbessert. Indonesien huet och zum Beispill e PIB vun 3.200 Dollar op de Kapp pro Joer.

Souwuell fir Lëtzebuerg wéi och fir d'EU ass Indonesien de véiert wichtegsten Handelspartner vun den aktuellen zéng Länner vun der ASEAN. Et ass also vu strategescher Wichtigkeet fir d'EU an och fir de Grand-Duché, fir eis Beziéunge mat dësem Partner ze formaliséieren.

Dësen internationale Vertrag soll och derzou bäidroen, dass eis national an europäesch Entreprisen an Zukunft e besseren Accès op den indonesesche Marché solle kréien.

Et ass awer sécher och fir Indonesien net onwichtig, nieft dem Handel och vun de Finanzhëllef vum der EU kënnen ze profitéieren. Letztendlich soll een dësen Accord awer net nëmmen op dat Ekonomescht a Finanziellt begrenzen. Dësen Accord betrëfft nämlech nieft den Handelsbeziéungen och d'Kooperatioun a Beräicher wéi Mënscherechter a Justiz, an och am Kampf géint déi organiséiert Kriminalitéit an de Mënschen- an den Drogenhandel; fir nëmmen dës puer Punkten ze nennen.

Mir sinn deemno averstanen dësem internationale Vertrag zoustëmmen a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eischen. Et war alles esou komplett, datt och wärscheinlech den Ausseminister näischt méi wëllt derbäifügen.

► **Plusieurs voix.**- Ohohoh!

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*.- Här President, ech wollt just ee Wuert soen an opgräifen, wat den Här Rapporteur gesot huet. Et ass e wichtegen Accord. Ech wëll soen, dass Indonesien dat Land ass mat där gréisster muslimescher Communautéit op der Welt, e moderaten Islam, do-duerch eng ganz staark Appréciatioun iwwerall op der Welt féint. E wichtegt Land. An ech mengen, et ass gutt fir d'Europäesch Unioun, dass mer deen Accord elo ofschléissen.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Domadder komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6433 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6433 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);*

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Eise leschte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6442, eng Ofännerung vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Adehm, den Här Bauler, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Urbany. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

12. 6442 - Projet de loi portant modification

1. du Code du Travail;

2. des articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

► **M. Roger Negri** (*LSAP*), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Härden, d'Verlängerung vun der Kuerzaarbecht, d'Upassung vun de Chômagemoosname fir Leit ab 50 Joer an d'Méiglechkeet fir Interimsagencen, net méi ausschliesslech Zäitaarbecht ze vermëttelen, dat sinn déi dräi Haaptstéchwierder vum Gesetz vun haut am Kampf géint d'Aarbechtslosigkeit an eise Land. D'Wirtschaftskris, déi ganz Europa am Moment beschäftegt, ass fir vill Leit hei zu Lëtzebuerg net iwwerall ze spieren, mä d'Illusioun, dass mir hei dovunner verschount bleiwen, täuscht. An een Deel vun eiser Bevölkerung kritt déi aktuell Kris am Moment ganz haart ze spieren.

Déi aktuell Chômagezuele schwätze fir sech. Am Mee 2012 ware 14.057 Persounen bei der ADEM ageschriwwen. Dat sinn der 1.490 méi wéi am leschte Joer. Eng Steigerung vun 11,9%. Am Mee 2012 hate mir e Chômage-taux vu 6,1%. D'lescht Joer war en ëm déi Zäit bei 5,6%.

Déi europäesch Aktualitéit weist eis, dass en Enn vun der aktueller Kris nach net a Siicht ass. D'Meenungsënnerscheeder an der Eurozon dorriwwer, wéi déi Kris kéint geléist ginn, maache weiderhi groussen Drock op d'Marchéeën a verhenneren, dass d'Entreprisen an d'Konsumenten erëm Vertraue schöpfen an investéieren an domat nei Aarbechtsplaze schafen. An hanert dësen Zuelen, do sti Mënschen a Familljen, déi ganz oft ëm hir Existenz kämpfe mussen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

D'Kris trifft haaptsächlech déi sozial benodeelegt Leit, déi net oder wéineg qualifizéiert sinn. An do sinn de Moment nieft de jonke Leit, déi guer keng Aarbecht fannen, besonnesch staark déi Leit betraff, déi ëm 50 Joer al sinn a grad hir Aarbechtsplaz verluer hunn.

Madame Presidentin, de Projet de loi vun haut huet ënner anerem als Zil entspreichend Chômagemesuren, déi am Gesetz vum 3. August 2010 verankert gi waren, ze verlängeren. Si lafen dësen 31. August aus, a mam Gesetz vun haut gi se bis den 31. Dezember 2013 verlängert. Dat sinn als éischt d'Mesuren, déi d'Kuerzaarbecht betreffen.

Déi Mesuren hu sech an der Vergaangenheet gutt bewährt, well se et méiglech gemaach hunn eng ganz Partie Aarbechtsplazen ze retten an de Chômage ofzefiederden. D'Nofro op Kuerzaarbecht ass zwar am Verglach vun 2009 zrëckgaang, mä si ass awer nach ëmmer staark.

2009 sinn am Schnëtt ronn 129 Demanden am Mount erakomm, an dëst Joer sinn et der ronn 30 am Mount. Dofir muss dës Mesure trotzdeem nach verlängert ginn, well mer alleguerten net wëssen, wéi d'Konjunktur an der nächster Zäit evoluéiere wäert.

Eng Ufro op Kuerzaarbecht kënnen déi Betriber maachen, déi op d'mannst eng Reduktioun vu 40% vun hiren Aarbechtsstonnen ze verzechen hunn an och am Virfeld e Plan de maintien dans l'emploi respektiv en Accord mat de Sozialpartner ofgeschloss hunn.

Des Weidere gesäit de Gesetzesprojet vir, dass de Fonds pour l'emploi d'Sozialcotisationsen iwwerhëlt fir déi Betriber, déi säit sechs Méint scho vum Chômage partiel profitéieren.

Des Weidere gëtt och de Chômage partiel, dee bis elo op eng Period vu sechs Méint am Joer begrenzt war, op zéng Méint verlängert. Dëst ass noutwendeg, well d'Bedéngung, fir de Chômage partiel kënnen unzefroen, jo déi ass, dass eng Restrukturatioun am Betrib stattfënnt. D'Er-fahrung huet awer gewisen, dass déi kaum a sechs Méint duerchzeféieren ass.

Des Weidere gëtt den Alter, fir déi komplett Chômageindemnitéiten ze kréien, erofgesat. A fir verschidde Chômeuren, déi et besonnesch schwéier hunn, gëtt d'Ausbezuale vum Chômagegeld ëm sechs Méint verlängert.

Och gëtt bei de Chômageindemnitéiten den zweete Plaffong - dat sinn 200% vum Mindestloun - vu sechs op néng Méint verlängert, an deen drëtten Plaffong - dat sinn 150% vum Mindestloun - gëtt temporäremment net ugewant.

Madame Presidentin, dëse Projet de loi hieft des Weideren eng Lacune vum Gesetz vum 3. August 2010 op, déi déi eeler Chômeure betrëfft. D'Occupation temporaire indemnisée ass eng Mesure, déi et de Laangzäitchômeuren erlaabt, de Kontakt mat der Aarbechtswelt ze erhalen, andeems hinnen an de Ministèreen oder an de Gemengen Aarbechten, déi d'utilité publique sinn, zougewise ginn. Am Prinzip ass dës Mesure op sechs Méint begrenzt, mä fir Chômeure vu méi wéi 50 Joer kann d'OTI elo iwwert déi Period vun zwielef Méint ewech verlängert ginn.

Madame Presidentin, de Chômage, fir en effikass ze bekämpfen, heescht flexibel sinn, mä heescht awer och, der Realitéit an d'Aen ze kucken. Et ass haut kaum ze iwwersinn, dass d'Interimsagencen och hir Roll um Aarbechtsmarché niewent der ADEM hunn. Laut enger CEPS/Instead-Enquête wier d'ADEM nëmme fir 7% vun alle Rekrutementer zoustänneg. Dat huet de Statsrot a sengem Avis ervirgestrach. Do derniewent kréie ronn een Drëttel vun den Zäitaarbechter, déi vun enger Interimsagence rekrutéiert gi sinn, spéider e feste Kontrakt, en CDI.

Ech wëll op dëser Plaz eng kéier kuerz op d'Zäitaarbechtsfirmen agoen. Nom Artikel 131 vum Code du Travail ass en Entrepreneur de travail intérimaire: «toute personne, physique ou morale, dont l'activité commerciale consiste à embaucher et à rémunérer des salariés en vue de les mettre à la disposition provisoire d'utilisateurs pour l'accomplissement d'une tâche précise et non durable».

An der Praxis heescht dat, wann eng Firma fir eng kuerz Zäit, sief et fir eng Saison ze iwwerbrécken oder e Chantier fäerdeg ze maachen, Aarbechter brauch, déi sech dann un eng Interimsagence wennt. Déi Agence huet esou Leit an hirem Fichier. Déi ka se vermëttelen oder si wennt sech un d'ADEM, fir dee richtege Profil ze fannen.

D'Agence mécht engersäits e Kontrakt mat deene Leit, déi eng Aarbecht sichen, an anerersäits e Kontrakt mat der Firma, déi d'Aarbechtskräfte brauch. D'Chômeuren, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, kënnen also op déi Aart a Weis als Zäitaarbechter ënnerdaach kommen a vläicht souguer duerno, an dat ass ganz wichteg, en CDI ugebuede kréien.

D'Chômeure mussen fir dee Service näischt bezuelen. Mä déi Firma, déi op dee Service zrëckgräift, muss d'Interimsagence natierlech bezuelen.

D'Gesetz vun haut mécht et méiglech, dass d'Interimsagencen net méi exklusiv am Interimsberäich mussen tätég sinn, mä och Placementer fir fest Plaze kënnen maachen, a passt sech also deemno der Realitéit um Terrain un. Déi Tatsaach, dass d'Realitéit anescht ausgesäit wéi dee legale Kader, ass och vun der OIT, der Organisation internationale du travail, erkannt ginn. Do ass et am Laf vun deene leschte Jor-zéngten och - bei der OIT - zu engem Sinneswandel komm.

Am Joer 1958 nämlech ass d'Konventioun 96 ugeholl ginn, an där sech d'Staten dozou verpflichten, Bureaux de placements payants no an no ze verbidden. Am Joer 1997 awer huet d'OIT dunn d'Konventioun 181 ugeholl, déi déi privat Aarbechtsverméittlungsagencë betrëfft. An där Konventioun erkennt d'OIT d'Wichtigkeet vun deene privaten Agencé fir de Fonctionnement vum Aarbechtsmarché.

Mä si gesäit och eng Rei vu Mesurë vir, déi d'Aarbecht vun dësen Agencen encadréieren,



an deem Sënn, dass d'Rechter vun den Aarbechter besser geschützt kënnen ginn, nottament wat den Émgang mat hiren Daten ugeet. Des Weidere gesäit se vir, dass d'Sozialpartner mussen gefrot ginn, wann de juristesche Statut vun deenen Agencen definéiert gëtt.

Mir hunn an der Aarbechtskommissioun den Avis vun der Chambre des Salariés analyséiert. D'CSL geet an hirem Avis och op eventuell Geforen an, déi kéinten entstoën, wann d'Interimsagencen, déi jo lukrativ solle sinn, d'Roll vun engem Service public, an deem Fall vun der ADEM, iwwerhuelen, an d'ADEM net méi exklusiv d'Recht hätt, Placementer ze maachen. D'Konsequenz wier, laut der CSL, dass just nach déi Leit placéiert ginn, déi der Agence eppes bréngen, an net déi, déi eng Aarbecht am dréngendste brauchen. Doduerch wieren déi Chômeuren, déi just bei der ADEM ageschriwwen wieren, stigmatiséiert a géifen ni eng Plaz ugebuede kréien.

Hei kann ee sech froen, ob dës net souwisou schonn an der Realitéit de Fall ass. Déi Chômeuren, déi am beschte qualifizéiert sinn, fannen éischter eng Plaz wéi déi, déi manner gutt qualifizéiert sinn, an déi, déi am meeschte motivéiert sinn, fannen éischter eng wéi déi, déi net motivéiert sinn.

D'CSL huet och d'Fro opgeworf, ob dës Mesure konform zu de Konventiounen vun der OIT ass an ob si d'Prinzipie vun der Direktiv „services“ vun 2006 respektéiert. De Statsrot huet a béide Fäll mat jo geäntwert, soudass déi Mesure den internationalen an europäeschen Normen entsprécht.

Des Weidere hieft d'CSL an hirem Avis ervir, dass den Artikel 5.1 vun der Konventioun C96 vun der OIT virgesäit, dass de Stat d'Placementer vun de Chômeuren ka sous-traitéieren, déi op deem normale Wee net gutt vermëttelt kënnen ginn. Engem Mënsch, deem an Chômage ass an eng Aarbecht vermëttelt kritt, ass et egal, wien em se besuergt huet. An dat sollte mer alleguerten virun Ae behalen. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg. Et huet deemno kee Wäert, de Kapp an de Sand ze steechen an un de Prinzipie festzehalen, déi net méi der Realitéit entsprechen.

Trotzdem ass et mëttelfristeg sécherlech ubruecht, d'Aarbecht vun deenen Interimsagencen besser ze encadréieren an de Sozialpartner d'Méiglechkeet ze ginn, dobäi eng aktiv Roll matzespillen. Dat kënnen mer erreechen, andeems mer fir d'éischt emol déi virdrun ugeschwate Konventioun 181 ratifizéieren an de legale Kader, deem d'Interimsagencen betrëfft, verbessern.

Mëttelfristeg wär ausserdem och eng besser Zesummenaarbecht vun der ADEM mat den Interimsagencen ze encouragéieren, esou wéi dat a Frankräich zum Beispill de Fall ass, säit déi sougenannten „Loi Borloo“ vun 2005 ugehall ginn ass. Hei wollt ech den Här Aarbechtsminister froen, wéi seng Meenung zu esou enger Ëmsetzung vun der Konventioun 181 a Lëtzebuerger Recht ass.

Madame Presidentin, nach e puer Wuert zu de Käschte vun deem Gesetz. De Gesamtkäschtepunkt vun de Mesuren zur Kuerzaarbecht läit fir d'Joer 2011 bei 15,6 Milliounen Euro. D'Dépenses prévisibles fir 2012 an 2013 ginn op 20 Milliounen geschätzt. D'Verlängerung vun der Kuerzaarbecht vu sechs op néng Méint kascht 12,8 Milliounen Euro. All déi aner Mesuren, déi ech virdrun erwähnt hunn, sinn ëm déi 350.000 Euro pro Mount estiméiert.

Madame Presidentin, d'Bekämpfung vum Chômage ass am Moment déi gréisst sozialpolitesch Erausforderung, där mer eis weiderhi mat allen nëmme méiglechen Moyenen unzehuelen hunn. Mir wäerten am Hierscht am Kader vun engem Débat d'orientation sur la politique en matière d'emploi méi genee op déi speziell Mesuren zur Bekämpfung vum Chômage zréckkommen. A mir wäerten all déi speziell Mesuren, déi mer bis elo getrafft hunn, genau ënnert d'Lupp huelen a kucken, wéi effikass se schlussendlech sinn a wéi se nach kéinten eventuell verbessert ginn.

Dës Gesetz ass d'Resultat vun de Verhandlungen aus der leschter Tripartite, an et si wichteg Moosnamen, fir eise Biergerinnen a Bierger an eise Betriber iwwert dës schwierig Krisenzäiten ewechzehëlfen. Nach gesäit d'Situatioun um Aarbechtsmarché net esou schlecht aus wéi bei eisen Nopeschlänner, mä dat ka sech awer ganz schnell änneren, wa mer net weider probéieren, d'Situatioun am Grëff ze behalen an déi beschtméiglech Mesuren auszeschaffen, fir engem Zouhuele vum Chômage entgéintzewirken.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi a soenlech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Rapporteur. Deen éischten ageschriwwene Riedner oder Riednerin ass d'Madame Adehm. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Härren, et ass scho bal eng Traditioun, eng traureg Traditioun, géif ech soen, dass mir zënter 2009 regelméisseg Joer fir Joer de Code du Travail ëmänneren, fir zäitlech begrenzte Mesurén géint de Chômage ze verlängeren oder auszedehe respektiv nei Mesuren ze schafen.

Et ass eng traureg Traditioun, well et Mesurén sinn, déi versichen, d'Effete vun enger Kris ofzefederen, déi nach ëmmer net iwwerwonnen ass an déi mat grousser Wahrscheinlechkeet nach esou bal net wäert iwwerwonnen sinn. Wéi soss kënnen mir erklären, dass Joer fir Joer, Mount fir Mount de Chômage an d'Luucht geet?

Wéi hei am Haus d'Gesetz vum 3. August 2010 iwwer verschidde Mesurén fir d'Promotioun vun der Aarbecht an d'Indemnisiatioun vum Chômage gestëmmt gouf, also dat Gesetz, dat mir haut ofännere sollen, dunn huet mäi Kolleg, den Ali Kaes, op dës Plaz festgestallt, dass et zënter der Stolkris eise Aarbechtsmaart nach ni esou schlecht gaangen ass, wéi an deene leschten zwee Joer.

Am November 2011 hu mir d'Mesurén vum Gesetz vum 3. August 2010 verlängert, an dat ënnert dem Constat, dass déi aktuell ekonomesch Situatioun net op eng schnell Verbesserung schlësse léisst.

Haut, knapps ee Joer méi spéit, loosse d'ekonomesch Situatioun vun eisem Land, d'Lag vun eisen europäeschen Partner a méi global d'Weltwirtschaft nach ëmmer keen anere Schloss zou. Am Géigendeel! Op den 31. Mee vun deem Joer ware 14.057 Leit als Demandeurs d'emploi bei der ADEM ageschriwwen, am Mee 2011 waren et der nach 12.567. Och wann dës Zuelen am Verglach zum Ausland niddreg sinn, därft een ni vergiessen, dass sech ganz vill perséinlech Leed hannert dësen Zuele verstopt.

Dat Gesetz, dat mir haut stëmme wäerten, verlängert jo, wéi ech schonns gesot hunn, ënner anere eng ganz Partie Mesuren, déi schonn an de Joren 2009 an 2010 gestëmmt gi waren. Ech wëll elo net nach eng Kéier op all déi eenzel Mesuren agoen, well dat gouf an der Vergaangenheet jo scho genuch gemaach. Ausserdem huet de Rapporteur och en exzellente Rapport gemaach, an ech wëll him dofir vun hei aus Merci soen.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir drop hinzewisen, dass dës Mesuren eppes kaschten. Fir d'Joer 2011 waren et 15,6 Milliounen Euro, fir d'Joren 2012 an 2013 wäerten et 20 Milliounen sinn. Hei kommen dann nach eng Kéier 12,8 Milliounen Euro derbäi, fir d'Kuerzaarbecht oder de Chômage partiel bis op maximum zéng Méint pro Kalennerjoer finanziell ze ënnerstëtzen. Vu Februar 2012 bis Mee 2012 hunn all Mount 37 Entreprises dës Regime ugefrot. 2011 war et nach eng Moyenne vun 30. Insgesamt hunn am Mee 2012 4.300 Leit ënnert dem Regime vum Chômage partiel geschafft. Am Joer 2011 war et nach eng Moyenne vun 1.500 Persounen.

Zousätzlech gëtt och d'Indemnisiatioun vum Chômage verlängert an et ginn Ëmännerungen un de verschiddene Plaffonge fir d'Bezuele vun de Chômageindemnitéiten virgeholl. Dës Punkte kaschten dann och nach eng Kéier 350 Euro (veuillez lire: 350.000 Euro) de Mount, also 4,2 Milliounen pro Joer.

Och wa mir als CSV-Fraktioun dës Mesuren alleguerten ënnerstëtzen, esou feelt et eis awer un Zuelematerial, wéi zum Beispill der Zuel vun den Demandeurs d'emploi, déi vun der Verlängerung vun der Dauer vun hirer Indemnisiatioun profitéieren, oder zum Beispill der Zuel vu Betriber, déi vun der Prime d'encouragement à l'emploi profitéiert hunn. Dës Punkt huet och d'Chambre des Salariés an hirem Avis ervirgetrach. Dës Punkt ass wichteg fir eis, fir eng absolut noutwendeg Evaluatioun vun all dësen Mesuren ze maachen.

Een anere Punkt, mat deem mir eis als CSV-Fraktioun beschäftegen, ass dee vun den Interimsgesellschaften. Bis elo ass et jo esou, dass dës Fime wuel kënnen Travail intérimaire maachen, mä si därfe keng Leit placéieren. Dës ass awer schued, well grad dës Firmen hunn oft de Kontakt souwuel mat den Demandeurs d'emploi wéi mat de Betriber, déi Leit sichen. A wa Leit eng gutt Aarbecht an engem Interimsverhältnis maachen an de Betrib se iwwerhuele wëllt, firwat därft dat dann eigentlech net offiziell iwwert d'Interimsfirma geschéien?

Vill Demandeurs d'emploi hunn iwwert dës Wee schonns eng fest Aarbecht fonnt, well si gewuer gi sinn, dass am Betrib, wou si grad geschafft hunn, Plazen opstoungen a si sech drop

gemellt hunn. Offiziell därft dat awer net iwwert d'Interimsfirma lafen, well et jo laut engem Gesetz aus dem Joer 1958 verbueden ass. Dës Gesetz baséiert op der Konventioun N°96 iwwert d'Bureaux de placements payants vun der Organisation internationale du travail aus dem Joer 1947.

De Statsrot zitéiert an deem Zesummenhang och eng Etüd vum CEPS, aus där ervirgeet, dass nëmme 7% vun den Astellungen hei zu Lëtzebuerg iwwert d'ADEM lafen. Et ass also eng Realitéit, dass déi meescht Engagementer hei am Land iwwer parallell Schinne lafen an net esou, wéi et vum Gesetz hier eigentlech misst sinn.

Lëtzebuerg ass awer net eleng an dëser Situatioun. Och aner Länner kennen dës Problem. Duerfir huet d'Organisation internationale du travail jo och den 19. Juni 1997 d'Konventioun N°181 iwwert d'Agences d'emploi privées ugeholl. Dës Konventioun erkennt d'Roll un, déi d'Privatagencen kënnen um Aarbechtsmaart iwwerhuelen. Si seet awer och, wéi d'Salarié mussen geschützt ginn. Ausserdem verlaangt se, dass d'Sozialpartner consultéiert gi bei der Ausaarbechtung vum Statut vun dësen sougenannten Agences d'emploi privées.

Lëtzebuerg huet dës Konventioun awer nach ëmmer net ratifizéiert. Fir also konform zum internationalen Recht an dëser Matière ze sinn, wier et wichteg, dass Lëtzebuerg dës Konventioun géif ratifizéieren.

E weidere Punkt, op deem ech nach wëilt agoen, sinn déi sougenannten OTI, also Occupations temporaires indemnisées vun den Demandeurs d'emploi, déi méi al si wéi 50 Joer. Laut der ADEM hunn am Februar 2011 262 Persounen vun dëser Mesure profitéiert. Dovunner waren der 31 méi al wéi 50 Joer. Och wann ee menge géif, dass dës net vill betraffe Leit sinn, esou ass et awer grad fir d'Demandeurs d'emploi iwwer 50 Joer ganz schwéier, fir erëm eng Aarbecht ze fannen.

An ebe grad dës Leit stinn elo och nach virun enger Lacune am Gesetzestext, déi haut soll behuewe ginn. An Zukunft kann en Demandeur d'emploi, dee méi al ass wéi 50 Joer, d'Occupation temporaire indemnisée all Kéiers ëm ee Joer verlängert kréien, soulaang en net vun anere Mesurén profitéiert, an dës bis zu senger Pensionéierung.

Ofschlëssend ginn ech nach den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Madame Adehm. Den nächste Riedner ass den Här Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Madame Presidentin. Just nach e puer Wuert zu deem Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmme sollen. Fir d'éischt wollt ech mech beim Rapporteur Roger Negri bedanken, dat hien dësse Projet esou komplett a konzis presentéiert huet.

Fir eis als Demokratesch Partei ass et selbstverständlech, dat mir nach eemol Moosnamen, déi dozou bäidroen sollen, de Betriber, déi a Branché schaffen, déi vun der Kris zolidd gerselt goufen a vu Chômage partiel betrafft sinn, finanziell ënnert d'Aerm ze gräifen, zoustëmme. Dofir stëmme mer nach eemol der Verlängerung vun dësen Krisemoosnamen zou. Domat konnten a kënnen Aarbechtsplaze gert ginn.

An deem Sënn heesche mer och déi Ännerung, déi mat der strukturbedéngter, zäitweileger Aarbechtslosegkeet ze dinn huet, gutt, well et sech hei ëm Betriber handelt, déi en Effort maachen, de Plan de maintien dans l'emploi mat engem Redressementsplang ze verbannen.

Wat eis awer gradesou wichteg ass, dat ass, dat all Hiewelen a Bewegung gesat ginn, fir d'Demandeurs d'emploi a Brout an en Aarbecht ze bréngen. Et ass dofir eng richtig a realitéitsorientéiert Entscheedung, dat d'Interimsfirma mat deem Gesetz d'Méiglechkeet kréien, fir Chômeuren kënnen ze vermëttelen an ze placéieren. Hei war et iwwerfällg, dee legale Kader der dagdeeglecher Wirklechkeet unzepassen.

Mir als Demokratesch Partei gesinn dat kengfalls als Konkurrenz zur ADEM. Et geet jo schliesslech drëms, fir iwwer esou vill wéi méiglech Acteuren ze verfügen, déi Leit op der Sich no enger Aarbecht hëlfen, eng definitiv Plaz ze fannen.

Dobäi mussen mer eis nach eemol an Erënnung ruffen - an et ass schonn d'Énescht gesot ginn -, dat d'ADEM bis ewell manner wéi 10% vun de Rekrutéierungen erméiglecht huet. D'Demokratesch Partei huet an deem Dossier scho laang derfir plädéiert, fir nei Weeër anzuschloen an d'Vermëttlungsefforte souwéi d'Aktivierungsmoosnamen ze diversifizéieren.

Mir hunn ëmmer derfir plädéiert, fir déi privat Initiativ an der Aarbechtsplazverméttlung ze stärken. Beispiller aus dem Ausland weisen, dat déi privat Initiativ duerchaus zu ganz positiver Resultater ka féieren, och bei der Vermëttlung vu Mënschen, déi scho méi laang aarbechtslos sinn.

An der Entrevue mam Här Jean Hoffmann vun der ADEM goufe mer d'lescht Woch an der zoustänneger Kommissioun ënner anere gewuer, dat d'ADEM mëttlerweil mat Interimsbetriber zesummeschafft. Dat bestätegt och eis laangjäreg Forderung, fir eben alles drunzesetzen, dat d'Leit nees eng Aarbecht fannen.

D'ADEM ass an deem Kontext e wichtige Partner, mä se därft keng Monopolstellung an der Vermëttlung hunn. Si brauch och d'Hëllef an den Know-how vu privater Säit. Aner Länner, wéi zum Beispill Frankräich, hunn dat scho laang erkannt, an hir öffentlech Agencen scheien net, fir mat privaten Agenturen partnerschaftlech zesummenzeschaffen.

Dës gesot, wollt ech den Accord vu menger Fraktioun ginn, ouni awer ze vergiessen, dat all déi Krisemoosnamen an nächster Zukunft op de Leescht mussen geholl ginn, also enger grëndlecher Analysen müssen ënnerzu ginn, fir esou ze kucken, wéi wierksam se tatsächlech sinn oder waren a fir ënner Ëmstänn Upassungen virzehuelen.

Ech soenlech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Bauler. Déi nächste ageschriwwene Riednerin ass d'Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kollegen a Kolleginnen, och mir kënnen den Accord zu deem Projet soen. Mir schlëssen eis mengem Virriedner sengen Doléancen un. Effektiv menge mir och, grad an där Phas vun - léif ausgedréckt - „Restrukturiatioun“, déi amgaang ass ze geschéien, wann ech gesinn déi Auditen, déi gemaach ginn, déi Analysen, déi de CEPS ons och scho virgeluecht huet iwwert déi verschidde Mesuren a wéi gutt oder wéi besser se missten ukommen, denke mir, dat och hei an deem Kontext et wichteg wier, wann nottament och d'Chamberskommissioun kéint regelméisseg iwwer Bilanen, iwwer Evaluatiounen, iwwer quantitativ a qualitativ Statistiken verfügen.

Desto méi, well mer jo effektiv, a mir gesinn et eigentlech net wéi d'Madame Adehm als eng Traditioun, mä well mer scho säit 2009 ëmmer erëm eng Verlängerung vun deene Mesuren hei solle stëmme, ouni richtig ze wëssen, wat wierklech dann den Notze vun deene Mesuren ass.

An deem Kontext ewech vun där Traditioun, wa mer wierklech sollen op deem Wee weidergoen, da géife mir eis och der Remarque vum Statsrot uschlëssen a mengen, dat mer da missten eng Kéier mat där Evaluatioun effektiv déi ganz Mesuren op de Leescht huelen a kucken, ob mer net effektiv sollen e Gesetz maachen, wat och nach duerno an de Code du Travail géif ageschriwwen ginn.

► **Mme le Président.** - Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll och dem Kolleg Roger Negri Merci soen, dee säin traditionelle Rapport schonn zu deem Projet mécht. Ech mengen, et sinn eng Rei vu Moosnamen, wou mer wëssen, déi elo am August auslafen, déi elo erëm eng Kéier verlängert ginn. An ech sinn iwwerzeegt, dat mer dat an deenen nächste Joren nach ëmmer wäerten erëm weidermaachen.

Et ass awer trotzdem richtig, mengen ech, dat een dat vu Joer zu Joer mécht, well een dann ëmmer trotzdem e Bilan mécht an dat ee kuckt, wat hunn déi Moosnamen bruecht. An et kann ee se net punktuell, et kann...

(Interruption)

Dach, ech ginn awer dovunner aus, dat ee Bilan gemaach ginn ass. De Ministère huet jo sécherlech net dës Projet hei einfach op den Instanzewege geschéckt, ouni sech Gedanken driwwer ze maachen.

(Interruptions)

Also, an deem Punkt hunn ech op jidde Fall da méi Vertrauen an d'Regierung wéi déi gréng, well ech ginn net dovun aus, dat d'Regierung hei e Projet mécht, ouni dat se sech virdru Ge-



danke gemaach huet. Dat schéngt mer jo awer sous-entendu ze sinn.

Op jidde Fall ass et, mengen ech, wichteg, datt dee Projet kënnt, well mer jo hei am Land, an déi Ziffer sinn de Mëtteg genannt ginn, Rekordzuelen hunn, wat de Chômage ubelaangt.

Wa mer 25, 30 Joer zrëckdenken, do hu mer eng Kéier - net mir, mä eis Virgänger - hei an der Chamber debattéiert a Gesetzer gemaach, wou am Fong gesot ginn ass, dass wa mer eng Kéier op 7.000 Chômeuren zu Lëtzebuerg kéimen, da wier dat eng exzeptionell Situatioun fir Lëtzebuerg. Dat wier dann eng regelrecht Krisissituatioun.

Haut si mer ëm e Villfacht, ech mengen, mir sinn dat Duebelt am Chômage. An op där anerer Säit, wa mer nach kucken, déi Leit, déi an de Beschäftigungsinitiative sinn, da komme mer bal op 20.000 Leit, déi hei am Land no enger Aarbecht sichen.

Ech mengen, dat ass en traurege Rekord. An duerfir ass et fir eis als ADR wichteg; all Moossnam, déi mer huelen, fir de Chômage ze bekämpfen, fir Leit an d'Aarbecht ze kréien, ass gutt, egal wat fir eng Moossnam datt et ass an och egal wien déi Initiativ hält, ob dat eben elo d'ADEM ass oder ob et d'Interimsgesellschaft sinn, déi déi Roll kënnen iwwerhuelen.

Wichteg ass, datt déi Leit eng Plaz kréien. An ech mengen, et ass deene Leit och ganz egal, wien hinnen hëlleft, fir datt se eng Aarbecht kréien. Wichteg ass, datt se se kréien.

Ech mengen, wa Leit, a virun allem Jugendlecher, keng eege Perspektive méi hu fir sech a fir hir Famill, wa se keng Zukunft kënnen opbauen, hir Famill net kënnen opbauen, wa se sech keen Eegenheem kënnen uschaffen, dann huet déi Jugend, mengen ech, keng Perspektive méi. An dat ass mat dat Schlëmmst, wat mer enger Jugend an enger Gesellschaft kënnen undoen.

Et ass och sécherlech schwéier fir méi eeler Leit, mä jugendlech Leit, mengen ech, sinn am schwéiersten dovunner beträff. An et huet och domat ze din, wann een zum Beispill wëllt en Haus bauen, en Eegenheem kréien an et wëllt een e Prêt ophuelen, an et huet ee keng Plaz, da brauch ee kee Prêt opzehuelen, well da kritt ee keen.

An da geet een emol derniewent kucke souguer, wann d'Leit eng Plaz hunn, da spillt et nach dacks eng Roll, ob et eng sécher Plaz ass oder als eng ugesinne sécher Plaz betruecht gëtt. Niewent der Fonction publique, mengen ech, wat als sécher Plaz ugesinn ass, déi Leit kréien och éischter Prëten, mä och am Privatsektor gëtt et eng Rei vu Plazen, wou een éischer Prête kritt, wéi wann een iergendwéi an enger méi prekärer Situatioun ass.

Duerfir hu mer alleguer als Politiker en Intérêt drun, fir ze kucken, datt mer e Maximum vun eise Leit an d'Beschäftigung kréien. Wéi gesot, fir datt all Mensch hei am Land och sech an der Gesellschaft integréiert fillt an net ausgeschloss fillt.

Ech mengen, haut an dësem Gesetz, wat niewent de Verlängerung vum Délai och den Interimsgesellschaften d'Méiglechkeete gëtt, déi dat exklusiv maachen, fir och eben déi Vermëttlung kënnen ze maachen, do musse mer awer eng Rei vu Froe stellen, well mer wëssen, datt an den Interimsgesellschaften a priori Frontaliere beschäftegt ginn.

Eis traditionell Lëtzebuenger Leit hunn net esou den Zock, fir sech direkt bei Interimsgesellschaften ze mellen. Ech weess net, ob den Här Minister eis vläicht do kann eng Entwécklung soen. Vläch wier et jo gutt, wa méi Leit sech och géifen do mellen. Mä aus der Vergaangenheet wësse mer, datt a priori d'Lëtzebuenger, wa se eng Aarbecht sichen, bei d'ADEM ginn an net bei eng Interimsgesellschaft sech melle ginn.

An doduerch, datt awer e relativ héije Prozentsaz - ech mengen, de Kolleg Roger Negri huet et jo genannt -, een Drëttel vun deene Leit, déi vun Interimsgesellschaften eng Plaz kréien, herno och e festen Aarbechtsvertrag kréien, a mir wëssen, datt dat gréisstendeels Frontaliere sinn, da gi mer iwwert dee Wee am Fong eise Frënn aus de Grenzregionen éischer eng Chance, fir op den Aarbechtsmaart eranzekommen, wéi deenen, déi hei an deem Land als Demandeurs d'emploi ageschriwwen sinn.

Duerfir wier et och interessant, vum Här Minister gewuer ze ginn, wéi déi Relatioun tëschent deene Gesellschaften mat der ADEM ass, fir datt mer also méi Leit, déi mer an der ADEM ageschriwwen hunn, och iwwert d'Interimsgesellschaften op den Aarbechtsmaart kréien,

mam Zil, fir se och iwwert dee Wee kënnen dann op eng fest Aarbechtsplaz zougefouert ze kréien.

Zum Schluss nach een anere Punkt, wou mir mengen, a mir hunn dat och schonn als ADR hei méi wéi eng Kéier gesot, dat sinn d'Beschäftigungsinitiativen. D'Beschäftigungsinitiativen hunn och iwwer 4.000 Leit, déi beschäftegt sinn. Ech wëll net op déi Problemer agoen, déi mer an de vergaangene Méint a Joren do haben. Mä eis Iddi ass awer och esou, datt mir am Fong géifen och iwwert d'ADEM mengen, datt déi Beschäftigungsinitiative kéinte méi géréiert ginn, well dat da méi no bei der ADEM wier.

Et kéint een also eng Cellule un d'ADEM unhänken, déi déi Fonctioun vun de Beschäftigungsinitiative géif iwwerhuelen. Och do verspriche mir eis, datt déi Leit besser encadréiert ginn, datt méi eng enk Zesummenaarbecht mat der ADEM ass an datt een dann déi Leit och, an dat muss jo eist Zil sinn, op den éischten Aarbechtsmaart kritt.

Woubäi een, mengen ech, misst feststellen, datt bei de Beschäftigungsinitiativen, wou mer dann ëmmer kucken, déi Leit ëmmer méi laang dora sinn a Verschiddener scho mengen, dat géif eng Liewensstellung an enger Beschäftigungsinitiativ ginn. Och do musse mer där Entwécklung entgéintwierken a kucken, datt mer déi Leit op den éischten Aarbechtsmaart kréien.

Wéi gesot, all Moossnamen, déi mer huelen, schéngen eis wichteg ze sinn. An duerfir ass et och selbstverständlech, datt mir vun eiser Säit dësem Projet haut wäerten zoustëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci, Här Gibéryen. An dann dee leschte Riedner ass den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk). - Merci, Madame Presidentin. Dee Projet hei enthält sécherlech eng Partie Mesuren am Intérêt vun de Salariéen a vun de Chômeuren, wéi d'Iwwerhuele vum Loun oder d'partiell Verlängerung vum Chômage, awer nëmmen a gewësse Fäll.

Et muss een awer dozou soen, dat geschitt awer exklusiv op Käschte vum Stat. An den Entrepris gëtt mat deem heite Gesetz, wéi och mat villen anere Gesetzer, eigentlech all Verantwortung fir hir Beschäftegt geholl, och all Verantwortung fir de Chômage am Allgemenge geholl. D'Käschte sinn zu Laaschte vum Stat.

Ech deelen och déi Kritiken, déi ënner anerem vun der Chambre des Salariés gemaach gi sinn, dass hei ëmmer nach net déi statistesch Donnée virleien, déi eis et géifen erméiglechen eng Evaluatioun vun all deene Moossnamen ze maachen, déi aus deene Gesetzer hei sech erginn.

Ech hätt mech normalerweis enthalen aus deenen Ursaache bei deem Gesetz hei, esou wéi mer eis och, déi Lénk, an der Chamber 2010 enthalen hunn, wéi eent vun deene Gesetzer, wat elo soll prorogéiert ginn, diskutéiert ginn ass. Ech wëll awer trotzdeem dës Kéier géint dat Gesetz hei stëmmen, well zousätzlech, an ouni eigentleche Besoin, den Interimsgesellschaften d'Méiglechkeet opgemaach gëtt och nach um Chômage, um Placement vun de Chômeuren ze verdéngen!

D'Chambre des Salariés seet, hei géif de Prinzip vun der Aarbecht als eng Wuer dem Prinzip vun der Aarbecht als e Recht entgéintgestallt ginn. Si opposéiert sech géint déi Moossnam hei. D'Gewerkschafte fuerderen och, dass déi Moossnamerausgeholl gëtt aus deem Gesetz, och well privat Agencen - an eigentlech an Zesummenaarbecht a Complicitéit mat ville Betriber - sech hei d'Korinthen aus dem Kuch wäerte plécken an domat och d'Gläichheet vun de Leit virum Gesetz a Fro gestallt gëtt.

Well dat net geschitt, well dat net heierausgeholl gëtt, wëll ech also géint dat Gesetz hei stëmmen, an dat ëmsou méi, well hei jo eréischt virum e puer Méint eng Reform vun der Struktur vun der ADEM diskutéiert ginn ass, wou dat hei kee Punkt war vun där Reform. An och well mer am Hierscht eréischt sollen eng Debatt féieren iwwert d'Politique de l'emploi a mir sollten net där Debatt virgräifen.

An am Iwwrege mengen ech, wann hei angeblech jo soll legaliséiert ginn, wat et an der Praxis jo anscheinend scho laang gëtt, nämlech dass Interimsgencen och als Placementsagencé funktionéieren, ëmsou méi wichteg wier et dann, am Virfeld vun esou enger Décisioun wéi där heiter, eng seriö Evaluatioun ze kréie vun de Placementsaktivitéite vun deenen Agencen.

Dat läit awer net vir! Et ass och nach net diskutéiert ginn an der Kommissioun, wou mer jo de CEPS empfangen hunn, wou mer Leit vun der ADEM empfangen hunn, wou kee Wuert gefall ass iwwer eng Evaluatioun an iwwer e Bilan vun deene Placementsaktivitéite vun den Inte-

rimsagencen, déi hei just nëmme sollen e weidert Aktivitéitsfeld och elo legal opgemaach kréien. Ech kann dowéinst net dee Projet hei stëmmen.

► **Mme le Président.** - Merci, Här Urbany. An dann huet d'Regierung d'Wuert, Här Aarbechtsminister.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.* - Madame Presidentin, ech wëll natierlech fir d'Éischt och dem Rapporteur Merci soen. Dat bréngt mech dozou, eigentlech net op déi verschidden Aspekter vun dësem Gesetz, vun dësem Projet de loi zrëckekommen, mä e puer Punkten ervirze-gräifen, déi elo ugeschnidde gi sinn.

Ech mengen, dat Éischt ass natierlech d'Wichtigkeet vum Chômage partiel. Elo kann een doriwwer vill diskutéieren, ob dat am Endeffekt géif d'Entreprisen déresponsabiliséieren an esou weider. Sécher ass op jiddwer Fall, datt de Chômage partiel eng Waff ass, besonnesch an enger Zäit, wou et heiansdo fir Entrepris ganz kritesch ass, fir hir Leit ze halen a fir net a massive Chômage eranzerutschen. Ech mengen, all déi Länner, déi e Chômage partiel gemaach hunn, déi hunn et fäerdeg bruecht, duerch déi Kris ze kommen, ouni datt de Chômage massiv an d'Luucht gaangen ass a mir gehéieren och dozou. Och wann de Chômage an d'Luucht gaangen ass, wier e ganz anescht an d'Luucht gaangen, wa mer dat Instrument vum Chômage partiel net gehat hätten.

Hei gëtt eigentlech eppes erweidert, dat heescht, wann eng Entreprise an enger wierklecher Restrukturationsphas ass, wat jo heescht, datt eigentlech d'Substanz vun der Entreprise en jeu ass, an déi soll gerett ginn, da soll déi Entreprise vun engem Chômage partiel kënne bénéficiéieren, deen net sechs Méint ass, wéi dat bis elo war, mä e kéint bis op zéng Méint eropgoen, an dat nëmmen an ënnert der Konditioun, datt et e Plan de maintien dans l'emploi ass. E Plan de maintien dans l'emploi, deen huet jo als Objektiv den Emploi ze halen, an dee gëtt négociéiert tëschent de Sozialpartner, also engagéiert och d'Sozialpartner a besonnesch och d'Gewerkschaften.

Deen zweete Punkt, deen ech wëll ervirhiewen, dat ass dee vun de Statistiken a besonnesch vum Käschtepunkt. De Käschtepunkt, dee kann een ëmmer oprechnen op dat, wat et kascht hätt, wa mer déi Mesuren hei net hätten. Dann hätte mer méi Chômeuren. Dat ass net nëmmen e finanzielle Käschtepunkt, well déi Leit, déi hätte jo iergendwéi awer missen ënnerstëtzt ginn, soit iwwer RMG soit - ech weess net - iwwer aner Moyenen. An ech schwätzen net vun deem mënschlechen, vun deem soziale Käschtepunkt, dee mer da gehat hätten.

Hei gëtt probéiert, ebe grad Leit an enger gewëssener Sécuritéit ze halen. Indemnité de chômage ze hunn heescht net, d'Leit ze discouragéieren, eng Aarbecht ze sichen. Mä et heescht awer hinnen eng minimal Sécuritéit ze ginn, fir an engem Zoustand ze sinn, datt se kënne soit sech weiderbilden, fir eng Aarbecht méi einfach ze kréien, soit iwwerhaapt emol och mat all deenen Aspekter, déi mentionnéiert gi sinn, an hirem Liewen nach iwwert d'Ronnen ze kommen.

Also, wat ass den Effet vun deem Gesetz? Wa mer de Chômage besonnesch fir déi méi eeler Demandeurs d'emploi verlängert hunn - fro se -, well et ass, mengen ech, fir vill Leit wichteg, wann de Chômage verlängert gëtt an net enges Dags de Couperet fällt an héchstens nach den RMG als Lösung do steet. Dat nämlech ass dat iwwert d'Suppressioun vun deem Plafong vun 150%. Mir hunn also bei 200% verlängert a mir ginn net zrëck, mir ginn net erof op 150%. Ech mengen, all déi Leit, déi an där dramatescher Situatioun vu längerem Chômage sinn, déi wësse schonn, wat dat als Avantage huet.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Nun, e Wuert iwwert den Interim. Ech mengen, mir sinn alleguerten hei an där Chamber, mengen ech emol, fir en normaalt Aarbechtsverhältnis. A wann ech soen, en normaalt Aarbechtsverhältnis, dann heescht dat e CDI. Jiddweree strieft Stabilitéit a sengem Aarbechtsliewen un an net Précaritéit. Nun ass awer d'Wirtschaft esou evoluéiert, esou komplex ginn, a besonnesch och den Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg.

Wa gesot gëtt, mir hätten ons ni geduecht eemol 14.000 Demandeurs d'emploi, Aarbechtsloser ze hunn, da muss ech soen, zu där Zäit hate mer manner wéi 200.000 Aarbechtsplazen hei. Mir hunn elo 381.000 Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg! Ech mengen, et muss een d'Chifferen och ëmmer e bëssen en rapport setzen. Mir haben der d'lescht Joer 371.000. Mir hunn also an engem Joer vu Mäerz op Mäerz 10.000 Aarbechtsplaze geschaf. Plus 2,8%! An trotz allem geet de Chômage an d'Luucht. An dat, mengen ech, si mer

jo amgaang nach weider ze analyséieren an och ze kucken, all Moyenen ze mobiliséieren.

An ee Moyer fir där Fluktuatioun op eise Aarbechtsmaart besser ze begéinen, ass natierlech och op Organisme wéi den Interim zrëckze-gräifen. Elo kann een derfir sinn, dergéint sinn. Ech sinn net besonnesch fir den Interim. Ech hätt léiwer d'Leit, déi hätten alleguerten eng stabel Aarbechtsplaz mat engem CDI. Nu gëtt et awer Situatiounen, wou Entreprisë mussen op den Interim zrëckgräifen, well gewëssen Tachen, well gewësse Marchéen, well Onsicherheit an hiren Opdragsbicher ass, a se duerfir op den Interim dann zrëckgräifen.

Mir hunn awer ee groussen Avantage par rapport zu Länner wéi Däitschland, datt déi Leit, déi am Interim sinn, net e spezielle Statut hunn, dat heescht bezuelt ginn 20, 30, 40% manner wéi déi, déi an der Entreprise schaffen. Een, deen am Interim an eng Entreprise kënnt, dee gëtt d'nämlech bezuelt wéi deen, deen déi nämlech Aarbecht an där Entreprise no Kollektivvertrag oder net Kollektivvertrag mécht. Dat ass net an Däitschland de Fall, wou de Leiharbeiter 40, 50% fir genau déi nämlech Aarbecht bezuelt gëtt, wéi deen, dee fest ugestallt gëtt. Dat ass also ee grouse Punkt, an deen ass jo net an der Debatt, deen ass och net an der Diskussioun.

Hei ass an der Diskussioun net eppes Neies anzeféieren, wéi den Här Urbany nach ëmmer mengt, hei geet et drëm, eppes anescht ze organiséieren, wat mer scho laang hunn a wat och net verbueden ass, wat mer iwwerhaapt net kënne verbidden! Dat ass dat, datt eng Interimsentreprise nieft senger Interimsaktivitéit där Vermëttlung vu Leit maachen an Aarbechtsplazen. Dat ass eppes, wat et elo scho gëtt, scho laang gëtt, datt ass net verbueden!

D'ADEM huet net méi e Monopol vun der Vermëttlung. Deen eenzege Monopol, dee bei der ADEM existéiert, ass deen, datt d'Aarbechtsplaze musse bei der ADEM gemellt ginn. Dat ass dat Eenze! Mir gehéieren och do, mengen ech, praktesch zu deenen eenzege Länner, déi nach esou eng Regel hunn. Mir hunn déi jo och verlängert an deem neie Gesetz. Dat ass also net en cause.

Hei geet et drëm, datt e Privaten, eng Interimsgesellschaft elo net méi muss separat eng Gesellschaft kréieren, fir déi Vermëttlungsar-becht nieft hirem Interimsbusiness ze maachen. Elo kann een och dat a Fro stellen, mä ech muss... Verschiddener vun de Kollegen hunn dat gesot, et geet elo drëm, jiddwereen esou schnell wéi méiglech an eng Aarbechtsplaz ze bréngen. An am Endeffekt ass et net fundamental, ob dat d'ADEM mécht oder iergendeen aneren oder de Kolleg, deen ee matbréngt a seet: „Hei a menger Firma gëtt eng Plaz fräi oder gëtt eng Plaz geschaf, ech kennen een, ech bréngen e mat, an dee kritt déi Aarbechtsplaz.“

Nämlech déi héchste Vermëttlung - dat ass net d'ADEM, dat ass hei gesot ginn -, dat ass déi Vermëttlung, déi iwwert d'Connaissancë vun de Leit geschitt. „Ech kennen een, ech bréngen e mat, e passt, en huet d'Qualifikatiounen, e kritt den Job.“ Dat ass déi Vermëttlung, déi un éischer Stell steet. Solle mer déi eventuell och verbidden, well dat jo och net an de Monopol - deen et net gëtt - vun der ADEM géif passen?

Elo e wichtige Punkt ass dee vun der Kollaboratioun tëschent der ADEM an den Interimsgesellschaften. Jo, een Drëttel nëmme vun deene Leit, déi am Interim sinn, si Résidanten. Also zwee Drëttel si keng Résidanten. Mir wëllen natierlech déi Leit encouragéieren, wann den Aarbechtsmaart schwierig ass a wann d'Zuel vun de CDLe vläch net ëmmer esou disponibel ass, wéi mer dat géife wënschen, wëlle mer d'Leit encouragéieren, och wann et net anescht geet, an en Interim ze goen.

Firwat? Majo, well mer ebe wëssen, datt en Drëttel vun de Leit, déi an den Interim ginn, dann awer iergendwann an där Gesellschaft en Job fannen, well op eemol en neie Poste geschaf gëtt, dee Poste vum Interim an e permanente Poste transforméiert gëtt oder eventuell an der Firma en anere Poste opgeet. Duerfir encouragéiere mer d'Demandeurs d'emploi vun der ADEM, an den Interim ze goen. Dat geschitt iwwer zwee Consultanten, déi enk mat den Interimsgesellschaften zesummeschaffen, gutt zesummeschaffen.

Wat mer net wëllen, a wat ech blockéiert hunn, dat war, datt d'ADEM géif Leit sous-traitéiere loosse vun den Interimsgesellschaften. Dat ass nämlech dat, wat den Här Borloo maache gelooss huet; d'Kooperatioun tëschent dem Pôle emploi an den Interimsgesellschaften, andeem een x-dauseden Chômeuren a Frankräich aus dem Pôle emploi eraushält a bei d'Interimsgesellschaften oder privat Placementsgesellschaften setzt, a seet: „Sou, mat deenen dote beschäftegt Dir lech a mir maachen anerer.“ Dat hu mer net gemaach. Dat ass u sech eng Privatisatioun vun der Vermëttlung vu Leit, déi bei der



ADEM ageschriwwé bliwwé wieren. Dat hu mer net gemaach. Mir schaffen also zesumme mat den Interimen, a wann eng Interimsgesellschaft Leit placéiert, da soll se dat maachen.

Firwat muss een dann eng Gesellschaft obligéieren, eng separat Gesellschaft ze kreéieren, wat käschteméisseg, wat effikassitéitsméisseg, mä wat och du point de vue vum Contrôle, dee mir als Aarbechtsministère op d'Interimsgesellschaft exercéieren, net optimal ass?

An duerfir wëlle mer dat zesummenhalen. Wann eng Gesellschaft Placement mécht a se mécht Interim, da ka se dat maachen ënner engem Hutt, mä da gëtt se natierlech och als Entitéit gekuckt, kontrolléiert, a mir hunn net déi Multiplikatioun vu Gesellschaften niewebäi, déi natierlech net onbedéngt gutt ze kontrolléiere sinn.

Wat d'Konventioun 181 ubelaangt, sécher, ech hu kee Problem, datt mer déi ratifizéieren. Mir

hunn eng Rei d'ailleurs un OITs-Konventiounen, déi mer nach sollen a mussen och ratifizéieren. Dat wäert dann an där nächster Zäit geschéien.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6442 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6442 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an dann enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand

Boden, Lucien Clement (par M. Félix Eischen), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Fernand Boden), MM. Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers (par Mme Diane Adehm), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Serge Wilmes);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude

Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

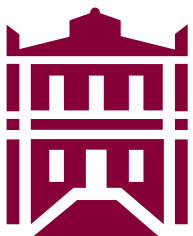
(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

- Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»
 - M. le Président
- 6359 - Projet de loi portant
 - création d'un pacte climat avec les communes
 - modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marcel Oberweis
 - Discussion générale: M. Ali Kaes (M. Eugène Berger et M. André Bauler interviennent), M. Eugène Berger, M. Ben Scheuer, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen (M. Eugène Berger intervient)
 - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures (M. Eugène Berger intervient)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Débat d'orientation sur la politique du logement
 - Exposé: M. Henri Kox (répond à M. Fernand Boden) (dépôt de quatre motions)
 - Débat: M. Marc Lies, M. Fernand Etgen (dépôt d'une motion), Mme Vera Spautz, M. Jacques-Yves Henckes, M. Xavier Bettel
 - M. Marco Schank, Ministre du Logement (M. Fernand Boden et M. Ben Fayot interviennent)
 - Motions: M. Marco Schank, Ministre du Logement (M. Fernand Etgen et M. François Bausch posent des questions), M. Xavier Bettel, M. Alex Bodry, M. Jacques-Yves Henckes, M. Marc Spautz, M. Henri Kox
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Motion 2 (renvoyée en commission)
 - Vote sur la motion 3 (rejetée)
 - Vote sur la motion 4 (rejetée)
 - Vote sur la motion 5 (rejetée)
- 6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Alex Bodry
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:
 - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
 - la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
 - la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;
 - la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;
 - la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses
 - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, Mme Josée Lorsché, M. Jean Colombero
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- 6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Hommage à M. Paul Helminger
 - M. le Président
 - M. Paul Helminger
- Discours de M. le Président
 - M. le Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Claude Wilseler et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hu mer nach d'Zesummesetzung vun der Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés», déi mir an der Sitzung vum 29. Mäerz instituéiert haten, festzehalen. Folgend Membere gi fir dës Sous-Kommissioun proposéiert: den Här Léon Gloden, d'Madame Christine Doerner, den Här Jean-Pierre Klein, den Här Fernand Etgen, den Här Félix Braz an den Här Jacques-Yves Henckes.

Ass d'Chamber mat dëser Zesummestellung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 6359 iwwer e Klimapakt mat de Gemengen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Berger, Scheuer a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Entschëllegt, wollt Dir nach eppes zum Ordre du jour soen?

(Interruption)

Ah, entschëllegt, jo.

2. 6359 - Projet de loi portant 1. création d'un pacte climat avec les communes 2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marcel Oberweis** (CSV), rapporteur.- Gudde Mëtteg, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, de virleiende Projet de loi behandelt de Klimapakt tëschent de Gemengen an dem Stat. E puer Wuert der Erklärung.

Den delegéierten Nohaltegkeetsminister huet de Projet de loi an der Chamber den 31. Oktober d'lescht Joer déposéiert. D'Chambre de Commerce, d'Chambre des Salariés an de Syvicol hunn hiren Avis ofginn am leschte Joer. De Statsrot huet säin Avis de 6. Mäerz 2012 zougestallt an en Avis complémentaire den 3. Juli dëst Joer. No Asiicht vun de verschiddenen Avisen huet d'Chamberskommissioun de Rapport an hirer Séance vum 5. Juli majoritär ugeholl.

Dëse Projet de loi setzt en Element vun dem Koalitionsaccord ëm. Do heescht et: „De Stat



an d'Gemenge schléissen e Pakt of, an dat am Sënn vun der Lutte géint de Klimachangement.“ Dat heescht am Speziellen, mir müssen eis CO₂-Emissiounen zrëckfueren.

Dass op dësem Plang scho munches gelescht gëtt a ginn ass, dat beweisen déi vill Aktivitéiten an eise Gemengen. Dierf ech hei just e puer Projeten, wéi de Chauffage urbain op der Basis vun Holz, déi verschidde Biogasanlagen, déi vill Fotovoltaikanlagen op den Diecher vu Privatleit a Gemengen oder d'Wandenergjeanlagen ernimmen? Virun allem hunn déi 36 Klimabündnisgemengen eng virbildlech Roll gespillt. Mir stelle fest, dass vill Leit a Matbierger bereet sinn, sech an der nohalteger Entwécklung ze engagéieren.

De virleiende Projet de loi geet mat sengem verbindleche Charakter nach e Schrëtt méi wäit. De Stat wëllt de finanziellen an den technesche Kader opspanen, an deem déi eenzel Gemengen hir Aktivitéiten nach méi effikass duerchféiere kënnen.

Eng wichteg Aufgab besteet do sécher an der verdéiffter Sensibiliséierung vun de Matbierger, well d'Informatioun eng eminent wichteg Roll an der Gewëssensgesellschaft duerstellt. Mir hu festgestallt, dass et awer nach ëmmer Matbierger gëtt, déi weéne bis keng Ahnung hu vun de finanziellen Aiden, déi si vum Stat oder Gemenge kënnen kréien.

Derniewent sollen d'Gemengen eng Virbildfunktoun iwwerhuelen an der Innovatioun, se encouragéieren an hei op alle Fall an notament fir d'Ënnerstëtzung vun de lokale PMEen an hire Gemengen. Doriwwer eraus soll derfir gesuergt ginn, dass den nohaltege Kritäre bei den Ausschreiwunge Rechnung gedroe ginn.

Duerch eng ganz Rei vu Mesurë kann esou den Energieverbrauch - virun allem dee vun de fossilen Energien - reduzéiert ginn an domat jo och dann déi gefuerdert CO₂-Reduktioun.

Als Kärstéck vun dem Klimapakt Stat a Gemenge gëllt awer de European Energy Award, den EEA. Dëse Modell leescht zënter 20 Joren eng gutt Aarbecht a gëtt an notament zéng aneren europäesche Länner schon applizéiert.

Den EEA ass op Lëtzebuurger Verhältnissen zougesechnitten a gëtt a sechs ausgewielte Beräicher wierksam. Am EEA-Katalog si ronn 30, pardon, 80 méiglech Mesuren opgezielt. Dës Beräicher sinn: déi kommunal Flächennotzung, d'Gestioun vun de kommunale Gebaier, d'Versuergungs- an d'Entsuergungsinfrastrukturen, d'Mobilitéit, déi intern Organisatioun an d'Kommunikatioun.

Mat dem EEA soll eng Analys duerchgefouert ginn, mat där wéi ëmmer Schwaachstellen opgesicht ginn an an de kommende Joren da Remedur geschaf gëtt. Nach ass et net all Gemeng méiglech, den Energieverbrauch an hire Gebaier an och an de Privathaushalten ze berechnen. Duerfir gëtt elo virun allem op eng qualitativ an net quantitativ Approche gesat. Duerch de Klimapakt wäert dat awer méiglech ginn.

Fir awer d'Aufgaben op dem Gemengeplang duerchzuféieren, soll eng Equipe Klima an d'Liewe geruff ginn. Dësen Team setzt sech aus engem Beroder, de politesch Responsabelen, Experten aus de lokale PMEen an de Mataarbechter aus der Gemeng zesummen. Déi berodend Kommissioun soll och hei agebonne ginn.

D'Missioun vun dësem Team soll d'Ausschaffe vun engem Aarbechtsprogramm ginn, aus deem ervirgeet, wéi déi eenzel Gemeng de Klimapakt an de kommende Joren, dat heescht 2013 bis 2020, ëmsetze wëllt.

Et ass an deem Zesammenhang interessant, op déi sëllege Mesuren an der Annex 5 vum Projet de loi hinzewiesen. All Gemeng misst sech dëse Katalog ukucken an emol nosichen, a welleche Beräicher si schonn Aktivitéiten ënnerholl huet an dann checken, wellech Mesuren nach weider op enger mëttelfristeger oder laangfristeger Zäitschinn ënnerholl kéinte ginn.

Et gëtt awer keng Gemeng gezwongen, matzemaachen, mä et gëtt sécherlech hei am Land keng Gemeng, déi hire Matbierger dësen nohaltegen Outil verwieere wäert.

Och wann de But vun deem Projet de loi d'Opstelle vun enger Equipe op Gemengeplang ass, esou ginn awer d'Bestriewungen, eng Equipe tëschent verschidde Gemengen an d'Liewen ze ruffen, ënnerstëtzt. An dëser iwwergräifender Klimaëquipe muss awer mindestens ee Member aus all Gemeng vertrauede sinn. D'Konventioun gëtt awer tëschent dem

Stat an all eenzel Gemeng aus dem Verbond ënnerschriwwen.

Nach e Wuert zum Beroder. Den EEA gesäit am Prinzip en externe Beroder vir. Et ass awer no Diskussioun an der Chamberskommissioun festgehalen, dass an deene Gemengen, wou schonn en internen Expert dës Aufgab iwwerhëlt, duerchféiert, dësen déi Funktioun an der Klimaëquipe iwwerhuele kann a soll.

Déi finanziell Bedeelegung vum Stat gesäit dräi Deeler vir: d'Participatioun un de Fonctionnementskäschten, d'Käschte fir de Beroder an de Gemengen an de Bonus aus dem Klimapakt. Vum Dag un, wou eng Gemeng d'Konventioun mat dem Stat ënnerschreift, kritt si bis zum Joer 2020 eng Subventioun vun 10.000 Euro, fir d'Fonctionnementskäschten ze decken. Déi finanziell Ënnerstëtzung vum Beroder ass vun der Gréisst vun der Gemeng ofhängeg.

De Bonus soll dozou bäidroen, dass sech d'Gemengen an dëse Projet erabréngen. De Bonus gesäit awer dräi Niveaux de certification vir, déi genee am schriffleche Rapport opgeléicht sinn. Et hëlt ze vill Zäit ewech, ech kann dat hei net erzielen. Dëse Bonus ass virun allem ofhängeg vun der Gréisst vun der Awunnerzuel an dem Niveau vun der Certification, dat heescht vun den Aufgaben, déi eng Gemeng an der Lutte géint de Klimawandel ënnerholl huet.

Déi finanziell Mëttele vum Stat belafe sech iwwert den Zäitraum vun 2013 bis 2020 op ronn 76 Milliounen. Dësen Datum ass festgehalen ginn, well dee Moment och eis Post-Kyoto-Period ofschléisst. Et kënnen awer nach aner finanziell Moyennë fir Aarbechten, déi am Joer 2020 duerchgefouert ginn, och nach am Joer 2021 bezuelt ginn.

Mat deem EEA kënnen d'Gemengen, déi eng Konventioun ënnerschreien, hire Klimaengagement beleen. Den EEA ass jo dat Instrument, mat deem d'Gemeng hir Energie- a Klimapolitik am nohaltege Stil a Sënn beweist an och domat dokumentéiert.

Ech hat gesot gehat, den EEA liwwert dann d'Méiglechkeeten, wéi d'Subventiounen an de Gemenge berechent kënnen ginn. Kuerz nach hei gesot, et leien dräi Kategorië vun der Certification vir, an dat a Funktioun vun der duerchgefouerte Mesuren aus deem EEA-Katalog mat sengen 80 Mesuren: Kategorie 1, wa mindestens 40%, Kategorie 2, wa mindestens 50%, oder Kategorie 3, wa mindestens 75% aus dem Mesurëkatalog vun dem EEA erfüllt sinn an déi awer da vun engem EEA-Auditeur festgestallt sinn.

Am Règlement grand-ducal stinn déi eenzel Montanten, déi pro Awunner a Funktioun vun dem Niveau de certification vum EEA ausbezuel ginn. Dat kann ee sech gutt ukucken. Dës Montantë leien, jee nodeem, wéi ee läit, tëschent fënnf a 35 Euro.

Huele mir als Beispill eng Gemeng mat 5.000 Awunner, déi am Joer 2013 dem Klimapakt duerch eng Konventioun bäitritt. Da kënnen hir Leeschtungen am Joer 2014 an am Joer '15 duerch den EEA ënnert d'Lupp geholl ginn. Wa si dann op eng Zertifizéierung vu 40% kënnt, kritt si 75.000 Euro pro Joer vum Stat, an derzou kommen nach déi 10.000 Euro fir hir Fonctionnementskäschten. Wa si dann awer nach weider Ustrengungen op dem Gebitt vum Klimawandel ënnerhëlt, da klëmmt hire Prozentsaz a si kann och nach méi staatlech Hëllef kréien.

20% vun de variable Subventiounen si virgesinn, fir d'Gemengen ze invitéieren, och Mesuren an hiren eegenen Infrastrukturen durchzuféieren. An 10% si fir déi quantifizéierbar Mesuren, déi an de Ménagen ergraff ginn, virgesinn.

Et muss hei och gesot ginn, dass de Grouppement d'intérêt économique „myenergy“, deem eng Lizenz vun dem EEA huet, dës komplex an ëmfangräich Rechenaufgab iwwerhëlt. D'Ënnerstëtzung fir „myenergy“ beleeft sech op 300.000 Euro pro Joer.

An der Chamberskommissioun ass och de Volet vun den Aarbechten ugeschwat ginn, déi verschidde Gemengen an der Vergaangenheet am Beräich vum Klimawandel scho geholl hunn. Dat sinn déi sougenannten „early actions“. Et ass festgehalen ginn, dass déi net a Considération bei der Berechnung vum Bonus gezunn dierfe ginn. Awer den EEA suergt derfir, dass dës engagéiert Gemengen net pénaliséiert ginn an der Zukunft.

Wat elo d'Berechnung vun den CO₂-Emissiounen um d'Gemengeplang ubelaangt, esou ass festgehalen ginn, dass et der Gemeng fräigestallt ass, mat welchem informatéschen Outil si dobäi schaffen wëllt. Et ass awer och de Wonsch geaussert ginn, ganz speziell, dass de SIGI, de Syndicat intercommunal fir d'Gestioun mat der Informatik, hei agespaant soll ginn.

Mir dierfen och net vergiessen, dass duerch all dës Mesuren déi kleng a mëttel Betriber vill Aarbecht notament am Beräich vun der Energieaspuerung an den erneierbaren Energie kréien. An dat bedeit ganz kloer, mir kréien hei d'Kreatioun vun neien Aarbechtsplazen, déi dréngend hei am Land gebraucht ginn. Ech mengen op alle Fall, hei gëtt eng Win-win-Situatioun fir vill Leit geschafen.

Ech wollt nach kuerz op déi eenzel Avisen agoen. A sengem éischten Avis huet de Statsrot d'Fro opgestallt, wéi sou d'Aidë vum Stat nëmme qualitativ a keng quantitativ Komponenten ausweisen, d'Zil vun dem Projet de loi wier et jo, d'CO₂-Emissioun ze reduzéieren. D'Chamberskommissioun an och d'Regierung haten awer festgehalen, dee qualitative Prinzip zréckzebehalen.

De Statsrot huet och hannerfrot, wéi sou de Qualitéitslabel EEA, iwwregens e Schwäizer Produkt, als „guideline“ mathëllef vun „myenergy“ an de Gemengen applizéiert sollt ginn. En huet och d'Fro no deem externen an interne Beroder op Gemengeplang opgeworf. An der Kommissioun ass dës Punkt diskutéiert a festgehalen ginn, dass et der Gemeng fräigestallt ass, mat welchem Beroder si den nohaltege Wee aschloe wëllt.

Als e weidere Punkt hat de Statsrot suggéiert, dass d'Konditiounen an der Rumm vun dem Klimapakt wéi och de Contrat type mat de Gemengen an engem Règlement grand-ducal festgehalen sollte ginn. D'Chamberskommissioun an och d'Regierung konnte sech awer mat dëser Iddi net uffrënnen, well dat géif dem Projet de loi eng grouss Flexibilitéit huelen.

Den Avis vun der Chambre de Commerce ënnersträicht d'Wichtigkeet an och den Engagement vun der Regierung, d'CO₂-Emissiounen mat dem Klimapakt ze reduzéieren. Si weist awer am Speziellen op den Impakt vun der Kreatioun vun dauerhaften Aarbechtsplazen hin, an dat an enger ganzer Rei vu PMEen. Grad wéi dësem Outil kënnt et zu enger Dezentraliséierung, well jiddwer Gemeng hei hiren eegene Wee a Richtung Nohaltegekeet aschloen dierf. Et soll alles ënnerholl ginn, fir d'Dreifhausgasemissioune ze reduzéieren, well eist Land och säi bescheidene Bäitrag an der Lutte géint de Klimawandel iwwerhuele soll.

Den Avis vun der Chambre des Salariés monéiert awer d'Auslagerung vun de Berodungsservicer un aner Partenairen. Si fäert, dass et domat zu enger Verwässerung vun de Kompetenzen engersäits op dem Gemengeplang an anerersäits duerch d'extern Beroder kéint kommen. Si kann duerfir dem Choix vun den externen Experten net vill Positives ofgewannen.

Des Weideren hannerfreet si, ob et net méi Sënn géif maachen, déi kompetent Servicer fir Energieaspuerungen a Reduktioun vun CO₂-Emissioun op dem Gemengeplang méi auszebauen. D'Gemenge sollen den direkten Usprechpartner fir d'Matbierger bleiwen.

An de Syvicol zum Schluss huet a sengem Avis, à part e puer kleng Detailer, de Klimapakt in globo awer begréisst a lueft d'Approche, de Gemengen déi néideg finanziell Mëttele fir d'Ergräife vun dauerhafte Mesuren ze ginn. Grad wéi d'Chambre des Salariés gesäit si an der Auslagerung awer e kleng Bémol a si fënn do keng Valeur ajoutée derbäi.

Ech kommen zum Schluss. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dëse Projet de loi trëtt dann, wéi gesot, wann en hei gestëmmt gëtt, den 1. Januar d'nächst Joer a Kraaft. A mir kënnen nëmmen hoffen a wënschen, dass sech vill Gemengen an dëse wichtigen Dossier erabréngen.

Zum Schluss wëll ech de Mataarbechter Merci soen, notament der Madame Rachel Moris vum Greffe, dem Max Hengel aus eiser Fraktioun an de Fonctionnaires aus dem Ministère. Et war dach e relativ komplexen Dossier, dee mer hei behandelt hunn.

De Rapport ass, wéi gesot, mat grousser Majoritéit an der Kommissioun ugeholl ginn, an ech kann nëmmen hoffen a wënschen, dass de Projet de loi eng breet Zoustëmmung hei am Parlament fënn.

E leschte Saz awer, well mer elo kuerz... Dat ass méi perséinlech awer nach, da schléissen ech domat. Wuell wëssend, dass d'Rio-Konferenz keng Réussite war, kann ech hoffen a wënschen, dass dëse Projet de loi eng wichteg Bäiluecht ass, hei am Land den nohaltege Wee opzebauen.

Ech mengen, all Gemeng, an domadder all Matbierger, soll hei dee Wee matgoen. Ech mengen, et lount sech, dëse Wee hei matzegen.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren. No mir schwätzt nach mäi Fraktiounskolleg Ali Kaes, an dee bréngt och dann den Accord vun der Fraktioun eran.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Oberweis. D'Wuert kritt elo als éischten agedroene Riedner, den Här Ali Kaes.

Discussion générale

► **M. Ali Kaes** (CSV).- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, emol aganks dem Här Oberweis villmools Merci ze soe fir deen ausféierleche Bericht. All Kéiers, wann hien zu dëser Thematik schwätzt, da gesäit een, datt en net nëmmen hei Rapporteur war, mä da gesäit een och, datt e ganz engagéiert ass a sech ganz kloer fir dës Cause asetzt. Ech mengen, hie war esou...

(Interruption)

...hie war esou komplett, datt een u sech net brauch méi op de Projet de loi anzegoen an op dee Rapport anzegoen. Mä erlaabt mir awer ze soen, am Numm vun der CSV, datt mer natierlech d'Wichtigkeet als CSV vun dësem Gesetz gesinn. Et ass ganz sécher e Schrack an déi richteg Richtung, fir grad d'Gemengen nach méi staark mat anzebannen, fir am Beräich Klimaschutz, Klimawandel eppes Fundamentales an der Zukunft ze bewegen.

Et ass awer och esou, datt u sech d'Gemengen et net an der Vergaangenheet verpasst hunn, schonn eng ganz Rei Saachen ze maachen. Vill Gemengen hunn an der Vergaangenheet schonn eng ganz Rei Projeten ëmgesat. Et ass virdrun hei gesot ginn, et gëtt 36 Klimabündnisgemengen, an all déi Klimabündnisgemengen an doriwwer eraus och eng Rei aner Gemengen, déi emol net Klimabündnisgemeng sinn, hunn an der Vergaangenheet schonn esou munch Ëmweltprojet respektiv Projeten, fir den CO₂ ze reduzéieren, ëmgesat.

Erlaabt mir, vläicht dat aus der Siicht eng Kéier vun enger vun de Klimabündnisgemengen ze belichten, vu menger eegener Gemeng, wat een dach alles ka maachen, wat mer alles an der Vergaangenheet schonn an deem Sënn ëmgesat hunn a wat mer awer och an der Zukunft nach alles envisagéieren a wou mer eis nach wëllen an déi do Richtung an der Zukunft bewegen.

Ech hunn et gesot, mir si scho ganz laang eng vun deene Klimabündnisgemengen hei zu Lëtzebuerg. Mir, deemools nach als fräier Gemenge Furen a Baastenduerf, waren awer u sech déi Gemeng, déi déi éischt Holzhackschnitzelanlagheizung hei am Land riskéiert huet ze bauen. Gutt verstanen: déi éischt kommunal. Et gouf schonn deen een oder deen anere Privaten, deen de Courage hat, dat ze maachen, mä mir hunn 1999 dës éischt Anlag an eise Schoulkomplex zu Tandel a Betrib geholl, an ech kann lech soen, et war um Ufank guer net esou einfach, well d'Leit dach awer gesot hunn: „Hätt Der net besser, bei deem Ublechen ze bleiwen, da wier et sécher, datt eis Kanner géifen och de Wanter iwwer waarm sëtzen?“

Mir hu Gott sei Dank dee Projet ganz positiv kënnen ëmsetzen, a ganz schnell huet et sech am Land erëmgewat. Ech kann lech soen, an deenen éischte Jore sinn och vill Leit vun heibannen a vill Gemengen an aner interesséiert Leit u sech net nëmmen d'Schoul kucke komm, mä virun allem dee Projet vun der Holzhackschnitzelheizung, an et ass och - mengen ech - zum Deel dorop zréckzuféieren, datt haut där Installatiounen ganz vill am Land sinn, a ville Gemenge sinn, a wäit iwwert d'Gemengen eraus och ganz vill Privatleit de Courage haten, an déi do Richtung ze investéieren, well se ganz einfach d'Vertraue kritt hunn a well se gesinn hunn, datt dat Ganz dach awer eppes ganz Positives ass.

Et muss een natierlech virewech soen, datt et net onbedéngt am Geescht vun der Saach ass, wann een den Holzhacksel ze wäit muss transportéieren, dat geet sécher op Käschtchen vun der Energiebilanz. Or, eis Gemeng huet déi grouss Chance, mat ronn 400 ha Bësch dach awer d'Viraussetzung ze hunn, fir ganz vill Energie, fir ganz vill Energie kënnen aus der Biomass, aus dem Holzhacksel oder aus dem Holz ze produzéieren.

Den éischte Projet, dee mer also realiséiert hunn - ech hunn et gesot -, war dës Heizung. Mir hunn domadder eng Aspuerung vu ronn 80.000 Liter Masutt d'Joer kënnen realiséieren. Mir hu mëttlerweil de Schoulkomplex ausgebaut duerch eng Maison relais an aner Infrastrukturen, soudatt mer haut géife ronn 120.000 Liter Masutt brauchen, or, alles dat gëtt integral duerch Biomass, duerch d'Holzhackselheizung ersat. Dat ass also - mengen ech - schonn en éischte Schrack, dee mer gemaach hunn.

Mir hunn et dann och elo bei där neier Konstruktioun fäerdegbruecht, eng Fotovoltaikanlag vun 30 kWh op den Daach vun der Maison relais ze leeën. Och dat spuert CO₂ an, mä wat awer, mengen ech, och ganz wichteg ass



ze soen, dat ass, datt mer eng Niddregenergiebauweis bei deem Gebai ugewannt hunn, also do schonn emol d'office manner Energie brauchen, fir dat Gebai ze hëtzen.

An doriwwer eraus ass et awer esou - an ech mengen, dat ass och e ganz wichtege Facteur, wa mer gären nohalteg an déi do Richtung ginn -, datt mer eise Kanner soen, wéi wichteg et ass, datt een op alternativ Energie geet, an duerfir kann een an deem Schoulkomplex digital op engem Bildschierm ganz kloer pro Dag schéi gesinn, éischstens wat fir eng Energie esou gutt iwwert d'Holz wéi iwwert d'Fotovoltaik do produziéiert gëtt a wat dat do gläichzäiteg och un CO₂-Aspuerung bedeit. Dat kënnen d'Kanner all moies, wa se an d'Schoul kommen, sech ukucken, kënnen d'Evolution kucken a sinn domadder u sech ganz no bei deenen zwee Projeten.

Vu den Erfolleg vun der Saach hu mer net gefaart, och an déi Richtung weiderzegen. Mir hunn e weidere Projet zu Furen realiséiert, wou mer e Chauffage urbain realiséiert hunn, ebenfalls eben eng Holzhackselheizung, wou mer Gemeengegebaier plus de Moment zwielf Haiser drunhänken hunn, an an der Zukunft dat nach bis op 20 Haiser kënnen ausdehnen.

E weideren zwar klengen, mä ganz interessante Projet ass deen, vu datt mer eng Kierch haten, déi u sech net gutt gehëtzt war, a mer och keng Plaz haten, fir do eng Heizung ze instaléieren, datt mer zesumme mat engem Bauer zu Laaschent, u sech mam Noper, eng Konvention gemaach hunn: Hien huet eng Holzhackselheizung gebaut, mir hu keng brauchen ze realiséieren, mä mir liwweren him duerfir den Holzhacksel, fir sech a fir d'Hëtze vun der Kierch, wat also erëm eng Kéier och e flott klengt Beispill ass, wéi een och do kann als Gemeng plus Privatleit zesummen e ganz sënnavolle Projet maachen.

Weider wäerte mer an deenen nächste Méint e Projet realiséieren, wou mer d'Gemeengegebaier zu Baastenduerf plus eng grouss Kierch, wou ebenfalls 35.000 Liter Masutt am Normale gebraucht ginn, ebenfalls un eng Holzhackselheizung hänken, also e weidere Projet an déi Richtung.

Dann hu mer e Gemeengegebaier oder den Daach vun engem Gemeengegebaier zur Verfügung stellt, fir e Projet fir d'Leit ze maachen a puncto Fotovoltaik, wou mer u sech de Leit gesot hunn: „Setzt lech zesummen, grénnt eng Association a kaaft lech an all déi Kilowatten an.“ Hei geet et ëm 16 kWh, déi op deem Daach leien, wou u sech privat Leit sech akaaft hunn an déi do Anlag géréieren, a wou just d'Gemeng den Daach zur Verfügung stellt huet, fir dës Anlag kënnen ze realiséieren.

An da wëll ech awer och ganz kloer soen, datt mer e weidere ganz grouss Projet amgang sinn ze développéieren. Hei geet et drëm, e ganz Duerf un esou eng Heizung unzabannen...

► **M. Eugène Berger** (DP).- ...zum Klimapakt, oder macht Der just elo Reklamm fir Är Gemeng hei déi ganzen Zäit?

► **M. Ali Kaes** (CSV).- Hei geet et drëm, einfach praktesch Beispiller ze soen, Här Berger, wat een alles och als kleng Gemeng ka maachen, well ech mengen, dat hei ass direkt Klimapakt, well ech kann hei soen, Här Berger, datt mer a Richtung 400- bis 500.000 Liter Masutt, déi mer net verbrauchen,...

(Interruptions)

...déi mer net verbrauchen,...

(Interruptions)

...mä déi mer duerch Biomass ersetzen - Här Berger! -, déi mer duerch Biomass ersetzen, an da geet et net hei drëm, Reklamm ze maachen, mä da geet et hei drëm,...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président**.- Ech bieden lech, dem Här Kaes nozelauschten.

► **M. Ali Kaes** (CSV).- Mir schwätzen haut de Mëtteg doriwwer, wat een als Gemengen alles ka maachen, fir an där dote Richtung eppes ze bewegen.

Bon, ech ginn lech Beispiller, Dir kënnt vläicht déi Beispiller ophuelen a kucken déi an Ärer Gemeng ëmzesetzen, an Dir kënnt et nach besser maachen, dann hu mer...

(Interruptions)

Dir kënnt et nach besser maachen, dann hu mer weinstens eppes fir...

► **Une voix**.- Dat ass d'Konsequenz.

► **M. Ali Kaes** (CSV).- ...fir d'Klima oder géint de Klimawandel gemaach.

Ech wollt lech just soen,...

(Interruption)

Ech wollt lech just soen...

Här Etgen, och Dir kënnt nolauschten.

Ech wollt lech just soen,...

(Hilarité générale et interruption)

...well dat, wat Der bis elo realiséiert hutt, ass sécher net gradesou vill.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dir mengt, Préizerdall ass och virbildlech an deem Beräich.

► **M. Ali Kaes** (CSV).- Ech wollt lech just soen, datt mer eng Uertschaft, déi relativ kompakt ass, ebenfalls wëllen un esou eng Heizung hänken. Dat wäert nach eng Kéier eng Gréisstenuerdnung vun 120- bis 150.000 Liter Masutt sinn, déi kënnen do agespuert ginn, mä hei sinn et eng ganz Rei vu Komponenten, déi hei zousätzlech mat eraspillen. Éischstens läit déi Uertschaft an engem Dall, ronderëm sinn do Louhecken. Déi Louhecke sollen ofgeholzt ginn, natierlech ofgeholzt ginn, ganz rasonabel, etappeweis, zesumme mat engem private Bëschbesëtzer. An och hei geet et drëm, dann op enger ganzer Distanz, nämlech nëmmen zwee Kilometer dat Holz direkt dohinner ze bréngen, wou dann Energie draus produziéiert gëtt.

An dann ass et ganz kloer esou, datt mer hei och nach eng sozial Komponent mat eraubringen, well u sech an deene Louhecken, déi an engem Hang sinn, Leit, déi an enger Mesure sinn, Chômeuren, déi an enger Mesure sinn, mat agesat ginn, fir u sech dat Holz ze produziéieren. Et ass also ganz kloer esou, datt mer iwwert deen dote Wee u sech, iwwert deen ganz flotte Projet hei och nach ënner anerem - an dat muss een och soen, net nëmme bei deem Projet hei, mä generell - 90% vum Invest an der Region halen.

A mir hu virdru vun Aarbechtsplaz geschwat a mir schwätze vill vun Aarbechtsplazen a mir schwätze vu bestëmmten Aarbechtsplazen, wou mer ëmmer méi Problemer hunn, Leit ënnerdaach ze bréngen. Do ass et u sech esou, datt mer eng ganz Rei zousätzlech Aarbechtsplaz schafen. A virun allem och eis landwirtschaftlech Betriber, déi u sech déi néideg maschinell Viraussetzung hunn, Trakter plus grouss Containeren, fir kënnen och den Transport ze maachen, déi kënne mer also och mat abanne fir den Transport vun dem Holzhacksel, dat heescht, dat ass ganz sécher eng Win-win-Situation an duerfir ass dat och e Projet, dee mer ganz sécher versichen ëmzesetzen, och am Sënn vun der Saach.

Dann ass et esou, datt mer e weidere Projet wäerten ëmsetzen, zwar och e ganz klengen, an dach awer wëlle mer och domadder den Elektroauto...

(Interruption)

Jo, virubringen, hëllef virubringen, e bëssen dozou bäidroen. Doduerch, datt mer an enger ländlecher Gemeng, wou aacht Dierfer sinn, wou bestëmmten Distanze sinn, mä wou grad deen Auto flott kann agesat ginn, wëlle mer deen am Kader vu Repas sur roues a vun enger Rei aneren Aufgaben, wou mer intern an der Gemeng deen Auto brauchen, wäerte mer deen Auto an der Zukunft asetzen.

Ech hu virdru gesot, datt mer u sech an der Gréisstenuerdnung vun - wa mer all déi Projeten ëmgesat hunn - 500.000 Liter Masutt manner brauchen, wéi wa mer näischt an där Hisiicht gemaach hätten. Ech wëll lech just soen, datt mer als groust Zil hunn, u sech pro Bierger an eiser Gemeng et mindestens op eng Reduzéierung vun enger Tonn CO₂ pro Joer ze bréngen, dat wieren der 1.800! A wa mer dat an all Gemeng emol géife flächendeckend hei an deem Land realiséieren, ech mengen, dann hätte mer schonn e Stéckelchen an déi gutt Richtung geschafft.

Ech wëll dann awer och nach soen, datt et ganz wichteg ass, datt mer och d'Produktion vu Qualitätsprodukter am Liewensmëttelberäich, datt dat och eppes ass, wat, wann dat an der Region geschitt, da sinn och do d'Weeër ganz kuerz, da gëtt och do net onnét Masutt oder Bensin verpolvert. A wann een déi Produktionen do dann nach esou ëmweltfrëndlech wéi méiglech mécht, ech mengen, dann ass dat och e weidere Schrëtt an déi gutt Richtung. An do wëll ech ganz kloer soen, datt mer zënter Jore scho grad déi Gamme vu Produkter op engem Maart presentéieren, um Branebuerger Maart, an iwwregens ass deen den nächste Sonndeg. Et kann also jiddweree sech do dervun iwwerzeegen, wéi sënnavoll dat och dat ass.

Ech wëll zum Schluss kommen an ech wëll ganz kloer soen, datt de Pacte Climat eng gutt Saach ass, datt d'Gesetz hei de Gemenge ganz sécher eng ganz Rei vun neie Méiglecheete gëtt, datt och eng ganz Rei Fachleit an der Zukunft, nach méi wéi bis elo zur Verfügung stinn, fir d'Gemengen u sech ze beroden, fir de Gemengen eng ganz Rei vun neien Iddien ze ginn. An dann, wann da jiddweree dat kon-

struktiv kuckt an am Sënn vun der Saach, da sinn ech iwwerzeegt, datt mer mat deem Gesetz hei nach e gudde Schrack no vir kommen.

An deem Sënn géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschten an natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun fir dës Projet ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Bravo!

► **Une autre voix**.- Très bien!

(Applaudissements)

► **M. le Président**.- Merci dem Här Kaes. Ech géif elo deen nächste Riedner invitéieren, den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Ech wëilt och dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis Merci soe fir säi Bericht. Här President, ech muss awer och soen, datt ech elo, wéi ech d'Ried vum Här Kaes hei héieren hunn, e bësse gestaunt hunn. Eigentlech huet hien hei, bon, fir d'Éischt emol Reklamm in extenso gemaach fir all déi gutt Aktiounen; gutt Aktiounen, déi hien a senger Gemeng gemaach huet. Hien hätt vläicht nach just solle soen, wéi e mat der N7, wéi se do CO₂ spueren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Mä hien huet eigentlech hei ad absurdum deen ganze Projet gefouert, hien huet eigentlech hei erkläert, firwat datt mer eigentlech kee Klimapakt brauchen, well jo eigentlech an de Gemenge scho ganz vill leeft. An ech weess net wéi de Minister, och den CSV-Minister sech elo eigentlech de Moment fillt, wann en eigentlech hei gesot kritt: Brauche mer dat iwwerhaupt, well an de Gemengen, op alle Fall do, wou CSV-Buergermeeschtere sinn, ass schonn alles perfekt.

► **M. Ali Kaes** (CSV).- Dat hunn ech net gesot!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, wéi mer jo wëssen, war 2009 de Klimasommet vu Kopenhagen mat engem groussen Échec zu Enn gaang an déi deemools nei Responsabel - et waren den Här Schank an den Här Wiseler am Nohaltegekeetsministère - hate sech trotzdem oder grad dowéinst vill virgeholl a wollten och ouni international Accorden hir Hausaufgaben am Klimaschutz zu Lëtzebuerg maachen. Wéi stoung am „Lëtzebuerger Journal“ geschicht - et war e bësse wéi den Asterix an den Obelix am galleschen Duerf -, déi gesot hunn, och wa mer international näischt fäerdegbréngen, mir wäerten dat hei zu Lëtzebuerg maachen.

Si hunn dunn als Éischt e Klimapartenariat agesat, fir vill Acteuren un den Dësch ze kréien, ONGen, Gemengen, Verrieder aus dem Handwerk, der Wirtschaft, fir datt déi da sollten nei Mesuren ausdenken, déi hei am Land kéinten am Sënn vum Klimaschutz ëmgesat ginn an déi och vu jiddwerengem kéinte gedroe ginn. U sech, muss ee soen, war dat eng gutt Initiativ an et sinn och eng Rei gutt Propose gemaach ginn op deem Dësch. Mä schlussendlech ass awer, no annerhallwem Joer Diskussiounen, keen allgemenge Konsens fonnt gi bei deenen Diskussiounen.

An ech muss och drun erënneren, eng Rei ONGen, net där mannster - Mouvement écologique, mä och d'Caritas an anerer -, hu sech souguer vun deem Schlusdokument deemools distanziéiert a bemängelt, datt eben d'Resultater keng kohärent a global Strategie fir de Klimaschutz géifen duerstellen.

Et war och wéineg Konkretes an deem Pabeier vum Klimapartenariat, wat do dra stoung. Bon, dat Eenzege, wat da méi konkret sollt ginn, dat war also dee Klimapakt, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren, dee Klimapakt mat de Gemengen. An dann elo, also dräi Joer nom Asetze vum Klimapartenariat, läit dann de Klimapakt hei um Dësch. An ech muss eigentlech och schonn direkt soen, dat wat ech, wéi mer d'Diskussiounen haten iwwert de Klimapartenariat, dat wat mer haut de Mëtteg hei um Dësch leien hunn als Klimapakt, kann ech nëmmen dat widderhuelen, wat ech schonn hei virun engem Joer gesot hunn: „Und der Berg gear eine Maus!“

Ech mengen, och mat dësem Klimapakt, esou gutt en och vläicht gemengt ass, hu mer nach keng kohärent Strategie am Klimaschutz hei zu Lëtzebuerg. An et gëtt een och deenen ambitionéisen Ziler, déi mer eis bis 2020 gesat hunn, gëtt een net gerecht. Net nëmmen, datt mer elo vill Zäit verluer hunn - mëttlerweil ass, wëll ech soen, iwwert d'Halschent vun enger Legislatur eriwuer -, mä mat dësem Klimapakt kënne mer net déi minus 20% bis 2020, wou mer eis international engagéiert hunn, erreechen. Dovunner si mer de Moment, ouni elo all d'Zuelen, d'Statistikzuelen, nach onendlech wäit ewech! An d'Antwert vun der Regierung, déi mer haut de Mëtteg virleien hunn, ass emol

net méi déi berühmten Drëps op de waarme Steen.

Ech mengen, Fakt ass, datt d'Regierung, trotz den Ukënnungen 2009, kaum eppes Konkretes a puncto Klimaschutz um Terrain ëmgesat huet an deene leschten dräi Joer. Déi eenzeg Mesuren, fir eis Kyoto-Bilanz ze verbesseren, war sech mat Mënz am Ausland fräikafen: Projete wéi a Carbon funds ze investéieren, Wandmille fir 25 Milliounen a China opriichten oder dann d'Haisersanéierung a Lettland oder soss a skandinaveschen... an deene Länner finanzéieren.

Am Klimaschutz, dat muss een einfach soen, sinn d'Hausaufgabe bis haut net heiheem gemaach. A mat dem Klimapakt, dee mer elo hei virleien hunn, geet et an darselwechter Logik eigentlech e bësse weider. Dës Kéier sollen zwar national Mesuren ëmgesat ginn, mä dat sollen dann elo d'Gemengen iwwerhuelen, déi dann elo praktesch exklusiv zoustänneg gi fir de Klimaschutz. U sech kéint ee jo soen, et ass gutt, datt een d'Gemenge mat an d'Boot hëlt, datt si och do an deem Boot vum Klimaschutz matfueren. Mä ech fäerten, datt dann hei d'Regierung aus deem Boot, also der Titanic erausklëmmt an dann nach d'Gemengen eleng do weiderfuere léisst.

Wat mécht d'Regierung hei? Si beschränkt sech erëm eng Kéier, muss ee soen, op d'Scheckheft, fir de Gemengen dat Ganzt da méi schmackhaft ze maachen. Et ass schonn e bësselche Moud bei dëser Regierung, fir Pakte mat de Gemengen ofzeschleissen. Ech froe mech, ob dat eigentlech einfach Pakte sinn am positive Sënn oder éischter déi Teufelspakten, déi och de Faust heiansdo agaangen ass. Op alle Fall hu mer de Pacte Logement, mir hunn e Pacte Jeunesse, mir hunn e Pacte Climat. D'Gemenge kréien also Geld versprach, fir datt se sollen dat maachen, wat d'Regierung net fäerdegbréngt.

Hei an dësem Fall elo net de Logement, hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun ze verbesseren, mä eben déi vum Klimaschutz. An dann ass et jo och herno einfach, da kann een, wann herno d'Rechnung net opgeet, engem de schwaarze Péiter zouschousteren. Dat wier dann 2020, ginn dat dann d'Gemengen an ech wetten drop, wa mer dann 2020 nach eng Kéier hei diskutéieren, déi dann eben heiriwwer diskutéieren, kënnen dat dann noliessen, wat ech haut gesot hunn a wéi da wäert dann och de schwaarze Péiter verdeelt gi sinn.

Dobäi muss een awer soen, wann dann elo d'Gemenge sollen d'Hauptlaascht iwwerhuelen, datt déi schonn immens vill Efforte maachen. Den Här Kaes, trotzdem, huet hei eng ganz Rei positiv Mesuren opgezielt. Mä et ass net nëmme seng Gemeng, déi esou Saache mécht. Et ginn x Gemengen am Land, déi dat maachen. Et sinn der och ganz vill, déi Member am Klimabündnis sinn an déi also net op d'Regierung gewaart hunn, fir kënnen aktiv ze ginn. An esou gesinn ass jo dës Projet, kéint een och soen, och e bësselchen ongerecht vis-à-vis vun deene Gemengen, déi vill Efforte gemaach hunn an der Vergaangenheet, well déi jo eigentlech do schonn hiert Potenzial ausgereizt hu ganz vill an net méi vill Sputt do ass an déi also och manner kënnen dann elo belount gi wéi déi Gemengen, déi bei null ufänken, déi nach näischt gemaach hunn an déi also relativ gesinn deementspriedend méi bezuelt kréien.

Här President, fir elo e bësselchen an den Detail vun deenen eenzelne Komponente vum Gesetz anzegoen, muss ee soen: De Klimapakt ass fakultativ. Et kéint ee sech d'Fro stellen: Wat wier, wa wierleech keng eenzeg Gemeng géif matmaachen hei zu Lëtzebuerg? Et kann een emol ëmmer Gedankespiller maachen. Da géif d'Regierung nach e bësselche méi domm do stoe mam Klimaschutz. Bon, déi Hypthees, hoffe mer, déi wäert net antrieden. Mä einfach, fir ze beweisen, datt also hei d'Gemenge sollen d'Pan klaken.

Här President, e groussen, wann net dee gréisste Schwaachpunkt an dësem Projet de loi, am virleienenden Text ass fir eis deen, datt keng kloer a pertinent quantitativ, also zuleméisseg Ziler festgesat ginn oder operluecht ginn.

Wéi vill Prozent CO₂-Reduktiounen kënne mer mat deem Projet national aspuere bis 2020? Dat kann ee mat deem Projet de loi hei net soen, net ausrechnen. Et gëtt och net d'Moyenen derfir. D'Effizienz also vun deem Gesetz, déi steet an de Stären.

Mir investéieren elo als Stat - ech kommen herno nach eng Kéier dorop zrëck - iwwer 72 Milliounen. Mä kee kann Opschloss ginn iwwert d'Käschten-Notzen-Relatioun vun dësem Gesetz. Dat ass awer eng wichteg Fro, och an deem Domän. Ech mengen, den Energie-



minister gëtt jo net midd, wa mer diskutéieren, wat méi sënnavoll ass; Fotovoltaik, Wandmillen, Biogasanlagen, da seet deen ëmmer, jo, mir musse kucken, wou mer mat deene mannste Suen am meeschten Effizienz hunn. Wa mer dat also och hei op dëst Gesetz applizéieren, da komme mer do ganz schlecht ewech. Et ass awer eng wichteg Fro, och an Zäiten, wou mer Budgetsproblemer och hei am Land hunn.

De Statsrot, och aner Gremien an ONGen hunn eis Bedenke gedeelt. An dorophon huet d'Regierung versicht dann Usätz vu quantitative Kritären an d'Gesetz ze schreiwen. Mä och déi sinn elo an eisen Aen nach ganz schwaach. Si kënnen eis net iwwerzeegen. Déi Kritären, déi elo drastinn, dat ass, datt d'Gemengen encouragéiert ginn, datt se 20% solle spueren eleng op de Gemengeninfrastrukturen, net elo iwwert de ganze Beräich vun der Gemeng, an datt dann och nach eng Kéier eng kleng Prime derbäikënn, wann d'Haushalter, d'Stéit 10% an der Gemeng spueren. Iwwregens gëtt do dann nach eng Kéier d'Responsabilitéit net nëmmen op d'Gemeng, mä vun der Gemeng nach eng Kéier op de Bierger weidergeleet. Do solle se also belount ginn.

Mä dat sinn eigentlech minimal quantitativ Ziler, wou et sécher ass, datt een, wann een dat alles dann herno wäert zesummerechnen an de Gemengen, net op eis minus 20% national ka kommen. Mir sollen also hei elo e Gesetz stëmmen, wou als Objektiv am Exposé des motifs steet, d'Zil wier, fir 2020 minus 20% ze errechen, datt mer also eis en Zil am Gesetz setzen, mä déi deementspriedend Mesuren, déi mer an d'Gesetz schreiwen, déi kënnen dat net bewierken.

Weiderhi bleift elo den Akzent op enger qualitativer, et kann een och soe vläicht méi theoretescher Approche, déi dorobber erausleef, datt am Endeffekt - ech soen elo emol e bësselche vereinfacht - d'Gemeng energetesch Auditë finanzéiert kritt.

Ech wëll kloer betounen, fir datt ech do net méssverstane ginn, datt mir och esou EEA-Zertifikatiounen u sech net a Fro stellen an datt déi och e sënnavollt Instrument - ee sënnavollt! - an enger ganzer Energiespuerdemarche kënnen sinn. Mä hei bei dësem Projet läit den Hauptakzent iwwerméisseg op dësem Element. De Gros vun de Primen, vun de Suen, déi d'Gemenge solle kréien, leien zu 70% op deem do qualitativen Element.

Mir, d'DP, hätte léiwer gehat, datt déi konkret an direkt moossbar Spuermoossname vun de Gemenge méi considéiert a belount gi wieren. Doduerjer hätt een och kënnen errechen, datt d'Effizienz vum Klimapakt méi grouss gi wier.

En anere Punkt, deen ech an dem Kontext vun Effizienz wëilt ernimmen, ass deen, datt de Bonus plafonéiert ass op 10.000 Awunner. Dat pénaliséiert also och déi Gemengen am urbane Raum, déi grouss Gemengen, wou awer och, wann een e bësselche vu Kosten-Nutzen-Rechnung ass (veuillez lire: schwätzt), wou awer déi meescht Reduktiounen ze erreeche wieren eigentlech mat deene mannste Mëttel, well een do en gros - fir et e bësselchen esou auszedrëcken - ka schaffen. Wann also d'Regierung wëllt op d'Gemenge setzen, awer déi gréissten an also och déi, wou am meeschten energetesche Spuerpotenzial dran ass, zum Deel ausklammert oder vun engem gewëssene Plaffong un ausklammert, ass dat jo an eisen Aen och kontraproduktiv.

Här President, wann een d'Kärstéck vum Gesetz kuckt, d'Mise en place also vun dem EEA, dann ass dat mat wierklech grousssem Opwand verbonnen a sécher och keng Simplification administrative. Iwwer 80 eenzel Mesuren, wann Der an den Dokumenter kuckt, an de Reglementer, déi hannendrun hänken, iwwer 80 eenzel Mesuren - dat sinn elo net 80, mä déi sinn nach eng Kéier ënnerdeelt - mussen en détail auditéiert ginn. Dofir brauch ee spezialiséiert Leit. An dofir brauch een och ganz vill Zäitopwand.

Eng zentral Roll kënn dann hei dem Klimaberoder vun der Gemeng zou, wa se dann een huet. Eng Rei Gemengen, wa se elo da wäerten de Pakt aginn, wa se mat de Sue gelackelt ginn, wäerten awer mussen op extern Beroder zrëckgräifen, well se vläicht nach keen esou hunn.

Ech wëll och hei hiweisen op de Risiko, deen de Statsrot do ernimmt huet, datt do eigentlech vun externer Leit och eng gewëssen Ingérence an d'Gemengaffären, an d'Donnéee vun der Gemeng kënn, wou en e bësselche seng Bedenken hat.

An et war och eng Diskussioun an der Kommissioun: Au départ war et jo eigentlech esou ge-

duecht, datt praktesch all Gemeng misst en externe Beroder kréien. Glécklecherweis ass dat awer geännert ginn. Fir eis ass et op alle Fall wichteg eigentlech, datt d'Norm soll sinn, datt et e kommunalen (veuillez lire: kommunale Beroder), oder wann och d'Gemenge sech zesummeschléissen oder iwwer e Syndikat, datt dat muss den Haaptmann do sinn an datt dat op alle Fall d'Prioritéit muss hunn an net déi externen Beroder.

Mä och hei mat deem Klimaberoder, wéi en dann elo virgesinn ass, deen d'Gemengen, wa se keen hunn, zougestallt kréien, hu mer och erëm Problemer, well eis dat och ze vill theoretesch ass an net an déi richteg Richtung geet. Mir wëllen eigentlech Energieberoder, déi an de Gemenge prioritär konkret Berodung bei den Haushalter, bei de Bierger maachen. Déi op den Terrain ginn, bei d'Leit schelle ginn, hinne soen, wat se kënnen an hirem Haus maachen, d'Haus assainéieren,...

► **Une voix.** - Très bien! Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...den Daach verbessern eventuell, Fotovoltaik op den Daach setzen. Mir wëllen, datt mir esou Klimaberoder an eise Gemengen hunn an net Klimaberoder oder externer eranhuelen, déi mussen iwwer Wochen a Méint sech do mat vill Pape-rassé beschäftegen.

Här President, de Klimapakt huet e Präis. Laut der Fiche financière ass den Déchet budgétaire an zéng Joer 76 Milliounen.

Vläicht eng Klammer: Mech stéiert dat, deen Terrain Déchet budgétaire. Ech weess net, ob dat an anere Gesetzer esou steet. Mä egal wéi, wann ee Suen an de Klimaschutz investéiert, ass dat fir mech net Offall, mä dat ass éischter en Invest. Et hätt een och kënnen an deen Text schreiwen „Investissement budgétaire“. Klammer zou.

Bon, 76 Milliounen. Sinn dat elo vill Suen, déi an zéng Joer - ech vereinfachen, et kënnen e puer honnerttausend Euro méi oder manner sinn -, mä sinn dat elo vill oder wéineg Suen, déi an den nationale Klimaschutz fléissen?

Bon, wann ech vergläichen, wat mer all Joer ausginn am Klimaschutz u Kyoto-Strofen, u Projeten, déi mer am Ausland finanzéieren, géif ech éischter soen, datt dat relativ wéineg ass an d'Gemengen do awer schlecht ewechkommen.

Et kann een natierlech och d'Fro stellen: Sollen d'Gemengen iwwerhaupt finanziell ënnert d'Äerm gegräff kréie beim Klimaschutz? Solle se dat net vum selwe maachen? Bon, sécher jo, et kéint een ëmmer dee Wee goen. Ech muss zwar soen, datt et awer och ëmmer Traditioun war an der Vergaangenheet, datt iwwert den Ëmweltfong eng Rei Initiative vun de Gemengen am Klimaschutz finanzéiert gi sinn.

Mä trotzdem misst ee sech awer iwwerleeën, ob een net wierklech e fundamentalen anere Wee sollt goen, net nëmmen iwwert den Ëmweltfong oder hei esou e schlecht ficeléierte Klimapak. An eisen Ae misst eigentlech eng grondleeënd Reform vun de Gemengefinanze virgeholl ginn, wou d'Energie an de Klimaschutz en integrale Bestanddeel wieren, amplaz datt ee punktuell Mesuren hei wéi de Klimapakt finanzéiert.

Sinn dës Milliounen effizient agesat am Klimapakt? Neen, ech hunn dat schonn erkläert, well eben d'Effizienz net garantéiert ass, well déi Mesuren, déi hei drastinn, eis net garantéieren an och wäerte mer sécher net déi minus 20% errechen, 20% Reduktiounen vum CO₂ am Joer 2020.

Duerfir stellt sech jo och d'Fro, ob een net besser gehat hätt, mat dëse Suen aner Mesuren, méi konkret effizient Mesuren ze finanzéieren. Wat fir eng kéinten dat sinn? Konkret Mesuren? An ech wëll heifer - geschwéi soen ech et fir déi x-te Kéier - hei an der Chamber widerhuelen, datt mer vill méi effizient a konkret Klimaschutz kéinten ëmsetzen, wa mer géifen d'DP-Propos vun engem konsequenten Albusainéierungsprogramm zu Lëtzebuerg duerchzéien. Do ass en enormen - en enormen! - CO₂-Spuerpotenzial zu Lëtzebuerg, a jiddweree géif derbäi gewannen: d'Leit, déi an assainéierten, energetesch assainéierten Haiser wunnen, spueren Energie, spueren also Suen. De Stat, dee géif Sue spueren, well e keng Kyoto-Strofe méi misst bezuelen. An och zum Beispill d'Handwierk, d'Ekonomie, d'Betriber, déi kéinten hei nei Aarbecht kréien, et géifen nei Marché sech opmaache fir si.

An dat Ganzt, hu mer jo gesot, dat kéint een op d'Bee setzen, kéint een op d'Schinne setze mat eise Modell vun der Virfinanzierung duerch eng Klimabank. Do, iwwer esou eng Saach hätte mer wierklech konkreten an effiziente Klimaschutz, dee mer hei zu Lëtzebuerg kéinte vläicht souguer mat manner Suen ëmsetzen.

Mir haten hei an der Chamber, Här President, eng Motioun dozou gestëmmt. Dat ass schonn

annerhalleft Joer hier. De Premier selwer hat déi Motioun ugeholl, huet gesot, datt also do eppes géif geschéien. Mä bis haut, annerhalleft Joer no deem Dépôt an nom Vote vun eiser Motioun zur Klimabank, ass nach ëmmer näischt geschitt. Wou ass déi Motioun drun? Vläicht kann den Här Minister eis herno do awer och e Wuert soen. Firwat mécht d'Regierung näischt bei esou konkrete Virschléi, déi hei d'Leit, déi mir als Partei gemaach hunn? Dat wier vill méi effizient, esou e Projet, wéi e Klimapakt.

Här President, ech gesinn, ech kommen zum Schluss vu menger Riedezäit. Ech wäert dann och schnell elo de Fazit vun dësem Projet zéien.

De Projet vun der Regierung geet an eisen Aen net duer, fir d'Ziler ze erreechen. E kritt eng Ongenügend vun eis. De Klimapakt, dee setzt ganz vill op opwendeg administrativ Prozedure fir d'Gemengen. Déi konkret Mesurë fir Energiespuere ginn net wäit genuch an eisen Aen. An och déi Efforten an deem Beräich ginn dann net genuch finanziell belount.

De Klimapakt ass doriwwer eraus och an eisen Aen eng punktuell Mesure, déi et net erméiglecht, eis Ziler am Beräich vun der CO₂-Reduktioun bis 2020 ze erreechen. A virun allem och, dat hei ass elo iergendesou een Element, dat dohinner praktesch gesat ginn ass. Mir vermësse weiderhin eng kohärent Strategie vun dëser Regierung, eng Gesamtstrategie, wou jiddwereen am Boot sëtzt, och d'Regierung, fir datt mer eis national Klimaschutzziler erreechen.

Schlussendlech, mengen ech, ass hei och e bëssen de Klimaschutz op de Bockel vun de Gemengen ofgeluecht ginn. Duerfir, Här President, kënnen mer dëse Projet net stëmmen. Mir wäerten eis enthalen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Ben Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Ben Scheuer (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als éischt e grouss Merci un den Här Marcel Oberweis fir säin exzellente schrëftlechen a mündlechen Rapport. De Rapport ass komplett, iwwersichtlech a gutt strukturéiert. Dat ass immens wichteg bei dësem dach ganz komplexe Gesetzestext, dee sécher keng kleng Auswirkungen um Gemengenniveau wäert hunn.

Ech versichen elo net fir dat ze widerhuelen, wat meng Virriedner scho gesot hunn. De Rapporteur huet all Detailer virgeluecht. Ech gräifen e puer Punkten op, déi fir d'LSAP-Fraktioun wesentlech sinn an déi mir perséinlech och interessant schéngen.

Ech faassen nach eng Kéier kuerz d'Ziler zesammen, déi sech de Klimapakt setzt: d'Senkung vun den CO₂-Emissiounen, d'Senkung vum Energieverbrauch, d'Sensibilisierung vun de Bierger, fir matzemaachen, d'Schafe vun enger sougenannter Virbildmissioun fir d'Gemengen, haaptsächlech duerch d'Mise en place vun engem Berodungssystem, staatlech Ënnerstützung vu lokalen a regionalen Investissementer an Domänen, déi zum Klimaschutz bäidroen - domat kritt de Klimapakt och eng wirtschaftlech Bedeutung -, Abrénge vun ökologesche Kritäre bei den öffentlechen Ausschreibungen, d'Verbesserung vun der Energieeffizienz an öffentleche Gebaier. Domat gëtt dann och d'Virbildfunktioon vum Stat an de Gemengen ënnerstrach.

Elo kéint ee mengen, de Klimapakt wär eng Zort Erzieungsprozedur mat Täschegeld fir d'Gemengen. Well effektiv handelt et sech jo ëm e Belounungssystem, deen d'Subsiden un d'Gemenge weiderverdeelt, déi hir Hausaufgabe fir de Klimapakt maachen. Et kann een driwwer diskutéieren, ob deen Ureiz, deen hei geschafe gëtt, wierklech dozou féiert, dass d'Gemenge méi a besser Initiativen am Sënn vum Klimaschutz huelen, wa se de Klimapakt bis ënnerschriften hunn, an ob um Enn déi Ausgab vun insgesamt ronn 80 Milliounen Euro gerechtfertegt ass. Endgültig kann een déi Fro sécher eréischt 2020 beäntweren.

Et bestinn awer eng Rei Usätz, déi kloer fir de Klimapakt schwätzen, soudass mir als LSAP erwaarden, dass mat dësem Gesetz tatsächlech et zu enger neier Dynamik kënn.

Meng éischt Remarque: De Klimaschutz, oder méi einfach gesot d'Froe vum rationalen, spuer-samen Ëmgang mat den Energiequellen an dem Verbrauch vun Energie ass jo e globaalt Thema, iwwert dat um Weltniveau debattéiert a gestridde gëtt, ouni dass elo fundamental wichteg Resultater erreecht ginn. Vläicht seet de Minister dann och an dësem Kontext e puer Wuert iwwert d'Klimakonferenz zu Rio.

Hei mat deem Gesetz gëtt nom Prinzip verfuert, dee bal zu enger Binsenwahrheit ginn ass:

„Global denken, lokal handeln.“ Et gëtt domadder unerkannt, dass et weltwäit nëmmen zu engem richtege Changeament ka kommen, wann et konkret um Terrain zu engem Ëmdenke kënn, an dass déi, déi um lokale Plang decidéieren, an dësem Prozess eng wichteg Roll spillen.

D'LSAP-Fraktioun ass der Meenung, dass dat eng gutt Approche ass, zemoos soss jo éischter d'Tendenz besteet, den Handlungsspillraum vun de Gemengen ze reduzéieren an ëmmer méi Froen um nationalen Niveau ze decidéieren.

Zweet Remarque: Dëst Gesetz ass den Ausdrock vum Wëlle vum Stat, fir d'Gemengen, déi Efforte maachen a puncto Klimaschutz, ze encadréieren, ze begleet bis zum Joer 2020 an och finanziell ze ënnerstëtzen. Et dréit der Tatsaach Rechnung, dass et zu Lëtzebuerg schonn eng ganz Rei vun Initiative fir de Klimaschutz gëtt, souwuel lokal wéi och national. Mir hu Gesetzer a Reglementer, déi den Ausstouss vun CO₂ erfesetze sollen. Besonnesch am Kader vum Kyoto-Protokoll gëtt virun allem d'Quantitéit vun der CO₂-Emissioun gemooss.

De Klimapakt huet an enger éischter Versioun awer ausschliesslech op enger qualitativer Approche berout, wat vu ville Säite kritiséiert gouf a wat och an den Ae vum Statsrot net kohärent geschéngt huet. Och an der Chamberskommission ware mer der Meenung, dass et misst méiglech sinn, d'Fortschrëtt, déi gemaach ginn, quantitativ ze moossen. De Projet de loi gouf dofir op deem Punkt geännert an et gouf e quantitativ Element mat erageholl.

Mir hunn an der Kommission awer och zur Kenntnis geholl, dass et um Gemengenniveau net méiglech ass, all Donnéeën ze kréien, fir de Schwéierpunkt op eng quantitativ Evaluatioun ze leeën. Besonnesch bei de Privathaushalter geet dat ganz schlecht. Schon eleng aus Datenschutzzgrënn wier et schwierig, zum Beispill den Energieverbrauch vun all Awunner matzebewäerten, vum bürokrateschen Opwand guer net ze schwätzen.

Déi Léisung, déi elo geholl ginn ass, ass an den Ae vun der LSAP-Fraktioun e sënnavolle Kompromëss. D'Zertifizierung vun engem Projet berout also op konkrete Resultater, déi no feste Kritäre bewäert ginn. Domat kréien d'Gemengen eng besser Aschätzung, wéi se am Verglach mat anere Gemengen dostinn. Si kënnen vun den Erfahrung vum anere Gemenge profitéieren, an d'Verdeelung vun de staatleche Bähëllef kritt och méi eng objektiv Dimensioun.

Meng drëtt Remarque: E wichtegt Uleies vun der LSAP war et, dass d'Gemengen, déi an der Vergaangenheet scho grouss Efforte fir de Klimaschutz gemaach hunn, dëst och sollen unerkannt kréien am Kader vum Klimapakt. An et war eis wichteg, dass déi Struktur complémentaire zu den Initiativen an Objektiv vum de Klimabündnisgemenge sollt sinn, fir dass et do net zu Iwwerschneidunge géif kommen.

Schon 2011 hat déi Organisatioun an hirem Generalversammlung an deem Sënn eng Resolution ugeholl zum Klimapakt mat enger Rei vu Fuerderungen, deenen de Gesetzesprojet, esou wéi en eis elo hei virläit, wäitgehend Rechnung dréit.

Momentan si 36 Gemengen am Klimabündnis. Si hu sech engagéiert, fir d'CO₂-Emissiounen ëm 10% all fënnf Joer ze reduzéieren. Dës Gemenge sinn natierlech schonn eng Rei vun Démarchen ugaangen, sief et beim Bau oder bei der Sanierung vun öffentleche Gebaier respektiv bei der Installatioun vu Fotovoltaik oder aneren erneierbaren Energiequellen. Dëst sinn natierlech positiv Usätz, déi net dierfen ignoriert ginn an déi och am Kader vum Klimapakt opgewäert ginn. Et soll net esou sinn, dass déi Gemengen, déi bis elo nach net vill ënnerholl hunn, am beschten ewechkommen.

De Klimapakt erméiglecht de Gemengen, e genauen État des lieux ze maachen, andeems och déi Efforte vun deene leschte Jore considéiert ginn. Et ass deemno souguer méiglech, dass déi Gemeng, déi eng ganz gutt Zensur weist, direkt eng EEA-Zertifizierung kritt.

Meng véiert Iwwerleung: De Rapporteur huet am Detail iwwert de European Energy Award geschwat. Et geet dobäi ëm e Programm, dee ronn 80 Mesurë begräift. Oder et si Parametere, déi an deem Klimawissel eng Roll spillen. Dëse Programm soll laut Regierung duergoen, fir och alles kritesch ze erfassen an ze ergräifen, alles, wat méiglech ass.

Et ass schonn interessant, a wat fir Beräicher den EEA-Programm eragräift. Am Rapport gi sechs Kategorien opgezéit. Ech zitieren: Landesplanung a Bauwesen, Gemengebauten a Gemengeninstallatiounen, Versuergung an Entsorgung, Mobilitéit, intern Organisatioun, Kommunikatioun a Kooperatioun. Dir mierkt, dass hei praktesch de ganzen Aktivitätsberäich vun enger Gemeng erfaasst gëtt.



Eng Gemeng, déi de Klimapakt ënnerschreift, muss also Rechenschaft ofleeën iwwert d'Ges-tiou vum der Gemeng. Si gëtt evaluéiert an doropshi subsidiéiert. Well net all Gemeng iwwert déiselwecht Moyaenë verfügt, ass et gutt, dass si e Beroder vun „myenergy“ gestallt kréien, fir dass all Gemengen am selwechte Mooss an no deeneselwechte Qualitéitsstan-darde kënnen um gemeinsamen Effort deelhue-len.

Et ass och gutt, dass déi Gemengen, déi schonn en Energieberoder hunn, dës Aufgaben och weiderhi kënnen selwer géierien. Positiv ass et och, dass d'Gemengen net strikt un hiren eegenen Territoire gebonne sinn a kënnen punktuell zesummeschaffen do, wou dat Sënn mécht, an dës Projeten dann entsprechend hirem Undeel fir déi eege Bilanz ugerechent kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP stëmmt selbstverständlech fir dëst Ge-setz a mir hoffen, dass d'Gemengen dat neit Instrument gutt unhuelen a mir hei am Land e Stéck wäit virukommen, wann et ëm e spuersa-men Ëmgang mat de Ressourcen an ëm de Kampf géint de Klimawandel geet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Scheuer. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, Klimaschutz ouni d'Gemengen an d'Stied ass an eisen Aen net méiglech. Well bei konsequentem Klima-schutz geet et nämlech net nëmmen ëm tech-nesch Ännerungen - eng Masuttsheizung duerch eng Holzackschnitzelanlag ze ersetzen oder eng Solaranlag op den Daach ze setzen -, et geet vill méi wäit. Et geet ëm fundamental Verhalensännerungen. Bei der Mobilitéit, beim Wunnen, an der Fräizäit, jo souguer bei den lessgewunnechte musse mer aner Weeër aschloen. An esou Verhalensännerunge ka keng Regierung - keng Regierung! - vun uewen dekréieren, och net an deem klenge Lëtze-buerg!

Dass dat net fonctionnéiert, dat hu mer an deene leschten 20 Joer gesinn. Esou Verha-lensännerunge muss een zesumme mat de Leit plangen, diskutéieren an ëmsen. An dat kënnen, mengen ech, am beschten d'Gemen-gen. Éischtens, andeem se mam gudden Beispill virginn.

Ech wollt an deem Kontext awer och dem Här Kaes äntwerten, dass et zwar schéin a gutt ass, wann eng Gemeng op där enger Sait Ma-suttsheizungen ersetzt duerch Holzackschnit-zelanlagen. Wa se awer gläichzäiteg dee gan-zen Norde rebellesch mécht a Petitiounen an aner Aktiounen mécht, fir dann dee schéinen Naturpark Our duerch eng Autobunn ze ver-schampléieren, da weess ech awer net, ob dat eent nach Sënn mécht, well deen zousätzleche Verkéier, deen duerch esou eng Strooss ugezu gëtt,...

► **Une voix.**- Dir kënnt net dat eent mat deem anere verwiesselen!

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- ...dee wäert awer ongeféier honnertmol méi CO₂...

► **Une voix.**- Egal wat!

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- ...pro-duzéiere wéi dat, wat an der Schoul zu Tan-del...

(Interruption)

Genau dat do...

► **Une voix.**- ...manner CO₂.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Här Pre-sident, genau dat do...

► **Une voix.**- Egal wat!!!

(Interruption)

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Genau dat do ass de Problem.

(Interruption)

Klimaschutz ass net nëmmen, an ech hunn dat a menger Aleedung gesot, ass ebe just net nëmmen en technesche Problem,...

► **Une voix.**- Oh, et ass esou aarmséileg!

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- ...dass een eng Technik duerch eng aner ersetzt. Et geet un d'Fundamenter vun eise Gewunnechten.

Et geet virun allem ëm d'Mobilitéit. A wann ech gesinn, dass grad zu Lëtzebuerg awer de Gros vun den Emissiounen duerch eis total falsch Mobilitéit ass, wou alles op den Auto ge-sat gëtt, dann ass dat eent schéin a gutt. Mä wann een dann an deem anere Beräich nupficht mécht, dann ass dat anert séier verpufft. Souwäit just dozou.

Ech mengen, d'Gemege kënnen Klimaschutz ganz gutt maachen, andeem se d'Leit sensibili-sieren a mobiliséieren, andeem se der Popu-latioun Alternativen opweisen, andeem se mam gudden Beispill virginn, andeem se hir Bierger a Biergerinne mat der Hand huelen, eraus aus der Uelechfal an eran an de Solarzäitalter.

Fir déi gréng ass dat scho kloer zënter dass et de Klimaproblem gëtt. Mir bedauere just, dass d'Lëtzebuenger Regierung 15 Joer no der Ënner-zeechnung vum Kyoto-Protokoll gebraucht huet, fir zur selwechter Erkenntnis ze kommen.

An ech wëll awer op e relativ erstaunleche Phenomeen hiweisen, dass souguer d'EU-Kommis-sioun, déi jo ganz oft virgeworf kritt, dass se schrecklech wäit vun de Leit ewech ass an dass se just Bürokratie produzéiert, onverständlech Bürokratie. Abee, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess net, ob Der et matkritt hutt, mä virun enger Rei Joren ass d'EU-Kommissioun och zur Erkenntnis komm, dass hir schéin Ziler, déi se sech setze vun dräimol 20, iwwerhaupt an och net usazweis mat Regierungen ze-summen erreecht wäerte ginn, mä nëmmen zesumme mat de Gemengen.

An duerfir hu se eng ganz flott Aktioun gestart. Déi heescht Covenant of Mayors. Dat si Ge-mengen, dat si Buergermeeschteren, déi sech engagéieren, fir an hirer Gemeng derfir ze suer-gen, dass hir Gemeng méi wäit geet wéi déi dräimol 20, wou d'EU-Kommissioun sech enga-géiert huet.

Leider ass bis elo nëmmen eng Lëtzebuenger Gemeng bei deem Covenant of Mayors derbäi, an dat ass meng. Ech hoffen, dass am Kontext vun deem Klimapakt och nach déi eng oder aner Gemeng sech zu deem Schrëtt do wäert iwwerzeege loossen.

Wann also d'Lëtzebuenger Regierung ze laang gebraucht huet, fir dee wichtegen Aeteur Ge-mengen a Stied ze gesinn, esou ass et awer sécherlech net ze spët, fir et gutt ze maachen. Ech wëll och hei net verheemlechen, dass déi gréng et anescht gemaach hätten, besonnesch an e puer Punkten, déi ech hei wäert opzielen.

Mir sinn net frou, dass d'Regierung sech, an domat d'Gemege mat, total ofhängeg mécht vun enger privater Schwäizer Firma, déi den EEA-System géiert. Mir bleiwen och der Mee-nung, dass trotz Iwwerschaffe vun deem Moossnamekatalog en awer nach ee gutt Stéck vun der Lëtzebuenger Realitéit ewech ass. Wann een deen am Detail kuckt, mierkt een awer, dass dat do éischter e Moossnamekatalog ass fir mëttelgrouss däitsch sengen, déi en eegenen Transportservice hunn, déi en eegent Stadwierk hunn an esou weider an esou fort.

Bon, mir kréien dann zwar gesot, dass bei deene ville klenge Lëtzebuenger Gemengen, déi mer hunn, dass dat dann net zielt. Mä firwat maachen ech dann e Moossnamekatalog, wou ech herno feststellen, dass en Drëttel vun de Punkte fir - ech soen elo emol - 90% vun de Lëtzebuenger Gemengen net a Fro kënnt? Do hu mer e bësse Schwieregkeeten, dat nozewoll-zéien.

Mir hätten als Gréng éischter op bestehend Lëtzebuenger Strukturen an Erfahrungen op-gebaut. D'Klimabündnis Lëtzebuerg ass schonn e puermol hei erwähnt ginn. Déi hunn an Zwëschenzäit bal 20 Joer Erfahrung. Do hätt een, mengen ech, mat deene Leit zesumme kënnen en ugepasstene Lëtzebuenger Mooss-namekatalog zesummen opsetzen, dee wierklech de Realitéite vu Lëtzebuerg entsprach hätt an dann och besser vläicht dobaussen ugeholl a verstane gi wier.

Déi zweet Kritik geet e bëssen an déiselwecht Richtung. Et ass jo elo schlussendlech an engem zweete Volet eng quantitativ Evaluatioun era-komm. Mir bleiwen awer der Meenung, dass déi Evaluatioun arbiträr ass. Wann ech zu engem gudden Deel d'Gemegegebaier huelen, dann ass dat schéin a gutt. Wann ech Iech awer soen, dass souguer an enger Landgemeng wéi meng, wou net esou vill Industrie ass, de Gesamtenergieverbrauch vun der Gemeng mat allem Drun an Dran nëmmen 3% ausmécht vum Gesamtenergieverbrauch, dann ass dat relativ irrelevant, wat an deene Gemeenge-gebaier geschitt.

An duerfir fanne mer et e bësse komesch, dass dat esou eng Wichtegkeet elo kritt bei der quantitativer Evaluatioun. Och do gëtt et, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en Instrument, wat seng Prouwe bestan huet. En Instrument, wat vum Klimabündnis international entwéckelt ginn ass. Dat heescht ECORegion. A wann e puer honnert däitsch, éisträiches, Schwäizer an norditalienesch Gemengen domadder eens ginn, dann, mengen ech, hätt et och misse méiglech sinn, dass mer dat zu Lëtzebuerg hätte kënnen applizéieren.

Iwwregens huet d'Klimabündnis a véier Ge-mengen, dorënner och meng eegen, en Test gemaach, fir dat Instrument ze präiwen. An ech ka wierklech um Beispill vu menger Gemeng

soen, dass een iwwert déi Joren an de Resul-tater vun deene Grafiken, déi Der gesinn hutt, wierklech gesinn huet, wat da vu Mesuren an där Gemeng geholl si ginn. Deen eenzege Pro-blem, dee mer haten, léif Kolleeginnen a Kol-leegen, dat waren déi national Daten! Déi hätte missen erofdeclinéiert ginn op den Niveau vun där einzelner Gemeng.

An do wëll ech awer drop hiweisen, dass dat dann eng komesch Logik ass, fir ze soen, well mer do e puer Onsécherheeten hunn, kënnen mer dat Instrument net huelen, well et juris-tesch eventuell d'Strooss net hält. Mir hätten et da besser fonnt, wa mer eis endlech - endlech, muss ech soen - déi néideg Instrumenter ginn hätten, fir iwwerhaupt am Klimaschutz déi néi-deg Ënnerlagen, déi néideg Statistiken an esou weider ze hunn.

Ëmmer erëm, wa mer iwwer Klimaschutz zu Lëtzebuerg schwätzen, an dat huet och de Pro-fesser Ewringmann am Kontext vum Klima-partenariat ëmmer erëm opgeworf, gëtt festge-stallt, dass mer eng ganz dënn Datelag zu Lët-zebuerg hunn. Hei wier de Moment gewiescht, wou ee bëdes hätt kënnen kombinéieren. Mir hätten eis sollen druginn, fir endlech um natio-nale Plang wierklech déi néideg Daten iwwer Mobilitéit, iwwer Energieverbrauch ze hunn. An da wier et guer net problematesch gewiescht, déi erofzedéclinéieren op de kommunalen Ni-veau. An dann hätte mer, mengen ech, wuel esou e gerecht a verlässlecht Instrument gehat wéi dat, wat elo hei agesat ginn ass. Duerfir ass et schued, dass dat net gemaach gëtt.

Ech, dat ass déi drëtt Kritik, sinn net ganz iwer-zeegt - wéi de Rapporteur, deem ech och bei dëser Geleeënheet wëll Merci soe fir déi Aarbecht, déi en hei gemaach huet -, ech sinn net ganz esou iwwerzeegt, dass déi Virreider-gemengen net awer schlecht ewechkomme bei där ganzer Geschicht.

Déi „early actions“ ginn net berücksichtegt, an ech weess net, wann eng Gemeng do ass, déi wierklech immens performant Gebaier gebaut huet an och d'Gestioun extrem gutt mécht, dann hu se vläicht haut fënnemol manner ver-braucht wéi eng classesch Sportshal, déi an-zwousch anescht steet, da weess ech net, wéi déi Gemeng et nach soll fäerdegrëngen, fir déi zéng oder 15% erofzedrécken. Ech fäerten, dass mer do nach Diskussiounen kréien, well do gewëssen Ongerechtegkeeten sinn.

An et ass e bëssen... Ech profitéiere vun der Ge-leeënheet, fir dat ze soen. Deemnächst gëtt jo iwwer nei Aspeisetariffer fir déi erneierbar Ener-gië geschwat. Ech fannen et immens on-gerecht, dass d'Pionéier vun der Biogastechno-logie bestrooft ginn, well si déi waren, déi sech heiansdo eng bluddeg Nues siche gaange sinn, dass si manner kréie fir d'Kilowattstunden. Nor-malerweise belount een d'Pionéier an net déi Leit, déi an e fäerdegt Bett klammen.

Souwuel beim Biogas wéi hei beim Klimapakt maache mer dat. Ech hoffen, dass mer hei net gradesou vill Diskussiounen kréie wéi beim Bio-gas. An ech géif wierklech en Appell maachen un den delegéierten Ëmweltminister, fir end-lech do fir Gerechtegkeet ze suergen an deene Leit, déi ganz vill Energie, deelweis géint Re-gierungsmemberen a Verwaltungen, hu missen un den Dag leeën, fir dass d'Biogastechnologie zu Lëtzebuerg iwwerhaupt Fouss gefaasst huet, dass een endlech déi Ongerechtegkeet wéilt aus der Welt schafen.

Véierte Punkt, mengen ech, huet den Eugène Berger och scho gesot. Wann een elo déi aacht, néng Joer do zesummerechent, da kënnt na-tierlech eng relativ stattlech Zomm vun - ech mengen - ronn 80 Milliounen zesummen. Wann een dat awer duerch all déi Joren opdeelt an duerch déi 106 Gemengen, da gëtt een do och nach net fett.

Ech hunn dat emol ausgerechent. Wa meng Gemeng wierklech géif alles erfëllen an och vum éischten Moment un, da wieren dat 80.000 Euro d'Joer. Dat ass besser wéi e Fouss hanne-bäi. Mä wa mer wierklech elo ufänken, an eng substanziell Sanéierung vun eegene Gebaier ze goen, wa mer wierklech wëlle gréisser Cam-pagnë maachen, wa mer wëlle flächendeckend Nahwärmenetzer an eis Gemege leeën, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da lafe mer awer mat 80.000 Euro och nach net wäit. Soudass ech mech froen... Och wann ech ver-gläiche mam Pacte Logement, do ass dann awer nach iergendwou..., d'Balance hu mer do nach net erreecht.

A fënneftens - dat ass vläicht éischter eng Fro wéi eng Kritik un den delegéierten Ëmwelt-minister -, ob en dann awer zumindest och drun denkt, dass déi Subsiden, déi d'Gemege scho konnte kréien iwwert de Fonds pour l'en-vironnement, dass déi dann awer och iwwer-kuckt ginn, iwwerschafft ginn an deem-entsprechend ausgerichtet ginn, dass se dann awer och voll an d'Prioritéite vum Klimapakt eramaachen. An do och nach en Appell, dass och do vläicht awer déi ganz Ofwécklung vun

de Projeten an de Subside vläicht ganz e bësse méi onbürokratesch kann iwwert d'Bühn goen.

Ech weess net, ob bei all klengt Nahwärmenetz e Comité interministériel muss do sinn, deen dann elo wierklech kuckt, ob net eng Gemeng fënnef Euro ze vill vläicht vu Subsid astécht. Ech fannen dat och heiansdo a kenger Relatioun méi, wéi dat do leeft.

Ech wollt och hei zu dësem Punkt ganz kloer soen, dass déi gréng de Projet net gestëmmt hätten, wann d'Regierung net dem Drock vum Klimabündnis, dem Syvicol, dem Mouvement écologique, awer och, mengen ech, eiser Aar-becht an der Nohaltegkeetskommissioun no-ginn hätt.

Haauptsächlech zwee Punkte wiere fir eis net ak-zeptabel gewiescht. Dat ass éischtens déi Ge-schicht, dass guer keng quantitativ Ziler dra gewiescht sinn. Ech wëll et nach eng kéier soen...

(Interruption)

Jo, quantitativ Ziler, mengen ech. Jo, okay.

...keng quantitativ Ziler dra gewiescht wieren. Ech hunn et gesot, mir sinn net ganz zefridde mat deem, wat elo do als Miessinstrument ge-holl gëtt, fir déi quantitativ Ziler ze erreechen. Mä de Prinzip ass awer emol arrétéiert ginn. Ech mengen, dat ass, och wann déi 80 Milliounen an eisen Aen ze niddreg sinn, esou wier et awer komesch gewiescht, wann een elo guer keng ganz konkret Fuerderungen a Resul-tater hätt kënnen weisen.

An deen zweete Punkt, dee fir eis och net ak-zeptabel gewiescht wier, wann d'Gemege for-céiert gi wieren, nëmme mat externe Beroder vun „myenergy“ ze schaffen.

Een, dee sech e bësse mat Energieberodung beschäftegt huet, deen och e bëssen Erfahrung huet, déi ech mir emol kann zouschreiwen, well de Réidener Kanton Pionéier war an nach ëmmer ass an deem ganze Beräich - mir hu 15 Joer Erfahrung mat Energieberodung um regio-nale Plang -: Klimabeoptragten a -beroder mussen an der Gemeng oder an der Regioun sëtzen. Si mussen en Netz opbaue mat deenen anere Servicer a si mussen horizontal Kom-petenz kréien. An een, dee mengt, et géif duergoen, en Energieberoder vun „myenergy“ eemol d'Woch an eng Gemeng ze para-chutéieren an domat an enger Gemeng eng Dynamik ze entwéckelen, deen iert sech.

Iwwregens, mengen ech, gëtt et och Zäit, dass mer generell de System vun der Energie-berodung vun „myenergy“ iwwer Land, deen éischter jo fir d'Haushalter geduecht ass, ana-lysiéieren. Mir hunn eng Question parlemen-taire gestallt iwwert déi eenzel Zuele vu Be-rodungen, déi dann an deenen eenzelne Büroe gemaach si ginn. Eng Rei Zuelen, déi ech héie-ren hunn, wann déi stëmmen, da muss een dat do eng kéier op de Leescht huelen a kucken, ob dat do mëttelfristeg d'Léisung ass. Ech mengen, do ass den Opwand awer e bësse grouss zum Resultat.

Ofschléissend, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet de Klimapakt an eisen Ae schonn eng Rei Schéinheitsfeeler. Mä d'Démarche, muss ech awer soen, ass awer genau déi, déi eise Vir-stellungen entsprécht. Ech wëll och net, fir do vläicht dem Eugène Berger ze äntwerten, mir sinn och der Meenung, dass domat elo net d'ganz Klimaschutzpolitik zu Lëtzebuerg geléist ass. Par contre all déi Defiziter, déi mir als Gréng och schonn x-mol hei opgeluecht hunn, déi bleiwen nach wie vor.

Nach eng kéier, déi ganz Problematik vun net kloere Prioritéiten an der Mobilitéit an esou weider an esou fort, nach ëmmer keng ökolo-gesch Besteuerung an deem Land hei an esou weider an esou fort. Mä nach wie vor bleiwe mir der Meenung, dass ouni d'Gemege Klima-schutz net méiglech ass. A well dat do awer eng Demande och ass an eng Virgehensweis, déi mir schonn zënter Jore froen, déi mer awer och an deene Gemengen, wou mer an der Ma-joritéit sinn, applizéieren, wäerte mer dëse Pro-jet stëmmen. Verbessere kann een e jo nach ëmmer.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här Pre-sident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Kolleg Marcel Oberweis och Merci soe fir säi schrëftleche Rapport, deen e mëndlech gemaach huet. Ech mengen, dee Rapport, an et ass schonn hei gesot ginn, ass



exzellent strukturiert. An esou wéi dee schréftleche gutt strukturiert ass, esou war och virdu de méndleche Rapport hei gutt strukturiert. Ech mengen, et war verständlech fir jiddwereen, an dat erméiglecht eis och, datt mer net jiddwereen nach eng Kéier datselwecht mussen hei nohuelen iwwert dëse Projet de loi, deen am Fong e Klimapakt tëscht de Gemengen an dem Stat ass, am Sënn vun der Lutte géint de Klimawissel.

Ech mengen, mir hunn hei Gemengen am Land, 36, déi am Fong eng Virreiderroll gespillt hunn op kommunalem Plang. De Stat huet sécherlech um Niveau vun dem Stat an deene leschte Joren och eng Rei vu Moosnamen an Effort gemaach. Mä, wéi de Kolleg Gira et virdu gesot huet, kann een dee Problem hei nëmme léisen, wann de Stat an d'Gemengen zesummeschaffen. Ouni Gemenge kann een de Problem net léisen. An ech géif soen, niewent dem Stat an de Gemengen ass och jiddwer eenzelne Privaten hei gefuerdert fir säi Bäitrag ze leeschten, fir eben dem Klimawissel ze begeenen.

Et si 36 Gemengen, déi hei eng Virreiderroll gespillt hunn an déi sech doranner engagéiert hunn, fir all fënnf Joer 10% Reduktioun ze erreechen. Et kann ee soen: Wann d'Gemengen do eng Virreiderroll gespillt hunn, ginn déi elo net benodelegt vis-à-vis vun deem, wat mer haut stëmmen?

Mir haten déiselwecht Diskussiounen am Kader vum Pacte Logement. Och do hu mer deemools diskutéiert driwwer, datt mer eng Rei vu Gemengen hunn, déi am Fong schonn e relativ massive Wunnensbau gemaach haten, ier de Pacte Logement komm ass. An herno hu mer du gesot, ma elo ginn am Fong déi, déi hir Aarbecht net gemaach hunn, déi ginn am Fong elo privilegiert, wa se subventionéiert ginn, wa se elo eppes maachen.

An duerfir ass do am Pacte Logement eng Retroaktivitéit mat agebaut ginn, wou déi Gemengen dann dun, déi am Fong schonn am Virfeld hiren Effort gemaach haten, och mat honoréiert gi sinn.

(Interruption)

Gelif?

► **Une voix.**- An do war et net esou.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo. An duerfir, mengen ech, muss een hei awer elo oppassen, datt net hei an dësem Kader déi Gemengen, déi also do schonn, virun allem déi 36 Klimabündnisgemengen, déi sech engagéiert hunn an da jo och doropshin, opgrond vun hirem Engagement, och hu missen dat noweisbar realiséieren, hir Aktivitéiten an der Gemeng, datt déi net därfe benodelegt ginn. Hei, mengen ech, gi mer elo iwwert dëse Wee tëscht dem Stat an de Gemengen, kläre mer Verschiddenes, souwuel wat den technesche wéi wat de finanzielle Kader ubelaangt.

D'Gemenge spillen eng Virbildroll niewent dem Stat, wéi ech gesot hunn, wat d'Reduzierung vum Energieverbrauch ubelaangt. Den EEA-Katalog huet 80 Mesuren, op déi ech net brauch anzegoen; ech mengen, de Rapporteur huet dat am Detail gemaach. Mä wichteg ass, datt mer hei eben déi Équipe, déi Klimaéquipe, en Team zesummesetzen, wou och kloer ass, datt e sech souwuel aus Experten, wéi Leit vum kommunale Secteur, wéi vum Privatsektor sech zesummesetzt, wou eng Gemeng dat eleng mécht oder um interkommunalen Niveau een dat ka maachen.

Wou da soll eng Analys gemaach ginn iwwert d'Stärkten an d'Schwächen, déi een op deem engen oder anere kommunale Plang virfënt a fir da Propositionen ze maachen, fir Verbesserungsvorschläge ze maachen, fir eben dat Zil, wat mer eis hei gemeinsam setzen, an de Joren 2013 bis 2020, en Zil vu minus 20% vun den Emissionen ze reduzéieren. Dat soll fräiwëlleg geschéien. Et ass keng Gemeng, déi forcéiert gëtt.

Mir hunn dat och beim Pacte Logement gesinn. D'Gemengen hate relativ séier spatz, datt se e Virdeel hätten, fir beim Pacte Logement matzemaachen. A vill Gemengen hunn dat souguer als eng gutt finanziell Einnahmequell konnten herno praktizéieren, ouni enorm grouss Efforten ze maachen, fir et emol eng Kéier esou ze soen.

An duerfir, mengen ech, wäerten och hei meng Befierchtunge kleng sinn, datt d'Gemengen net matmaachen. Ech sinn iwwerzeegt, datt d'Gemengen och hei wäerten alleguer matmaachen, well, ech mengen, och um kommunale Plang ass haut jiddweree sech bewusst, parteiwwergräifend, datt et eng gemeinsam Missioun vun

de Kommunalpolitiker, vun de Gemengen ass, fir an dësem Kampf vum Klimawissel e Maximum matzemaachen.

Dee Virdeel, dee mer heiduerch kréien, datt ass, wa mer virdu de Klimabündnisgemengen haten, 36, déi ware méi oder wéiniger fräiwëlleg. Individuell hu se, déi eng méi, déi aner manner gemaach. Mä wa mer dat heiten Instrument wierklech richtig asetzen, an dat schéngt mer da wichteg, da kréie mer e flächendeckend Instrument.

Op där enger Säit hu mer de Stat, dee fir déi staatlech Gebaier zoustänneg ass. De Stat eleng huet 1.500 Gebaier mat enger Gesamtfläche vun 3,5 Milliounen Meter carré. D'Zil vum Stat ass jo, fir all Joer 3% dovunner energetesch ze sanéieren. Wann also de Stat seng Fonctioun op deem Niveau spillt an d'Gemenge spillen um flächendeckenden, um kommunalen Niveau, esou kréie mer da wierklech iwwert d'ganz Land, kënnen mer, mengen ech, eng gutt strukturiert Politik an dësem Domän maachen, wat ons dann herno wäert positiv als Land och unerkannt kënnen ginn.

Et ass awer och hei an der Vergaangenheet dacks gesot ginn, datt mer an deem dote Bereich och kënnen Aarbechtsplaz schaffen. Mir hu gëschter hei e Gesetz gestëmmt, wou mer eng Rei vu Moosnamen bei der ADEM verlängeren ëm ee weidert Joer, wou mer am Fong an de Chômage, géif ech soen, investéiert hunn. Dat heiten ass am Fong e Gesetz, géif ech soen, wou mer an d'Aarbecht investéieren.

Well d'Chambre des Métiers, déi schwätzt vun - wa mer dat heite richtig géifen ëmsetzen - 2.000 zousätzlechen Aarbechtsplazen, déi kënten an der Green economy hei zu Lëtzebuerg geschaf ginn. An ech mengen, och dat ass wichteg. An et ass och dat, wat mir als Partei, als ADR ëmmer gesot hunn, datt mer der Meinung sinn, datt mer all déi Instrumenter, déi Moyenen, déi mer hunn, datt mer déi a priori sollten um nationale Plang asetzen. An duerfir begrësse mer och dëse Richtungsstouss, wat dëst Gesetz virgesäit.

De Käschtepunkt mat 76,2 Milliounen, déi iwwer aacht Joer sollen investéiert ginn, dat héiert sech vläicht am éischten Ablack staark un, mä dat si knapps zéng Milliounen d'Joer, wou hei ënnerstëtzt ginn. Mä, wéi gesot, datt sinn zéng Milliounen, déi de Stat jo net als eng reng Dépense ka betruechten. Ech mengen, op där anerer Säit maache mer Ekonomien domat, déi souwuel dem Stat wéi de Gemengen zegutt kommen. A wann eis Wirtschaft, eis Handwerksbetrieber doduerch Aarbecht kréien, brauche mer manner Chômage ze bezuelen. An déi Leit bezuale Sécurité sociale, si bezuale Steuern. D'Geld rullt. An duerfir, mengen ech, ass dat schonn eng gutt Investitioun, déi mer hei maachen. An zéng Milliounen d'Joer ass sécherlech näischt ze vill.

Ech wollt nach zum Schluss, Här President, d'Iddi vun eisen DP-Kollegen opgräife vun der Klimabank, wou mer der Meinung sinn, ouni datt ee sech elo kann direkt doriwwer definitiv ausschwätzen, datt et awer derwäert ass fir doriwwer ze diskutéieren. An ech géif proposéieren, datt dann och d'Kollege vun der DP dat eng Kéier an der Kommissioun géifen nach virbréngen, fir eben...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här Gibéryen, mir hunn eng Motioun hei, déi d'Regierung ugeholl huet, a mir missten...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà!

► **M. Eugène Berger (DP).**- ...a mir missten effektiv...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dann ass jo schonn alles gemaach. Ech mengen, et sollt een déi Diskussioun awer féieren. Wéi een et am Detail mécht, ass ze kucken. Mä ech ka mer och virstellen, datt een net nëmme Prête gëtt, mä datt ee virun allem eng Zënssubventioun, wéi mer se beim Logement hunn, och bei Prête kéint maachen, fir de Leit, déi an déi Richtung investéieren, eben och iwwert de Wee vun de Präten entgéintzekommen. Wéi gesot, et sollt een doriwwer diskutéieren, datt een engersäits Subsidien huet, mä et kann een och déi Subsidien a Form vun Zënssubventiounen maachen.

Dat gesot, Här President, well ech lech soen, datt mir als Partei selbstverständlech dësem Projet wäerten zoustëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. An elo kritt d'Wuert den Här delegierten Nohaltekeetsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol wollt ech dem Rapporteur, dem Marcel Oberweis, Merci soe fir säi gewinnt präzise Rapport. Hien huet eng effikass Aarbecht ofgeliehwert. Hien huet och nach séier misse maachen, aus deene Grënn, déi d'Memberen aus der Kommissioun kennen. Ech hu mer soe

gelooss, et wär deen honnertste Rapport an dëser Chamber, deen hie gemaach huet.

► **Plusieurs voix.**- Oooohhh! Aaahhhh!

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Merci och dem Statsrot, dee ganz séier geschafft huet an dësem Zesammenhang. An enger Woch hate mer den Avis complémentaire. A virun allem Merci der Chamberkommissioun, déi ganz konstruktiv, wéi mer dat gewinnt si vun där Kommissioun, geschafft huet, fir datt mer konnten zu deem Resultat kommen, wat awer insgesamt de Mëtteg hei begréisst ginn ass an, wann ech richtig gesinn, wou keng Fraktioun dergéint wäert stëmmen.

Fir d'éischt emol e Saz zu Rio, well ech gefrot gi sinn. Just ee Saz, well et ass, mengen ech, net derwäert, fir ganz laang iwwer Rio+20 ze schwätzen. Ech hunn dat gesot, och öffentlech gesot, datt d'Resultat enttäuschend ass. A wann een dann heem firt, huet een d'Impressioun, majo dann - no deem bekannte Motto, deen och dem Klimabündnis zu Gronn läit: „global denken, lokal handeln“ -, da musse mir probéieren, wat mir doheem gewässeremoosse kënnen maachen. An dëse Projet, dee mer haut de Mëtteg hei wëlle stëmmen, geet genau an déi dote Richtung.

Ech wëll och soen - et ass virdu gesot ginn, mengen ech, vum Verrieder vun der DP-Fraktioun, d'Regierung hätt keng kohärent Strategie. Ech mengen, datt dat net esou ass. Ech wollt och e puer Sätz soen dozou, well am Regierungsprogramm 2009 eng ganz Partie Saachen zréckbehale gi sinn, déi mer eng no där anerer amgaang sinn ëmsetzen. Et geet u mat dem zweeten Aktionsplang. Deen ass esou gutt wéi fäerdeg, dee wäerte mer no der Sommervakanz presentéieren. D'Klimapartnariat, wou d'Zivilgesellschaft mat agebonne war, gehollef huet dorunner schaffen. An ech mengen, datt do eng ganz konstruktiv Aarbecht gemaach ginn ass.

Dann, wann ech kucken, en zweete Punkt, d'Erweiterung vun der Informatioun, d'Berodung vun de Biergerinnen a Bierger am Bereich erneierbar Energien, effizienten Asaz vun Energie. „myenergy“ huet eppes opweises, mat lokale Partner, mat Gemengen - 72 Gemengen insgesamt, déi do matgemaach hunn -, mat enge 27 Berodungsbüroen.

Wann ech kucken, datt mer déi sougenannt Wärmeschutzverordnung verschäerft hunn en vue vun 2017, Passivhausstandard, elo mat engem ab 1. Juli, viru Kuerzem ee B am Wärmeschutz, pardon, C am Wärmeschutz an ee B an der Gesamtenergiebilanz. Dann d'Verschäerfung vun den Energiestandarden, beim subventionéierte Wunnensbau si mer nach eng Klass méi wäit gaangen. Do ass et an Zukunft esou, datt een Neibau muss ee B am Wärmeschutz an een A an der Gesamtenergiebilanz opweisen a wéinstens op eng Klass D muss sanéiert ginn, wann al Haiser, soe mer aus de 50er Joren, aus de 60er Joren, Appartementshaiser, wou et jo net ëmmer einfach ass, fir déi dann opzemetzen.

D'Subventionsregimé fir déi privat Stéit wäert ech probéieren nach - dat wäert, mengen ech, och geléngen an deem leschte Regierungsrot dëse Mount, dat wäert de 27. Juli sinn, wäerte mer do unhuelen. Mir sinn nach amgaang mam Secteur ze schwätzen. D'Zivilgesellschaft huet eis eng Partie Iddien eraginn, déi mer och zu engem Deel wäerte profitéieren.

Just zwou, dräi Donnéeën dozou, datt ech dat scho virop soen: Fir d'Sanéierung vum Albau, do gëtt wierklech e ganz staarken Akzent drop geluecht. An do wëlle mer eng nei Form vu Bonus aféieren. Wann ee säin Haus op eng Klass C, B, A sanéiert an zousätzlech eng Verbesserung vu mindestens zwou Energieklassen erreicht, kënnen mer zousätzlech Sue ginn, wëlle mer zousätzlech Sue ginn.

Des Weidere ginn an Zukunft verstärkt d'Wärmepumpen an Holzheizung gefördert, wat och gutt ass fir eis Kyoto-Bilanz. Da wäerte mer och weiderhi Fotovoltaikanlage fördern, während dat zum Beispill fir d'Brennwärtekesselen an Zukunft net wäert gellen.

Am Bereich vun der Elektromobilität hu mer, fir datt komplett ze maachen, jo viru Kuerzem zesumme mat mengem Kolleg Ekonomien-/Energeminister duergeluecht, wat mer wëlle hunn, mat 850 Rechargestationen iwwert d'ganz Land bis 2020, mat viraussichtlech 40.000 Elektroautoen. An och...

(Interruption)

Dach, dach! An och de Subsid verlängere mer ab 1.1.2013. An Dir wësst, datt et dorunner gebonnen ass, datt d'Leit erneierbar Energien zumindest doheem hunn.

Da wëll ech soen, datt och ee Bestanddeel vum deem neien 79er Gesetz am Wunnensbau den Éco-prêt à taux zéro wäert sinn. Vergläichbar mat de Klimabanken wäert ech herno eppes do-

zou soen, wa mer iwwert de Logement debattéieren.

Dann hu mer e Projet de loi, wou mer den Avis vum Statsrot och virleien hunn, iwwert den accélérierte fiskalen Amortissement fir d'Propriétaires, wou energetesch sanéiert gëtt fir Mietwunnengen. An da virun allem awer och d'Zertifizierung vum nohaltege Bauen, déi sougenannten „sustainable building certification“, wou net nëmme d'Energieeffizienz eng Roll spillt, mä eben och ëmweltschonend Baumaterialien, wou och Ressourcenschonung eng Roll spillt an an. Dat alles ass am Hierscht prett. Wéi gesot, do ass elo all déi Zäit intensiv dru geschafft ginn.

An dann eben och de Klimapakt. Fir mech respektiv fir d'Regierung ass dat eng Aart Pièce maîtresse och fir d'Aarbecht am Bereich vum Klimaschutz a vun nohalteger Energiepolitik. An et ass e puermol de Mëtteg hei gesot ginn: Ouni d'Gemenge geet dat net. Dat ass esou kloer wéi Bouleltenzopp.

D'Klimabündnis huet et virgemaach. An et muss ee jo soen, d'Klimabündnis ass fir mech, an ech mengen, fir déi meescht oder fir net ze soen alleguerten d'Leit heibannen eng Success Story. Dat muss ee jo esou gesinn. Ouni Klimabündnis, mengen ech, wier d'Visibilitéit vum Klimaschutz zu Lëtzebuerg eng wesentlech méi kleng. Duerfir ass dat gutt, datt mer genau elo dee Wee sichen a fannen. An datt d'Gemengen, wéi den Ali Kaes jo och positiv fir seng Gemeng dat gesot huet, an all déi aner Klimabündnisgemengen, déi vill geschafft hunn, an och iwwert d'Klimabündnisgemengen eraus d'Gemengen eng Partie Saache gemaach hunn.

Ech weess et jo, a mäi Virgänger weess et och, well mer jo fir déi Hardware-Projeten och vill Suen aus dem Ëmweltschutzfond geholl hunn, fir eben dat ze finanzéieren. An dat soll och eng Äntwert sinn op déi Kritik vu virdu, wou gesot ginn ass: Dat sinn nëmme - „nëmme“, tëscht Guillemeten - 70 Milliounen. Et muss een awer soen, datt, och wann d'Gemengen elo verstärkt aktiv ginn, och nach vill Suen aus dem Ëmweltschutzfond wäerte komme fir d'Hardware vun de Projeten ze maachen, fir zum Beispill Holzackschnitzelanlagen a wat alles oder fir erneierbar Energien insgesamt.

Da wollt ech nach just vläicht zwee, dräi Aspekter am Kontext vun dem Klimapakt soen. Dat meescht ass gesot, och iwwert de Rapport vum Marcel Oberweis eraus.

Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, datt dee Programm respektiv déi Plattform, deen EEA, European Energy Award, eng bewährte Plattform ass. Et ass net wéi wa mer elo eppes do géifen huelen. An ech fannen iwwerhaapt net, datt dat theoretesch ass, wat an der Vergaangenheet do gemaach ginn ass, an och dat, wat de Moosnamekatalog ausmécht. Ganz am Géigendeel! Dat ass eng Plattform, déi sech iwwer 20 Joer bewährt huet a villen europäesche Länner, ob dat Däitschland, Frankräich, Schwäiz, Éisträich, Italien an esou weider ass.

An ech muss awer soen, datt mer och schonn elo vill Effort gemaach hunn an nach amgaange sinn, och de Moosnamekatalog unzepassen. Mir hunn nach viru Kuerzem aus der Zivilgesellschaft eng Partie Propose kritt. Vum Klimabündnis hate mer der kritt, déi mer och do verschaffe wäerten a wou mer e groussen Deel sécher wäerten unhuelen. Ech hu mer dat ugekuckt mat menge Leit. Voilà! Do därfe ee roueg gespaant sinn.

Da wollt ech soen, datt mer och déi Form vum Klimapakt erausgesicht hunn, fir einfach d'Zivilgesellschaft kënnen anzubannen, d'ONGe kënnen anzubannen. A virun allem, datt mer duerch dee Klimateam, déi Klimaéquipe - dat ass och schonn de Mëtteg gesot ginn -, datt mer do ganz no bei de Leit an de Gemenge sinn.

An et ass net esou, wéi ech eng Kritik héieren hunn, datt mer dann déi Suen hätte sollen huele fir nach méi Sensibiliséierung. Ma hei gëtt verstärkt Sensibiliséierung vun de Leit gemaach, vun de Stéit souguer, well mer déi quantifizierbar Ziler erageholl hunn. An ech mengen awer, datt dat ee vun deene positivsten Aspekter ass vum Klimapakt, datt een no bei de Leit ass, mat Hëllef vun där Klimaéquipe, wou jo och Biergerinnen a Bierger dra sinn, wou Experten dra sinn a Form eventuell vum Heizungsinstallateur oder vum Elektriker aus der Gemeng an an an. Dat heescht, do, mengen ech, si mer ganz no um Terrain.

Déi Mëschung vu qualitativen a quantitativen Ziler, mengen ech, ass eng ganz sënnavoll. An ech denken, datt dee Modell eben och doraus erausgewuess ass vis-à-vis vun deene Kritiken, déi koumen. Duerfir sinn ech eigentlech ganz frou, datt mer awer ee Wee fonnt hunn, wou mer där Meinung sinn, wou och déi Ziler, déi quantifizierbar sinn, awer relativ einfach nozevollzéie sinn. Dat, mengen ech, ass och wichteg.



teg, fir datt mer do zumindest net ze vill Theorie hunn.

Da wollt ech soen, eng Kritik, déi och komm ass, dat ass, datt gemengt ginn ass, datt déi Gemengen aus dem Klimabündnis an anerer, déi virdru scho vill gelescht hunn, géife schlecht ewechkommen. Ech mengen, datt dat iwwerhaapt net esou ass. Ech mengen, datt och um Niveau vun der Plattform, um Niveau vum Moosnamekatalog eng Belounung vun de sougenannten „early actions“ deene Gemengen awer zegutt kënn, déi scho vill fir de Klimaschutz an der Vergaangenheet gemaach hunn. An déi Gemenge kënnen jo och méi séier d'Zertifikatioun errechen an doduerch komme se éischer an de Genoss vum Bonus. Och dat hëlleft hinnen.

An da kënnst derbäi: Och déi Gemengen hu jo schonn an der Vergaangenheet méi Sue kritt aus dem Ëmweltschutzfong wéi anerer, hunn dovunner profitéiert. A wéi gesot, och fir direkt dorop ze reagéieren: Jo, mir wëllen och, am Hierscht hu mer eis virgeholl, fir den Ëmweltschutzfong méi no ze kucken, wéi mer déi Aiden an Zukunft wäerten achséieren, och en vue vun deem, wat mer gären hätten, datt d'Gemengen um Niveau vum Klimapakt solle leeschten. Ech mengen, dat ass eng logesch Suite dovunner.

D'Regierung ass der Meenung...

(Interruption)

Nach ëmmer gespaant?

D'Regierung ass der Meenung, datt duerch dës gemeinsam Reflexiounen de Klimapakt, wéi gesot, ganz positiv evoluéiert huet an datt et derwäert war, en halleft Joer oder bal ee Joer méi spéit unzesetzen. Dat ass dann egal. Ech mengen awer, datt och vill Gemenge wëlle matmaachen. Dat war virdrun och eng Kritik, mengen ech, vun der DP, wou gefaart ginn ass, et géifen net vill Gemenge matmaachen oder sech net sécher waren. Also...

► **M. Eugène Berger (DP).**- Et war eng theoretesch Hypothees. Wa keng Gemeng géif matmaachen.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Okay, d'accord. Dann okay, dat ass eppes anescht.

Ech wëll awer soen, datt an de Regierungserklärungen nom 9. Oktober d'lescht Joer vu ville Gemengen, a villen, pardon, Schäfferotseklärungen, esou heescht et richteg, ganz vill Gemenge gesot hunn: Mir wëlle beim Klimapakt matmaachen. A well ech also scho weess, datt interkommunal Syndikater zumindest verlaude loossen, datt se dat kucken, wéi de Réidener Kanton, wéi d'Naturparken Our an Uewersauer an anerer, déi gesot hunn: Hei, mir wëllen do matmaachen. Entsprechend deem, wat mer haut och..., wat d'Chamber haut wëllt stëmmen.

Da wollt ech nach soen, datt och de Klimapakt, wéi gesot, net déi eenzeg Moosnam fir d'Gemengen ass. Den Ëmweltfong wäerte mer entsprechend upassen. An ech wollt och soen, well virdrun déi Kritik koom, déi awer och deelweis vun alle Riedner opgeworf gouf, dat ass, datt gesot ginn ass: Dat do bréngt dem Secteur näischt. Dach, dat do bréngt dem Handwierk eng ganz Partie. Et ass virdru vum Kolleg Gast Gibéryen gesot ginn. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, datt dat dote ganz vill dem Handwierk wäert bréngen. An ech denken, datt virun allem déi Proximitéit vun dem Modell Klimapakt derfir wäert suergen.

An da betounen ech nach eemol, datt virun allem d'Albausanéierung ee ganz wesentlechen Aspekt ass. Mir hunn och probéiert, de Moosnamekatalog nach méi staark an déi Richtung ze achséieren, datt virun allem um Niveau vun de Stéit d'Albausanéierung eng Roll spillt. Genausou wéi mer wëllen dat am Reglement vun 2009 maachen, wat mer dann deemnächst wäerten och am Regierungsrot unhuelen, datt virun allem och do verstärkt Wäert op d'Albausanéierung geluecht gëtt.

Gutt, et goufen eng sëllech Diskussiounen - fir a Richtung vum Schluss ze kommen -: Déi eng wollte méi streng, méi uerdnungspolitesch virgoen am Klimapakt, anerer wollten de Schwéierpunkt méi op déi fräi Verantwortung leeën, anerer, nach anerer wollten nëmmen op Basis vun enger quantitativer Approche virgoen. Ech mengen awer, datt mer an der Tëschenzäit elo e gudden, e ganz gudden, fir net ze soen exzellente Kompromëss um Dësch leien hunn, deen all dat, déi Iwwerleeungen elo do alleguerte berücksichtegt.

Dacks kréie mer jo virgehait als Regierung, mir géifen ze komplizéiert, administrativ ze komplex Saache maachen, mir géifen d'Rad all kéier nei erfannen, mä dat hu mer, mengen ech, hei net. Hei setze mer op e bewährt Rad, nämlech den EEA, European Energy Award, an zousätzlech mat deenen Ziler, quantifizierbar

um Niveau vun den Infrastrukture vun de Gemengen, um Niveau vun de Stéit an de Gemengen, an ech mengen, datt dat ee ganz wichtege Aspekt ass.

Als Konklusioun, ech denken, datt et e ganz équilibréierte Projet ass, e Projet, deen dem Klimaschutz richteg eppes wäert bréngen, well e ganz konkret, ganz praktesch orientéiert ass, a virun allem och, well d'Regierung hei mat de Gemengen, mat der Chamber, mat der Zivilgesellschaft e Projet ficeléiert huet.

An ech wollt och nach eemol soen, well de Camille Gira dat opgeworf huet, déi Punkten, déi vun der Zivilgesellschaft proposéiert goufen, datt déi, wéi gesot, zu engem ganz groussen Deel wäerte berücksichtegt ginn, an am Hierscht, am Oktober wäerte mer dat och op den Dësch leeën, soudatt een herno, wann een de Moosnamekatalog um Dësch leien huet, ka soen, dat do ass dat, wat op d'Lëtzebuurger Verhältnisse absolut passt.

D'Klimabündnis- a vill aner Gemengen hunn an deene leschte Jore vill gelescht, fir dem Klimaschutz - ech hunn et virdru gesot -, dem Klimaschutz e Gesicht ginn. A fir am Klimaschutz an an der nohalteger Energiepolitik virunzekommen, mengen ech, datt d'Regierung a mengen Aen nëmmen ee Choix huet. Dat ass deen, déi eegen Efforte mat den Efforte vun de Gemengen ze verbannen, an duerfir wollt ech zum Schluss Merci soe fir déi breet Zoustëmmung.

► **M. le Président.**- Merci dem delegéierten Nohaltegekeetsminister. Den Här Berger hätt nach eng Fro.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här Minister, ech wëlt dem Minister kuerz eng Fro stellen. Ech hat et virdrun opgeworf, de Minister huet et jo elo selwer nach eng kéier gesot, datt se och wéiten Efforte maache beim Assainissement vun den Haiser. An ech hat virdrun déi Fro opgeworf vun eiser Motioun vun der Klimabank, an ech hat elo net héieren, datt de Minister derzou Stellung geholl huet. Wann en eis vläicht kéint soen, wou d'Aarbechte vun der Regierung an deem Kontext dru sinn oder wat do deemnächst ze erwaarden ass.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Also, ech hat et schonn héieren. Ech hat, mengen ech, och kuerz gesot, datt ech dat wëlt am Kader vun der Logementsdiskussioun hei soen. Ech kann et awer och op dëser Plaz elo preziséieren.

Et ass esou, datt de Logementsminister sech mam Finanzminister eens ass, datt effektiv d'Banken op der Plaz dat do solle maachen - dat do ass eng Aufgab fir d'Banken op der Plaz - an datt och de Finanzminister entsprechend Démarché geholl huet respektiv hält, soudatt dat net vergiess ass.

Ech wëll awer daitlech maachen, datt op där anerer Säit, also nieft deem, datt d'Banke sollen aktiv ginn, well virdrun déi Fro och, mengen ech, vum Gast Gibéryen opgeworf gouf: Et gëtt elo schonn d'Subvention respektiv d'Bonification d'intérêts. Déi ginn elo schonn d'Méiglechkeet, wann een higeet an d'Leit, déi a Fro kommen, déi déi Konditiounen erfëllen, maachen eng energetesch Sanéierung, kënnen déi elo scho gehollef kréien, also Zënsvergütungen elo scho kréien, an dann...

(Interruption)

Gelif?

(Interruption)

► **Une voix.**- E verbëllegten Zëns?

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Jo. E verbëllegten Zëns, genau dat, jo. Dat gëtt et elo schonn. Zënter dem 01.01.2009 gëtt et dat.

(Interruptions)

Jo, jo, neen, ech wollt just soen, datt et dat scho gëtt. An den Éco-prêt à taux zéro, deen ech wäert fixéieren am 79er Gesetz, och deen ass souzesoe fäerdeg. Dat ass natierlech geduecht virun allem och fir Leit, déi elo vläicht manner verdéngen, mä dat ass ee ganz wichtege Aspekt.

An da wëlle mer och, dat si mer amgaangen, mat eise Juristen diskutéieren; ech kommen nach eng kéier op d'Reglement zrëck vun den Aiden, wat mer elo bis Enn 2012 musse prett hunn. Och do si mer amgaangen, eng Démarche ze studéieren, ob een net kann higoen an déi Suen, déi d'Leit zegutt hunn, scho kann de Leit erloossen, datt d'Leit déi net musse virstrecken. Fir och do ze kucken... Esou Beispiller gëtt et an Dealer vum Ausland. Mir sinn amgaang ze kucken och do, ob dat méiglech ass.

► **M. le Président.**- Merci. Domadder wär d'Diskussioun definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6359 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6359 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen an 8 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6359 est adopté par 50 voix pour et 9 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par Mme Martine Mergen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eise Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer eng Orientéierungsdebatt iwwert de Logement. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Lies an Etgen, d'Madame Spautz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Henri Kox als Vertreter vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Debatt ugefrot huet. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur la politique du logement

Exposé

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, Enn Mee huet de Finanzminister Frieden op enger Podiumsdiskussioun vum „Lëtzebuurger Wort“ an der KPMG folgende vill zitierete Saz gesot: „D'staatilech Bähëllef hunn derzou bäigedroen, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg méi deier ginn ass, a mussen dowéinst op de Leescht geholl ginn.“ D'Nofro vun de Leit wier duerch Primen a Subside gestärkt ginn, mä et wier näischt fir d'Offer gemaach ginn, esou de Constat vum Minister. Et misst ee sech dowéinst d'Fro stellen, ob d'Hëllef fir d'Privatleit, d'Gemengen oder d'Entreprise net vläicht ofgeschaf misste ginn, well sech erausgestallt huet, dass se kontra-produktiv sinn.

Nëmmen e puer Deeg virum Finanzminister Frieden senger Ausso huet de Jean-Claude Juncker hei an der Chamber, bei der Ried zur Lag vun der Natioun, sech iwwert d'Thematik vun de Wunnengspräisser geäussert an ënner anerem gesot: „Duerfir féiere mer eng Subvention um Loyer an, ee sougenannte Mietzuschuss.“

Bon, et freet ee sech, ob de Premier nach mam Finanzminister zesumme schwätzt. Een Dag seet deen een oder verspricht de Premierminister eng nei Prime oder eng nei Subvention anzeféieren, an op deem aneren Dag seet seng riets Hand, d'Subventiounen hätten de Wunnengspräiss an d'Luucht gedriwwen a missten also erëm ofgeschafe ginn. Wien do sollt nach eppes verstoen, dee ka mir dat dann eng kéier herno och nach méi no erklären.

(Interruption)

Dëst geet nach net duer: Säit Joren äifere mer u sech am Logement hei zu Lëtzebuerg der allgemenger Entwécklung hannendrun. Vum séchere Wee si mer u sech so laang ofkomm. Et kann een och soen, 33 Joer CSV-Wunnengspolitik ass net grad bedeitend, an, wéi virdru

scho gesot, et sinn net mir, déi dat gesot hunn, et ass dat engersäits de Premier schonn a vill zitierete Rieden hei iwwert d'Failliteserklärung am Logement, an op där anerer Säit de Finanzminister, deen dann och nach dës Subventiounspolitik kontraproduktiv genannt huet.

Op déi rezent Aussoe vum Här Frieden an och vum Här Juncker hin hu mir als gréng Fraktioun duerfir wëllen eng Orientatiounsdebatt iwwert d'Wunnengsproblematik hei maachen. Dëst ass jo haut dann och de Fall.

Folgend Punkte wollte mer behandelen: éischstens e bëssen d'Offer an d'Demande eng kéier kucken; zweetens e kleng Bilan ze maachen iwwert déi Instrumenter, déi de Moment do sinn, dat sief Paquet Logement, Pacte Logement, staatlech zousätzlech Bähëllef an och nach aner Instrumenter; an drëtzens awer och kucken, wéi déi staatlech, awer och déi kommunal Acteuren um Terrain derzou bäidroen oder net derzou bäidroen, fir de Wunnengsmarché e bëssen ze stimuléieren.

Ier mer also an d'Vakanz ginn, vläicht den Dauerbrenner nach eng kéier vun der Lëtzebuurger Politik - d'Logementspolitik - e bësse méi beliichten. Am Verglach mat de Resultater vun den Examen, déi elo erauskomm sinn an dëser Woch vun de Premières- an Treizièmesexamen, kann ee jiddefalls soen, wann een hei de Bilan zitt iwwert der Regierung hiert Resultat an der Logementspolitik, ma hei gëtt et eng säfteg Datz, an et misst een u sech en Travail de vacances matginn, an der Hoffnung, dass dat d'Situatioun e bëssen ofiedert.

Vläicht zu der Situatioun...

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Här Kox, wéi vill Leit hunn zu Lëtzebuerg en Eegenheem? Wéi vill Prozent vun de Leit hunn en Eegenheem?

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- 70%.

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Voilà. Gëtt et dat am Ausland dorëmmer?

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Dat ass jo grad de Problem. Wann Der elo nolauschtert, da soen ech lech...

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Okay.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- ...firwat mer...

► **M. Fernand Boden (CSV).**- Ech si frou, datt déi Leit en Eegenheem hunn.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, jo.

(Interruption)

► **Une voix.**- Wann dat méi deier ass wéi lounen ze goen, hu mer näischt geschafft!

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Och dat. Gitt mer eng Chance, ech kommen drop zrëck. Ech kommen drop zrëck!

(Interruptions diverses)

Gutt, ech waarden e bëssen of. Mir kommen...

(Hilarité)

Also, mir hunn ee Problem. Et ass natierlech net e Problem, mä et ass e Constat: Säit zéng Joer hu mer an der Moyenne, dat si 7.230 nei Awunner (veuillez ajouter: all Joer) hei zu Lëtzebuerg. Dat ass einfach e Constat an dat huele mer och un.

Mir hatten 2004, mengen ech, den IVL gemaach, eng Etüd, Intégréierte (veuillez lire: Intégrative) Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept. Do hate mer zwee Zeenarien, een Zeenario, wou et op d'Awunnersteigerung gaangen ass, an deen anere war de Pendlerzeenario, wou gesot gëtt - beim éischten -, wa mer Awunner huelen, all déi nei Aarbechtsplazen, all déi Leit, déi do kommen, sollen hei wunnen, a beim Pendlerzeenario hate mer gesot, okay, déi bleiwe weider nach am Pendlerfloss an déi kommen dann erëm all kéier iwwert d'Grenzen.

Déi zwee Zeenarien, déi zwee Zeenarie sinn haut, allen zwee, gläichzäiteg a parallel scho méi wäit gaange wéi deemools do virgeschloen oder ausgerechent. Dat heescht, d'Wunnengsnofro ass a bleift deementspreechend extrem héich.

Bon, dee Wuesstum kréie mer awer nëmmen dann an de Grëff, wa mer - an dat sinn eng Rei Etüden, déi dat gesot hunn - mindestens 6.000 Unitéite baue pro Joer. Mir hunn awer an de leschte Joren, vun 2006 bis 2009, eng kéier 2.300, 3.000, 4.500, an 3.800 Wunnenge kreéiert.

Vläicht och do nëmmen eng kleng Klammer: Et ass ëmmer gesot ginn, d'2004er Aménagementsetz géif de Wunnengsmarché bremsen. Et huet een awer gesinn, no 2004 ass



d’Kurv extrem an d’Luucht gaangen. Et ass eréischt gebremst ginn duerch d’Kris. 2008, 2009 ass och um Wunnengsmarché e Pic, deen erofgaangen ass, an dat kann ee ganz gutt bei den Etüden oder bei de Statistike vum Statec nosichen.

Zousätzlech, an dat ass awer och e Lëtzebuerg... Also, de Plan directeur sectoriel «Logement» - fir och vläicht deen nach ze soen - seet, mir brauche mindestens 3.400 Wunnen. Och dat ass schonn iwwerlief, och dat geet net duer.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Dann ass ee Phenomeen, deen och zu Lëtzebuerg ganz extrem ass: D’Wunnengsgréisst huet säit ’92 bis haut, oder 2009, ëm 16% zougehol. Dat heescht, mir hunn ëmmer méi grouss Wunnflächen, an déi Wunnfläche sinn haut bei den Haiser 189 m² a bei den Appartements 88 m². Vergläicht een déi Gréisste mat de Gréissten am Ausland, kënnst och do e Constat, en erschreckende Constat: An Däitschland leie mer bei 130 m² an d’Frankräich ënner 100 m². A wann een dann d’Wunnengsbaubedarfsanalys vu Stadt und Land vu Wien, déi 2007 eng Analys gemaach hunn, eng Entwécklungsanalys vun dem Lëtzebuergeschen Wunnengsmarché, liest, da soen déi zousätzlech, 2020 wieren en Drëttel vun den 160.000 Wunnen, déi mer dann deemools gehat hätten oder aus där Etüd oder 2020 hunn, dass do de Bestand total ënnerbeluecht wier. Dat heescht, mir hunn extrem héich Wunnen. Wann een dat alles zesummenhëlt, ass et schonn normal, dass hei a Lëtzebuerg de Präis esou extrem gestiegen ass, dass et scho Vergläicher gëtt och mam Ausland wéi Basel oder Genf, déi an d’ärselwechter Konstellatioun sinn, wou och immens vill Aarbechtsplazen an där Region oder an där Stad implantéiert sinn, an dass och do iwwert d’Grenz eraus ganz vill Pendler ëmmer eriwwekommen an och do d’Präisser extrem héich sinn.

Ee Phenomeen ass awer, an dat bleift och: Mir hunn eng Präissteigerung gehat vu ’95 bis 2000 ëm 7% jährelch, awer wann ee vergläicht, wéi a wou de Präis an d’Luucht gaangen ass, ass et net dat Bauen, wat méi deier ass, well de Bauindex gëtt dat e bëssen zréck, och mat der Inflatoun, mä wat an d’Luucht gaangen ass, dat ass ganz kloer, et ass d’Bauland, et ass den Terrain, deen eis fortgelaft ass, et ass den Terrain, deen iwwerdriwwen an d’Luucht gaangen ass, obschonn mer Terrainen hunn u sech, fir déi Pénurie e bëssen opzefänken.

Mir hunn 2.700 ha ausgemaach, déi och innerhalb vun eise Perimeter deels do sinn, déi sinn direkt oder sinn net direkt mobiliséierbar, awer ee grouss Problem ass: 80% vun deenen Terraine sinn a privaten Hänn an nëmmen 20% an öffentlecher, an dovunner sinn de Moment 33% - esou emol laut den Etüden, déi ech gekuckt hunn - a konkrete Projeten, déi u sech an der Ëmsetzung sinn.

Ee ganz grouss Manktum, dat ass de sozialen oder subventionéierte Wunnengsmarché. Do gëtt geschwat vu just 2% oder gläichbedeetend 4.000 Unitéiten. Dat wiere 7% vun eise Wunnengsmarché. Wann een do vergläicht an iwwert d’Grenze kuckt, da gesi mer do: Holland 32%, Éisträich 23%, England 18% oder Frankräich 17%.

An dann, wann ee sech och do e bëssen duerch d’Statistike wullt: D’Sozialwunnenge gi vun den Acteuren aus der Sozialpolitik mat 26.000 beziffert. Woubäi déi 26.000, dat sinn da 15% vun eisen Haushalter, déi u sech an esou Wunnengsforme missten ënnerkommen, sief et a sozialen Dirtektwunnen oder e bëssen dee sougenannten erschwengleche Wunnraum, deen nach do ass.

Déi Chiffren hunn ech aus dem Sozialalmanach vun 2012. Ech muss soen - an do maachen ech och gären eng kleng Klammer op -, dass dee Sozialalmanach eng ganz flott Zesummenstellung huet vun der Wunnengsproblematik hei a Lëtzebuerg an dass et e ganz flotte Bäitrag ass, fir en Iwwerbléck ze kréien. Ech denken, et ass bal schonn eng Pflichtlecture e bësse fir een, dee sech mam Logement beschäftegt, an och doriwwer eraus misst et och déi aner interesséieren.

An och de Minister - well de Sozialalmanach besteet aus enger Rei vun Article vum ënnerschiddleche Leit - huet en Artikel drageschriwwen, mam Titel: „Plädoyer für ein nachhaltiges Wohnen in Luxemburg“. An ech wëlt just een Deel dovun zitieren: „Wir können nicht einerseits die zunehmende Ressourcenknappheit thematisieren ohne unsere Konsummuster zu hinterfragen. Dies reicht von der Größe unserer Hausparzellen, über die

Größe unserer Wohnungen bis hin zu unserem Mobilitätsverhalten. Demnach sollen wir uns beim Thema Wohnen zunehmend die Frage nach dem ‚Wie viel ist genug um dennoch gut leben zu können?‘ stellen.“

Dat ass eng Ausso vum Minister am Sozialalmanach. Et ass awer éischter eng Moralpriedegt an deem Sënn, dass een do soll u sech selwer schaffen. Ech denken awer, fir d’Wunnengsproblematik hei a Lëtzebuerg an de Grëff ze kréien, brauche mer ganz richtig an néideg Instrumenter, Handlungsméiglechkeete fir all d’Acteuren, fir dann déi konkret Moossnamen um Terrain kënnen ëmzesetzen, sougenannten ordnungspoliteschen Moossnamen, wou ech méi spët drop zréckkommen.

Ee Punkt, dat ass d’Statistik, wou mer eis schwéierdinn. Wann een déi ënnerschiddlech Etüde liest, kënnst een ëmmer op ënnerschiddlech Aussoen. Ech mengen, de President vun der Logementskommissioun - de Marc Lies - hat den 21. Mee an eiser Sitzung gesot, dass déi Zuel vun deene 26.000, déi ech gesot hunn iwwert d’Sozialwunnen, déi géife feelen, net richtig wier. Hien huet do sech zréck op d’Croix-Rouge gestäipt, déi op aner Zuele kënnst.

Et wier endlech wichteg, mengen ech, dass mer méi eng Kohärenz tëschent den ënnerschiddlechen Zuelen an den Opnahme kréichen, dass mer och effektiv wëssen, a wéi eng Richtung et geet. De Statec huet sech jo nei opgestallt, en huet och nei Instrumenter kritt, en huet nei Leit kritt. Vlächst misste mer do kucken, fir do méi kloer eranzekommen.

Eppes ass awer sécher - an dat huet déi Debat vu virun enger Woch oder zwou Wochen och hei gewisen, wou mer iwwert d’Sans-abrië geschwat hunn -, dass dee Manktum grouss ass. Ech mengen, souwuel déi Escher wéi och déi Stater, déi hei op dëser Tribün e bëssen hir Erfahrung matgedeelt hunn, weisen op déi Problematik hin, an do si mer all an der Verantwortung. Ech denken, och d’Gemengen alleguer, och déi am Norden, well do ass och d’Diskusioun ëm den Norde gaangen, an ech mengen, och mir am Osten hunn do en Nachholbedarf, fir an deem Beräich tätég ze ginn.

Ech kommen dann nach zu eenzelnen Instrumenter, déi ënnerwee sinn. Eent natierlech, dat ass de Pacte Logement, dee vill gepries gëtt, jiddefalls vu Regierungssäit. Ech mengen, wann ech awer dem Här Frieden elo nolauschten, stellt deen awer dee Pakt och mat der Subventioun e bëssen a Fro. Well besonnesch ee Punkt hat eis ëmmer dru gestéiert. Dat war déi Réckausbezuellung un d’Gemengen, déi eppes an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Well dat war just eng quantitativ Ausso. Dat heescht, do ass et gewuess. Firwat ass dat gewuess? Well do Bauterrain zur Verfügung war. Et war méi einfach, fir do ze bauen, an do fir ass do eppes entstanden. Et huet awer kee richtige Kritär bestanen, also kee richtigen novollzéibare Kritär. Et war kee Kritär do vun der Nohaltegkeet, wat do passéiert ass. Et war kee Kritär vun der Landesplanung do. A wat nach méi wichteg ass, an dat ass eben nach virun zwou Wochen och hei diskutéiert ginn: Et war kee Kritär vun der sozialer Mixitéit do.

Mir hunn awer ganz vill Suen un d’Gemengen ausgeschott, well se einfach Bauterrain haten. Wann ech elo drun erënneren u déi Diskusioun vu virdru beim Klimapakt, do hu mer dat net gemaach. Do wier et méi sënnvoll gewiescht, deene Gemengen eppes ze ginn, déi an der Vergaangenheet am Klima eppes gemaach hunn, wéi am Wunnengsbau, déi jo éischter d’Chance vum Terrain hate wéi vun enger iwwerluechterer nohalteger Wunnengspolitik.

Ma een Argument - an do ginn ech dem Här Minister net esou onrecht, trotzdeem -, e seet ëmmer: „Domadder hu mer d’Gemengen an d’Boot kritt.“ Ech mengen, en ass e bësse ronderëm gaang. Dat kann ech net ofstreiden. Ech war jo selwer schonn op där enger oder där anerer Veranstaltung derbäi, déi och interessant war, mä et geet nach net duer mat deenen Instrumenter. Ech komme méi spët drop zréck. Ech mengen awer, et sinn och aner Instrumenter do gewiescht, ouni dass een do esou vill Suen hätt missen ausbezuelen, déi awer näischt zum direkte Wunnengsausbau oder der Wunnengsméiprogesssioun bäigedroen hunn.

Ech kommen da vlächst zu deenen eenzelne Moossnamen, fir d’Spekulatioun e bëssen anzudämmen. Mir wësse vun de Gemengen aus, dass mer verschidden Instrumenter kritt hunn. Ech denken do un d’Grundsteier, dass mer e B6 hunn, a sech e Bauterrain, deen direkt erschléissbar ass, deen direkt ka bebaut ginn, anescht kënnen ze besteieren. Mir mengen awer, dass dat net duergeet. Mir wäerten och herno zum Schluss vu menger Interventioun déi eng oder déi aner Motioun do presentéieren.

Dann d’Taxen; déi fir eidelstoend Wunnen. Och do hu mer missen op d’Gemenge waar-

den, dass déi eppes gemaach hunn. Ech denken do virun allem, Biekerech huet do virgeluecht gehat. Esch huet elo virgeluecht. D’Stad Lëtzebuerg huet dat virun zwee, dräi Joer probéiert, war net direkt duerkomm. Se hunn awer elo schonn d’Ausso gemaach, dass se an déi Richtung wëlle goen.

Feststellen ass awer, do war eng Kéier e grénge Buergermeeschter, eng Kéier e roude Buergermeeschter, an och e bloe Buergermeeschter, och a Kombinatioun mat Gréngen. A wann ech dann op menger rietser Säit kucken, de Moment schéngt dat net esou interessant ze si fir déi Fraktioun. Do ass de Moment kee Buergermeeschter - dat hunn ech nach net héieren -, deen do an déi Richtung gaange wier,...

(Interruption)

...fir déi Taxe wëllen anzeféieren.

(Interruptions diverses)

Och den Innenministère war net ëmmer ganz proaktiv. Soubal Wunnengspolitik oder Wunnengsdémarché vun den eenzelne Gemengen ënnerholl gi sinn, war net onbedéngt d’Hëllef do. Et war net eng proaktiv Hëllefstellung vun Innenministère do, well éischter gemengt ginn ass: Wunnengsbau ass och net onbedéngt d’Kompetenz vun de Gemengen. Wou ech awer mengen, dass mer dat haut anescht sollte kucken. An och do wäert ech herno eng Motioun wëllen déposieren.

Mir hunn effektiv keng Tradition an de Gemengen. Vill Landgemengen, och mëttelgrouss Gemengen, hunn net esou déi Efforte gemaach, wéi aner Gemengen dat gemaach hunn, wéi d’Stad Lëtzebuerg, d’Stad Esch oder nach Dëfferdeng, déi scho méi eng laang Tradition an där Politik hunn.

Wat do feelt, an dat ass scho laang eng Forderung vun eis, dat ass déi sougenannte Wunnengsbaugesellschaft. Ech mengen, déi ass elo schonn an e puer Réunioun vum Minister ugeschwat ginn. En hat et och an der Réunioun vum 21. Mee an der Chamberskommissioun gesot, Mëtt Juni, wann ech mech gutt erënnere.

(Interruption)

Mä bon, elo si mer Juli. Et ass nach ëmmer net richtig do. An et ass dat, wat mer brauchen. Et ass dat, wat eis hëlleft an déi Richtung kënnen ze goen, fir wierkelech de Gemengen ënnert d’Äerm ze gräifen. Ech hunn dat och scho bei verschiddenen Entrevuen ausgedréckt. An ech waarden och selwer als Buergermeeschter vun enger klenger Stad op déi Instrumenter, fir méi Hëllefstellungen op deem Punkt ze kréien. Mir si prett, fir do an déi Richtung matzehëllefen.

E weidere Punkt, dat ass d’Ëmsetzung vum Pacte Logement och deels. Dat ass dee sougenannte Kritär vun deenen 10% bei engem Hektar, deen erschloss gëtt, fir do soziale Wunnengsbau ze maachen. Ech weess vu Gespréicher mat Leit aus der Stad Lëtzebuerg, dass dat guer net esou evident war, fir do mat de Promoteuren eenszeginn, fir do eng richtig Démarche erauszekréien.

De Moment sinn offiziell 77 Logementer an deem Kader erauskomm. Wann ech dat mat deenen Zuele vergläichen, déi ech am Ufank gesot hunn, déi feelen, dann ass dat eng Drëps op de waarme Steen. Also, domadder komme mer nach net direkt weider.

Och d’öffentlech Träger. Ech mengen de Fonds du Logement oder SNHBM brauchen... Oder et geet nach net duer an deem Marché alles opzepeppen an de Retard opzehuelen.

De Paquet Logement, dat ass u sech keen Instrument, mä et ass eng Abberzuel vun Instrumenter a Mesuren. Ech mengen, och do weisen ech op de Sozialalmanach op d’Säiten 142, 143, an 144, wou ganz flott duergestallt ass, wéi déi Instrumenter sinn. Ech wëll déi och do net enzel opzielen, well dat sinn u sech awer Instrumenter, déi éischter a Richtung vun dem Bestand ginn. Et si ganz vill Saachen, fir am energetesche Beräich eppes ze maachen, wat sécher sënnvoll ass, wat och richtig ass. Awer eppes feelt, dass mer keng Mobiliséierung direkt kréie vun de Bauterrainen.

Mir kréien dat net direkt op de Marché, an dat, wat mer gären hätten. Ech huelen do just zwee Punkten eraus, dat ass eng Kéier d’Allocation de loyer et de logement. Do wollt ech just drop agoen. An ee Punkt ass och Cadre juridique pour l’AIS - dat ass d’Agence Immobilière Sociale -, wou ech wollt e puer Wuert driwwer soen.

D’Allocation de loyer, mengen ech, ass bedenklech. Et weess een net, a wéi eng Richtung dat geet. Do feelt dann awer d’Instrument. A wann ee vergläicht, wat a Frankräich leeft, wat an Däitschland leeft. Et ass och an England och am Sozialalmanach ganz gutt erkläert, wat do ofleef. Wat bei eis awer feelt, ass dann d’Philosophie wéi an Däitschland, de Mietspiegel, dass

een dann och ganz kloer Kontrolle mécht a kuckt, wéi de Mietspiegel zesummegeesat ass, dass een och emol iwwerpréift, wéi dat am Realen ass. An dat feelt bei eis an deem.

Ech weess net, wéi konkret dat elo bei lech ass - vlächst kënnst Der mer dorobber äntwerten -, ob dat ganz kloer an deem Moment ass. Jiddefalls, wat fir mech gläichzäitig a parallel muss passéieren, dat ass den Ausbau vu Logements sociaux, dat ass d’Kontroll vun de Loyeren. An dann, mengen ech, kann een duerchaus emol iwwer eng Subventioun nodenken, ouni se wëllen direkt ëmzesetzen, well d’pervers Réckkopplung ka sinn, dass d’Suen direkt duergehend bei de Propriétaire lafen. An dann hu mer erm dat gemaach, wat mer de Moment bei de Bauterrainen hunn, dass praktesch nëmmen d’Propriétaires dovunner profitéieren.

Dann, et geet an deem 21-Punkte-Paquet och nach ëm de Cadre juridique fir d’AIS. Et muss een éischstens soen, dass dat eng ganz gutt Initiativ ass, dass do eng ganz Rei flott Instrumenter geschaf ginn, wëssend awer, dass se total iwwerfuert sinn, dass se net genuch Leit hunn, dass se déi Aufgaben net kënnen richtig ëmsetzen. Do feelt eng Hëllef; ganz kloer.

Mir, denken ech, wiere frou, wa mer et kéinte flächendeckend an d’Regiounen implizéieren; d’Iddi, vlächst souguer zesumme mat den Office-socialen. Do hu mer jo e Kader geschaffen, déi d’Problematik um Terrain kennen. Wann ee mam AIS, mat den Office-sociale gläichzäitig och, wéi de Camille Gira et am Kanton Reiden probéiert, d’Gemenge mat an d’Verantwortung hält, fir dass si d’Garantie gi bei der Renovatioun vu Gebaier, dass mer d’Energiearmut och domadder kënnen bekämpfen, denken ech, hu mer eng ganz gutt Léisung do fonnt.

Gutt. Ech kommen dann zu der Positioun, wou mer wollten nei Elementer mat an d’Diskusioun erabrénge. Et ass jo eng Orientationsdebat. Et ass jo do, wou mer sollten eis Iddien op den Dësch leeën. Mir leeë se och ganz gären op den Dësch. An dat ass ganz kloer: Mir müssen ee Paradigmewissel am Wunnengsbau ustriewen. An dat ass d’Verantwortung souwuel vum Stat, awer och vun de Gemengen. An déi wëll ech net erausloossen.

Déi fundamental Fro bleift awer nach ëmmer: Wëlle mer dee Wuesstum nach ëmmer an der Zukunft esou weiderdreiven? Mir wëssen, a villen Domänen geet et net méi op. Awer soulaang deen Zouwuess nach ass, muss mer an der Wunnengsproblematik eppes änneren.

Et geet net méi, dass mer dat just iwwer Ureizer maachen, dass mer Gelder duerch d’Géigend ginn. Da kréie mer dat net méi an d’Rei. Do ginn et ganz vill Verléierer. Et gëtt praktesch just nach ee Gewënner, an dat sinn d’Propriétaire vu Bauterrainen. An dat kënnen mer do net méi zouloossen, mengen ech. An do geet et och net duer, wann de Premier hei an der Lag vun der Natioun eng Moralpriedegt iwwert déi béis Propriétaires hält, an déi müssen an d’Verantwortung geholl ginn, an esou weider an esou fort. Ech denken, mir müssen Instrumenter schafen, dass mer och de Cadre politique derzou ginn. Ouni dat kréie mer dat net richtig an de Grëff.

De Moment ass jo d’Wunnengsbaupolitik - an dat huet den Här Boden hei nach eng Kéier ganz kloer virdru a sengem Zwëscheruff gesot -, dass éischter d’Orientatioun a Richtung vun dem Eefamillienhaus vun der Propriétéit geet, wou mer nach ëmmer bei 70% sinn. Awer all d’statistesche Etüde weisen, dass d’Propriétéit oder d’Eegenheim an der Zäit fortgeet, awer d’Demande, och doduerch, dass mer eng héich Migratioun hunn, era wéi eraus, déi sinn net erpirscht, fir onbedéngt e Besëtzer vun enger Wunneng ze ginn. Déi brauchen de locativé Marché. An de locativé Marché ass total ënnerbesat. An dofir brauche mer e Wunnengs-paradigmewissel.

An dofir ass déi Politik, déi mer elo säit Jore bedriwwen hunn, definitiv fir eis gescheitert. A mir brauchen eng Mainmise, eng Maîtrise vun der öffentlecher Hand fir op de Bauterrainen. An et ass doropshin, wou mer ganz kloer wëllen eng Motioun deposieren.

An zweet Instrument ass awer och - an do huelen ech mech dann och selwer mat an d’Verantwortung - d’Gemenge mat an d’Boot ze huelen. Mir hunn et virdru beim Klimapakt gemaach. Mir hunn et versicht beim Pacte Logement, awer net richtig, net definitiv genuch. Mir haten d’Diskussioun bei de Flüchtlingen. Ech denken, dass d’Zäit räif ass, an dat muss mer, all déi Problematiken, déi mer elo um Terrain ze fannen hunn, dass mer effektiv d’Gemengen an d’Boot müssen huelen an deels mat contraignanté Moossnamen, dass all Gemeng seng Responsabilitéit muss iwwerhuelen - an do zielen ech mech och gäre mat dran -, fir allgemeng derzou ze brénge soziale Wunnengsbau, insbesondere Mietwunnengsbau, matzeleeën.



Dofir denken ech - an dat ass och, wat ech vir-dru gesot hunn, ech mengen, et war Prüfungszäit -: Et ass eng Datz ginn! An Dir wësst, an der Schoulreform wëlle mer jo kee méi duerchfale loosson. Dat ass jo vläicht net méi ugaang. Mir ginn hinnen och gär nach eng Chance, un d'Regierung. Dofir kréie se en Travail de vacances. An ech déposéieren da véier Motiounen:

Déi eng geet ëm Bauterrainen an d'öffentlech Hand.

Déi zweet geet ëm d'Reform vun der Grondsteuer.

An déi drëtt Motioun ass eng Verbesserung vum Pacte Logement.

An déi véiert ass effektiv de Mietwunnengsbau, och an de Gemengen. An da kommen natierlech déi eidelstoend Wunnengen, wou d'Taxen, wou d'Gemengen, wou jo elo en Instrument do ass, fir an déi Richtung ze goen. Ech mengen, mir hunn och scho bei eis kuerz analyséiert, dass mer an déi Richtung ginn. Déi Baulückegeschicht muss och kommen, de B6, dass dee méi systematesch duerchgefuert gëtt, an dann net zu Lescht d'Wunnengsgesellschaft.

Da wëll ech zu deenen eenzelne Motioune Stellung huelen.

Eng éischt Motioun, wou mer soen: Fir eis ass et wichteg, dass de Pouvoir public ganz kloer op Terrainen d'Mainmise sollt kréien. A mir hunn eis och e bëssen ëmfrot. Mir waren op Wittlich zum Beispill. Wittlich läit hei an der Eifel net wäit ewech, eng Stad vun 18.000, 19.000 Awunner, en CDU-Buergermeeschter, deen eng ganz proaktiv Wunnengsbaupolitik mécht. Well et ass do nëmme méiglech, wa Bauland ausgewise gëtt, wann et an d'öffentlech Hand kënnt. Soss geet et net, soss kënnt et net an de Perimeter. An et ass nëmmen do, wou si dann aktiv ginn, och do, wou si dann Terrainen erschleissen, an dee sougenannte Sozialwunnengsbau, an den erschwéngleche Wunnraum maachen, an dann och Kritären un hir Bevölkerung kënnen ausdeelen. Dat ass eng Revisioun. All fënnef bis zéng Joer gëtt de Perimeter iwwerkuckt. A si hunn déi Instrumenter. Et war en CDU-Mann, deen dat agefuert huet, en FDP-Buergermeeschter huet et weitergefuert, an de jëtzege CDU-Buergermeeschter féiert dat ganz richteg weiter.

Ech hu mech awer och informéiert zu Pärel. Pärel maachen et d'selwecht. Pärel, wësst Der mëttlerweil, de Päreler Buergermeeschter, hie gëtt den 61. Deputéierten, well mëttlerweil huet en 1.600 Lëtzeburger do wunnen. En huet der geschwé méi wéi Schengen vis-à-vis. Dat heescht, och do maache se déiselwecht Politik: D'Ausweitung vu Bauland geet nëmmen dann einhier mat der Gemeng, wann d'Gemeng dann och déi Terrainen zur Verfügung gestallt kritt an dann d'Gemeng déi néideg Infrastrukturkäschten dozou mécht. Dofir hunn ech eng Motioun 1, déi ech dann dono dem President wäert weiderginn.

Eng Motioun 2. An ech si frou, dass de Budgetsrapporteur vum leschte Joer nach am Haus uwesend hei ass, deen e ganz flotte Rapport do gemaach huet. Ënner anerem war et d'Moossnam 47 a sengem Paket, wou en insbesondere drop higewisen huet, dass ons Grondsteuer absolut iwwerlieft ass. Si kënnt aus engem Zäitalter vun 1940. Dat huet extrem evaluéiert. Et sinn och Inégalitëten entstanen tëscht den ënnerschiddleche Lokalitéiten. Do, wou den Terrain soll sinn, ass den Terrain innerhalb vum Perimeter? Ass den Terrain ausserhalb vum Perimeter? An esou weiter.

An e seet selwer a sengem Rapport: «Une imposition plus appropriée de la propriété immobilière répond à une plus grande équité fiscale.» A mir kënnen dat nëmmen ënnerstëtzen. An dofir mengen ech, dass dat eng ganz flott a richteg Démarche war vum Gilles Roth. An dofir deposéiere mer dann eng zweet Motioun, fir dass d'Regierung sech där Hausaufgab unhëlt a méiglechst do esou séier wéi méiglech eng Reform an Ugrëff hält, fir den Impôt foncier dann och op de Leescht ze huelen.

Eng drëtt Motioun ass dat, wat an der Stad Lëtzebuerg erlieft ginn ass ebe bei der Ëmsetzung vum Pacte Logement, insbesondere bei där 10%eger Obligatioun an engem Lotissement vun engem Hektar, fir dass och do vläicht sech Gedanke gemaach gëtt, an dat esou séier wéi méiglech, eng Convention type auszeschaffen, wéi ee mam Promoteur sief et public oder och privat ëmgeet, fir dass dat och wierklech de Fall sollt sinn.

An dann eng lescht, vläicht och eng vun deene wichtegsten, mengen ech awer och, dass mer d'Gemengen esou wäit an d'Verantwortung huelen, dass jiddwereen hei am Land allgemeng sech der Verantwortung bewosst ass. Dass e Manktum do ass u soziale Wunnengen, wësse mer. Dass mer do musse proaktiv hëllefen dat ëmzesetzen. Do verlaange mir, dass

d'Gemengen eng Obligatioun kréien, fir an déi Richtung ze goen, dass d'Regierung sech sollt dat op de Leescht huelen. Et kann natierlech mat den öffentlechen Träger zesummege schafft ginn, d'Responsabilitéit vun deem soll awer definitiv bei de Gemenge bleiwen, well soss stiele se sech och do deels aus der Verantwortung.

Dat sinn déi véier Motiounen, déi ech gären dem President iwwerreechen.

► **Mme le Président.**- Merci.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Presidentin, pardon.

► **Mme le Président.**- Merci. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la hausse des prix de vente des nouveaux appartements et logements en construction au cours des 15 dernières années;

- considérant la part considérable des prix des terrains dans l'évolution des prix de vente des logements en construction;

- considérant les besoins au Luxembourg de créer des logements économiquement accessibles pour une large frange de la population;

- vu les surfaces considérables disponibles pour l'habitat à l'intérieur des périmètres d'agglomération des communes;

- considérant que ni l'État, ni les communes ne disposent en général de réserves foncières substantielles qui leur permettraient d'assurer une maîtrise suffisante du foncier;

- considérant les expériences intéressantes menées par des communes telle que Wittlich (commune allemande de 19.000 hab. située dans la région de l'Eifel) dans la gestion publique des terrains;

invite le Gouvernement

- à renforcer l'emprise des pouvoirs publics sur les terrains disponibles à l'habitation à travers un appui logistique et financier donné aux communes afin que le droit de préemption soit mis en œuvre de façon systématique également lors de la mise en œuvre des projets de lotissement d'envergure.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- vu l'évolution des prix sur le marché du logement;

- vu les besoins en logement au Luxembourg et notamment dans le secteur du logement social;

- vu les surfaces de 2.701 hectares de terrains théoriquement disponibles pour l'habitat à l'intérieur des périmètres d'agglomération des communes (note n°18 de l'Observatoire de l'Habitat);

- vu les difficultés à mobiliser rapidement ces terrains à des fins d'habitation (suivant la note n°18 de l'OBS 72% des 2.701 ha ne seraient que lentement mobilisables);

- vu les outils disponibles afin de mobiliser ces terrains pour le logement et notamment l'impôt foncier comme mesure fiscale;

- vu que la base d'assiette pour le calcul de l'impôt foncier date de l'année 1940;

- vu que les recettes générées par l'impôt foncier au Luxembourg sont dérisoires par rapport aux pays voisins (1,5% des recettes communales au Luxembourg, contre 6% en Allemagne, 13% en France et 17% en Belgique);

- entendu Monsieur Gilles Roth, rapporteur du budget 2012, qui avait appelé le 6 décembre 2011 à réaliser une réforme de l'impôt foncier: «La détermination de l'impôt foncier sur base de la valeur unitaire est une opération complexe. Elle repose sur une évaluation anachronique des immeubles sur une base des prix de l'année 1940. Il s'ensuit une sous-évaluation massive de l'assiette imposable en général. A cela s'ajoutent des inégalités au niveau de l'évaluation des propriétés immobilières en fonction de leur localisation.»;

- entendu encore Monsieur Gilles Roth, rapporteur du budget 2012, selon lequel «Une imposition plus appropriée de la propriété immobilière répond à une plus grande équité fiscale.»;

invite le Gouvernement

- à élaborer à court terme une proposition de réforme de l'impôt foncier afin de mieux prendre en considération la valeur réelle des différents terrains en question.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- vu les dispositions en faveur du logement à coût modéré prévues dans le pacte logement (loi du 22 octobre 2008);

- vu notamment la disposition de l'Art 31 qui ajoute à l'article 29 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain le paragraphe suivant: «(5) Pour chaque plan d'aménagement particulier (PAP) dont la superficie du terrain à bâtir brut est supérieure ou égale à un hectare, il sera réservé une partie de 10% de la surface du terrain à bâtir net ou 10% des logements y construits à la réalisation de logements à coût modéré, destinés à des personnes répondant aux conditions d'octroi des primes de construction ou d'acquisition prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, dont les conditions et les prix de vente, respectivement de location sont arrêtés dans la convention prévue à l'article 36 de la présente loi.»;

- vu que cette disposition en faveur du logement à coût modéré s'avère difficilement réalisable dans le cadre de la mise en œuvre des PAP;

invite le Gouvernement

- à faire élaborer une convention type pour la mise en œuvre de cette disposition en faveur du logement à coût modéré.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant les difficultés que connaît un nombre croissant de personnes pour accéder au logement;

- considérant que pour un nombre croissant de personnes les aides et primes étatiques ne suffisent pas à rendre l'accès à la propriété possible;

- considérant qu'en dépit des efforts étatiques en matière de création de logements subventionnés de nombreuses personnes ne peuvent pas accéder à la propriété;

- considérant que l'évolution du prix du locatif reflète l'évolution à la hausse des prix à la construction;

- considérant que pour ces mêmes personnes et pour ces raisons le locatif reste souvent aussi inaccessible que l'achat d'un immeuble;

- considérant que les seuls mécanismes du marché, même réglementés par l'intervention publique, ne suffisent pas à assurer l'accès au marché du logement locatif pour les personnes les plus démunies;

- considérant que les villes et communes ont une responsabilité à assumer en la matière;

invite le Gouvernement

- à étudier une législation spécifique qui définit la part du parc immobilier qui, à terme et pour chaque ville et commune du pays, devra être en propriété publique et disponible en locatif à des conditions plus favorables que celles du marché;

- à prévoir que les villes et communes devront veiller à ce que les buts définis soient atteints;

- à tenir les villes et communes pour responsables au cas où ces buts ne seraient pas atteints.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Josée Lorsché, Viviane Loschetter.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Da kommen ech zum Schluss. Ech denken, dass mer eng Rei nei Etüden, nei Méiglechkeete ginn hunn, fir aus där Datz erauszekommen. Mir brauchen onbedéngt méi eng Dynamik, an insbesondere och bei de Gemengen.

Här Minister, Dir sidd an der Bringschuld, mengen ech, mä Dir sidd net eleng an der Obligatioun. An dat wëll ech lech mat op de Wee ginn. Mir loosson lech net eleng an dësem Dossier. Wann Der eis déi néideg Instrumenter zur Verfügung stellt - eis heescht, de Gemengen hei a Lëtzebuerg -, dann denken ech, dass d'Gemenge bereet sinn Hëllefstellung ze bidden an da kréie mer och nach munches ëmgesat.

An dësem Sënn soen ech da Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech ginn elo dem honorabelen Här Lies als nächstem Riedner d'Wuert. Ech soen dem Här Kox Merci.

Débat

► **M. Marc Lies** (CSV).- Madame Presidentin, Här Minister, léif Kolleginnen a léif Kollegeen, virop weilt ech der grénger Fraktioun, an hei besonnesch dem Koxen Heng Merci soe fir dësen Débat d'orientation. Beim Pacte Climat an och beim Débat d'orientation iwwert de Logement gesi mer, dass eng ganz Partie Iwwerschneidunge bei deenen, souwuel beim Projet de loi, wat de Pacte Climat ugeet, awer och den Débat iwwert de Logement, sinn. Duerfir, Klimapolitik ass och Wunnengsbaupolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kennen alleguer d'Problematic, déi sech am Beräich vum Wunnengsmaat stellt. Wéi oft a mat wat fir enger Intensitéit gëtt iwwert de Sujet vum Logement hei am Land geschwat! Et ass och jidderee vun eis mat dësem Sujet perséinlech befaasst, vu datt och jidderee vun eis gär een Daach iwwert dem Kapp huet. Emol gëtt méi kontrovers, emol gëtt méi rational, emol gëtt méi kritesch iwwert dëse Sujet diskutéiert.

Fakt ass, dass mir hei zu Lëtzebuerg an enger ganz spezifischer Situatioun sinn a mir kënnen eis net mat eisen Nopere ronderëm vergläichen. Mir liewen an engem Land, an deem de Wuelstand extrem héich ass, wat da bedeit, dass d'Akommes vu senge Bierger an der Moyenne och relativ héich ass. Ouni awer ze vergiessen, dass et och hei am Land Leit gëtt, deenen et net esou gutt geet.

Déi europäesch Scholdekris ass nach ëmmer net iwwerwonnen. Villen Ekonomien hei an Europa geet et definitiv net gutt. Aarbechtslosegkeet, keng Perspektiv méi bei sech doheem dreiwien d'Bierger aus de Länner, awer och aus anere Krisegebidder an d'Friemt, wou si no engem bessere Liewe fir sech an hir Famill sichen.

Lëtzebuerg steet am Verglach zu ville Länner wirtschaftlech nach extrem gutt do. Eist Land huet ee vun deene performanteste Sozialsystemer weltwäit. Et ginn all Joer zegausend nei Aarbechtsplaze geschaf. Konditiounen, déi natierlech Leit bei eis an d'Land lackelen. Leit, déi mir awer och brauchen, fir eisen aktuelle Sozialsystem an der Richt ze halen.

Am Joer 2011 huet de Grand-Duché beispillsweis e positive Migrationssolde vu ronn 11.000 Leit opzeweisen, wat deen absolute Rekord duerstellt. 11.000 Leit, déi eng Wunneng sichen op engem Marché, deen am leschte Joer 4.323 Wunnenge fäerdeggestallt huet. Dee mir déi 11.000 Leit duerch eng Moyenne vun 2,3, déi statistesch an enger Wunneng logéieren - ouni d'Jonggesellen, ouni d'Divorcen zum Beispill mat a Considératioun ze huelen -, da komme mir op ee Solde vu 4.783 Unitéiten. Dat heescht de Wunnengsmaat huet d'lescht Joer net genuch Wunnenge geliwwert.

Heifir ginn et natierlech eng Rei Grënn. Ee Grond ass sécherlech deen, dass eis Prozeduren extrem langwiereg sinn, bis dass nei Lotissementer bebaubar sinn. Dat huet engersäits domat ze dinn, dass eng Rei vun Etüden, ënner anerem och d'Etüd vun der SUP extrem zäitopwendeg sinn. Dat huet awer och domat ze dinn, dass hautdësdsags eng absolut Rechtssécherheet erfuert ass. D'Grundstéckspräisser sinn eemol ze vill héich, fir d'Planifikatioun einfach dem Zoufall ze iwwerloossen. Plainten a Rechtsupspréch kënnen duerch gutt duerchduechten a propper ausgeschafften Dossieren évitéiert ginn.

De Virdeel bei deenen neie PAPen ass awer deen, dass beim Ausschaffe vun dëse Pläng extrem Wäert op modernen a kohärenten Urbanismus geluecht gëtt. Genau Berechnungsmodeller suergen dofir, dass eng genau Transposition vun de Surfacen a Volumen ermëttelt gëtt. Et geet dorëm, dass jidderee gläich behandelt gëtt an datt och op eng gewëssen Densificatioun Uecht gedoe gëtt. Sozial Mixitéit an nohaltegt Baue sinn aner Sujeten, déi bei engem modernen Urbanismus net méi därfe feelen.

Mam Paquet Logement a mam Pacte Climat kritt de Wunnengsbau eng aner Dimensioun. Un engem energieeffiziente Bauen oder enger Albasanierung féiert haut kee Wee méi erlaanscht. Fir eis Klimaziler bis 2020 ze erreechen, mussen nach eng ganz Rei Efforte gemaach ginn. Mat guddem Beispill mussen och hei de Stat an d'Gemenge virgoen. D'Sanierung vun öffentleche Gebaier ass een absolute Must! Eng gutt Sensibilisierung vun Bierger, adequat staatlech Hëllef beim energieeffiziente Bauen oder Sanéieren an awer och déi néideg Prescriptione féieren à moyen terme sécher zu deenen erwënschte Resultater.

Madame Presidentin, léif Kolleginnen a Kollegen, bei der Léisung vun der Wunnengsbauproblematik feelt et meeschtendeels awer un deenen néidegen Terrainen, déi direkt valoriséiert kéinte ginn. Ee Beispill sinn hei d'Terrainen, déi an engem besteende Lotissement schonn zënter Jore broochleien. Dës Terraine sinn oft an den Hänn vun enger Grupp vu Leit, déi keen Intérêt hunn dës Terrainen op de Maart ze bréngen. Éischstens brauche si d'Suen net. Zweetens gi si hei op der Plus-value besteiert. An drëttens gëtt zurzäit op de Finanzmäert näischt um Kapital bezuelt.



Et kann awer net sinn, datt dës Terrainen oder Wunnenge während Joren a bestoende Lotissementer broochleien. Duerfir fannen ech et rich-teg, datt schonn eng Rei vu Gemenge sech dë-ser Problematik ugehall hunn an den Taux vum Impôt foncier eropgesat respektiv eng nei Tax agefouert hunn. Dëst léist awer elo net dee ganze Problem vun eisem Wunnengsmaart. Et ass awer ee gudden Ufank an een Indicateur, datt eis Gemenge sech verstärkt dësem Sujet wëllen unnhuelen.

Eng Rei vu Gemengen hunn am Beräich vum privaten a vum soziale Wunnengsbau an deene leschte Joren extrem vill geleescht. Déi néideg Gesetzgebung, fir de Logement ze fördern, gëtt et jo och schonn zënter Joren. Nodeems eise Wunnengsbauminister, de Marco Schank, säin zweete Pèlerinage an dëser Legislatur-period an de Gemengen duerchgefouert huet, schéngt een allgemengen Aktivismus bei de Gemengen entstanen ze sinn.

Mam Pacte Logement sinn eis Gemenge scho viru Joren encouragéiert ginn, fir méi aktiv am Beräich vum Wunnengsbau ze ginn. Ëmmerhin 98 Gemengen hunn de Pacte Logement ënner-schriwwen an hu sech dozou verpflichtet, an deene kommende Joren ëm 15% ze wuessen. Als Beispill: D'Gemeng Hesper, well ech déi am beschte kennen, ass an deene leschten dräi Joer, zënter datt de Pacte Logement a Kraaft getrueden ass, ëm 7,5% gewuess.

De finanziellen Ureiz, deen dës Mesure bei engem verstärktere Wuesstum mat sech bréngt, hëlleft natierlech och, fir een Deel vun den Equipements collectifs ze bezuelen. Et ginn eng ganz Rei Outilen, mat deenen d'Gemenge schaffe kënnen: Applikatioun vun enger neier Tax, Acquisitioun vun Terrainen oder Wunnen-gen, Embau vun dëse Wunnengen, sub-ventionéierte Wunnengsbau, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Wann eng Gemeng d'Promotioun awer selwer soll iwwerhuelen, da gëtt et schonn e bësse méi komplizéiert, wann et ëm d'Ëmsetzung heivun-ner geet. Oft ass et esou, datt d'Gemengen net déi néideg Fachkräift hunn, fir esou ee Projet kënnen ëmzesetzen. Mat dem Fonds du Lo-gement an der Société Nationale des Habita-tions à Bon Marché sinn zwee öffentlech Ac-teuren um Marché, déi de Gemengen hei zur Hand kënnen goen.

Wann eis Gemengen an deenen nächste Joren nach verstärkt am Beräich vum Locatif oder dem Logement à coût modéré aktiv solle ginn, da geet et awer eleng mat dësen zwee Ac-teuren net duer. Déi annoncéiert nei national Siedlungsgesellschaft kann hei sécherlech förderlech sinn. Et hänkt voll a ganz vum Mo-dell vun dëser Gesellschaft of, woubäi ech mengen, datt nëmmen eng kommunal respek-tiv regional Ausrichtung hei zum Erfolleg féiere kann. Aufgab vun dëser Gesellschaft soll de Conseil an de Suivi vu lokale Projete sinn. Ac-teure wieren oder müssen dann awer d'Ge-mengen, d'Offices sociaux an déi privat Promo-teure sinn, déi sech hei zesummendinn an eventuell ënnert der Form vun enger Société ci-vile oder Zivilgesellschaft sech këinten zesu-mendoen, deemno nei Projeten op d'Schinn setzen an duerno déi jeeweileg Infrastrukturen, déi sollen dee Moment och vun dëser Société civile gëréiert ginn.

Ee grouse Besoin läit sécherlech am Beräich vun de Sozialwunnengen. D'Meenungen, wéi vill Wunnenge schlussendlech gebraucht ginn, gi wäit ausereen. D'Caritas schwätzt vu 26.000 fehlende Wunnengen, d'Chambre im-mobilière vu 15.000 an de Logementsministère vu ronn 9.000 Wunnengen. Ab nächstem Joer féiert de Stat och eng Subvention um Loyer an, dee sogenannte Mietzuschuss. Mat enger Moyenne vu 95 Euro pro betraffe Famill a pro Mount kréien déi Familljen ënnert d'Äerm ge-graff, déi et am batternéidegsten hunn.

Ee groussen Handlungsbedarf besteet deemno bei de soziale Wunnengen - dat erliwien déi Gemengeresponsabel an d'Offices sociaux aus deene jeeweilege Gemengen ueschtert d'Land dagdeeglech. Et gëllt hei den Hiewel op der richteger Plaz unzesetzen a vum momentanen Aktivismus an de Gemengen ze profitéieren. Iwwert de Plan sectoriel Logement solle jo dies-bezüglech 552 ha Land als prioritär bebaubar ausgewise ginn an eng 17.680 Wunnenge rea-liséiert ginn. De Stat an d'Gemenge kréien op dëse Surfacen d'Virkaftsrecht respektiv kann d'Utilité publique och am schlimmste Fall in-voquéiert ginn. D'Fro bleift awer bestoen: Wien an ënner wat fir enger Form sollen dës Projeten ëmgesat ginn?

Madame Presidentin, ee vun den Hauptproble-mer vum Wunnengsbau hei am Land ass sécher

de Foncier. D'Terrainen hei zu Lëtzebuerg sinn einfach eemol ze vill deier. Verschidde Proprié-taire vun Terraine maachen haut keen Ënner-scheed méi, ob hiren Terrain am Bebauungspe-rimeter läit oder op der grénge Wiss. Si maa-chen och keen Ënnerscheed méi, ob hiren Ter-rain iwwerhaapt erschloss ass. Et zielt just nach de Präis, dee si vum Héieresoen hunn. Vill Leit priedegen d'Solidaritéit oder d'sozial Gerech-tegkeet. Bei der Ëmsetzung heivu gëtt dann awer, wéi esou oft, mam Fanger op den Noper gewisen.

Ech géif mir wënschen, wann de Logements-ministère eng breet ugueluechten Informa-tiounscampagne iwwert de Sujet vum Lo-gement à coût modéré an och vum Logement locatif géif starten, wou eng Sensibiliséierung an eng Oplklärungsarbecht gemaach géif ginn, wéi esou Wunnengen entstinn, wéi d'Präis-berechnung heivun ass a wien natierlech och vun dëser Offer ka profitéieren.

Mir dierfen eis der Problematik vun deene jonke Leit awer och net verschléissen, déi ze vill hunn, fir eng subventionéiert Wunneng ze kréien, awer ze weeneg hunn, fir um fräie Maart eng Wunneng kënnen ze kafen. Hei kéint och déi kommunal oder regional Siedlungsgesell-schaft aktiv ginn, andeem si nei Wunnengen zu engem abordable Präis op de Marché bréngt. Dëst ass awer nëmmen méiglech, wann déi nei-deg Terrainen och zu engem rasonable Präis kënnen opkaf ginn.

Wa mir vun alternative Wunnengsbauforme schwätzen, dann dierfe mir déi Form vum be-treite Wunnen, ob dat elo fir eeler Leit oder fir jonk Leit ass, net ausser Uecht loossen. Am Be-räich vun der Altenbetreuung kommen an deenen nächste Jore sécherlech nach gréisser Erausforderungen op eis zou. Am Kader vun neie PAPe sollen d'Gemengen an awer och d'Commission d'aménagement vum Ministère de l'Intérieur drop oppassen, datt derfir ge-suert gëtt, datt a gréissere PAPen op eng so-zial Mixitéit Wäert geluecht gëtt. Wat dann heescht, datt Sozialwunnengen, Wunnengen, wou eng Betreuung garantéiert ass, an awer och traditionell Wunnengen an dësen neie Quar-tiere virgesi sinn.

Last but not least wier et sënnavoll, wann den Observatoire de l'Habitat eng genau Analys vum reelle Besoin vun deene verschiddene Wunnforme géif maachen. Ee jährlechen Out-look och an d'Zukunft mat enger Projektioun, wat déi approximativ Besoinen u Wunnenge wäerte sinn, an engem Verglach mam Existant a vun deem, wat iwwer eng gewësse Period nach gebaut gëtt, mengen ech, géif eis gutt zu Gesicht stoen an esou och enger eventueller zukünftger Iwwerhëtzung vum Wunnengs-maart, vun där mer haut ganz sécher net ze schwätzen hunn... (veuillez ajouter: entgéint-wierken.) Mä wichteg ass, datt een dee Mo-ment och kuckt, wéi eben d'Sicht an Zukunft ass, datt een do genau Statistiken an Analyse kritt.

An der Logementskommissioun ufanks des Joers hate mer dee Moment och dem Observa-toire gesot, si solle kucke bis Enn des Joers do eng Form auszeschaffen, fir dann dee Moment och eng gewësse Vue iwwert déi nächst Joren eis kënnen virzeleeën.

Ech soen lech Merci fir Äert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Lies Merci. An ech géif dann als nächstem Ried-ner dem honorabelen Här Etgen d'Wuert ginn.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Madame Presi-dentin, Dir Dammen an Dir Härën, ech wëll och där grénge Fraktioun a besonnesch dem Kolleg Henri Kox félicitéiere fir d'Initiativ, déi si geholl hunn, fir een Débat d'orientation iwwert d'Situatioun um Wunnengsmaart hei ze maa-chen. Ech wëll net méi op all déi Zuelen agoen, déi eise Wunnengsmaart charakteriséieren.

D'Wunnengsmaartpolitik spillt haut bal an all d'Beräicher vun der Politik eran a produzéiert een enormen Drock op d'Leit, op déi öffentlech Budgete vu Stat a Gemengen, op d'Landes-planung an d'Ökologie, op d'Salaire vun de Leit. D'Wunnengsmaartpolitik muss also haut méi sinn, wéi just de Leit hëllefen zu engem Eegen-heem ze kommen. Dat war d'Politik aus deene leschte Jorzéngten. Dat dierf awer net d'Politik vu muer sinn!

Haut stelle sech ronderëm d'Wunnen nei Eraus-forderungen. An duerfir, wa mir vu Wun-nengsmaartpolitik schwätzen an déi Wun-nengsmaartpolitik wëlle bewäerten, da musse mir awer eis fir d'éischt emol eens maachen iwwert d'Zilsetzunge vun dëser Politik an de Kritären, mat deene mir déi Politik wäerte wëllen. An d'Regierung selwer huet sech där Kritären, fir hir Politik allgemeng, an der Regie-rungserklärung ginn: Eng dezent Wunneng fir jiddereen, deen dat nach net ganz oder guer net aus eegener Kraaft ka schaffen (veuillez lire: packen); eng sozial selektiv Ënnerstëtzung-

politik; schnell an effikass Prozeduren; nohalteg an energieeffizient Wunnformen.

Et ass virum Hannergrond vun dësen Zilsetzun-gen a Kritären, un deenen een d'Regierungs-politik muss moossen. An hei kommen ech zu engem vu mengen éischte Kritikpunkten, deen och vun de grénge Kolleeen zu Recht ervir-gehuewe gouf, d'Évaluatioun.

Zënter Jorzéngten investéiert d'öffentlech Hand Milliounen a Milliounen Euro an d'Logements-hëllefen. A schonn zënter Jorzéngten hu mir net méi gekuckt, wat den Effet, wat d'Resul-tater vun deene Mesurë sinn! Mir gesinn, datt mir eis Ziler net erreechen, mä mir bezuelen awer weider all méiglech Hëllefen aus, wéi wann näischt gewiescht wier. Mir kucken net genuch, wéi sech och d'Ufuerderungen un d'Logementspolitik verännert hunn, mam Re-sultat, datt mir a regelméissegem Ofstänn nei Problemer entdecken, nei politesch Ziler de-finéieren - wéi zum Beispill dat vu méi Energie-effizienz - an dann einfach nei Mesurë bei déi bestoend bäimaache ginn, ouni jeemools gekuckt ze hunn, ob sech do net Mesurë géi-gesäiteng an hiren Zilsetzunge widdergesprechen, ouni jeemools gekuckt ze hunn, ob een net op där enger Säit ze vill an op där anerer Säit ze mann fördert.

De Finanzminister selwer huet dat an enger re-zenter Table-ronde - déi vun der KPMG ze-summe mam „Lëtzeburger Wort“ - op de Punkt bruecht, wéi e constatéiert huet, datt mir d'Nofro gestärkt hunn awer parallel näischt fir d'Offer gemaach hunn. Déi staatlech Subven-tiounen hätten dozou bäigedroen, datt d'Präis-ser an d'Luucht gaange sinn. Mir missten analyséieren, ob d'Subventiounen souwuel u Pri-vatpersounen wéi u Gemengen an u Firmen net missten ofgeschafft ginn, well se kontra-produktiv wieren.

Madame Presidentin, ech muss lech soen, datt dëse Saz déif blécke léisst. Well domadder gëtt déi Politik, déi vum Pacte Logement bis Paquet Logement gemaach ginn ass, grondsätzlech a Fro gestallt, an zwar vun engem Regierungs-member! An erlaabt mir an dësem Kontext eemol kuerz beim Pacte Logement stoen ze bleiwen. Deeler vun der Regierung verkafen de Pacte Logement jo als grouse Succès, andeems si op d'Zuel vun de Gemenge verweisen, déi e signéiert hunn. Wann een nämlech kuckt, wat um Terrain do geschitt ass, da si mir an deene leschte Joren net wierklech besser oder méi séier ginn. Et sinn d'Finanzéierungsmecha-nismen, déi d'Gemengen interesséieren. Déi aner Instrumenter, wéi d'Virkaftsrecht an anerer, ginn éischer selte benotzt oder sinn nëmmen schwéier an d'Praxis ëmzesetzen.

De Pacte Logement ass dofir, a mengen Aen, ee Gemeengefinanzinstrument, wat ee besser gehat hätt an eng scho laang diskutéiert Ge-mengefinanzreform anzubetten. Och de Paquet Logement enthält e puer sympathesch Iddien, mat deene mir gutt liewe kënnen, wéi zum Bei-spill d'Location-vente oder de Portage foncier. Mä och hei gesäit een erëm, datt d'Regierung hiren ale Reflex beméit huet an eng Mesure op déi aner dropgesat huet.

Dobäi kennt dann och nach de Chaos ron-derëm d'Ofschafen oder d'Deelofschafe vum bëllegen Akt. Aus enger purer Kontabelslogik eraus, fir Geld am Budget ze spueren, ass déi Moossnam an d'Diskussioun komm. Well de Widerstand awer grouss war, ass dann eng eko-logesch Komponent derbäikomm, déi eis als DP awer nach ëmmer keng Satisfaktioun gëtt, well mir do u sech vun de Leit verlaange sech an d'Onkäschten ze stierzen, fir nach kënnen vun dem bëllegen Akt ze profitéieren. All déi, déi sech dat awer net kënnen leeschten, déi hate Pech!

Dat hei ass eng Politik géint déi Leit, déi grad am meeschten Ënnerstëtzung brauchen: Jonk Leit, Leit mat niddregem a mëttlerem Akom-mes. Duerch dës Reform risquéiert de Stat nach weider derzou bäizedroen, datt d'Wunne méi deier gëtt!

Madame Presidentin, mir mengen, datt een an der Logementspolitik sechs Punkte misst prioritär behandelen. Éischstens, Evaluatioun a Re-flexioun. Ech mengen, datt et un der Zäit ass, datt mir eis Förderkritären hei am Land am Wunnengsberäich emol un déi nei Ziler, déi mir eis ginn hunn, müssen upassen. Mir fuerderen dofir emol eng grondleeënd Evaluatioun a Re-flexioun iwwert déi existent Aidë vu Bonifi-katioun bis Subventioun, iwwer Steierkreditte a Vergënschungen, iwwert d'Amortissemen-ter, TVA-logement an och iwwert d'Grundsteuer hei am Land.

Et kann net sinn, datt mir Joer fir Joer nei an deier Instrumenter afeieren an eis ni d'Fro stellen, ob déi Instrumenter och eng positiv oder vläicht contraire oder souguer negativ Wirkung um Terrain hunn.

An dësem Sënn wëll ech, Madame Presidentin, och eng Motioun abréngen.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- *alarmée par l'évolution des prix du marché immobilier luxembourgeois;*

- *déplorant le nombre croissant de ménages qui se retrouvent dans l'incapacité de se financer un logement au Luxembourg;*

- *considérant que les gouvernements successifs ont introduit bon nombre de mesures fiscales et aides financières destinées à faciliter l'accès à un logement;*

- *constatant que ces mesures n'ont pas su éviter que l'écart entre le pouvoir d'achat des ménages et les prix de l'immobilier au Luxembourg ne cesse de s'agrandir;*

- *tenant compte des récentes déclarations du Mi-nistre des Finances ayant jugé que les aides finan-cières de l'État auraient contribué à la flambée des prix de l'immobilier;*

- *constatant qu'une évaluation du dispositif des mesures fiscales et d'aides financières actuelle-ment en place n'a pas encore été réalisée;*

invite le Gouvernement

- *à procéder jusqu'à la fin de l'année 2012 à une analyse détaillée du dispositif des aides au lo-gement et des mesures fiscales (crédit d'impôt sur les actes notariés, TVA-logement, abattement fis-cal, amortissement, impôt foncier,...) actuelle-ment en vigueur évaluant*

• *le profil des bénéficiaires de ces mesures;*

• *la relation coût-efficacité des mesures en fonc-tion des classes de revenus des ménages bénéfi-ciaires;*

• *les caractéristiques des objets subventionnés (année de construction, superficie, isolation ther-mique,...);*

• *les effets de ces mesures sur l'offre et la de-mande sur le marché immobilier;*

• *les effets d'interférences entre ces mesures.*

(s.) *Fernand Etgen, André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Paul Helminger.*

► **Mme le Président.** - Merci.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Zweetens, mir musse kloer Zilgruppen definéieren. Mir müssen eis eens maachen, wie mir a wéi engem Ausmooss an Zukunft finanziell ënnerstëtzen an dat dann och konsequent duerch all Politiken duerchzéien. Mir mengen, datt eis Hëllefen esou orientéiert musse ginn, datt si grad bei Leit mat niddregem a mat mëttlerem Akommes an domadder oft bei deene Jonken, déi grad eréischt an d'Berufsliewen erageklomme sinn, déi gréisste Wierkung hunn. Dat heescht, mir musse kucken, wien an de Genoss vun deenen Hëllefë kënn an a wéi engem Mooss hien iwwerhaapt Hëllef brauch. Mir müssen awer och méi genau kucken, zu wéi engem Zäit-punkt vum Liewen ee besonnesch muss ënnert d'Äerm gegraff kréien a wéini et manner wich-teg ass.

Fir d'Diskussioun unzereegen, hate mir emol d'Iddi bruecht vun engem sozial gestaffelte Wunnegeld kombinéiert mat enger Reform vum Kannergeld. Eng aner Iddi war, fir grad bei deene Jonken, also besonnesch zu dem Zäit-punkt, wou fir si d'Onkäschte besonnesch héich sinn, d'steierlecht Erofsetze vun de Scholdzën-sen am Ufank par rapport zu haut ze verdräi-fachen an dann déi Mesure iwwert d'Joren de-gressiv auslafen ze loosser. Mir wëlle mat dë-sen zwee Beispiller zu enger Gesamtreflexioun iwwer sozial an zäitlech gestaffelt Mesuren ureegen.

Drëttens: Mir müssen all Acteuren hei am Land aspanen, fir dës Ziler ze erreechen. Wann hei am Land an deenen nächste Jore solle 26.000 Sozialwunnengen entstoën, wa mir wëllen nei Finanzéierungskonzepter propagéieren, vu Bail emphytéotique bis zur Location-vente, wa mir wëlle grad deene jonke Stéit hei am Land hël-lefen, da solle mir net mengen, datt eleng staat-lech, hallefstaatlech a kommunal Acteuren dës Ziler kënnen erreechen. De Stat ass an de sel-tenste Fäll méi séier a méi bëlleg wéi d'Privat-initiativ.

Och d'Décisioun, fir eventuell de Fonds du Lo-gement an eng S.A. ëmzewandelen, ass den Ausdrock vun dësem Constat, obwuel mir hei der Meenung sinn, datt eng S.A. net déi Dy-namik entfache wäert, wann do weider mat deemselwechten Esprit wéi haut geschafft gëtt.

Mir stellen eis vir, datt mir zesumme mat de privaten Acteuren eis Ziler emol müssen duerchdiskutéieren. Iddie wéi Bail emphy-téotique, Location-vente an esou weider dier-fen net just op déi puer öffentlech Acteure be-grenzt bleiwen. Mir bleiwen och der Meenung, datt och privat Acteure kënnen Sozialwun-nengen an Ähnlechens méi séier an domadder méi bëlleg entwéckelen, wann d'Kritären an d'Uspréich u Präis a Qualitéit virdru kloer sinn.



Mir brauchen e Schwong vun der Privatinitiativ, fir deenen enorme Besoinen nozekommen.

Do dernieft brauche mir awer onbedéngt eng systematesch Valoriséierung vun de staatlechen Terrainen fir ze wunnen. D'Stad Lëtzebuerg ass an deem Kontext een interessante Wee gaangen. Si hunn ee Regëster erstallt vun deene Baulücken, wou si Propriétaire sinn, a stellen déi iwwer ee Bail emphytéotique zur Verfügung.

D'DP fuerdert d'Regierung op, déi Terrainen, déi si besëtzen, systematesch iwwer een nationale Baulückeprojekt wéi dee vun der Stad Lëtzebuerg ze valoriséieren. D'DP fuerdert d'Regierung och derzou op, datt do wou de Stat Wunnengen développéiert, datt en da grad do och mam gudden Beispill virgeet an déi Mesuren en musique setzt, déi e selwer a senger Handwierkskëscht huet.

Véiertens: Mir brauche schnell an effikass Prozeduren. Mir mussen méi schnell bauen a mir müssen do, wou et méiglech ass, de Präis vum Baulterrain neutraliséieren. Schnell bauen ass gönschtge bauen. Jiddwereen, dee schonn eng Kéier gebaut huet, weess, datt ee Chantier, dee laang dauert, och deier gëtt. Dofir mussen mer d'Prozedur straffen.

Ech hunn et op dëser Plaz am Kontext vum Aménagementsgesetz gesot, datt hei d'Geeënheet fir ee grouse Worf verpasst gouf. Wien d'Zukunft awer wëllt gestalten, muss oppassen, datt en haut net am Stau stoe bleift. A mam kommunalen Aménagementsgesetz bleiwe mer am Stau stoen.

Sou hätte mir als Demokratesch Partei zum Beispill gäre gesinn, datt déi virgeschriwwen Prozedur vum Waassergesetz fir d'PAPen an d'Prozedur vum Aménagementsgesetz integréiert gi wier, anstatt datt all Gesetz seng eege Prozedur huet, mat eegene Reklamatiounsdelaien, mat eegenen administrativen a formalen Uspréchen. Hei hätt eng Gläichschaltung ee reellen Zäitgewinn mat sech bruecht.

Mir gesinn elo schonn, datt d'Bureaux d'études et net packen, fir termingerecht d'PAGen un dat neit Gesetz unzepassen, an och d'Cellule d'évaluation wäert am Stau, am Avis-Stau stoe bleiwen. Déi sellege Questions parlementaires vu Majoritéits- an Oppositionsdeputéiert weisen eis, datt et Interpretatiounsschwieregkeeten iwwert d'SUPen an aner Modalitéite gëtt.

Och ass et verfeelt ginn, déi verschidde Planungsinstrumenter ze harmoniséieren an openeen ofzestëmmen. De Plan sectoriel «Logement» ass ee wichtege Pilier vun de kommunalen Bebauungspläng a misst elo schonn um Dësch leien. An zwee, dräi oder ech weess net wéi vill Jore müssen d'Gemengen dann erëm eng Kéier frësch ufänken. Et feelt un engem horizontalen Zesummeschaffen. Deen Duerjerneen hätte mer eis dës Kéier wierklech kënne spueren.

An dësem Gesetz feelt de Katalysator, fir kuerzfristeg méi erschlossend Bauland op de Maart ze bréngen a fir d'Ziler vun enger nohalteger Entwécklung am Urbanismus sécherzestellen.

Fënneftens: Nohaltegkeets- an Energieeffizienz- ziler konsequent verfolge. Mir sinn der Meinung, datt ee méi Courage brauch, fir nei, nohalteg Wunnformen ze développéieren an ze promovéieren. Ech erwaarde mir do besonnesch duerch de Plan sectoriel «Logement» nei Impulser, wou mir da mat den Acteuren um Terrain, Architekten, Ingenieuren an esou weider, mussen kucken, fir dat konkret ëmzesetzen.

Ee Beräich, deen eis als DP awer besonnesch um Härz läit, ass dee vun der Energieeffizienz vun de Wunnengen an Haiser. Mir hu scho viru Joren dovir gewarnt, datt d'Energiearmut och ee Phänomeen ass, dee Lëtzebuerg beréiert. Grad elo, wou d'finanziell Situatioun vun de Ménagen hei am Land ugespaant ass an d'Pétrolspräisser éischter eng Tendenz no uewe wéi no ënnen hunn, deet de Facteur Energie grad deene Leit mat niddregem a mëttlerem Akommes extrem wéi am Portmonni.

An deene leschte Joren huet d'Regierung sech beméit, fir do Instrumenter en place ze setzen, allerdéngs net mat deem néidegen Erfolleg. Well wat ass geschitt? Déi Leit, déi sech et leeschte konnten, hu vun de Subventiounen profitéiert. An eigentlech hu si dat och nach net all gemaach. An un deenen anere Leit, déi grad an deene Wunnengen an Haiser liewe mat deem héchsten Energieverbrauch, sinn d'Subventiounen komplett laanschtgaang, an zwar esou, datt déiselwecht Leit nach hu missen eng sozial Ënnerstëtzung froen, fir iwwerhaupt emol hire Brennen kënne ze bezuelen. Dat heescht, mir hu fir vill Geld wéineg Resultat gehat. Dat muss sech änneren.

Mir hunn dofir jo bekanntlech derfir plädéiert fir via eng Klimabank Virfinanzierungsmechanismen en place ze setzen, déi et de Leit erlaben, egal wéi e Revenu se hunn, an d'Isolierung vun hirem Haus ze investéieren, ouni

dofir zousätzlech Eegemëttel mussen fräizemaachen. Ee Mechanismus, deen duerch een „pay as you save“-Modus fir d'Leit an de Stat käschtenneutral kéint sinn a vill Handwierksbetreiber an Aarbechtsplaze kéint ofsécheren.

Sechstens: Mir brauchen eng aner Gouvernance an der Logementspolitik. Mir mengen, datt mir eng aner Gouvernance wéi bis elo am Beräich vun der Logementspolitik brauchen. Als DP insistéiere mir, datt de Wunnengsproblem ressourtiwwergräifend soll traitéiert ginn, well de Wunnengsminister eleng déi dote Problematik net ka Meeschter ginn. An dofir bedauere mir och, datt de Finanzminister, den Innenminister, den Energieminister an den zoustännege Minister fir Sites et Monuments wéinst deenen Haiser mat wäertvoller Bausubstanz haut net op der Regierungsbänk setzen.

Och vun engem Premier, deen hei an der Chamber ee Mea culpa gemaach huet, datt d'Wunnengsmaartpolitik dee gréisste politeschen Échec a senger Carrière wier, hätt ee kënne erwaarden, datt hie bei enger Debatt iwwert de Problem Nummer eent hei zu Lëtzebuerg présent wier.

Mir géifen eis jiddefalls wënschen, datt d'Regierung déi komplex Logementsproblematik géif als Regierung zesumme behandelen. Da géifen och wahrscheinlech esou Ausrëtscher wéi déi beim bëllege Akt net passéieren. D'Logementspolitik ass ressourtiwwergräifend Politik ginn an et geet net, datt ee Regierungsmember mam Fanger op deen anere weist, mä et muss een eng gemeinsam Démarche upeilen, déi dann och ëmgesat ka ginn. Déi gesi mer, wéi esou oft, bei dëser Regierung leider net.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Etgen och Merci. An ech géif dann der honorable Madame Spautz d'Wuert ginn.

► **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Madame Présidente, Här Minister, Kolleginnen a Kollegen, de 27. Juni, virun zwou Wochen, hate mer heibannen an der Chamber en Débat iwwert déi national Strategie géint d'Obdachlosegkeet. An deem Débat ass ënner anerem och erëm eng Kéier iwwert déi mëttlerweil katastrophal Situatioun vun eise Wunnengsmaart hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, dës virun allem am Beräich vun de Mietwunnengen respektiv Sozialwunnengen.

Wa mir d'Präisentwécklung vun Wunnengsmaart an de leschte Jore verfolge, da kann ee just nach eng Konklusioun doraus zéien: Praktesch all Mesuren, déi vun de politesche Verantwortlechen an dësem Dossier virgeluecht gi sinn, hu wéineg bis guer näischt bruecht. An och den Ëmstand, dass de Premier dësen Dossier schonn 2005, viru siwe Jore, zur sougenanntener Chefsache erkläert huet, an dës iwwer säin deemolege Wunnengsbauminister ewech, huet d'Situatioun bis haut iwwerhaupt net verbessert. Am Géigendeel!

Iwwert d'Präisentwécklung brauch een net vill Wieder ze verléieren. Just zwee Chifferen: D'Präisser vun de Logementer tëschent 1995 an 2010 sinn insgesamt ëm 189,9% an d'Luucht gaangen. Dat sinn am Jore 7%. D'Loyere fir Appartementer si par rapport zum leschte Jore ëm 10,09% an d'Luucht gaangen. Den Duerchschnittsloyer bedréit hei zu Lëtzebuerg 1.232 Euro, 814 fir e Studio an 1.371 Euro fir en Appartement mat zwee Zëmmeren.

Derbäi kënnt och, dass d'Käschten, déi mam Wunnen ze dinn hunn, och iwwerproportional an d'Luucht ginn. Ech schwätze vun Heizen, Stroum, Waasser.

Derbäi kënnt de generelle Manque u Wunnengen hei am Land. D'Relatioun tëschent Demanden an Offer verschlechtert sech weider, obwuel d'Zuel vun den neie Konstruktiounen mat 4.444 am Jore 2008 a mat 3.740 am Jore 2009 eropgaangen ass. Wann een awer bedenkt, dass en Deel vun den Neibauten Albauten ersetz sollen, an een dann nach d'Entwécklung vun eiser Populatioun am A behält, da gesäit een, dass dat bái Wäitem net méi duegeet.

Kolleginnen a Kollegen, an de leschte Jore respektiv Jorzéngten huet sech d'Logementspolitik vum Stat hei zu Lëtzebuerg virun allem op d'Ënnerstëtzen an den Zougang am Kaf vu Wunnengen an Haiser beschränkt. D'Mesuren, wéi de Pacte Logement, hate vläicht ganz am Ufank eng Rei gutt Mesuren an Absichten, fir och endlech, an dat hu mer all gehofft, eng offensiv Politik am Beräich vum Logement locatif unzekerbelen.

Ënnert dem Drock vun de Lobbyisten, déi aus wirtschaftlech-finanzieller Siicht eraus et fäerdegbruecht hunn, hir Interessen duerchsetzen, sinn eng ganz Rei vu Mesuren am Pacte Logement esou vernünnwelt ginn, dass et souguer beim Vote deemools beim Pacte Logement schonn absolut kloer war: Dës Gesetz

bréngt keng Verännerung fir de Beräich, wou mer déi massivste Problemer hunn, am Logement locatif a soziale Wunnengsbau!

Ze leiden hu virun allem déi sozial Schwaach an déi Jonk. Ouni oder mat nëmme wéineg finanzielle Mëttel si si gezwongen, eppes op deem iwwerdeierte Marché ze fannen. Fir si mussen mir als Alleréischte Äntwerte fannen. Mir brauchen dofir eng regelrecht Offensiv, wat de Bau vu Sozialwunnengen ubelaangt.

De Wunnengsbestand zu Lëtzebuerg ëmfaasst bekanntlech nëmme 2% Sozialwunnengen, an domadder sti mer un zweeteschter Plaz an der EU. Deem géigeniwwer sti bal 15% vu Leit, Familljen an hir Känner, déi vun Aarmut betraff si respektiv un der Grenz dovunner sinn. Dat maache 70.000 Leit aus. A wann een dann op déi eenzel Bemerkunge vun haut de Mëtten ageet, wéi vill Wunnengen dann elo tatsächlech am soziale Wunnengsbau feelen, dann ass dat heite vläicht e Chiffer och, wou verdäitlech, wéi massiv den Noutstand ass.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Wéi scho gesot: Während vill Leit en ëmmer méi groussen Deel vun hirem Akommes fir de Logement müssen ausginn, gëtt et anerer, déi ganz gutt Geschäfte domadder maachen. Ech schwätze vun de private Promoteuren, d'Propriétaire vu groussen Terrainen, Spekulanten an awer och vu Cafetieren, Brauereien, Schlofhändler an aneren Acteuren, déi sech eng gëllen Nues op Käschte vun den defavoriséierte Leit verdéngen.

Heibannen hu mir an der Vergaangenheet vill debattéiert, consultéiert an haut erëm eng Kéier orientéiert, an um Wunnengsmaart gëtt monter weiderspekuléiert. De Logementsmarché ass e Marché, dee scho ganz laang net méi funktionéiert a seng eege Regeln entwéckelt huet. Als LSAP si mir der Meinung, an dës scho laang, dass de Stat vill méi staark intervenéieren a reglementéiere muss an dofir och selwer vill méi aktiv gi muss.

Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, dass et net duegeet, an enger Evaluatioun betreffend de Pacte Logement freedeg an d'Luucht ze sprangen, well 98 vun 106 Gemengen dës Pakt ënnerschrifwen hunn a sech domadder engagéiert hunn, innerhalb vun zéng Jore ronn 52.000 Logementer ze bauen oder scho gebaut ze hunn. Wéi vill dovunner ersetzen eigentlech Albauten, déi verschwannen? An eigentlech wësse mir jo och net, wéi et ouni Pacte Logement gewiescht wier an ouni déi Finanzsprézen.

Betreffend den Droit de préemption kënne mir och nëmme feststellen, dass net vill Gemengen dee bis haut genotzt hunn. An och do hu mir als LSAP ëmmer virdru gewarnt a kritiséiert, dass d'Gemengen an och e Fong sech selwer zu Spekulanten degradéieren, well si un de Präis vun enger bestehender Offer gebonne sinn. Mir hunn ëmmer gefuerdert, et misst en externen, onofhängegen Expert kommen, fir déi Terrainen ze evaluéieren an dann e Präis festzesetzen.

Am Monitoring Pacte Logement, deen de Minister am Dezember 2011 presentéiert huet, gesi mer och, dass et am Kader vun der Obligatioun, bei all Bauprojet iwwer engem Hektar 10% soziale Wunnengsbau ze maachen, nëmme sechs Projekte mat 77 Logements a coût modéré ginn. Och dës weng eng Mesure, wou mer gesot hunn, si muss vill méi restriktiv sinn. An et ass e weidere Bewäis derfir, dass d'Moossnamen esou elengstehend net kënne gräifen. Dës ass iwwerregens do emol schonn am Kader, am Virfeld vun den Diskussiounen zum Pacte Logement villfältig gefuerdert ginn.

Eng weider Mesure am Kader vum Pacte Logement ass déi berühmten Taxe spécifique, iwwert déi haut de Mëtteg schonn e puermol geschwat ginn ass, op eidel stehende Wunnraim, Haiser oder net bebautenen Terrainen. Bis haut hunn zwou Gemengen dës Tax beschloss, d'Gemenge Biekerech an Esch. An och wann déi Escher Tax bis elo nach keng Approbatioun huet vum Ministère, kann ee scho vermellen, dass mer positiv Réckmeldungen hu vu Leit, déi uruffen, sech ëmfroen, wat se mat hiren eidel stehenden Haiser kënne maachen, wéi se kënne virgoen, wéi mer se kënne ënnerstëtzen. Leit, déi net an d'Kategorie Spekulanten ënnerzekategoriséiere sinn.

Dës Tax, an dofir war se geduecht, sollt eigentlech dozou déngen, fir op där enger Säit eng Äntwert op d'Baulandspekulatioun ze ginn, wat eng grouss Problematik ass, an op där anerer Säit eidel stehende Wunnraum méi séier op de Marché zrëckzekeréien an déi Recetten, déi do erakommen, erëm an de Wunnengsbau erafléissen ze loosse. Och hei huet déi national Wunnengspolitik eigentlech kläglech versot, well déi Tax och deemools diskutéiert ginn ass als bindend an och sollt fir d'Gemenge gëllen. An et waren och Tauxe festgesat.

An ech sinn iwwerzeegt, dass den aktuelle Wunnengsbauminister mer elo wëllt äntwerten, dass dës net konnt ëmgesat ginn, well eng Opposition formelle deemools vum Conseil d'État gesprach ginn ass. De fréiere Wunnengsbauminister huet dat hei schonn eng Kéier als Excuse an der Chamber gesot. An ech hunn deemools geäntwert, an ech géif haut genau datselwecht soen: Bei wéi vill Projeten hu mer eis eigentlech schonn, oder wéi vill Gesetzer, iwwert d'Opposition formelle vun dem Conseil d'État ewechgesat? Och hei wier et méiglech gewiescht, scho vill méi laang an deem Beräich eppes ze maachen.

Wéi dréngend et ass, huet de Statsminister beim État de la nation dës Joer a senger Ried gesot. En huet de Wunnengsbauminister an den Innenminister opgefuerdert, eng Mesure, e Projet virzeleeën esou séier wéi méiglech, fir dës Tax um nationale Plang sollen anzeféieren.

Ech weess awer och natierlech, dass eng Rei Gemengen net dorop waarden. Niewent deenen zwou Gemengen, déi dat bis elo agefouert hunn, ass d'Stad Lëtzebuerg déi, déi et wäert maachen, an och eng Rei aner Gemengen, déi amgaange sinn, souguer ënner Ëmstänn nach virum Summer eng Tax stëmmen ze loosse. Dat ass mer bekannt.

An ech muss do zrëckkommen op den Här Kox. Ech weess awer nëmme vu Gemengen, déi un hirer Spëtzt net CSV-Buergermeeschter oder -Buergermeeschterinne stoen hunn. An ech mengen, Här Minister, et ass leider esou, dass Der erëm musst Äre Wee untrieden - wéi Der sot - mam Pilgerstab an lech virun allem dës Kéier un déi Gemenge wenden, un Äre eege Leit, fir se ze iwwerzeegen, dass dës Tax sollt och an hire Gemenge gestëmmt ginn.

Kolleginnen a Kollegen, als LSAP hu mir an der vergaangene Jore ëmmer drop higewisen, dass déi verschidde Mesuren, wéi de Pacte Logement oder och dat neit Bail-à-loyers-Gesetz, nëmme vereenzelt Moosname sinn, déi eenzel u sech näischt un där katastrophaler Wunnengssituatioun um Lëtzebuerger Marché verännere wäerten. Et wäert näischt passéieren, wann net endlech zesummenhängend, iwwergräifend Logementspolitik ëmgesat gëtt an dës och mat contrainanten, heescht zwéngende Moosnamen, déi verbindlech sinn.

Ech sinn der Meinung absolut, dass et un der Zäit ass, am Beräich vun de Sozialwunnengen nach méi Drock ze maachen. An do ënnerstëtzen ech d'Aussoe vun dem Kolleg Kox, net nëmme bei de Gemengen, mä och muss eppes am soziale Wunnengsbau passéieren.

Dir erënnert lech un d'Diskussiounen, déi gefouert gi sinn ëm d'Ënnerbréngung vun den Asylanten, wou d'Regierung, d'Ministère mat Recht soen: Ouni Gemenge leeft näischt, Dir musst mat akklammen! A wou se d'Gemengen och all zsummegeruff hu mat dem Syvicol, fir an deem Beräich eng Léisung ze fannen. Ech sinn awer och der Meinung, dass mer mëttlerweil esou wäit sinn, dass mer an déiselwecht Richtung mussen goe wat de Logement social ugeet hei zu Lëtzebuerg an de Gemengen.

Et ass jo net esou, dass et keng héich Subsidien an deem Beräich géife ginn. An et kann och net sinn, dass niewent deene Gemengen, déi sech traditionell an deem Beräich engagéieren, anerer sinn, déi näischt maachen, wéi an der Diskussioun virdru beim Pacte Logement. Ech sinn der Meinung, dass verbindlech Quoten och do sollen agefouert ginn. A sollte Gemengen dës net ëmsetzen, da mussen och doraus déi néideg Konsequenze gezu ginn.

Eng éischt Prioritéit fir d'LSAP ass déi, dass mussen vill méi Wunnengen fir déi sozial schwaach Stéit gebaut ginn an an de Gemengen zur Verfügung gestallt ginn. De Bilan an deem Beräich ass ongenügend. Et ass an der vergaangene Jore a Jorzéngten net genuch gemaach ginn.

Iwwert d'Affäre vun engem Mietzouschoss kann ee gedeeltener Meinung sinn. Mir hunn dës ëmmer gefuerdert, virun allem, well et an eisen Ae wichteg ass, well et net genuch Logement social hei zu Lëtzebuerg gëtt. Et erlaabt de sozial defavoriséierte Stéit, den Undeel vum Budget, dee si fir Wunnzwecker ausginn, erofzesetzen.

Wann een den aktuelle Kontext considéiert, da kann een nëmme soen, dass et eng Drénglechkeetsmesure ass. De fundamentale Problem u sech ass awer deen, dass eklatante Mangel u Sozialwunnengen, da bräichte mer vläicht net emol op e Mietzouschoss zrëckzegräifen a mir bräichten eis och net Gedanken ze maachen iwwer méiglech Konsequenzen, wat d'Erhéije vun de Loyere kéint ugoen.



Och d'Schafe vun enger nationaler Gesellschaft fir d'Siedlungsentwécklung ass an eisen Aen e wichtegt Instrument. Esou eng nei Struktur erlaabt et, déi öffentlech Kräften am Wunnengsbau ze bündelen, Synergien ze schléissen an nei Impulser ze ginn. Mat gutt duerchduechte Strukture schafft ee gutt Viraussetzungen. Mä et däerf net dobäi bleiwen. Et muss gehandelt ginn. Mä och dat ass vun dësem Pult aus an de leschte Jore scho méi wéi eng Kéier gesot ginn.

Defavoriséiert Stéit sinn déi, déi sech gréissten-deels um Marché vun der Locatioun erëm-zeklappen hunn. D'Déguerpissementer ginn an d'Luucht. A wann ee liest, dass d'Loyerer an engem Joer 10% an d'Luucht gaange sinn, dann ass dat méi wéi alarmant.

Ech wëll lech e Beispill zu den Déguerpissementer soen. Mir hunn zu Esch am Joer 2010 18 Déguerpissementer gehat, déi exekutéiert gi sinn, zéng annulléiert. A wann ech vun annulléiere schwätzen, da schwätzen ech net dovunner, dass do näischt passéiert ass. D'Leit sinn erausgaange bei Frënn, bei Famill, op aner Plazen, fir ënnerzekommen, ier se op d'Strooss gesat gi sinn. Am Joer 2011 waren et der 22 an eefel annulléierter. An op den Dag vun haut dëst Joer hu mer scho 15 Stéck, déi exekutéiert gi sinn, sechs annulléiert.

Mir si mëttlerweil op deem Punkt, dass souguer Cafëen elo derbäi sinn, wou déi Zuelen hei da verfälschen, well do méi Famillje beträff sinn. Ënner anerem viru Kuerzem e Café mat fënnf Zëmmeren, wou ganz Familljen dra gewunnt hunn an déi erausgesat gi sinn. An och do kommen ech nach eng Kéier op d'Thema Cafészëmmeren zrëck. Soulaang och do keng Ännerung kënnt an och endlech eppes mat de Brauereie passéiert, déi de Cafetieren esou héich Loyere froen, dass déi hirersäits erëm müssen hir Cafészëmmerer verlounen zu deiere Präisser, fir de Brauereie kënnen hire Loyer ze bezuelen, wäerte mer do Problemer behalen.

D'Loyersgesetzgebung reglementéiert zwar d'Loyerer, mä et ass net gewosst, a wat fir engem Mooss dëst Gesetz an der Praxis agehale gëtt. An d'Iddi vun engem Mietspiegel wier absolut noutwendeg. Et kann ee soen, dass am Paquet Logement eng Rei Mesuren alt och erëm dra sinn, déi positiv sinn. Anerer si manner positiv. D'Verquickung vun den Aides au logement mat Ëmweltmesuren am Paquet Logement sinn net glécklech.

Mir sinn der Meinung, dass dës Mesurë praktesch keng Wierkung op d'Kafverhale vun de Leit hunn an domadder hiren Zweck verfeelen. A mir wëssen och, dass virun allem d'Gefor besteet, dass mer verschidde Leit, déi dës Hëllef brauchen, dovunner ofschneiden a si domadder bestrofen. D'verméigend Stéit, déi sech energetesch héichwäerteg Haiser kafe kënnen, kréien d'Hëllef. Déi aner kréie se net méi oder nëmmen deelweis. Ech kréie se net méi oder nëmmen deelweis.

Ech schléissen of mat menger Ried mat engem Auszoch, deem ech zum Schluss gesot hunn, wou mer heibannen de Paquet Logement gestëmmt hunn. An en ass nach wie vor aktuell! Déi extrem iwwerhéichte Präisser op eise Wunnengsmaat an déi domadder verbonne Wunnengsnout hu sech zu engem regelrechte Polverfaass entwéckelt an droen net zur Verbesserung vum soziale Klima bäi. Dëst ass ganz daitlech och beim Débat iwwert déi national Strategie vun der Obdachlosegkeet virun zwou Wochen erauskomm.

A wann een de Statsminister, an et kann een et eigentlech net oft genuch widerhuelen, zitéiert, wou en 2005 gesot huet: „Wunnen a Baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaat kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, mä si gesinn net, wéi si kënne matmaachen“, da kann een dat einfach emol am Raum stoe loosse.

Här President, wann d'Leit d'Gefill hunn, dass kee sech ëm si këmmert an hir Suergen net eescht hëlt, dann dréit dat net zur villbeschwuerener sozialer Cohésion bäi. Wunnengsnout, Aarmut, Chômage, sozial Benodeelung sinn den Nährbuedem fir Extremer a gefährden de soziale Fridden! No enger Rei Mailen oder Verkéier am Facebook, Äntwerten, Stellungnahme vu Leit, déi ee kann öffentlech gesinn, wann et ëm d'Wunnengsnout geet, wa mer déi Themen hei behandelen, wann et ëm d'Asylanteproblematik geet, kann ee sech ongeféier ausdenken, wat am Moment amgang ass, och hei zu Lëtzebuerg, u Kräften ze entstoën. Duerfir sollte mir alleguerte ganz seriö huelen, dëst alles ganz seriö huelen an alles ënnerhuelen, fir deem entgéintzewierken.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Spautz. An als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR). - Merci, Här President. D'Wunnen ass e mënschlecht Grondbedierfnis a mir müssen och dofir alles maachen, datt mer deene Leit, déi hei an onsem Land wunnen, esou eng Wunnméiglechkeet erméiglechen. An deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech just e puer Donnée festhalen an eng Analys maache vun der bestehender Situatioun, an duerno wollt ech e puer Propose maachen.

Éischstens ass während de Joren 2001 bis 2006 d'Bevölkerung gestiegen ëm 5.000 pro Joer, duerno 10.000 pro Joer! An Enn 2011 hu mer 512.000 Awunner hei am Land. D'Demande ass grouss no Wunnengen, si steigt permanent, mä onst Land kënnt där Demanden net méi no. Et muss eppes gemaach ginn, fir d'Offer vu Wunnenge méi grouss ze maachen. A wann d'Offer méi grouss gëtt, da kommen och Effeten op de Präisser: Entweder bleiwe se stabil oder si ginn erof.

Den Observatoire de l'Habitat huet festgestallt, datt Terraine genügend zur Verfügung stinn, elo schonn 30.000 Wunnenge op deenen 2.700 Hektar, déi fir Wunnzwecker elo schon disponibel sinn, kënnte gebaut ginn. A Perimetererweiterungen abegraff, zum Beispill bei deenen 1.314 Hektar, déi a verschiddene Plans d'aménagement généraux, verschiddene PAGen net affektéiert sinn, och do sinn nach Méiglechkeeten dran. An da kann een och nach op de Wee goe vu Bauperimetererweiterungen.

Zweetens. Vill Leit kënne sech keng Wunneng méi leeschten, sief et an der Locatioun, sief et am Ukaf. D'Caritas huet an engem ganz rezente Rapport, deem elo kierzlech publizéiert gouf, geschwat vu 26.000 Leit, déi Sozial- a Mietwunnenge géife sichen. Mä et gëtt keng genee Statistik.

De Käschtepunkt vun de Wunnengen. Bestehend Gebaier, do geet de Käschtepunkt erop, a bei deenen Neien anscheinend erof, wann een deene leschte Statistiken, déi ons bekannt gemaach gi si vum Observatoire de l'Habitat, Rechnung dréit. Mä et gëtt och do keng genee a keng prezis Statistiken.

Da muss een och festhalen, datt vill Wunnenge vun nuren enger Persoun besat sinn, an dat si souguer gréisser Wunnengen. An do hu mer eng Problematik, déi mer misste kucken, wéi mer déi uginn.

Dann de Pacte Logement. Do muss een eppes festhalen - an ech mengen, vill Riedner hunn dat hei och scho festgehalten -, dat ass, datt mir als ADR Recht haten, wéi mer géint dee Pacte Logement gestëmmt hunn, well mer gesot hunn, dat Eenzegt, wat hei positiv ass am Pacte Logement, dat ass, datt d'Gemenge Sue kréien, mä datt et net zur Léisung vun der Demanden vun neie Logementer géif bäidroen. An ech mengen, datt ass jo och elo e Constat, deem elo gemaach gëtt.

Dann, d'PAP-Prozedure si manifestement ze laang. Dat huet e Käschtepunkt, grad wéi och d'nohalteng Wunnengen, wat jo elo als Zil fir 2015 op jiddwer Fall virgesinn ass, datt do verschidden Norme mussen respektéiert ginn. Och dat ass eng vun de Problematiken an dëser Debat.

Vill Leit kréien e Refus, wa se e Prêt ufroen. An do muss een oft soen, datt dat eng reell Problematik ass. A wann een dat dann e bësse méi analyséiert, da gesäit een, datt déi Leit, déi schlecht Froe gestallt hunn, net informéiert waren, datt se net konnten iwwert déi eenzel Subsidien, Hëllef an esou weider Bescheed wëssen. Dat ass esou komplex ginn, datt Der haut scho bal muss mat engem Expert an enger Bank schwätzen, fir datt deen lech am Virus beréit, wéi a wat eppes soll gemaach ginn. An do, mengen ech, misst ee vläicht op de Wee goen, fir dat e bësse méi accessibel ze maachen.

Eng Fro, déi ech awer och wollt un de Minister stellen, dat ass: Wou ass de Plan directeur sectoriel «Logement» drun?

Da muss een och festhalen, datt, wann een e Bauterrain élargéiert, wann een do verschidde Saache méi ugeet, dann ass eng Problematik, déi ganz kloer ass, da spillt een oft Kleeschen. Dat heescht do, wou virun Agrarland war a wou een dann erlaabt, datt fënnf- oder sechsstäckeg Gebaier kënne gebaut ginn, datt do deen Ablack d'Terrainspräisser natierlech ganz staark an d'Luucht ginn. An ech mengen, och do misste mer kucken, fir iwwert de Wee vun engem Droit de préemption oder de blocage, fir do esou Erweiterunge vum Bauperimeter, wat de Käschtepunkt ugeet, eenegermoossen an de Grëff ze kréien.

Wat ons Propositionen ugeet, esou wëll ech fir d'éischt froen, datt mer fiabel Donnéeën a Statistike kréien. Wann haut ee freet, wat ass e Meter carré surface habitable, da ginn et dräi Administratiounen, déi lech dräi verschidden Donnéeën ginn! Den Observatoire de l'Habitat huet ongeféier 30% vun Donnéeën, déi falsch sinn, well déi eng, do ass d'Surface habitable am enke Sënn gemooss. Bei deenen aneren hänkt de Balkon, d'Trap an d'Garage mat derbäi. An dat alles leeft ënnert der Definitiou vun Meter carré. An domadder kann een natierlech och nach spillen, wat de Käschtepunkt ugeet pro Meter carré.

An duerfir mengen ech... Här Minister, Dir hutt ugekënnegt, datt Der géift e Gesetzesprojet deponéieren, wou eng Definitiou vum Meter-carrés-Preis wier a wou jiddwereen, deen en Terrain keeft, also en Appartement oder en Haus keeft, weess wéi vill Meter carré do sinn. Mä anscheinend ass dee Projet de loi debatiert, well zwou Administratiounen net eens ginn, ob hir Definitiou vum Meter carré soll gellen oder déi vun deem anere Ministère. An ech mengen, do ass eng Regierung gefuerdert, fir deen Ablack emol eng Kéier e Machtwuert ze schwätzen an ze soen: Mir soen, wat elo richtig ass!

Dann hu mer och eng Fro bei der sozialer Demanden. Hei ass gesot ginn, zum Beispill vun der Caritas, et wiere 26.000 Demanden do. Dat mag sinn, mä verschidde Leit hunn op sechs, siwen, acht Plazen Demandé gemaach. Wat also richtig wier oder wat misst gemaach ginn, dat ass, datt mer e Guichet unique hätte fir déi Demanden - ob se elo beim Fonds du Logement, der Société Nationale des Habitations à Bon Marché, bei de Gemengen, beim Stat oder bei Privatleit gemaach ginn -, datt déi op jiddwer Fall sollten op enger Plaz zentraliséiert ginn an datt mer do eng Kéier uerdentlech Donnéeën hätten, wat da wierklech d'Problematik ass.

Zweetens, fir d'Offer méi grouss ze maachen an doduerjer op d'Präisser ze drécken, do muss een an onsen Aen zwou Saache maachen. Éischstens, d'Prozedur fir d'PAPE méi kuerz maachen. Well, wann ee gesäit, datt e Promoteur, deen haut investéiert an en Terrain, heiansdo sechs Joer, acht Joer an nach méi muss waarden, bis d'Baugenehmung duerch ass, an datt een dann och nach mierkt, datt, wann alles eriwuer ass a wann d'Gemeng alles an éischer..., an zweeter Instanz d'Prozedur duerchgesat huet, dann de Ministère de l'Environnement eng Heck entdeckt an nees erëm alles blockéiert, dat däerf et net sinn. Well et ass jo verständlech, datt dee Promoteur, deen e Prêt gemaach huet, innerhalb vu sechs, siwen, acht Joer 20% ongeféier de Bauterrainspräis méi héich muss maachen, eleng nure fir dem Prêt, deen e muss bezuelen, Rechnung ze droen. An duerfir muss mer op dee Wee goen, fir datt d'PAPE méi séier kënnen duerchgoen.

Da schéngt ons och néideg, datt mer méi héich bauen an de Perimeteren an erweideren, wann néideg.

Déi drëtt Measure, déi mer proposéieren, dat ass, datt nieft dem Bail emphytéotique och sollt op de Wee gaange gi vum Portage foncier. De Portage foncier, dat ass, datt deen, deen en Terrain keeft, fir d'éischt de Bau, deen en... pardon, also en Appartement oder en Haus keeft, datt dee fir d'éischt de Bau ofbezilt a sengem Prêt an dann den Terrain. Dat ass e System, deen a Frankräich ganz gutt leeft. Dat féiert dozou, datt déi eenzel Leit, déi en Terrain kafen, déi en Appartement oder en Haus kafen, an hirem monatleche Remboursement vum Prêt manner ze bezuelen hunn.

Dann, mengen ech, misst een och eng speziell Agentur schafen, fir deene Leit ze hëlfe, déi a Schwierigkeeten komme beim Erëmbezuelen, an dat ouni datt et hire Feeler ass. Well et gesäit ee ganz oft, datt duerch e Fait vun engem Divorce, duerch en Akzident oder soss Saachen et do op eng Kéier zu Schwierigkeeten kënnt beim Remboursement vum Prêt, an da wëssen d'Leit sech heiansdo net méi ze hëlfe, well d'Commission de surendettement och nure statuëiert deen Ablack, wou eng Décision en appel zum Beispill komm ass am Fall vun Divorce. Dat dauert relativ laang. An der Tëschenzäit sinn d'Schwierigkeeten virprogramméiert.

An da misst de Complément RMG fir d'Allocatioun Logement, fir also Mietzouschoss, wann een dat esou ka soen, déi misst cëssibel sinn a saisissabel. Dat ass heiansdo de Fall, heiansdo net. Hei misst och emol eng Kéier Kloertext geschwat ginn, datt déi Allocatioun Logement dann och duerfir soll gebraucht ginn, fir dat, wat se ass, an net fir aner Saachen.

Fënneftens. De private Promoteur muss een déiselwech Hëllef garantéieren, dat heescht, 90% vum Subsid beim Bau vu soziale Mietwunnengen. Dat ass elo net de Fall, well do gesot gëtt: Majo, si missten dann och déi sozial

Mietpräisser berechnen. Mä et kann awer ganz gutt e private Promoteur deen Invest an en Appartement oder en Haus maachen an dann de Calcul vun der Miete géint e gewëssene Montant dem Fonds du Logement zoukomme loosse.

Dann, mengen ech, misste mer och, wéi ech scho gesot hat, e Guichet unique schafe fir d'Demandé vu soziale Wunnengen.

De siwente Problem, deen oft beschwat gëtt, sinn d'Privatwunnengen...

► **M. le Président.** - Här Henckes, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR). - ...Stat a Gemengen, hei gesäit een, datt ganz vill Taxatioun...

Ech ka jo och nach schwätzen zu de Motiounen, da geet dat.

Mä et ass kloer, datt hei Stat a Gemenge ganz oft déi sinn, déi mat Dausende Meter carré an private Wunnenge sinn. Ob dat an der Stad Lëtzebuerg, hat ech op enger Question parlementaire deemools 6.000 Meter carré ginn, déi de Stat eleng a Privatwunnengen huet. Dat huet sech vläicht an der Tëschenzäit geännert. Mä et wëllt awer just nure soen, wat et ass.

D'Taxatioun vu Privatwunnengen, do si mir als ADR dergéint, well mer fannen, datt dat just nuren e Gadget ass an datt dat riskéiert, datt deen Ablack, wou esou eng Wunneng eidel steet, dat Eenzegt, wat geschitt, dat ass, datt de Propriétaire herno och déi Tax do op de Verkäfspräis erusetzt.

Mä mir géifen... A well ech elo muss zum Schluss kommen, Här President, wollt ech awer och der Regierung eng Suggestioun maachen. Well déi Problematik ganz grouss ass, well ganz vill Acteuren do sinn - Stat, Gemengen, Fonds du Logement, privat Promoteuren, Architekten an Ingenieuren. Ech mengen, et wier un der Zäit - an dat ass och eng Proposition, déi mer wollte maachen - fir eng national Konferenz vum Logement anzeruffen a fir mat alle Partner um Terrain ze diskutéieren a fir do déi néideg Léisungen zrëckzebehalen, déi néideg sinn, fir datt mer hei déi ganz Problematik vum Wunnengsbau an de Grëff kréien.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel** (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et si ganz vill Saache scho gesot ginn, déi ee kann ënnerschreiwen, ob dat den Här Etgen ass, ob dat d'Madame Spautz ass. Ech wëll awer just hei e klengen Historique maachen, Här President.

Wann ech kucken, vun '79 u bis '84 wor de Jean Wolter Minister fir de Wunnengsbau. Vu '84 bis '89 wor de Jean Spautz Minister fir de Logement. Vun '89 bis '94 wor den Här Spautz zoustänneg fir de Logement.

(Interruptions)

Är, Dir sidd, '84 ass... '94 kënnt den Här Boden bis '99. Vun '99 bis 2004 wor den Här Boden zoustänneg fir de Logement. 2004 bis 2009 wor den Här Boden zoustänneg fir de Logement. Vun 2009 un ass den Här Schank zoustänneg fir de Logement.

(Brouhaha)

Här President, wann een normal ziele kann, zielt een 33 Joer CSV-Logementspolitik hei an dësem Land! An ob elo den Här Wolter '84 oder '83 war, Här Boden, Dir woort laang genuch derbäi, dat steet och fest.

(Hilarité)

Här President, 33 Joer CSV-Logementspolitik! An haut seet de Statsminister Juncker - an ech ka mech erënneren als jonken Deputéierten, et ass net fir d'éischt, wou en et seet -, dass een de Promoteur misst d'Liewe schwéiermaachen, well dat si Leit, déi profitéieren mat hiren Terrainen an déi verdéngen, déi wëlle just einfach Sue maachen!

Ech sinn elo 13 Joer an dëser Chamber. Ech weess net, wat den Här Juncker déi lescht 13 Joer an deem Kontext, op jidde Fall ugekënnegt, mä duerno gemaach huet. An ech mengen, d'Madame Spautz ass och do schonn an den Detail gaangen.

Fir lech awer och ze weisen, wéi d'Logementspolitik vum Stat och kontraproduktiv ka sinn, well ech just déi lescht Beispiller ginn. D'Lescht, also geschter oder virgëschter, Här President, sinn Appartementer verkaaft ginn op der Côte d'Eich, versteet ginn. Si si versteet ginn. 10.000 Euro de Meter carré! 10.000 Euro de Meter carré! Ouni d'Konditioun, selwer dra mussen wunnen ze goen! Dat heescht, et si souguer Leit, déi méi wéi ee kauft hunn, fir et duerno ze verlounen! 10.000 Euro de Meter carré, vum Stat gebaut, vum Stat versteet! Ass dat keng präisdreiwend Politik?!



Op jidde Fall, wann ee bei esou Tariffer kënnt... Ech wëll lech just soen, dass den Tarif normal an der Gemeng Lëtzebuerg bei 5.758 läit, wann een déi lescht Zuele kuckt. Mir hunn et awer fäerdegbruecht, an dat muss een och soen, duerch de Pacte Logement, dass et 20% méi bëlleg ass. Do ass ee bei 4.600 Euro de Meter carré.

Mä da gëtt et de Projet Baulücken - an ech wëll och hei der Madame Brasseur an dem Här Helming, ënnert deem e gemaach ginn ass an deem och weidergemaach gëtt an der Gemeng, (veuillez ajouter: Merci soen) -, deem et erméiglecht, de Meter-carrés-Präis op 2.820 Euro erofzedrécken. Dat ass 51% méi bëlleg wéi den normale Präis vum Observatoire um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg. An ech wëll lech net soen, wéi vill méi bëlleg wéi déi Logementen, déi de Stat gëschter versteet huet. Dat heescht, e Véirels vum Präis vun deem, wat de Stat gëschter verkaaft huet.

Här President, et ass gutt, wann ee gudde Wëllen huet an et seet een: Mir mussen eppes maachen. De Logement ass ze deier. Mais on constate! 30, 33 Joer si mer amgaangen ze constatieren, dass e Problem do ass. 33 Joer si mer amgaangen ze gesinn, dass ëmmer méi jonk Leit an d'Ausland wunne ginn, well se sech et net méi hei kënne leeschten. Dunn hu mer de Pacte Logement geholl, dunne hu mer gemengt: Hurra, elo hu mer d'Léisung an elo wäert alles besser goen!

Et erméiglecht de Gemengen, a verschidde Fäll déi 10% Logement kënnen ze hunn iwwer en Hektar, esou wéi mer et gesot hunn, wou een 20% spuert. Mä et ass de Leit nach ze deier. Firwat? Logement social gëtt gemaach an deem ass ganz wichteg. Mä et ass eng Kategorie vu Leit, Här President, déi ganz oft vergiess ginn, an dat sinn d'Mëttelschichten! Dat sinn déi jonk Familljen!

Déi verdéngen net genuch, fir um normale Marché eppes kënnen ze kafen. Mä si verdéngen ze vill, fir am soziale Marché eppes kënnen ze kréien. An dat sinn déi, déi déi lescht 33 Joer vun der CSV vergiess gi sinn! Dat ass den erschwéngleche Wunraum, dee vill ze laang vergiess ginn ass. Oder et huet een eng gutt Bomi, dann huet ee geierft. Oder et huet een eppes kritt. Oder et huet ee missen dann erausplënnen an esou wäit wéi méiglech vun der Stad ewech, well ee sech de Meter carré net konnt leeschten.

Elo si verschidde Saache gesot ginn och vun der Madame Spautz iwwert déi Tax op eidelen Terrainen oder bei de Wunnengen. Jo, et ass eng Pist. Et steet och an eiser Schäfferots-erklärung. An der Stad soll ee kucken, wéi een et mécht. Et huet kee Wäert, elo eppes iwwert de Knéi ze brieche. Et huet och kee Wäert, elo engem ze soen, dass en, well en eng kleng Parzell huet, muer muss drop bauen.

Et muss ee kucken, selbstverständlech géint d'Spekulanten, géint déi Leit, déi wierklech nëmme Sue wëlle maachen an d'Terraine wëllen halen, fir Suen ze maachen, géint déi muss ee Mesuré maachen! An ob dat... Ech hoffen op jidde Fall, dass dat eppes ass, wat hei vun enger breeder Majoritéit gedroe gëtt.

Dann hu mir och eppes gemaach ënnert dem Impuls zesummen... An de Logement, fir lech ze soen, hei sëtzen eis Kollegen, d'Madame Loschetter, déi zoustänneg och ass fir de Logement social an der Gemeng. Mir hunn décidéiert, deeselwechten Tarif ze hunn an der Stad, ob dat an engem Quartier ass oder an engem aneren.

Mir maache keng Distinction. De Meter-carrés-Präis soll deeselwechte sinn an der ganzer Stad a keng Distinction maachen, wa mir et selwer do kënnen an d'Vente ginn, tëschent deem engen an deem anere Quartier. An dat ass eng richteg, erschwénglech Wunnengspolitik, wou een och net eng Klassifikatioun vun deem engen oder vun deem anere Quartier nach mécht!

Här President, dann nach en anere Punkt, wou ee muss soen, déi zwee Ministeren, déi do sëtzen...

► **M. le Président.** - Här Bettel, Dir misst och lues awer sécher zum Enn kommen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, ech sinn an enger Minutt. Ech hat, mir hunn nach eng Motioun, also ech hätt nach dräi Minutte 45, mä ech brauch net esou laang, Här President.

(Brouhaha)

Ech wëll just soen, den Här Wiseler an den Här Schank sinn net responsabel fir déi lescht 33 Joer. Ech si mer däärs ganz bewosst. An ech ginn lech bestëmmt keng Rutt. Hei ass geschwat gi vun enger mauvaise Note. Ech muss soen, dass d'Zesummenaarbecht mam Här Schank a mam Här Wiseler an déi richteg Richtung geet. Mir sinn amgaang ze kucken, wéi mer kënnen do weiderschaffen. Mir hu vill Projeten, déi mer gemeinsam maachen.

Mir hunn och souguer d'Iddi - firwat net? - en Infostand ze maachen an der Gemeng fir de Logement, well et ass jo näischt méi Komplizéiert wéi e Mënsch, deem eng Wunneng brauch, dass en an eng Gemeng geet an da kritt e gesot: Wéi laang wunnt Der dann do? Ah neen, da si mir net kompetent, da muss Der bei en anere Service goen. Bei wie gi mer dann? Gi mer bei de Fong, gi mer bei d'SN-HBM? Wien ass da fir eis responsabel? Dowéinst ass et immens wichteg, dass et eng Ulaftell gëtt, wou d'Leit kënne kommen a wou se och all déi Infoe kréien, wéi se e Subsid kréien, wéi se eng Aide kënne kréien, wéi se eng Bonification de crédit kënne kréien, et cetera, et cetera.

Mir hunn och mam Här Schank Gesprécher regelméisseg als Schäfferot, fir och ze kucken, wéi een et do ka maachen. An ech muss lech soen, dowéinst, Dir sidd nach zwee Joer am Amt, ech hoffen, also zwee Joer op d'mannst, well duerno gëtt gewielt, an da kucke mer, ob Der nach do sidd oder net. Mä op jidde Fall, déi nächst zwee Joer, wou Der nach do sidd, mengen ech, sollt déi Zesummenaarbecht weiderlafen, dass se soll konstruktiv weiderlafen.

Mä ech wier virun allem frou, dass een och eng Kéier akzeptéiert, dass dat, wat déi lescht 33 Joer gemaach ginn ass, net eng sozial Wunnengsbaupolitik war. Et wor vill Blabla, et wore vill Constaten, mä ganz weineg Aktiounen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här delegierten Nothaltegeektsminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol wollt ech mat engem Merci ufänken, fir d'Geleeënheet ze hunn, dass mer kënnen iwwer Logement diskutieren. Dacks gëtt dat an de Raum gesat, dat wier dee gréisste Problem zu Lëtzebuerg, mä ech muss soen, dass mer awer seelen d'Geleeënheet hunn, fir dat am Fong ze maachen. An ech wëll och soen, dass ech dankbar si fir déi eng oder aner Iwwerleeung, och fir déi eng oder aner Kritik, déi ech awer nach laang net alleguerten deelen, an ech wäert och eppes dozou wëlle soen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et kann ee keen Débat iwwer Logementspolitik féieren, iwwert den Enkpass um Logementsmarché, wann een net dat Ganzt an de Kontext setzt. Et ass deelweis gemaach ginn. Ech soen et nach eemol: Lëtzebuerg ass Affer vu sengem ekonomeschen a sozialen Erfolleg, kann ee roueg soen.

Mir sinn dat Land an der Europäescher Unioun, wat am allerséierste wiisst. Mir sinn elo iwwer 512.000 Awunner. Dir hutt et de Moien nach eng Kéier héieren: ronn 2% gewuess d'lescht Joer an an deene leschten 20 Joer sinn 132.500 Leit zu Lëtzebuerg bäikomm, virun allem natierlech um Niveau vum Solde migratoire. Dat ass e Plus vu 35%. Et ass keen anert Land an der Europäescher Unioun, wat esou séier wiisst.

D'Zuele vun de Stéit sinn natierlech och enorm an d'Luucht gaangen. Proportional natierlech nach méi séier wéi den Zouwuess vun der Populatioun, well et ëmmer méi Single-Stéit gëtt dobaussen. Och ginn d'Leit Gott sei Dank ëmmer méi al. Och doduerch brauche mer méi Wunnengen.

Vill Wunnenge stinn eidel, an ech wëll direkt och der honorabeler Madame Vera Spautz soen, dass ech schonn als Deputéierte gesot hunn, dass ech der Meenung deemools war, wéi et an der Proposition vum Minister Fernand Boden steet, och wéi d'Regierung gesot huet, fir déi Taxe spécifique obligatoresch ze maachen.

D'Regierung huet sech elo d'Wuert ginn, fir op dee Wee ze goen, dass mer e Vademecum maachen - deem ass och esougutt ewéi fäerdeg - zesumme mam Innenminister a wou mer dann de Gemengen elo nom 9. Oktober... D'lescht Joer ass dat méiglecherweis méi einfach soen, hei maach et op déi Manéier, da misst dat riicht ausgoen.

Et huet awer laang gedauert, 2008. Elo hu mer zwou Gemengen, eng, déi virgaangen ass, eng, Esch, wou de Projet nach net autoriséiert ass, soudatt dat awer scheinbar net esou einfach war. Mir observieren dat elo, an ech sinn nach ëmmer der Meenung, wann dat net rutscht, dass een dann op de Wee soll goen, fir dat ze octroyéieren.

Dann...

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Här Minister!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Jo?

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Mir haten dat als fréier Regierung proposéiert.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Ech weess dat, jo, jo, jo!

► **M. Fernand Boden (CSV).** - De Statsrot hat eng Opposition formelle dergéint gemaach, wéinst der Autonomie communale!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Genau! Genau dat! Ech weess dat.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - Déi steet awer nach ëmmer, d'Autonomie communale!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Jo, jo, jo. Also, wéi gesot, dat ass den Hannergrond vun där Problematik.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Mir hunn déi net gebraucht, gesitt Der.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Dann, all dës Tatsaachen, déi ech elo genannt hunn, och d'Zweckentfremdung vu Wunnengen...

(Interruption)

Et si ganz Stroossenzich an eiser Stad, awer och op anere Plaze Bürofläche ginn. Och an anere Stied ass dat geschitt. Alles dat huet Misär mat sech bruecht an den Drock op den Terrain virun allem ass ëmmer méi grouss ginn. Net op de Steen, mä op den Terrain. An den Terrain kann een net belibeg vermehren.

An an dësem Land, mir sinn e relativ klengt Land, gëtt och ëmmer nach gejaut. Mir hunn d'Problematik Logement, mä dann och um Niveau vun den Aktivitéitszone brauche mer Terrainen. Um Niveau vun den Infrastrukturen, fir eis Mobilitéit ze organiséieren, brauche mer Terrainen. D'Landwirtschaft brauch Terrainen. A mir brauchen awer och nach Terrainen um Niveau vun eiser Liewensqualitéit, dass mer Landschaft erhalen, dass mer Natur erhalen, dass mer Noerhuelung méiglech maachen, soudatt een dat alles muss op een Nenner kréien.

Duerfir waarde mer jo och mat Spannung op...

► **Une voix.** - Schmärerzlech!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - ...d'Plans sectoriels. Mat Schmärzen, kann ee roueg soen. An da gëtt et nach Heulen und Zähneknirschen, wa se bis do sinn. Einfach gëtt dat net hei zu Lëtzebuerg, ech soen lech dat!

D'Loyersgesetz aus de 50er Joren huet och deen een oder anere Propriétaire net grad ermontert, ze verlounen, an et wor noweislech méi lukrativ fir Büroflächen ze bauen, wéi sech am Résidentiel ze engagéieren. An de Wunnengsberäich huet natierlech aner Qualitéitsmierkmaler. Deen huet net nëmmen eng ekonomesch Komponent, mä eben och eng ausgeprägte menschlech Komponent. An an der Vergaangenheet ass et och emol dacks virkomm, dass egal wéi eng Qualitéit zu egal wéi engem Präis verkaaft ginn ass.

Mir hätt missen an deene leschten zéng Joer ronn 3.400 Wunnunitéiten d'Joer bauen, fir d'Gläichgewicht tëschent Offer an Demande hierzustellen, en vue vun 2021, déi Wohnungsbedarfsprognos. Awer eréischt am Joer 2007 hu mer 3.230 Wunnenge fäerdeggestallt, 2008 war e Rekordjoer mat 4.444 Wunnengen, an 2009, dat lescht Joer, wou mer d'Zuel hunn, mat 3.740 Unitéiten.

Wat positiv ass: D'Baugenehmegunge ginn nach ëmmer an d'Luucht. Dat heescht, et ass nach ni esou vill gebaut ginn zu Lëtzebuerg wéi am Moment. Am Joer 2011 goufe 4.323 nei Wunnengen autoriséiert, dass sinn 11% méi wéi dat Joer virdrun.

An dann erlaabt mer och dee Saz ze soen - ech mengen, et war den Henri Kox, deem drop higewisen huet -, dass mer e Wunnengsproblem zu Lëtzebuerg hunn op engem ganz héijen Niveau. Eurostat mell, dass wa mer Ufank de 60er Joren eng Surface habitable vun 135 m² haten, da leie mer elo an der Moyenne bei 190 m². Dat huet och, wa mer vun héije Loyere schwätzen...

(Interruption)

...a vun der Moyenne vun héije Loyeren, huet dat och domadder ze dinn. Mir liewen zu Lëtzebuerg op grousem Fouss.

► **Une voix.** - Natierlech kascht et och méi wéi eng Deux-chevaux!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Wann ee sech, wa mer eis mat den Nopeschlänner vergläichen - ech mengen, dat hat den Henri Kox och gemaach -, da gesäit een, wou mir do dru sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer och net évitéieren, fir wa mer schonn diskutéieren, iwwert déi alldéeglech Efforten ze schwätzen, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen. Et ass jo virdru kritiséiert ginn déi Politik vun den CSV-Ministeren. Tëscht 1997 an 2012 sinn 190 Milliounen Euro a Kapitalhëllef an Kader vun der Accession à la propriété gefloss.

Elo kann ee soen, mir hätt méi misse maachen um Niveau vun de Mietwunnengen. Mä dat do ass, do ass awer och vill Loyer gespuert gi vu Leit, dat muss een och soen. An dës 12,6 Milliounen Euro pro Joer hunn et ville Stéit erméiglecht, dass néidegt Eegekaptal ze hunn, fir kënnen e Bankkredit accordéiert ze kréien.

An da gi mer bei d'Zënshëllef. Déi ronn 43 Milliounen Euro pro Joer un Zënshëllef hunn et dausende Familljen erlaabt, hir Zënslaascht ze erdroen. Heibanne sinn der vill, déi sech nach kënnen erënneren, dass mer Hypothekarzënsen hate vun iwwer 10%! A wann et dës staatlech Aiden net gi wieren, wéi hätten dann all déi Familljen d'Méiglechkeet gehat, fir mat den Enner um Enn vum Mount beieneen ze kommen?

Dat solle sech d'Kritiker och virun Ae féieren, déi net midd ginn, ze behaupten, duerch Statsinterventioun um Marché géifen d'Präisser nach ëmmer méi an d'Luucht goen.

Et sief op dëser Plaz gesot, dass et net déi Leit..., et sinn net déi Leit mat deene beschiedene Revenuen, déi, also déi, déi an de Genoss vun de Revenuen, pardon, vun den Aid kommen, déi d'Präisser um Maart diktéieren. Do si ganz aner Kräften um Wierk. All déi Familljen, déi net konnten um private Marché aktiv ginn, hu sech un d'Promoteurs publics gewannt, u Gemengen, un de Fong, un d'SNHBM, awer och un anerer, fir sech eng Wunneng ze kafen, déi zum Prix de revient an dacks op Basis vun der Emphytéose offréiert goufen. An déi net konnten oder wollte Propriétaire ginn, hu sech no enger sozialer Wunneng ëmgeluecht. A wann ech kucken, wat de Fong vu soziale Wunnengen ubitt, zesumme mat der SNHBM, mat enger Partie vu Gemengen - d'Stad Lëtzebuerg, Esch, awer och all déi aner, déi an der Vergaangenheet eppes gemaach hunn -, da kommen ech op e relativ grouse Parc locatif vu 6.000 Wunnengen.

An et gëtt och eng Rei vun A.s.b.l.en, déi aktiv sinn. Dat soll ee jo och net vergiessen. Zum Beispill „Ennerdaach“, „Jongenheim“, „Fondatioun Félix Chomé“, „d'Stëmm vun der Strooss“, oder och d'Fongen um Niveau vum Kierchbiere, de Fonds vun der Rénovation de la Vieille Ville sinn amgaangen, grouss Projeten op de Maart ze bréngen, déi eis do eng Hand och upaken.

Da wëll ech d'AIS net vergiessen, well mer och - et ass gesot ginn - e Cadre juridique wëllen aféieren. Do si mer amgaangen, do sinn ech amgaangen zesumme mat der Familljeministesch ze kucken, ob mer Plus-valuë kënne schaffen iwwert dat, wat undeitungsweis - ech weess net méi vu wem - gesot ginn ass, fir iwwert d'Offices sociaux, d'Offices régionaux, fir do ze kucken, nei Méiglechkeeten ze fannen. Ech weess net méi, wien et gesot hat.

► **Une voix.** - Mir natierlech!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Gelift?

► **La même voix.** - Mir!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Okay. Den Här Kox huet et gesot.

An do hu mir awer scho virun enger Partie Méint eis eens gemaach, fir genau dat dote fäerdegzebréngen.

Pacte Logement, en Thema, wat ëmmer erëmkomm ass haut de Mëtteg. Ech wëll soen, do ass deemools net méi an net manner gemaach gi wéi dat, wat vill Gemengeresponsabel an och vill Députés-maires hei an der Chamber gäre gehat hätten: „Ma jo, mir si bereet ze wuessen, wa mer da gehollef kréien, wa mer dann Ausgleich bezuelt kréien, fir deem ze entsprechen, wat dat méi kascht, wa mer da wuessen.“ Net méi an net manner ass gemaach ginn, ausser dass de Pacte Logement och eng landesplaneresch Dimensioun krut, fir den Ënnerschied ze maachen tëschent de CDA-Gemengen, Wunn-Virrang-Gemengen an och de sougenannte Standardgemengen.

Ech behaupten ëmmer nach, dass 98 Gemengen net kënnen ire vun 106 insgesamt, an do hunn och...

(Interruption)

...vill Gemenge vill profitéiert.

Ech wëll och soen, den honorabele Xavier Bettel huet virdru vu Responsabilitéit geschwat vun den CSV-Ministeren. Bon, ech wëll soen, dass och laang Joren, Jorzéngten um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg net vill, fir net ze soen näischt geschitt ass. Dat waren, mengen ech, keng CSV-Buergermeeschteren, wann ech mech richteg erënneren...

(Interruptions)



► **M. Xavier Bettel** (DP).- Wësst Der, wie fir de Logement zoustänneg war, Här Schank?

(Interruptions)

Gitt elo keng sichen! Gitt lech elo keng sichen!

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- Ech wëllt just soen...

► **M. Fernand Boden** (CSV).- Wien hat dann do de Buergermeeschter?

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Gitt lech elo keng sichen.

(Interruption)

Da frot emol eng Kéier de Premier, Här Boden. Wann ee 15 Joer fir de Logement zoustänneg ass, Här Boden, wier ech an Ärer Plaz ganz diskret haut. Ganz diskret!

(Interruption)

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Do huet d'Gemeng awer vill gemaach.

Här Schank, Här Schank, Dir kommt aus dem Norden,...

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- Ech wëll...

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Dir wësst vläicht net wierklech, wat an der Stad Lëtzebuerg geschitt ass, mä dann haalt wann ech gelift domat op.

Sinn esou Wieder...

► **Une voix**.- Et ass richtig, wat e seet!

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Neen, dat ass net wouer.

Sinn esou Wieder wéi Kaltreis lech e Begrëff? Sinn esou Wieder wéi Sauerwiss lech e Begrëff?

(Interruptions diverses)

Sinn esou Wieder wéi Béinchen lech e Begrëff? Kaltreis, Sauerwiss, Béinchen, nëmme fir der dräi...

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Et ass awer ganz richtig, datt an der Stad Lëtzebuerg näischt geschitt ass, Här Buergermeeschter.

(Interruptions diverses)

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- Ech wollt eigentlech nach eppes Positives soen, well den Här Bettel och herno eppes Positives gesot huet. Deen neie Minister...

► **Une voix**.- Neen, ech wollt lech just soen, passt op, well...

► **Une autre voix**.- Den Här Fayot wollt och nach eppes soen.

(Interruptions)

► **M. le Président**.- Här Fayot, Dir wollt eng Fro stellen.

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Här President, ech wollt keng Fro stellen. Ech wollt soen, wie Schold an der Stad ass, dass näischt gebaut ginn ass: Dat ass d'DP, a soss keen aneren.

(Hilarité générale et interruptions)

► **M. le Président**.- Här Minister, fuert virun, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här Fayot, 40 Joer Oppositoun, Dir wiert nach 40 Joer dra bliwwen.

(Brouhaha)

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- Ech wollt och soen - an da schlëssen ech dee Sujet of -, datt och d'Stad Lëtzebuerg, mengen ech, keng Sue vum Pacte Logement zrëckschëckt. Dat sinn der nämlech relativ vill. Wann ech kucken, vun 2008 bis 2011 sinn dat 33,7 Milliounen, an de Budget provisoire...

(Interruption)

...vun 2012 - jo, déi lescht Joren, soen ech jo, geschitt jo eppes - 14,9 Milliounen.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Gesitt Der, wa mer näischt géife maachen, dann hätte mer och näischt misse froen.

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- En neie Minister.

(Interruption et hilarité)

Jo, mir kënnen esou virufueren.

Ech wollt nach eppes zum Paquet Logement soen, dem Paquet Logement, vun deem, mengen ech, och eng ganz Partie Mesuré positiv erausgestrach goufen haut de Mëtteg. Ech ginn elo net ze vill drop an. Ech wëll awer soen,...

(Interruption)

...déi Saachen, déi schonn...

Ech hat dat Thema elo ofgeschloss. Ech wollt elo beim Paquet Logement bleiwen. Déi nei Subvention d'intérêts, wou net vill dervu geschwat ginn ass, déi ab 1. Januar a Kraaft ass, déi kascht och 300.000 Euro de Mount méi, dowéinst, do hu mer et fäerdegbruecht, fir datt méi gerecht all d'Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, och an de Genoss vun der Subvention d'intérêts kommen, onofhängeg vun dem Bankinstitut, wou se wëlle Sue léinen.

An dann d'Fiscalité verte, zwee Projeten, déi ënnerwee sinn, wou den Avis vum Statsrot do ass, dat ass d'Reduktioun vun der TVA op den Taux super-réduit vun 3% fir Haiser ënner 20 Joer, wou energetesch Sanéierung gemaach ginn, an och den Amortissement accéléré fiscal, vun deem ech scho virdru geschwat hunn am Débat iwwert de Klimapakt, och dee spezifesch fir energetesch Albausanéierungen.

Dann de Programm vun der subventionéierte Wunnengen, deen 9. Programm, deen Enn 2009 presentéiert gouf, mat engem Avenant 2010, mat engem Avenant viru Kuerzem. De Regierungsrat vum 15. Juni huet nach eng Kéier e Complément guttgeheescht vun 800 Wunnunitéiten, Sozialwunnengen respektiv subventionéierte Wunnengsbau.

An da kommen ech bei déi véier Mesures-clés vun der Regierung, vum Wunnengsbauminister, déi enorm wichtig sinn, déi och zum Deel haut diskutéiert goufen. Dat Éischt ass de Plan sectoriel «Logement», wou mer Zone mat enger Fläch vun insgesamt 552 ha ausweisen a wou de Stat d'Méiglechkeet kritt, aktiv eng Roll ze huelen iwwert den Droit de préemption, an e kann nach méi wäit goen, iwwert d'Utilité publique, fir sech Flächen ze sécheren, zwee Fënneftel an de PAGen, dräi Fënneftel ausserhalb vun de PAGen, no landesplanereschen, naturschützeresche Kritäre gekuckt, an do kann an do muss an do wäert verstärkt subventionéierte Wunnengsbau gemaach ginn.

Et ass virdru vun enger Offensiv geschwat ginn, déi mer misste kréien. Et ass genau do, wou ech wëll setzen, well do kënnen mer eng séier Viabiliséierung fäerdegbréngen. A wa mer herno och nach d'Hëllef vun där neier Société nationale, zu där ech och eppes wëll soen, derbäihuelen, da komme mer do ganz séier virun. Knapp 18.000 Wunnengen kënnen op deene 552 ha entstoen, fir 44.000 Leit, a virun allem, wéi gesot, subventionéierte Wunnengsbau.

Dann, ee Wuert zu där zweeter Mesure-clé, d'Société nationale du développement urbain, d'SNDU. Dat ass e Projet, deen e puermol hei och zitëiert gouf, deen als positiv emfonnt ginn ass. De 15. Juni huet d'Regierung e Projet de loi ugeholl am Kontext vun där neier Sociétéit, wou ech och deemnächst wäert d'Detailer presentéieren. Mir sinn nach amgaangen, finanziell a fiskal Aspekter ze kucken. Déi Gesellschaft de droit privé, et gëtt der eigentlech zwou. Mir wäerten de Fonds du Logement, wat een Établissement public ass, an zwee splitten, dat Eent e Fonds du Logement S.A., dee wäert ausschliesslech d'Gestioun vu sengem Parc locatif maachen, subventionéiert, wéi gesot, fir Primenempfänger, an déi zweet Sociétéit, d'SNDU, déi wäert, wéi gesot, zu engem zentralen Acteur fir Siedlungspolitik zu Lëtzebuerg ginn, eng Aart Facilitateur, fir d'Saache virunzebréngen mat deene Ressourcen, Ressources humaines, déi ee muss hunn, a fir op de Gemenge bei grouse Projekte virunzehëllefen, op Frichen, zum Beispill Diddeleng, wou de Fong aktiv ass, d'Frichen zu Wolz, d'Frichen vum Agrocenter zu Miersch, wou e Masterplang virläit, eng Nordstad, wou een enorm vill Privatpropriétaires huet, fir do Gas ze ginn a méiglechst séier virunzekommen.

(Interruption)

Et ass nach ëmmer Spannung hei op dëser Säit. Dat kënnt scho vum Klimapakt eriwuer.

(Interruption)

Sou, dann déi drëtt Mesure-clé ass fir mech och eng ganz wichtig, dat ass déi, fir méi staark déi privat Promoteuren ze implizéieren an de Logement subventionné. Dat kléngt e bëssen no der Quadratur des Kreises, ech weess, mä ech mengen, datt mer dat fäerdegbréngen. D'Gesetz vun '79 gëtt jo schonn déi Méiglechkeet, virun allem an der Vente. An an deenen 33 Joer ass just eng Kéier vun enger Entreprise do profitéiert ginn, mä ech hu wëllen, a mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen, fir bei d'79er Gesetz, datt mer am Hierscht wäerte presentéieren, och do d'Konditiounen ze fixéieren, déi natierlech ähnlech mussen si wéi déi, déi d'Promoteuren publics hunn. Zum Beispill de Choix vun de Locataires, zum Beispill de Calcul vum Loyer entsprechend dem Reglement vun '98, de Respekt vun der Energieklasse selbstverständlech, den Droit d'achat fir Locataires an och de Suivi social. Alles dat si Kritären, déi mer mussen dann och do berücksichtegen. Ge-

plangt sinn nach Konventionen ze maache mat de private Promoteuren.

Déi véiert Mesure-clé, dat ass déi vun der Subvention Loyer, déi d'Regierung als eng ganz wichtig emfënnt. Eng 14.000 Ménagé wäerten an Zukunft kënnen dovunner profitéieren, Ménagen, déi ënnert dem Seuil vun dem Risque de pauvreté hei zu Lëtzebuerg liewen, mat dem Beispill vun enger Koppel vun engem maximale Revenu vun 3.400 Euro mat zwee Kanner, vu 95 Euro als Minimum, 140 Euro als Maximum, an ech mengen, datt dat eng ganz wichtig Mesure wäert sinn. Do si mer och prett, ausser datt mer nach amgaang sinn ze kucken mat de Juristen, fir och ze assuréieren, datt déi nei Aide just fir Résidenté wier an net - Stéchwuert Aide exportable -, datt mer net do och e Problem kréien.

Dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdrun och der Kollegein Vera Spautz gutt nogelauschert, wou ech awer gestutzt hunn. Ech war mat enger Partie Saachen net d'accord. Wou ech wierklech gestutzt hunn, dat ass, wéi gesot ginn ass, datt d'Vera Spautz respektiv d'sozialistesche Fraktioun - wéi och ëmmer - déi Verquickung net géif deelen tëschent sozialen an ekologeschen Aiden.

Mir hunn Ufank 2011 en Audit maache gelooss vun all eisen Aiden am Logement, an do hu mer gekuckt och d'Aiden, déi mer hunn um Niveau vun der Energieeffizienz, vun erneierbaren Energien, vun der PRIMe House an esou weider an esou fort. Ech hunn no deem Audit e Groupe interministériel agesat - also Energie-ministère, Logement an den Développement durable -, fir ze kucken, datt mer déi Aiden awer zu deem bündelen. Et ka jo awer net sinn, datt herno déi Leit, déi et scho méi schwierig hunn an deene mer hëllefen op engem sozialen Niveau, datt se eng Wunneng kréien, respektiv datt se méi bëleg kënnen kafen, lounen, datt déi herno net an de Genoss komme vun Aiden, déi virun allem geduecht sinn, wa mer un deier fossil Energieträger denken, un héich Masutts-a Gaspräisser. Et kann och net sinn, datt mer Wunnengen bauen, déi mat net ëmweltfrëndleche Baustoffen gebaut ginn. Do muss een awer eng Verbindung maachen. Wa mer soen nohalteg bauen, ech mengen awer, datt mer domadder alleguerten hei am Haus vum Prinzip hier d'accord sinn, dann ass et awer dee richtige Reflex a mengen Aen, fir do an déi Richtung ze bündelen.

Ech kommen zum Schluss. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn zu Lëtzebuerg, an ech hunn an zwee, dräi Éditorialen an deene leschten Deeg och an Dageszeitunge gelies déi Ausso, et kéint dach net sinn, datt all Bauland am Land zougebaut an zoubetonéiert géif ginn, deemno misst dëst Zouhuelen, d'Bauwut, déi misst endlech gestoppt ginn.

A jiddwereen heibanne weess, mengen ech, datt wa mer héich Immobiliëpräisser hunn, wa mer déi wëllen drécken, da mussen mer d'Offer méi grouss maachen. Mir wuessen eben esou wéi mer wuessen hei zu Lëtzebuerg, et ass schonn e puermol gesot ginn, an da muss och kënnen verstänneg gebaut ginn.

An da meng Fro: Wat maache mer da mat all deene Leit, déi bei eis kommen? 2011 Solde migratoire 11.000 Leit, Solde naturel 2.000 Leit. Sollen déi op der Strooss schlofen? - froen ech mech.

An an engem Éditorial stoung och, datt mam Klimapakt datselwecht géif geschéie wéi mam Pacte Logement: eng elegant Suevernichtung. An ech hu jo schonn emol héieren, datt et eng Suendréckmaschinn wier, mä ech hunn awer nach ni héieren, datt et eng Suevernichtung wier.

Ech sinn der fester Iwwerzeugung, datt d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Gemengeréit an dësem Land sennvoll mat deene Suen ëmginn, déi si kréien,...

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.-...virun allem och kréien am Kontext vum Pacte Logement, wou se Schoulen, Maison-relais, Kläranlagen a wat weess ech bauen, an net Sue füttimaachen, mä just de Contraire maachen, well ech gleewen un d'Responsabilitéitsgefill vun den Élus locaux.

(Interruption)

An ech wollt och mat de Gemenge mäi Schlussaz maachen, well Logementspolitik zu Lëtzebuerg mécht sech net eleng: Ech hunn dacks laachende Mondes gesot, datt ech méi Planungsheer hat, wéi ech Buergermeeschter war, wéi als Logementsminister. Dee brauch also d'Gemengen. Et ass nëmme mat de Gemengen, wou et geet, fir eng dynamesch Logementspolitik ze maachen.

An duerfir hunn ech och am Abrëll, Mee nach eng Kéier de Pèlerinage gemaach, an ech wëll lech soen, et hunn enorm vill Gemengen de Fanger gewisen. Et war haut nach eng Gemeng

do, ech hu bal all Dag eng Gemeng dosëtzen, e Schäfferot dosëtzen, dee seet: „Ech wëll eppes maache fir Wunnengsbau an ech wëll virun allem och eppes maache fir subventionéierte Wunnengsbau.“ Dat, fir eventuell och en Duerfkär ze revitaliséieren mat eisen Hëllef.

Ech muss soen, datt ech dat ganz sennvoll fanen, an duerfir mä Merci un d'Gemengen, déi de Fanger gewisen hunn, an zesumme mat de Gemenge wäert dës Regierung a puncto Logement nach vill fäerdegbréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Minister. Domadder wär dës Diskussioun ofgeschloss, a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motounen.

(Interruption)

Här Minister, Dir kritt nach eng Kéier d'Wuert zu de Motounen.

Motions

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- Ech wollt eppes zu de Motiounen soen, an zwar déi éischt ass déi, déi ech och wollt unhuelen. Do gëtt d'Regierung invitéiert, fir d'Emprise vun de Pouvoirs publics op Terrainen ze renforcéieren, an et ass am Fong genau dat, wat ech virdru scho beschriwwen hunn. Ech hunn et beschriwwen am Kontext mat de Projets d'envergure, deene 552 ha. Ech hunn et och beschriwwen am Kontext mat där neier Sociétéit. Ech hunn also kee Problem, fir déi unzehuelen, well mer genau dat dote maachen.

Déi zweet ass déi iwwert d'Propositionen fir d'Reform vum Impôt foncier. Do sinn ech net eleng zoustänneg. D'Zoustännegkeet läit och beim Finanzminister. Do wollt ech proposéieren, fir déi an d'Kommissioun virunzeginn, wann déi gréng Kollegeinnen a Kollegen domadder d'accord wieren.

Déi drëtt, dat ass déi, déi ech net wollt unhuelen, well ech net d'accord si mam Invite, well dat, wat hei gefrot gëtt, gëtt lafend gemaach. De Fong an d'SNHBM, et sinn och eenzel Gemengen, Stroossen an anerer, déi dat dote maachen, duerfir kann ech am Fong och do net d'accord sinn.

An déi véiert, déi wollt ech akzeptéieren, well ech och amgaang sinn, dat dote schonn ze maachen, an zwar déi Législation spécifique, fir datt um Niveau vum Parc immobilier Viraussetzunge geschaf ginn, och Contrainté komme fir d'Gemenge fir subventionéierte Wunnengsbau. Mir sinn amgaang, déi franséisch Législatiounen méi no ze kucken, obwuel och do net alles esou positiv gelaf ass an deene leschte Joren. Nach sinn ech amgaang, genau dat doten ze maachen, also hunn ech och kee Problem, déi unzehuelen.

An déi fënneft Motioun, déi wollt ech net unhuelen, well déi ass superfétatoire, well mir sinn amgaang, dat ofzeschlëssen, an et ass richtig, wat do steet. Ufank 2011 - ech widderhuele mech - hu mer en Audit gemaach, duerno hu mer dee Groupe interministériel agesat, an d'Resultat gëtt Bestanddeel vun dem Gesetz, vum neie Gesetz vun '79.

► **M. le Président**.- Den Här Etgen huet d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen** (DP).- Jo, Här Minister, an där Etüd, vun där Dir geschwat hutt, do geet awer nëmme Rieds vun der Evaluatioun vun der Subsidiepolitik an net vun de steierlechen Dispositiounen, an duerfir gesi mir grad an eiser Motioun vir, datt besonnesch eben déi Mesuren, wou de steierlechen Aspekt dran ass, wéi de bëllegen Akt, wéi TVA 3% Logement, datt grad déi sollen evaluéiert ginn, well och d'Amortissementen u sech an där Etüd, vun där Dir elo geschwat hutt, déi Elementer awer net dodra sinn.

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- Also dach. Dach, dat maache mer eben och. Et ass zwar richtig, datt an deem Groupe interministériel dat do net beschwat gëtt, mä mir hunn e Grupp - de Logement zesumme mam Finanzministère -, deen elo och nach zweemol zesummekomm ass virum Congé, wou genau dat doten och diskutéiert gëtt. D'Resultat kann ech elo hei nach net presentéieren.

► **M. le Président**.- Den Här Bausch, jo.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, ech muss soen, ech verstinn net, firwat d'Motioun 3 vun eis iwwert d'Convention type fir de Logement à coût modéré net ugeholl gëtt.

Ech kann lech just soen, Här Minister, mir hunn als Stad Lëtzebuerg, als Gemeng, dat jo gemaach, déi 10% Logement modéré bei verschidde PAPen elo, a wéi mer dat ugefaangen hunn, hu mer am Intérieur nogefrot, well mir haten do esou e Konzept, eng Convention type ausgeschafft fir d'Stad Lëtzebuerg, an duerno



wollte mer awer wëssen, well d’Gesetz, juristisch gesinn, awer net ganz kloer ass, zumindest vill Froen opléisst, ob dat esou an der Rei wier. Do hu mer am Intérieur gesot kritt: „Oh, mir fannen dat och, mä fänkt Dir emol un, maacht Dir emol eng, an da kucke mer emol, wéi dat geet, an esou weider, ob dat dann duerchgeet, da kënnen déi aner sech jo dorun ulehnen.“

An ech mengen awer, elo huet d’Stad Lëtzebuerg - dat ass elo wierklech net arrogant, wéi ech dat wëll soen - jo awer Servicer, juristisch Servicer, déi aner Gemengen net hunn, fir esou eppes nach auszeschaffen. Dat heescht, et si vill kleng oder mëttel Gemengen, déi hunn déi Méiglechkeete guer net.

Duerfir, et misst awer net anormal sinn, datt Der hei misst de Gemengen eng Hëllefstellung ginn, fir datt se sech kënnen esou Conventionstypen ausschaffen, well se hunn alt hei mat Promoteuren ze dinne, wou mer jo wëssen, déi bis op de leschte Centime verhandelen a feilschen, wann et ëm esou Saache wéi dat dote geet, an da wärend déi Gemengen net esou eleng gelooss.

An duerfir verstinn ech net, datt Der déi Motioun net wëllt unhuelen.

► **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*.- Ech wëll derbäi bleiwen, datt ech se net unhuelen, well ech net mengen, datt e Problem ass, mä, wat ech awer ka versprechen op dëser Plaz, ass, datt ech dat dann eng Keier méi nokucke loosse. Ech hu mer soe gelooss, datt eng Partie Gemengen a wéi gesot och Promoteurs publics dat dote gemaach hunn an der Vergaangenheet an datt dat kee Problem war, mä ech sinn awer gäre bereet, ouni datt ech déi Motioun elo hei unhuelen, datt ech mech do méi schlau maachen, wa sech da méi schlau ze maachen ass.

► **M. le Président**.- Merci, Här Minister. Ass nach iergendeppes zu de Motiounen ze soen?

(Interruption)

Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Ech wollt just soen, Här President, mir wäerten d’Motiounen 1, 2, 3 vun de grénge Kollege stëmmen. De Minister wëllt d’Motioun Nummer 4 och stëmmen. Mir wäerten eis do enthalen. Do ass nämlech eng Législatioun, déi virgesinn ass, wou d’Gemege mussen eng gewëssen Zuel Logements am Locatif hunn, an dass d’Gemege responsabel gemaach ginn, wann dee But pas atteint ass.

Ech mengen, wann de Stat dann elo decidéiert, wéi vill Locatiounen mussen an de Gemege sinn, mengen ech, sollen d’Gemengen do nach eng Méiglechkeet kënnen hunn och e Wuert matzeschwätzen, an net derno selwer bestrooft ginn, wa se eppes vum Stat fixéiert kréien. Och wann de Minister e gären unhëlt, fir mech ass dat en Text, dee géint d’Autonomie communale geet.

► **M. le Président**.- Den Här Bodry, wann ech gelift.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Ech muss soen, ech deelen emol eng Keier d’Aschätzung vum Xavier Bettel an där doter Fro.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Mä ech wéisst gär, wat dat heescht. Ech wéisst gär, ob d’Gemeng do selwer muss Propriétaire sinn, oder ob eng vun deene staatlechen Associatiounen do ka Propriétaire sinn.

Da wëll ech wëssen, wat fir een Text ass dat hei: «à tenir les villes et communes pour responsables»? Quel genre de responsabilité? Pécuniaire, civile, pénale? Also, esou en Text, et deet mer leed, dee stëmmen ech ni.

► **M. le Président**.- Den Här Henckes, wann ech gelift.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Dat war jo emol kloer.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (*ADR*).- Här President, mir wollten och déi éischt Motioun net stëmmen, well mer do eng Kaz am Sak kafen. Mir wëssen net genau, wat d’Regierung wëlle huet, a mir wëssen net genau, wat déi gréng domadder gemengt hunn.

Déi zweet Motioun, do schéngt et mer... D’Reform vum Impôt foncier, do wier et effektiv gutt, wann ee géif driwwer sëmme, well déi bestehend Gesetzgebung, wa se géif applizéiert ginn, da wier et kee Problem. Da bräicht een net vill ze änneren.

Wat déi drëtt Motioun ugeet, do, mengen ech, do wier et awer gutt, wann een déi géif unhuelen, well mer dann hei d’Méiglechkeet kréien, fir wéinstens ee Schema ze hunn, wa Problemer bestinn, fir déi 10% Logements sociaux an engem PAP ze realiséieren, an engem Lotissement, datt een deen Abléck awer d’Méi-

glechkeet fënnt, fir eng uniform Léisung do zesichen, an dat net vu Cas zu Cas a vu Gemeng zu Gemeng mussen nei négociéieren.

A wat déi véiert Motioun ugeet, do si mer effektiv och der Meenung, datt dat doten näischt wäert bréngen. An dofir wäerte mer och géint déi Motioun stëmmen.

► **M. le Président**.- Den Här Spautz, wann ech gelift.

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Jo. Merci, Här President. Also déi éischt Motioun, déi kënnen mer unhuelen.

Déi zweet Motioun, do sinn ech der Meenung, wou d’Iddi och ganz gutt ass, mä déi soll een an d’Kommissioun mathuelen, dass ee mat deenen zoustännege Kommissiounen, souwuel dem Intérieur wéi de Finanzen, nach eng Keier do driwwer soll schwätzen.

Bei der drëtter sinn ech der Meenung, fir déi ofzelehnen.

Déi véiert, do ralliéieren ech mech un dat, wat d’Kollege virdru gesot hunn, fir déi ofzelehnen.

An och déi fënneft géife mir oflehnen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Merci.

► **M. le Président**.- Gutt! Ech mengen, all Fraktioun hätt elo hir Meenung doriwwer gesot. Mir kommen zum Vote.

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Här President?

► **M. le Président**.- Jo, Här Kox?

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*).- Ech weess zwar net, wat d’Regierung oder d’Majoritéitsparteien elo wëllen. Virdru seet de Minister, déi wär ganz sympathesch. Ech wëll och drun erënnere, dass och d’Vera Spautz am Numm vun der LSAP hei ganz offensiv doranner geschwat huet.

(Interruption)

Bon, wann dat esou ass. Mir versti jiddefalls net d’Reaktioun. Zumindest hätt ee sech do erwaart, dass e sech ralliéiere géif. Bon, wann dat net de Fall ass, de Vote électronique dréckt et dann aus.

► **Une voix**.- Dont acte.

Motion 1

► **M. le Président**.- Sou! Mir stëmmen elo iwwert d’Motioun Nummer 1 of.

Kënnen mer dat à main levée maachen?

Vote sur la motion 1

Wien ass mat där Motioun d’accord?

Wien ass net d’accord?

Domadder wier déi Motioun mat enger grousser Majoritéit ugeholl!

(*Abstentions de la sensibilité politique ADR*)

Motion 2

Déi zweet Motioun géif an d’Kommissioun renvoyéiert ginn.

Ass d’Chamber domadder d’accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 3

Da kéime mer zum Vote électronique iwwert déi drëtt Motioun.

Vote sur la motion 3

D’Ofstëmme fänkt un. Fir d’éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

D’Motioun 3 ass ofgelehnt mat 36 Nee-Stëmmen, 22 Jo an enger Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: la motion 3 est rejetée par 37 voix contre, 22 voix pour et aucune abstention.

Ont voté oui: M. Georges Engel et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies,

Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall’Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall’Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Motion 4

Da kéime mer zu der Motioun Nummer 4. Ech proposéieren, datt mer och do par Vote électronique ofstëmme.

Vote sur la motion 4

D’Ofstëmme fänkt un. Fir d’éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An déi Motioun ass verworfen mat 42 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmmen, an 10 Abstentionen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall’Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall’Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Motion 5

Da kéime mer zu där leschter Motioun. Do ass och de Vote électronique verlaangt. Dat ass d’Motioun Nummer 5 vum Här Etgen.

Vote sur la motion 5

An d’Ofstëmme fänkt un. Fir d’éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

An d’Motioun 5 ass verworfen mat 39 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par Mme Christine Doerner), Nancy Arendt (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall’Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall’Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6326, eng Direktiv iwwert déi géigesäiteg Hëllef beim Andriewe vu Scholden. Hei ass d’Riedezäit nom Basismodell festgeluecht an et huet just den Här Alex Bodry sech agedroen. D’Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honnrabalen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d’Wuert.



4. 6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l’assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth** (*CSV*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei dem Gesetzesprojet 6326 geet et ëm déi géigesäiteg Amtshëllef tëscht europäesche Memberstate bei dem Andriewe vu Steiersuen. Dat ass u sech eng gutt Saach, et stäerkt den EU-Ban-nemaart. Et ass och e Plus u Steiergerechtheet. Deen, dee Steieren ze bezuelen huet, dee soll dat och musse maachen.

An Zäite vu Kris a Statsverschëldung muss och aus all Eck kënnen Suen erausgekraazt ginn, déi dem Stat zoustinn. An do muss eng Steierschold, déi an engem Land ufält, och emol kënnen mat Sue bezuelt ginn, déi op engem auslännesche Kont hir Rou sichen.

Mä wéi ëmmer, wann et ëm déi grenziwwerscheidend Kooperatioun a Steiersaache geet, do spëtze mir als Lëtzebuerger besonnesch d’Oueren. De Kapp gewäscht, dee krute mer viru ronn dräi Joer nawell zolidd op dem G20-Sommet zu London. Déi sougenannte Grouss - net onbedéngt an der Taille - haten deemools de Steierparadäiser de Krich erkläert, an dobäi d’OCDE souzesoen iwwer Nuecht gezwongen eist Land op eng verruffe gro Lëschf ze setzen, vun deenen net onbedéngt Kooperatiounswëllegen.

Mä well mir eise gudder Ruff vun enger zolitter a seriöser Finanzen- a Bankeplaz net wollten op d’Spill setzen, hu mir - dat heescht villméi eise Finanzminister, de Luc Frieden, deemools - am Rekordtempo an eng 20 Duebelbesteuerungs- ofkommes e Passus dragesat, datt am Fall vun engem Verdacht op Steierhannerzéiung dat Land, wou de Steierzueler seng Suen higedoen huet, dozou ugehalen ass, all méiglech Informatiounen iwwert dee betreffende Bankeclient erauszerécken. Virdru gong dat just am Fall vun engem Steierbedruch, enger sougenannter Escroquerie fiscale, an och nëmmen iwwert de Wee vun der Justiz.

Här President, an deeseweichte Kontext schreift sech och de Gesetzesprojet an, iwwert dee mir haut sollen ofstëmme, blouss dass et haut net ëm déi grenziwwerscheidend Kooperatioun fir d’Feststelle vun enger Steuer geet, mä vill méi ëm déi grenziwwerscheidend Zesummenaarbecht bei dem Andriewe vun de Steieren.

Déi sougenannten Assistance mutuelle beim Recouvrement gëtt et europawäit schonns zënter 1976, also méi wéi 35 Joer. Zënter 2002 hu mir och ee Gesetz, wat generell déi géigesäiteg Amtshëllef genaustens regelt. Mä déi wirtschaftlech méi ugespaanten Zäiten, grad wéi de politesche Kontext, deen ech virdru kuerz ëmrass hunn, hunn och zu Bréissel derfir gesuergt, fir déi grenziwwerscheidend Zesummenaarbecht an deem Domän méi enk ze faassen.

Alles dat gouf an enger Direktiv vum Mäerz 2012 festgeschriwwen. An déi setze mir haut ëm. A well mir eis net nosoe loosse, mir wëilten eis Hausaufgaben an engem dach sensibelen Beräich net wëlle maachen, huele mir dëse Projet de loi dann och nach haut virun der Summerpaus, eiser Summerpaus, op de Leescht.

Här President, fir den Detail, wéi déi géigesäiteg Amtshëllef ofleeft, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. E puer Prezisiounen awer, virun allem praktescher Natur, siefen an öffentlecher Sitzung trotzdeem ginn.

Éischstens, wat fir eng Steiere falen dann ënnert dëst Gesetz? Mä dat sinn all Steieren, Taxen, déi souwuel vum Stat oder vun de Gemengen erhuewe ginn. Dat geet vun der klassischer Akommes- a Betrëbssteuer, der TVA, den Accisë bis zur Ierfschaftssteuer, jo souguer der Grondsteuer, wou mer de Mëtteg driwwer geschwat hunn, déi de Gemengen zoukënn. Net drënner fale sougenannte Redevancen, dat heescht, dat, wat ee fir eng Dëngschtleeschtung bezilt; zum Beispill Stroum- oder Gasrechnungen.

Zweetens, wéi soll dat dann an der Praxis elo oflafen? Mä do gesäit d’Direktiv, an deemno och de Gesetzesprojet, ausdrécklech vir, dass ee sougenannten Titre exécutoire vun enger auslännescher Autoritéit zu Lëtzebuerg automatesch deemnächst wäert unerkannt ginn.

Déi auslännesch Steierverwaltung brauch dofir nëmmen ee Formulaire, e sougenannten Instru-



ment uniformisé, bei seng Demande bäizeleeën, deen no engem Muster, deen d'Direktiv festleet, opgestallt ass.

U sech ass dat en Agrëff an d'Souveränitéitsrechter vun de Memberstaten. Firwat? Mä well en administratiivt Dokument vun enger auslännescher Verwaltung ouni aner Bedingungen zu Lëtzebuerg Rechtskraaft kritt.

Fréier huet een hei ëmmer vun engem sougenannten „Exequatur“ geschwat, ähnlech wéi op de Geriichter. Dat heescht, dat auslännescht Dokument gouf formell duerch eng Lëtzebuerger Autoritéit virdru geprëft an och beglaubegt oder souguer duerch e Lëtzebuerger Titre ersat, fir dass en dann hei am Land konnt Rechtskraaft kréien.

Konkret heescht dat: Wann ee Lëtzebuerger zum Beispill fir säin Appartement op der belscher Plage seng Grondsteuer a säi Précompte net bezift, dann ass ee belschen Titre, fir d'Steier anzadreiven, hei am Land automatesch rechtskräfteg an d'Sue kënnen hei ouni weider Formalitéite vun der Lëtzebuerger Steierverwaltung agedriwwen ginn. Ëmgedrënt ass natierlech och gefuer, am Fall, wou ee Belsch hei am Land keng Grondsteuer géif bezuelen.

Drëttens, kann dann elo eng auslännesch Steierverwaltung Informatiounen froen, ob e säumege Steierzueler Suen hei zu Lëtzebuerg stoen huet?

Jo, wann eng Steierschold zu Tréier ufält, da kann dat däitscht Finanzamt eis Steierverwaltung froen, ob de säumege Steierzueler hei ee Bankkont huet. Mä opgepasst: Viraussetzung ass, dass déi däitsch Steierverwaltung bei sech virdrun all Diligencen - wat dat och ëmmer heescht - gemaach huet, fir an Däitschland Suen anzadreiven.

Dat heescht och, dass d'Ufro aus dem Ausland muss wierklech begrënt an och berechtigt sinn. Et geet also net hei, fir sougenannten „fishing expeditions“ ze maachen. Dat heescht, et geet net, fir e méiglechst breet Netz auszuwerfen, an der Hoffnung, datt um Enn deen een oder anere Fësch dann awer dran hänke bleift. Zum Beispill, eng Ufro vum belsche Fisc, ob ee Belsch hei am Land bei iergendenger Bank Sue stoen huet, dat geet net.

Véiertens, kann et mat dem System net zu Abusë kommen, dass zum Beispill am Ausland d'Steier contestéiert wier, an hei am Land d'Suen iwwert de Wee vun der Assistance mutuelle géifen agedriwwen ginn?

Neen, dat geet och net, well d'Direktiv an d'Gesetz, déi gesi vir, dass wann zum Beispill géint ee franséische Steierbescheed zu Paräis ee Recours ageluucht gëtt, dass dann de franséische Fisc net hei am Land Sue ka parallel andreiwe loosse. Duerch de Recours ass d'Andreiwungsprozedur provisoersch suspendéiert. Mä et kann awer provisoersch zum Beispill eng Saisie vun engem Kont vum Steierzueler bei enger Lëtzebuerger Bank gemaach ginn.

Nach eng Kéier: De Verbuet vun den „fishing expeditions“ bedeit och, dass an deem Fall de franséische Fisc misst kloer a senger Demande d'assistance soen, bei wat fir enger Lëtzebuerger Bank dës Saisie da misst gemaach ginn. Et ass och esou, dass all Demande d'assistance, déi un d'Lëtzebuerger Autoritéite gericht gëtt, muss prinzipiell an enger vun eisen dräi Landesprooche verfaasst sinn, dat heescht op Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuergesch, grad iwwegens wéi d'Dokumenter, déi bäigefügt sinn, müssen an deene Sproochen iwwersat sinn. Näischt verhënnert awer, dass a bilateralen Accorden tëscht de Verwaltungen och aner Sproochen zougelosst sinn. Zum Beispill mat den Hollänner gëtt et en Accord, dass d'Dokumenter och op Englesch verfaasst kënnen sinn.

Fënneftens, kënnen dann och grenziwwerschrëidend Steierbescheeder zougestallt ginn?

Jo, dat ass mat der neier Direktiv an deem neie Gesetz och méiglech. Esou kann zum Beispill déi Lëtzebuerger Steierverwaltung direkt op Bitburg e Steierbescheed schécken, deen och do seng Rechtsgültigkeet am vollen Empfang huet. Datselwecht zielt natierlech fir e Steierbescheed, deen zum Beispill vum däitsche Fiscus op Lëtzebuerg kann direkt geschéckt ginn.

D'Direktiv an d'Gesetz erlaben och, dass auslännesch Steierbeamten hei zu Lëtzebuerg bei administrativen Enquêtë matschaffen. Dëst setzt awer virdrun e bilateralen Accord tëscht deenen zwee Memberstate viraus. Also, ouni Accord vun dem Lëtzebuerger Stat kann hei zu Lëtzebuerg keen auslännesche Steierbeamten an engem Recouvrementsdossier eegemächtegt agéieren.

Sechstens a leschtens, wat fir eng Verwaltungen sinn dann hei am Land fir dës Amtshëllef an Zukunft zoustänneg?

Mä dat si bei eis den Enregistrement, d'Douane an déi direkt Steierverwaltung, fir déi jeeweileg Steieraarten, déi ënner hir Kompetenz falen. Nationale Verbindungsbüro ass den Enregistrement.

Zum Schluss nach: An der Praxis gouf et offizielle Statistiken no am Joer 2011 am Kader vun der Assistance au recouvrement ronn 235 Demanden un d'Lëtzebuerger Steierverwaltung fir Informatiounen, Zoustänn oder Mesure-conservatoires, also Saisien, ze maachen. Richtig Steierandriewungsdemandë goufen et der 172 fir ee Sträitwäert vun ëmmerhin awer 44 Milliounen Euro. An dovunner goufen der och 16 Milliounen Euro d'lescht Joer agedriwwen. Vu Lëtzebuerg aus sinn Demandë fir ronn 7 Milliounen Euro ausgaangen, dovunner ass eppes méi wéi 1 Millioun récupéréiert ginn.

Här President, dat war e kuerz illustréierte Kontext vun deem Gesetzesprojet an déi praktesch Implikatiounen. Ech verweise fir den Detail op mäi schrëftleche Rapport. Géintwuer Brëssel, hu mir elo kuerz virun der Summerpauz, Här Minister, an deem Dossier eis Hausaufgab gemaach. Ob „säumige“ Steierzueler dat no hirem verdéngten „Urlaub“ och esou gär gesinn, dat muss dann d'Zukunft weisen.

D'Finanzkommissioun jiddefalls recommandéiert nichtsdestotrotz, eestëmmeg dësen Text unzuhuelen. An ech ginn och dofir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun. Dobäi soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert kritt den Här Alex Bodry.

Discussion générale

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt kee laangen Discours halen. Ech wollt awer profitéieren, fir hei dem Rapporteur Merci ze soen. Dat hei ass erëm ee vun deene méi wichtege, mä ondankbare Projeten, deen awer och an eisen Aarbechten an de Kommissiounen intensiv gefouert ginn ass, wou mer och frou waren, dass mer och op d'Hëllef konnten zrëckgräife vun de Fachfraen an deem dote Beräich.

Ech mengen, mir dinn eis effektiv traditionell e bësse schwéier, wa vu Steieren a Banke geschwat gëtt, mä et muss een, mengen ech, kloer festhalen, dass et hei net ëm d'Festleegung vun enger eventueller Steierschold geet. Mä hei ass d'Steierschold scho vun deenen zoustännegen Autoritéiten determinéiert ginn, esou dass et an eisen Aen nëmmen normal ass, dass dann och eng Kooperatioun stattfënnt, fir dass déi festgestallte Steierschold och kann agedriwwen ginn.

An deem Sënn géife mer natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun hei abréngen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Den Här Finanzminister, wann ech gelift.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, ech kann och just der Chamber Merci soen, datt se déi Aarbechten hei gemaach huet, an dem Rapporteur fir säi Rapport.

Ech mengen, datt deen Text hei eis jo och ganz vill hëllef, fir am Ausland Suen ze récupéieren, déi zu Lëtzebuerg dës sinn. Et dierf een net vergiessen, datt dat ganz oft de Fall ass, datt mer net kënnen Suen andreiwen, well mer eben dës Direktiv bis elo net haten, datt een also och déi Dimensioun muss gesinn. Dat bréngt also och nei Recetten an de Statsbudget.

Ech mengen, et ass en Text, deen équilibréiert ass an dee fundamental Prinzipien - awer déi mer zu Lëtzebuerg ëmmer haten - respektéiert huet. An an deem Sënn, mengen ech, ass den Text, dee mer och an Europa laang négociéiert hunn, mä wou et gutt ass, datt en an Europa an zu Lëtzebuerg komm ass.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6326 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet de loi 6326 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Felix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent

Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Roger Negri), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt um Ordre du jour ass de Projet de loi 6297 iwwert de Laboratoire national de santé. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, d'Madame Lorsché an den Här Colombero. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

5. 6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;
- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;
- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen alleguerten, de Projet de loi 6297 iwwert de Statslabo, deen ass am Kontext vum Regierungsprogramm ze gesinn, laut deem d'Regierung d'Reorganisatioun vum LNS, vum Labo also, weiderdreive soll doduerch, datt se d'Gesetz, wat de Laboratoire betrëfft, op de Leescht hält, fir en den neie Gegebenheeten am Secteur haut an och an Zukunft unzepassen.

De Labo selwer, deen hat säin Ursprung am Joer 1897, wou deemools à titre d'essai e Laboratoire bactériologique kreéiert gouf. An aus dësem Essai gouf dunn eppes Définitives, an zwar mam Gesetz vum 17. Abrëll 1900. 1965 gouf per Gesetz den Institut d'Hygiène et de Santé publique geschaaft.

An Dir wësst alleguerten, wat zënter 1965 alles um Gebitt vun der Medezin an och vun der Recherche geschitt ass, an doduerch huet dësen Institut dann och relativ séier erëm misse reforméiert ginn, an zwar 1980. Deen heitege Labo ass dann och eng staatlech Administratioun, déi aus dem Gesetz vum 21. November 1980 also ervirgaangen ass.

De Labo, deen huet sech awer an deene leschte Joren erëm misse moderniséieren an en huet och, wat d'Personal vum Labo ubelaangt, misse opgestockt ginn. Dem Personal seng Ausbildung ass ëmmer méi wichteg ginn an natierlech huet dat Personal och dat néidegt Équipement gebraucht. Leider war et net méiglech, datt d'Lokalitéiten, d'Plaz also, wou de Labo bis elo ënnerbruecht ass, heimat Schrëtt gehalen huet.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Den Ament fonctionnéieren déi verschidden Deeler vum Labo op zwee verschiddene Sitë

mat net manner wéi néng verschiddenen Adressen.

2003 an 2009 sinn dunn zwee Gesetzer gestëmmt ginn, déi et der Regierung erlaabt hunn, de Bau vun engem neie Statslabo an Ugrëff ze huelen, an zwar a menger Heemechtsstad Diddeleng.

(Brouhaha)

Mir hunn eis och gefreet zu Diddeleng, Dir hutt recht.

Dës nei Konstruktioun also zu Diddeleng wäert et erlaben, datt den LNS senge Missiounen nach besser wéi bis elo wäert kënnen gerecht ginn an och da fir d'Zukunft beschtens wäert gerüst sinn.

Parallèll ass et och néideg gewiescht, d'Gesetz iwwert d'Organisatioun an iwwer säi Fonctionnement ze iwwerkucken, dat - wéi gesot - vun 1980 datéiert. De Laboratoire national de santé huet Missiounen, wat d'Santé publique ubelaangt, an en assuréiert duerfir och eng Rei Analysen, déi nëmme schwéier duerch aner Laboen hei am Land kéinte gemaach ginn. Eng aner ganz wichteg Aufgab, Aktivitéit also vum Labo ass och de Contrôle, zum Beispill wat d'Medikamenter oder awer och toxikologesch Analysen ubelaangt. An natierlech ass en och an der Recherche aktiv.

Och de Projet de loi, dee mer hei wäerte stëmmen, hält dës Missiounen bäi, allerdéngs ass e méi generell formuléiert. Dat heescht, datt dat neit Etablissement Servicer a Missiounen du point de vue Laboratoire huet an datt et als Conseil scientifique zesumme mat sengen internationalen Homologen an de Laboratoires d'analyses de biologie médicale hei am Land zesummeschafft.

Zesummegefaasst kann een d'Aktivitéite vum LNS wéi follegt regroupéieren: Kriibs, Infektiounskrankheeten, Toxikologie, Contrôle vun de Medikamenter, metabolesch an ierflech Krankheeten, d'Surveillance biologique an environnementale an natierlech d'Sécurité alimentaire.

Den neien Institut wäert och e Service vun der Médecine légale säin Eegen nennen. An och dëse Service wäert ënner anerem Analysen, wat d'Empreinte génétique ubelaangt, maachen; Analysen, wat Alkohol, Drogen oder och aner Substanzen ubelaangt, déi relevant si bei enger Affaire pénale. Och déi wäerte vun elo un hei gemaach ginn, genausou wéi d'Autopsien an och d'Expertisë bei Afferen vun enger pénaler Infractioun. D'Surveillance nucléaire wäert och hei hir Plaz fannen. Bis elo ass dee Service nach bei der Direktioun vun der Santé ugesiedelt.

Ech wéilt och hei nach drop opmierksam maachen, datt amgaangen ass, de Registre morphologique des tumeurs an e Registre national des cancers evoluéieren ze loosse. Firwat dat Ganz? Ma well mam Registre zwar eng ganz Rei wichteg Infoen iwwert d'Inzidenz vu verschiddene Kriibsaarten an hir Evolutioun hei am Land ze fanne sinn, mä dëse Register erlaabt et net, den Iwwerliewenstaux ze berechnen an domat eben och net ze evaluéieren, wéi effikass eben d'Prise en charge vun de Kriibspatienten hei am Grand-Duché ass, vu datt mer eben net iwwer fiabel Donnéeën verfügen.

Ech kéim dann elo, no de Missioun vum Labo, zu der Infrastruktur vum LNS. De Labo ass, wéi gesot, am Moment op néng verschidden Adresse verspreeet. An datt dat net zur Effikassitéit bäidréit, ech mengen, dat versteet sech vum selwen. Duerfir ass, wéi ech agangs scho sot, duerch d'Gesetz vum 2003 an 2009 den Neibau zu Diddeleng décidéiert ginn.

Natierlech zitt esou een Neibau och eng Reorganisatioun vum Personal mat sech. An dozou kéim ech dann elo. D'Personal vum Labo muss, wéi ech agangs scho sot, gutt qualifizéiert sinn. An de Labo muss och kënnen flexibel schaffen.

Den aktuelle Statut vum Labo, also eng Statsverwaltung, huet et leider net erlaabt, dësen zwee Desiderata gerecht ze ginn. Duerfir huet d'Regierung décidéiert, an dësem Projet de loi den LNS an en Etablissement public ëmzewandelen. Dësen Etablissement public disposéiert iwwer eng Autonomie administrative a financière. Den neien LNS wäert also no de Methode vum Droit privé géréiert ginn, mä kritt awer eng finanziell Enveloppe iwwert de Statsbudget.

En Direkter wäert dem LNS virstoen, an dëse wäert ënnerstëtzt gi vun de Chefe vun deene verschiddenen Departementer. Si alleguerten zesumme forméieren de Comité de direction a si këmmere sech ëm déi alldéeglech Geschäfte am Respekt natierlech vun den Décisiounen, déi vum C.A., dem Conseil d'administration also, geholl gi sinn.

An dësem C.A. sinn de Gesondheets-, de Justiz-, de Recherches-, den Ekonomies- an de Finanzministère vertrueden souwéi och e Personalvertrieeder an dann natierlech d'Experten an de verschiddenen Domänen, wou de



Labo aktiv ass. An den C.A. wäert dann och vun engem Conseil scientifique ënnerstëtzt ginn.

Sou vill zum Inhalt vum Projet de loi, deen de Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo den 21. Juni d'lescht Joer an der Chamber déposéiert huet. An iwwregens goug dësem Projet de loi en Avant-projet de loi viraus, dee vun der Association du personnel vum Labo souwéi och vun der Confédération générale de la fonction publique, der CGFP, also aviséiert gouf. An duerfir wonnert et och sécherlech keen, datt de Projet de loi schonn den 9. Juni, also viru sengem offiziellen Dépôt hei an der Chamber, an der Santéskommissioun virgestallt gouf.

De Conseil d'État dunn huet den éischten Avis de 25. Abrëll dëst Joer publizéiert, a mir hunn deen dunn an eiser Réunioun vum 10. Mee analyséiert. 14 Deeg méi spët, de 25. Mee also, hu mer eng Rei Amendementer adaptéiert an dem Statsrot weidergeleet, deen du säin Avis complémentaire de 26. Juni ginn huet. An aus deenen zwee Avisé berichten ech lech elo.

De Statsrot mengt, datt et nëmme schwéier virstellbar ass, datt doduerch, datt mer elo en Établissement public wäerte kreéieren, déi concernéiert Servicer net méi d'Obligatioun hätten, weiderhin an hiren Domäner de Rôle vum Stat ze ënnerstëtzen.

De Statsrot ass dann awer och der Meenung, datt d'Relatiounen tëschent dem Labo an dem CRP-Santé an Zukunft musse preziséiert ginn. Si plädéieren duerfir fir eng méi enk Kollaboratioun an och méi Kohärenz an den eenzelne Strategië bei de verschiddenen Établissements publics, déi am Domän vun der Santé also aktiv sinn, an dëst misst sech och an der Kompositioun vum C.A. vum neien LNS erëmispigelen.

D'Santéskommissioun huet déi Iwwerleeung duerchaus interessant fonnt, war awer der Meenung, datt en dat net als Obligatioun sollt iwwerhuelen, well een domadder de Choix vum Minister bei der Besetzung vum Conseil d'administration extrem géif limitéieren. An den Ae vun eiser Kommissioun, der Santéskommissioun also, ass d'Kompetenz méi wichteg wéi d'Zougehéieregkeet zu engem Établissement public am Domän vun der Recherche.

Weider dem Conseil d'État no misst een och d'Attributiounen vun den zwou Tutellen, dat heescht dem Gesondheitsministère an dem Conseil de Gouvernement, adaptéieren.

De Statsrot huet dann awer och nach zwou Oppositions formelles expriméiert. Déi éischt concernéiert déi Dispositioun, datt deen neien Institut quasi total vun der Steuerlaascht ex-honoréiert sollt ginn, well dat, hinnen no, contraire zu der Égalité devant la loi ass.

Déi zweet Opposition formelle behandelt den neien Artikel 20, virdrun Artikel 21. An hei seet déi héich Kierperschaft, datt duerch de Prinzip, dee sech Parallélisme des formes nennt, et eben net méiglech ass, sech an engem Gesetzestext op e Règlement grand-ducal ze beruffen.

A sengem Avis complémentaire du geet de Statsrot op eis Amendement an, déi d'Santéskommissioun him weidergeleet hat. Den éischten Amendement hat sech op den Artikel 2 vum Projet de loi bezunn, deen d'Missioune vum Labo definéiert. D'Kommissioun wollt dunn nach eemol betounen, datt dës Missioune sech an den Intérêt vun der Santé publique aschreiwten. De Conseil d'État bemierkt heizou, datt dat am Fong déi Aarbechte vum LNS géif aschränken an datt et ebe wichteg wär, datt de Labo der libre Concurrence ausesetze wär, fir esou hinnen no den Esprit de compétitivité ze stäerken. D'Membere vun der Kommissioun hunn dat och esou gesinn a mir sinn duerfir op den initialen Text zrëckkomm.

Zum Amendement, dee mer beim Artikel 12 proposéiert hunn, ass et d'selwecht. Dat heescht, mir sinn och erëm op den initialen Text zrëckkomm. Hei geet et drëms, datt d'Cour des Comptes kann de Labo kontrolléieren. Laut Statsrot wär dat mam Amendement, deen d'Santéskommissioun proposéiert hat, ebe just net méi méiglech gewiescht.

Zum Artikel 20 respektiv zum Amendement vun der Gesondheitskommissioun mécht de Statsrot a sengem zweeten Avis dann awer erëm eng Kéier eng Opposition formelle.

Ëm wat geet et? D'Regierung an d'Kommissioun sinn der Meenung, datt e Member vun der Direktioun vum Labo soll derbäi sinn, wa Konventiounen ofgeschloss gi mat der CNS, a mengt, et wär net opportun, sech hei vun engem Groupement professionnel wéi der FLLAM, der Federation vun de Laboen, oder der EHL, der Entente des Hôpitaux, verrieden ze looszen. De Statsrot huet dat net esou gesinn a mengt, dat wär géint de Principe vun der Égalité devant la loi.

Well et eis awer wichteg ass, datt d'Reform vum LNS elo op de Wee geet, droe mer där Opposition formelle Rechnung. Mir, d'Kommis-

sion an d'Regierung, bleiwen awer der Meenung, datt et richtig an och wichteg ass, datt bei dëse Verhandlungen de Labo selwer mat um Dësch ka setzen.

An et ass och esou, datt dat eigentlech näischt Neies ass, well och bis elo steet am Artikel 62, Alinéa 4 vum Code de la sécurité sociale - an ech zitieren: «que pour les prestations dispensées par un service public ne disposant pas de la personnalité juridique, le service intéressé est valablement admis à titre de partie aux conventions par l'organe du responsable de sa direction». An och haut bezitt dat sech just op de Laboratoire national.

D'Missiounen an och de Fonctionnement vum LNS si jo anescht wéi déi vun - tëschent Gänsefüßchen - „normalen“ Laboen. An den LNS soll och net mat dëse Laboe gläichgesat ginn, well en eng ganz Partie speziell Missioune huet, déi am Intérêt vum Service public sinn.

An Zukunft an op Recommandatioun vun enger rezenter Expertise soll den LNS souguer nach weider Beräicher erschleissen, wou ganz speziell Kompetenze gefrot ginn. An dëst soll zentraliséiert, also just am LNS gemaach ginn, fir esou déi finanziell Moyenë vum Stat rationell anzesetzen.

Mir denken och, datt et sech ëm zwou verschidde Situatiounen handelt, déi eigentlech net kéinte matenee verglach ginn. An dësem Sënn wier dat keng Violatioun vum Principe d'égalité devant la loi, wou een zweemol déiselwecht Situatioun muss hunn. A mir hoffen dann, datt mer de Statsrot mat all dësen Argumenter zu engem spéideren Zäitpunkt wäerte kënnen dervun iwwerzeegen.

Ech hunn lech am Ufank gesot, datt och d'Association du personnel an d'CGFP zum Avant-projet de loi hiren Avis ofginn hunn. An natierlech kann d'CGFP net dermat d'accord sinn, de Labo an en Établissement public ëmzewandelen.

D'Association du personnel huet eng méi nuancéiert Approche heizou. Si mengt, datt den Avant-projet de loi eng ganz Rei gutt Punkten huet. Mä si mécht eng Rei Reserven, wat de Finanzement an de Fonctionnement vum LNS ubelaangt ënnert dem Statut vun engem Établissement public. Se referéiert sech - an ech zitieren elo aus hirem Rapport - «à une gestion inefficace de longue date». Enn vum Zitat. An doduerch fäerte se, datt nëmme duerch d'Transformatioun vun enger Statsadministratioun an en Établissement public net all déi Problemer géife geléist ginn.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Santéskommissioun hat mech de 17. November d'lescht Joer als Rapporteuse vun dësem Projet bestëmmt, an ech hunn déi Aarbecht dann elo bal zu Enn bruecht. Net awer ouni lech ze veroderen, datt d'Santéskommissioun de 5. Juli den Avis complémentaire vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl huet. An darselwechter Réunioun gouf dunn och mäi schrëftleche Rapport ugeholl, an deem all weider Detailer erëmze-fanne sinn.

Nodeems ech dann elo mäi mëndleche Rapport gemaach hunn, ass meng Aarbecht wirklech ofgeschloss, an ech ginn da just nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun zum Projet de loi.

Ech soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

► **Mme la Présidente.**- Merci, Madame Dall'Agnol. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, dann hutt Dir d'Wuert direkt.

Discussion générale

► **Mme Martine Mergen (CSV).**- Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi d'Rapporteuse et grad duergeluecht huet, stëmme mer haut dat Gesetz, dat aus dem ale Statslabo den Établissement public mécht, fir op d'Erausfuerverderung vun onser Zäit an awer och déi vun der Zukunft eng Äntwert ze ginn. An ech soen dem Claudia Dall'Agnol an onsem Numm villmools Merci fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Wéi gesot, dës Décisioun ass vun der Regierung geholl ginn, well déi al Form, déi den Etablissement hat, net flexibel genuch war, an och d'Missioune sinn am Text generell formuléiert, soudass an der Zukunft och wäerten Upassunge kënnen gemaach ginn, sollt sech dat aus wëssenschaftlechen oder gesondheitspoliteschen Ur-saachen als néideg erweisen.

An dësem Zesummenhang an als Beispill huet d'Rapporteuse och erwähnt, dass de Moment d'Aarbechten amgaange sinn op nationalem Plang mat alle concernéierten Acteuren, fir en neien Tumregister opzebauen. Dat begrësse mer och als CSV ganz besonnesch, well dee Register morphologie des tumeurs, dee mir kennen, am Verglach mat ähnlechen Informatiounen, déi an onsen Nopeschlänner disponi-

bel sinn, ze vill dürfteg ass an als Instrument fir Epidemiologie an Ursacheforschung oder och als Hëllef beim Traitement vun der Krankheet net géeegeent ass. Do si mer zum Beispill och am Moment net wirklech amstand hei am Land, eng zouverlësseg Statistik iwwert Doudes-ursaachen ze liwweren.

Wichtig an dësem Zesummenhang ass fir ons och déi verstärkte Mission de recherche, déi de Statslabo zwar schonn hat an déi him et wäert erlaben, mat den nationalen Acteure soss doruechter - CRP-Santé, mä och mat de Kliniken - zesummenzeschaffen.

All dat soll also elo vill besser ginn, a passend derzou kritt déi nei Struktur dann och deem-nächst säin neit Gebai zu Diddeleng. Mir sinn der Meenung als CSV-Fraktioun, dass dat och néideg ass, well d'Aarbechtskonditiounen an deem ale Gebai an der Stad si jo - wéi mer alle-guerte wëssen - net zum Beschten.

Et ass jo net esou, dass déi al Administratioun net an der grousser Majoritéit vun hire Servicer eng gutt Aarbecht geleescht hätt, mä verschiden Aktivitéiten entsprechen einfach net méi oder hunn einfach net méi den internationale Standards entsprach.

Wat engem derzou spontan afält a wat och de Wee an de grand Public fonnt hat, dat waren d'Diskussiounen ëm d'Anatomie pathologique, haaptsächlech an de Joren 2007, 2008. Ech hat am Joer 2009 eng Question parlementaire un de Minister gestallt, well meng Doktesch-kolleegen an hir Patiente largement der Meenung waren, dass d'Resultater haaptsächlech ze laang géifen op sech waarde looszen.

Ech brauch lech keng Zeechnung ze maachen, wat e Patient duermécht, deen eng Biopsie gemaach kritt an deen da vill ze laang muss op e Resultat waarden. De Minister war sech deemools dës Problems bewosst, hat awer deemools Schwierigkeeten, déi néideg Spezialisten ze fannen an anzestellen, ënner anerem well et duerch dee staatleche Corset net méiglech war, esou Leit och adequat Rémunératiounen kënnen ze ginn.

Et gëtt och ganz kloer Problemer mat den Techniken, déi nach a Gebrauch waren. Esou leeft zum Beispill d'Gerücht, dass déi Prepara-ten aus de Joren 2006, 2007, Frottisë vum Gebärmutterhals, déi sollte vun auslännesche Laboen als zweet Lecture gelies ginn, zrëck-geschéckt goufen, well dës auslännesch Plazen op dëser Zort vu Frottisen einfach net wollte schaffen.

Här Minister, Dir wësst, dass mir bei der Gesondheitsreform, mä och an dëser Diskussioun d'Meenung vertrueden hunn, dass een net sollt e Monopol vum LNS um Gebitt vun der „Anapath“ erhalen, Monopole de fait, well déi Ennersichungen net vun der Krankekeess iwwer-holl ginn.

Dir kennt och alleguerten d'Diskussioun am Zesummenhang notament mat de Privatlaboen, déi deenen Dokter, déi mat hinnen zesummeschaffen an domat och deenen hir Patienten, de Frottis cervical an der moderner „ThinPrep Technology“ enger auslännescher „Anapath“ zouféieren. Dës Ennersichung kascht 34 Euro Eegeparticipatioun vum Patient. De Service gëtt de Patienten dann och weider ugebueden, sou wäit si d'accord sinn, déi 34 Euro aus hirer Täsch ze bezuelen.

Et wäert also elo eng vun den Haaptaufgabe vun dësem Service an den nächste Jore sinn, sech materiell esou ze erneieren an ze bewiesen, dass si sech kënnen mat deenen auslännesche Laboe vergläichen. A mir hoffen, dass dat hinnen an där neier Struktur wäert geléngen.

Dir wësst, mir liewen och net an engem Vase clos, mä an engem openen europäesche Marché, deem seng Offeren duerch modern Kommunikatiounsmethoden ëmmer méi no réckelen.

Dës Entwécklung wäerte mer also vun den CSV-Bänke genee am A halen. Mir hoffe ganz all-gemeng, dass et den LNS - deen ech mech ëmmer nach muss drun erënneren, net méi Stats-labo ze nennen, an deen deen Numm wahrscheinlech am Volleksmond nach laang wäert behalen - zu enger méi intensiver Kollaboratioun och mat deenen anere Laboen hi wäert zéien.

Déi Etüd vu Schellen & Partner, déi virun der Gesondheitsreform gemaach gi war, huet iwwert d'Spidolslaboen erausfonnt, datt si ënnerversuergt wieren an hirem Instrumentepark, mä dofir vill ze vill, eng honnert Persounen ze vill Personal hätten. Wann een also dovun ausgeet, dass d'Spideeler no der Reform méi no wäerten zesummeschaffen, misst ee jo eigentlech dovunner ausgoen, datt hei nach manner Personal gebraucht géif ginn. Do kéint ee sech also eng Zesummenaarbecht och mam LNS zu enger méi effikasser a besserer Verdeelerung vun den Aufgaben an zu enger besserer Auslaaschtung vun dësem Personal virstellen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mir vun der CSV-Fraktioun ware scho bei der Gesondheitsreform a bleiwen och bei dësem Gesetz der Meenung, dass net all Analyse mussen iwwerall gemaach ginn, esou wéi de Minister dat och e puermol schonn zum Ausrock bruecht huet, dass den LNS virun allem senge Missioune am Intérêt vun der öffentlecher Gesondheet soll nokommen. Aktivitéiten also, déi, esou wéi déi schonn zitéiert national Epidemiologie, de Kribsregësté souwéi d'Liewensmittelsécherheet an de Strahleschutz, eminenterweis Responsabilitéite vun der Regierung sinn. Dat sief och eemol gesot.

Dat sinn Aktivitéiten, déi finanziell op déi eng oder aner Aart a Weis, déi aner Aart a Weis wéi also déi fréier staatlech Administratioun, déi aner Aart a Weis, de jëtzege Établissement public mat senge Konventiounen, déi och sollten a musse vum Stat gedroe ginn.

Wéi d'Madame Dall'Agnol an hirem Rapport schreift, wäert den LNS duerch d'Reform eng Rei komplementär Aktivitéite kënnen weiderféieren oder duerchféieren, déi seng Kompetitivitéit sollten développéieren. Dat, esou wéi de Statsrot a sengem Avis complémentaire schreift, mat Partner um nationalen an internationale Plang.

Et stellt sech natierlech an dësem Zesummenhang d'Fro vun de Basisaktivitéiten, dat heescht, déi Analysen, déi souwiso an all Labo kënnen gemaach ginn, wéi e Bluttbild oder eng Glycémie, d'Fro, ob et Sënn mécht, dass en Établissement public sech domat a Konkurrenz zu deenen anere Laboen am Land stellt.

De Statsrot mengt, dass een dat am Numm vun der Entwécklung vun der Kompetitivitéit vun dësem neie Labo soll oprechterhalen, an dat bleift also bestoen. Mä de Gesondheits-minister hat mer schonn 2009 an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro erkläert, dass dës Aktivitéite souwiso scho reduzéiert gi wieren an nach just e klengen Deel vun den Aktivitéiten duerstellen.

Mir vertrauen also drop, dass dës Entwécklung esou weidergeet, soudass déi Energie vum neien LNS voll zum Droe kënn a senge wëssenschaftlechen, innovativen a gesondheits-politeschen Tätigkeeten. D'Leit, déi do schaffen, freeë sech sécher op hir nei Aarbechts-plazen zu Diddeleng. Mir wënschen doríwwer ewech hinnen e gudden Daimche bei der Ëmsetzung vun dësem Projet, deem ech domat wëll den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Madame Mergen. Den nächsten agedroene Riedner ass den Här Wagner. Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift, Här Wagner.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Madame Presidentin, léif Kollegeinnen, léif Kollegen, ech wëll virop direkt der Rapporteuse, der honorabel Madame Claudia Dall'Agnol, fir d'éischt Merci soe fir hiren detailléierte schrëftlechen an och ganz ausféierleche mëndleche Rapport.

Wéi d'Chamber de 17. Dezember 2003 de Projet de loi fir de Bau vun neie Statslabo zu Diddeleng gestëmmt huet, dunn huet den Niki Bettendorf, den deemolege Spriecher vun der Demokratescher Partei, Folgendes gesot - ech zitieren: „Léif Kollegeinnen a Kollegen, geschwënn ass Chrëschtadag.“

(Hilarité)

D'Chrëschtkëndche kënn a bréngt eis en neie Statslabo. Et muss ee soen, endlech kënnst en!”

(Interruptions)

Ech zitieren hien!

(Hilarité)

► **Une voix.**- Aaahhh, très bien!

► **M. Carlo Wagner (DP).**- „Et ass e schéine Cadeau,...“, huet den Niki deemools gesot, „... well wie weess, wéi wichteg dëse Labo ass, kann hei nëmme mat zwou Hänn applaudéieren.“

(Interruptions)

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei net op alleguerten déi Diskussiounen agoen, déi et am Virfeld vun deem deemolege Projet gouf, mä dem Niki Bettendorf seng Ausso vun deemools ass haut och nach a ganz ville Punkte richtig, och wa mer dës Kéier natierlech net vum Chrëschtkëndche beschenkt ginn.

Richtig...

(Interruption)

Och schonn e Stéck hier, Här Di Bartolomeo.



Richteg ass d'Ausso a puncto Wichtegkeet vum Statslabo. Lëtzebuerg brauch selbstverständlech e ganz performante Laboratoire. Mir schwätze jo oft gären dovunner, fir d'Recherche zu Lëtzebuerg auszubauen. Ee Statslabo, op der Héicht vun der Zäit, kann hei, nieft aneren Acteure selbstverständlech aus dësem Beräich, wéi beispillsweis de CRP-Santé, e wichtege Acteur sinn.

Net ze vergiessen ass dobäi selbstverständlech d'Wichtegkeet vun der Missioun vum LNS. Richteg ass d'Ausso vum Niki Bettendorf och an deem Punkt, och wann dat deemools fir d'Gebailcheekte geménzt war, dass et laang gedauert huet, bis d'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, endlech op den Dësch komm ass. Knapp siwe Joer huet de Gesondheitsminister gebraucht, fir den entsprechenden Text an der Chamber ze déposéieren, an dat obwuel am Regierungsprogramm vun 2004 stoung, dass d'Reform vum LNS géif ofgeschloss ginn. Ech zitieren: «Les réformes entamées...» - entamées, Här Di Bartolomeo! - «... dans le cadre du Laboratoire national de santé seront finalisées.»

Här President, den technesche Fortschrétt grad och am medezinesche Beräich an deene leschte Joren huet eng Adaptatioun vum legale Rumm fir de Statslabo dréngend néideg gemaach. Haaptsächlech d'Konkurrenz mat de private Laboen huet dobäi den LNS viru ganz grouss Erausforderunge gestallt. Esou war et entre autres ganz schwierig bis elo, héich qualifizéiert Personal fir de Statslabo ze fannen.

D'Fro, déi bei dëser Reform am Virfeld oft diskutéiert ginn ass, war: Établissement public oder net? D'Regierung huet sech schlussendlech fir dëse Statut ausgeschwat. D'Demokratesch Partei ass der Meinung, dass dëst déi richteg Décisioun ass. Dës nei Form wäert op alle Fall dem Statslabo et méi einfach maachen, senge Missioun gereicht ze ginn, einfach duerch e Plus un Autonomie an u Flexibilitéit.

Bedauernswäert ass et awer, dass d'Regierung bei aneren Administratiounen dëse Wee net esou konsequent duerchgefuert huet. Ech erënnere beispillsweis un eng laang Fuerderung vun der Demokratescher Partei, wat d'ADEM ubelaangt, dass et do sollt en Établissement public geschafe ginn. Mä dat nëmmen als kleng Randbemierkung.

Och wa mer d'Ëmwandlung vum LNS an en Établissement public begreifen, menge mer awer, dass et - an de Statsrot gesäit dat a sengem Avis gradesou - endlech un der Zäit wär, fir eng Kéier e Bilan ze zéien, wat d'Schafe vun Établissements publics ugeet. Dëst géllt ganz besonnesch fir de Gesondheitssecteur, wou an de leschte Joren eng ganz Rei vun esou Etablissementer geschafe goufen. De Statsrot schreift a sengem Avis vu fënnel Stéck an de leschte Joren. Ech wëll beispillsweis nëmmen de CHNP an de Rehazenter zitieren.

Här President, wat d'Kooperatioun tëschent deenen eenzelnen Acteuren am Beräich vun der medezinescher Fuerschung - Madame Presidentin - ugeet,...

► **Plusieurs voix.** - Aaaahh!

(*Interruption*)

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Et weess een net ëmmer, wat hannert sengem Réck lass ass, Här Gibéryen!

► **Mme la Présidente.** - Dir hat mech awer gesinn!

(*Hilarité*)

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Oh, d'Dammen, déi schläiche sech oft hannendrun, jo.

► **Mme la Présidente.** - Ouh?

► **M. Carlo Wagner (DP).** - ...esou menge mir, dass hei op alle Fall nach duerchaus Verbesserungspotenzial besteet, haaptsächlech wat d'Kooperatioun mam CRP-Santé a mat der Uni Lëtzebuerg ugeet. Hei si ganz sécherlech munch positiv Synergie méiglech.

Mir begreifen et op alle Fall ausdrécklech, dass den neie Statslabo och en Département „médecine légale“ wäert kréien. Dëst ass nämlech en Defizit vu Lëtzebuerg, op deem d'Demokratesch Partei schonn oft higewisen huet. An deene leschte Joren a Jorzéngten, kann ee scho bal soen, huet d'Kriminaltechnik immens evoluéiert. Als Stéchwuert nennen ech just hei d'Identifikatioun vu Kriminalen op Basis vun DNA-Prouwen. Bis elo hu mer hei zu Lëtzebuerg ëmmer missen dobäi op auslännesch Laboen zrëckgräifen.

Mir bedauern et, dass de Statsrot eng Opposition formelle an engem Punkt oprechterhalen

huet. Dëst ass d'Fro, ob de Statslabo dierf un den Négociatione vun de Konventionne mat de private Laboratoiren deelhuele oder net. Entweder, seet de Statsrot, ass den LNS en Acteur vun der Santé publique an an dësem Fall schléisst e Konventionne iwwer e puer Joer mam Gesondheitsminister of, oder awer den LNS ass een Acteur ënner villen hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun de Laboen an da gi seng Prestatiounen iwwert den Artikel 61 vum Code de la Sécurité sociale geregelt.

Effektiv, muss ee soen, kritt den LNS mat deem virleienden Text, géif ech bal nennen, en hybride Charakter. Op där enger Säit soll en eigentlech en Missioun als Santé publique erfüllen. Op där anerer Säit awer soll e méi fit gemaach ginn, fir iwwerhaapt kënnen ze bestoen. Anescht allerdéngs wéi de Statsrot gesi mir heiranner kee Widerspruch.

Här President, ech wëll vun der Geleeënheet profitéieren, fir un allegueren déi Leit, déi de Moment am Labo schaffen, ze erënnere. Si maachen dat zu engem groussen Deel ënner ganz schwéieren, heiansdo bal onméigleche Konditiounen. Do muss ee ganz einfach soen, fir ënner esou Konditiounen ze schaffen, dofir maache se eng exzellent Aarbecht. Vun dëser Säit aus op alle Fall d'Unerkennung vun der Demokratescher Partei. An enger hoffentlech ganz noer Zukunft hoffe mir selbstverständlech, dass déi Leit kënnen geschwënn ënner rasonabele Konditiounen schaffen.

Madame Presidentin - sidd Der nach do, jo?

► **Mme la Présidente.** - Jo!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Madame Presidentin, fir d'Demokratesch Partei steet fest op alle Fall, dass et a puncto Statslabo net nëmme muss e Contenant ginn, mä dass een och muss e Contenu hunn. Mir si frou, dass mat deem virleienden Text endlech de Contenu vun dem neie Labo kënnt. Mir hoffen awer och zugläich, dass de Contenant, also dat neit Labosgebaai, praktesch néng Joer - praktesch néng Joer! - no sengem Vote hei an der Chamber och endlech Realitéit gëtt.

Dat gesot, Madame Presidentin, Kolleginnen a Kollegeen, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun, vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet de loi.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Wagner. Et wier dann als Nächst un där honorabeler Madame Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci och der Madame Claudia Dall'Agnol fir hir detailléiert Ausféierungen zu dësem Projet de loi, dee souwuel gesondheitspolitescher wéi och institutioneller Natur ass. Dat dëse komplexen a facetteräiche Projet esou rapid virum Summer iwwert d'Bühn geet, obschonn nach vill Froen am Raum stinn, ass erstaunlech. Ëmsou méi, wann ee bedenkt, dass e ganz einfache Projet wéi dee vun Fëmmverbuet an de Bistron eng Éiwegkeet op sech waarde léisst, obschonn dee just mat jo oder mat nee beäntwert muss ginn.

► **Une voix.** - Très bien!!!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Am Dossier vun haut geet et net just ëm eng onkomplizéiert Fro, mä et geet direkt ëm zwee déif gräifend a sensibel Themen, déi et géllt openeen ofzestëmmen. Éischters geet et ëm d'Gesondheet vun eise Biergerinnen a Bierger an ëm déi wichteg Roll, déi de Stat an deem Beräich ze spillen huet. An zweetens ëm en institutionelle Volet, nämlech ëm d'Ëmwandlung vun enger öffentlecher Verwaltung an en Établissement public. Eng Praxis, déi am Allgemengen zu Lëtzebuerg net gängig ass, mä déi awer virun allem am Santészwiesen an de leschte Joren zougeholl huet.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, den aktuelle Gesondheitslaboratoire, als ee vun den zentralen Acteuren vum Gesondheitssecteur, erfëllt eng ganz Panoplie vu wichtege Opträg a soll duerch dëst Gesetz un d'Entwëcklung vun der moderner Medezin ugepasst ginn, andeems seng Missioun kloer definéiert, ausgebaut an diversifiéiert solle ginn. Gläichzäiteg geet et drëms, sech als klengt Land am internationale Konkurrenzkampf ze behapten a genuch spezialiséiert Personal zur Verfügung ze stellen, fir déi essenziell Missiounen qualitativ a quantitativ ofzedecken.

Dozou eng éischt Remarque. Och wa wichteg Beräicher wéi Preventioun, Genetik, Toxikologie, Ëmweltmedezin, Kontroll vu Medikamenter, Kribsregëster an d'Sécherung vun der Alimentatioun an déi nuklear Iwwerwachung am Gesetzestext opgelëscht sinn, esou feelen an eisen Aen awer konkret a verbindlech Aussoe virun allem am Beräich vun

der Preventioun an am Beräich vun der sougenannter Anatomopathologie, also vun de Feingewebeanalysen, déi bei ganz villen Operationen duerchgefuert ginn.

Wat d'Preventioun ubelaangt, esou gëtt déi am Exposé des motifs just gesträift, ouni dass déi reell Inhalter an Objektivter prezis an explizit definéiert ginn. Wann een awer bedenkt, dass d'Preventioun als gesondheeterhalende Facteur fir de Mënsch an als käschtespuerende Facteur fir d'CNS eng vun de wichtegsten Erausforderunge fir d'Zukunft ass a scho bei der Gebuert oder scho virun der Gebuert ufänke muss, an dass d'Preventioun an enker Relatioun mat der Ëmweltmedezin steet, da freet ee sech, opgrond vu feelenden Informatiounen am Text, wéi ee konkrete Programm dann eigentlech hannert där nobler Missioun steet oder ob iwwerhaapt schonn e Programm derhannert stécht.

Dëst ass eng Kritik, déi déi gréng an der Persoun vum Kolleeg Félix Braz scho bei der Santéreform formuléiert haten. Mir bedauern, dass eis Regierung am Beräich vun der Preventioun bis haut nach ëmmer keng kohärent a voluntaristesch Strategie féiert.

► **Une voix.** - Genau!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - D'Preventivpolitik besteet just aus Aktiounen an Initiativen, déi, esou positiv wéi se och sinn, niewenteneendempelen a meeschtens just duerch de perséinlechen Engagement vun diverse Leit, duerch Associatiounen oder Gemengen zustane kommen, ganz oft op Basis vum Bénévolat. Fir all eenzel Initiativ si mir natierlech frou a si sollen och weiderhin ënnerstëtzt ginn. Mä mir gesinn dat net als eng Strategie.

Eng zweet Remarque a puncto Missioun vum LNS bezitt sech, wéi gesot, op d'Feingewebeanalysen, fir déi de Statslabo bis elo de Monopol hat. Deen neie Labo kritt duerch dëst Gesetz eng Personalitéit juridique, wat d'Kooperatioun mat der CNS iwwer Konventionen leider wäert a Fro stellen, opgrond och vum Statsrot senger Opposition formelle. D'Konvention mat der Gesondtheitskeess, déi et bis elo erlaabt huet, liewenswichtig Ennersichunge weiderhin als eenzegen Acteur ze realiséieren, wäert et mat dësem Gesetz an där Form net méi ginn. Well dernieft keng verbindlech Nomenclature mat festgeluechten Tariffer fir déi Analyse besteet, wäert méi wéi wahrscheinlech en Deel vun deenen Analysen an Zukunft um fräie Marché vun de Laboratoiren duerchgefuert ginn.

Domat wëll ech net soen, dass déi näischt daachen. Ganz am Contraire! Mä dës onkloer Situatioun riskéiert natierlech Konsequenzen ze hunn, souwuel op de Präis wéi och op de Suivi an op d'Konstanz weinst den Analysen.

(**M. Laurent Mosar reprend la présidence.**)

Generell bleift ze soen, dass et ëmmer heikel ass, eng Institutioun als Referenz virzugesinn oder hir eng Kontrollfunktoun ze ginn, wann déiselwecht Institutioun mat aneren Institutiounen an Acteuren aus dem Secteur ausdrécklech a Konkurrenz steet. Fir déi gréng ass déi Rollenopdeeling am Zesummespill tëschent Statslaboratoire engersäits a Spidolslaboratoire respektiv Privatlaboratoiren anersäits duerch dëst Gesetz net zefriddestellend geregelt. Hei gi méi Froen opgeworf wéi beäntwert, mam Risiko, dass grad wéi bei der Santéreform wesentlech Aspekter zwar ugekënnegt, mä net direkt wierklech vum Fleck kommen.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, als Gréng soe mir ganz kloer, dass eng Institutioun wéi de Laboratoire, dee souwuel fir Berodungs- wéi och fir Recherchezwecker an operationell Akten zoustänneg ass, äusserst notwending ass. A mir sinn och der Meinung, dass säin öffentleche Charakter muss garantéiert sinn, besonnesch wat säin öffentleche Finanzement a seng Missioun a puncto öffentlech Déngschtleeschung betrëfft.

Gläichzäiteg muss awer genee gekuckt ginn, wéi d'Zesummespill vum LNS mam Spidolssecteur a mam Privatsecteur geregelt gëtt, well et Froen opwerft, wann e staark subventionéierten Acteur nieft senge spezifesch Missiounen och bei méi banalen Alldagsanalysen aktiv gëtt.

Natierlech muss dee Moment och iwwerluecht ginn, wéi eng Form déi Institutioun dann am beschten op all déi Missiounen a Funktiounen virbereet a wéi eng Form vun Institutioun gläichzäiteg och de Bedierfnisser vun enger gerechter öffentlecher Gesondheitspolitik entsprécht, déi nach bestehend Form vun der Statsverwaltung oder déi haut virgeschloe Form vun engem Établissement public.

Vu dass et nach ëmmer trotz Engagementer vun der Regierung an deem Sënn, notament bei der CGFP, keng Gesetzgebung gëtt, déi d'Konditiounen vun der Schafung vun engem Établissement public reglementéiert, huet d'Re-

gierung de Rapport vun enger Etüd aus dem Joer 2003 ausgegruewn, an där d'Roll vum Stat analyséiert ginn ass. An d'Konklusioun, déi gezu ginn ass vun der jëtzege Regierung, ass déi, den Établissement public ze grënnen.

Mir kënnen déi Décisioun novollzéien an ënnerstëtze se och. Bei esou ville Missiounen mat national relevantem Charakter ass d'Schafung vun engem Établissement public och eiser Meinung no eng akzeptabel Léisung. Als Gréng ënnerstëtze mir also déi Décisioun, werfe just an deem Kontext eenzel Froen op.

Opgrond vun ëmmer nees ugefuertem Mangel u Spezialisten an dësem extrem wëssenschaftleche Beräich, wëllt ech gäre vum Här Minister wëssen, ob en eng laangfristeg Strategie virgesäit, fir deem Mangel u Spezialisten entgéintzewierken, zum Beispill duerch d'Weiterbildung vu Lëtzebuerger Medeziner oder vun den etwa honnert Laboranten, déi momentan an de Spideeler beschäftegt sinn an déi duerch den Transfert vun enger Rei vun Aktivitéiten an den LNS riskéieren, zum Deel an de Leerlauf ze geroden, a berechtigterweis eben do weider bezuelt ginn an net onbedéngt eng Missioun méi hunn.

Zweetens wëlle mir wëssen, ob net dru geduecht gëtt, fir d'Fonction publique besonnesch an dësem Beräich méi accessibel ze maachen, doduerch dass d'Sproochbarriären duerch Sproochecoursen op der Plaz ofgebaut ginn. Hei drängt sech méi eng enk Zesummenaarbecht tëschent der Santé an der Fonction publique eiser Meinung no förmlech op.

Nach e Wuert zu der Qualitéit. An de leschte Joren ass am Kontext vum Laboratoire vill iwwer Qualitätsaspekter geschwat ginn, souwuel an der Öffentlecheit wéi och am Laboratoire dobannen.

Wann ech mech net iren, hutt Dir, Här Minister, drop higewisen, dass de Statslaboratoire eng Zertifikatioun duerchlaaf huet. Dat fanne mir ganz gutt a schéin, mä an eisen Ae wär et nach besser, wann eng Qualitätskontroll am Alldag géif stattfannen.

Duerfir d'Fro un lech, Här Minister, ob Dir net der Meinung sidd, dass et sënnavoll a richtig wär, wann den neie Statslaboratoire sech nieft senger Zertifizéierung och enger regelméisser an externer Qualitätskontroll misst ënnerwerfen.

Eng lescht Remarque bezitt sech dann nach op d'Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren an op d'Kohärenz vun den Aktivitéiten, déi net ënner d'Kompetenz vun engem an deemselwechte Minister falen, mä ënnert déi vun zwee Ministeren. Ech denken hei un éischer Linn un d'Recherche an un d'Santé. De Projet de loi gesäit d'Léisung an de personelle Besetzung vum de Verwaltungsreit mat jeeweils enger oder méi Verriedungen.

Wär et allgemeng net méi sënnavoll, Här Minister, nei Formen vu Kooperatioun ze entwëckelen, fir sécherzestellen, dass öffentlech Gelder net inflationär u verschidden Acteuren mat ähnlechen Aktivitéiten fléissen, déi eigentlech all harmoniséiert op enger Plaz an iwwer eng Entente kéinte stattfannen?

An anere Wieder menge mir, dass d'Zesummenaarbecht mat de ville Fuerschungszentren, virun allem mam CRP-Santé, zu Synergie muss féieren, souwuel um Niveau vun der Organisatioun wéi och um Niveau vum Personal, fir d'Entwëcklung vun der Labor-medezin esou effikass a rentabel wéi méiglech mat der Fuerschung ze verbannen, ouni déi jeeweileg Autonomie opzeginn.

An deem Kontext sief erwähnt, dass d'Uni Lëtzebuerg an de Lycée technique vun de Gesondheitsberuffer an dëse Volet missten integréiert ginn, zum Beispill andeems jonk Leit d'Méiglechkeet op Stagen an Ausbildungen am Laboratoire misste kréien, zumools well d'Privatlaboratoire kaum nach Plaz fir Stagiaire schafen. Och dëst si Froen, déi nach ze kläre bliwen an zesumme mat allen aneren Onkloerheeten derzou féieren, dass déi gréng sech bei dësem Projet de loi wäerten enthalen.

Fir ofzeschlëssen, wëllt ech kuerz op den Avis vun der Personalverriedung vun aktueller Laboratoire hiweisen, déi berechtigterweis fäert, dass d'Spaltung tëschent Stats- a Privatgestalten zu Spannunge wäert féieren, zumools wann eenzel Fachleit Gehälter bezuelt kréien, déi wäit iwwert dat erausginn, wat d'Statsbeamtentabellen iwwerhaapt erlaben. Zoustänn, wéi déi zu Ettelbréck, wou de Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique an en Établissement public ëmgewandelt ginn ass an d'Personal sech am Ufank an zwou verschiddenen Interessverriedungen regroupéiert huet, sinn net erwëschenswäert a géifen der Labormedezin zu Lëtzebuerg méi schuede wéi notzen.

Léif Kolleginnen a Kollegeen, no deene ville Froen a Remarquen, déi lech bestëmmt net all gefall hunn, Här Minister, déi ech am Numm



vun der grénger Fraktioun awer wollt opwerfen an déi eis Enthalung begrennen, wärem mir frou, e puer Äntwerten op eis vill Froen ze kréien, an der Hoffnung natierlech, datt eis Bedenken onbegrennt sinn an datt dem Statslaboratoire eng glécklech Zukunft als Établissement public bevirsteet.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Lorsché. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, Kolleegen a Kolleginnen, fir d'éischt e grouse Merci un d'Rapportrice, d'Madame Dall'Agnol, fir hire mëndlechen a schrëftleche Bericht. Mir als ADR, mir hu kee Problem, wa mer haut mat dësem Gesetzesprojet en neien Établissement public kréieren. Ob et en Établissement public ass oder eng Institution, déi vum Stat gëréiert gëtt, dat spillt guer keng Roll. D'Haaptsaach, dat, wat zielt, ass dat, wat hanner erauskënnt, dat heescht, datt d'Analyse ganz gutt gemaach ginn, op eng ganz effikass Manéier, an d'Resultat ass fir eis dat Allerwichtigst.

Mir wësse jo, wéi et de Moment virgeet. Et ass relativ frustant fir den Dokter, deen Analyse verschreift, Analysen, déi vun der Gesondheetskeess bezuelt oder och net bezuelt ginn, verschidden Analysen, déi net hei am Land kënnen gemaach ginn, déi vun engem Laboratoire op deen anere verfracht ginn, zum Beispill bei Sportler, déi wëlle gär wëssen, ob se fit sinn, oder bei Émvelkrankheeten, do ginn extra Analyse gemaach. Déi kënnen awer net hei am Land gemaach ginn, déi ginn an d'Ausland geschéckt, an da muss een dann zéng, 15, 20 Deeg waarden, bis d'Resultater vu Basel, vu Stroossbuerg, vu Bremen zrëckkommen. Ech mengen, dat kann et jo net sinn, an duerfir hofft mer, datt mat dësem Laboratoire dat doten ännert an datt de Laboratoire déi Analysen och da wäert proposéieren.

En zweete Punkt: De Laboratoire, dee kritt jo elo ganz nei Missiounen, sief et an der Preventioun, sief et an der Diagnos, sief et am Suivi thérapeutique, wat d'Médecine légale ugeet, awer och an der Fuerschung, an dat kann natierlech ee ganz groussen Atout si fir eist klengt Land.

Firwat? Mä aus deem einfache Grond, well d'Medezin an deenen nächsten zéng bis 20 Joer ganz staark ännere wäert, an esou wéi d'Medezin bis elo gemaach ginn ass, dat wäert net méi existéieren. Och d'Bild vum Dokter wäert e ganz anert Bild ginn. Fréier zum Beispill huet en Dokter misse mat sengen Hänn, mam Stethoskop, mam Lauschteren eng Diagnos erstellen. Hautdësdays si mer scho mam IRM, mam ECG, mam EEG, mam Scanner amgaangen, an an Zukunft wäert mer eng ganz aner Form vu Medezin kréien, wou mer dann d'Resultat, d'Diagnos net méi mat den Apparate wäerte stellen, mä mat der Genetik am biomolekulare Beräich, am biochemesche Beräich. An duerfir kann dat heite fir eis eng ganz grouss Erfolgsstory ginn. Mir musse ganz clever sinn.

Ech ka mer virstellen, am Beräich vun der Preventioun, wann de Laboratoire kéint en Test entwéckelen, wou mer zum Beispill op Basis vun enger Hoeranalys oder vun enger Waasseranalys, oder wat och ëmmer, kéinte feststellen, wéi d'Zelle sinn, an dee Moment virsoen, datt de Patient vläicht an zwee oder dräi Joer dann zockerkrank géif ginn oder alzheimerkrank géif ginn. Dat wär natierlech e ganz groussen Atout. Déi Tester, déi kënnen entwéckelt ginn, mä déi mussen entwéckelt ginn duerch Personal, dat Capacitéiten huet.

An och am Beräich vun der Behandlung kéint een Tester entwéckelen, wou ee kéint soen, datt op Basis vun enger Hoeranalys oder enger Waasseranalys, déi ee mécht, ee géif kucken, ob d'Medikamenter funktionnéieren oder net. An dat ass dee groussen Atout, dee mer mussen ustriewen, well d'Medezin, wéi gesot, wäert ganz aneschtens ginn.

Mir wäerten op dee Punkt kommen, datt, wa mer net méi bei den Dokter musse goen, mir einfach an de Statslabo ginn, an da kréie mer eng Analys gemaach, an do wäert den Opérateur eis soen, do bass krank oder do waars krank ginn. An dee kann eis souguer soen, déi an déi Medikamenter muss du kréien, an déi an déi Dosis ass fir dech gutt. Also an déi Richtung do wäerte mer an der Zukunft goen, an duerfir mengen ech, datt et ganz wichteg ass, fir an d'Personal do ze investéieren, Personal, wéi gesot, dat och vum Ausland ka kommen, awer och hei op eisen Unië ka forméiert ginn.

Mir mussen och Synergie fanne mam CRP-Santé, mat de Kliniken, well mer kënnen net elo de Statslaboratoire einfach maache loosse, wat e wëllt. Et ass einfach eng Ressourcen-

opdeeling, déi muss respektéiert ginn. Ech mengen, et ass also wichteg fir Synergien ze fannen.

Dat gesot, Här President, si mir d'accord mat dësem Projet de loi. Mir hunn e kleng Bémol, an dat ass, datt de Statslaboratoire zu Diddeleng ass. Net, well Diddeleng elo eng antipathesch Stad wier, mä ech mengen, wann zu Ettelbréck e Patient operéiert gëtt an en Dokter entdeckt, dass dee Patient do iergendeppes huet, wou en net weess, wat et ass, da mécht en eng Biopsie - dat nennt een eng Biopsie ex-temporaneë - an da muss en déi Biopsie op Diddeleng féieren. A wéi kënnt dat dohinne?

Mir hunn e ganz grouss Land, wéi et schéngt, mat grouse Stroossen, a mir brauchen awer iwwer eng Stonn fir op Diddeleng. An duerfir muss de Patient dee Moment eng Stonn waarden an da vläicht och nach eng hallef Stonn derbäi, bis d'Resultat kënnt. De Patient muss ganz laang waarden um Operationsdësch, bis dann eppes decidéiert gëtt. Mir hunn zwar nach aner Méiglechkeeten. Mir kéinten och en Helikopter dohinne schécken. Dat ass guer kee Problem. Mä, wéi gesot, duerfir hätte mer léiwer gehat, de Statslabo wär méi am Zentrum.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen e performante Laboratoire national de santé, well mer eis et net kënnen erlaben, esou ee wichtegt Gebitt wéi d'öffentlech Gesondheet ze atomiséieren a reng der Privatinitiativ ze iwwerloossen. Dat huet sech a Krisensituatiounen gewisen, wou de Statslabo eng enorm wichteg Roll konnt erfüllen. An dat soll en och an Zukunft kënnen erfüllen.

Nodeem de Labo virun e puer Joer komplett nei Infrastrukturen, modernst Gebaier zougestane krut mat deene modernsten Equipementer - déi éischt Phas wäert deemnächst ofgeschloss ginn an déi zweet Phas ass prett fir ausgeschriwwen ze ginn, oder ass an der Ausschreibung -, war et enorm wichteg, fir deem Institut deen noutwendeg Fonctionnementskader ze ginn.

Ech kommen herno nach drop zrëck, ob et ze laang gedauert huet oder et op eemol ze schnell gaangen ass, mä Fazit ass, dass et net duergaangen ass mat enger moderner Verpackung, mä dass och d'Inhalter extrem wichteg sinn an dass virun allem an engem Secteur, wou d'Entwécklung extrem rapid ass, deen Etablissement déi noutwendeg Flexibilitéit kritt, fir kënnen op déi Entwécklungen ze reagéieren.

Ech muss Iech éierlech soen, dass ech mer gewénstcht hätt, dass een déi Flexibilitéit och an deem bisherege Statut hätt kënnen garantéieren. Ech si beileiwe keen Apostel vun der Privatisierung. Ech hunn awer leider misse feststellen, dass mer an deem bestehende Kader ganz schnell op Grenze getraff sinn. Ech brauch Iech keng Zeechnung ze maachen, mä dat wuel spektakulärst Element dovun ass, wann een héich spezialiséiert Leit gebraucht huet, déi zum Deel 12, 14, 15 Joer Ausbildung hanneru sech hunn, dass een dann an eng Grille (veuillez lire: Statsbeamtegrille) kucke gaangen ass an déi Grille einfach dat doten net virgesinn huet, a mer da virun der Alternativ stoungen, fir ze bastelen oder ze soen, jo, mir fannen déi Leit net, déi mer brauchen. Ech kommen herno nach eng Kéier op d'Problemer zrëck.

Mir hunn en éischten Ulaf geholl, fir an déi doten Direktioun ze goen, en Établissement public ze schafen, an där vieregter Legislaturperiod. Do war d'Reaktioun net begehender, an et huet duerfir en zweeten Ulaf gebraucht, wou mer och an der Regierungserklärung festgehalten hunn, dass mer entweder eng Solution vun deene bestehende Problemer vum Labo fannen am bestehende Statut oder dass mer dann op de Wee vun engem Établissement public géife goen. Mir hunn et net fäerdegbruecht, fir am bestehende Statut dat ze maachen. An duerfir war d'Alternativ du kloer, an am zweeten Ulaf ass den Établissement public dann duergaangen.

Ech weess, dass eng Rei vu Leit sech Froe stellen. D'CGFP huet sech Froe gestallt, d'Personal huet sech Froe gestallt zu dem Statut vun dem Établissement public. Ech mengen awer, dass souwuel d'CGFP wéi och d'Personal op eng ganz rasonabel an eng ganz vernünfteg Aart a Weis déi Diskussioun hei matgefuert hunn an och gesinn hunn, dass ee vläicht un deem Alen hätt kënnen festhalen, mä wa mer dat hei net gewot hätten, dass de Labo lues a lues vir sengen Inhalter vidéiert gi wär, well anerer vill méi proaktiv op Evolutioun konnte reagéiere wéi de Labo an deem jëtzege Corsetlet, wou en dran ass. An dat ass e Corsetlet,...

(**Interruption**)

...wéi mir zu Diddeleng soen.

► **Une voix.**- Abee jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Duerfir mengen ech, hate mer ee gemeinsam Objektiv, an ech mengen, jiddwereen, deen heibanne sëtzt, deelt dat och. Um nationale Plang brauche mer een Institut, dat neutral, performant op déi gesondheetlech Erausforderunge ka reagéieren, a mir kënnen eis et net erlaben, tributaire ze si vun enger atomiséierter Aktivitéit, soudass mer duerfir deem Labo hu missen eng Chance ginn, fir sech kënnen weider ze entwéckelen.

Dee jëtzege Projet bedeit kee Broch mam jëtzege Statslabo. Eng ganz Rei vun Aktivitéiten, déi de Statslabo bis elo geséichert huet, déi gi mat iwwerholl, sief dat an der Cancérologie, an der „Anapath“ - wat dozou gehéiert -, der Cytologie, sief dat bei der Diagnos vun ustechende Krankheeten, sief dat bei der Toxikologie, sief dat bei dem Contrôle vun de Medikamenter, sief dat bei Ierkrankheeten, sief dat bei der biologescher Iwwerwaachung, sief dat bei der Liewensmittelsécherheet. Déi dote Missiounen, déi behält de Statslabo, an en huet déi och ganz gutt bis elo erfüllt mat deene Problemer, déi periodesch opgetaucht sinn an déi dann diskutéiert gi sinn.

Ech muss Iech soen, dass ech méi wéi eng Kéier d'Alarmglacke laude gelooss hunn a gesot hunn, wa mer eis net d'Méiglechkeete ginn, fir dat Personal, dat mer brauchen an deem Labo, eis och ze ginn, da kréie mer periodesch déi doten Diskussiounen, kréie mer och periodesch déi doten Enkpass.

An ech wëll soen, dass an der Regierung an deene leschte Jore ganz gutt dorop reagiert ginn ass, well ech mech net kann erënneren, dass an enger Period de Labo esou sensibel verstärkt ginn ass wéi an deene leschte Joren. Bei deene gängege Carrière war et och kee Problem, fir dat Personal ze fannen, mä bei Pathologie quasi onméiglech. Wann ee gesäit, dass an engem Privatsecteur e Patholog mindestens dat Duebelt bezuelt kritt wéi an engem Statslabo, jo, da kënnen mer zwar ganz wäit an den Osten era rekrutéieren goen, mä souguer do sinn d'Konditiounen an der Zwëschenzäit besser wéi déi, déi mir konntent offéieren.

Dat heescht also, de Labo behält eng Kontinuitéit a senger Aktivitéit an e kritt nei Missiounen. E kritt nei Missiounen, déi Erausforderungen duerstellen a wou ech grouss Vertrauen hunn, dass de Labo déi wäert meeschten: An Zesummenaarbecht mam Parquet a mat der Justiz den Opbau vun der Gerichtsmedezin. Den ADN-Labo ass am Opbau. De Statslabo, deen och seng Missioun wäert behale bei öffentleche Gesondheetsprogrammer, wou en eng Rei an der Zwëschenzäit erfüllt, a Synergie mat de Gesondheitsautoritéiten. An de Statslabo wäert en neit Standbee kréien, dat en zwar elo schonn zum Deel hat, mä wat awer esou à mi chemin zwëschent dem LNS an dem CRP-Santé war. Den LNS wäert e staarkt Standbeen an der Recherche kréien, wou en als Établissement public vill méi Méiglechkeeten huet wéi als staatlechen Établissement, och vun europäesche Gelder kënnen ze profitéieren an och vun de Gelder vum Fonds National de la Recherche.

Den neie Statut bréngt dem Statslabo eng Neigliederung, eng Rei vun Départements scientifiques, also vu wëssenschaftlechen Departementer, eng Stärkung vum administrativen Departement, eng Qualitéitscellule - et si Froe gestallt ginn, wéi mer d'Qualitéit sécheren -, doduerch, dass mer eis eng Qualitéitscellule ginn.

Mä doduerch, dass mer och de Benchmark no bause sichen, doduerch dass mer bei der Zertifizierung, bei der Akkreditierung weiderfuere, wou d'Ae vu bausse drop gericht ginn, de Statslabo, och wann en aus enger staatlecher Struktur kënnt an elo an en Établissement public erageet, muss en déiselwecht Qualitéitskonditiounen erfelle wéi déi Beschte ënnert de private Laboen. Dat ass eng Erausforderung an déi muss de Statslabo unhuelen. En huet déi Zertifizierung, Akkreditierung an eenzelnen Departementer mat Brio fäerdegbruecht an e muss dat an allen Departementer kënnen maachen.

De Labo kritt e Comité directeur mat engem Direkter a mat den Departementschefe, déi de Comité directeur bilden. E kritt e Conseil d'administration, wou déi verschidde staatleche Instanzen, déi mat em Konventionen hunn, dran agebonne wäerte sinn, mä awer och d'Clienté mat era wäerte kommen, well si e Wuert matzeschwätzen hunn, wéi de Statslabo sech wäert entwéckelen. Zu deene Clienté gehéieren d'Spideeler, gehéieren och anerer derzou. De Spidolssecteur wäert also och e seriöser Wuert matzeschwätze kréien an der zukünftiger Orientierung vum LNS.

E Conseil scientifique wäert d'Aarbechte vum LNS a vun där neier Struktur begleeten. Wat de Finanzement ugeet, wäert och de staatlechen Engagement an Zukunft vergläichbar mat deem bleiwen, wat mer haut hunn. De Statslabo kritt awer eng Rei vun anere finanzielle Standbeener. D'Rechter vum Personal bleiwen integral garantéiert. An et wäert och esou sinn, dass mer déi Programmer, déi mer am LNS zesumme mat staarke Partner wëllen entwéckelen, dass déi weidergefuert ginn.

Ech wënsche mer och, dass an der Emstrukturierung vun de Spidolslaboen, wou mer eng Entwécklung an deene leschte Joren haten, déi net zefriddestellend ass, dass déi Reorganisatioun zesumme mam LNS wäert ugepaakt ginn. Ech mengen, dass et normal ass, dass Routineanalysen an de Spideeler bleiwen. Ech mengen och, dass et wichteg ass, dass d'Spideeler, déi elo behandelt gi vun der Gesondheetskeess wéi déi aner Laboen, eng Kräftebündelung maachen an dass se sech zesummendoen, wat déi spezialiséiert Analysen ugeet. An do kann de Statslabo e ganz staarken Alliierte sinn.

Et ass duerchaus méiglech, dass d'Spideeler wäerte méi enk un den LNS respektiv den LNS méi staark wäert un d'Spideeler eruréckelen, net als Konkurrenz zu deene Privaten. Ech ka mer duerchaus och virstellen, dass et do Synergie gëtt. Mä et muss ee wëssen, wat ee wëllt. Et kann een net op där enger Säit soen, mir hätte gär e staarke Statslabo, an op där anerer Säit soen, jo, komm mir ginn alles fräi vun Analysen, et ass jo egal wie se mécht. Et muss ee schonn, wann een e staarken Institut wëllt, och e Core business bei deem Statslabo behalen. An do, mengen ech, ass et derwäert, dass een déi Diskussioun à pied ferme mat dem Privatsecteur féiert.

Ech wollt résuméierend der Madame Rapporteur, dem Claudia Dall'Agnol, Merci soe fir seng ganz gutt a schnell Aarbecht. An ech wollt an e puer Wuert op d'Interventionen vun de Kolleginnen a Kolleegen Deputéierten agoen. Jo, et ass richtig, wéi d'Martine Mergen gesot huet, dass et Diskussiounen iwwert d'Qualitéit gouf. Wat awer och richtig ass, dat ass, dass am Labo extrem Efforte gemaach gi si fir dorop ze reagéieren an dass de Labo och an Zukunft muss weider Efforte maachen, fir kënnen ze dokumentéieren, dass seng Qualitéit mindestens esou gutt ass wéi déi vun aneren.

Zu deem, wat d'Madame Mergen gesot huet, an och wat d'Madame Lorsché gesot huet: Et muss ee schonn decidéieren, wat ee wëllt. Wann een eng Pathologie no oder am Statslabo wëllt, da kann een net gläichzäitig staark defir plädéieren, dass mer esou gutt wéi méiglech d'Tariffer sollte schafen, fir dass déi Privatlaboe sech dorop stierzen an ee vun de Core business vum Statslabo ewechhuelen.

Ech sinn ee vun deenen, déi, och am Zesummenhang mam Opbau vun engem Kribsregister, och bei enger Verbesserung vun der Pathologie no um Bett vum Patient, wann en operéiert gëtt, wa mer a Richtung virtuellen oder reelle Kribszentrum denken, der Meinung sinn, dass esou Capacitéite mussen an engem nationalen Zentrum kënnen bäibehale ginn.

Ee Wuert zu deem, wat den Här Wagner gesot huet zu deem Pak, deen de Kleeschen ënnert de Beemchen oder d'Chrëschtkëndchen ënnert de Beemche geluecht huet. Et ass richtig, dass et e Pak ënnert de Beemche geluecht hat. Mä, wéi mer en opgemaach hunn, hu mer festgestallt, dass de Pak eigentlech eidel war. Et war e schéine Pak, et war ee ganz schéine Pak.

(**Interruptions diverses**)

Et war ee ganz schéine Pak. An duerfir, net fir mam Här Wagner ze streiden, dee gesot huet, et hätt siwe Joer gedauert, bis dass eppes an de Pak drakomm ass, géif ech soen, et huet zwielef Joer gedauert, bis dass eppes an de Pak erakomm ass. Mä deen Inhalt fir an de Pak, fir dat nach e bëssen ze nuancéieren - et géif ee jo mengen, dass da bis elo näischt am Labo geschitt ass; dat wär eng ganz falsch Attitüd -, kënnt rechtzäitig, ier de Statslabo a seng nei Heemecht eraplënnert.

A just an engem Wuert zu deem, wat den Här Colombera gesot huet. Ech mengen, dass déi Échantillone grad esou séier wäerten am Labo zu Diddeleng sinn, wéi se am Labo mëtten an der Stad waren. Dat ass e Kazesprong! An ech wollt eigentlech déi Sitendiskussioun net méi ufänken.

Ech hunn Iech gesot, dass d'Qualitéitskontroll wäert extrem...



► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Ech follegen. A wann Der mer nach eng Minutt gitt, da kommen ech zur Konklusioun. Ech sinn eigentlech e bëssen enttäuscht iwwert déi Net-Haltung vun eise grénge Kolleegen. Si soen, si si fir den Établissement public. Si soen, si wäre fir eng ganz Rei vu Saachen, déi elo an deem Établissement public erakommen. An da soe se, mir enthalen eis awer! Dat enttäuscht mech e bëssen. Ech hat gemengt, dass och eis gréng Kolleegen, grad esou wéi mir, drun interesséiert sinn, fir e staarken Institut fir d'öffentlech Gesondheet hei ze schafen. An et ass just dat, wat mer maachen.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Ebe just!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Just dat, wat mer maachen. A wann ee seet, esou een Institut brauch déi noutwendeg Flexibilitéit, da soll een, wann ech gelift, deem neien Institut mat sengem neien Direktiounscomité, mat sengem Conseil scientifique, mat sengem Conseil d'administration, d'Geleeënheet ginn, fir sech dee Projet d'établissement ze ginn, dee se brauchen, fir den Erausfuerrunge kënnen ze begéinen, déi op se wäerten zoukommen.

E lescht Wuert zu der Preventioun. Ech mengen, d'Madame Lorsché huet net matkritt, dass et e ganze Koup vu Preventiounsprogrammer tëschent dem LNS an der Santé gëtt, vun där Zäit un, wou d'Kand nach net gebuer ass bis riwwer op d'Ëmweltmedezin, bis riwwer zu systemateschen Ennersichunge vum Gebärmutterhalskriibs, an, an, an. Déi Preventivprogrammer, déi bestinn! Et kann ee selbstverständlech ëmmer neier derbäibréngen.

► **M. le Président.**- Här Minister, d'Minutt ass largement ofgelaf.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Ofschléissend, Här President, wëll ech all deene Merci soen, déi konstruktiv un deemem Projet matgeschafft hunn. Ech wëll deene Leit, déi ënner schwierige Verhältnissen dee Labo um Liewe gehalen hunn an eng exzellent Aarbecht gelescht hunn, en häerzleche Merci soen an hinne soen, dass se et verdéngt hunn, déi Aarbecht ënner gudder Konditiounen an Zukunft zu Diddeleng kënnen ze maachen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Minister.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6297 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Keng Opposition, keng Opposition! Ech huelen alles zrëck!

► **M. le Président.**- Mir kucken dat no.

De Vote ass ofgeschloss. De Projet de loi 6297 ass ugehall mat 52 Jo-Stëmmen, géint 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel (par M. Ben Fayot), Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz,

Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ech ginn net dervun aus, datt een nach déi Enthaltung wëllt begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6368, eng Direktiv iwwert d'Rechter an d'Flichte vun den Zuchbenotzer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo just ageschriwwen: déi Hären Negri a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Den Här Negri huet fir eng Stonn!

(Hilarité et brouhaha)

6. 6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz** (CSV), *rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Obligatioun vun de Voyageurs ferroviaires ass ee Gesetz, wat den 22. November 2011 vum Nothaltegeektsminister déposéiert ginn ass. Den 8. Mee 2012 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn, an den 1. Dezember 2011 hat d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt. De 6. Juni 2012 huet d'Kommissioun no der Analys vum Text an dem Avis vum Statsrot eng Serie vun Amendementer ugehall, déi de 26. Juni 2012 vum Statsrot aviséiert gi sinn. Mäi Rapport konnt duerno de 4. Juli ugehall ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deem Text leeë mir de Regime vun de Sanktiounen fest fir de Fall, wou een den Dispositiounen vum EU-Reglement 1371/2007 am Beräich vun de Rechte a Flichte vun den Zuchreesenden net nokënnt. Duerch dëst Reglement kréien d'Zuchreesend eng gewësse Rei vu Rechte zougesprach, dëst notament am Beräich vum Transport vu Leit mat engem Handicap oder Leit, déi schlecht ze Fouss sinn.

Doriwwer eraus befaasst d'Reglement sech awer och mat den Informatiounen iwwert d'Tariffer, d'Disponibilitéit vun de Billjeeën, de Reservatiounen oder den Entschedungen, op déi een Usproch huet, wann d'Gepäck géif verluer goen.

Zum Deel huet Lëtzebuerg dëst EU-Reglement schonn ëmgéist, nämlech duerch de Règlement grand-ducal vum 1. Dezember 2009, deem eng Derogatioun fir Lëtzebuerg virgesäit am Beräich vu verschiddenen Transportservicer bei der Bunn. Dëst Reglement vum 2009 huet och d'Communauté des Transports als kompetent Autoritéit agesat.

Am initialen Text vum virleiende Projet sinn zweeërlee administrativ Sanktiounen virgesinn, den Avertissement an d'Amende administrative, déi jeeeweils tëschent 250 an 10.000 Euro kënnen variéieren. Dës ginn natierlech der Gravitéit vun de Faite ugepast an, wéi scho gesot, et ass d'Communauté des Transports, déi dee Pouvour de sanction huet.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer kuerz op d'EU-Reglement 1371 anzegeen. Hei gi verschidde minimal gemeinsam Regeln, déi iwwerall an der EU gëllen, festgehal, wéi zum Beispill d'Verspeidung oder d'Annullatioun vun engem Zuch, wann een an d'Vakanz geet, wou jo elo vill Leit drop waarden. Des Weideren ass virgesinn, dass d'Eisebunns-gesellschaften dru gehale sinn, d'Leit iwwer hir Rechte a Flichten ze informéieren an och d'Plaintekommissioun anzeriichten, well déi beschte Rechte a Flichte bréngen näischt, wann d'Leit net doriwwer Bescheed wëssen.

Et sief awer gesot, dass d'Memberlänner kënnen no transparenten an net diskriminatoresche Modalitéiten Derogatiounen virgesi fir den Eisebunns-service, déi sech op den nationale Réseau beschränken. Dës Derogatioun vu fënnef Joer ka maximal zweemol erneiert ginn. Am Ganze kann also 15 Joer eng Derogatioun erlaabt ginn. Fir déi Transportservicer am städteschen, suburbanen a regionale Beräich kann awer direkt eng Derogatioun vu 15 Joer ugefrot ginn.

Et gëtt awer och eng ganz Rei Dispositiounen vum Reglement, déi iwwerall obligatoresch

sinn, wéi d'Disponibilitéit vun de Billjeeën, d'Responsabilitéit vum Gepäck, eng minimal Versécherung gradesou wéi d'Recht op Transport fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit.

► **Une voix.**- E bësse méi seriö!

► **M. Marc Spautz** (CSV), *rapporteur*.- A sengem éischten Avis huet de Statsrot festgestallt, dass duerch den Text vum Projet de loi d'Hiérarchie des normes net respektéiert gëtt an huet dowéinst eng Opposition formelle ausgeschat. Als Reaktioun op deem Avis vum Statsrot huet d'Chamberskommissioun ënner anerem den Artikel 2 gestrach an och verschidden Dispositiounen zu den administrative Strofen ofgeännert. Opgrond heivun huet de Statsrot a sengem Avis complémentaire säin Accord zum Projet ginn.

Dësen Text gëtt all Zuchreesenden a virun allem de Reesenden, déi net gradesou mobil sinn, eng Rei Garantien a stellt dofir op alle Fall eng richtig Verbesserung duer, an ech géif hoffen, dass d'Chamber deem Projet eestëmmeg kéint zoustëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz, deem déi Kéier esou komplett war, datt ech mech froen, ob nach onbedéngt do eppes ze soen ass.

(Hilarité)

Wann dat net de Fall ass, géife mer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6368 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Vote ass ofgeschloss.

(Brouhaha général)

De Projet de loi 6368 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Paul Schaaf), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert (par M. Marc Lies), Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zu eisem leschte Projet de loi vun haut, de Projet de loi 6431, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Stroosseverkéier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an et huet kee Riedner sech ageschriwwen, ausser natierlech de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Spautz, deem elo d'Wuert kritt.

7. 6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz** (CSV), *rapporteur*.- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6431 ass den 3. November 2012..., den 3. Mee, pardon, vum Nothaltegeektsminister an der Chamber déposéiert ginn. De 26. Juni huet de Statsrot en aviséiert. Dernieft hunn d'Chambre de Commerce de 14. Mee an d'Chambre des Métiers gradesou wéi d'Chambre des Salariés de 7. Juni hiren Avis zum Projet ofginn. Den 21. Mee 2012 huet d'Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt. De 4. Juli hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot aviséiert, a schonn den Dag drop konnt de Rapport ugehall ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dësse Projet ass kuerz, awer wichteg, well e Führerschäinsexaminatore betrëfft, fir genau ze sinn, d'Konditiounen vun hirem ministeriellen Agrément. Vill Jonker, déi grad amgaang sinn, hire Permis ze maachen, denke bestëmmt elo mat Entsetzen un den Examinatore, deem am Exame wäert op si waarden. Mä dëst ass en extrem wichtige Beruff, well si letztendlech mat Entscheedungen treffen, wien op eise Stroossen dierf fieren.

Nieft dem Agrément geet de Projet och nach op de legislative Kader, an deem si hir Aarbecht ausüben, an. Heibäi gëtt sech engersäits op e momentan nach bestehend Reglement vum 2001 baséiert an anerersäits iwwert d'Direktiv 2006/126, wat d'Europäescht Parlament gestëmmt huet a wat mir mussen transposéieren. Dës Annex dréit den Titel „Normes minimales applicables aux personnes qui font passer les épreuves pratiques de conduite“.

Dës Annex definéiert souwuel de Wëssensstand souwéi och d'Kompetenzen, déi en Examinatore muss hunn, fir säi Beruff adequat auszeüben, wéi och d'Moosnamen, déi d'Examinatore mussen huelen, fir hire Wëssens- a Kompetenzniveau am Laf vun hirem Berufsliewen ze halen. Folglech geet de Projet de loi op d'Konditiounen, fir Examinatore ze ginn, an.

Des Weideren ass virgesinn, dass den Examinatore sech am Kader vun enger Formation continue regelméisseg Kontrolle muss ënnerzéien, fir säi Beruff mat der beschtméiglecher Qualitéit auszeüben.

Wéi gesinn dann déi Konditiounen, fir den Accès zum Beruff vum Examinatore ze hunn, aus?

Ufänke muss ee mat enger Formation initiale obligatoire, déi vum Ministère de la Formation professionnelle ugebuede gëtt. De Projet schaaft och eng Examenkommissioun, déi d'Programmer an d'Methoden an d'Exame festleet. Zudeem leet de Projet de loi och déi grouss Prinzipie vun der Formation continue fest wéi och vun der Qualitätskontroll, déi der Kompetenz vun der Société nationale de circulation automobile ënnersteet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz** (CSV), *rapporteur*.- Mir hunn...

(Hilarité générale)

Mir hunn déi nach all als SNCT, dat heescht Société nationale de contrôle technique an Erënerung, mä deem Numm ass viru kuerzem geännert ginn. Laut dem Text vum Projet ass et den Direkter, oder deem säin Délégué, deem déi néideg Moosname muss huelen, fir dass d'Examinatoren de Konditiounen vun der Formation continue gerecht ginn. Den Transportminister iwwerpréift dann dës Habilitatioun, andeems hien den Examinatoren den Agrément gëtt, fir hire Beruff auszeüben. Dësen Agrément gëtt fir eng Dauer vu fënnef Joer ausgestellt.

Parallèll gesäit de Projet de règlement grand-ducal vir, de legale Kader ze preziséieren an dat virdrun zitéiert Reglement vum 2001 ze abrogéieren. Dëst neit Reglement leet dann de Programm an d'Modalitéit vun der Basisformation fest, d'Organisatioun vun den Examen fir den Agrément ze kréien, d'Detailer vun der Examenkommissioun, d'Modalitéit vun der Ausstellung vum Certificat de qualification an och d'Composant vum sougenannten „contrôle d'assurance de la qualité“.

Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass an deene verschiddenen Avisen näischt dra war vun de Berufschamberen, déi d'Zoustëmmung ginn hunn. Just an deem vum Statsrot ass drop higewise ginn, dass si léiwer hätten, mir géifen all déi Saachen net an d'Gesetz schreiwen, mä an e Règlement grand-ducal, d'Detailer.

An domadder géif ech lech och haut bieten, dësem Projet d'Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Rapporteur. Wéi mer dat vun him gewinnt sinn, war hie méi wéi komplett a mir kënnen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6431 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6431 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM.



Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes (par M. Serge Wilmes), MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert (par M. Marc Lies), Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

8. Hommage à M. Paul Helminger

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtten ass déi lescht öffentlech Chambersitzung, un där eise Kolleeg a Frënd Paul Helminger deelhält. Hien huet décidéiert, um Enn vun dëser Sessioun säi Mandat niddерzeleeën. Erlaabt mer bei Geleeënheet vun dëser Sitzung, e puer Wuert an all Ärer Numm un hien ze riichten.

De Paul Helminger ass 1940 zu Esch gebuer ginn. A senger Kandheet, déi hien an der Stad verbruecht huet, erlieft hien, wéi eist Land nei opgebaut ginn ass, awer och, wéi Europa entstane ass. Dës Erfahrung sollten him säi Liewen dach ganz staark prägen.

No senger Première, déi hien am Kolléischt gemaach huet, ass hien niewent Droit op der Sorbonne och politesch Wëssenschaften am Institut d'études politiques zu Paräis studéiere gaangen an 1964 huet hie säin Doktorat am Droit hei zu Lëtzebuerg ofgeschloss an huet dunn op der Stanford University a Kalifornien säi Master a politesche Wëssenschafte gemaach.

1966 huet hien als Attaché de légation am Aussemistère ugefaangen, wou hien och am diplomateschen Déngscht séier virukomm ass an op d'Ambassade zu London geschéckt gouf.

1974 huet den deemolege Statsminister Gaston Thorn hien als Chef de cabinet designéiert. De Paul Helminger, dee virdu jo haaptsächlech an der Aussepolitik aktiv war, huet du seng éischt innenpolitesch Schrëtt gemaach, déi dann och dozou gefouert hunn, datt hien der Demokratescher Partei 1974 bäigetrueden ass, aus Iwwerzeegung un déi Wäerter, déi dës Partei ëmmer vertrueden huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - 1979 gouf hie Statssekretär am Aussen- an am Aussenhandelsministère, am Wirtschafts- a Mëttelstandministère an am Justizministère. De Paul Helminger war also derbäi, wéi de Lëtzebuurger Modell entworf an an d'Praxis ëmgesat gouf. Hien huet un der Diversifizéierung an dem Gestalte vun neie Weeër an der lëtzebuergescher Wirtschaft matgeschafft. Als Statssekretär huet hien d'Instrumenter fir e moderne Management vun der Entwécklungshëllef geschaf an eng qualitätsorientéiert Aussenhandelspolitik op d'Bee gesat.

1984 huet de Paul Helminger d'Regierung verlooss, fir an d'Privatwirtschaft ze goen. Hien hat bis 1989 eng privat Berodungsfirma fir Kleng- a Mëttelbetriber a war awer och Europageneraldirekter vun enger grousser amerikanescher PC-Firma.

No senger Regierungszäit ass de Paul Helminger niewent senger wirtschaftlechen Aktivitéiten dann och an der Nationalpolitik aktiv ginn. An esou ass hien 1984 fir d'éischt an d'Chamber gewielt ginn. Während sengem Mandat als Deputéierten huet de Paul Helminger sech och am Joer 1987 fir d'éischt um gemengepoliteschen Niveau enger Wahl gestallt a koum och direkt an de Stater Gemengerot, wou hien dräi Joer drop Schaffen a schonn nëmmen aacht Joer méi spéit Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ginn ass.

Als Buergermeeschter sinn him déi Erfahrungen, déi hien als Statssekretär, awer och am Privatsektor gemaach huet, zeguttkomm an hien huet seng Stad virun allem ëmmer als en Déngschtleschtungsbetrib am Interess vum alle Bierger vun der Hauptstadt ugesinn. Ech hat perséinlech sechs Joer de Pléséier, mam Paul

am Schäfferot vun der Stad zesummenzeschafen, an ech muss lech soen, datt ech dës Zäit op kee Fall wéilt mëssen.

Ënner sengem Impuls huet d'Stad sech staark weiderentwéckelt; wann ech nëmmen un d'Projete Centre Hamilius, Rocade de Bonnevoie an de Ban de Gasperich denken, fir nëmmen déi wichtegst hei opzezielen.

Wat mech awer perséinlech ëmmer ganz besonnesch beim Paul beandrocht huet, ass seng net ideologesch, mä pragmatesch Aart a Weis, mat där hien un d'Dossieren erugaangen ass an déi him eigentlech och ëmmer erlaabt huet, Léisungen ze fannen. An ech mengen och duerfir soen ze kënnen, datt an deene leschte Joren de Paul virun allem mat Leif a Séil Buergermeeschter vun eiser Hauptstadt war.

Wat elo seng nationalparlamentaresch Carrière betrëfft, ass de Paul Helminger säit de Chamberswahlen 1994 ëmmer erëmgewielt ginn, soudatt hien am Ganzen 23 Joer Member vun dësem Haus war. Hien huet sech während all deene Jore seng Kompetenz an Erfahrung a ville Beräicher zu Notze gemaach, ganz natierlecherweis an der Aussen- an Europapolitik, mä awer och an der Landesplanung a bei Gesetzer, déi de Gemengesektor beträff hunn.

Mä dëst nationalparlamentarescht Engagement huet hien awer ni dovun ofgehalen, sech och fir d'Gestalte vun engem gemeinsamen Europa staarkzemaachen. Esou war hir Member vun der Konventioun iwwert d'Zukunft vun Europa an huet sech och iwwer Joren an deene verschiddensten internationalen Delegatiounen vun der Chamber mat Iwwerzeegung agesat.

De Paul Helminger huet bis elo e Liewe gefouert, dat sech ëmmer tëschent Diplomatie, Politik a Wirtschaft ofgespillt huet. Hien huet d'Décisioun geholl, datt an der nächster Zäit erëm méi déi wirtschaftlech Aspekter am Mëttelpunkt vu sengem berufleche Schaffe wäerte stoen. Ech sinn och dofir iwwerzeegt, datt hie mat ganzer Kraaft sech senger neier Aufgab als President vum Verwaltungsrout vun der Luxair wäert stellen. Eng Aufgab, déi sécherlech net zu deenen einfachsten a senger laanger Carrière wäert gehéieren.

Ech wéilt an all Ärer Numm him e grouesse Merci soe fir dat, wat hien an all deenen 23 Joer hei an dësem Haus geleescht huet an him dat Allerbeschta a senger neier Missioun wënschen. Merci Paul, a bonne Chance!

(Applaudissements)

► **M. Paul Helminger (DP).** - Här President, ech weess, datt Der elo alleguerte vu mir eng stonnelaang Ried erwaart. Mä Dir hat emol eppes gesot vun engem Patt. An dee gëtt waarm an dat ass net gutt. Dofir, wann ech sollt e puer Wuert soen, géif ech déi gradesou gären donidde soen.

Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

9. Discours de M. le Président

► **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo si mir um Enn vun eiser leschter öffentlecher Sitzung vun dëser Sessioun ukomm. Erlaabt mir dofir, wéi dat elo schonn Traditioun ginn ass, e kuerze Réck- awer haaptsächlech Ausbléck op eis parlamentaresch Aarbechten ze maachen.

Wat déi statistesch Auswärtung vun de legislativen Aarbechten ugeet, wéll ech lech den Owend net mat Zuele langweilen. Dir hutt virdu e Relevé ausgedeelt kritt, wou Der all Detailler fannt. Wéi Dir feststelle kënnt, huet d'Chamber och erëm während deene vergaangene Méint eng zolidd Aarbecht geleescht, souwuel wat d'Debatten hei am Plenum betrëfft wéi awer och ganz besonnesch um Niveau vun de Kommissiounssitzungen.

Ech wéll och elo hei keng detailléiert Analys maachen, mä awer just e puer Zuelen erauspicken. An der Sessioun 2011/2012 hate mir vun Oktober u bis elo 38 öffentlech Sitzungen. An der Sessioun virdu waren et der 46. Parallell hate mir an deene leschten zéng Méint 516 Kommissiounssitzungen. Déiselwecht Period zejoert waren et der 572. Dës Sessioun hu mer 81 Gesetzesprojete gestëmmt. Déi Sessioun virdu waren et der 102. Allerdéngs muss een hei mat berücksichtigen, datt manner Direktiven ëmgesat gi sinn, wat dann och zu engem Deel dës Zuelen erkläert.

Generell kann een hei eng kloer Tendenz feststellen: D'Dossiere ginn ëmmer méi komplex a verlaangen eng méi intensiv a laang Preparatioun souwuel op Säite vun der Regierung, vum Statsrot wéi vun der Chamber. Dëst erkläert dann och, datt d'Diskussiounen sech ëmmer méi vum Plenum an d'Kommissiounen verlagere. Eng Tendenz, déi ee scho säit enger Rei vu Jore ka feststellen, iwwerengs net nëmmen hei am

Haus, mä och a ganz ville Parlamenten an eisen Nopeschlänner. D'Aart a Weis, wéi an der Chamber diskutéiert gëtt, ass sécherlech net méi déiselwecht wéi virun zéng oder 15 Joer. An d'Zuelen, déi ech virdu genannt hunn, soen och näischt iwwer eng qualitativ gutt oder schlecht legislativ Aarbecht aus, well manner kann och méi sinn. „Moins légiférer pour mieux légiférer“, en Zil, dat sech all nationaalt Parlament eigentlech sollt op de Fändel schreiwen.

Nach kommen ech awer net derlaanscht, feststellen, datt mer an enger Rei vu Gesetzesprojeten net esou virukomm sinn an de leschte Méint, wéi mir eis dat virgestallt haten. An ech denken do ënner anerem un déi gesellschaftspolitesch Sujeten, wou ech mir géif wënschen, datt mer zesumme mat der Regierung an der nächster Sessioun e Gank méi kéinten aleeën an och endlech Neel mat Käpp géife maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst bréngt mech zu engem anere Punkt, dee mir um Härz läit, an zwar dee vun der Europapolitik, dëst ganz besonnesch am Kontext vun der Roll vun den nationale Parlamenten. Ech hat lech d'lescht Joer ëm déiselwecht Zäit vun enger gewëssener Verdrësslechkeet geschwat, déi mir Parlamentarier an och d'Bierger dobausse spieren, wann et ëm d'Europapolitik geet.

Wann ech elo no engem Joer de Bilan géif maachen, muss ech lech agestoen, datt dës Politikverdrësslechkeet leider net ofgehall huet. Au contraire hunn ech d'Gefill, datt ëmmer méi Bierger dobaussen an an eisem Land sech Gedanken a Suergen ëm d'Zukunft vun der Europäescher Unioun maachen, dëst ganz besonnesch am Kontext vun deenen diverse Rettungsmechanismen, déi mir hei gestëmmt hunn.

Wann een déi lescht Méint Revue passéiere léisst, stellt ee fest, datt beim europäesche Krisenmanagement alles ëmmer muss méi séier goen, méi Suen zur Verfügung gestallt ginn a méi Rechter vun den nationale Parlamenten, ganz besonnesch um Niveau vun der Budgetpolitik, ageschränkt ginn. Ganz besonnesch déi lescht Feststellung muss all Parlamentarier ze denke ginn, well et ganz besonnesch bei der Budgetpolitik ëm déi wichtegst Rechter vun den nationale Parlamenten geet an et net hei ka sinn, datt d'Parlamenten nëmmen eng Nieweroll spillen, andeems si Décisiounen vun hire jeeweilige Regierungen just nach duerchwénken.

An deenen neie Gesetzespäck zum Fiskalpakt an zum Euro-Rettungsschiem ESM geet et ëm Milliardenzommen an ëm Rechtskonstruktiounen, wéi den Droit commun se bis elo nach net kannt huet. Dës nei Mechanisme gräifen an de Kär vun der Budgetautonomie vun den nationale Parlamenten an, déi en Deel vun hire Kompetenzen an dësem Beräich un hir Regierungsvertreider iwwerdroen, ouni datt si deenen hir Décisiounen um Niveau vum Conseil des gouverneurs an Zukunft nach direkt kënne beaflossen.

Et ass duerfir fir mech absolut onerlässlech, datt déi national Parlamenten weider enk an déi Entscheedungsprozedur mat agebonne ginn, andeems se am Virfeld an och duerno vun der Regierung iwwert d'Décisiounen ganz genau informéiert ginn. Dës Zesummenaarbecht schéngt mer bis elo och relativ gutt ze klappen, well d'Finanzkommissioun jo regelméisseg vum Finanzminister iwwert dës Décisiounen informéiert gëtt.

Wat mir allerdéngs e bësselche Kappzerbrieches mécht, ass, datt d'Parlamenten deelweis ënner enormem Zäitdruck Décisiounen vun hire Regierung solle guthieschen, wat bei där enormer Komplexitéit vun deenen Décisiounen d'Parlamenten quasiment virun oniwuerbréckbar Schwieregkeete stellt. Besonnesch a Krisenzäite brauch d'Politik och emol Momenter, fir iwwer grondleeënd Entscheedungen nozedenken, awer och fir Entscheedungen, déi scho geholl gi sinn, frësch ze bewäerten. Politeschen Zäitdruck, och an Zäite vun där Kris, an där mir eis befannen, ass keen Argument, fir d'Demokratie auszehiewelen. D'Parlament muss informéiert ginn, et muss bedeelegt bleiwen!

Duerch de Vertrag vu Lissabon hunn d'Parlamenten weider Kompetenz kritt. Datt si hir Roll eescht huelen, huet sech am Mee dëst Joer gewisen, wéi iwwer een Drëttel vun deenen nationale Parlamenten e Projet vun der Europäescher Kommissioun gestoppt hunn, well e géint de Subsidiaritätsprinzip verstéisst. Dat weist och, datt déi national Parlamenten amstand sinn aktiv un der Gestaltung an dem gudden Fonctionnement vun der europäescher Politik deelzehuelen.

Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir eis Gedanken iwwert d'Roll vun den nationalen Parlamenten an domadder vun eiser Chamber an der Gestaltung vun der Europapolitik maachen, esou komme mer net derlaanscht eis och ze hannerfroen, ob mir, esou wéi mer am

Moment hei opgestallt sinn, déi extrem grouss Erausforderungen, déi an deenen nächste Wochen a Méint nach wäerten op eis zoukommen, kënne packen. Ech plädéieren derfir, datt mer nach méi, souwuel an de Kommissiounen, mä awer och ganz besonnesch am Plenum iwwer europapolitesch Sujeten diskutéieren a versichen, dem Bierger se méi no ze bréngen.

Ech begrëissen duerfir och ganz besonnesch, datt de Statsminister sech d'lescht Woch vill Zäit geholl huet, fir eis alleguerten iwwert d'Resultater vum leschten EU-Conseil ze informéieren. Ech hunn iwwerengs fonnt, datt déi Debatt, déi sech un déi Deklaratioun vum Statsminister ugeschloss huet, eng vun deene war, déi der Chamber zur Eier gereecht huet, an ech géif mir wënschen, datt mir an Zukunft méi oft esou Debatten iwwer europapolitesch Sujeten am Plenum hätten.

Ech wäert duerfir bei der Rentrée d'Initiativ huelen, d'Presidente vun alle Fachkommissiounen zesummenzerufen, fir mat hinnen ze analyséieren, wéi mir nach méi a besser europapolitesch Sujeten am Plenum kënnen thematiséieren. Mam Generalsekretär zesumme sinn ech och amgaang ze kucken, wéi mir dës Aarbechtsaart a -weis nach kënnen optimiséieren an eis Kompetenzen an deem Domän erweideren.

Bei all guddem Wëllen, dee sécherlech bei jidderwerengem vun eis besteet, sinn ech dach iwwerzeegt, datt déi deelweis schlecht Meenung, déi vill Bierger vun der Europäescher Unioun hunn, drop zrëckzeféieren ass, datt d'Politik am Allgemengen a mir alleguerten am Speziellen eis dach vill ze vill oft mat deenen negativen Aspekter vun dëser Unioun beschäftegen.

Ech géif duerfir un eis alleguerten en Appel maachen, bei all berechtigter Kritik un der Europäescher Unioun an hiren Institutionen, dach och erëm méi dat villt Positiivt ze ënnersträichen, wat dës Europäesch Unioun an den Euro hire Bierger an deene leschte Jorzéngte bruecht huet. Ech si perséinlech dervun iwwerzeegt, datt e friddelecht, fräiheetlecht a wirtschaftlech staarkt Europa eis Zukunft ass! A mir hunn als Parlament d'Flicht an d'Aufgab, d'Bierger mat op dee Wee vun esou engem Europa ze huelen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss vun der leschter Sitzung vun dëser Sessioun nach eng Kéier op d'Bedeutung vun den nationale Parlamenten hinzewiesen. Demokratie ass keng Veranstaltung nëmme fir gutt Zäiten. Si muss sech och a Krisenzäite bewiesen an d'Parlamenten sinn d'Fundament vun där Demokratie. Wie versicht dës Parlamenten ze ëmgoen, dee verstärkt en fait déi Krisen, déi mir musse bewältigen. Wa mir wëllen, datt d'Bierger dobaussen erëm méi Vertrauen an d'Europäesch Unioun kréien, mussen d'Parlamenten déi Roll spillen, déi hinne laut Verfassung zoukënn. An et kann och kee gutt Argument ginn, och net d'Scholdekris, wat eng Beschneidung vun de fundamentale Rechter vun engem Parlament ka justifiéieren.

An ech géif wëlle mat engem Zitat vum President vum däitsche Verfassungsgeriicht, Andreas Voßkuhle ofschléissen, dee gesot huet: „Demokratie hat ihren Preis. Bei ihr zu sparen, könnte aber sehr teuer werden.“

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Enn vun dëser öffentlecher Sitzung soen ech lech all en härezeche Merci, de Mataarbechter aus dësem Haus, mat virop dem Generalsekretär Claude Frieseisen a sengen zwee Adjoints, Isabelle Barra a Benoît Reiter, de Mataarbechter aus de Fraktiounen a politesche Sensibilitäten, der parlamentarescher Press, dem Sécherheetpersonal. Mäi Merci geet awer och un d'Membere vun der Regierung an deenen aneren Institutionen aus dem legislative Prozess.

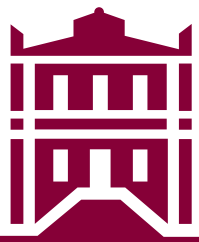
An erlaabt mir, lech elo schonn eng erhuelsam Vakanz ze wënschen, och wann nach eng Rei vu Kommissiounen an deenen nächsten Deeg wäerte stattfannen. A fir datt Dir an Ärer Vakanz heiheem oder am Ausland awer permanent kënnt mat der Chamber verbonne sinn, weisen ech lech alleguerten op déi nei Chamber-App fir Äre Smartphone hin, déi et säit Kuerzem gëtt an iwwert déi Dir ëmmer an iwwerall all Informatiounen vun der Chamber kënnt consuléieren.

Ech soen lech Merci a wënschen lech eng ganz schéi Vakanz!

(Applaudissements)

Mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.59 heures)



SÉANCE 39

MARDI,
17 JUILLET 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député
 - M. le Président (*respect d'une minute de silence*)
2. Communications
 - M. le Président
3. Changement de composition de la Commission du Développement durable
 - M. le Président
4. Ordre du jour
 - M. le Président
5. Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans le dossier Wickrange/Livange
 - Résolutions
 - Discussion générale: M. Marc Spautz (*dépôt d'une résolution*), M. Claude Meisch (*dépôt d'une résolution ensemble avec M. François Bausch*), M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes (*dépôt d'une résolution*), M. Serge Urbany
 - Résolutions: M. Claude Meisch, M. Marc Spautz, M. Gast Gibéryen, M. François Bausch
 - Vote sur la résolution 1 (*adoptée*)
 - Vote sur la résolution 2 (*rejetée*)
 - Vote sur la résolution 3 (*rejetée*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État.- Neen, Här President.

1. Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député

► **M. le Président.**- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Pflicht, Iech den Doud vun engem fréieren Deputéierten, dem Här John Castegnaro matzedeele, deen an der Nuecht vun e Sonndeg op e Méindeg am Alter vu 67 Joer no laanger Krankheet verstuerwen ass.

De John ass den 3. November 1944 als Kand vun engem italieneschen Immigrant an enger lëtzebuergescher Mamm zu Déifferdeng op d'Welt komm. Hien huet säi Papp am Alter vu siwe Joer bei engem Aarbechtsaccident op der HADIR verluer.

Am Alter vu 15 Joer ass de John Castegnaro dem Lëtzebuerger Aarbechtersverband bäigetrueden, wou hien am Alter vun 19 Joer no enger Léier als Maschinenschlösser d'Fonction vum Sekretär iwwerholl huet. Mat 32 Joer ass hien LAV-Generalsekretär a President vum Daachverband vun de Gewerkschaften, der CGT, ginn.

1979 huet de John den OGB-L matgegrënnt, wou hien zum éischte President ernannt ginn ass an des Fonction bis 2004 ausgeübt huet. Heimat huet hie maassgeblech zur Moderniséierung vun der Gewerkschaftsbewegung bäigedroen. A wie weess, wéi eis Gewerkschaften ouni seng intensiv Aarbecht an all deene Jore géifen dostoene?

Dem John louch d'Stolindustrie ëmmer besonnesch um Häerz, an domadder verbonnen natierlech och d'Rechter vun de Stolarbechter, fir déi hie sech a senger Gewerkschaftslafbunn ëmmer ganz besonnesch agesat huet. Esou ass och op seng Initiativ d'A.s.b.l. Sidérurgie gegrënnt ginn, an där d'Vertreieder vun LCGB an OGB-L sech gemeinsam fir d'Interesse vun de Salariéen aus der Sidérurgie asetzen.

An d'sozialpolitesch Geschicht agaang ass hien als ee vun de Matbegrenner vun der Tripartite, als Äntwert op déi deemoleg Stolkris an drohend Massenentloossunge bei der ARBED. An deem Comité huet hien esou munch Schluecht mat de Patronats- a Regierungsvertreieder misse schloen. Ee vu senger Verdéngschter aus deenen éischten Tripartitesgesprécher war, datt et zwar

zu Aarbechtsplazenaufbau bei der ARBED kount, mä dat Ganzt ouni Kënnegunge konnt stattfannen.

Mä net nëmmen d'Erhale vun Aarbechtsplazen an de Kampf fir en Akommes, wat e mënschewierdegt Liewen erméiglecht, huet de John als gewerkschaftlech Aufgab ugesinn, mä vill-méi huet fir hien och dee gesellschaftlechen Aspekt derzougehéiert, soudatt et net zu enger Zweeklassengesellschaft géif kommen. Dozou gehéiere gutt öffentlech Schoulen an eng staark sozial Ofsécherung.

Genau aus deem doten Engagement eraus huet de John während senger Zäit als Gewerkschaftspräsident d'A.s.b.l. „Objectif Plein Emploi“, den Heemfleegedéngscht „HELP A.s.b.l.“ an d'Fleegheem Élysis um Kierchbierg matgegrënnt, déi allegueren net méi aus dem soziale Liewen an eisem Land ewechzedenke sinn.

Niewent sengem gewerkschaftlechen Engagement war de John Castegnaro och nach Member vum Statsrot vun 1985 bis 2003 an zënterhier Conseiller d'État honoraire.

No 40 Joer op der Gewerkschaftssäit huet de John decidéiert, déi Kap un den Nol ze hanken an ass aktiv an d'Politik erageklommen, dat mat grousssem Succès, well hien 2004 fir d'LSAP, wou hie säit 1964 Member war, op Anhieb als Fënneft am Südbezirk an d'Chamber gewielt ginn ass. Ech hat perséinlech de Pläseier, während deene fënnef Joer an där enger oder anerer Kommission mam John zesummenzeschaffen an ech kann hei nëmmen ënnersträichen, datt hien en äusserst kompetenten, awer och jovialen an korrekte Politiker war.

A senger parlamentarescher Aarbecht ass hie senger gewerkschaftleche Wuerzelen trei bliwwen, andeems hie Member an der Éducation-, der Wirtschafts- a ganz besonnesch als Vizepräsident vun der Aarbechtskommission war. Hie war dann och nach kuerz virun de Landeswale vun 2009, bei deenen hien decidéiert hat, net méi deelzehuelen, Rapporteur vun zwee Antikriseprojeten.

De John Castegnaro ass a sech och a senger politescher Aarbecht ëmmer senger Prinzipien trei bliwwen an huet och ëmmer gewosst, seng gewerkschaftlech a sozial Aktivitéite vu senger politeschen ze trennen. An Zäiten, wou mir vill iwwer Interessekonflikter an Deontologie an der Politik schwätzen, wëll ech dofir ganz besonnesch ee Fait an Erënnerung ruffen, dee besser wéi all laang Ried d'Korrektheet vum John Castegnaro beschreift.

Wéi mer d'Gesetz iwwert d'OPAen hei an der Chamber reforméiert hunn, wou ech deemools de Pläseier hat, Rapporteur ze sinn a wou et eigentlech de facto ëm d'Iwwerhuele vun der deemoleger Arcelor durch de Grupp Mittal gaangen ass, huet de John, dee jo zu där Zäit

och Member vum Conseil d'administration vun där Arcelor war, weder un den Diskussiounen an där dofir zoustänneger Kommission nach um Vote am Plenum deelgeholl.

En huet dat deemools ouni grousst Ophiewes gemaach an ouni nach vill iwwer Interessekonflikter ze diskutéieren an ouni mussen dofir e Code de déontologie ze hunn. Mä et war einfach déi normalste Saach vun der Welt, fir sech net zu dësem Projet hei an der Chamber ze äusseren.

No sengem Réckzuch aus der Politik ass de John weider aktiv bliwwen, ënner anerem als President vun der Editpress.

Ech selwer hat mat enger Rei vu Kolleegen d'Geleeënheet, eng Visite beim „Objectif Plein Emploi“ ze maachen, wou mer eis selwer konnten e Bild maachen, mat wat fir engem Engagement de John no sengem Réckzuch aus dem aktive gewerkschaftlechen a politeschen Liewe sech weider fir Mënschen ouni Aarbecht agesat huet. Dëst war fir hien eng Härzensugeleeënheet, déi hie weidergefuert huet mat deemselwechten Asaz, an dat obschonn en deemools scho seriö gesondheetlech Problemer kannt huet.

De John Castegnaro ass awer virun allem e Mënsch gewiescht, deen net gefaart huet, seng Meenung ze soen an deen och ëmmer zu där Meenung stoung, och wa se net jiddwerengem ëmmer an de Krom gepasst huet. Hie wäert als eng grouss Perséinlechkeet an d'Geschicht agoen, déi net nëmmen d'Gewerkschaftsliewen, mä iwwerhaapt d'Politik an dësem Land während Jorzéngte maassgeblech matbestëmmt huet.

De John Castegnaro ass awer och net zulescht e Familljemënsch gewiescht, fir deen d'Famill absolut Prioritéit genoss huet. An zu senger schéinste Momenter huet sécherlech de Spadseiergang mat sengem Enkelkand gehéiert.

Ech wëll dann och ganz besonnesch der Famill vum Verstuerwenen am Nimm vun eis alleguer mäin déifstend Matgefill ausdrécken. An ech géif Iech bidden, ee Moment opzestoen, fir dem John Castegnaro senger ze gedenken.

(*Respect d'une minute de silence*)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Ech wollt Iech matdeelen, datt ech am Nimm vun der Chamber der Famill vum Verstuerwene Georges Schroeder, fréiere President vum Statsrot, mäin häerzlechst Bäileed ausgedréckt hunn.

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

Folgend Projekte goufen an der Administration parlementaire déposéiert:

Den 10. Juli vum Finanzminister de Projet de loi 6449 iwwert d'Approbation vum Traité iwwert d'Stabilitéit, d'Koordinatioun an d'Gouvernance an der EU; deeselwechten Dag vum Här André Bauler d'Proposition de loi 6450, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfte; a schliesslech och deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6451 iwwert déi lëtzebueresch Participatioun bei der EU-Mission EUCAP SAHEL Niger.

Communications du Président - séance publique du 17 juillet 2012

1) *M. le Président a, au nom de la Chambre des Députés, exprimé ses sincères condoléances à la famille du défunt Georges Schroeder, ancien Président du Conseil.*

2) *La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.*

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) *Les projets suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:*

6449 - Projet de loi portant approbation du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, signé à Bruxelles, le 2 mars 2012

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 10.07.2012

6450 - Proposition de loi

- portant abrogation de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat;

- portant abrogation de l'article XIV de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi 1998

Dépôt: M. André Bauler, Député, le 10.07.2012

6451 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne «EUCAP SAHEL Niger»

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 16.07.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changement de composition de la Commission du Développement durable

D'CSV-Fraktioun huet duerch hire Bréif vum 12. Juli 2012 ugefrot, datt den Här Gilles Roth d'Madame Marie-Josée Frank an der Commission du Développement durable esou laang ersetzt, bis datt de Projet de loi 6124, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire, zum Enn vu senger Prozedur komm ass.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstane?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Ordre du jour

D'Présidentekonferenz huet fir haut de Mëtteg folgenden Ordre du jour virgeschloen:

D'Décisioun vun der Chamber iwwer eng méiglech Mise en accusation am Dossier Wickreng/Léiweng. Wat d'Riedezäit ugeet, huet d'Présidentekonferenz an hiner Sitzung vu gëschter Owend dës wéi folgt festgeluecht: D'Fraktiounen hu 15 Minutten, d'Sensibilité politique ADR zéng Minutten, d'Sensibilité politique déi Lénk fënnef Minutten. Wat d'Regierung ugeet, wëll ech un den Artikel 80 vun eiser Verfassung verweisen, dee seet: «Les membres du Gouvernement ont entrée dans la Chambre et doivent être entendus quand ils le demandent.»

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstane?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann elo zu der Décisioun vun der Chamber iwwer eng méiglech Mise en accusation am Dossier Wickreng/Léiweng. D'Riedezäit hat ech virdru gesot. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Här Spautz, Meisch, Bodry, Bausch, Henckes an Urbany. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5. Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans le dossier Wickrange/Livange

- **Résolutions**

Discussion générale

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll direkt awer am Ufank eng Resolitioun bei Iech ofginn, déi vun deene véier Fraktiounschefen ënnerschríwwen ass, déi der Meenung sinn, dass mer hei kéinten den Dossier opgrond vun deene Saachen, opgrond vun den Artikelen 82 an 116 vun der Constitution net poursuivéieren.

Wann ech gelift, Här President!

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu le courrier de Monsieur le Procureur Général d'État daté du 9 juillet 2012 transmettant à Monsieur le Président de la Chambre des Députés le dossier de l'enquête initiée par Monsieur le Procureur d'État à Luxembourg dans l'affaire «Wickrange/Livange» et concernant le volet «extorsion et tentative d'extorsion», dossier contenant le rapport d'enquête préliminaire et les pièces y afférentes;



- *considérant que la Constitution prévoit dans ses articles 82 et 116, en cas d'une infraction commise par un membre du Gouvernement, une procédure d'accusation spéciale à l'encontre du ministre en cause;*

- *considérant que ces dispositions s'appliquent également pour des membres du Gouvernement dont les fonctions ont pris fin et qui seraient soupçonnés d'avoir commis des infractions pendant le temps de leurs fonctions et dans l'exercice de celles-ci;*

- *considérant que cette procédure a été introduite d'antan pour protéger le membre du Gouvernement «contre les actions judiciaires de nature à entraver son action gouvernementale»;*

- *considérant qu'il appartient au Parlement de débattre, de légiférer et d'exercer un contrôle politique du Gouvernement et que dans un État de droit il ne saurait y avoir de confusion entre les rôles respectifs du Parlement et de la Justice;*

- *considérant que la mise en accusation de tout citoyen, y compris d'un membre du Gouvernement, devra relever du Pouvoir judiciaire;*

- *saluant les propositions formulées par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle dans le cadre des travaux de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution relatives à la responsabilité des membres du Gouvernement et tendant à adapter les textes existants aux réalités du XXI^e siècle;*

décide

- *de ne pas mettre en accusation Monsieur Jeannot Krecké, ancien Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*

(s.) Marc Spautz, François Bausch, Alex Bodry, Lucien Lux, Claude Meisch.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber befaasst sech haut mat enger méiglecher Mise en accusation vun engem oder e puer Regierungsmemberen, souwuel aktueller wéi fréierer, an dëst op Basis vun den Artikelen 82 an 116 vun der Verfassung. Dës zwee Artikel ginn der Chamber de Pouvoir, d'Action publique en mouvement ze setzen. Et ass also d'Chamber, déi an dësem Fall decidéiert, ob Pursuittë gemaach solle ginn oder net. Ech kommen nach eng Kéier méi spéit op dës verfassungsrechtliche Punkt zrëck.

Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass en absolut aussergewöhnleche Virgang, deen eis heibanne virun eng enorm Responsabilitéit stellt. An zwar ebe grad déi, fir doriwwer ze befannen, ob e Regierungsmember sech strofbar gemaach huet. Et huet ugefaangen am Virfeld vun enger Chambersdebat vum 13. Juni 2012, wou op enger Pressekonferenz vu Chantage a Korruptiounsvirwërf geschwat gouf.

Während där Chambersdebat huet de Parquet sech dunn an dësen Dossier ageschalt. An ech zitieren: «Il se dégage en effet des déclarations faites publiquement qu'il y a des indices qui font qu'on ne peut exclure que Monsieur le promoteur Guy Rollinger ait fait l'objet de faits susceptibles d'être qualifiés pénalement de l'infraction d'extorsion.» De Parquet huet dofir am Kader vun dëser Affär eng Enquête préliminaire duerchgefouert an an dësem Kontext eng sëllege Leit gehéiert a sech mat enger Rei vu Beweisstécker auserneegesat.

Et ass op Basis vum Resultat vun dëser Enquête préliminaire, dass mir hei iwwer eng méigleche Accusatioun mussen decidéieren. Normalerweis géif de Parquet elo decidéieren, ze poursuivieren oder net. Hei ass et d'Chamber, déi dat ze decidéieren huet. Mä grad wéi de Parquet mécht se dat opgrond vun engem Dossier. Deen hu mir hei virleien. A mir hunn och d'Konklusioun virleien, souwuel vum Procureur wéi vun der Police judiciaire.

D'Befaasse vun engem Untersuchungsrichter bréngt an dëser Situatioun näischt, well et hei jo net drëm geet, eng Saisie ze maachen. Et geet jo einfach ëm dräi Sätz, déi de Jeannot Krecké soll de Mäerz 2009 gesot hunn. Do kënne keng weider Dokumenter doriwwer optauchen. Do felt also näischt am Dossier. Den Dossier kann net méi komplett ginn, wéi en ass.

Wann elo déi Affär virun der Cour supérieure de justice virkéim, da géife jo Zeie gehéiert ginn. Leit, déi an der Enquête préliminaire ep-

pes gesot hunn; an net nëmmen den Här Rollinger, mä och nach vill aner.

Erlaabt mir, lech an dësem Kontext elo zwou Passagen aus de Konklusioun vum Parquet a vun der Police judiciaire ze zitieren.

Éischtens, wat de Virwurf vun der Korruptioun ugeet, do seet de Parquet Folgendes: «À aucun moment, des indices concrets de corruption n'ont été évoqués dans le débat public. L'enquête préliminaire n'a pas davantage mis en lumière une indication permettant de conclure à l'existence d'un tel indice.»

An, zweetens, wat de Virwurf vun Extorsion, Menacen an Erpressungen ugeet, esou kënnt d'Police judiciaire zur Konklusioun - an och dat wëll ech hei zitieren -: «Messieurs Guy Rollinger et Alain Weyrich sont les deux personnes déclarant avoir fait l'objet de pressions, voire de menaces de la part de Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie à l'époque des faits situés au début de l'année 2009, voire dans deux réunions datant des 6 et 12 mars 2009 afin de les inciter à laisser tomber le projet Wickreng I. Ils ne formulent aucun reproche à l'égard d'un autre membre du Gouvernement ou de hauts fonctionnaires de l'État.

Les documents remis par Messieurs Rollinger et Weyrich n'ont pas permis de confirmer l'existence de pressions/menaces préalables à l'abandon du projet Wickrange.

Aucun autre témoin entendu n'a pu confirmer ni sa présence lors d'une entrevue renseignant sur de telles pressions/menaces, ni avoir entendu personnellement de telles menaces. Ces personnes n'en avaient connaissance que par oui-dire.

Le député Monsieur Claude Meisch fait état de tels reproches lors de la conférence de presse du 7 juin 2012. Il fait état de témoins de faits d'extorsion qui seraient disposés à faire une déclaration. Cependant, il n'a pas pu citer des noms lors de son audition.

Le député Monsieur François Bausch ne parle pas de faits d'extorsion pendant ses interventions lors de ladite conférence de presse, mais se rallie aux conclusions de son homologue, avant de répondre aux questions des journalistes. (...)

Monsieur Krecké nie formellement les reproches formulés par Messieurs Rollinger et Weyrich à son encontre.

Au vu de ce qui précède, il n'a pas été possible d'étayer plus amplement les allégations de menaces et de pressions dans le sens d'une qualification pénale d'extorsion respectivement de tentative d'extorsion.»

Souwäit de Procès-verbal, dee Résumé, deen alleguerten deene 60 heibannen Uwiesende virläit.

Doriwwer eraus geet et kloer aus der Enquête ervir, dass ausser de Reprochen un de fréiere Wirtschaftsminister kee weidere Virwurf géint en anere Regierungsmember oder Fonctionnaire virläit. D'Konklusioun vum Parquet si glaskloer: Wann et um Parquet wier, ze decidéieren, ze poursuivieren oder net, géif e sécher net poursuivieren.

Keng eng vun deene Strofdoten, déi an dësem Dossier an d'Welt gesat goufen, konnt duerch d'Investigatioun bewise ginn. Au contraire, et geet aus der Enquête préliminaire kloer ervir, dass et vun Ufank u kee konkret Element vu Korruptioun an dësem Dossier gouf. Wéi kann een also esou grave Accusatioun formulieren, wann een emol net op een eenzegen Indice kann zrëckgräifen?

Et geet och kloer aus der Investigatioun vum Parquet ervir, dass, wat déi aner Strofdoten, déi der Regierung ugekräit ginn, ubelaangt, mir et mat Aussoen ze dinne hunn, déi sech widder-sprechen, a virun allem mat enger Hällewull vun Héieresoen.

Et gëtt op jidde Fall no der Enquête préliminaire kee kloert Noweiselement, dass iergendeen aus Regierungskreesser een erpresst oder menacéiere wollt oder sollt. An dat si Fakten.

Et geet ausserdeem aus der Enquête préliminaire ervir, dass weider Réuniounen tëschent den Här Rollinger a verschiddene Regierungsmembere stattfonnt hunn, dass do keen Drock ausgeübt a keng Drohung ausgesprach gouf.

Dat ass vu ville Säite bezeit ginn, y compris vum Här Rollinger selwer.

De weidere Verlaf vun deem ganzen Dossier léisst och dorobber schléissen, dass d'Partei sech ganz eens waren, dass déi Här Rollinger a Weyrich bereet waren, de Projet Wickreng méi kleng ze maachen oder falen ze loossen an um Projet Léiweng deelzehuelen. Firwat soss wier et am Dossier Wickreng zënter Fréijoer 2009 a bis viru Kuerzem roueg? Firwat soss hunn zënterdeem e sëllege Réunionne stattfonnt, déi den Här Rollinger als agréabel emfonnt huet?

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn net nëmmen haut als einfach Deputierten do, mä mir decidéieren iwwer eng méigleche Mise en accusation vun engem fréiere Regierungsmember. Mir mussen opgrond vun handfeste Beweiser decidéieren, ob mir dës Persoun beschëllegen.

Ech weess, dass Verschiddener duerfir der Meinung sinn, dass mir egal wéi net enger Mise en accusation kéinten zoustëmmen, well jo an engem moderne Rechtsstat de Pouvoir judiciaire eleng sollt iwwer eng eventuell Mise en accusation statuieren. Mir sinn och dëser Meinung, dofir och d'Motioun.

Ech erënneren an dësem Kontext, dass, wann d'Procédure de mise en accusation eng aussergewöhnlech Prozedur ass, sech d'Fro vun enger eventueller Mise en accusation virun net allze laanger Zäit gestallt huet. An dat war, fir genee ze sinn, am Joer 1999. D'Problematik vun der Prozedur vun den Artikelen 82 an 116 vun der Verfassung waren also schonn deemools bekannt. Et soll een also net esou maachen, wéi wann een dat fir d'Éischt zur Kenntnis géif huelen.

Et bleift, dass fir de Moment an no der Interpretatioun vum Parquet d'Chamber an esou engem Dossier wéi dem Dossier Wickreng/Léiweng eleng e Member vun der Regierung accuséieren dierf. Wa mir eis net fir oder géint eng Mise en accusation ausschwätzen, besteet a mengen Aen de Risiko, dass mir eise constitutionellen Aufgaben net nokommen. Dat wier dramatesch.

An deem Kontext erlaabt eis den Dossier, dee mir vum Parquet kruten, net, iergendeng Beschëllegung zrëckzebehalen. Opgrond vun de virleien Elementer kënne mir also net enger Mise en accusation zoustëmmen. All aner Konklusioun géif d'Menscherechter an de Grondprinzip vun eise Rechtsstat mat Féiss trëppelen.

Här President, an dësem Kontext ass et och ervirzehiewen, dass, wat de Volet Spuerkeess oder Bankgeheimnis vun dëser Affär ugeet, de Parquet den Dossier selwer klasséiert huet. Et gëtt keng Violatioun vum Bankgeheimnis.

Ofschléissend wollt ech nach ervirhiewen, dass d'CSV am Sënn vu gréisster Transparenz derfir ass, dass d'Konklusioun vum der Enquête préliminaire public gemaach ginn, dass jiddwereen d'Méiglechkeet huet, Abléck an deen Dossier ze fannen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber soll, d'Chamber muss haut driwwer befannen, ob et zu engem Prozess géint de fréiere Wirtschafts- a Sportsminister Jeannot Krecké soll kommen. D'Chamber schlüpft hei an eng Roll eran, déi eigentlech net hir ass: an déi vum Procureur. Esou wëllt et nun eben emol eis Verfassung.

An engem Punkt si mer eis do fraktiounsiwwergräifend eens: Dës Prozedur soll ofgeännert ginn. Et ass net nëmmen eng ongesond Vermischung vum éischten a vum drëtten Pouvoir, mä och eng iwwerdrifwe Protektioun an eisen Ae vun engem Regierungsmember, dee sech jo mat senger eegener parlamentarescher Majoritéit am Réck bal alles kann erlaben - an dat net nëmme während der Ausübung vu sengem Mandat -, ouni do virun d'Gericht kënne gestallt ze ginn. Den Artikel an eiser Verfassung gehéiert de Gegebenheete vun enger moder-ner Demokratie ugepasst. Déi lafend Be-

meiungen, fir eis Constitutioun an déi dote Richtung unzepassen, déi gi jo an déi richteg Richtung.

Et gëtt allerdéngs nach een anere Punkt, deen eis als Demokratesch Partei stéiert. Esou wéi eis Verfassung hei ausgeluecht gëtt, ass et emol net méiglech, datt d'Justice eng Enquête géint e Minister féiert, déi iwwer eng Enquête préliminaire erausgeet. Wann an enger Enquête also e Minister viséiert ass, dierf net perquisitionnéiert ginn, net saisiert ginn, net virgeluede ginn, net ënner Eed ausgesot ginn. Déi Mëttele, déi en Untersuchungsrichter normalerweis huet, fir der Wourecht op d'Spur ze kommen, déi gräifen net, wann et ëm e Minister respektiv hei ëm e fréiere Minister geet.

Net nëmmen, datt och dat net méi an déi heiteg Welt passt, mä dëst féiert och dozou, datt mir elo riskéieren, ni erauszefannen, wat genau tëschent dem Minister Krecké an de Vertrieeder vum Groupe Guy Rollinger an de Réunionne vum 6. a vum 12. Mäerz 2009 am Büro vum Minister geschitt ass.

An der Enquête préliminaire hunn déi Här Rollinger a Weyrich ausgesot, si hätte vum Minister gedroht kritt. Do fanne mer quasi all déi Zitater a Reprochen erëm, déi och scho virdrun am Raum stoungen: Wirtschaftlech a finanziell sollte si d'Genéck gebrach kréien. Bei de Banke sollt intervenéiert ginn, datt se do keng Krediter méi géife kréien. Si kéinte riskéieren, keng Autorisatioun méi ze kréien, oder si kéinte laang op sech waarde loossen. Se wäre jo op öffentlech Opdrag ugewisen an och do kéint et méi knapps ginn an nächster Zäit. Jo, a souguer soll gesot gi sinn, datt de Jean-Claude Juncker, eise Premierminister, bei der hollännescher Regierung kéint intervenéieren, fir datt d'ING sech vun hirem Projet géif zrëckzéien. Dat laut Aussoe vun deenen zwee virdru genannten Hären.

Dergéint steet d'Wuert vum Minister Jeannot Krecké, deen alles ofstreit. Aner direkt Zeie vun dëser Réunionne gëtt et net. Wéi jo esou oft an engem Fall, wou et ëm Strofdote geet, déi sech noutgedrungen an engem méi diskrete Kontext ofspillen.

Mä et gëtt e Kontext, an deem hätte mer kënne méi genau analyséieren. Et gëtt zum Beispill d'Aussoe vum Vertrieeder vun der ING, dee vun divers Pressions a Choix politiques schwätzt, deenen de Projet um Terrain ausgesat gi wier. Et geet Rieds vun Autorisatiounen, déi net erbäikomm wieren, wéi de Kommodo-Inkommodo oder den Accès op den Terrain.

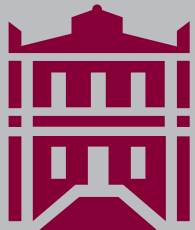
Sinn dës Autorisatiounen an Décisiounen bewosst zrëckgehalen ginn, fir datt dem Promoteur d'Loft sollt ausgoen? De Vertrieeder vun der ING sot op jidde Fall der Press, datt si aus dem Projet erausgeklomme sinn, wéi se gesinn hunn, datt d'Regierung de Projet nach op Jore kéint blockéieren. Genau dat also, woumadder d'Vertrieeder vum Groupe Rollinger offensichtlich gedroht kruten.

Dëst ass nëmmen ee Beispill aus deem Dossier, deem een hätt kënne an enger richteger Enquête nogoen. Wa béid Parteien ënner Eed hätte missen aussoen, wa Schrëftverkéier a Rapportë saisiert gi wieren, wann also d'Enquête sech net nëmmen op fräiwëlleg Aussoe virun der Police judiciaire limitéiert hätt, da wier d'Wourecht vläicht am Endeffekt un d'Licht komm.

Elo stellt sech d'Fro: Hunn déi Här Rollinger a Weyrich recht oder de fréiere Minister Krecké oder läit d'Wourecht iergendwou do der-tëschent? Vlächet gi mer et ni gewuer.

Hei muss ech awer nach eemol zedéifst bedauern, datt d'Majoritéit net wollt mat op de Wee goe vun enger Enquêtékommisioun vun der Chamber, esou wéi se vun der Demokratescher Partei an deene Gréngen zesumme gefuerdert ginn ass hei virun enger Rei vu Wochen. Eng parlamentaresch Enquêtékommisioun hätt nämlech genau déi Rechter do gehat, déi d'Verfassung eiser Justice an dësem präzise Fall virenthalen huet.

Mir hätte kënne virlueden, ënner Eed aussoe loossen, perquisitionnéieren. Da wiere mer der Wourecht vlächet e Stéck méi no komm. Dann hätte mer deene Geschiedegten zu hirem Recht kënne verhëlfen. Dat ass elo net méi méiglech.





Ass de Guy Rollinger hei erpresst ginn oder ass de Jeannot Krecké hei zu Onrecht accuséiert ginn? Déi Fro wäert elo am Raum stoe bleiwen. Dee Geschiedegte wäert net zu sengem Recht kommen, an den Auteur vun enger eventueller Strofdot kéint ongestrooft dovunner. An d'Lëtzebuerger wäerten op dës Fro, déi fir déi ganz Affär Léiweng a Wickreng vu grousser Bedeutung ass, keng Äntwert kréien.

Nach eemol: Déi vun eis gefuerdert Enquêtekommissioun hätt hei méi Liicht an d'Affär kënne bréngen. Elo bleift all Verdacht einfach am Raum stoen.

Ech wëll duerfir nach emol ee leschte Versuch maachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Majoritéit derzou ze bewegen, datt zumindest d'Parlament hei senger Opklärungs-aarbecht kann nokommen. Dat, nodeems déi juristesche Enquête aus verfassungsrechtleche Grënn eis an eng Sakgaass gefouert huet.

Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier eng Resolution déposéieren a mengem eegenen Numm an och am Numm vum Fränz Bausch, vun eisen zwou Fraktiounen, fir datt mer elo zu dësem Zäitpunkt der Enquête weider eng Chance ginn an duerfir eng parlamentaresch Enquêtekommissioun schafen.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'affaire «Wickrange/Livange» où la responsabilité politique demandée toujours à être élucidée et qu'il est du devoir du pouvoir législatif de remplir son rôle de contrôle sur le pouvoir exécutif;

- considérant que la Constitution prévoit dans ses articles 82 et 116, en cas d'infraction commise par un membre du Gouvernement, une procédure d'accusation spéciale à l'encontre du ministre en cause;

- considérant que ces dispositions s'appliquent également pour des membres du Gouvernement dont les fonctions ont pris fin et qui seraient soupçonnés d'avoir commis des infractions pendant le temps de leurs fonctions et dans l'exercice de celles-ci;

- considérant que cette procédure a été introduite d'antan pour protéger le membre du Gouvernement «contre les actions judiciaires de nature à entraver son action gouvernementale»;

- considérant qu'il appartient au Parlement de débattre, de légiférer et d'exercer un contrôle politique du Gouvernement et que dans un État de droit il ne saurait y avoir de confusion entre les rôles respectifs du Parlement et de la Justice;

- constatant que l'article 64 de notre Constitution confère le droit d'enquête à la Chambre des Députés;

- relevant que l'exercice du droit d'enquête est réglé par les articles 178 - 190 du Règlement interne de la Chambre des Députés;

décide

- d'instituer une commission d'enquête ayant pour mission de traiter de toutes les questions qui se posent de manière directe et indirecte dans ce dossier.

(s.) Claude Meisch, François Bausch, Eugène Berger, Fernand Etgen, Viviane Loschetter.

D'Demokratesch Partei wëlt am lëifsten haut keng Décisioun opgrond vun engem onkompletten Dossier huelen. Net wéi anerer, déi sech vun der Sympathie fir deen een oder deen aneren Acteur leede loosson, wëlt mir elo hei net fir oder géint eng Mise en accusation stëmmen. Dëst dierft jo op kee Fall e politesche Vote ginn. Dëst war sécherlech net d'Intentioun vun den Auteurs vun eiser Constitutioun, wéi se dësen Artikel am 18. Jorhonnert (veuillez lire: 19. Jorhonnert) an eist Grondgesetz geschriwwen hunn.

Duerfir kënne mir hei scho guer net fir eng Mise en accusation vum fréiere Minister Jeannot Krecké stëmmen. Mir droen duerfir d'Resolution mat. Net, well mir iwwerzeegt sinn, datt de Jeannot Krecké onschëlleg ass, mä well opgrond vun der Enquête préliminaire - an eng aner Enquête huet et net ginn - net genuch Beweiser virleien, déi e Prozess géife justifiéieren.

Och wann domadder ee juristesche Volet vun der Affär Wickreng/Léiweng op d'mannst virleefeg ofgeschloss ass, esou bleiwen dach nach eng Rei vu Froen am Raum stoen, déi mir musse klären: d'Proximitéit tëschent Politiker, Promoteuren an der Spuerkeess, déi Virwërf vun Avantagen, déi eenzel Politiker solle gehat hunn, wéi jo der och ganz vill an den Zeien aussoen aus der Enquête préliminaire genannt ginn.

An ech wëll dat vläicht kuerz relativéieren, wat mäi Virriedner hei iwwert de Volet vun der Korruptioun gesot huet, well et stëmmt, wat zitéiert ginn ass aus dem Résumé vun der Enquête, mä gläichzäiteg huet de Procureur awer och gesot, datt, wann et Erkenntnisser ginn hätt an dësem Kontext während där Enquête préliminaire, déi a Richtung Korruptioun gedeit hätten, déi selbstverständlech bei eventuell aner lafenden, heiteg lafenden oder zukünfteg lafenden Enquêtë mat agefloss wieren. Do ass vläicht dat lescht Wuert dann haut nach net geschwat.

Dee geneeën Oflaf vun den Evenementer am éischten Hallefjoer 2009 muss eis interesséieren; déi sëllege Widderspréch, an déi sech d'Regierung verstréckt huet; d'Fro, ob d'Chamber hei zu all Moment d'Wourecht gesot kritt huet; a ganz besonnesch d'Fro: Firwat huet de Projet Wickreng der Regierung absolut net an de Krom gepasst, a fir de Projet Léiweng, datt do all Stee soll kënnen aus dem Wee geraumt ginn?

An och an deenen nächste Méint a vläicht Jore wäert dës Affär eis beschäftegen, eleng duerch déi sëllege Plainten, déi gemaach goufen, duerch eventuell Gerichtsprozesser, déi wäerten nozéien. Vläch och, well de Stat riskéiert, Schuedenersatz mussen ze bezuelen.

D'Chamber wäert haut op jidde Fall net fir d'leschte Kéier iwwert d'Affär Wickreng/Léiweng debattéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch e Brëif vum 9. Juli vun dësem Joer huet de Procureur général der Chamber d'Resultater vun enger Enquête préliminaire matgedeelt ronderëm d'Virwërf vu Korruptioun an Erpressung respektiv Versuch vun deenen zwou Infractionen, wou eventuell fréier an heiteg Regierungsmembere mat implizéiert wäeren, an dat am Kader vum sougenannten Dossier Wickreng/Léiweng.

Ausléiser vun där Enquête préliminaire waren haaptsächlech illegal Tounopnahmen, déi an der Press publizéiert gi sinn, an déi matgeschnidden Aussoen, déi den Här Guy Rollinger gemaach huet. An där doter Affär huet jo och den Här Rollinger entre-temps Plainte beim Parquet hannerluecht. Der Chamber fällt elo d'Missioun zou, iwwert déi weider Schrëtt an dësem stroferechtliche Volet vum Dossier ze déci déieren.

Et ass eng politesch Décisioun vun engem politeschen Organ. Ech wënsche mer awer, dass et soll keng parteipolitesch Décisioun ginn. Haut sollt eent fir eis all heibanne gëllen: D'Fakte sollen zielen, d'Ofweie vun eenzelne Considérations, déi ee muss bei esou enger Fro berücksichtegen.

Dat Ganz geschitt no den Artikelen 82 an 116 vun eiser Verfassung, déi zënter 1868 - et ass en Text, deen zënter eiser leschter Verfassung net geännert huet - virgesinn, dass Stroprozess géint Regierungsmemberen nëmme kënnen iwwer eng Mise en accusation duerch d'Chamber geschéien.

Ech sinn e bëssen erstaunt och doriwwer, dass eenzel Deputéierten, net déi mannsten, erstaunt waren iwwert déi Aart a Weis do virzegoen, well, wéi gesot, zënter 150 Joer bal deen doten Text feste Bestanddeel vun eise Verfassungssystem ass.

Mir hunn eis och zënter Jore schonn an den zoustännegen Gremien hei an der Chamber, notament der Verfassungskommissioun, mat där dote Fro ofginn, an am Joer 2009 hu mer bei der Gesamtrevisioun vun der Verfassung, déi mer virgeschloen hunn, och eng nei Formulatioun vun deenen dote Bestëmmunge virgluecht, well mer der Meinung waren, dass se net méi zäitgeméis sinn, dass d'Regele fir d'Ministeren, och wat hire penale Volet ueget, musse méi no un den Droit commun erugefouert ginn, an dass ee wa méiglech engem politeschen Organ wéi der Chamber net sollt quasi gerichtlich Aufgaben zoudroen, wéi dat eigentlech duerch eis Verfassung an deem doten Text geschitt.

Mir hu leider iwwert déi Jorzéngte keen Ausféierungsgesetz kritt vun den Artikelen vun der Verfassung, an esou musse mer eigentlech op där Rechtsgrondlag vun der Constitutioun eleng hei eis Décisiounen huelen.

Ech sinn awer gudder Hoffnung, och opgrond vun deem, wat d'Regierung ugekënnegt huet, wat de Code de déontologie, och d'Regierungsmemberen, ueget, dass mer no an iwwert d'Verfassungsreform an iwwer aner Initiative vun der Regierung eng Aart Ministergesetz kréien, dann och vläch e bëssen opge-

stéckelt, wou all déi wesentlech Froen, déi mat der Responsabilitéit vun de Regierungsmemberen zesummenhängen, och kloer gekläert ginn.

D'Chamber iwwerhëlt an deem Kader hei haut de Mëtteg d'Roll vum Parquet, décidéiert also, ob e penalen Dossier soll virun en anert Gericht renvoyéiert ginn, an zwar an dësem Fall eist iewescht Gericht hei zu Lëtzebuerg, dat an Assemblée générale esou Froen ze tranchéiere kritt. Sou wëllt et de Verfassungstext vun 1868, a vun där doter Obligatioun ka sech och keen an der Chamber hei entbanne loosson.

D'Chamber hält dës Décisioun no deene Kritären, wéi de Parquet se och ze huelen hätt, anescht kann et net sinn. A beim Parquet hei zu Lëtzebuerg gëllt de Prinzip an esou Froen, ob poursuiviéiert gëtt oder och net, vun der Opportunité des poursuites. De Parquet huet an all Fall - an all Fall! -, an e mécht dat och, ze kucken, ob eng Rei vu Virbedéngungen erfüllt sinn, fir e Renvoi ze maachen un e Strofgerecht. An näischt anescht eigentlech ass dat, wat d'Chamber och hei ze maachen huet, net méi an net manner!

Ech wëll lech soen, dass opgrond vun där Regel vun der Opportunité des poursuites hei zu Lëtzebuerg am Joer vun de Parquete vu Lëtzebuerg a vun Dikrech eng 1.500 Affäre klasséiert ginn, Contraventionne gréisstendeels, mä och Delikter. Affären, wou de Parquet décidéiert opgrond vun der Situatioun vum Dossier, fir keng Poursuite judiciaire anzeleeden.

Wat sinn déi Considérations, déi de Parquet an der Regel kuckt an déi mir sollen och als Chamber an deem heite konkrete Fall kucken? Et ass virun allem déi, ob genuch Indizien, och genuch Elementer do sinn, fir dass et kann zu enger strofrechtlicher Verurteilung kommen. Dat ass e wichtige Kritär, deen ze kucken ass.

Da gëtt natierlech gekuckt: Wéi ass d'Situatioun vum vermeintlechen Affer vun där Infraction? Huet dat Affer Plainte gefouert? Huet et en direkte Schued ugin, deen et erlidden hätt duerch déi Infraction? Wa jo, ass dee Schued beglach ginn entre-temps?

Da gëtt natierlech och gekuckt: Wéi ass d'Situatioun? Wéi sinn d'Antécédents? Wéi ass d'Verhale vun deemjéinegen, dee verdächtig gëtt? Wéi wäit ass d'öffentlech Uerdnung gestéiert ginn duerch dee Virfall? A virun allem awer och - an ech mengen, dat sollt mir an deem spezifische Fall och hei considéieren -, wéi ass et mat der Verhältnisméissegkeet vun deem Opwand vun engem Stroprozess par rapport zu der Gravitéit vun der Infraction an zu deem Schued, deen entstanen ass?

Als Deputéierte si mer also gehalen, opgrond vun deenen dote Considérations, déi och déi sinn, déi de Parquet bei enger normaler Affär ze kucken huet, eis eng Meinung ze bilden an dann och eng Décisioun ze huelen.

D'Fro ass also déi: Ass dat, wat hei aus deem Dossier ervirgeet, esou grave, ass de Schued esou gross an ass d'Beweislag esou kloer, dass fir d'Éischt eigentlech an der Geschicht hei zu Lëtzebuerg engem Regierungsmember, eventuell hei engem Exregierungsmember, op Demande vun der Chamber e Stroprozess gemaach gëtt virun eise ieweschte Gericht an Assemblée générale?

Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass d'Viraussetzunge vun esou enger Mise en accusation vum Jeannot Krecké weinst Extorsion oder Tentative d'extorsion net gi sinn. Dat ass och d'Meenung vun alle sozialisteschen Deputéierten.

Dëse Renvoi geschitt also aus Iwwerleeungen, déi foussen op enger Analys vun deem heiten Dossier, esou wéi e virläit, an der Analys virun allem vun där Enquête préliminaire, déi de Parquet gemaach huet.

Dobausse gëtt ganz liicht - an et ass och heibannen zum Deel geschitt - zesummegefaast: „Do steet Ausso géint Ausso.“ Ech mengen awer, dass et e bësse méi reng ass, déi Analys, déi och muss hei vun der Chamber gemaach ginn. Sécherlech steet hei Ausso géint Ausso. Et muss een natierlech awer och kucken: Wat ass d'Glafwierdegkeet vun deenen eenzelnen Aussoen? A wéi wäit ginn eenzel Aussoe bestärkt, confirméiert, mä glafwierdeg gemaach duerch aner Elementer aus dem Dossier?

An och dat - mengen ech - ass gekuckt gi vum Parquet a senger Enquête. E kéint zwar op deem dote Punkt jo och zur Ausso, dass et keng aner Elementer gëtt, déi déi Accusatioun do ofëfen zousätzlech bestärken.

Et muss een och kucken, wéi wäit dass sech eenzel Leit oder net a Widderspréch verweckele bei hiren Aussoen, wann et ëm Datumer geet; wann et ëm Inhalter geet vu Konversationsen, déi stattfonnt hunn, vu Verhandlungen, déi stattfonnt hunn; wann et ëm d'Zesummesetzung geet vun den Diskussionsronnen.

Do wimmelt et eigentlech nëmmen esou vu Widderspréch vun eenzelne Leit, déi zu de vermeintlechen Affer vun enger Extorsions-tentative géife gehéieren, Ongereimtheeten an deem heiten Dossier. Et schéngt mer, wéi wann Eenzelner eng erstaunlech Tendenz hätten, fir Gespréicher, déi se mat anere Persounen hunn, ëmmer erëm anescht anzeschätzen. Och Gespréicher, déi se zum Beispill mam Här Helmingen haten, oder mam Premier, dem Jean-Claude Juncker haten. Déi kréien an hiren Aen op eemol eng aner Connotatioun, wéi den Här Helmingen oder den Här Juncker selwer déi Gespréicher do erëmginn hunn.

Ech wëll och hei soen, dass, wéi se och d'Fro gestallt kritt hunn, weder den Här Rollinger nach den Här Weyrich gesot hunn, eigentlech: „Jo, mir sinn erpresst ginn.“ Si hu jo och ni Plainte weinst där doter Fro gemaach, an duerfir géif ech mengen, dass sech och d'Fro, déi den Här Meisch hei opgeworf huet, dass d'Chamber d'Missioun hei hätt, de Geschiedegten zu hirem Recht ze verhëllefen, dass déi guer net ginn ass, well déi sougenannten „Geschiedegten“ soe selwer net, si wieren am stroferechtliche Sënn hei erpresst ginn, a si soen och selwer net, si hätten doduerjer e Schued erlidden.

Also kann et och net d'Aufgab si vun der Chamber, fir an hirem Numm eppes ze maachen, eng Missioun ze kréien, déi se eigentlech selwer kengem wëilten zoukomme loosson.

D'Thees vum Jeannot Krecké gëtt awer gestäipt duerch eng ganz Rëtsch vun Aussoen, déi an deem heiten Dossier dra sinn, vun all deenen Interlocuteurs, déi bei Sitzungen derbäi waren, déi alleguerte soen, et ass verhandelt ginn, et ass haart verhandelt ginn, mä ni sinn d'Grenze vun der Legalitéit iwwerschratt ginn. Dat soen net nëmmen d'Fonctionnaires, déi derbäi waren, dat soen aner Geschäftsleit, déi derbäi waren, dat soen och Leit, déi u sech och mat am Dossier dra waren, wéi de Responsable vun der ING Real Estate, déi ganz kloer soen, ni sinn d'Grenze vun der Legalitéit iwwerschratt gi bei deenen doten Diskussionsen.

Dass zu Verhandlungen och an engem gewësse Mooss eng gewësse Pressioun gehéiert, an dass deejéinegen, de Verhandlungspartner, och emol eenzel Saachen als Pressioun emfënnt, dat schéngt awer näischt Aussergewöhnlech ze sinn a Verhandlungen, déi ee féiert.

Ech mengen, jiddwereen, dee scho Verhandlung gefouert huet, weess, dass dat eigentlech, zumools wann et awer méi haart hiergeet, och sécherlech zu engem normalen Oflaf vu Verhandlung gehéiert, mä nach muss een dat subjektivt Erfannen trenne vun den objektive Faiten, déi wierklech hei um Dësch leien.

All dat, mengen ech, géif ech bieten, hei ze berücksichtegen an deem Ganzen, an zumools och dat Verhalen, wat den Här Rollinger och duerno nach par rapport zum Minister Krecké hat, wou hien e selwer nach gebieden huet, fir e Rendez-vous beim Premier ze arrangéieren, wat hien och direkt gemaach huet. Also do war, also no där sougenannter Erpressung war nach e Vertrauensverhältnis do, wat et duerch aus méiglech gemaach huet, duerno nach normal mateneen ze schaffen a souguer sech un den Här Krecké ze wenden, fir eng Hëllefstellung ze kréien am weidere Verlaf vun deem doten Dossier.

Dat alles sinn awer Elementer, objektiv Elementer an deem doten Dossier, déi d'Thees vum Jeannot Krecké hei ganz kloer stäipen, soudass ech, nach eng Kéier, mengen, dass mer et hei net nëmme mat Ausso géint Ausso ze dinn hunn, mä dass wierklech hei een e méi staarkt Gewicht leet op déi Thees, déi de Jeannot Krecké hei virgedroen huet.

Entscheidung an deem Ganze sinn also - an dat ass scho gesot ginn - d'Konklusiounen, déi de Parquet a senger Enquête geholl huet, déi jo och schréfftlech virläit. Entscheidung sinn natierlech awer och déi Aussoen, déi de Procureur général gemaach huet géint iwwer der Conférence des Présidents, wou e kloer ze verstoe ginn huet, dass, wann de Parquet mat engem ähnleche Fall befaast gi wär, en dee Fall da klasséiert hätt. A genau dat dote soll d'Chamber och elo mat deem doten Dossier maachen.

Domadder gëtt en Exminister net privilegiéiert behandelt, mä e gëtt d'selwecht behandelt wéi en Normalstierflechen. Och dat, mengen ech, ass wichteg, dass een dee Message do dobause gëtt.

E positiven Nieweneffet, mengen ech, vun esou enger Décisioun ass och, dass Lëtzebuerg net riskéiert, am Nofeld veruerteelt ze ginn, wéi dat der Belsch geschitt ass, weinst Violatioun vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun. D'Belsch ass nämlech am Joer 2000...

► **M. le Président.** - Här Bodry, erlaabt Dir, datt den Här Bettel lech eng Fro stellt?



► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Selbstverständlich!

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Ech hu just awer eng Fro un de Maître Bodry. Et gëtt jo awer d'Méiglechkeet fir eng Citation directe bei enger normaler Persoun, wann esou Faitë sinn. Bei engem Minister ass dat jo awer net de Fall. Dir sot, e géif behandelt gi wéi all normale Justiciable.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Mä ass dann iergendeng Demande do, fir eng Citation directe ze maachen?

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här Bodry, ech stellen lech d'Fro.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech stelle fest, déi vermeintlech...

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Maître Bodry, geet dat?

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Déi vermeintlech Geschiedegt hunn emol keng normal Plainte gefouert. Si hunn emol keng normal Plainte gefouert, si hunn emol keng Plainte mat Constitution de partie civile gemaach! Soudass sech d'Fro vun enger Citation directe, mengen ech, guer net stellt. An dat huet... duerfir, mengen ech, musse mer d'Texter änneren. Nach sinn d'Texter do, wat se sinn. An och do, mengen ech, sinn d'Prozeduren am Ausland ganz kloer.

Wann ee wëllt eng Citation directe maachen, da muss dat, soulaang mer d'Texter net geännert hunn, hei duerch d'Chamber goen an d'Chamber muss decidéieren, ob se d'accord ass, dass e Minister direkt zitëiert gëtt virun e Strofgericht. Dat schéngt mer ganz normal ze sinn. Dat ass d'Interpretation - Här Bettel, Dir kënnt lech do e bësse schlaumaachen an der Doctrine -, dat ass d'Interpretation, déi och am Ausland, a Frankräich an an der Belsch gi ginn ass an deenen dote Fäll. Dat stellt also guer kee Problem duer. Och esou Leit sinn net ouni Méiglechkeeten. Nach muss, well et sech ëm e Minister handelt, déi Demande iwwert d'Chamber transitëieren, déi sech dann hir Meinung dozou mécht.

Wichtig schéngt et mer ze sinn, dass mer an deem heite Fall also esou handeln, wéi dat aus der Resolution ervirgeet. Dat bréngt eis dozou, soen ech nach eng Kéier, dass net dat selwecht mat eis geschitt, wat mat der Belsch geschitt ass am Joer 2000, wou d'Belsch verurteilt ginn ass vum Europäesche Gerichtshaff, well se... Deemools hate se hoergenee déiselwecht Rechtslag wéi mir momentan nach ëmmer zu Lëtzebuerg hunn, nëmmen e Verfassungstext, a wou d'Cour de cassation - an der Belsch war et déi, déi befaasst ginn ass - huet missen eng Procédure ad hoc definéieren, ouni dass et kloer war, wéi déi Prozedur wär, wéi d'Instruktion sollt weiderlafen, wéi dee Prozess sollt weiderlafen. Do gëtt et keng Texter, déi dat dote regelen.

An dunn ass gesot ginn, vu Stroosbuerg ass do ganz kloer gesot ginn, dass dat hei géint d'Regele vun engem Procès équitable géif verstoussen, well d'Défense eigentlech net weess, wat d'Prozedur ass, déi an engem Prozess ugewannt gëtt an domadder net mat deene selwechte Waffe ka kämpfen, wéi dat de Fall ass fir de Parquet. An duerfir huet och d'Belsch doropshin natierlech hir Texter geännert.

Et ass also eng gewëssen Urgence do, fir ze handeln, dass mer déi Fro vun der Responsabilitéit vun de Ministere besser geregelt kréien a méi no op den Droit commun kommen. Déi Ausnahmebestëmmunge musse wierklech op e strikte Minimum reduzéiert ginn!

An ech géif och derfir plädéieren - dat ass eng al Thees, déi ech hunn -, dass mer awer och d'Fro vun der Responsabilitéit vum Statschef, dass mer déi och nach eng Kéier frësch kucken. De Grand-Duc ass hei zu Lëtzebuerg inviolable. Dat heescht, hie kann net nëmme stroferechtlech net befaasst ginn, mä e kann och zivilrechtlech net ugesicht ginn. An dat ass awer, géif ech mengen, am 21. Jorhonnert och eng Situation, déi schwéierlech nach bäizebehalen ass.

► **M. le Président**.- Här Bodry, Dir misst esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech kommen zum Schluss, Här President, ech sinn um Enn ukomm vu mengen Ausféierungen.

Ech wëll just nach an Erënnerung ruffen, dass ech mer eigentlech och nach ëmmer déiselwecht Froe stelle wéi déi, déi ech mer scho virun e puer Méint hei gestallt hu bei enger Virdebatt, déi mer hei haten, dat ass: Wien zitt d'Ficellen hannert deem Ganzen?

Wann ee weess, dass hei u sech Tounopnahmen, ouni d'Wësse vun deene Leit, déi schwätzen, opgehooll gi sinn a weider zirkuléieren; wann ee weess - dat huet och déi Enquête hei erginn -, dass eigentlech net definitiv

Dokumenten hei zirkuléiert sinn, mä esou Virdokumenten an deem Dossier hei zirkuléiert sinn; do stellt sech fir mech d'Fro: Wien zitt d'Ficellen hannert deem Ganzen? An ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, och hei Schluss ze maachen.

Wat elo d'Fro vun enger Enquêtekommission ugeet, do géif ech soen, dat schéngt mer awer elo aller Logistik ze entbehren. Et kann een net op där enger Säit soen hei, eng Resolution mat ënnerschreiwene, wou ee seet: Fir eis ass den Dossier zou, et sinn net genuch Elementer do, fir fir déi Affär e Renvoi ze schwätzen, a gläichzäitig ze soen: Elo fänke mer awer erëm un ze enquêtéieren. Dat ass fir mech onlogesch! An duerfir wäert och eis Fraktioun esou ee Schratt net matgoen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här François Bausch.

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun e puer Woche bei menger Ried hei iwwert d'Affär Wickreng/Léiweng, do hunn ech bis zu 80% vu menger Riedezeit benotzt, fir iwwert déi politesch Problemer an d'Konsequenzen a Konklusionen am Zesammenhang mat der Affär ze diskutéieren. Et ass mer och drëms gaang, fir eng kloer Trennung ze kréien tëscht de politesche Responsabilitéiten an eventuelle penale Faiteen, déi sech nach kéinten aus där ganzer Affär erginn.

Net alles, wat an deem Dossier ganz sécher zu politesche Konklusionen respektiv zu politischem voire legislativem Handele féiere muss, huet och penal Konsequenzen. Mä leider gëtt et och Elementer an deem Dossier, déi kéinten drop schlësse loosene, dass et penal Elementer gëtt. Fir déi ze klären a fir Recht ze suergen, duerfir ass net d'Parlament eiser Meinung no do, mä duerfir gëtt et an engem Rechtsstat gerichtlich Instanzen. Ee Parlament, ee politesche Corps, wou aus gudden, richtege Grënn politesch Considérationen am Vierdergrond stinn, ass net neutral an duerfir och iwwerhaupt net géeeent, fir an engem penalen Dossier unzekloen.

An ech muss och dem Här Bodry soen, wann hie seet, dass mer dee Rôle noutgedronge missten anhuelen, an dass hie géif hoffen, dass parteipolitesch Elementer net géife matspillen, esou, mengen ech, weess hien och vill ze vill gutt, dass dat ganz, ganz schwierig ass, an engem politesche Corps wéi der Chamber parteipolitesch Elementer an Iwwerleungen erauszeloossen. An ech huelen him och net of, dass hien hei am Numm vu senger Fraktioun keng parteipolitesch Elementer mat dran huet.

Hei geet et also, eiser Meinung no, drëms, bei där Operation hei, déi mer da géife maachen, wa mir géifen ukloen - mir géife jo ukloen, mir géifen net verlaangen, dass Complémentë sollen analyséiert ginn -, da misst ee sech d'Fro stellen, ob vill Gescheites do kann erauskommen, well et e Fait ass, dass mer e politesche Corps sinn.

An ech fannen och, dass zu Recht de Jurist Marc Thewes a senger zwousäiteger Analys am „Wort“ och geschrivwen huet, dass en d'Fro opgeworf huet an dass en der Meinung ass, dass eng Mise en accusation vun engem Parlament de Gang virun den Europäesche Mënscherechtsgerichtshaff géif net justifiéieren. Mir mengen dat och.

Mir hunn et haut an eiser Debatt an an de Konklusionen, déi mer ze zéien hunn, a priori - domadder si mer jo elo haut befaasst ginn - net mat politesche Konklusionen iwwert déi ganz Wickreng/Léiweng-Geschicht ze dinn, mir hunn och net doriwwer ze statuéieren, mä ausschliesslech iwwert d'Mise en accusation vun engem Minister am Fall hei vun Erpressung.

D'Parlament soll deemno laut enger Gesetzgebung aus dem 19. Jorhonnert, wou mer nach e Ständestat hate mat Notabelen, am 21. Jorhonnert Staatsanwalt spillen. Datt dëst engem moderne Rechtsstat, dee Wäert op Gewaltentrennung leet, net wierdeg ass, brauch ech jo hoffentlech heibanne kengem ze erklären. Aus dësem Grond wëllen a wäerte mir eis och schwéier hidden, fir Interpretationen iwwert den Dossier an deem Kontext vun der Erpressung ze maachen. Mir wëllen eigentlech weder haut accuséieren awer och kee wäisswäschen, wéilt ech derbäisoen.

Mir wëllen als gréng Fraktioun hei kloermaachen, dass mer hei einfach dat falscht politescht Gremium sinn, fir kënnen an deem Dossier ze tranchéieren, wëssend jo eben och, dass dat, wat mer am Dossier a wat mer hei um Dësch leien hunn, just eng Enquête préliminaire ass an net eng Enquête, wéi den Här Meisch et och beschriwwen huet, virun engem Untersuchungsrichter, deen d'Heft an der Hand huet, wou een aner Méiglechkeeten huet, fir nach weider ze enquêtéieren, wéi dat, wat hei gemaach ginn ass.

Mir baséieren also donc eis hei net nëmmen op Fakten, mä mir baséieren eis och op Saachen, déi mer net wëssen, net kënnen wëssen, well se net uerdentlech ausenanergeluecht gi sinn an net uerdentlech gekuckt gi sinn, well se net uerdentlech konnte gekuckt ginn.

Mir bedauern et natierlech, dass mer eréischt elo am Kader vun der grousser Verfassungsreform, déi amgaangen ass, et fäerdegbréngen, eng modern Verfassung mat deene wierdegen Artikelen, mat deenen heitegen Artikelen esou ëmzënnern, dass se wierdeg sinn enger Demokratie am 21. Jorhonnert.

Dat ass awer éischter, soen ech, dat hei, och als Reproche un eis selwer, well mer net éischter vläicht Drock gemaach hunn, fir déi do Artikelen éischter ze änneren. D'autant plus, wou mer jo schonn 1999 an enger Situation waren, wou déi Artikelen hu misse spillen. Mä de Fait ass awer, dass mer et mat enger antiquéierten, mat antiquéierte Verfassungsartikelen konfrontéiert sinn, an dat mécht déi ganz Geschichte net méi einfach. Virun allem mécht et se och fir de Public net méi einfach novollzéibar.

An ech wëll och soen, dass, wann een hei aus verschidde Konklusionen vum Parquet zitëiert - wéi gesot, ech wëll dat net maachen an ech wëll och keng Interpretationen maachen -, dann hätt ee se och vläicht sollen all zitëieren, well de Parquet huet eis an der Kommission, bei der Conférence des Présidents eng ganz nuancéiert Haltung virgeluecht, wou en zwar effektiv richtegerweis gesot huet - dat ass awer dann d'Meenung vum Här Procureur a sengem Numm -, dass hien der Meinung wier, an deem heite Fall, wou et Ausso géint Ausso stéing, éischter géif derfir tendéieren, fir keng Pursuiten ze maachen, awer och ganz vill Nuancen drabuecht huet, wat dat éischtes bedeit, an dass dat net esou evident ass. An et muss een och derbäisoen, dass ass eng Interpretation vum Här Bieber.

Wa mer emol géifen an d'Geschicht nokucke goe vu Prozesser, déi et gi sinn, a vun ähnlech gelagerte Fäll, da wäerte mer wahrscheinlech der gradesou vill fannen, wou poursuiviéiert ginn ass, wéi déi, wou net poursuiviéiert ginn ass. Fir doraus eraus donc Konklusionen ze zéien, déi an d'Richtung gi fir gewëssermooose Persilshäiner ze erstellen, dat maache mir net, dat wëlle mir net maachen. Mir mengen, dass dat eis och souwiesou net zousteet.

Ech wëll och duerfir genausou däitlech soen, dass mir bei eiser Meinung bleiwen, dass déi ganz Affär Wickreng/Léiweng politesch muss weider opgeschafft ginn. Well vill Froe bleiwen opstoen, vill Froe sinn nach ëmmer net gekläert. Et sinn der och nach all Dag neier an der Diskussion, wou och natierlech Répliquen an Äntwerten drop kommen, mä am Detail doriwwer, mengen ech, kann dat net einfach esou zefriddestellend sinn, dass déi eng Säit eppes gesot gëtt, déi aner Säit eppes geäntwert gëtt an domadder huet et sech, ouns dass eventuell zum Beispill och Beweiser virgeluecht ginn.

An eng ganz Rei politesch Konklusionen, déi mussen och, eiser Meinung no, nach gezu ginn, respektiv mussen a Form, eiser Meinung no, och vun neie Gesetzter legislativ bearbecht ginn. Ech denken do viun allem un déi rout Linnen, déi musse festgeluecht ginn tëscht Promoteuren a Politik, rout Linnen, déi da vun der Politik net méi dierfen ouni Risiko op Sanktionen iwwerschratt ginn. Duerfir brauche mer, eiser Meinung no, schnell e verbindleche Code de déontologie fir Ministeren, Parlamentarier an och fir héich Statsbeamten.

An ech denken dann natierlech och un e Gesetz iwwert den Droit à l'information, wat mer endlech musse kréien, ee Gesetz, dat eis géif déi néideg Transparenz an der Öffentlechkeet bei administrativem a politischem Behandelegen, dat derfir géif suergen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass et haut fir d'Lescht war, dass mer eis hu missen eng Kap opdoen, déi eigentlech net zu eis passt, an ech schwätzen natierlech do virun allem iwwert d'Fro, ob mir eng Mise en accusation maachen oder net. Ech hoffen, dass mer duerfir endlech eng modern Verfassung kréien an dass mer eis kënnen deenen Handlungsfäll widmen, fir déi mer gewielt gi sinn. Deene politeschen, dat heescht zum Beispill Gesetzter ze maachen am Intérêt général, mä awer och deenejéinegen, déi am Intérêt si firwat mer gewielt sinn, nämlech déi vum Contrôle vun der Exekutiv.

An zum Contrôle vun der Exekutiv gehéieren nämlech nun emol och e ganze Koup Froen, déi an deene leschte Wochen a Méint opgeworf gi sinn an déi och nach weider wäerten opgeworf ginn a wou der nach ganz vill net beäntwert gi sinn.

A wann den Här Bodry seet, sech hei d'Fro stellt, a vläicht zu Recht, wien zitt hei d'Ficellen, a sech freet, seet, dorobber kréie mer vläicht

och ni eng Äntwert, da kann ech en nëmmen encouragéieren, d'Enquêtekommission mat ze stëmmen, déi mer verlaangen, déi mer d'lescht Kéier verlaangt hunn, déi mer och dës Kéier nach eng Kéier wäerte verlaangen, well et ass déi, déi eis d'Méiglechkeete géif ginn, fir dass mer anescht kéinten un den Dossier erugeen, dass mer méi Méiglechkeete krite, fir als Parlament uerdentlech un deem Dossier ze schaffen.

Dat géif dann, zum Beispill, och net zu esou peinleche Situationen féieren, dass en héije Statsfonctionnaire, deen zwar eng Fonctioun huet als Direkter vun enger Bank, emol an enger éischter Phas einfach ka refuséieren, bei d'Parlament ze kommen, an dass muss bal de Minister en heihinnerzitëieren, fir dass en iwwerhaupt kënnt. Da kéint kee sech weigere, bei eis ze kommen, fir Froen ze beäntweren. Dann hätte mer méi Méiglechkeeten, wéi gesot, fir ze enquêtéieren.

An da géife mer och sécherlech dozou bäidroen, dass dee ganzen Oflaf an dee ganze Werdegang vun der Affär Wickreng/Léiweng am Detail kéint auserneegeluecht ginn an e Rapport herno dovunner gemaach ginn, en Ofschlossrapport. An dat géif och zu der Kreditabilitéit sécher bäidroen vun der Politik a vum Parlament.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR).- Merci, Här President. Ech wëllt uganks direkt soen, dass et falsch ass, wann d'Politik sech a stroferechtlech Prozesser amësche muss, well ons Verfassung dat virgesäit. Dat gehéiert bei d'Justiz. Duerfir ass d'ADR och d'accord, fir am Kader vun der geplangter Verfassungsreform iwwer eng Modifikatioun vun onser Verfassung nozedanken, déi ons aus der jëtzege Situation eraushëlt.

Mä fir den Abléck gëllt den Text vun onser Verfassung an dee muss applizéiert ginn. Duerfir dierf d'Chamber net higoen an einfach all stroferechtlech Affär géint e Minister klasséieren. Mir géifen dat jo net maachen, wann et ëm en anere Verstooss géint d'Strofgesetz géif goe wéi dat, wat mer haut ze diskutéieren hunn.

Zum Fong: D'ADR war an dëser Affär ëmmer objektiv. Mir hu keen ugeklot, kee beschëllegt. Mir hu just verlaangt, dass d'Wourecht erauskënnt virun der Justiz.

An deene Minuten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll a kann ech net am Detail mat allen Nuancen op dee voluminéise Rapport vun der Police judiciaire, Section répression du grand banditisme agoen, deen ons zur Verfügung gestallt ginn ass. Dem Här Krecké gëtt virgeworf vum Plaignant, der Firma Rollinger, hien hätt als Wirtschaftsminister eng Extorsion, eng Erpressung géint si gemaach. Et geet hei ëm den Artikel 470 vum Code pénal an ob Elementer vun esou enger Strofdot gi sinn.

Et gëtt gesot, hee wier Ausso géint Ausso, an duerfir misst d'Affär klasséiert ginn. Dat ass eng politesch Ausso. Juristes ass d'Ausso falsch. En effet, a ville stroferechtliche Prozesser steet Ausso géint Ausso, zum Beispill bei engem Vol, Viol, wou de Violeur seet, d'Géigepartei wier consentante gewiescht. Mä och jee no Situation bei aneren Delikter a Crimen. Duerfir muss een d'Emstänn an d'Fakte kucken an analyséieren. An dann ass et um Strofgericht, eng Décisioun ze huelen, ob déi Emstänn duerginn oder net.

Wat ass geschitt den 9. März 2009 am Wirtschaftsministère, wou dräi Leit am Büro vum Minister waren, an zwar de Wirtschaftsminister an déi Häre Rollinger a Weyrich? Déi zwee Häre soen, de Wirtschaftsminister hätt hinne gesot, fir se ze iwwerzeegen, de Projet Wickreng opzeginn a sech dem Projet Léiweng ze ralliéieren, Zitater:

„Dir wësst, mir kënnen lech d'Genéck brieden.“

„Dir braucht d'Banken nach.“

„Dir wësst, dass eise Premier och dem Premier an Holland uruffe kann, wann d'ING net alenke wëll.“

„Dir hutt jo och Handwierksleit; Dir wësst, dass Der Aarbecht fir dës braucht...“

„Dir wësst jo, dass Der awer nach Genehmigung braucht, och wann et nëmmen e kleng Kommodo-Inkommodo ass oder soss eng kleng Genehmigung...“



Weider: „Wann de Stat e schlechte Wëlle géif weisen, kéint et ënner Ëmstänn nach zéng Joer daueren, bis Der kéint ufänke mat bauen.“

Den Här Krecké sengersäits seet, dat wieren alles Ligen. An hien deklaréiert a senger Auditioun, Zitat: «Lors des entretiens avec les Sieurs Rollinger et Weyrich, je n'ai fait usage que des arguments dont on disposait afin qu'ils se rallient au projet Livange. Je leur ai évidemment fait savoir qu'ils auraient encore besoin de l'une ou l'autre autorisation sans pour autant les menacer.» Enn vum Zitat.

Op d'Fro, firwat hien net 2009 eng Plainte géint den Här Krecké gemaach huet, seet den Här Rollinger, Zitat: «A l'époque, j'ai consulté Me...» - ech wëll den Numm net soen, mä et ass eng ganz bekannten Affekotenétude, déi spezialiséiert ass am Strofrecht. Weider am Zitat: «...afin de me conseiller sur les démarches à entreprendre. On avait décidé de ne pas engager une procédure judiciaire à ce moment-là.»

Et ass deemools näischt ënnerholl ginn, well jo nach no enger Léisung huet misse gesicht ginn, wann de Projet Wickreng gestoppt géif ginn. Dat gëtt d'Emfeld erëm, an deem négociéiert ginn ass. Ob dat stëmmt, kann ech net soen, well den Affekt ass net vun de Polizeiagente gehéiert ginn, wat hätt missen normalerweis awer geschéien.

Dës Analys ka weidergedriwwen ginn, mä et ass net un der Chamber, net un der Deputéierten, fir dat ze maachen, mä un der Justiz. Duerfir proposéiere mir, datt den Dossier, datt d'Accusatioun un d'Cour supérieure de justice mat der Bemierkung weidergereecht gëtt: «La Chambre des Députés se rapporte à la prudence,...» - dat heescht - «...à la sagesse de la Cour supérieure de justice.» D'Cour supérieure de justice kann dann d'Affär analyséieren, all Leit héieren an en Uerteel huelen. Dat erlaabt der Chamber, der Politik, den Dossier ouni Kommentar un d'Justiz weiderzeginn.

Ech sinn net den Här Krecké, mä ech géif léiwer virun engem Geriicht optrieden a soen: „Acquittéiert mech aus deenen an deene Grënn!“, wéi datt elo d'Affär einfach klasséiert gëtt mat enger politescher Décisioun. Wann d'Chamber elo decidéiert, d'Affär einfach ze klasséieren, da wäerten d'Bierger dobausséieren: „Hei sténken d'Lompen, duerfir muss elo alles begreuen a klasséiert ginn.“ Dat nëtzet weder der Chamber nach dem Här Krecké nach dem Här Rollinger.

D'Majoritéitsparteien huelen hir Responsabilitéit. Mä datt d'DP an déi gréng och domat d'accord sinn, fir d'Affär vun Extorsion einfach ze klasséieren, dat léisst déif blécken. An de leschte Méint hunn d'DP an déi gréng eng Pressekonferenz gehalen, zéng Interviewe ginn an an der Press gesot, et géif hei ëm e Skandal goen, Korruptioun an Erpressung, et j'en passe et des meilleurs. An elo op eng kéier sinn d'DP an déi gréng der Meenung, den Dossier soll klasséiert ginn.

Den Här Meisch huet op senger Pressekonferenz gesot - Zitater -: „An ech wëll hei vun der Geleeënheet profitéieren, eng kéier ganz kloer ze soen, datt déi Leit do, déi eis dat gesot hunn, déi dobäi sinn, déi Zeie vun där Erpressung do sinn, bereet sinn, auszesoen. An et soll keen un hirer Volontéit zweifelen.“ An da seet en och: „Allerdéngs gehéiert dat an eng geuerndet Prozedur.“ A weider - Zitat -: „Et sinn eemoleg Virwërf un d'Adress vun enger Lëtzebuerger Regierung.“ A weider: „Et geet hei ëm déi schwéierst Dysfonctionnement, déi mir zanter Laangem haten an dësem Stat, an et geet ëm penal Faiten; well Tentative de corruption, Corruption, Tentative de chantage a Chantage, dat si penal Faiten an déi gehéieren nun emol poursuivéiert.“

An elo sinn d'DP an déi gréng der Meenung, d'Affär sang- a klanglos ze klasséieren.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir hutt mir net nogelauschtert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Mä ech verstinn den Här Meisch.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir hutt mir net nogelauschtert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Déi Zeien, vun deenen hie geschwat huet: bis elo keen do! D'Piécë fir d'Beweiser: bis elo keng do! Den Här Meisch erkläert a senger Auditioun, hien hätt sech de Porte-parole gemaach - Zitat - „vu Rumeuren“. Mä et sinn awer och e puer Saachen - an dat wëll ech an deem Kontext awer och soen -, déi aus dem Dossier ervirginn a wou Kloerheet muss geschaf ginn an déi mat der Affär Extorsion näischt ze dinn hunn, mä déi awer mussen diskutéiert ginn.

Den Här Meisch seet, datt de Projet immobilier Hunchereng fir d'Éischt e Veto krut, well den Terrain an enger Grünzon wor. Dann hätt den Här Becca den Dossier iwwerholl an den Terrain gouf reklasséiert. Den Här Rollinger a senger drëtter Auditioun seet, datt e Promoteur fir PAP- a PAG-Prozeduren normalerweis sechs bis siwe Joer brauch, fir derduerchzekommen, de Groupe Becca sechs Méint bis e Joer, an datt e puer Promoteuren d'Plans sectoriels fir Wunnengen an d'Industrie elo scho géife kennen a wëssen, datt zum Beispill 550 Hektar Extensioun vu PAGe virgesi sinn an datt se sech do scho kéinten akafen. Hei gehéiert Opklärung.

D'ADR trëtt als Konklusioun derfir an, datt d'Affär un d'Cour supérieure de justice weidergeleet gëtt, fir datt déi a voller Transparenz kann eng Décisioun huelen, a stëmmt duerfir géint déi virleidend Resolutioun, déi als Objet huet, d'Affär Extorsion ze klasséieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet. Ech wëll awer och nach vun onser Säit aus eng Resolutioun erabréngen, déi dat erëmgëtt, wat ech elo just gesot hunn.

Résolution 3

La Chambre des Députés,

- *vu le courrier de Monsieur le Procureur général d'État daté du 9 juillet 2012 transmettant à Monsieur le Président de la Chambre des Députés le dossier de l'enquête initiée par Monsieur le Procureur d'État à Luxembourg dans l'affaire «Wickrange/Livange» contenant le rapport d'enquête préliminaire et les pièces y afférentes;*

- *considérant que la Constitution prévoit dans ses articles 82 et 116, en cas d'une infraction commise par un membre du Gouvernement, une procédure d'accusation spéciale à l'encontre du ministre en cause;*

- *considérant que ces dispositions s'appliquent également pour des membres du Gouvernement dont les fonctions ont pris fin et qui seraient soupçonnés d'avoir commis des infractions pendant le temps de leurs fonctions et dans l'exercice de celles-ci;*

- *considérant qu'il appartient au Parlement de débattre, de légiférer et d'exercer un contrôle politique du Gouvernement et que dans un État de droit il ne saurait y avoir de confusion entre les rôles respectifs du Parlement et de la Justice;*

- *considérant qu'une enquête judiciaire et le cas échéant le jugement de tout citoyen, y compris d'un membre du Gouvernement, doit relever du Pouvoir judiciaire;*

- *considérant que Monsieur Jeannot Krecké doit, dans cette affaire, avoir le droit de se défendre devant la Justice;*

- *saluant les propositions formulées par la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle dans le cadre des travaux de révision portant modification et nouvel ordonnancement de la Constitution relatives à la responsabilité des membres du Gouvernement et tendant à adapter les textes existants aux réalités du XXI^e siècle;*

- *décide de mettre en accusation Monsieur Jeannot Krecké, ancien Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur;*

- *de s'en remettre à la sagesse et à la prudence des Juges de la Cour supérieure de justice quant aux suites à donner à cette mise en accusation.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Virun engem Mount hunn d'CSV an d'LSAP eng Enquêtékommisioun an der Chamber hei ofgelehnt. Gläichzäiteg, deeselwechten Dag, huet d'Regierung eng Enquête préliminaire duerch de Parquet veranlasst. Dat huet de Premier den 13. Juni hei annonciéiert. Déi Enquête ass deeselwechten Dag, wéi mer am Dossier vum Parquet liessen, ugefaange ginn. Si ass a Rekordzäit gemaach ginn. A si léisst effektiv, wéi verschide Riedner hei betount hunn, ganz vill Froen op.

Et kann een dat Ganzt net op déi Behauptung reduzéieren, hei géif Ausso géint Ausso stoen. An deem voluminéisem Dossier, dee mer hunn, si ganz vill Indizien dran - an ech kann aus Zäitgrënn net dorobber agoen -, déi drop hiweisen, dass hei effektiv eng Drohkuliss bestanen huet.

Hei ass net weider recherchéiert ginn. Et ass net genuch am Fong recherchéiert ginn. Aussoe sinn net matenee konfrontéiert ginn. D'Zeie sinn net matenee konfrontéiert ginn. D'Zeien hunn alleguerten - dat muss een awer ganz kloer hei gesinn - net ënner Eed ausgesot.

Dat hei ass en zimlech iwwelt Pingpongspill, muss ee soen, Här President. D'Regierung schéckt de Ball bei de Parquet, obschonnns ee weess, dass an enger Enquête préliminaire alles op fräiwëlleger Basis an ouni Eed geschitt. An

da kënnt de Ball erëm, well de Parquet e Minister net ukloe kann.

D'Chamber, déi virdrun all Moyenë geholl kritt huet, selwer eng politesch Enquête ze maachen, soll elo eng penal Enquête ratifizéieren, déi iwwert de Knéi gebrach ass. Dat Spill, Här President, maache mir net hei mat.

D'Chamber léisst sech dobäi och exklusiv an hirer souwisou schonn exklusiver Presidentekonferenz, wou jo déi Lénk bekanntlech net dra vertratt ass, exklusiv vum Parquet beroden, wat zwar en Organ vun der Justiz ass, deen awer och e gewëssene Lien mat der Regierung huet.

Deen institutionelle Problem, dee sech hei stellt, ass a mengen Aen déi iwwerméisseg Roll, déi d'Regierung hei spillt, souwuel vis-à-vis vun der Justiz iwwert de Parquet wéi vis-à-vis vun der Chamber, andeem se hiert Enquêtérecht, wat e fundamentalt Recht vun enger souveräner Chamber ass, virun engem Mount refuséiert huet.

An ech sinn och net domat d'accord, wann hei gesot gëtt, dass den institutionelle Problem dora géif leien, dass d'Chamber e Minister kéint ukloen. D'Chamber ass souverän a si kontrolléiert am Prinzip d'Regierung. Duerfir huet si jo och hiert Enquêtérecht.

Do, mengen ech, läit déi Resolutioun hei komplett falsch. An et kann ee sech natierlech berechteterweis froen: Wat hätt een anescht kënne maachen? Mä ebe just, well d'Chamber en Enquêtérecht huet, e modernt Enquêtérecht, wat eréischt virun engem Joer moderniséiert ginn ass, hätt se d'Méiglechkeet gehat, hei direkt selwer eng Enquête ze maachen.

Esou eng Kommissioun, wéi mer wëssen, ermëttelt à charge et à décharge. Si ermëttelt kontradiktöresch nom Code d'instruction criminelle esou wéi en Untersuchungsrichter. Si huet domat d'Recht, och Ministeren ënner Eed ze verhéieren a Perquisitiounen a Saisien ze maachen, och an de Regierungsbüroen.

An ech wëll och hei emol eng kéier ganz naiv déi Fro stellen: Hätten déi implizéiert Ministeren net souguer Intérêt drun, vun esou enger Kommissioun wäissgewäsch ze ginn, an net no där heiter entwürdigender Prozedur, virun allem fir d'Parlament entwürdigender Prozedur? D'Virwërf, mengen ech nämlech, wäerten elo bestoe bleiwen, trotz där Resolutioun hei. An ech weess net, ob dat am Intérêt vun deenen implizéierte Leit ass.

Ech wëll domat ofschléissen, andeem ech soen, dass ech mech virun engem Mount hei ganz daitlech géint eng penal Untersuchung ausgeschwat hunn, well ech effektiv der Meenung sinn, dass am Dossier, wéi en dee Moment nach virulouch, keng charakteriséiert Virwërf konnte gemaach ginn, wat den Droit pénal ugeet, an dass et souwisou ëmmer schwéier ass, eng penal Qualifikatioun herno nozeweisen, déi tëschent e puer Leit nëmmen hätt solle geschitt sinn.

Eis geet et ëm vill méi wesentlech Froen: Wou sinn d'Grenzen an d'Konfliktlinien, wann de Stat engersäits als Vertrieder vum allgemengen Interessi, zum Beispill als Gardien vun de Législatiounen iwwert den Ëmweltschutz oder Landesplanung, handele muss, an anerersäits sech awer als exklusive Partner vun eesäitege Privatinteresse behëlt?

Wann den Här Rollinger zum Beispill zum Här Juncker seet, seng Gespräicher mam Här Krecké wiere wéi ënner Geschäftsleit verlaf, da werft dat awer a mengen Aen eng ganz Partie vu Froen op. Am Avis juridique vun der Maître Turk gëtt en Auteur zitéiert, dee seet, dass déi nei Forme vu Kollaboratioun vum Stat mat private Promoteuren, fir Aufgaben ze erfëllen, déi eigentlech öffentlech Aufgabe sinn - wéi e Fussballstadion ze bauen -, noutgedrongerweis zur Opacitéit, dat heescht zur Verdunklung féieren an zur Personaliséierung féieren!

An domat - an dat hat ech scho virun engem Mount hei gesot - hu mer et hei ze dinn. An ech mengen, dat sinn d'Hannergrënn, déi eigentlech Hannergrënn vum Dossier Wickreng/Léiweng, déi nëmme kënnen duerch eng Enquêtékommisioun opgedeckt ginn,...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst och lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech sinn och direkt fäerdeg, Här President.

...well eng Enquêtékommisioun och politesch kann enquêtéieren an net nëmme strikt penal a restriktiv penal kann enquêtéieren. A wa sech dann erausstellt, dass sollt eng Infractioun géint de Code pénal virleien, da kann dat jo nach ëmmer op deem Wee verfollegt ginn, deen dann ebe méiglech ass.

Op jidde Fall, ech huelen hei aus Protest fir déi Aart a Weis, wéi hei d'Parlament violéiert gëtt, net um Vote vun där Majoritéitsresolutioun, wou jo och e gudden Deel vun der Oppositioun derbäi ass, an déi menger Meenung no

an eng falsch Richtung geet, deel, ausser et gëtt mer hei glaubhaft verséichert, dass esou eng Enquêtékommisioun elo direkt wäert agesat ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany.

Wëllt soss nach een d'Wuert ergräifen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Résolutions

Da géif ech proposéieren, datt mer zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutiounen kommen. Mir hunn hei fir d'Éischt eng Resolutioun...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wann ech gelift.

► **M. le Président.**- Jo, den Här Meisch hält d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech wëllt nach eppes zur Resolutioun soen.

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech wëll, Här President, wann Der erlaabt, kuerz nach eng kéier e Wuert zu där Resolutioun soen, déi de François Bausch an ech abruecht hunn, fir der Chamber, virun allem der Majoritéit heibannen, nach eng kéier d'Geleeënheet ze ginn, dann awer der Chamber d'Méiglechkeeten ze ginn, méi wäit ze enquêtéieren, ze goen an duerfir d'Schafung vun enger Enquêtékommisioun hei ze froen.

Den Här Bodry huet virdru gesot, dat géif jo elo net goen, wa mer op där enger Säit hei géifen d'Mise en accusation oflehen an op där anerer Säit eng Enquêtékommisioun wëlle froen.

Éischtens war et net meng Intentioun, datt mer elo hei en Instrument schafen, wat erëm géif interferéiere mat där Procédure judiciaire, wou mer elo eben dra sinn. Do stelle mer einfach fest, datt déi an eng Sakgaass gefouert huet. Mir wëssen awer gläichzäiteg, datt nach eng Hällewull vun anere Froen ze diskutéiere bleiwen.

An zu deene Froen... Här Henckes, ech kann lech berouegen, alles dat, wat Der virdrun hei zitéiert hutt, wat ech an enger Pressekonferenz gesot hunn, wat ech hei virun e puer Woche gesot hunn: Ech géif dat och nach eng kéier soen. Ech hunn dat hei net widderholl, well mer haut eng aner Debatte hei hunn, well et hei ganz prezis ëm de Punkt geet...

(**Interruption**)

...iwwert d'Mise en accusation...

(**Interruption**)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Do hutt Der och alles begreuen. Et ass näischt an Ärem Dossier.

► **M. Claude Meisch (DP).**- ...am Punkt Extorsion a Verdacht op Extorsion. Duerfir mengen ech, datt dat hei an dës Debatte net eragehéiert. Et gëtt awer eng ganz Rei vun anere Punkten - ech hu se virdrun opgeléicht -, déi mer nach mussen diskutéieren, wou mer nach mussen nogoen.

An dat mierke mer jo awer och all Dag, wa mer an där enger oder an där anerer Chamberskommissioun Froen stellen, datt mer hei méi wéi eng kéier op Ausso géint Ausso stoussen, datt mer hei méi wéi eng kéier eng Variant héieren an de Contraire dovunner. A wa mer eis dann net d'Méiglechkeet ginn, weider kënnen enquêtéieren ze goe mat anere Pouvoiren, déi d'Parlament awer huet, da wësse mer och, datt mer herno wahrscheinlech op deemselwechte Punkt wäerte landen, fir déi ganz Affär hei opzedecken, wéi op deem, wéi mer elo um Punkt vun der Extorsion an um Punkt vun där Mise en accusation géint de Jeannot Krecké hei gelant sinn.

An dat, mengen ech, solle mer als Parlament net zouloossen. Mir sollen eis selwer d'Méiglechkeete ginn, fir datt net dobaussen d'Impressioun opkënn, hei géif elo alles zesummen ënnert den Teppesch gekiert ginn. Duerfir solle mer weider enquêtéiere kënnen op deene Punkten, mat anere Méiglechkeeten, wéi mer dat bis ewell gemaach hunn, déi einfach nach am Raum stinn. Ech mengen, datt mer dat de Leit hei am Land schëlleg sinn, Dir Damen an Dir Hären.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. Den Här Spautz, wann ech gelift, an dann...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, ech wollt am Fong fir d'Éischt eng Question préalable stellen, nämlech wat d'Reiefolg vun de Motiounen ugeet, well déi éischt an déi drëtt Motioun kontradiktöresch Aussoen hunn, dass déi éischt Resolutioun misst fir d'Alleréischst gestëmmt ginn, herno dann déi drëtt gegebenefalls superfétatoire ass, dass mer do Prioritéit kréien. Dat elo emol als Fro virewech.



An da kéim ech awer nach eng Kéier op déi aner Resolutioun zrëck.

► **M. le Président.**- Den Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Merci, Här President. Fir d'Éischt dem Här Spautz seng Remarque. Ech wëll drop opmierksam maachen, datt mer den 20. Mee 1999 hei an der Chamber déiselwecht Debatt haten. Deemools am Zesummenhang mam Kolleeg Michel Wolter als Minister géint déi Häre Roemen a Bleser. An et war deemools d'Demokratesch Partei, déi hei zwou Resolutiounen eraginn huet, wou si gefrot hunn: „décide de saisir la Cour supérieure de justice du Grand-Duché de Luxembourg“ an esou weider. Dat heescht, am Fong genau dat, wat haut an eiser Resolutioun steet, huet deemools d'Demokratesch Partei hei era-bruecht.

Ech wëll och soen, datt déi Motiounen oder Resolutiounen deemools vun DP, ADR a gréng gestëmmt goufen. Bei deene Gréngen huet och de Kolleeg François Bausch mat ofgestëmmt, fir datt déi Prozedur sollt ageleet ginn. An duerfir war ech iwwerrascht, wéi den Här Bausch virun e puer Deeg gesot huet, datt hien iwwerrascht wier, datt et an eiser Constitutioun iwwerhaupt esou eng Prozedur géif ginn. Déi Prozedur ass, wéi gesot, 1999 schonn eng Kéier hei an der Chamber duerchexercéiert ginn.

Chamber TV weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt, Ollem a
Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Deemools 1999, Här President, wëll ech dem Här Bausch soen, waren och zwou Resolutiounen: eng derfir an eng dergéint. An 1999 huet d'Chamber fairerweis einfach iwwert déi zwou... Et war just de Vote herno ëmgedréit, mä et ass fairerweis iwwert déi zwou Resolutiounen ofgestëmmt ginn. Duerfir hale mer drop, datt déi zwou Resolutiounen zur Ofstëmmung kommen.

Ech kommen awer dann, Här President, zu der zweeter Resolutioun, déi vun den Häre Bausch a Meisch erabruecht ginn ass, fir eng Commission d'enquête anzusetzen. Virun e puer Wochen, wéi mer heibannen d'Diskussioun haten, hu mir ons och fir déi Commission d'enquête ausgeschwat. Ech wëll awer kloer soen, datt mir haut net méi wäerte fir eng Commission d'enquête stëmmen.

No all deenen Diskussiounen, déi mer an deene leschte Wochen haten, an no dem Dépôt vun enger Resolutioun, wou den Här Bausch an den Här Meisch mat ënnerschriften hunn: „ne pas mettre en accusation Monsieur le Ministre“, dann hannendrun ze kommen an erëm eng Resolutioun ze deponéieren an dann ze soen: „Elo hätte mer awer gären eng Enquêtekommission“, «...une commission d'enquête ayant pour mission de traiter de toutes les questions qui se posent de manière directe et indirecte dans ce dossier».

Dat heescht, haut hat Der hei d'Geleeënheet, Här Meisch an Här Bausch, fir datt de juristesche Volet, de penale Volet op d'Gericht weidergeet an datt en do virun engem Gericht uerdentlech an transparent an neutral decidéiert gi wier, op där enger Säit oder op där anerer Säit. Dat refuséiert Der mat Ärer Resolutioun, déi Der haut mat ënnerschriften hutt. Ech fannen dat e ganz staarkt Stéck!

Ech wëll just de Kollege Bausch a Meisch, fir déi ech ganz vill Appréciatioun hunn,...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, Dir musst och zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- ...Här President, soen: Den Zirkus Roncalli, deen huet de leschte Samschden hei um Glacis seng Zelter ofgerappt.

(*Hilarité*)

► **Une voix.**- E Sonndeg.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Ech géif lech proposéieren: Haalt Dir zwee och elo mat deem Zirkus do op!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Ah, Dir gitt elo engagéiert an deem Zirkus, Här Gibéryen?

(*Hilarité*)

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Ma Dir gitt engagéiert!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Här Gibéryen soen, datt ech keng Gedächtnislück hat oder hu par rapport zu deem, wat ech '99 hei duerch de Knäppche gedréckt hunn. Dat war jo eng Affär, déi deemools net vu menger Fraktioun opgeworf ginn ass, mä datt mer dat effektiv deemools esou gestëmmt hunn.

Mä ech wëll lech soen, mir fällt keng Zack aus der Kroun, fir zéng Joer oder zwielef Joer oder 13 Joer duerno ze soen, datt ech do bäigeliert hunn an datt ech fonnt hunn, datt et deemools net richtig war, dat ze maachen, well ech der Meenung sinn, datt déi juristesche Prozedur, wéi se virgesinn ass, deem net entsprécht, wéi ech mer e Rechtsstat virstellen.

An enger politescher Laufbahn... Dir sidd wahrscheinlech deen Eenzenge heibannen, deen ni e Feeler mécht, huelen ech un. Ech hunn der schonn a menger politescher Laufbahn gemaach. Ech wäert der wahrscheinlech och nach maachen. 1999 war et e Feeler, fir déi Motioun ze stëmmen; dat soen ech hei ganz däitlech. Ech gesinn och do net de Problem, fir dozou ze stoen.

Da wëll ech lech just soen, datt déi Enquêtekommission, an dat ass jo dat - et kann ee jo alles hei honnertmol betounen a widderhuelen... Ech weess, datt dat heiansdo... Et gëtt Leit, déi hunn hei méi déck Stépp a Schmalz an den Oueren, wéi et noutwendeg ass, dofir. Oder si lauschteren och net no.

Ech hunn et scho mindestens honnertmol gesot, datt an där Geschicht hei 80% vun de Saache mat grousser Wahrscheinlechkeet fir mech Saache sinn, déi politesch ze kläre sinn. Wann et haut kee Code de déontologie gëtt a keng rout Linne gëtt, déi zum Beispill festleeën, wéi d'Politik mat Promoteuren ëmzegoen huet, dann ass dat e politesche Problem. Dat ass kee strofrectleche Problem. An dee musse mir hei politesch diskutéieren.

An et gëtt an deem Dossier e ganze Koup - ech kéint lech der hei honnert opzielen - konkret Beispiller, wou et iwwerhaupt kee penaalt Vergehe gëtt, mä wou ech der Meenung sinn, datt duerch gewësse Proximitéite ganz kloer déi rout Linnen, wéi ech mer se op alle Fall virstellen, iwwerschratt gi sinn. An dat wëll ech gären hei politesch diskutéieren.

Dat huet elo guer näischt mat de Gerichter ze dinn. Duerfir brauche mer keng Gerichter. D'Gerichter mussen herno tranchéieren. Wa mir hei legislativ geschafft hunn an e Ministergesetz an e Code de déontologie geschafen hunn an et si Sanktiounen virgesinn, da musse se an Zukunft derno kucken, ob déi Gesetzter, déi mer hei geschafen hunn, agehale gi sinn, an dann derfir suergen an driwwer tranchéieren, fir Sanktiounen auszuschwätzen, wa se net agehale gi sinn.

An duerfir, wéi gesot, wann 80% - wou ech der Meenung sinn - reng politescher Natur sinn, wou et drëms geet, datt mer hei e Rapport wäerte maachen, wou e Rapport d'Richtlinne soll festleeën, wéi dee Code de déontologie oder dat Ministergesetz zum Beispill sollt ausgesinn, dann ass dat heibannen ze diskutéieren a soss néierens aneschtens. An duerfir brauch ech awer déi Enquêtekommission, well ganz vill Elementer kréien ech am Detail nëmmen diskutéiert an enger Enquêtekommission, well déi e ganz aneren, kloeren Opdrag kritt, aner Méiglechkeeten huet, fir ze enquêtéieren, wéi dat normal de Fall ass.

An da bleiwe selbstverständlech vläicht penal Faiten. Do ass iwwerhaupt net dee geréngste Problem! Gitt an Däitschland, am Bundestag gëtt et där Enquêtekommissionen x bei esou Fäll. A wann do en cours de route sech erausstellt...

(*Interruption*)

A wann do en cours de route sech erausstellt, Här Fayot, datt strofrectlech Elementer op den Dësch kommen, ma dann ass dat ganz einfach, da gëtt een déi un de Parquet weider. Et ass net méi komplizéiert wéi dat! Natierlech beschäftegt ee sech net am Detail mat deenen, wann een där bis fënnt, déi gëtt een un de Parquet weider.

Da bleift natierlech selbstverständlech ëmmer nach d'Fro, wann et sech dann ëm e Minister dréit, datt mer konfrontéiert si mat där 19.-Jorhonnert-Prozedur, déi mer hei hunn, déi engem um Mo läit wéi eng Zill an déi eigentlech mengem Rechtsempfinden haut net entsprécht a wou ech mengen, och zu Recht kënnen ze soen, datt am 21. Jorhonnert e Rechtsstat muss aneschtens ausgesinn. Mä dat ass e Fait, mat deem si mer konfrontéiert. An iwwert deen tranchéiere mer haut, iwwer soss guer näischt!

Mä fir de Rescht ass déi Enquêtekommission ee fir alle Mol genausou vill justifiéiert a néideg, fir datt mer zu deene Rapporten an zu deene Konklusiounen kommen, déi mer brauchen an deem Dossier. An ech mengen, duerfir hu mer déi Motioun och nach eng Kéier erabruecht an duerfir hoffe mer, datt mer se ugehall kréien.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Spautz huet d'Wuert.

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Här President, ech hu just wëllen drop opmierksam maachen, mat der Question préalable - ech hunn awer kee Problem mat den Erklärungen vum Här Gibéryen, dass mer dann déi zwou esou stëmmen -, ech wollt just dorop opmierksam maachen, dass am Reglement am 38 dat steet.

Wat mech awer méi opreegt, dat ass d'Resolutioun N 2. An d'Resolutioun N 2 huet mech schonn opgereegt gehat, wéi den Här Meisch se hei déposéiert huet. Mä wann den Här Meisch elo och nach seet, fir hie géif et haut nach ëmmer keng Ursach ginn, iergendeppes aneschtens ze soe wéi de 6. Juni, jo, da muss ech lech soen, da verstinn ech d'Welt net méi!

► **Une voix.**- Dat ass Äre Problem!

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Well an deem Rapport, deen de Procureur général eraginn huet an der Chamber, deen lech alleguer, wéi mer hei sëtzen, zougängelech war, do steet an där Enquête préliminaire, dass, wat den Här Meisch an den Här Bausch ugeet, weder den Här Meisch nach den Här Bausch jee eng Kéier derbäi waren, wann den Här Rollinger mam Här Weyrich bei der Regierung war. Do steet dran...

(*Interruptions diverses*)

► **Une voix.**- Da bleift dach seriö, Här Spautz!

(*Interruptions diverses*)

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Wat hätte mer dann do gemaach?

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Ee Moment, ee Moment! Do steet och dran, do steet och dran...

► **M. Fernand Etgen** (*DP*).- Elo si mer awer am Roncalli-Zirkus!

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Do steet och dran... Oh, Här Etgen, do wäert Dir bestëmmt déi beschte Nummer als Clown, dat ass sécher!

(*Hilarité*)

► **Une voix.**- Déi Plaz ass besat momentan.

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- An da wollt ech soen, an dat muss ee sech op der Zong zergoe loosse...

► **Une voix.**- Da loosst et emol!

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- Do ass an deem Rapport dran, dass weder den Här Bausch nach den Här Meisch jee eng Kéier vum Här Rollinger an deem Dossier kontaktéiert gi sinn an dass si just opgrond vum Héieresoen a wat aner Leit hinne gezielt hunn déi Accusatiounen géint e fréiere Regierungsmember a géint de Statsminister a géint den Innenminister, pardon, den Aménagement-du-Territoires-Minister gemaach hunn! An dat steet am Dossier, Här Bausch.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här Spautz, liest emol den Text! Liest en! Wann Der en zitéiert, dann zitéiert en, wéi en dosteet, an net, wéi Dir en... well dat do ass net, wéi et dosteet.

► **M. Marc Spautz** (*CSV*).- An dann nach eng zweet Saach, Här Meisch. Amplaz dass Dir hei esou eng Resolutioun eragitt, fir, wéi Der sot, nach eng Kéier eng Enquête préliminaire ze maachen, ech mengen - pardon, keng Enquête préliminaire, mä eng Enquêtekommission -, hätt Der vläicht besser, Dir géift lech bei deene Leit entschëllege fir déi Virwërf vu Korruptioun a Chantage, déi Dir deenen an de Kapp gehäit hutt.

(*Interruptions diverses*)

► **M. Carlo Wagner** (*DP*).- Oh là là! Wat en Terror! Quel niveau!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Spautz. Nach eng Kéier den Här Meisch.

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Bon, ech probéieren, ob et mer geléngt dann d'Debatt erëm vläicht op en normalen Toun zrëckzekeréien.

► **Une voix.**- Mat lech huet deen aneren Toun ugefaang!

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- Neen, neen, neen! Ech probéieren dat. Et läit un lech, ob dat mer wäert geléngen oder net. Ech géif lech invitéieren, lauschttert emol nach eng Kéier no, wat op där Pressekonferenz do gesot ginn ass. Do ass net gesot ginn, mir hätte Beweiser. Do ass net gesot ginn, mir wieren derbäi gewiescht. Do ass net...

(*Interruptions diverses*)

Do ass net...

(*Interruptions diverses*)

Do ass net vun esou Saache geschwat ginn. Do ass gesot ginn, et besteet de Verdacht an et gëtt gesot, an alles dat, wat mer do gesot hu vun deene Reprochen, ech hu se jo virdrun hei nach eng Kéier virgelies - Dir kritt d'Genéck gebrach; mir intervenéiere bei de Banken; Dir kritt keng Opdrag méi an esou weider -, alles dat fanne mer jo awer am Rapport vun der Enquête préliminaire erëm. Et soll elo keen esou maachen, wéi wann hei eng Loftblos elo geplatzt wier, ma loin de là. Ma loin de là!

Lauschttert Dir moies kee Radio, wann Dir opstitt? Liest Dir moies keng Zeitung, wann Dir opstitt? Nach haut, all Dag, all Dag kennt iergendeen neit Element eraus, wou mer iergendwou awer héieren, hei do war erëm eppes geschitt, wat awer net normal ass a wat eigentlech an eisem Rechtsstat esou net därft am Raum stoe bleiwen. Duerfir, wann ech gelift, kuckt nach eng Kéier, wat gesot ginn ass. An duerfir soen ech hei och nach eng Kéier, dat, wat mer gesot hunn, an esou, wéi mer et gesot hunn, hätt ech kee Problem haut och nach eng Kéier esou ze soen.

Well et soll kee vun eis verlaangen, datt mir Beweiser bréngen, wann Dir eis hei net d'Méiglechkeete gitt, fir ze enquêtéieren. Wann Dir net hei eis d'Méiglechkeet gitt, fir ze enquêtéieren, mir hu gesot, et besteet e Verdacht do, mir sollen als Chamber dat Néidegt maachen, oder d'Justice soll dat Néidegt maachen.

► **Une voix.**- Da maacht et!

► **M. Claude Meisch** (*DP*).- D'Justice ass an



eng Sakgaass gerode mat deem, wat se ge-
maach huet. An och, Här Gibéryen an Här Hen-
ckes, wa mer elo hei géife géint déi Resoloutioun
stëmmen, also fir eng Mise en accusation stëm-
men, wéi Dir et maacht, ma, si mer awer éier-
lech, mir wëssen, datt mat deem, wat bei där
Enquête préliminaire erauskomm ass a well
keng aner Enquête méi ka gefouert ginn, wéi
dee Prozess do géif ausgoen...

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Maître Henckes,
da musst...

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...wéi dee Pro-
zess do géif ausgoen. An duerfir soe mir, ma et
huet dach kee Wäert, datt mer elo dat doten,
eng Mise en accusation géint e Minister maa-
chen, datt d'Gerichter sech mussen domadder
befaassen, a mir wëssen, datt am Dossier net
dat Néidegt ass, datt ebe just Ausso géint Ausso
do ass, an datt mer net méi d'Méiglechkeet
hunn, an datt mer et eben...

(Interruption)

Dir hutt dann aner Saache gelies. Ech mengen,
mir hunn et jo och gekuckt an et ass eben net
genuch dran, fir datt ee kann dovunner aus-
goen, datt eng Chance besteet, datt dee Pro-
zess zu engem Resultat géif féieren. De Risiko
vun engem Acquittement wär hei ganz grouss,
jo.

► **Une voix.**- Dir hätt dach besser...

► **M. Claude Meisch** (DP).- An duerfir soe
mer, awer net nëmmen duerfir soe mer, soll
d'Chamber sech hiner Responsabilitéit nach eng
Kéier bewosst sinn. Ech hu virdrun hei gesot, et
ass net, datt mer elo nach eng Kéier an déi Pro-
cédure judiciaire hei agräifen, datt mer eng En-
quêtëkommissioun wëllen hunn.

Mä well déi Fro am Raum steet a well et net
nëmmen drëms geet, wat herno d'Gericht eng
Kéier finalement décidéiert, mä well et och
drëms geet, datt d'Lëtzebuerger am Land wës-
sen, wat geschitt ass a wat net geschitt ass,
mengen ech, hätte mer gären déi Enquête, déi
Commission d'enquête do.

A fir datt mer déi Froe ronderëm déi Froen, déi
mer haut hei diskutéiert hunn, kënnen klären an
déi Hällewull vu Froen, déi Dag fir Dag nach
optauchen an dësem Dossier, déi mer déi lescht
Woche begéint hunn, datt mer déi och kënnen
klären. Net datt et eis do d'selwecht geet, datt
mer iergendwann an e puer Méint hei sëtzen a
soen, oh, mir konnten näischt feststellen, well
et ass nëmmen Ausso géint Ausso.

Duerfir stëmmen mir fir déi, op där enger Säit,
fir déi Enquête parlementaire, an op där anerer
Säit soe mer awer och, et huet kee Sënn, deen
Dossier do elo op d'Gericht ze ginn. Duerfir
ënnerstëtze mer nach wie vor... Obschonn eng
Rei vun, ee Majoritéitsvertrieder hei, een awer
elo misst... d'Reaktioun vun engem Majoritéits-
vertrieder engem elo misst ze denke ginn,...

► **M. le Président.**- Här Meisch, Dir misst elo
lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...bleiwe mer hei
bei eiser Haltung dozou: Mir si géint d'Mise en
accusation vum Jeannot Krecké an dëser Phas.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gutt, wann da soss keng
Wuertmeldung méi ass, da kéime mer zur Of-
stëmmung iwwert d'Resoloutiounen. Ech hu ver-
stanen, datt mer iwwert déi dräi Resoloutiounen
ofstëmmen.

Da géife mer fir d'Éischt déi Resoloutioun elo
huelen, déi vu véier Fraktiounen hei erabruecht
ginn ass. Kënnen mer do par main levée ofstëm-
men?

(Négation)

De Vote électronique gétt verlaangt.

Vote sur la résolution 1

Mir stëmmen also elo iwwert déi éischt Reso-
loutioun of. D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt
déi perséinlech Stëmmen. De Vote par pro-
curation. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resoloutioun 1 ass ugeholl mat 55 Jo- géint 4
Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-
Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy Arendt,
MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Chris-
tine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen,
Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Nor-
bert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine
Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar,
Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf
(par M. Lucien Clement), Mme Tessy Scholtes (par
Mme Martine Mergen), MM. Marc Spautz, Robert
Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge
Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry,
Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich,
Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-
Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM.
Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz
(par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel,
Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul
Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch,
Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M.
Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), Fran-
çois Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschet-
ter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché
et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast
Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand
Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Vote sur la résolution 2

Da kéime mer zu där zweeter Resoloutioun, déi
vun den Häre Claude Meisch a François Bausch
eragereecht ginn ass iwwer eng Enquêtëkom-
missioun. Och hei gétt den elektronische Vote
sécherlech verlaangt.

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi per-
séinlech Stëmmen. De Vote par procuration.
De Vote ass ofgeschloss.

D'Resoloutioun 2 ass verworf mat 43 Neen-
géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger,
Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand
Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner),
Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand
Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), Fran-
çois Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschet-
ter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché
et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie An-
drich-Duval (par Mme Nancy Arendt), Nancy
Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement,
Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix
Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Glo-
den, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme
Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent
Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul
Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Mme Tessy
Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc
Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond
Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry,
Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich,
Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-
Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM.
Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz
(par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-
Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast
Gibéryen).

Vote sur la résolution 3

An da kéime mer zu der drëtter Resoloutioun,
déi vum Här Henckes eragereecht ginn ass.
D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi per-
séinlech Stëmmen. De Vote par procuration.
De Vote ass ofgeschloss.

D'Resoloutioun 3 ass verworf mat 55 Neen-
géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast
Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand
Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie An-
drich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy
Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement,
Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix
Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Glo-
den, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme
Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent
Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul
Schaaf (par M. Lucien Clement), Mme Tessy
Scholtes (par Mme Martine Mergen), MM. Marc
Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond
Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry,
Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich,
Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-
Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM.
Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz
(par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel,
Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul
Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch,
Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M.
Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), Fran-
çois Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschet-
ter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché
et Viviane Loschetter.

Domadder wäre mer dann och um Schluss vun
eiser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opge-
hewen.

(Fin de la séance publique à 16.01 heures)

Sommaire des séances publiques n^{os} 37, 38 et 39

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
Communications
(suite) p. 493-494

Ordre du jour p. 493

6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des maga-
sins de détail dans le commerce et l'artisanat
(suite) p. 494-495
p. 495-498

Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler p. 495

6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1er décembre 1992 portant

1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle
continue et

2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue
p. 498-499

6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée p. 499-503

6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et
consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales
ayant leur siège au Luxembourg p. 503

6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de co-
opération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Répu-
blique d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre
2009 p. 503-504

6442 - Projet de loi portant modification

1. du Code du Travail;

2. des articles 1er et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures
temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chô-
mage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant
les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du
17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. déroga-
tion, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du
Code du Travail;

3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article
L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles
L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 504-507

Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»
p. 507

6359 - Projet de loi portant

1. création d'un pacte climat avec les communes

2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la pro-
tection de l'environnement p. 507-513

Débat d'orientation sur la politique du logement p. 513-521

6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars
2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives
aux taxes, impôts, droits et autres mesures p. 521-522

6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de
santé» et modifiant:

- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;

- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des
substances dangereuses;

- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination
des organismes génétiquement modifiés;

- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;

- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des prépara-
tions dangereuses p. 522-526

6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des
dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23
octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires p. 526

6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant
la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques p. 526-527

Hommage à M. Paul Helminger p. 527

Discours de M. le Président p. 527

Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député p. 528

Communications p. 528

Changement de composition de la Commission du Développement durable p. 528

Ordre du jour p. 528

Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans
le dossier Wickrange/Livange

- Résolutions p. 528-534

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Compte rendu n°1

Clôture de la session ordinaire 2010-2011 et ouverture de la session ordinaire 2011-2012 p. 1

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Wilmes p. 1-2

Composition des organes de la Chambre des Députés p. 2

Octroi du titre honorifique à un ancien Député p. 2

Discours de M. le Président p. 2-3

Communications p. 3

Horaire de début des séances publiques p. 3

Ordre du jour p. 3

6277 - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens p. 3-4

6216 - Projet de loi mettant en œuvre le règlement (CE) n°1060/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur les agences de notation de crédit et portant modification de:
1) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurance de droit luxembourgeois,
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger p. 4

6285 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010 p. 4-5

Composition des commissions parlementaires p. 5

Déclaration de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération et d'action humanitaire (suivie d'un débat) p. 5-15

5816 - Projet de loi relative à la concurrence - second vote constitutionnel p. 16

6291 - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique p. 16-18

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés - COM(2011) 530 p. 18-19

Résolution relative à la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la réforme de la politique commune de la pêche - COM(2011) 417 p. 19

6331 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État p. 19-26

Heure d'actualité du groupe DP sur les normes de sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom et la politique d'information de l'exploitant de la centrale en question p. 26-29

Débat d'actualité sur la position gouvernementale concernant les projets liés de Wickrange et de Livange p. 29-38

Compte rendu n°2

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 39

Communications p. 39-40

Ordre du jour p. 40

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères p. 40-44

6282 - Projet de loi portant transposition de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer) et modifiant
1. la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire,
2. la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation p. 44-45

Hommage à M. André Hoffmann p. 45

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Serge Urbany p. 46

Changement de composition de la Conférence des Présidents p. 46

Changement de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 46-47

Renouvellement des mandats du Président et du Vice-Président de la Cour des Comptes et d'un conseiller à la Cour des Comptes p. 47

Débat sur la politique européenne et étrangère p. 47-56

Changement de composition de la Conférence des Présidents et d'une commission parlementaire p. 56

6244 - Projet de loi:
- portant transposition de la directive 2009/127/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 modifiant la directive 2006/42/CE en ce qui concerne les machines destinées à l'application des pesticides;
- modifiant la loi du 27 mai 2010 relative aux machines p. 56-57

6306 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 57-59

Dépôt d'une motion par M. Alex Bodry p. 59-60

Interpellation de M. Claude Adam sur le principe de la neutralité du réseau Internet p. 60-65

Motion de M. Alex Bodry sur le réexamen de la grille tarifaire fixée par le projet de règlement grand-ducal n°6173 sur base des résultats financiers de la première année d'exercice des centrales de biogaz p. 65

Compte rendu n°3

Communications p. 66

Changements de composition p. 66

Ordre du jour p. 66

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget* p. 66-69

- *Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances* p. 70-72

- *Discussion générale* p. 76-89

- *Discussion générale (suite)* p. 90-97

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel* p. 97

- *Vote sur les motions* p. 97

Changements de composition des commissions parlementaires p. 70

Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur p. 70

Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens p. 72-74

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010 p. 74

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes p. 74

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur p. 74

6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010 p. 74-76

Compte rendu n°4

Communications p. 98

Résolution relative aux dispositions particulières applicables au Fonds européen de développement régional et à l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi», et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 (document COM(2011) 614)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 98-99

Ordre du jour p. 99

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°131 du 13 décembre 2011 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp relative à la destruction des saisies de médicaments soumis à prescription médicale vendus via Internet et qui sont contrefaits, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 100

- Question n°132 du 12 décembre 2011 de M. André Bauler relative aux élections récentes de représentants des parents au sein des comités d'école dans l'enseignement fondamental, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 100

- Question n°133 du 13 décembre 2011 de M. Ben Scheuer relative à l'unité de sécurité du CSEE Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration et

- Question n°134 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative à l'unité de sécurité à Dreibern, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 100

- Question n°135 du 13 décembre 2011 de Mme Josée Lorsché relative au suicide, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 100-101

- Question n°136 du 13 décembre 2011 de M. Félix Eischen relative à la construction éventuelle d'un grand centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure en Lorraine, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 101

- Question n°137 du 12 décembre 2011 de M. Fernand Etgen relative aux différentes mesures fiscales destinées à encourager l'amélioration de l'efficacité énergétique dans le domaine du logement, adressée à M. le Ministre du Logement p. 101

- Question n°138 du 12 décembre 2011 de M. Eugène Berger relative au système des chèques-services, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 101-102

Question élargie n°23 de M. André Bauler sur le transport de personnes handicapées p. 102

6161 - Projet de loi portant modification
1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
2. du Code du travail;
3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail p. 102-106

6204 - Projet de loi
a) relative aux contrôles et aux sanctions concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques et les restrictions y applicables, telles que ces substances sont visées par le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;
b) relative aux contrôles et aux sanctions concernant la classification, l'étiquetage

et l'emballage des substances et des mélanges, tels que ces substances et mélanges sont visés par le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n°1907/2006;
c) abrogeant la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
d) abrogeant la loi modifiée du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses p. 106-107

6290 - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007 p. 107

6303 - Projet de loi portant approbation du Traité relatif à l'établissement du bloc d'espace aérien fonctionnel «Europe Central» entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération Suisse, fait à Bruxelles, le 2 décembre 2010 p. 107-108

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 8 et 9 décembre 2011, suivie d'un débat p. 109-115

Question urgente n°1801 de M. Fernand Etgen sur la Tripartite p. 116

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 116

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant organisation commune des marchés des produits agricoles (règlement «OCM unique») - (COM(2011) 626)

- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 117

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune (COM(2011) 625)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 117

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), proposition législative émanant de la Commission européenne (COM(2011) 627)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 117-118

6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis p. 118-121

6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010 p. 121

6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental p. 121-123

Table analytique
des séances publiques

6335 - Projet de loi portant approbation du Mémorandum d'accord concernant la coopération dans le domaine de la gestion des crises pouvant avoir des conséquences transfrontalières entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, signé à Luxembourg, le 1^{er} juin 2006 p. 123-124

6263 - Proposition de loi
1. portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques;
2. portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 124-126

Dépôt d'une motion par M. Norbert Hauptert p. 127

6232 - Projet de loi:
1. portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi;
2. modifiant
- le Code du Travail;
- la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
1. création d'un fonds pour l'emploi;
2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration;
3. abrogeant la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi p. 127-135 (suite) p. 140

Ordre du jour p. 135

Nomination d'un médiateur p. 135

6374 - Projet de loi portant
1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;
2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail;
2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;
3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail p. 135-137 (suite) p. 140

5660B - Projet de loi concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale et modifiant
1. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
2. les articles 2273 et 2276 du Code civil p. 137-140

Motion de M. Norbert Hauptert relative à l'opposition à l'initiative de création d'un Fonds européen pour la démocratie p. 140

6333 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat p. 140-142

Discours de fin d'année de M. le Président p. 142

Compte rendu n°5

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 144

Communications p. 144

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les services d'assistance en escale dans les aéroports de l'Union et abrogeant la directive 96/67/CE du Conseil (COM(2011) 824)
- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre des Députés p. 144-145

Ordre du jour p. 145-146 (suite) p. 157

6378 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et mo-

difiant l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État p. 146-156 (suite) p. 156-157

Hommage à M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 156

Déclaration sur la position du Gouvernement luxembourgeois à l'égard du Traité international sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire (suivie d'un débat) p. 157-161

Question urgente n°1888 de M. Fernand Kartheiser sur la pression du FMI sur la BCE p. 161-162

Question urgente n°1889 de M. Félix Braz sur la commission communale consultative d'intégration p. 162

Hommage à M. Marc Fischbach, Médiateur p. 162-163

Dépôt d'un projet de loi par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale p. 164

Communications p. 164

Ordre du jour p. 164

Heure de questions au Gouvernement:
- Question n°139 du 26 janvier 2012 de M. Roger Negri relative à la sûreté et la sécurité de la navigation aérienne et sur la situation actuelle à l'aéroport de Luxembourg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 164-165
- Question n°140 du 30 janvier 2012 de M. André Bauler relative à la construction d'un lycée pour professions de santé à Etelbruck, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 165
- Question n°141 du 30 janvier 2012 de M. Ben Scheuer relative au nombre de demandes pour la Prime Car-e, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 165-166
- Question n°142 du 31 janvier 2012 de Mme Viviane Loschetter relative aux contrats de travail à durée déterminée, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration p. 166
- Question n°143 du 31 janvier 2012 de M. Fernand Kartheiser relative aux suites à donner au projet de loi 6127, adressée à Mme la Ministre de l'Égalité des chances p. 166
- Question n°144 du 31 janvier 2012 de M. Claude Adam relative aux retards persistants dans la gestion et le versement des aides financières de l'État pour études supérieures, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 166-167

6230 - Projet de loi portant adaptation du droit interne aux dispositions du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, approuvé par une loi du 14 août 2000 portant approbation du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, fait à Rome, le 17 juillet 1998 et
6231 - Projet de loi réglementant les modalités de la coopération avec la Cour pénale internationale p. 167-168

6272 - Projet de loi portant
- introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile;
- transposition de la Directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale;
- modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
- modification de l'article 3, paragraphe (1), point 1. de la loi du 3 août portant mise en application du règlement (CE) n°4/2009 du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, modifiant le Nouveau Code de procédure civile; et
- modification des articles 491-1 et 493-1 du Code civil et
4969 - Proposition de loi portant introduction de la médiation civile et commerciale dans le Nouveau Code de procédure civile p. 168-174

6205 - Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution et
6206 - Proposition de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18

février 2003 p. 174-180

Hommage à Mme Lydie Err p. 180-183

Compte rendu n°6

Communication p. 184

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Georges Engel p. 184-185

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 185

6305 - Projet de loi portant modification de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») p. 185-186

6355 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 186

6288 - Projet de loi relative à la gestion des déchets et modifiant
1. la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement;
2. la loi du 25 mars 2005 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht;
3. la loi du 19 décembre 2008 a) relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs b) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets;
4. la loi du 24 mai 2011 relative aux services dans le marché intérieur p. 186-193

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 193-194

6286 - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie p. 194-195

6332 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Tunisienne, signée à Tunis, le 30 novembre 2010 p. 195

Débat d'orientation sur le rapport relatif à l'application de la loi du 16 mars 2009 relative aux soins palliatifs, à la directive anticipée et à l'accompagnement en fin de vie, portant sur les années 2009 et 2010 p. 195-200

6338 - Projet de loi relative à la récidive internationale et portant modification
- de l'article 372 du Code pénal; et
- de l'article 34 de la loi du 6 octobre 2009 renforçant le droit des victimes d'infractions pénales et portant modification
- du Code d'instruction criminelle,
- du Code pénal,
- de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvabilité frauduleuse,
- de la loi modifiée du 16 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté,
- de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse p. 200-205

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés p. 206

Communications p. 206-207

Résolution relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant «Erasmus pour tous», le programme de l'UE pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (document COM(2011) 788)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 207-208

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (document COM(2011) 883)
- Art. 169 du Règlement de la Chambre p. 208

Ordre du jour p. 208-209

Dépôt d'une proposition de loi par M. Alex Bodry p. 209

Heure de questions au Gouvernement:
- Question n°145 du 6 mars 2012 de M.

Roger Negri relative à la stratégie du Gouvernement concernant la Cargolux et une augmentation éventuelle du capital de cette société, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 209

- Question n°146 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative à la mise en œuvre du tutorat et du travail personnel dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 209

- Question n°147 du 6 mars 2012 de M. Gast Gibéryen relative au plan d'évacuation en cas d'un incident majeur à la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 209-210

- Question n°148 du 5 mars 2012 de M. André Bauler relative aux nouveaux plans sectoriels et à leurs incidences sur le développement des régions rurales, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 210

- Question n°149 du 6 mars 2012 de M. Jean Colombero relative aux cas de tuberculose au sein de la prison, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 210-211

- Question n°150 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la prévention de faillites, adressée à M. le Ministre de la Justice p. 211

- Question n°151 du 5 mars 2012 de M. Fernand Etgen relative à la mise en place de radars automatiques, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 211

- Question n°152 du 5 mars 2012 de M. Eugène Berger relative à la position du Gouvernement par rapport à une fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Cattenom, adressée à M. le Ministre de la Santé p. 211-212

Résolution de Mme Viviane Loschetter relative à l'organisation d'un débat d'orientation avec rapport sur le sujet d'une meilleure représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de conseils d'administration d'établissements publics et des institutions du monde économique, culturel, social et sportif p. 212

6364 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert p. 212-213

6308 - Projet de loi modifiant 1. la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et 2. le Code du Travail p. 213-215

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la problématique des drogues à l'école p. 215-218

6318 - Projet de loi portant modification de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés p. 218

6344 - Projet de loi
- approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la 16^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
- portant modification de la loi du 22 décembre 2006 relative à la participation du Luxembourg à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (ci-après «IADM») et à la 7^e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole ajustant la contribution du Grand-Duché de Luxembourg à l'IADM p. 218-219

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur les décisions du Sommet de l'Union Européenne du 20 février par rapport à la crise de la dette souveraine grecque p. 219-222

Compte rendu n°7

6309 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, faite à New York, le 21 mai 1997 p. 223-224

6322 - Projet de loi modifiant l'article 24 du Code de la Sécurité sociale p. 224

6363 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de Sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011 p. 224-225

6377 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets

Table analytique des séances publiques

des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, faite à Tampere, le 18 juin 1998 p. 225-226

6325 - Projet de loi relative à la mise en application du Règlement (UE) n°211/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 relatif à l'initiative citoyenne p. 226-229

Question urgente n°1991 de M. Félix Braz et de Mme Josée Lorsché sur le Conseil national pour étrangers p. 229-230

Interpellation de M. Claude Meisch sur la qualité des services d'accueil et d'éducation des jeunes enfants (zéro à trois ans) p. 230-235

(suite) p. 235-237

Dépôt de deux projets de loi par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 235

Motion de M. Claude Adam sur l'annulation du traité commercial anti-contrefaçon (ACTA) p. 237-238
(suite) p. 238-239

Dépôt d'une motion par M. Eugène Berger p. 238

Hommage à la mémoire de M. Emile Back, ancien Député p. 240

Octroi du titre honorifique à deux anciens Députés p. 240

Communications p. 240-241

6407 - Proposition de loi relative à la publication des sondages d'opinion et portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 241

Ordre du jour p. 241

Nomination d'un commissaire aux comptes pour la Société nationale de Crédit et d'Investissement p. 241

Question élargie n°24 de M. Serge Urbany sur les changements prévus dans l'actionnariat de Cargolux p. 241-242

6287 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf p. 242-246

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 246

6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières p. 246-247

6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO₂ des véhicules légers p. 247

6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de la deuxième unité de production à froid à Belval p. 247-249

6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette p. 249-250

Interpellation de M. Félix Braz sur la stratégie du Gouvernement pour le secteur sidérurgique au Luxembourg et dans l'Union européenne p. 250-259

Motion de M. Henri Kox relative au renforcement de l'action gouvernementale en vue de la fermeture définitive de la Centrale nucléaire de Cattenom p. 259

Motion de M. Eugène Berger relative au développement d'une charte de sécurité pour la sécurisation de bases de données à caractère personnel en fonction de la sensibilité des données et d'une charte de déontologie auprès de l'État p. 260-261

Interpellation de M. Fernand Etgen sur le développement de l'agriculture biologique au Luxembourg p. 261-267

Compte rendu n°8

Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» p. 268

Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen» et

Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020» p. 268-286

6339 - Projet de loi modifiant les articles

L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail p. 286

6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement p. 286-291

6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011 p. 291-292

Discours de M. le Président p. 292-293

Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies p. 293-294

Séance de questions et de réponses:

1) Question posée par le groupe parlementaire CSV p. 294

2) Question posée par le groupe parlementaire DP p. 294

3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP p. 294-295

4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng p. 295

5) Question posée par le groupe parlementaire ADR p. 295

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 295

Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire p. 296

Communications p. 296-297

Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 297

Ordre du jour p. 297

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 297-298

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 298

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 298-299

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 299

Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter p. 299

6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile p. 299-300

6395 - Projet de loi relatif à la construc-

tion de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4 p. 300-302

Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif p. 302-303

6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck p. 303-306

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détentés d'autorité p. 306-314

Compte rendu n°9

6253 - Débat d'orientation sur les différents types d'enseignants du système scolaire luxembourgeois

et
Interpellation de M. André Bauler sur le futur profil des enseignants dans l'enseignement post-fondamental p. 315-323

Heure d'actualité du groupe DP au sujet du secteur des taxis au Luxembourg p. 323-326

Communications p. 327

Ordre du jour p. 327

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État p. 327-332

Débat sur l'état de la nation p. 333-346

(suite) p. 346-353

Dépôt d'une motion par M. Claude Adam p. 353

6430 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 353-357

6375 - Projet de loi approuvant deux amendements à l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement p. 357

Question élargie n°25 de M. André Bauler au sujet de la création de «green jobs» pour les jeunes demandeurs d'emploi p. 357-358

Heure d'actualité du groupe DP sur les nouvelles migrations internes en Europe suite à la crise économique et leurs répercussions sur le Luxembourg p. 358-361

Compte rendu n°10

Communications p. 362

Résolution relative à la proposition de règlement du Conseil relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services (COM(2012) 130)

- Art. 169 (5) du Règlement de la Chambre p. 362-363

Ordre du jour p. 363

(suite) p. 375

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°157 du 15 mai 2012 de M. Michel Wolter relative à la propriété et les droits d'utilisation des certificats d'émissions de CO₂, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures p. 363

- Question n°158 du 14 mai 2012 de M. Eugène Berger relative au rôle du Computer Incident Response Center (CIRCL) dans le cadre de l'affaire dite «Médico-leak», adressée à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 363-364

- Question n°159 du 15 mai 2012 de M. Roger Negri relative à la situation financière de la Caisse médico-chirurgicale mutualiste (CMCM), adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 364

- Question n°160 du 14 mai 2012 de M. Henri Kox relative à l'action du Gouvernement de renoncer au droit de préemption lors de la vente des parts d'ArcelorMittal dans Enovos, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 364

- Question n°161 du 15 mai 2012 de M. Gast Gibéryen relative à la promotion des énergies renouvelables, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 365

- Question n°162 du 14 mai 2012 de M. Claude Meisch relative aux négociations menées dans le cadre de l'accord confidentiel conclu entre le Gouvernement et les promoteurs du projet «Shopping Center» à Wickrange et du projet «stademall» à Livange, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 365

- Question n°163 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à la réglementation sur les zones inondables, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 365-366

- Question n°164 du 14 mai 2012 de M. André Bauler relative à l'annonce d'une table ronde avec les acteurs publics et privés en matière d'investissements, adressée à Mme la Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre p. 366

6304B - Projet de loi sur les attachés de justice et portant modification:

- du Code d'instruction criminelle;

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

- de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 366-371

Dépôt d'une motion par M. Félix Braz p. 371

6127 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 371-375

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le Conseil national des Programmes (CNP), son deuxième bilan décennal, le nombre de plaintes, ses compétences et moyens actuels, de même que l'évolution future du CNP et les conséquences d'une application différente de la législation européenne en la matière p. 375-378

Communications p. 379

Ordre du jour p. 379-380

(suite) p. 395

Dépôt d'une résolution par M. André Bauler p. 380

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°165 du 12 juin 2012 de Mme Martine Mergen relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Santé

et
- Question n°166 du 12 juin 2012 de M. Jean Colombero relative au médecin de référence, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale p. 380

- Question n°167 du 11 juin 2012 de M. Fernand Etgen relative à la réforme de la loi sur l'enseignement musical, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 380-381

- Question n°168 du 12 juin 2012 de M. Marcel Oberweis relative à l'élaboration d'un «PIB du bien-être», adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur p. 381

- Question n°169 du 12 juin 2012 de M. Claude Adam relative au changement du poste de l'inspecteur général de l'enseignement fondamental et au changement éventuel des affectations aux différents arrondissements d'inspection, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle p. 381

- Question n°170 du 12 juin 2012 de M. Serge Urbany relative à la participation des banques à la restructuration bancaire,

Table analytique
des séances publiques

adressée à M. le Ministre des Finances
p. 381-382

- Question n°171 du 11 juin 2012 de M. André Bauler relative aux capacités des décharges pour déchets inertes, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
p. 382

- Question n°172 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au rapport final du test de résistance du parc nucléaire européen et à la coopération dans la Grande Région, adressée à M. le Ministre de la Santé
p. 382

- Question n°173 du 12 juin 2012 de M. Henri Kox relative au label luxembourgeois «Sans OGM - Ouni Gentechnik», adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
p. 382-383

Question élargie n°26 de M. Claude Adam sur l'aide aux enfants «dys» dans nos écoles
p. 383

Motion de M. Claude Adam et de M. André Bauler sur l'initiation dans les meilleurs délais des travaux préparatifs concernant la mise en place d'une direction d'école au niveau de l'enseignement fondamental luxembourgeois
p. 383-385

6302 - Projet de loi
a) relative au stockage géologique du dioxyde de carbone
b) modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau
c) modifiant la loi du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale
p. 385-386

6411 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché
p. 386

6412 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°2173/2005 du Conseil du 20 décembre 2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT relatif aux importations de bois dans la Communauté européenne
p. 386-387

Débat d'orientation sur le bilan et les perspectives luxembourgeoises en vue du Sommet des Nations Unies sur le développement durable Rio+20
p. 387-395

Interpellation de M. François Bausch et de M. Claude Meisch sur les projets commerciaux de Wickrange et Livange
p. 395-413

6292 - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne
p. 413-414

6299 - Proposition de loi modifiant
- la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration,
- la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État
p. 414-415

6343 - Projet de loi portant:
1) approbation du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, signé à Palerme, le 12 décembre 2000, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée du 15 novembre 2000
2) modification du Code pénal
3) modification du Code d'instruction criminelle
4) modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration
p. 415-417

Compte rendu n°11

Constitution d'un Comité de discipline
p. 419

Résolution de M. André Bauler relative à l'exploration par la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports de la possibilité de la mise en place d'un projet pilote d'une école fondamentale bilingue offrant une

alphabétisation en français et en allemand
p. 419

6385 - Projet de loi relatif à la rénovation de l'Athénée de Luxembourg
p. 419-422

Débat de consultation au sujet du concept de mobilité et du tram dans la ville de Luxembourg
p. 422-434

Communications
p. 435

Institution et composition d'une délégation internationale
p. 435

6446 - Proposition de loi relative à la modification de l'article 6 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire
p. 435

Ordre du jour
p. 435

6334 - Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro;
6405 - Projet de loi portant approbation du traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé le 2 février 2012 à Bruxelles
et

6406 - Projet de loi relative
(1) à la participation de l'État au mécanisme européen de stabilité;
(2) à certaines immunités du mécanisme européen de stabilité et de la banque européenne d'investissement
et
(3) modifiant la loi modifiée du 9 juillet 2010 relative à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre de l'instrument européen de stabilisation de la zone euro
p. 436-444

6319 - Projet de loi:
- portant transposition de la directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant la directive 2003/71/CE concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2004/109/CE sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;
- portant modification de la loi du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières;
- portant modification de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé
p. 444

6342 - Projet de loi modifiant 1. la loi du 6 janvier 1995 relative à la distribution en gros des médicaments; 2. la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments
p. 444-446

6353 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2010-2011)
p. 446-453

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale
p. 453-456

Compte rendu n°12

Heure d'actualité du groupe LSAP sur les négociations en vue d'un Traité sur le commerce des armes
p. 457-460

Motion de M. Félix Braz relative à la condamnation de la répression incessante menée par les autorités chinoises au Tibet
p. 460-461

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la réforme du droit d'auteur dans l'époque digitale (suite)
p. 461

Question élargie n°27 de M. Claude Meisch sur les éventuels abus dans le cadre du système des chèques-services
p. 461-462

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur la stratégie nationale d'aide aux sans-abri
p. 462-469

Heure d'actualité du groupe déi gréng sur le projet de réforme de l'espace Schengen
p. 469-472

Communications
p. 473

Ordre du jour
(suite)
p. 473

Heure de questions au Gouvernement:

- Question n°174 du 2 juillet 2012 de M. Marc Spautz relative à la problématique

de la surfacturation de la maison de retraite «Am Schmëttbësch» à Schifflange, adressée à M. le Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
p. 473

- Question n°175 du 2 juillet 2012 de M. André Bauler relative à la correction des épreuves d'examen des classes terminales de l'enseignement postfondamental par des chargés d'éducation, adressée à Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
p. 473

- Question n°176 du 3 juillet 2012 de M. Roger Negri relative aux répercussions de la fusion entre la Milch Union Hocheifel eg (MUH) et le groupe coopératif Arla Foods, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
p. 473-474

- Question n°177 du 3 juillet 2012 de Mme Josée Lorsché relative à la médecine scolaire, adressée à M. le Ministre de la Santé
p. 474

- Question n°178 du 3 juillet 2012 de M. Ali Kaes relative à la route N7, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
p. 474

- Question n°179 du 3 juillet 2012 de M. André Bauler relative au paiement de l'allocation de rentrée scolaire, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
p. 475

- Question n°180 du 3 juillet 2012 de M. Georges Engel relative au développement futur des zones industrielles P.E.D. et «Au Grand Bis» dans la commune de Pétange, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
p. 475

- Question n°181 du 3 juillet 2012 de M. Henri Kox relative à la pratique du jet-ski sur la Moselle, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
p. 475

- Question n°182 du 3 juillet 2012 de M. Gilles Roth relative aux études SUP dans le cadre de la révision générale des PAG, adressée à M. le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
p. 475-476

Déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, relative aux conclusions du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012 suivie d'un débat
p. 476-484

5978 - Projet de loi relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
p. 484-485

6316 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité
et

6317 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel
p. 485-492

Compte rendu n°13

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
p. 493

Communications
(suite)
p. 493-494

Ordre du jour
p. 493

6403 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat
p. 494-495

(suite)
p. 495-498

Dépôt d'une proposition de loi par M. André Bauler
p. 495

6341 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 1^{er} décembre 1992 portant
1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et
2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue
p. 498-499

6365 - Projet de loi portant création du Sportlycée
p. 499-503

6313 - Projet de loi relatif à la carte d'identité pour les membres des Corps diplomatique et consulaire résident et les agents de l'Union européenne et des organisations internationales ayant leur siège au Luxembourg
p. 503

6433 - Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une

part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et de l'Acte final, signés à Jakarta (Indonésie) le 9 novembre 2009
p. 503-504

6442 - Projet de loi portant modification
1. du Code du Travail;
2. des articles 1^{er} et 2 de la loi du 3 août 2010 1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail; 2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail; 3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant: 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail;
3. des articles 2 et 3 de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail
p. 504-507

Composition de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»
p. 507

6359 - Projet de loi portant
1. création d'un pacte climat avec les communes
2. modification de la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement
p. 507-513

Débat d'orientation sur la politique du logement
p. 513-521

6326 - Projet de loi portant transposition de la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures
p. 521-522

6297 - Projet de loi portant création de l'établissement public «Laboratoire national de santé» et modifiant:
- la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales;
- la loi modifiée du 15 juin 1994 relative à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;
- la loi modifiée du 13 janvier 1997 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés;
- la loi modifiée du 24 novembre 2002 relative aux produits biocides;
- la loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses
p. 522-526

6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires
p. 526

6431 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
p. 526-527

Hommage à M. Paul Helminger
p. 527

Discours de M. le Président
p. 527

Hommage à la mémoire de M. John Castegnaro, ancien Député
p. 528

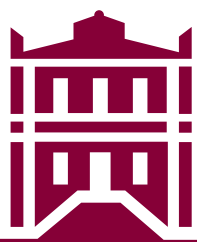
Communications
p. 528

Changement de composition de la Commission du Développement durable
p. 528

Ordre du jour
p. 528

Décision de la Chambre des Députés sur une éventuelle mise en accusation dans le dossier Wickrange/Livange

- Résolutions
p. 528-534



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
2113	Fernand Kartheiser	Détecteur de drogues «DrugWipe 5S»
2123	Claudia Dall’Agnol	Participation du Luxembourg au «Eurovision Song Contest»
2173	Josée Lorsché	Médecine scolaire
2174	Jean Colombero	Démence et contention physique
2176	Claudia Dall’Agnol	Immigration clandestine
2187	Jean Colombero	Limitation des tranquillisants et somnifères
2188	Josée Lorsché	Commissions consultatives communales d’intégration
2199	Claude Adam et Camille Gira	Installation de bassins de rétention à l’intérieur de lotissements pour collecter les eaux pluviales
2222 urgente	Fernand Etgen	Non-attribution de dispositifs de marquage pour certains lots de chasse

Question 2113 (18.5.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **détecteur de drogues «DrugWipe 5S»:**

Zanter dem 1. Mee ass d’Police berechtegt, mam Detektor „DrugWipe 5S“ Spauttester op Drogen ze maachen. Dësen Test sollt eng éischte Kéier am Oktober 2007 agefouert ginn, ass awer deemools wéinst medezinesche Bedenken zrëckgezu ginn. Et wor du versprach ginn, op d’Objectiounen vun dem Collège médical, de spezialiséierten Dokter an de Patientenorganisatiounen anzegoen. Dëst ass awer net geschitt.

Den Drogentest, dee vum 1. Mee dëst Joer agesat gëtt, ass nach ëmmer sensibel op Medikamenter, déi e grouse Grupp vu Patienten mat psycheschen an neurologesche Krankheeten oder Patienten, déi ënner akutem oder chronischem Wéi leiden, mussen huelen.

Schléit de Schnelltest un, da mussen dës Leit sech enger penibeler Prozedur (Urinprouf, Blutprouf) ënnerzëien, fir hir Onschold ze beweisen. Am Prinzip mussen si a Begleedung vun der Police an eng Klinik goen!

An deem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Banneminister, den Här Minister fir nohaltig Entwécklung an Infrastrukturen an den Här Gesondheitsminister:

1) Ass virun der Aféierung vum Schnelltest „DrugWipe 5S“ mat dem Collège médical, de spezialiséierten Dokter an de Patientenorganisatiounen Récksproch gehale ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat? Wann neen, wéi sou net? Firwat ass den Avis vum Collège médical vum Februar 2008 elo net berücksichtegt ginn?

2) Niewent dem Abus vun Drogen, op wéi eng Medikamenter reagéiert den aktuellen Detektor positiv?

3) Wéi kann e Patient sech verdeedegen, deem seng Prouwen duerch de Gebrauch vu Medikamenter positiv sinn? Geet en Attest vum Dokter duer oder muss hie sech duerch en Affekot an enger juristescher Prozedur vertriebe loos-sen?

4) Denkt d’Regierung un e spezielle Medikamentepass fir déi betrafte Patienten?

5) Ass d’Regierung der Meenung, datt hiert Behuelen an dësem Dossier deen néidege Respekt virun de Patientee weist, zum Beispill virun deenen, déi wéinst chronischem Wéi op Medikamenter ugewise sinn?

6) Sinn de Polizisten um Terrain d’Problemer mat dem Test bewosst, a wéi eng Instruktiounen hunn d’Agenten, wa se mat betrafte Patienten ze dinne hunn?

7) Wat gedenkt d’Regierung an dësem Dossier ze maachen, fir d’Problemer mat dësem Test a

Koordinatioun mat alle Beträffenen a mat dem néidege Respekt virun de kranke Matbierger an hiren Dokter an ze léisen?

Réponse commune (20.8.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l’Intérieur et à la Grande Région*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Dans sa question parlementaire, l’honorable Député soulève plusieurs points en relation avec le dépistage de la drogue au volant en particulier, en ce qui concerne d’éventuels problèmes que pourraient rencontrer des personnes suivant un traitement médical pour troubles psychiatriques ou neurologiques qui, lors d’un contrôle routier, seraient amenées à se soumettre à un test sommaire de la salive effectué moyennant le test salivaire du type «DrugWipe 5S» utilisé par la Police grand-ducale.

D’emblée, il y a lieu de relever que d’après l’article 12 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, toute personne conduisant un véhicule sur la voie publique doit être en possession des aptitudes et capacités nécessaires et doit, de façon générale, être en possession des qualités physiques requises pour ce faire.

Ce même article 12 érige en infraction la conduite d’un véhicule après avoir consommé des substances médicamenteuses à caractère toxique, soporifique ou psychotrope, dosées de manière à rendre ou à pouvoir rendre dangereuse la circulation sur la voie publique. Si de tels indices existent, le conducteur concerné sera astreint à subir un examen médical.

En ce qui concerne les craintes exprimées par l’honorable Député, au cas où des personnes suivant un traitement médical devraient se soumettre à un test salivaire à l’effet de dépister la conduite sous l’influence de stupéfiants, il y a lieu d’attirer l’attention sur les points suivants:

- Le test sommaire de la salive ne constitue qu’un des éléments de la procédure en place pour dépister la drogue au volant; il range en effet au deuxième rang et n’est effectué que si la batterie de tests qui le précède s’avère positive dans le chef de la personne concernée.

- En prévoyant cette phase préliminaire de la batterie de tests, le législateur a anticipé sur d’éventuels problèmes qui pourraient se poser dans le cadre de la mise en application de la législation, en créant le cadre qui devrait permettre de réduire ab initio le nombre de personnes qui devraient se soumettre à un test salivaire.

- Il appert des résultats des essais pratiqués par le fabricant que le test salivaire «DrugWipe 5S», utilisé par la Police grand-ducale, n’a pas de réaction croisée avec des médicaments utilisés dans le cadre du traitement médical des personnes concernées, en particulier avec de la Ritaline et dérivés, du Buprénorphine et de la

Méthadone; ce constat est d’ailleurs confirmé par les autorités françaises consultées à cet effet et qui utilisent le même type de test.

Au regard de ce qui précède, la délivrance aux personnes concernées d’un certificat médical ou de tout autre document, à l’aide desquels elles pourraient, dans le cadre d’un contrôle policier, prouver qu’elles se trouvent sous traitement médical et, qu’en cas de résultat positif du test salivaire, elles ne devraient pas se soumettre respectivement à une prise d’urine et une prise de sang, ne semble pas de mise.

Question 2123 (25.5.2012) de **Mme Claudia Dall’Agnol** (LSAP) concernant la **participation du Luxembourg au «Eurovision Song Contest»:**

Le samedi 26 mai aura lieu la finale de l’édition 2012 du Eurovision Song Contest à Baku, Azerbaïdjan. Ce concours annuel est suivi par des millions de téléspectateurs en Europe et même au-delà, et compte également de très nombreux fans dans notre pays.

Le Luxembourg fut vainqueur à cinq reprises mais ne participe plus au concours depuis 1993.

Notons également que la société RTL Group, par le biais de sa filiale CLT Multi Media, est membre de l’Union européenne de radio-télévision (EBU/UER) qui participe très largement à l’organisation du concours.

Dans ce contexte j’aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Pourquoi le Luxembourg est-il absent du Concours Eurovision de la chanson depuis près de 20 ans, alors qu’il en est un des grands vainqueurs?

- Le Gouvernement ne pense-t-il pas que la participation du Luxembourg à ce concours puisse divulguer et mettre en valeur les atouts de la scène musicale luxembourgeoise, tout en favorisant son développement?

- Dans quelle mesure la présence à ce concours pourrait-elle contribuer à renforcer la visibilité et l’image de marque du Luxembourg en général?

- Le Gouvernement serait-il disposé à soutenir un retour du Luxembourg au Concours Eurovision à l’avenir?

Réponse (14.8.2012) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

Par sa question parlementaire l’honorable Députée souhaite s’informer au sujet de la participation du Luxembourg au «Concours Eurovision de la Chanson». Je me permets d’emblée de renvoyer à ma réponse à la question parlementaire n°2751 du 6 août 2008 (*cf. compte rendu N°1/2008-2009*) traitant du même sujet, tout en donnant les réponses supplémentaires suivantes:

Le «Concours Eurovision de la Chanson» est une activité de l’Union européenne de radio-diffusion (EBU/UER) et ne sont admis à ce concours que les stations de télévision qui sont membres de l’U.E.R. Or, ni la société «RTL Group» ni aucune autre station de télévision au Grand-Duché du Luxembourg ne sont membre de l’U.E.R.

En ce qui concerne le développement et la mise en valeur de la scène musicale luxembourgeoise à l’étranger, le bureau export de la musique luxembourgeoise «music: LX» a été mis en place en 2011. Ce dernier a contribué de manière tout à fait remarquable à la promotion et à la visibilité de nos artistes à l’étranger. En quelques mois d’existence, plus de 470 concerts à l’étranger ont été recensés, plus de 20 albums distribués par des organes professionnels et pas moins de 200 articles ont été publiés dans la presse internationale spécialisée se rapportant à des artistes-musiciens du Luxembourg. Voilà une façon durable et adaptée au niveau, à l’envergure et au nombre élevés de nos musiciens ainsi qu’à leur diversité, pour favoriser leur développement qui répond parfaitement aux missions publiques de soutien à la création relevant des attributions du Gouvernement.

Question 2173 (28.6.2012) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **médecine scolaire:**

Le règlement grand-ducal du 24 octobre 2011 déterminant le contenu et la fréquence des mesures et examens de médecine scolaire et le fonctionnement de l’équipe médico-socio-scolaire déclare la promotion de la santé et de l’éducation à la santé comme une des axes prioritaires pour assurer une approche globale de la santé des élèves. En février 2012, Monsieur le Ministre avait invité les médecins, infirmiers et infirmières responsables de la médecine scolaire à une réunion d’information et d’échange au cours de laquelle le problème de pénurie en ressources humaines dans le domaine de la médecine scolaire fût abordé.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que suite aux propos de Monsieur le Ministre de mettre en œuvre les dispositions du règlement grand-ducal au plus tard jusqu’au mois de septembre 2012, des personnes supplémentaires ont déjà été recrutées pour renforcer les équipes existantes et permettre d’augmenter les actions de la promotion de la santé et de l’éducation à la santé aussi bien dans l’école fondamentale que dans les lycées?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun d’intégrer de façon systématique les élèves de l’éducation précoce dans les examens de médecine scolaire et notamment dans les actions d’éducation à la santé réalisées par les équipes médico-socio-scolaires?

- Puisque seulement les plus grandes communes du Luxembourg disposent d’une équipe médico-socio-scolaire permanente pour leur école fondamentale, Monsieur le Ministre n’est-il pas d’avis qu’il faudrait mettre en place de telles équipes également dans d’autres communes, notamment celles dont la population scolaire présente une certaine envergure et se situe aux environs de mille élèves ou même plus?

Réponse (14.8.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L’objectif principal du règlement grand-ducal, auquel se réfère l’honorable députée, consiste à renforcer le rôle de la médecine scolaire dans l’enseignement fondamental et secondaire; ceci conformément au programme gouvernemental.

Ledit règlement met en place un examen médico-scolaire réalisé tous les deux ans auprès de l’ensemble des enfants et adolescents en obligation scolaire. En remplaçant ainsi les mesures anthropométriques réalisées jusque-là annuellement auprès des enfants de l’enseignement fondamental, la nouvelle réglementation permet dès lors de dégager du temps qui sera utilisé tant pour l’amélioration de l’accompagnement des élèves à besoins médicaux et psychosociaux spécifiques que pour les activités de promotion de la santé. En ce qui concerne ce dernier volet, le programme gouvernemental prévoit d’ailleurs une collaboration accrue avec les communes en vue de sensibiliser notamment les jeunes pour les modes de vie sains.

Je tiens à informer Madame la députée que les services de la division de la médecine scolaire de la direction de la Santé ont été renforcés de manière à disposer désormais d’un poste supplémentaire respectivement d’infirmier et d’infirmier gradué. Ces postes sont ainsi destinés à développer davantage les activités de promotion de la santé dans l’enseignement secondaire.

En ce qui concerne l’intégration systématique des élèves de l’enseignement précoce dans les examens de médecine scolaire, à savoir les enfants âgés de trois ans qui ne sont pas encore soumis à l’obligation scolaire, ces classes sont, à l’heure actuelle, déjà examinées dans certaines communes en fonction des ressources personnelles et des possibilités organisationnelles disponibles.

L’objectif visant à inclure d’une manière systématique tous les élèves de l’enseignement précoce dans la surveillance médico-scolaire, ne saurait être réalisé que de façon progressive. Pour l’instant, la priorité est axée sur la mise en œuvre de la réalisation des examens médico-socio-scolaires détaillés des enfants des cycles 1.1 et 2.1 de l’enseignement fondamental. Toujours est-il que les activités de promotion de



la santé, qui se réalisent en partie sur demande et en collaboration étroite avec les enseignants, sont indépendantes de l'âge des enfants.

Il m'importe d'insister sur le fait que la qualité de la surveillance médico-scolaire est identique pour l'ensemble des élèves du pays, et cela indépendamment du fait que cette surveillance est assurée par les communes qui disposent d'une équipe médico-socio-scolaire propre ou par les services de la direction de la Santé. En effet, force est de constater que les équipes médico-socio-scolaires sont toujours composées de la même manière et comportent au moins un médecin, un(e) infirmier(ière), ainsi qu'un(e) assistant(e) social(e)/d'hygiène sociale.

D'ailleurs, les efforts fournis par mes services contribuent à harmoniser au niveau national tant les procédures que la qualité des services. De même, je tiens à souligner tant l'importance que l'intensification de la mission de «Réfèrent santé» de l'équipe médico-scolaire dans l'ensemble des écoles du pays.

Question 2174 (2.7.2012) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la **démence et contention physique**:

Bekanntlich sind Demenzpatienten unruhige Personen und werden dementsprechend ruhiggestellt. Dies ist umso mehr der Fall, da das Pflegepersonal unterbesetzt ist und es relativ viel Aufwand kostet, um sich mit Demenzpatienten zu beschäftigen. Außerdem sind diese Patienten noch relativ mobil und das Risiko, dass eine Person ausreißen kann, bleibt immer bestehen. Deshalb beantragen viele Pflegeanstalten in Deutschland die Patienten zwangsweise fixieren zu lassen, was vom Gericht auch meistens genehmigt wird. Diese Menschen werden so Tag und Nacht gefesselt und trotz Hilfescreien vegetieren sie bis zum Ende ihres traurigen Daseins in einem Bett, was ethisch schwer nachzuvollziehen ist.

Fragen:

- 1) Wie steht es in unseren Alters- und Pflegeheimen?
- 2) Wie viele Leute mit Demenz sind in diesen Strukturen untergebracht?
- 3) Werden auch bei uns demente Personen fixiert, und wenn ja, wie viele wurden in den letzten drei Jahren im Bett gefesselt?
- 4) Wie ist die Proportion Pflegepersonal versus Demenzpatienten?
- 5) Wie sieht der alltägliche Ablauf der Therapie und Begleitung dieser Patienten aus?
- 6) Gibt es ein konkretes Modell, das wegweisend die Integration dieser Personen fördert?

Réponse (3.8.2012) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Laut dem „Rapport général sur la sécurité sociale“ der „Inspection générale de la sécurité sociale“ des Jahres 2010 leben etwa 1.458 Personen, die an einer „Demenz oder einer anderen Störung der kognitiven Funktionen“ erkrankt sind, in einer Institution¹.

Die Pflegeversicherung gibt individuelle, auf die Bedürfnisse der einzelnen Person bezogene Pflegepläne vor, man kann also nicht von einer universell gültigen Proportion Pflegepersonal versus Demenzpatient ausgeben. Hinzuzufügen ist, dass der Pflegeplan von der an die „Inspection générale de la sécurité sociale“ angegliederten „Cellule d'évaluation et d'orientation“ erstellt wird und nicht von der Trägerschaft der jeweiligen Institution. Bei Veränderung der Bedürfnisse der betroffenen Person kann der Pflegeplan angepasst werden.

Anders als in Deutschland oder Österreich gibt es in Luxemburg keine gesetzlichen Vorgaben (Genehmigungs- oder Meldepflicht) bezüglich des Einsetzens von freiheitsentziehenden Maßnahmen in Alten- oder Pflegeheimen und demzufolge auch keine offiziellen Zahlen.

Der alltägliche Ablauf der Betreuung von Personen, die an einer Demenz erkrankt sind, ist abhängig von zwei verschiedenen Faktoren: dem Pflegeplan der Pflegeversicherung sowie dem vom Betreiber umgesetzten „Pflegekonzept“.

Es gibt eine Reihe an Modellen, welche Vorgaben zum Umgang mit den spezifischen Bedürfnissen/Lebenssituationen von Personen mit einer Demenzerkrankung in einer Institution machen und die in Luxemburg zum Einsatz kommen. Hier ist unter anderem auf das Böhm-Modell, das Dementia-Care-Mapping-Modell

oder das Heidelberger Instrument zur Lebensqualität Demenzkranker H.I.L.D.E sowie auf die Pilotprojekte „Pflegeoasen“ hinzuweisen.

Question 2176 (4.7.2012) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant l'**immigration clandestine**:

L'article 6 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose qu'un citoyen de l'Union européenne a le droit de séjourner sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg pour une durée de plus de trois mois s'il satisfait à un certain nombre de conditions déterminées par la suite.

L'article 8 de la même loi prévoit que «le citoyen de l'Union tel que visé à l'article 6, paragraphe (1) qui a l'intention de séjourner sur le territoire pour une durée supérieure à trois mois, sollicite la délivrance d'une attestation d'enregistrement auprès de l'administration communale du lieu de sa résidence dans un délai de trois mois suivant son arrivée.

(2) Pour la délivrance de l'attestation d'enregistrement, le citoyen de l'Union doit justifier qu'il rentre dans une des catégories visées à l'article 6, paragraphe (1) et qu'il remplit les conditions s'y rapportant. À cet effet, il devra présenter les pièces énumérées par règlement grand-ducal.»

Selon mes informations, il existerait des cas de personnes de pays tiers qui se présenteraient avec de faux papiers de citoyen de l'Union à la commune où ils résident et qui obtiendraient, sur base de l'attestation d'enregistrement, des papiers authentiques masquant une fausse identité.

- Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration peut-il confirmer ces informations? À part l'attestation d'enregistrement, quel type de document est émis directement par la commune à la demande d'un citoyen de l'Union européenne? Est-ce que l'attestation d'enregistrement sert au service compétent du ministère pour établir une attestation de séjour, ou est-ce que le citoyen de l'Union européenne doit prouver son identité et démontrer qu'il remplit les conditions nécessaires à ce service, indépendamment des démarches auprès de l'administration communale?

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur, à la Grande Région et de la Police est-il d'avis que le personnel des administrations communales dispose des moyens nécessaires pour pouvoir distinguer de faux papiers de papiers authentiques? Est-ce que des formations existent à cette fin et est-ce qu'il y a une coopération systématique entre les responsables de la Police grand-ducale et le personnel des administrations communales à l'accueil des étrangers?

Réponse commune (8.8.2012) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, et de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, la direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères a eu connaissance de certains cas isolés où des ressortissants de pays tiers ont fait usage de faux documents d'identité afin de se faire enregistrer par l'administration communale comme citoyens de l'Union européenne. Ces cas ont été détectés lors d'un contrôle des copies des documents en question opéré par la Direction de l'Immigration en collaboration avec les autorités consulaires des États membres concernés. La Police grand-ducale - service de police judiciaire, section des étrangers et des jeux - a par la suite été chargée d'une enquête dans ces dossiers.

À part l'attestation d'enregistrement, aucun autre document n'est émis par les administrations communales. L'émission d'un autre document n'est pas admise par la directive 2004/38/CE sur la libre circulation des personnes. Ainsi, une attestation de séjour n'est pas émise par la direction de l'Immigration.

L'administration communale du lieu de résidence du citoyen de l'Union vérifie les documents d'identité présentés et délivre immédiatement l'attestation d'enregistrement si les autres conditions prévues par la loi du 29 août 2008 sont remplies. Aucune démarche ultérieure auprès de la direction de l'Immigration n'est prévue par la loi. La direction de l'Immigration effectue un contrôle des déclarations d'enregistrement remises par les administrations communales. Ce contrôle doit cependant être non systématique afin de respecter la directive 2004/38/CE.

Des cours de formation à l'attention des agents communaux en charge des bureaux de popu-

lation sont organisés régulièrement à l'Institut national d'administration publique (cours «État civil et bureau de population»). Par ailleurs, il convient de préciser que les responsables des bureaux de population s'adressent immédiatement aux autorités policières et judiciaires s'ils ont le moindre doute au sujet des pièces d'identité qui leur sont présentées.

Question 2187 (9.7.2012) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la **limitation des tranquillisants et somnifères**:

Dans la législation française il y a un passus intéressant au sujet des tranquillisants et hypnotiques. En effet concernant l'arrêté du 1^{er} février 2001 modifiant l'arrêté du 7 octobre 1991 fixant la liste des substances vénéneuses à propriétés hypnotiques et/ou anxiolytiques dont la durée de prescription est réduite on trouve à l'article 2 ce libellé:

Art. 2 - Après l'article 1^{er} de l'arrêté du 7 octobre 1991, est inséré un article 1^{er} bis ainsi rédigé:

«Art. 1^{er} bis. - Ne peuvent être prescrits pour une durée supérieure à deux semaines les médicaments:

- contenant des substances à propriétés hypnotiques, ainsi que leurs sels lorsqu'ils peuvent exister...

- et dont l'indication thérapeutique figurant sur l'autorisation de mise sur le marché est „insomnie“.»

En plus l'arrêté de 2001 stipule que la durée pour les tranquillisants ne peut excéder douze semaines.

Étant donné que les études scientifiques se concrétisent en signalant que les médicaments tranquillisants et substances associées comme les somnifères sont responsables de la maladie d'Alzheimer je voudrais poser les questions suivantes:

1) Est-ce qu'il existe des textes, règlements ou autres dans notre législation à l'instar de la législation française limitant la prise de tranquillisants et des somnifères?

2) Si ce n'est pas le cas, est-ce qu'il ne serait pas opportun d'agir dans ce sens pour éviter une épidémie de maladies dégénératives type Alzheimer, maladies qui sont en train de rejoindre le cancer au panthéon des fléaux les plus redoutés?

Réponse (14.8.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Le législateur français a été le premier en Europe à limiter la durée de prescription des médicaments faisant l'objet de la présente question parlementaire. Depuis les mesures prises en 1991, la durée maximale de prescription est limitée à douze semaines pour les anxiolytiques (tranquillisants) et à quatre semaines pour les hypnotiques (somnifères).

En effet la publication du rapport Legrain en 1989 (Rapport du groupe de réflexion sur l'utilisation des hypnotiques et tranquillisants en France), dont les conclusions dénonçaient les consommations trop importantes et le renouvellement routinier des prescriptions, a donné lieu à une première mesure de réglementation de la limitation de la durée de prescription en ciblant des classes entières pharmacothérapeutiques. D'autres mesures non réglementaires, notamment les recommandations de bonne pratique de prescription reposant sur une analyse soigneuse de la situation clinique, ont été préparées en proposant des limitations générales pour ces médicaments. Il va sans dire que toutes ces mesures ont été élaborées en tenant compte des indications validées dans la notice scientifique (actuellement appelée «Résumé des Caractéristiques du Produit» ou RCP), et qui correspond au «contrat» entre le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché (A.M.M) et les pouvoirs publics.

Au Luxembourg, l'approche a été différente en adoptant au cas par cas une mesure stricte ciblée sur une molécule, notamment en soumettant un médicament à la réglementation des stupéfiants avec une délivrance limitée à sept jours. Ceci a été notamment le cas d'un médicament hypnotique appartenant à la classe pharmacochimique des benzodiazépines, le flunitrazepam, connu pour son usage détourné. Tous les médicaments hypnotiques et tranquillisants sont classés dans la catégorie RR, c'est à dire dans la catégorie «sur prescription médicale non renouvelable». La consultation de la notice scientifique (RCP) des médicaments hypnotiques les plus utilisés, à savoir le lormetazepam et le zolpidem, indique clairement que la durée de traitement est en général de quelques jours à deux semaines, avec un maximum de quatre semaines. La prescription en dehors de

ces limites correspondrait donc à un «méusage» puisqu'elle constitue une utilisation non conforme au résumé des caractéristiques du produit.

Il convient encore de noter que d'après l'article 105 des statuts de la Caisse nationale de santé, «la prise en charge des médicaments est soumise à la condition que ceux-ci soient prescrits, délivrés et administrés en conformité avec le résumé des caractéristiques du produit tel que celui-ci a été approuvé lors de l'octroi de l'autorisation de mise sur le marché». Or, le RCP prévoit pour certains médicaments des limitations dans la durée de prescription, limitation que le prescripteur est obligé de respecter pour que le remboursement des médicaments soit possible.

Par ailleurs, l'article 31, alinéa 1 point c) des statuts dispose qu'«est considéré comme abus de consommation de prestations à charge de l'assurance maladie, le fait par la personne protégée de se procurer à charge de l'assurance maladie et sans justification admise par le Contrôle médical des médicaments à des doses qui seules ou en association dépassent sensiblement les recommandations thérapeutiques ou qui sont pris dans des troubles non repris dans les indications pour lesquelles l'autorisation de mise sur le marché a été accordée».

Force est dès lors de constater que ces dispositions ont la même finalité que celles de santé publique en France précitées, à savoir limiter la durée de prescription de certains médicaments.

Je tiens enfin à préciser que l'utilisation des tranquillisants et somnifères est soumise à un certain nombre de risques figurant d'ailleurs dans le RCP de ces spécialités, tels les risques d'amnésie antérograde (perte de mémoire des faits récents), des risques d'altérations des fonctions psychomotrices, les troubles de la mémoire, du comportement ainsi que les risques liés à la tolérance au produit et à la dépendance. Les troubles de la mémoire sont un effet indésirable largement documenté lors des traitements avec les médicaments de la classe pharmacochimique des benzodiazépines. Plusieurs études ont tenté d'évaluer le risque d'altération de la fonction cognitive, voire d'apparition d'une démence et son association à l'exposition aux benzodiazépines. Toutefois, il n'a pas été établi, à ce jour, de lien entre benzodiazépines et démences, et en particulier entre benzodiazépines et la maladie d'Alzheimer.

Question 2188 (11.7.2012) de Mme Josée Lorsché (dél gréng) concernant les **commissions consultatives communales d'intégration**:

Le règlement grand-ducal du 15 novembre 2011 relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives communales d'intégration oblige les villes et communes à créer une CCCI et prévoit sa mise en place dans les trois mois qui suivent l'entrée en fonction du conseil communal issu des élections d'octobre 2011.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Quelles sont les communes ayant respecté le délai de trois mois pour constituer une commission consultative communale d'intégration?

L'article 2.2. stipule: «Toutefois, dans les communes où plus de la moitié des résidents sont des étrangers, le conseil communal peut décider que les Luxembourgeois et les étrangers soient représentés au sein de la commission proportionnellement au pourcentage du nombre d'habitants luxembourgeois et étrangers, déterminé sur la base de la population communale telle qu'elle résulte du règlement grand-ducal portant fixation du nombre des conseillers communaux conformément à l'article 5ter de la loi communale.»

2. Quelles sont les communes ayant procédé de cette manière?

Le même article continue: «Parmi les membres étrangers de la commission doit figurer au moins une personne ayant la nationalité d'un pays tiers, sauf si aucun ressortissant de pays tiers n'a posé sa candidature.»

3. Quelles sont les communes ayant appliqué cet article?

Selon l'article 2.3. «Les membres sont choisis de façon à ce qu'il y ait au moins deux membres du conseil communal dont un est

1 cf. Rapport général sur la sécurité sociale 2010, «tableau 16 – Répartition des bénéficiaires par cause de dépendance principale, genre et lieu en 2010» p. 151.



membre du collège des bourgmestre et échevins.»

4. Quelles sont les communes qui respectent cette obligation?

L'article 10 précise: «Copie du procès-verbal est transmise par le secrétaire aux membres effectifs et suppléants de la commission, aux membres du conseil communal, au ministre ayant dans ses attributions l'intégration et à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration.»

5. Combien de procès-verbaux ont été transmis au Ministère de la Famille et de l'Intégration et à l'OLAI jusqu'à ce jour?

6. Dans le cas où une commune ne respecterait pas les conditions prévues par le règlement grand-ducal, par quelles mesures Madame la Ministre entend-elle y remédier?

7. Madame la Ministre ne juge-t-elle pas opportun de publier les procès-verbaux des CCCI sur un site Internet commun en vue d'un échange d'informations et de bonnes pratiques?

Réponse (6.8.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Ad 1), 3) et 4)

18 communes n'ont pas encore constitué à ce jour leur commission consultative communale d'intégration.

En raison des congés, les services de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration n'ont pas pu avoir les informations nécessaires de toutes les communes, ce qui m'empêche de donner des réponses satisfaisantes aux questions 1, 3 et 4 à l'heure actuelle.

Ad 2)

Il n'y a que cinq communes qui ont une population étrangère de plus de 50%. Selon les informations dont nous disposons actuellement, la commune de Strassen et la ville d'Esch-sur-Alzette ont procédé de cette manière.

Ad 5)

Jusqu'à ce jour, 39 communes nous ont envoyé leurs procès-verbaux.

Ad 6)

Le règlement grand-ducal en question ne prévoit pas de sanction pour non-respect des conditions y prévues. Par ailleurs, toutes les communes se sont engagées avec détermination dans la constitution des commissions consultatives communales d'intégration en veillant à respecter les obligations légales. Pourtant, il ne faut pas oublier que les situations sont parfois fort différentes d'une commune à l'autre. L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration est en train d'analyser les difficultés rencontrées et de réfléchir avec les communes à la résolution de celles-ci.

Ad 7)

Les réunions des CCCI n'étant pas publiques, les procès-verbaux restent eux confidentiels. Le règlement grand-ducal ne prévoit expressis verbis leur transmission qu'à la Ministre ayant dans ses attributions l'intégration et à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration. Le site «Integraloc» permettra aux communes qui le souhaitent de publier les pratiques qu'elles souhaitent échanger.

Question 2199 (17.7.2012) de **MM. Claude Adam** et **Camille Gira** (*déi gréng*) concernant **l'installation de bassins de rétention à l'intérieur de lotissements pour collecter les eaux pluviales**:

Lors de l'établissement de projets de lotissement, les communes et les promoteurs sont obligés de prévoir l'installation d'au moins un bassin de rétention par PAP et ceci à l'intérieur du PAP, pour collecter les eaux pluviales. La taille et le volume du bassin sont fonction de l'envergure du projet d'aménagement. Certainement, la séparation entre les eaux usées et pluviales est une mesure écologiquement utile. Néanmoins, il se présente des cas où l'infrastructure de rétention serait mieux placée en dehors du lotissement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Quelle est la base légale (directive européenne, loi ou règlement national) sur laquelle est

fondée l'exigence de la collecte des eaux pluviales au moyen de bassin de rétention à l'intérieur d'un PAP?

2. Est-ce que pour des cas bien précis et clairs Monsieur le Ministre accepte l'installation d'un bassin de rétention à l'extérieur du PAP? Dans la négative, pour quelles raisons?

Réponse commune (16.8.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire des honorables Députés Claude Adam et Camille Gira a pour objet l'installation de bassins de rétention à l'intérieur de lotissements pour collecter les eaux pluviales lors de l'élaboration de nouveaux PAP.

Tout d'abord, l'article 640 du Code civil stipule clairement que «les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement» et «que le propriétaire (du fonds supérieur) ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur». Dans cette logique, le traitement des eaux pluviales issues par la suite du scellement de surfaces lors de l'élaboration d'un nouveau PAP doit impérativement être géré au sein de ce même PAP et ne saurait être organisé sur des surfaces extérieures à celui-ci.

C'est également dans cette optique qu'a été élaboré l'article 23(1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. En effet, «le déversement direct ou indirect d'eau de quelque nature que ce soit dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines» est soumis à autorisation par le ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions. Afin de promouvoir le système séparatif pour les nouvelles constructions, condition sine qua non de l'atteinte du bon équilibre écologique des masses d'eau, la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau conformément à cet article 23 exige une autorisation pour toute infrastructure d'assainissement ou d'évacuation d'eaux pluviales dans les zones soumises à l'élaboration d'un PAP «nouveau quartier». Il convient également de souligner que le législateur a confié la mission «de contribuer à l'élaboration de plans d'aménagement et de gestion de l'eau» et «de déterminer l'état de la meilleure technique disponible en matière de technologies dans le domaine de l'eau» à l'Administration de la Gestion de l'Eau, ceci par les missions définies au sein de la loi organique du 28 mai 2004.

Toutes ces dispositions harmonisent également avec les dispositions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Afin de mieux illustrer les préceptes techniques de base à ces infrastructures de gestion des eaux dans les agglomérations urbanisées, l'Administration de la Gestion de l'Eau a élaboré conjointement avec les instances communales (Émweltberoder Lëtzebuerg) et des bureaux d'études un guide technique «Regenwasserleitfaden», qui se trouve actuellement en phase de révision, mais qui ne touchera certainement pas aux préceptes de base qui sont définis dans les divers textes législatifs.

D'un point de vue opératif, il faut avant tout souligner que les infrastructures en matière de la gestion des eaux pluviales (rétentions pour eaux pluviales) font partie des travaux de voirie et d'équipements publics nécessaires à la viabilité du plan d'aménagement particulier «nouveau quartier» tels qu'ils sont définis par les articles 23 et 34 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Partant, ces aménagements doivent, en principe, au même titre que les voies de dessertes, les aires de verdure et les places de jeux être prévus à l'intérieur de la zone concernée par le projet d'aménagement particulier et on ne saurait concevoir une exemption particulière, difficilement justifiable pour un type d'infrastructure donné.

Il est aussi précisé par l'article 26(1) de la même loi que le plan d'aménagement particulier ne peut pas couvrir des terrains sis en zone verte alors qu'il est destiné à exécuter exclusivement les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées. Rien ne s'oppose toutefois à l'élaboration d'un projet d'aménagement particulier dépassant les limites de la zone soumise à PAP telle que prévue par le plan d'aménagement général (PAG) sous condition qu'il ne s'agisse pas d'une zone verte. En effet, conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, «seules peuvent être érigées en zone verte des constructions servant à l'exploitation agricole», (...) ou «à un but d'utilité publique». Les infrastructures nécessaires à la viabilité d'un plan d'aménagement particulier ne s'inscrivent donc pas dans une de ces catégories et ne sont dès lors pas admises voire autorisables en zone verte.

En application de l'article 34 de la loi sur l'aménagement communal, les équipements publics ainsi définis sont destinés à être cédés gratuitement aux communes en vue de garantir leur entretien et exploitation appropriés. Il appartient dès lors aux initiateurs des projets concernés d'intégrer ces ouvrages dans leur projet d'aménagement particulier tout en apportant une plus-value écologique à ce dernier. De même, ces surfaces accessibles au public peuvent étre aménagées d'une manière à constituer un complément naturel d'un espace de verdure ou encore d'une aire de jeux. Toutefois, il y a lieu de souligner qu'en application du même article 34(2), les zones souvent plus étendues exécutées par plusieurs PAP, peuvent, soit sur la base d'un plan directeur (PD), soit sur la base d'un schéma directeur (SD) prévoir une seule rétention pour l'ensemble de cette zone. Dans cette optique, il est d'ores et déjà possible de proposer pour plusieurs PAP adjacents une solution commune pour la gestion des eaux pluviales, respectivement de prévoir dans une première phase une rétention d'ensemble d'un volume adéquat pour garantir l'assainissement des futurs PAP.

Il y a finalement lieu de préciser que les nouveaux PAG des communes doivent dorénavant indiquer clairement les zones soumises à l'élaboration d'un PAP «nouveau quartier». Pour toute zone ainsi arrêtée, il appartient à la commune d'élaborer dans le cadre de l'étude préparatoire un schéma directeur (SD) couvrant l'ensemble de la zone, comportant également un concept pour la rétention et l'évacuation des eaux pluviales. Tout projet d'aménagement «nouveau quartier» est par la suite orienté par le schéma directeur ainsi établi.

Notons cependant que si des eaux de pluie en provenance de surfaces externes aux zones urbanisées ou destinées à être urbanisées risquent d'engendrer des nuisances à ces dernières, les ministres ayant l'environnement et la gestion de l'eau dans leurs attributions peuvent autoriser des bassins de rétention à l'extérieur des zones constructibles afin de réduire l'impact des eaux pluviales envers ces zones constructibles et de retenir les eaux pluviales et/ou de les guider le long ou à travers l'agglomération. Ces bassins, ainsi que des fossés ouverts dirigeant les eaux pluviales des bassins de rétention à l'intérieur des PAP «nouveau quartier» vers le cours d'eau le plus proche sont autorisables en zone verte.

Question urgente 2222 (30.7.2012) de **M. Fernand Etgen** (*DP*) concernant la **non-attribution de dispositifs de marquage pour certains lots de chasse**:

L'année cynégétique 2012/2013 commence le 1^{er} août 2012. Dans ce contexte, les dispositifs de marquage pour le grand gibier viennent d'être distribués par l'Administration de la Nature et des Forêts aux locataires de lots de chasse.

Selon mes informations, l'Administration de la Nature et des Forêts n'a toutefois attribué aucun dispositif de marquage pour diverses espèces (cerfs, biches, mouflons,...) à un certain nombre de locataires de lots de chasse.

En vertu de ces restrictions, les chasseurs concernés n'auraient, selon d'aucuns, pas la possibilité d'exercer la chasse dans le respect des objectifs de la loi relative à la chasse.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour la non-attribution d'aucun dispositif de marquage pour certains lots de chasse?

- Est-ce que cette décision de l'administration compétente vaut pour toute l'année cynégétique 2012/2013 ou est-ce que des dispositifs de marquage vont encore plus tard être attribués aux locataires concernés?

- Monsieur le Ministre entend-il attribuer à chaque lot de chasse au moins un dispositif de marquage pour chaque espèce?

Réponse (8.8.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Les locataires de chasse ont obtenu leurs dispositifs de marquage pour le 1^{er} août 2012, date de l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2012/2013.

La nouvelle loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, dans son article 83, prévoit la création de cinq commissions cynégétiques régionales qui feront à l'avenir des propositions au Ministre concernant le plan de tir. Le projet de rè-

glement grand-ducal relatif (a) à l'établissement d'un plan de tir pour certaines espèces de grand gibier (b) aux modalités du marquage (c) à l'organisation et le mode de fonctionnement des commissions a été soumis au Conseil d'État pour avis et le département de l'Environnement est actuellement en attente de cet avis.

Sous l'ancienne législation en matière de chasse, et notamment le règlement grand-ducal du 16 mai 1997 instituant un plan pour la chasse aux espèces cerf et chevreuil et déterminant les modalités du marquage du grand gibier, la commission cynégétique proposait au Ministre, conformément aux normes qu'elle déterminait, le nombre de cerfs élaphe et de chevreuils que le demandeur du plan était autorisé à tirer pendant une période cynégétique de trois ans, commençant le 1^{er} août et expirant après trois années le 31 juillet.

Bien que ledit règlement grand-ducal conférant au Ministre le droit d'arrêter un plan pour la chasse aux espèces cerf et chevreuil subsiste jusqu'à l'adoption du nouveau règlement, la commission cynégétique a été abolie par le fait de l'adoption de la nouvelle loi du 25 mai 2011 relative à la chasse prévoyant la création de cinq commissions cynégétiques régionales.

Pour cette raison et après discussion au Conseil supérieur de la chasse, l'Administration de la Nature et des Forêts avait proposé au Ministre de procéder de la manière suivante:

Pour l'année cynégétique 2012-2013 uniquement, les locataires des 600 lots de chasse reçoivent des dispositifs de marquage en fonction du nombre de gibier tiré sur leur lot de chasse pendant les trois années cynégétiques 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011 (N.B. les données du gibier tiré de l'année 2011/2012 ne sont pas encore disponibles). La formule de calcul utilisée pour la distribution des dispositifs de marquage était donc la suivante, utilisée par espèce respectivement par catégorie (cerf mâle, biche, cerf jeune): tir moyen d'individus par année pendant les années cynégétiques 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011, augmenté de 25%, arrondi vers le haut. De cette manière, tous les locataires ont été traités de manière égale et non de manière arbitraire.

Cette approche a évidemment fait en sorte que des locataires de chasse n'ayant tiré aucun individu d'une certaine espèce ou catégorie n'ont pas reçu de dispositif pour cette espèce ou catégorie. Ceux ayant tiré peu d'individus ont reçu peu de dispositifs. Néanmoins, il y a lieu de rappeler que la moyenne de base sur les trois années se rapporte à une période de douze mois, alors que l'année cynégétique 2012/2013 ne dure que huit mois. Je suis donc d'avis que pour la grande majorité des lots de chasse, le nombre de dispositifs de marquage sera largement suffisant.

Par ailleurs, il y a lieu de remarquer que tous les locataires ont été informés dans la lettre d'accompagnement qu'ils peuvent à tout moment demander des dispositifs de marquage supplémentaires. 156 locataires ont déjà utilisé cette possibilité et leurs dispositifs supplémentaires ont déjà été expédiés la semaine passée. De cette manière, tous les locataires qui sont disposés à exercer la chasse dans le respect des objectifs de la loi relative à la chasse, en vue d'une régulation efficace au lieu d'une augmentation artificielle des populations par le tir sélectif de mâles, auront la possibilité de faire ainsi.

Distribuer au moins une marque de chaque espèce à chaque locataire de chasse engendre un gaspillage de centaines de dispositifs de marquage pour les espèces cerf et mouflon dans des régions où ces espèces ne sont manifestement pas présentes.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un